CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Débat d'orientation 5496

Débat d'orientation sur la chasse

Date de dépôt : 15-07-2005

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
15-07-2005	Déposé	5496/00	3
13-06-2007	Annexes 1. Demande du groupe parlementaire " Déi Gréng " d'organiser un débat d'orientation sur la chasse ; 2. Pétition n°216 pour une modification de la loi sur la chasse (remise par la Socié [...]	5496/00A	26
26-06-2007	Corrigendum (26.6.2007)	5496/00B	615
21-06-2007	Nouvelle loi sur la chasse	Document écrit de dépot	618

5496/00

N° 5496

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2006-2007

DEBAT D'ORIENTATION

sur la chasse

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT

(13.6.2007)

La Commission se compose de: M. Roger NEGRI, Président; M. Romain SCHNEIDER, Rapporteur; MM. Marc ANGEL, Emile CALMES, Camille GIRA, Charles GOERENS, Robert MEHLEN, Marcel OBERWEIS, Jean-Paul SCHAAF, Marco SCHANK et Mme Martine STEIN-MERGEN, Membres.

*

I. ANTECEDENTS

I.1 Législature 1999-2004

Le débat d'orientation sur la chasse a été organisé suite à une demande du groupe parlementaire DEI GRENG datant du 11 juillet 2003. A la suite de cette demande, la Conférence des Présidents a décidé, en date du 14 octobre 2003, du renvoi de ce dossier à la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et à la Commission de l'Environnement. Plusieurs réunions ont alors eu lieu (6 janvier, 3 février et 25 mars 2004), lesquelles ont permis d'élaborer un premier projet de questionnaire à envoyer aux différentes organisations concernées par la problématique, ainsi qu'un plan de travail. L'approche des élections législatives de 2004 et la dissolution de la Chambre n'ont cependant pas permis de poursuivre ces travaux.

I.2 Législature actuelle

La première réunion de la Commission de l'Environnement de la législature actuelle au sujet de la chasse a eu lieu le 21.4.2005: la Commission a procédé à un échange de vues concernant les travaux préparatoires en vue de l'organisation d'un débat d'orientation. Elle a décidé d'envoyer un questionnaire reprenant les principaux points sensibles du sujet à toutes les associations concernées par la problématique. Lors de sa réunion du 7.7.2005, la Commission procède à un premier examen des réponses des différentes associations au questionnaire. Par ailleurs, elle prend la décision de faire réaliser une étude juridique en la matière (comparaison des législations cynégétiques de différents pays européens). En date du 12.9.2005, la Commission continue l'organisation de ses travaux et s'entretient avec M. Arthur Besch, de l'Administration des Services Vétérinaires.

En date du 9.2.2006, la Commission a nommé M. Romain Schneider rapporteur du débat d'orientation. En date du 6.3.2006, elle a procédé à un échange de vues avec des fonctionnaires de l'Administration des Eaux et Forêts. Puis, le 22.3.2006, elle en a tiré les conclusions et continué l'organisation des travaux, de même que lors de la réunion du 24.4.2006. Après avoir élaboré un cahier des charges en date du 8.5.2006, elle a procédé à un échange de vues concernant les détails pratiques de l'étude juridique à élaborer par les soins du Greffe de la Chambre, le 11.7.2006 et le 4.10.2006. Cette étude juridique lui a été remise et présentée le 23.11.2006.

Lors des réunions des 24.1.2007, 7.2.2007 et 15.2.2007, la Commission de l'Environnement a continué ses échanges de vues sur l'organisation pratique des travaux et du hearing; elle a par ailleurs entamé l'examen approfondi du questionnaire aux fins de déterminer quels seront les sujets traités lors du hearing. Cet examen s'est poursuivi les 6.3.2007, 7.3.2007 et 13.3.2007.

En date du 26 mars, la Commission de l'Environnement a organisé un hearing auquel ont participé plus de 20 associations concernées par la problématique en cause et qui avaient précédemment répondu au questionnaire leur envoyé, mais également en présence d'experts nationaux et internationaux et de représentants du Ministère et de l'Administration de l'Environnement. Les associations représentées étaient: Animal Justice, l'Association „Pour une chasse écologiquement responsable", l'Association des Biologistes Luxembourgeois, l'Association des Forestiers Luxembourgeois, l'Association des Gardes Particuliers Assermentés, l'Association des Médecins Vétérinaires du Grand-Duché de Luxembourg, l'Association des Universitaires au Service de l'Administration des Eaux et Forêts, la „Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd", la Centrale du Chien de Chasse, la Centrale Paysanne Luxembourgeoise, la Chambre d'Agriculture, le Comité pour la Défense des Droits des Animaux et la révision des lois nationales et européennes touchant les animaux, la Fédération St-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg, le „Fräie Lëtzebuerger Baureverband", le Groupe d'Action Végétarien pour l'Egalité animale, le Groupement des Sylviculteurs, la „Lëtzebuerger Natura Vulleschutzliga", la Ligue nationale de Protection des Animaux, le Mouvement Ecologique, Natura asbl, la Société des Naturalistes Luxembourgeois, „SOS Animaux", le SYVICOL et le „Vogelschutz-Komitee".

Suite à ce hearing, la Commission s'est encore entretenue avec la Commission des Affaires économiques, de l'Agriculture et de la Pêche et la Commission de l'Environnement et de l'Energie du Conseil Interparlementaire Consultatif du Benelux au sujet de la chasse, en date du 11 mai 2007.

Pour finir, elle s'est réunie à plusieurs reprises, afin de tirer les conclusions suite au hearing et de se forger un avis définitif sur certains points encore en suspens (18 avril, 14 mai, 24 mai 2007). Par ailleurs, elle a procédé à un échange de vues avec la Commission des Affaires économiques, de l'Agriculture et de la Pêche et avec la Commission de l'Environnement et de l'Energie du Conseil Interparlementaire Consultatif du Benelux le 11 mai 2007. Elle a adopté le présent rapport le 13 juin 2007.

*

II. PREPARATION DU DEBAT D'ORIENTATION

En automne 2003, la Commission de l'Environnement s'est mise d'accord pour organiser un débat d'orientation, suite à la demande du groupe parlementaire „Déi Gréng" (voir annexe 1) et en prenant en considération la pétition 216 pour une modification de la loi sur la chasse, remise par la Société pour la Protection des Animaux de Dudelange (voir annexe 2). Dans le cadre de la pétition 216, la Commission des Pétitions avait invité les chasseurs et les protecteurs des animaux à une entrevue. Les parties avaient annoncé qu'elles se concerteraient pour chercher une solution. Or, cette tentative avait échoué. Lors de la réunion jointe du 18 septembre 2003 entre la Commission de l'Environnement et la Commission des Pétitions, les députés constataient que, à part la pétition citée ci-dessus, le ministre envisageait de modifier ponctuellement la législation sur la chasse concernant le nourrissage et l'agrainage du gibier et que, par ailleurs, plusieurs procès étaient pendants devant le Tribunal respectivement la Cour administrative concernant l'organisation de la chasse (affaires dans lesquelles les propriétaires de fonds sont contraints d'accepter la chasse sur leur terrain). Ils jugeaient donc opportun de préparer un débat d'orientation.

Par la suite, au cours des réunions du 6 janvier 2004 et du 25 mars 2004, les membres de la Commission de l'Environnement établissent un questionnaire qui reprend les sujets concernant la chasse qui prêtent à discussion. Leur intention est d'envoyer ce questionnaire aux différentes associations concernées, d'inviter des experts pour traiter les questions les plus controversées au sein de la Commission et d'organiser un hearing. Ce travail est poursuivi par la Commission de l'Environnement nouvellement constituée après les élections législatives de juin 2004. Le 21 avril 2005, la Commission décide que le questionnaire sera envoyé aux associations concernées.

Lors de sa réunion du 7 juillet 2005, les membres de la Commission décident qu'un audit concernant la chasse faciliterait beaucoup la discussion. Ils font une demande à la Conférence des Présidents pour obtenir le budget nécessaire pour la réalisation d'une telle étude. Au cours de leur réunion du 21 juillet 2005, les Présidents des groupes politiques refusent d'accorder une suite favorable à cette demande, étant donné que le sujet de la chasse est un sujet très controversé parmi la population. Ils jugent peu réaliste de s'attendre à obtenir une étude neutre en la matière. La Commission insiste pourtant que le

cahier des charges de cette étude sera défini entièrement par elle-même et qu'elle ne demandera que des informations purement objectives et scientifiques. Ainsi, par exemple, il serait demandé une comparaison exclusivement juridique de la législation luxembourgeoise en matière de chasse avec celle d'autres pays européens limitrophes, comparaison ne pouvant prêter à aucune équivoque ou partialité.

Au cours des réunions du 22 mars 2006 et du 8 mai 2006, la Commission prépare et adopte le cahier des charges de l'étude. Suite à un nouvel échange avec la Conférence des Présidents, il est décidé durant la réunion du 11 juillet 2006 que cette étude sera réalisée par les soins du Greffe de la Chambre des Députés.

Les résultats de cette étude sont présentés aux membres de la Commission en date du 23 novembre 2006. Celle-ci comprend deux volets: la première partie est l'étude à proprement parler, à savoir la comparaison des différents types de législation existants en Europe, tandis que la seconde partie regroupe une compilation des réponses qui ont été données par différentes associations au questionnaire élaboré par la Commission de l'Environnement (voir annexes 3 et 4). Suite à la présentation les membres de la Commission demandent au rapporteur de faire une synthèse en cristallisant les questions les plus pertinentes afin de cibler le débat. Cette synthèse, qui servira à la Commission de document de travail, est présentée aux membres de la Commission le 7 février 2007. Elle retient entre autres que, d'après les réponses fournies par les différentes associations, les vues concernant la chasse varient fortement. En effet, il est difficile d'imaginer un consensus qui donnerait satisfaction aussi bien aux associations pour la protection des animaux, aux associations pour la protection de la nature, aux agriculteurs et aux chasseurs. A part une association qui estime qu'un équilibre écologique s'établirait naturellement sans la chasse et les interventions des chasseurs, tous les autres acteurs sont d'avis que la chasse est nécessaire pour réguler la population de certaines espèces. Pourtant, il y a ceux qui voudraient limiter la chasse à un strict minimum nécessaire pour rétablir un certain équilibre écologique et pour combattre des épizooties et ceux qui voient le gibier comme une ressource qu'il s'agit d'exploiter d'une façon durable.

Les premiers acceptent à la rigueur que des animaux doivent être abattus pour éviter des dégâts économiques et écologiques importants, mais n'acceptent pas que des animaux soient chassés par plaisir. D'où la demande de remplacer la „chasse-loisir" par une „chasse professionnelle".

Leurs opposants sont convaincus que la chasse poursuit un intérêt général et qu'elle rapproche l'homme de la nature, qui fait lui-même partie de l'écosystème. A leurs yeux, la chasse peut être exercée librement, si elle respecte certaines règles concernant la sécurité, la biodiversité, les intérêts des agriculteurs etc. Etant donné que la „chasse-loisir" est soumise à de telles règles, ils considèrent qu'une „chasse professionnelle" n'apporterait aucune plus-value, mais qu'elle occasionnerait un coût important sans garantir un résultat meilleur.

A part ces approches fondamentalement opposées, certains aspects de la gestion cynégétique telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui donnent lieu à des conflits d'intérêt: le nourrissage du gibier, la surpopulation de certaines espèces qui cause des dégâts d'ordre économique et écologique, le fonctionnement des syndicats de chasse, la chasse administrative. Il incombe au législateur de créer un cadre qui permette de résoudre ces conflits d'une façon équitable.

En prenant note de la synthèse proposée par le rapporteur, la Commission décide de la façon à procéder pour mener à bien les discussions préparatoires du débat d'orientation sur la chasse. Il est décidé d'organiser un hearing le 26 mars 2007 qui durera toute la journée. A ce hearing seront invités deux représentants de chaque association concernée par les problèmes liés à la chasse et ayant répondu au questionnaire. Seront également invités des experts en la matière, ainsi que des représentants de l'Administration des Eaux et Forêts.

En préparation de ce hearing, la Commission décide de discuter le questionnaire envoyé aux associations concernées point par point, de manière à pouvoir déterminer les sujets les plus controversés qui seront à discuter lors du hearing en présence d'experts qui pourront donner des informations scientifiquement confirmées pour rendre la discussion plus objective.

Deux questions d'ordre plus général sont à traiter en priorité. Est-ce que la législation concernant la chasse doit être réformée? Est-ce que la chasse représente une nécessité? S'il est vrai qu'on ne peut pas raisonnablement répondre à ces questions sans avoir analysé d'abord les options et arguments en relation avec toutes les autres questions, il est clair qu'un débat devient sans objet si la Commission répondait par une négative à l'une de ces deux questions.

II.1 Une réforme de la législation sur la chasse

Concernant la première question, il faut noter que la loi sur la chasse porte la date du 19 mai 1885. Elle a été modifiée et complétée depuis lors, mais on peut se poser à juste titre la question, si un texte aussi ancien correspond toujours aux réalités et aux besoins de nos temps. Par ailleurs, la législation qui touche à la chasse est beaucoup plus vaste et complexe que la seule loi du 19 mai 1885. Elle est fragmentée en un nombre important de règlements grand-ducaux, ce qui risque de compromettre la cohérence et la transparence des textes. D'où le rappel du Conseil d'Etat dans son avis du 6 décembre 2005 sur le projet de loi 5452 modifiant et complétant la législation sur la chasse qu'une révision entière de la législation sur la chasse est pendante depuis des années et que le législateur s'est limité jusqu'ici à des réformes ponctuelles, ce qui ne représente pour la Haute Corporation „qu'une solution de facilité et le recours à une technique législative peu recommandable". Elle insiste sur la nécessité de réformer la législation existante en profondeur et „de codifier en un seul corps de loi la législation fragmentée et disparate régissant actuellement le régime de la chasse".

On doit pourtant aussi noter que la législation sur la chasse, subdivisée en six chapitres, est regroupée dans le Code de l'Environnement, ce qui fait qu'un texte coordonné est toujours disponible.

Quant au contenu de la législation sur la chasse, les réponses données par différentes organisations montrent qu'il y en a qui préféreraient garder plus ou moins le statu quo, d'autres souhaitent des modifications ponctuelles tandis que certains demandent tout simplement l'abolition de la „chasse-loisir". Ces positions sont en relation étroite avec la seconde question sur l'utilité, et partant, de la légitimité de la chasse. Ainsi, la Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg asbl estime que la chasse poursuit un intérêt général. D'autres, qui soulignent les changements à tous les niveaux qui se sont opérés depuis l'entrée en vigueur de la loi sur la chasse, sont d'avis que la chasse devrait être adaptée, justement pour que la chasse puisse à nouveau poursuivre un intérêt général. Cette approche est surtout partagée par des associations qui s'intéressent aux questions écologiques. Ceux qui se soucient en premier lieu de la protection des animaux tendent plutôt à voir dans la chasse une partie du problème et non pas une partie de la solution. Il ne reconnaissent pas l'intérêt général de la chasse et demandent par conséquent son abolition. Ils demandent que des professionnels soient chargés de la gestion cynégétique.

II.2 La relation entre la chasse et la protection de la nature

La seconde question adressée aux différentes associations concerne la relation entre la chasse et la protection de la nature. La question est de savoir si on a oui ou non besoin de la chasse pour maintenir un certain équilibre écologique. Les associations qui ont répondu au questionnaire sont divisées à ce sujet. Certains pensent qu'un équilibre écologique pourrait se rétablir automatiquement si la chasse était interdite. Ils partent du principe que l'intervention du chasseur est en grande partie responsable de la surpopulation de certaines espèces. Cette opinion n'est partagée ni par les écologistes, ni par les chasseurs, ni d'ailleurs par les représentants de l'Administration des Eaux et Forêts.

Au sein de la Commission, la nécessité de la pratique de la chasse pour rétablir un équilibre écologique et pour maintenir la biodiversité trouve un consensus. Ses membres sont d'avis que la mission primaire de la chasse, qui ne contribue que d'une façon très restreinte à notre alimentation, est justement le maintien de l'équilibre écologique.

A partir de cette hypothèse, il est utile de considérer les problèmes existants, d'en analyser les causes et les possibilités d'y remédier.

II.3 Un système écologique en déséquilibre

En considérant les discussions menées au sein de la Commission, il ressort clairement que l'un des problèmes majeurs est la surpopulation de certaines espèces. Des informations et statistiques à ce sujet ont été présentées par un représentant de l'Administration des Eaux et Forêts lors de la réunion de la Commission du 6 mars 2006 (voir annexe 5). Etant donné qu'il est difficile de quantifier d'une manière adéquate la population des différentes espèces, c'est le nombre d'animaux abattus qui est utilisé comme indice de leur évolution. On parle de surpopulation, lorsque des dégâts importants causés par le gibier sont constatés dans les cultures et dans les forêts. Les renseignements dont dispose la Commission suggèrent par ailleurs que ce mode de déterminer s'il y a surpopulation ou non est appliqué de façon

inégale aux espèces, puisque seuls les dégâts qui donnent droit à des compensations financières sont recensés systématiquement. Tandis que les dégâts causés par le sanglier à certaines cultures (maïs) sont bien connus, l'impact d'une forte évolution du nombre de renards sur d'autres espèces n'est pas mesuré. Selon les informations présentées en Commission le 6 mars 2006, certaines espèces ont proliféré d'une manière spectaculaire. Ceci est vrai notamment pour le sanglier (sus scrofa) qui cause le plus de dégâts déclarés par les agriculteurs. Ni une chasse plus intense, ni la peste porcine n'ont réduit la population de cette espèce.

Les experts mettent en cause plusieurs facteurs pour l'accroissement notable de ces espèces. Le professeur Dr. Walter Arnold du „Forschungsinstitut für Wildtierkunde und Ökologie" en vient à la conclusion que l'un des facteurs les plus importants pour la régulation de la population du sanglier est le climat (voir annexe 6). Une étude menée en Autriche montre une corrélation significative entre l'évolution de cette espèce et le changement climatique. Selon lui, dans les régions qui connaissaient traditionnellement des hivers froids avec beaucoup de neige ont connu une augmentation exponentielle des sangliers à partir du moment où la température moyenne annuelle a dépassé un certain niveau. Dans une moindre mesure, il met en cause la culture plus importante du maïs, dont les sangliers sont particulièrement friands. Il met en garde contre le nourrissage qui, en combinaison avec des hivers relativement doux, contribue à la prolifération du sanglier.

II.4 L'impact du nourrissage

Si la chasse doit contribuer à réduire le nombre de sangliers, il est important d'avoir une idée claire de l'impact du nourrissage. Dans cet ordre d'idées, un groupe d'experts du musée national d'histoire naturelle a mis à disposition de la Commission de l'Environnement un papier de position sur le nourrissage, complété par des analyses similaires d'autres experts et associations intéressées (voir annexe 7). Ce papier fait notamment référence à une étude menée sur trois ans par Sandra Cellina dans le contexte de sa thèse de doctorat. Il ressort d'une analyse du contenu de l'estomac de 1.200 sangliers abattus entre juin 2003 et août 2005 que plus de 40 pourcent de la nourriture analysée était issue du nourrissage. Le groupe d'experts du musée national d'histoire naturelle en vient à la conclusion que toutes les formes de nourrissage, y inclus l'agrainage, devraient être interdites. Une seule exception lui semble tolérable lorsqu'il s'agit de vacciner le gibier pour éviter une épizootie.

S'il y a un consensus parmi tous les concernés que le nourrissage pratiqué durant toute l'année, et qui a pour seul but de fidéliser le gibier, doit être interdit, il n'en est pas de même du nourrissage pendant l'hiver et de l'agrainage.

La Fédération des Chasseurs Luxembourgeois estime que le nourrissage devrait être permis pendant des hivers exceptionnellement rudes. Elle est confortée dans cette position par la prise de position du professeur Klaus Pohlmeyer, qui est d'avis que ce type de nourrissage devrait être permis pour des raison d'éthique, dans des situations exceptionnelles et clairement définies. Cet expert s'oppose néanmoins à déclarer d'avance une certaine période de l'année comme période de carence. Deux autres experts qui se sont exprimés à ce sujet sur demande de l'Administration des Eaux et Forêts s'opposent au nourrissage pendant des hivers exceptionnellement froids. Sur ce point, il y a contradiction entre une approche écologique, qui accepte positivement que les périodes de carence jouent un rôle régulateur, et une approche qui tend à protéger les animaux contre une mort atroce.

La Fédération des Chasseurs Luxembourgeois insiste aussi pour maintenir la pratique de l'agrainage qui, selon elle, permet de réduire les dégâts de gibier. D'un côté, il y a l'agrainage limité à certaines époques de l'année, qui a pour but de détourner le gibier des cultures. Le professeur Walter Arnold cité plus haut estime pourtant que cette pratique qui réduit à l'instant les dégâts, contribue à une population plus forte, et intensifie par conséquent les problèmes dans les années conséquentes. Le professeur Klaus Pohlmeyer estime que cette pratique a peu d'impact positif, puisque le gibier préfère le maïs frais des champs aux grains secs répandus par les chasseurs. Le Dr. Hannes Geisser est d'avis que l'utilité de cette pratique est discutable, tandis qu'il met en garde contre les abus.

Un autre type d'agrainage a pour but d'attirer le gibier pour l'abattre. La Fédération des Chasseurs Luxembourgeois est convaincue qu'il s'agit là d'une aide essentielle pour pouvoir tirer un nombre élevé de gibier. D'après elle, l'impact de l'agrainage sur la population est négligeable, puisque la quantité de nourriture utilisée à cette fin est peu importante. Aussi bien le professeur Klaus Pohlmeyer que le Dr. Hannes Geisser admettent que cette forme d'agrainage peut s'avérer utile, mais uniquement sous des conditions très spécifiques, qui ne sont pas données au Luxembourg. Si l'un des experts juge

inutile cet agrainage si la chasse est interdite pendant la nuit, l'autre estime que cette méthode est uniquement valable pour la chasse à l'affût et non pas pour un pays où la grande majorité des sangliers est abattue dans le cadre de battues.

L'Administration des Eaux et Forêts rend encore attentive au fait qu'un contrôle systématique est difficile à réaliser, s'il n'y a pas une interdiction totale de tout type de nourrissage.

Reste à noter que les associations qui regroupent les intérêts des paysans, et qui s'étaient exprimés d'abord pour une interdiction partielle du nourrissage, après avoir pris note des avis de différents experts, se sont ralliées à un certain nombre d'associations écologiques pour demander une interdiction totale du nourrissage (voir annexe 8).

II.5 Des quotas de chasse minima pour certaines espèces

Tandis que la plupart des associations de protection des animaux sont optimistes qu'une interdiction du nourrissage mènera à une réduction du gibier, la majorité des autres acteurs est plutôt d'avis qu'une intensification de la chasse sera nécessaire pour rétablir l'équilibre écologique. Dans cette logique, le plan de chasse pourrait fixer non seulement des maxima, mais aussi des minima pour le nombre d'animaux à abattre pour certaines espèces.

II.6 La chasse administrative

Le corollaire d'une telle approche est la possibilité d'organiser une chasse administrative, au cas où les chasseurs n'atteindraient pas les quotas minima fixés par le plan de chasse. Le projet de loi 5452 a entre autres pour objectif d'introduire une chasse administrative. Le Conseil d'Etat a formulé un avis très critique à cet égard. D'abord, il n'est pas satisfait que les modifications ponctuelles de la législation sur la chasse retardent une réforme en profondeur. Ensuite il voit dans le projet de loi une nouvelle mesure pour imposer une chasse administrative aux propriétaires qui s'opposent à l'exercice de la chasse sur leurs terrains. A part ce conflit d'intérêts, il ne semble pas y avoir d'arguments contre une chasse administrative sur des terrains de propriétaires qui sont favorables à la chasse.

II.7 Le respect du droit de propriété

Reste à savoir dans quelle mesure la volonté de certains propriétaires de ne pas permettre la chasse sur leur territoire doit être respectée. Dans son avis du 6 décembre 2006, le Conseil d'Etat rappelle que „les enseignements de l'arrêt *Chassagnou* de la Cour européenne des droits de l'Homme du 29 avril 1999, en ce qui concerne l'ingérence dans le droit de propriété et la liberté négative d'association, ont été appliqués par la jurisprudence luxembourgeoise, qui a retenu à son tour que l'obligation d'adhésion au syndicat de chasse constitue une ingérence dans la liberté d'association et qu'une restriction à un droit que consacre la Convention doit être proportionnée au but légitime. D'après la Cour administrative, „un droit ou une liberté de chasse ne fait pas partie de ceux reconnus par la Convention qui, en revanche, garantit expressément la liberté d'association" *(Arrêt de la Cour administrative du 13 juillet 2004, Nos 17488C et 17537C du rôle)*."

La Haute Corporation fait aussi remarquer que „la loi modifiée du 20 juillet 1925, qui impose un système d'appartenance obligatoire des propriétaires au syndicat de chasse, aboutit à placer une personne „reconnue comme opposant éthique à la chasse" „dans une situation qui rompt le juste équilibre devant régner entre la sauvegarde du droit de propriété et les exigences de l'intérêt général" … et qui „se révèle une charge démesurée qui ne se justifie pas sous l'angle du deuxième alinéa de l'article 1er du Protocole additionnel à la Convention des droits de l'Homme" *(cf. Jugement du Tribunal administratif du 18 décembre 2003, No 15096 du rôle)*.

Par contre le Tribunal administratif par un jugement du 12 février 2003, No 15316 du rôle, avait débouté dans une affaire similaire la demande relative à l'appartenance obligatoire d'un propriétaire au syndicat de chasse. Cette décision a été confirmée par la cour administrative (arrêt du 10.7.2003, No 16177C du rôle).

Finalement, par un arrêt du 13 décembre 2006, la Cour Constitutionnelle allemande a déclaré compatible avec la constitution allemande le principe des associations forcées.

Le ministre a fait élaborer un avis juridique à ce sujet (voir annexe 20). La Commission approuve cette démarche. L'avis a été transmis aux membres de la Commission en date du 8 juin 2007.

II.8 La réforme des syndicats de chasse

Dans le contexte du questionnaire, il y a des propositions très différentes pour réformer les syndicats de chasse, ainsi que des positions extrêmes qui plaident pour le maintien du système actuel, respectivement pour son abolition. A part l'appartenance au syndicat, les limites des lots de chasse sont contestées, et il y a des propositions pour réformer le fonctionnement interne des syndicats.

Si les problèmes repris ci-dessus sont résolus d'une façon satisfaisante, il ne devrait plus y avoir de conflits entre les propriétaires, les agriculteurs et les chasseurs qu'à titre exceptionnel. Leur intérêt commun est une réduction des dégâts de gibier, le maintien de l'équilibre écologique et de la biodiversité. S'il est vrai qu'il n'y a pas toujours un consensus quant aux meilleurs moyens pour arriver à cette fin, le législateur doit néanmoins fixer un cadre légal. Il doit faire en sorte que les droits fondamentaux de chacun soient respectés et que les intérêts des uns et des autres soient pris en considération d'une manière adéquate.

Il n'en est pas moins que la discussion sur la légitimité et l'utilité de la chasse sous-tend la relation parfois difficile entre les chasseurs et les autres personnes qui exercent des activités de loisirs dans la forêt. Si l'on admet que les chasseurs oeuvrent dans l'intérêt public, il serait logique de donner un peu plus de poids aux droits des chasseurs qu'aux personnes qui utilisent la forêt pour leur plaisir. S'y ajoute que les chasseurs payent une somme considérable pour exercer leur hobby, contrairement aux promeneurs, joggeurs etc., ce qui renforce leur perception que leur activité et leurs besoins devraient prévaloir sur ceux des autres. Si l'on part néanmoins de l'idée que la „chasse-loisir" telle qu'elle est pratiquée actuellement est en premier lieu un divertissement pour les chasseurs, dont certains contribuent au déséquilibre écologique et agissent par conséquent à l'encontre de l'intérêt public, il est clair que la perception des droits qui devraient être concédés aux chasseurs change fondamentalement. Dans ce contexte, le fait que les chasseurs payent pour le droit de chasser et pour compenser les dégâts de gibier, renforce l'idée d'un hobby élitaire. Cette différence de perception ressort clairement des réponses au questionnaire. Plusieurs associations demandent de remplacer la „chasse-loisir" par une gestion cynégétique exercée par des professionnels parce qu'ils estiment que la chasse telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui n'est pas dans l'intérêt public.

Si le législateur écarte l'option de professionnaliser la gestion cynégétique, il peut pourtant améliorer l'acceptation de la chasse par les citoyens en réglant les activités les plus controversées et en encourageant l'échange d'information.

II.9 Les modes de chasse

Un sujet qui prête à discussion est certains modes de chasse. Un mode de chasse particulièrement controversé est la battue à chien courant (≠ chasse à courre) pratiquée au Luxembourg. Il est critiqué entre autres parce qu'il expose les animaux au stress et parce qu'il est moins sélectif que la chasse à l'affût ou à l'approche. Les protecteurs d'animaux critiquent aussi la façon dont les battues se déroulent en pratique, en citant des exemples de tirs mal placés, d'animaux blessés retrouvés morts après une battue par des promeneurs ou encore de chiens de chasse surexcités qui tuent des animaux. La Commission ne dispose pas d'informations qui permettraient de juger s'il s'agit dans ces cas de faits isolés, si ce type d'incidents est inévitable au cours d'une battue, ou s'il y a un manque de professionnalisme au niveau de l'organisation des battues au Luxembourg.

Un autre argument mis en avant à l'encontre de la battue est la sécurité. Si la battue n'est pas bien signalisée par des panneaux, des promeneurs risquent de se retrouver au plein milieu d'une battue. Les opposants de ce mode de chasse font encore remarquer que le gibier fuyant traverse les routes et constitue ainsi un danger supplémentaire pour les automobilistes.

Au Grand-Duché, la majorité absolue (environ 75%) du gibier est abattu lors des battues qui sont organisées deux ou trois fois par an et par lot de chasse. Les partisans de la battue considèrent que ce mode de chasse est le plus efficace et doit être maintenu. Ils sont convaincus qu'une régulation du gibier ne peut plus être garantie, si la chasse au chien courant était interdite. Lors des battues, la pression exercée sur le gibier est intense, mais courte. D'après la Centrale du Chien de Chasse, ceci constitue un avantage en comparaison avec de longues périodes de chasse pendant lesquelles des modes de chasse moins intenses sont pratiqués. Une pression continue, même faible, sur le gibier aurait un impact plus négatif sur le comportement des animaux qu'une pression courte et intense.

Si la chasse doit en premier lieu rétablir l'équilibre écologique et si la population de certaines espèces doit être réduite au moyen de la chasse, les modes de chasse autorisés détermineront aussi en partie la discussion sur les périodes de chasse. Si le nombre de battues est réduit, un nombre plus important d'animaux devra être tiré pendant des chasses à l'affût ou à l'approche, ce qui entraîne probablement des périodes de chasse plus longues.

L'exercice de la battue est lié à la discussion concernant les chiens de chasse. Les protecteurs des animaux se plaignent de ce que certains chiens de chasse sont dressés sur des animaux vivants et font remarquer que cette pratique est en contradiction avec l'article 14 du règlement grand-ducal du 18 mars 2000 déterminant les conditions de confort minima de détention et d'entretien des animaux de compagnie. Selon d'autres réponses au questionnaire, les chiens de chasse sont indispensables à la chasse. Certaines associations donnent des explications plus détaillées sur les différents types de chiens de chasse et sur leur utilisation.

II.10 La destruction d'animaux nuisibles

Un mode de chasse très critiqué est le piégeage. Il faut pourtant noter que le piégeage en tant que mode de chasse est interdit au Luxembourg. Le piégeage est seulement permis dans le contexte de la destruction d'animaux nuisibles, réglementée par l'arrêté grand-ducal modifié du 10 mars 1959. Les pièges ne sont par conséquent pas utilisés par les chasseurs, mais par les propriétaires. Etant donné que le volet „animaux nuisibles" fait partie des textes regroupés sous le titre „Chasse" dans le Code de l'Environnement les questions qui se posent autour du piégeage devraient trouver une réponse dans le cadre du présent débat.

Un autre sujet qui suscite de temps en temps de vives émotions contre la chasse, ou plutôt contre les chasseurs est l'abattage d'animaux domestiques par des chasseurs. En effet, sous certaines conditions („si la capture n'est pas possible ou si elle est dangereuse"), le règlement ministériel du 28 janvier 1985 qui détermine les mesures nécessaires pour parer à la propagation de la rage permet aux chasseurs d'abattre des chiens ou des chats divagants sur leur lot de chasse (voir l'étude en vue de la préparation d'un débat d'orientation sur la chasse au Grand-Duché de Luxembourg élaborée par les soins du Greffe de la Chambre des Députés en annexe 3). Par ailleurs, le chat „haret", c.-à-d. le chat domestique retourné à l'état sauvage, est classé gibier par le règlement ministériel du 22 novembre 1990 concernant les espèces de la faune sauvage classées gibier. Des croisements entre le chat haret et le chat sauvage, espèce protégée, sont possibles. L'argument avancé pour justifier la mise à mort du chat haret est donc la protection du chat sauvage et le maintien de la biodiversité. La mise à mort d'un chien ou d'un chat peut entraîner un conflit, s'il ne s'agissait pas d'un chat haret ou d'un chien abandonné, mais d'animaux de compagnie qui ont échappé au contrôle de leur propriétaire.

II.11 Les espèces chassables

L'acceptation de la chasse varie encore en fonction des espèces chassées. Malgré le fait que certaines associations se sont prononcées contre la chasse d'une manière générale, on peut partir du principe que la chasse est acceptée par une grande partie de la population dans le contexte de la lutte contre les épizooties, puisque l'intérêt public est clairement visible. Parmi ceux qui ont une position critique vis-à-vis de la chasse, sans la remettre en question par principe, la chasse aux espèces comestibles est acceptée, parce qu'ils considèrent le gibier comme un aliment sain et naturel. Par contre, la chasse aux animaux qui ne sont ni malades, ni comestibles est plus difficile à accepter pour les citoyens qui ne vont pas à la chasse. Ainsi, la chasse au renard se retrouve de temps en temps au centre d'un débat fortement polarisé et a encore donné lieu récemment à une pétition demandant l'interdiction de la chasse au renard (voir annexe 9).

Les statistiques mises à disposition de la Commission par l'Administration des Eaux et Forêts montrent une prolifération importante du renard depuis des années. Les chasseurs estiment que cette évolution peut entraîner des problèmes d'ordre sanitaire et contribuer à la disparition d'espèces protégées. Ils insistent donc sur la nécessité de chasser le renard pour que la population diminue. Les protecteurs d'animaux réfutent ces arguments. En premier lieu ils citent des études scientifiques sur le comportement du renard qui démontreraient que la chasse du renard détruit les structures sociales de cet animal ce qui entraîne une prolifération plus grande. Selon ces arguments, la chasse au renard ne contribuerait donc pas à la réduction de la population, mais plutôt à son accroissement. Par ailleurs, les protecteurs d'animaux estiment que le renard a très peu d'influence sur la population de certaines

espèces menacées. Ils ne partagent pas non plus l'opinion des chasseurs que le problème de l'échinococcose alvéolaire est sous-estimé. Ils sont d'avis que le renard est un animal qui remplit une fonction importante dans l'écosystème, qui ne nuit pas à l'homme et qui ne devrait par conséquent pas être chassé.

II.12 Le lâcher d'animaux non autochtones

Finalement, un point à discuter est la chasse d'espèces non indigènes introduites illégalement au Luxembourg ainsi que le lâcher de gibier importé d'une façon générale. Selon les informations fournies par les représentants de l'Administration des Eaux et Forêts à la Commission de l'Environnement lors de la réunion du 6 mars 2006, il avait été convenu par écrit avec les chasseurs d'éliminer les mouflons sur une période de cinq ans. Or, les chasseurs n'ont pas rempli cette obligation. La population du mouflon n'a pas été réduite depuis lors, elle s'est accrue.

Ce n'est pas uniquement le lâcher illégal d'espèces non indigènes qui pose problème. Il ressort d'un document transmis à la Chambre des Députés par l'Administration des Eaux et Forêts que des sangliers ont été lâchés illégalement dans la région de Abweiler-Bettembourg (voir annexe 10) et que de tels actes n'accroissent pas seulement les dégâts de gibier, mais risquent de contribuer à la propagation d'épizooties. On peut donc se demander s'il ne serait pas nécessaire de rechercher et de sanctionner plus systématiquement ce type d'infractions. Il importe cependant de préciser que l'affaire sous rubrique remonte à 8 ou 10 ans.

*

III. HEARING PUBLIC

Si la législation sur la chasse doit être guidée par des arguments scientifiquement fondés, il ne reste pas moins qu'elle sera toujours le résultat de choix politiques. Indépendamment des résultats scientifiques parfois contradictoires, la chasse prend un caractère très différent selon la fonction qu'on lui attribue. Il est donc naturel que ceux qui veulent protéger avant tout les animaux, ceux qui s'engagent pour le maintien de l'équilibre écologique et de la biodiversité, les agriculteurs, les sylviculteurs et les chasseurs auront toujours une attitude différente vis-à-vis de la chasse.

Pour les membres de la Commission de l'Environnement, il ne s'agit donc pas seulement de bien comprendre les aspects plus techniques d'un dossier complexe, mais surtout de prendre en considération les intérêts divergents de tous les acteurs concernés, de peser le pour et le contre pour trouver en fin de compte un juste équilibre qui pourra réconcilier le plus grand nombre possible sur un sujet fortement controversé.

Dans ce contexte, le Hearing public organisé le 26 mars 2007 a joué un rôle clé. Il reflète les convictions et attentes de toutes les parties intéressées. Les prises de position parfois très polarisées des intervenants ont été complétées par les observations d'experts en la matière.

Il semble dès lors opportun d'intégrer dans ce rapport un résumé détaillé des discussions ayant eu lieu au cours de ce hearing.

A noter que les débats ont porté sur les thèmes suivants:

1. Le nourrissage et les différents modes de chasse
2. La densité de population du gibier et l'introduction d'espèces de gibier non autochtones
3. Les espèces chassables et les périodes de chasse
4. Le droit de chasse et le droit de propriété; les syndicats de chasse.

A noter également que les contributions des différents experts, nationaux et internationaux, au cours de ce hearing font l'objet des annexes 11 à 19.

III.1 Le nourrissage et les différents modes de chasse

Le représentant de la Chambre d'Agriculture est d'avis que les dégâts massifs, réguliers et systématiques causés par le gibier aux cultures agricoles sont la preuve d'un profond déséquilibre écologique et qu'il faut tout mettre en oeuvre pour tenter de retrouver un équilibre et stopper ces dégâts. L'orateur constate également que, malgré le fait que les chasseurs tuent de plus en plus de gibier, la population de gibier ne cesse d'augmenter. Il en conclut que le nourrissage systématique a un effet négatif et que

l'on doit l'interdire. En ce qui concerne l'agrainage, la Chambre d'Agriculture est plus nuancée: cette pratique pourrait être poursuivie, mais devrait être contrôlée de manière restrictive. Il est ajouté que, si le nourrissage était totalement interdit, alors il faudrait renforcer, pendant un certain temps, la pratique de la chasse pour éviter les dégâts massifs aux cultures. En ce qui concerne les différents modes de chasse, l'intervenant note qu'une grande partie du gibier abattu est d'ores et déjà abattu au cours de battues; il estime que cette pratique devrait être encore plus développée, car elle permet de laisser le gibier tranquille en dehors des battues et représente partant un avantage au niveau écologique.

Le porte-parole de la Centrale Paysanne rejoint totalement les dires de l'orateur précédent: depuis des années, les membres de la Centrale paysanne prônent l'interdiction complète du nourrissage, qui contribue à un déséquilibre écologique, engendre une population de gibier trop importante et donc plus de dégâts. En ce qui concerne l'agrainage, il pourrait éventuellement être accepté, mais l'orateur craint que sa pratique, si elle n'est pas définie de manière très précise, ne conduise à des problèmes d'interprétation et à des abus. Il donne à considérer que, si le nourrissage est interdit, la pratique de chasse devra être intensifiée afin de réduire la surpopulation de gibier et de retrouver l'équilibre de la nature.

L'Association „Pour une chasse écologiquement responsable" se prononce radicalement contre le nourrissage, mais son attitude est plus nuancée en ce qui concerne l'agrainage, car cette pratique permet d'appâter les sangliers à des endroits prédéfinis et de les abattre. De plus, en cas de besoin, l'agrainage permet de vacciner le gibier. L'orateur ne prône donc pas l'interdiction de l'agrainage, mais il estime qu'il faut mettre en place une réglementation précise concernant les quantités autorisées et des contrôles pointilleux afin d'éviter les abus en la matière. De plus, l'agrainage devrait être ciblé uniquement sur certaines espèces bien précises (ex.: sangliers et cervidés).

Le représentant de l'Association des Médecins Vétérinaires du Grand-Duché de Luxembourg est d'avis que la surpopulation de gibier n'est pas seulement due au nourrissage. Se référant à l'étude de Madame Sandra Cellina, il conclut que l'examen du contenu de l'estomac d'un sanglier abattu ne peut se révéler indicatif, sauf à considérer que ce sanglier a été tué car il a été nourri. Par contre, l'étude ne permet pas de connaître davantage d'informations sur les sangliers non abattus. L'intervenant souligne que le nourrissage peut être utile, surtout dans le cas d'une battue où il est important d'appâter les sangliers, afin que ceux-ci soient présents là où a lieu la battue. Ceci dit, le nourrissage excessif doit être interdit.

Le Groupe d'Action Végétarien pour l'Egalité Animale estime que le débat d'aujourd'hui est un faux débat, car la pratique de la chasse est légitimée par l'organisation d'un tel hearing. Or, la chasse n'est rien d'autre que le massacre d'une forme de vie. Le seul but du nourrissage massif est la prolifération des animaux, afin que les chasseurs puissent exercer leur passe-temps. Il en résulte un grand déséquilibre au niveau du monde animal qui, pourtant, a su s'autoréguler pendant des siècles sans l'intervention des humains. GAVEA se prononce donc en faveur d'une interdiction stricte du nourrissage. En ce qui concerne les différents modes de chasse, GAVEA est contre toute forme de chasse, quelle qu'elle soit et rappelle à cet égard que, selon un récent sondage, près de 80% de la population du Grand-Duché s'oppose à toute forme de chasse et donne pour preuve de ses dires la pétition contre la battue déposée à la Chambre des Députés le 14 mars 2007 et qui a recueilli plus de 13.000 signatures.

L'Association des Universitaires au Service de l'Administration des Eaux et Forêts est pour la pratique de la chasse, car celle-ci exerce un rôle régulateur important. Elle souligne cependant que la situation a sensiblement évolué aux cours des 20 ou 30 dernières années et que la chasse doit s'adapter aux changements qui se sont produits dans la nature. L'AUSAEF est pour l'interdiction du nourrissage. Par contre, elle peut accepter la pratique de l'agrainage, tout en se demandant comment cette pratique pourrait être contrôlée.

Le porte-parole du Comité pour la Défense des Droits des Animaux et la révision des lois nationales et européennes touchant les animaux, estime qu'à la fois le nourrissage et l'agrainage doivent être strictement interdits. Il considère en effet que la surpopulation actuelle de gibier a été engendrée par les chasseurs et prend pour exemple le commerce inacceptable d'aliments favorisant la reproduction du gibier. Concernant les différents modes de chasse, le Comité pour la Défense des Droits des Animaux et la révision des lois nationales et européennes touchant les animaux rappelle qu'une pétition contre la battue et pour la nature a récemment recueilli plus de 13.000 signatures. Il est d'avis que toute forme de chasse viole l'article 1er de la Charte des Droits de l'Homme, que la chasse en soi est

une contradiction et un anachronisme et qu'il serait donc de mise de voter une loi qui interdise formellement la chasse.

La „Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd" considère que le nourrissage est responsable de l'explosion de la population du gibier et que, par conséquent, il est totalement superflu car il crée un déséquilibre dans les mécanismes de régulation des animaux. En pratiquant le nourrissage, les chasseurs-loisirs se disqualifient eux-mêmes, car ils nourrissent les bêtes dans le seul but de pouvoir „s'amuser" à la chasse. L'orateur ajoute que toute forme de nourrissage devrait être immédiatement interdite au Luxembourg et que, dans le cadre d'une nouvelle loi sur la gestion du gibier, la chasse-loisir devrait être remplacée par une chasse professionnelle plus écologique. Pour ce qui est des différents modes de chasse, la „Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd" estime qu'en cas d'interdiction totale du nourrissage, les populations de gibier seront tellement réduites que l'on n'aura presque plus besoin de chasser. Il se prononce également pour l'interdiction totale du piégeage, dont la pratique est contraire à la Convention de Berne et à la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux.

L'Association des Gardes Particuliers Assermentés est d'avis que la chasse doit être considérée comme un mécanisme régulateur, étant donné qu'il n'existe plus d'élément régulateur naturel. L'Association des Gardes Particuliers Assermentés n'est, en principe, pas contre le nourrissage, à condition qu'il soit pratiqué de manière mesurée. L'agrainage est nécessaire pour assurer un certain contrôle sur la mobilité, afin d'attirer les sangliers aux endroits voulus et pouvoir ainsi les abattre. La pratique se justifie également pour les besoins de la vaccination. En ce qui concerne les différentes méthodes de chasse, l'AGPA prône le statu quo: aucun changement n'est nécessaire. Le piégeage doit en principe être conservé, mais l'on devrait s'orienter vers le modèle français du „piégeur agréé".

La Fédération St-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg note tout d'abord qu'aucun des experts présents n'a remis en cause la pratique de la chasse. Si elle se prononce contre le nourrissage massif, elle est tout à fait en faveur de la pratique de l'agrainage, surtout afin de localiser les sangliers, et ceci dans le but de répondre aux contraintes des plans de chasse en en abattant suffisamment. Pour ce qui est du contrôle qui devra être opéré, la Fédération St-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg propose la mise en place d'appareils libérant automatiquement une quantité donnée de maïs par jour. Elle pense par ailleurs que les trois types de chasse actuellement autorisés au Grand-Duché doivent être conservés.

Le Mouvement écologique constate qu'il semble y avoir un consensus dans l'assemblée afin d'interdire le nourrissage et il s'en réjouit. Il prend note d'un développement catastrophique de la population de gibier, à cause du nourrissage et des modes de chasse non adaptés. Il se prononce également contre l'agrainage. Pour ce qui est des différents modes de chasse, le Mouvement écologique est d'avis que l'on devrait les limiter aux formes suivantes: chasse avec chien courant de type braque, chasse à l'affût. Il est contre l'utilisation de miradors.

Le porte-parole de la „Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga" est pour une chasse „durable", sur une population de gibier en bonne santé et non manipulée. De ce fait, il conteste fortement à la fois le nourrissage et l'agrainage, car les deux pratiques ne peuvent pas vraiment être différenciées. Des installations de cultures à gibier *(„Wildäcker")* par contre seraient favorables et utiles, si elles sont établies et entretenues de façon extensive (pas de pesticides, ni d'engrais). En ce qui concerne les différents modes de chasse, l'intervenant favoriserait ceux où l'on peut tuer beaucoup de gibier en peu de temps. Il ne se prononce donc pas contre la battue, mais estime qu'il devrait y avoir quelques modifications concernant son fonctionnement. Par ailleurs, il s'oppose fortement à l'opinion du représentant de l'AGPA relative au piégeage. A son avis, le piégeage n'est pas une pratique de chasse et peut être uniquement utilisé pour la destruction d'espèces représentant un danger pour l'équilibre écologique, ce qui n'est d'ailleurs jamais le cas avec nos prédateurs indigènes. La LNVL note aussi que le règlement grand-ducal ayant pour objet la destruction des animaux nuisibles n'est plus du tout adapté à notre époque et que l'on devrait profiter de l'occasion pour le modifier.

Natura asbl est totalement d'accord avec les différentes opinions exprimées par les experts présents. Elle donne à considérer qu'il faut faire des efforts pour la protection de la nature et que la pratique de la chasse doit être adaptée.

Le représentant de l'Association des Biologistes Luxembourgeois se prononce pour une chasse „durable" et contre le nourrissage, car il favorise les dégâts aux cultures et car il n'a pas de sens d'un point de vue écologique et biologique. L'ABIOL souhaite préserver le caractère „sauvage" du gibier

et donc supprimer tout apport nutritif artificiel. Dans le même ordre d'idées, l'agrainage devrait également être interdit, car sa pratique serait impossible à contrôler.

Suite à une question afférente, il est expliqué que, quand le sanglier dispose de grandes quantités de nourriture, il choisit et mange ce qui lui paraît le plus appétissant. De cette manière, quand il y a du maïs dans les cultures, la consommation du maïs de nourrissage diminue, car le sanglier a tendance à préférer le maïs naturel: le maïs artificiel devient simplement complémentaire. A cet égard, le porte-parole de l'Association des Forestiers Luxembourgeois explique pour quelle raison pratique les dégâts les plus importants sur les cultures sont recensés en mars: en fait, les dégâts qui sont causés durant tout l'hiver ne sont constatés qu'au printemps. Donc, quand les agriculteurs préparent leurs champs, ils font l'inventaire des dégâts et c'est pour cette raison que les dégâts apparaissent si importants au mois de mars.

Suite à une question afférente, il est précisé que les chevreuils profitent aussi de la nourriture artificielle déposée par les chasseurs pour les sangliers.

Plusieurs associations s'étant exprimées sur le fait que le respect des quantités de nourriture artificielle distribuées au gibier était impossible à contrôler, la question se pose de savoir comment l'on pourrait mettre en place un contrôle efficace si l'on interdit le nourrissage tout en autorisant l'agrainage. Sur base d'un exemple précis pratiqué dans certaines régions allemandes, le porte-parole de la Fédération St-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg informe qu'il existe un moyen très simple et efficace, à savoir l'utilisation d'appareils qui rejettent automatiquement la quantité quotidienne de nourriture autorisée. Certains experts présents expriment pourtant de sérieux doutes quant à la fiabilité desdits appareils qui, selon eux, peuvent être très facilement truqués.

Suite à une question afférente, Madame Sandra Cellina informe que, dans le cadre de son étude, il lui a été relativement facile de faire la différence entre le maïs naturel et le maïs provenant du nourrissage. Les autres sortes de nourriture (ex: pommes) ont été classées dans la catégorie „produits de l'agriculture". L'oratrice précise encore que le sanglier peut trouver n'importe quelle nourriture à l'état naturel (ex: produits compostés, décharge illégale) et que certaines choses n'ont pas pu être identifiées.

Suite à une question afférente, le représentant de la Centrale du Chien de Chasse souligne que le recours aux chiens est indispensable pour la pratique de la chasse et distingue à cet égard deux catégories de chiens de chasse: les chiens utilisés avant le tir et les chiens employés après le tir (recherche du gibier mort ou blessé). Il est aussi précisé que l'utilisation des chiens de chasse est réglementée de façon très précise dans le canton de Berne et qu'il est clairement stipulé quelle(s) race(s) peu(ven)t ou ne peu(ven)t pas être amenée(s) pour chaque type de chasse.

Suite à une question afférente, il est répondu que la chasse privée n'est plus pratiquée sur le territoire du Canton de Genève, suite à un référendum organisé en 1974. Des professionnels s'occupent, sur le terrain, de la gestion de la faune (prévention et constatation des dégâts, observation, surveillance et régulation de la population de gibier).

III.2 La densité de population du gibier et l'introduction d'espèces de gibier non autochtones

Le porte-parole de l'Association des Forestiers Luxembourgeois déclare que les membres de son organisation font de leur mieux afin de promouvoir la biodiversité et le respect du certificat FSC *(„Forest Stewardship Council")* dans les forêts luxembourgeoises. L'orateur fait cependant un constat de semi-échec, et ceci à cause de la grande densité du gibier et souligne qu'il est très difficile d'améliorer la protection de la nature quand il y a une telle densité de gibier. Il en conclut donc qu'il faut que l'on parvienne à faire baisser les populations animales, afin de réguler la gestion des forêts.

Le représentant de l'Association „Pour une chasse écologiquement responsable", est d'avis que ce sont les chasseurs eux-mêmes qui ont introduit les animaux non autochtones dans notre pays et déplore fortement que personne n'ait été rendu responsable de cet acte. Selon lui, ces animaux doivent être éliminés au plus vite. L'orateur considère que la chasse devrait être un élément régulateur de la densité de gibier. Pourtant, il constate que certaines populations de gibier ne font qu'augmenter. Il en conclut donc qu'il ne faut pas chasser plus, mais chasser mieux, en utilisant des modes de chasse appropriés, comme la battue.

GAVEA considère que les problèmes de densité du gibier sont des problèmes créés par les chasseurs: en effet, ce type de problèmes subsistera aussi longtemps que l'homme s'immiscera dans l'autorégu-

lation de la nature. A cause des dérangements provoqués par l'homme, la nature a perdu ses ressources naturelles et les animaux ne trouvent plus ce dont ils ont besoin pour se nourrir dans les forêts. Pour ce qui est de l'introduction d'espèces de gibier non autochtones, c'est à nouveau l'homme qui a créé un déséquilibre écologique en introduisant, par exemple, des mouflons afin de pouvoir ensuite les éliminer. Pour GAVEA, il s'agit là d'une preuve supplémentaire de la contradiction de la pratique de la chasse.

Le Comité pour la Défense des Droits des Animaux et la révision des lois nationales et européennes touchant les animaux est d'avis que, depuis toujours, le gibier s'autorégule seul dans la nature, s'il est laissé tranquille par l'homme. Si l'on abolissait la chasse, le problème de la densité du gibier disparaîtrait. En ce qui concerne l'introduction d'espèces non autochtones de gibier, le Comité considère qu'il s'agit d'une pseudo-problématique qui illustre l'absurdité de la chasse. Tout en soulignant le risque écologique inhérent à l'introduction de gibier non autochtone, il note une contradiction dans cette pratique: d'un côté, les chasseurs annoncent vouloir diminuer les populations de gibier et d'un autre, ils introduisent du gibier non autochtone.

En ce qui concerne la problématique de la densité du gibier, la „Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd" considère qu'aussi longtemps que l'on n'aura pas de statistiques précises sur les populations de gibier par zones d'habitats et sur les dégâts infligés par ce gibier, aucune solution valable ne pourra être trouvée. C'est pour cette raison qu'il est important de mettre en place au plus vite un management du gibier, ceci en collaboration avec des experts en la matière. En ce qui concerne l'introduction d'espèces non autochtones de gibier, la „Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd" estime que cette pratique irresponsable doit être strictement interdite, car elle a un impact excessivement négatif sur la faune et sur la flore du Grand-Duché. Les interactions entre espèces autochtones et non autochtones engendrent des problèmes inévitables dans notre écosystème et sont, de plus, susceptibles d'introduire de nouvelles maladies dans le pays.

Le porte-parole d'Animal Justice donne à considérer que l'équilibre de la nature est dérangé par la chasse et par les chasseurs. Il trouve faux de dire que, pour réduire la densité de gibier, il faut chasser davantage.

La Centrale du Chien de Chasse est quant à lui d'avis que, pour obtenir un résultat au niveau des populations de gibier, il faut chasser davantage. La densité de gibier n'est, à son avis, pas due à l'intervention humaine, et surtout pas au nourrissage. A cet égard, la CCC note que l'étude de Madame Sandra Cellina souffre d'un défaut majeur, en ce sens qu'elle ne prend pas en compte le paramètre géographique: dans le nord du pays, les chasseurs ne pratiquent ni nourrissage, ni agrainage et doivent pourtant faire face à une explosion de la population de sangliers.

L'Association des Gardes Particuliers Assermentés, est d'avis que le seul critère pour calculer le gibier est le niveau de dégâts qu'il cause, car il est impossible de compter le nombre exact de bêtes. Les statistiques relatives au nombre de bêtes tuées sont aussi des données importantes. Il faudrait mettre en place des minima et des maxima pour chaque espèce et ces chiffres devraient être régulièrement actualisés, selon les circonstances, via les plans de chasse. L'AGPA se prononce contre l'introduction d'espèces de gibier non indigènes, mais de façon moins impérieuse que les orateurs précédents. En effet, elle donne à considérer que:

– certaines espèces allochtones peuvent trouver une niche écologique et parfaitement s'adapter aux conditions de vie du Grand-Duché;
– certaines nouvelles espèces viennent s'installer dans le pays, à cause des changements climatiques et il est impossible de tout contrôler;
– certains animaux domestiques devenus sauvages (ex: chats harets) sont aussi à considérer comme non autochtones, car ils ne sont pas adaptés à la vie sauvage.

L'Association des Biologistes Luxembourgeois indique que le but d'une chasse „durable" doit être une gestion globale de la densité du gibier, en harmonie avec les intérêts des agriculteurs et la protection de la nature. L'ABIOL est d'avis que dès que l'interdiction du nourrissage sera effective, la densité de gibier va diminuer, pour le plus grand bénéfice de la faune et de la flore. En ce qui concerne l'introduction d'espèces de gibier non autochtones, l'ABIOL est d'avis que ces espèces ne peuvent pas s'intégrer dans notre paysage écologique et que, de plus, elles augmentent les risques d'introduction de nouvelles maladies. Ces espèces sont introduites pour la pratique de la „chasse-trophée", et ceci n'est pas acceptable au 21ème siècle. L'Etat doit légiférer pour interdire cela et se donner les moyens d'endiguer ces populations de gibier.

La Chambre d'Agriculture donne à considérer que l'on doit trouver un seuil de population qui ne devra pas être dépassé, et ceci dans le but de réussir à gérer les dégâts infligés aux cultures par le gibier. La question qui se pose donc est celle de savoir comment fixer ce seuil. L'orateur est d'avis que la réponse à cette question est extrêmement compliquée à trouver, surtout que la situation n'est pas la même partout dans le pays. A cet égard, il fait référence au projet de loi 5452 modifiant et complétant la législation sur la chasse. Ce projet de loi permet aux instances étatiques d'organiser, en cas de besoin, des chasses administratives. La Chambre d'Agriculture estime que ce projet est un bon projet et regrette que le Conseil d'Etat s'y soit formellement opposé: elle est d'avis que le législateur devrait garder ce texte à l'esprit lors de l'élaboration de la future loi sur la chasse.

La Fédération St-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg souligne que les espèces non indigènes n'ont pas été introduites dans notre pays par les chasseurs et se prononce contre l'introduction d'espèces de gibier non autochtones. En ce qui concerne l'explosion de la population de certaines espèces de gibier (ex: sangliers), l'orateur constate que ce phénomène se produit non seulement au Luxembourg, mais également dans toute l'Europe. Il estime par ailleurs que la population de renards est trop élevée et qu'elle constitue un danger. Pour finir, il se prononce pour l'introduction de la pratique de la chasse administrative.

Le Groupement des Sylviculteurs se prononce lui aussi contre l'introduction illégale d'espèces de gibier non autochtones.

La „Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga" donne à considérer que si l'on examine les chiffres des bêtes tuées, l'on se rend compte que la chasse n'est pas vraiment un élément régulateur des populations de gibier. En ce qui concerne plus particulièrement le gibier prédateur, la LNVL est d'avis que les chasseurs ne doivent plus essayer de réguler ces populations, car ils n'y parviennent pas. Ainsi, par exemple, le renard est chassé de manière massive mais, il y en a de plus en plus. Selon l'orateur, le renard ne doit donc plus être chassé, mais l'administration vétérinaire doit être attentive aux éventuelles maladies (rage, échinococcose). Il estime que, en élaborant la nouvelle loi sur la chasse, le législateur devra décider pour chaque espèce s'il faut augmenter les plans de tir ou non. L'orateur se prononce également contre l'introduction illégale d'espèces de gibier non autochtones.

Le porte-parole de l'Association des Universitaires au Service de l'Administration des Eaux et Forêts estime que les populations de sangliers et de cerfs sont trop élevées et qu'elles doivent absolument être réduites afin de garantir la biodiversité et la gestion durable des forêts. L'orateur se prononce contre l'introduction d'espèces non autochtones de gibier. Etant donné que la législation afférente n'est pas respectée, il donne à considérer que d'autres moyens doivent être mis en place afin de gérer ce problème.

Le „Vogelschutz-Komitee" remarque que certaines populations de gibier (ex: grands gibiers) augmentent de manière importante. Cette augmentation s'explique par la pratique du nourrissage: les animaux sont stimulés afin de se reproduire de manière plus fréquente. Par contre, d'autres espèces (ex: lièvres) voient leur population baisser de façon importante, et ceci à cause du changement radical de leur espace de vie. Selon l'orateur, ces espèces devraient être protégées et non plus chassées.

Un des experts présents ajoute que l'introduction d'espèces de gibier non autochtones n'est aujourd'hui plus tolérable, scientifiquement parlant.

III.3 Les espèces chassables et les périodes de chasse

La porte-parole de GAVEA estime que la question des espèces chassables est une question effrayante et compare la pratique de la chasse à un génocide. Elle considère qu'il ne devrait y avoir aucune espèce chassable. Selon elle, la chasse est un crime manifeste et personne ne devrait avoir le droit de tuer par loisir. Pour finir, l'intervenante se demande combien de temps il se passera encore avant que l'on comprenne que les animaux ont eux aussi un droit à la vie. Elle souhaiterait qu'enfin une protection sérieuse des animaux soit mise en place, afin que leurs droits soient reconnus au niveau de l'Etat. En ce qui concerne les périodes de chasse, GAVEA regrette que chaque question traitée au cours du présent hearing considère la chasse comme un acquis. Il rappelle que nous vivons au 21ème siècle et que, puisque l'être humain est si fier de sa modernité, il devrait parler de la vie en commun entre animaux et humains plutôt que de périodes de chasse. L'homme ne doit plus accepter l'utilisation d'armes à feu à l'encontre des vies innocentes; il doit protéger la vie, non pas la détruire.

L'Association „Pour une chasse écologiquement responsable" se prononce pour l'interdiction de la chasse des lièvres et pour leur protection. En ce qui concerne les périodes de chasse, l'orateur souhaiterait qu'elles soient plus regroupées.

Le représentant du Vogelschutz-Komitee, estime que certaines espèces ne devraient plus être chassées et que certaines périodes de chasse ne sont pas justifiées et devraient être réduites, même s'il note que le Grand-Duché est en avance par rapport à l'Allemagne sur ces deux points. Pour décider des périodes de chasse adéquates, il faut étudier les mécanismes biologiques des animaux, et notamment les périodes pendant lesquelles ils se reproduisent.

La Fédération St-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg informe que, pour ce qui est des cervidés, les chasseurs se sont fixés comme directive de ne chasser que les plus jeunes qui sont ceux qui causent le plus grand nombre de dégâts dans les bois. La Fédération ajoute que les renards devraient être chassés plus intensivement. Par ailleurs, elle remarque que les blaireaux causent de nombreux dégâts et estime que l'on devrait les catégoriser comme chassables. Un des experts présents contredit cette opinion au sujet des blaireaux et est d'avis que leur population n'est pas si importante et que, de surcroît, ils ne font pas tant de dégâts. L'argument évoqué lui paraît d'autant plus incompréhensible que les dégâts causés par les blaireaux sont remboursés par l'Etat et non pas par les chasseurs. A cette intervention, la FSHCL répond qu'il lui semble insensé de ne pas chasser le blaireau dans notre pays alors qu'il est chassé dans tous les pays limitrophes. Par ailleurs, elle fait remarquer que, même si les dégâts causés par les blaireaux ne sont pas très importants, ils ont récemment beaucoup augmenté: les indemnisations versées par l'Etat sont passées de 2.500 à 10.000 euros par an au cours des quelques dernières années.

En ce qui concerne les périodes de chasse, la Fédération St-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg se prononce pour un fractionnement et pour une chasse à intervalles. Par contre, elle est catégoriquement contre la chasse de nuit.

Le Comité pour la Défense des Droits des Animaux et la révision des lois nationales et européennes touchant les animaux répond à la question relative aux espèces chassables par une autre question et se demande quelle vie n'a pas de valeur. Selon lui, la réponse à cette question devrait être évidente pour tout homme civilisé. L'intervenant ajoute que la chasse entre en contradiction avec l'article 1er de la Charte des droits de l'Homme et qu'il est donc urgent de mettre en place une protection sérieuse de toutes les espèces animales. En ce qui concerne les périodes de chasse, le Comité ne souhaite pas répondre à cette question de chasseurs: ce débat est un faux débat, car la première question qui aurait dû être posée est celle de la justification de la chasse. Le débat est donc subjectif, étant donné que tous les thèmes qui y sont discutés légitiment *a priori* la pratique de la chasse.

L'Association des Biologistes Luxembourgeois souhaiterait établir un monitoring scientifique des espèces chassables, et ceci afin d'avoir un aperçu plus général de la densité de population de chaque espèce. Il lui semble normal que l'on chasse davantage les sangliers et les cervidés afin de faire baisser ces populations. L'intervenant se prononce contre la chasse aux canards et contre la chasse envers les prédateurs. A cet égard, il fait référence au cas du renard et rappelle que la chasse n'a pas d'impact sur la prolifération de la rage et qu'aucun cas d'échinococcose n'a jamais été signalé au Grand-Duché. Par ailleurs, l'ABIOL se prononce en faveur d'un moratoire pour les espèces en voie de disparition et contre la réouverture de la chasse aux blaireaux. En conclusion, les espèces chassables devraient être les sangliers, les cerfs, les chevreuils et les espèces non indigènes.

L'Association des Gardes Particuliers Assermentés partage l'avis de la Fédération St-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg, en ce qui concerne la nécessité d'intensifier la chasse du renard, et ceci afin de protéger le petit gibier: il est en effet d'avis que, si l'on ne chasse plus le renard, les populations de lièvres, de lapins, … sont appelées à disparaître totalement. L'AGPA se prononce en faveur de la mise en place d'une gestion cynégétique, en collaboration avec des personnes présentes sur le terrain, avec les chasseurs et avec les associations de protection de la nature, afin d'examiner comment réguler les populations de gibier et afin de protéger et d'améliorer l'habitat du gibier.

La „Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd", donne à considérer que les animaux ne devraient plus être classés en catégories (animaux nuisibles, gibier …). Selon son porte-parole, tout animal remplit une fonction naturelle dans notre écosystème. En ce qui concerne le renard, il remarque que la rage n'existe plus dans le pays depuis 1997 et qu'aucun cas d'échinococcose n'a jamais été renseigné au Luxembourg. Pour ce qui est des périodes de chasse, l'intervenant constate que la chasse est ouverte toute l'année. Il remarque pourtant que, malgré la pratique intense de la chasse, les populations de gibier ne diminuent pas et il en conclut que ce problème est engendré par la pratique du nourrissage. La „Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd" demande à ce que des professionnels soient chargés de l'exercice de la chasse.

Le porte-parole de la Centrale Paysanne Luxembourgeoise est d'avis que tous les animaux en surpopulation et causant des dégâts aux cultures devraient être considérés comme chassables. Dans cet esprit, il se déclare en faveur de la chasse du renard et du blaireau. L'orateur ajoute que la liste des espèces chassables doit rester ouverte, en ce sens que l'on doit pouvoir autoriser ou interdire n'importe quel type de chasse sur n'importe quelle espèce, selon les circonstances. Il propose d'établir un recensement du nombre de bêtes de chaque espèce, pour ainsi examiner ce qui se passe sur le terrain et décider en toute connaissance de cause quelle espèce peut ou non être chassée.

La „Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga" souligne que les prédateurs, comme le renard, n'ont qu'une petite influence sur les populations dont elles s'alimentent; il n'accepte donc pas les dires selon lesquels il faut chasser le renard pour résoudre le problème de sous-population du petit gibier. L'intervenant constate également que les chasseurs ne parviennent pas à réguler les populations de renards, car bien que la chasse à leur encontre s'intensifie, la population ne fait qu'augmenter, les renards se reproduisant plus tôt et plus souvent. En ce qui concerne les périodes de chasse, la LNVL se prononce pour des périodes les plus courtes possibles, pour qu'il y ait moins de perturbations dans les forêts.

L'Association des Médecins Vétérinaires du Grand-Duché de Luxembourg n'est pas contre la pratique du nourrissage, mais uniquement si elle a pour but de protéger les animaux (ex: périodes de froid intense, vaccination). En ce qui concerne les différents modes de chasse, l'orateur prône l'utilisation de méthodes qui permettent de tuer les bêtes le plus vite possible, afin de leur éviter stress et souffrance. Pour ce qui est des espèces chassables, l'Association estime difficile d'enlever une espèce de la liste pour se rendre compte par après qu'il faut intervenir, car ladite espèce est, par exemple, vecteur d'une nouvelle maladie. En ce qui concerne les périodes de chasse, elles sont à l'heure actuelle sous tutelle du Ministre de l'Environnement, et ceci devrait être maintenu tel quel.

L'Association des Universitaires au Service de l'Administration des Eaux et Forêts donne à considérer que ni le renard, ni le blaireau ne devrait être chassé. Pour ce qui est des périodes de chasse, l'orateur note une grande flexibilité quant à leur fixation dans notre pays et il pense que cette flexibilité doit être conservée, car elle permet d'adapter les périodes de chasse au fur et à mesure, selon les nécessités. Pour les espèces non autochtones, l'AUSAEF se prononce pour une chasse tout au long de l'année, sans période de répit. Dans le même ordre d'idées, l'intervenant est d'avis qu'il faudrait réfléchir à une nouvelle composition de la Commission cynégétique, qui est la commission qui définit les quotas de chasse: en effet, à l'heure actuelle, cette dernière est composée de quatre chasseurs et d'un seul membre de l'Administration des Eaux et Forêts. Or, il serait de mise qu'elle soit plutôt composée de trois représentants de l'Administration des Eaux et Forêts, d'un chasseur ainsi que d'un représentant des propriétaires terriens privés.

Le porte-parole du Mouvement écologique déclare que le renard pourrait éventuellement représenter un problème sanitaire et que, pour cette raison, il ne devrait pas être exclu de la liste des espèces chassables. Pourtant, il devrait uniquement être chassé en cas d'épizootie. Le calendrier de chasse devrait être plus court (chasse ouverte plus tard en été, interdiction de la chasse au printemps, …), car la présence permanente des chasseurs dérange massivement les espèces animales.

Suite à une question afférente, un des experts présents se prononce pour la réduction des périodes de chasse. Par ailleurs, il confirme que le gibier est dérangé de manière permanente, et ceci pour des facteurs aussi différents que la chasse, les joggers, les cyclistes, les promeneurs, … Il ajoute que ces facteurs de perturbation devraient, dans la mesure du possible, être réduits à un niveau minimum, d'autant plus qu'à cause de tous ces dérangements, le gibier sort de plus en plus tard et l'on a de plus en plus de problèmes pour le localiser et donc le chasser.

Suite à cette intervention, le „Fräie Lëtzebuerger Baureverband" remarque qu'il existe une contradiction dans les discours. D'un côté, les différents intervenants acceptent de façon quasi unanime le fait que les populations de gibier sont trop importantes mais, d'un autre côté, certains intervenants remettent en cause le calendrier de chasse et voudraient le réduire. Il se demande comment, dès lors, le problème pourrait être réglé à court terme.

Un des experts présents donne à considérer que la présence d'une martre peut effectivement poser des problèmes, d'autant plus qu'il est bien souvent difficile de s'en débarrasser. Il ajoute qu'une thèse de doctorat est en train d'être écrite sur la présence de cette espèce entre Bettembourg et Dudelange et que les conclusions de cette étude en relativisent le nombre.

Il est pour finir procédé à un bref échange de vues sur la pratique du piégeage. Un des experts présents informe que la chasse au piège est interdite au Luxembourg mais que, par contre, le propriétaire

et/ou le locataire d'un terrain a le droit de poser des pièges dans le but de protéger sa propriété d'éventuelles „nuisances". Il ressort de la discussion subséquente que la législation luxembourgeoise en la matière est très peu précise et qu'elle se doit d'être clarifiée.

III.4 Le droit de chasse et le droit de propriété; les syndicats de chasse

Il est annoncé que Monsieur le Ministre de l'Environnement est en train de faire élaborer une étude juridique en ce qui concerne le droit de chasse par opposition au droit de propriété.

Le Comité pour la Défense des Droits des Animaux et la révision des lois nationales et européennes touchant les animaux est d'avis que, comme le droit de chasse n'existe pas, il ne se peut pas qu'il entre en conflit avec le droit de propriété. De plus, il constate qu'à cause de la chasse, les forêts ne sont plus un lieu de ressourcement et la jeunesse ne peut pas apprendre à respecter toutes les formes de vie. En ce qui concerne les syndicats de chasse, l'intervenant est d'avis que, pour le bien commun, il suffit de les supprimer. Le Comité pour la Défense des Droits des Animaux et la révision des lois nationales et européennes touchant les animaux ne veut pas de chasse et donc pas non plus de syndicats de chasse; il estime que la seule chose dont on ait besoin est une loi interdisant la chasse.

La Chambre d'Agriculture considère que le système des syndicats de chasse est un système très complexe, dans lequel les agriculteurs ne sont pas bien représentés, surtout pour ce qui concerne la constatation des dégâts infligés aux cultures, qui devraient être consignés par un expert neutre. En ce qui concerne le droit de propriété, l'intervenant est d'avis que, si pour une raison ou une autre, un terrain n'est pas compris dans un syndicat, les dégâts infligés aux cultures doivent être supportés financièrement par le propriétaire.

GAVEA, donne à considérer que le droit de propriété doit primer sur le droit anachronique de chasse. En ce qui concerne les syndicats, elle regrette une nouvelle fois que tous les thèmes discutés au cours du présent débat considèrent que la destruction des animaux est normale. L'homme doit être responsable vis-à-vis des animaux et être porteur de vie, au lieu d'être un chasseur.

La représentante du Vogelschutz-Komitee évoque l'arrêt Chassagnou de la Cour européenne des Droits de l'Homme de Strasbourg. Se référant à l'article 11 (liberté d'association), à l'article 14 (interdiction de discrimination) et à l'article 1 du Protocole No 1 (droit de propriété) à la Convention européenne des Droits de l'Homme, cet arrêt dispose qu'aucun propriétaire ne peut être forcé à entrer dans une association contre son gré, qu'aucune discrimination ne peut être opérée entre les petits et les grands propriétaires et que tout propriétaire a le droit d'interdire sur sa propriété des activités non compatibles avec ses convictions. L'oratrice énonce qu'au Grand-Duché, la Cour administrative a confirmé les conclusions de l'arrêt Chassagnou (arrêt Wirth-Derneden du 13 juillet 2004), puis fait état d'un courrier de Monsieur Marc Fischbach à Monsieur Lucien Lux en la matière. Le Vogelschutz-Komitee conclut de tous ces différents documents que la loi sur la chasse n'est pas conforme à la Convention des Droits de l'homme et enjoint le législateur à s'attarder sur ce point précis.

Le porte-parole de la Fédération St-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg explique qu'il existe en fait deux arrêts contradictoires sur la même matière au Grand-Duché. Il fait de plus référence à un arrêt de la cour constitutionnelle allemande qui décrète que les associations forcées sont légales. L'orateur ajoute qu'à son avis, les associations forcées sont aussi légales au Luxembourg et donne pour exemple les associations forcées de copropriétaires dans les immeubles d'appartements. Il souligne de plus que l'arrêt Wirth-Derneden ne peut pas être comparé à l'arrêt Chassagnou, car le système luxembourgeois est très différent du système français, qui lui discrimine effectivement les petits propriétaires terriens en les forçant à entrer dans des associations alors que les plus grands propriétaires ne sont pas contraints de le faire. En ce qui concerne les dégâts, la Fédération indique que tout dégât causé à la propriété d'autrui doit être indemnisé. La Fédération St-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg déclare que les critères déterminant les frontières des lots de chasse devraient être revus.

La „Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd" donne à considérer que la notion de „droit de chasse" est un anachronisme, car l'on n'a aujourd'hui plus besoin de chasser pour manger au Grand-Duché. De ce fait, il est difficilement concevable que le droit de chasse porte atteinte au droit de propriété. En ce qui concerne le système de l'appartenance forcée aux syndicats de chasse, l'intervenant est d'avis qu'il doit être aboli. Du fait du droit à la liberté d'opinion, l'on ne peut en effet pas contraindre quelqu'un à faire quelque chose qu'il ne souhaite pas faire.

L'Association des Gardes Particuliers Assermentés se déclare d'accord avec l'opinion de la Fédération St-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg. Elle propose par ailleurs de s'inspirer de la loi française sur la chasse du 26 juin 2000. Cette loi définit l'acte de chasse, les relations entre la chasse et l'environnement et stipule que la pratique de la chasse est d'intérêt général et qu'elle a un caractère environnemental, culturel, social, … En ce qui concerne le droit de chasse par rapport au droit de propriété, il souligne que les personnes qui refusent l'exercice de la chasse sur leur terrain doivent penser au fait que ce refus engendre des dégâts sur les terres de leurs voisins. Pour ce qui est des frontières des lots de chasse, l'AGPA estime qu'il faudrait réfléchir à ne prévoir qu'un seul syndicat par commune et qu'il faudrait également prévoir la possibilité d'une gestion commune pour ceux qui le désireraient.

L'Association des Forestiers Luxembourgeois note que 17% des terrains de chasse appartiennent à l'Etat, aux communes ou à des établissements publics. Or, ces propriétaires ne sont pas représentés dans les syndicats de chasse. Pour ce qui est des lots de chasse, l'orateur estime anormal que leurs frontières soient des frontières politiques: il faudrait plutôt réfléchir en terme de frontières naturelles.

Le Groupement des Sylviculteurs est d'avis que les périodes de chasse pourraient être augmentées, et ceci dans l'espoir que les dégâts infligés par le gibier soient sensiblement réduits. A cet égard, il souligne qu'un arbre endommagé et qui doit être replanté met 20 ou 30 ans pour arriver à maturité. Pour ce qui est de la question du droit de chasse par rapport au droit de propriété, il estime que chaque propriétaire doit appartenir à un syndicat et qu'il ne faut pas parceller les lots, car la situation deviendrait trop compliquée. En ce qui concerne les syndicats de chasse, le Groupement se prononce pour une réforme en profondeur de la loi de 1925.

Le „Fräie Lëtzebuerger Baureverband" donne à considérer que les agriculteurs qui subissent des dégâts sur leur terrain, doivent être mieux représentés dans les syndicats et bénéficier de plus de droits.

La Centrale Paysanne Luxembourgeoise estime que toute parcelle comprise dans un lot de chasse doit rester chassable, car les endroits où l'on ne pratique plus la chasse deviennent de véritables refuges pour les animaux et peuvent, partant, rencontrer de sérieux problèmes sanitaires. L'intervenante est d'avis que la question de savoir qui paiera les dégâts causés sur un terrain où l'exercice de la chasse n'est pas autorisé ainsi que les dégâts causés sur les terrains voisins est une question à laquelle il faudra répondre de manière précise. Pour ce qui est des syndicats de chasse, l'oratrice estime que le système doit rester tel qu'il est actuellement, avec éventuellement un meilleur encadrement afin que les syndicats puissent mieux remplir leur rôle dans leur gestion de la chasse. La CEPAL est d'avis que la chasse-loisirs doit être maintenue, de manière indépendante, mais sous le contrôle des autorités étatiques.

D'un point de vue juridique, l'Association „Pour une chasse écologiquement responsable" partage les vues de la Fédération St-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg. En ce qui concerne le rôle des syndicats, l'association est d'avis que ces derniers devraient pouvoir bénéficier de plus de droits afin de s'immiscer activement dans la gestion de la chasse.

*

IV. CONCLUSIONS

En suivant la trame du questionnaire envoyé aux associations intéressées, les membres de la Commission ont discuté les problèmes soulevés point par point durant les réunions du 15.2.2007, 6.3.2007, 7.3.2007 et 13.3.2007. Après avoir entendu les représentants des différents groupes d'intérêts et les experts lors du hearing public, ils ont préparé leurs conclusions au cours des réunions du 18.4.2007, 14.5.2007 et du 24.5.2007.

Pour ce qui est de l'adéquation de la loi sur la chasse actuellement en vigueur dans notre pays à notre époque, la Commission est d'avis que la législation sur la chasse a fait ses preuves, mais qu'elle mérite d'être adaptée pour mieux prendre en compte les réalités au niveau de l'écologie et au niveau de la société d'aujourd'hui. La Commission estime aussi qu'il serait utile de fondre les différentes dispositions qui constituent la législation sur la chasse en un seul texte cohérent et transparent et d'en faire une nouvelle loi.

La Commission est convaincue qu'au Grand-Duché la chasse est nécessaire pour contribuer à maintenir la biodiversité et pour rétablir l'équilibre écologique. Elle est unanimement d'avis que l'objectif

premier de la chasse doit être la conservation de la nature. S'il existe des pratiques dans le cadre de la chasse qui entrent en conflit avec cet objectif, ces pratiques doivent être interdites. Aux vues de la Commission, le concept de la conservation de la nature n'est donc pas forcément en contradiction avec la pratique de la chasse, mais il faut veiller à organiser la chasse de façon à ce qu'elle contribue à la protection de la nature.

L'avis juridique élaboré à la demande du ministre (voir annexe 20) constate qu'„en l'état actuel de la législation, la finalité d'intérêt général de la chasse ne ressort pas des textes". La nouvelle loi devra clairement énoncer les objectifs de la chasse tels que définis ci-dessus.

Pour ce qui est des différents modes de chasse qui devraient être autorisés au Grand-Duché de Luxembourg, la Commission estime que la battue doit être maintenue, parce qu'elle permet de prélever un nombre important de gibier dans très peu de temps. Néanmoins, il faudra veiller au bon déroulement des battues. Dans ce contexte, les aspects concernant la sécurité font partie de l'organisation d'une battue et ne doivent pas être négligées. Les fonctions de la forêt sont multiples et il faut garder à l'esprit qu'elle représente pour une grande partie de la population un lieu de détente. Des conflits entre les différents utilisateurs doivent être évités. Une bonne communication entre les chasseurs et les autres utilisateurs est donc essentielle. La Commission est d'avis qu'il serait souhaitable de préciser dans la législation les mesures à prendre par les organisateurs d'une battue pour signaler clairement aux personnes qui entreprennent des activités sportives ou ludiques dans la forêt le lieu et la date de la battue.

La chasse à l'approche ou à l'affût permettent un tir plus sélectif. Ces modes de chasse sont des instruments utiles pour la gestion du gibier et doivent être maintenus. Ils doivent rester courts et à intervalle, afin de ne pas déranger le gibier de façon à ce qu'il change de comportement. Lors de la définition des périodes de chasse, ce principe doit rester de mise.

Concernant le piégeage, il doit rester interdit, aussi bien dans le contexte de la chasse que dans le contexte de la destruction d'animaux déclarés nuisibles. Des exceptions à ce principe devraient uniquement être autorisées par le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions à des piégeurs agréés, si la demande est clairement motivée par des soucis concernant la protection de la nature ou la santé publique, et si le même but ne peut être atteint par d'autres moyens. Une réglementation moins stricte pourra s'appliquer aux pièges qui captent la proie vivante et sans la blesser, à condition que l'animal soit retiré assez vite du piège.

En ce qui concerne les mesures envisageables afin de mieux concilier les intérêts et des chasseurs et des personnes exerçant des activités sportives ou ludiques dans les bois et forêts lors des périodes de chasse, les membres de la Commission de l'Environnement sont d'avis que la communication entre les chasseurs et les personnes exerçant des activités sportives ou ludiques dans les bois et forêts doit être améliorée. Un code de bonne conduite devrait être élaboré pour tous les utilisateurs de la forêt afin d'accroître la compréhension et le respect mutuel, ainsi que le respect de l'environnement. Afin de minimiser les risques d'accidents qu'encourent p. ex. les promeneurs et leurs animaux domestiques, il semble à la Commission évident que les battues, qui ne sont organisées que deux ou trois fois par an, doivent être dûment annoncées et signalisées pour réduire le risque d'accidents. Elle donne à réfléchir, si, pour des raisons de sécurité, comme c'est le cas dans la législation belge, l'accès au lot de chasse ne devrait pas être interdit à toute personne ne faisant pas partie de l'action de la battue.

La Commission est d'avis que la mise à mort d'animaux de compagnie par des chasseurs doit être interdite.

Concernant la pratique du nourrissage du gibier, la Commission est d'avis que tout apport alimentaire externe doit être interdit, exception faite de l'agrainage en petites quantités, strictement réglementé par le ministre.

La Commission demande au Ministre de l'Environnement de faire des propositions en la matière qui soient compatibles avec les principes généraux dégagés par le débat d'orientation, à savoir le maintien de la biodiversité, l'équilibre écologique et la conservation de la nature.

Les membres de la commission parlementaire se sont également interrogés sur la meilleure façon de concilier les intérêts des chasseurs et des propriétaires de terres et forêts où la chasse a lieu et sur la façon de concilier la pratique de la chasse et le respect du droit à la propriété.

L'avis juridique demandé par le Ministre de l'Environnement retient dans ses Conclusions ce qui suit (voir annexe 20, p. 10):

„L'inclusion des propriétés non bâties rurales et forestières dans des lots de chasse, par l'effet même de la loi, constitue indéniablement une atteinte incisive au droit de propriété protégé notamment par l'article 14 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales.

Une telle atteinte peut être justifiée pour des raisons d'intérêt général. Il appartient au législateur de définir et de préciser les objectifs poursuivis. Pour autant que l'exercice de la chasse est admise par le législateur comme étant une activité d'intérêt général, nécessaire pour la protection de la faune et de la flore, et non exclusivement une activité de loisir au seul profit des chasseurs, l'atteinte ainsi portée au libre usage de la propriété est justifiée."

La Commission se rallie à cette conclusion. Si la nouvelle loi retient que l'objectif de la chasse est la contribution au maintien de la biodiversité et à l'équilibre écologique, la finalité d'intérêt général en ressortira clairement.

Les pratiques de chasse opposées à l'intérêt général sont à interdire et à sanctionner.

Pour ce qui est des critères que l'on pourrait appliquer pour fixer la quantité de gibier chassé, la Commission de l'Environnement est d'avis que des plans de chasse minima et maxima doivent être instaurés. Le nombre d'animaux à abattre sera établi en fonction des dégâts économiques et écologiques causés par l'espèce en question, ainsi que par des soucis de maintien de la biodiversité, de l'équilibre écologique et de la conservation de la nature.

Au cas où un locataire de chasse ne respecterait pas les plans de chasse et remettrait de cette façon en cause les objectifs fixés par la loi, le ministre devrait pouvoir ordonner l'organisation d'une chasse administrative par l'Administration des Eaux et Forêts.

Dans son avis du 6 décembre 2005 sur le projet de loi 5452 modifiant et complétant la législation sur la chasse, le Conseil d'Etat s'était montré très critique face à une modification ponctuelle de la législation sur la chasse qui permettrait l'organisation d'une chasse administrative: „Le Conseil d'Etat déplore en tout cas que les auteurs du projet de loi n'aient pas saisi l'occasion de cette nouvelle révision pour procéder enfin à une réforme substantielle de la réglementation de la chasse et de se donner ainsi, par l'adaptation du cadre légal, les moyens pour élaborer et mettre en oeuvre une politique visant à la gestion durable du patrimoine faunique. Si la chasse administrative sous forme de battue ou autre peut, le cas échéant, servir d'outil dans le cadre de la gestion des populations de gibier, elle n'est cependant qu'un moyen d'exception. Une politique efficace de régulation des populations de gibier présuppose l'établissement d'un plan de chasse qui fixe des objectifs et prévoit des actions réalisées en cohérence avec ces objectifs."

La Commission, qui approuve l'objectif poursuivi par le projet de loi 5452, estime qu'une nouvelle loi sur la chasse permettra au ministre d'inclure des dispositions concernant la chasse administrative tout en respectant les observations du Conseil d'Etat.

Par ailleurs, la Commission estime que le fonctionnement des syndicats de chasse devrait être réformé. Selon elle, les communes devraient avoir un droit de vote au sein du syndicat de même que les autres propriétaires.

La Commission de l'Environnement s'est également longuement entretenue sur les espèces qui doivent être catégorisées comme chassables. La chasse telle qu'elle est perçue par les membres de la Commission a pour objectif premier de contribuer à la conservation de la nature, de la biodiversité et de l'équilibre écologique. Vu que la population des différentes espèces, et les problèmes d'ordre écologique ou sanitaire évoluent en permanence, la liste des espèces chassables est à fixer par règlement grand-ducal. Cette remarque inclut la chasse au renard, longuement débattue au sein de la Commission et lors du hearing.

Par ailleurs, la Commission est d'avis que la notion d'animal nuisible n'est plus de mise et qu'il y a lieu d'abroger l'arrêté grand-ducal ayant pour objet la destruction d'animaux malfaisants et nuisibles.

La Commission est aussi d'avis que le lâcher d'animaux classés chassables doit être interdit.

Luxembourg, le 13 juin 2007

Le Rapporteur,
Romain SCHNEIDER

Le Président,
Roger NEGRI

ANNEXES

(Ces annexes pourront être consultées dans le document parlementaire 5496[A]).

1. Demande du groupe parlementaire *„Déi Gréng“* d'organiser un débat d'orientation sur la chasse;
2. Pétition No 216 pour une modification de la loi sur la chasse (remise par la Société pour la Protection des Animaux de Dudelange en date du 5 juillet 2000);
3. Etude élaborée par le Greffe de la Chambre des Députés, partie 1: comparaison des différents types de législation existants en Europe;
4. Etude élaborée par le Greffe de la Chambre des Députés, partie 2: compilation des réponses qui ont été données par différentes associations au questionnaire élaboré par la Commission de l'Environnement;
5. Informations et statistiques fournies par l'Administration des Eaux et Forêts;
6. Article rédigé par le Dr. Walter Arnold du „Forschungsinstitut für Wildtierkunde und Ökologie“;
7. Article rédigé par un groupe d'experts du musée national d'histoire naturelle („Positionspapier zur Wildfütterung“);
8. Courrier du 11 avril 2007 sur le nourrissage;
9. Pétition No 280 pour la nature et contre la battue (remise par le Comité pour la Défense des Droits et la Révision des Lois nationales et européennes touchant les Animaux en date du 14 mars 2007);
10. Document transmis par l'Administration des Eaux et Forêts sur le lâcher illégal de sangliers dans la région de Abweiler-Bettembourg;
11. „Effets de la nourriture artificielle sur la condition et la reproduction des sangliers *Sus Scrofa* au Luxembourg“, par Madame Sandra Cellina;
12. „Positionspapier zur Wildtierfütterung“, par Madame Edmée Engel;
13. „Das Kirren – effektive Bejagung oder Fütterung von Schwarzwild“, par Monsieur Ulf Hohmann;
14. „Die Wildfütterung“, par Monsieur Peter Lüps;
15. „Die Entwicklung der Wildbestände seit 1900 an Hand der Abschusszahlen“, par Monsieur Ady Krier;
16. Contributions de Monsieur Peter Lüps;
17. Contributions de Monsieur Ulf Hohmann;
18. „Der Jagdkalender: Die Öffnungszeiten nach Wildtierarten“, par Monsieur Ady Krier;
19. „Jagd und Wild in Luxemburg“, par Monsieur Ady Krier;
20. „Avis sur la conformité de l'inclusion forcée des propriétaires dans les syndicats de chasse (art. 1 de la loi du 20 juillet 1925 sur l'amodiation et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier) avec les dispositions de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales“, par Monsieur Albert Rodesch.

Service Central des Imprimés de l'Etat

5496/00A

N° 5496[A]

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2006-2007

D E B A T D ' O R I E N T A T I O N

sur la chasse

* * *

ANNEXES

page

1. Demande du groupe parlementaire *„Déi Gréng“* d'organiser un débat d'orientation sur la chasse 3
2. Pétition No 216 pour une modification de la loi sur la chasse (remise par la Société pour la Protection des Animaux de Dudelange en date du 5 juillet 2000)..... 17
3. Etude élaborée par le Greffe de la Chambre des Députés, partie 1: comparaison des différents types de législation existants en Europe..... 21
4. Etude élaborée par le Greffe de la Chambre des Députés, partie 2: compilation des réponses qui ont été données par différentes associations au questionnaire élaboré par la Commission de l'Environnement..... 141
5. Informations et statistiques fournies par l'Administration des Eaux et Forêts..... 285
6. Article rédigé par le Dr. Walter Arnold du „Forschungsinstitut für Wildtierkunde und Ökologie“ 313
7. Article rédigé par un groupe d'experts du musée national d'histoire naturelle („Positionspapier zur Wildfütterung“)..... 319
8. Courrier du 11 avril 2007 sur le nourrissage..... 395
9. Pétition No 280 pour la nature et contre la battue (remise par le Comité pour la Défense des Droits et la Révision des Lois nationales et européennes touchant les Animaux en date du 14 mars 2007)..... 399
10. Document transmis par l'Administration des Eaux et Forêts sur le lâcher illégal de sangliers dans la région de Abweiler-Bettembourg 403
11. „Effets de la nourriture artificielle sur la condition et la reproduction des sangliers *Sus Scrofa* au Luxembourg“, par Madame Sandra Cellina 425
12. „Positionspapier zur Wildtierfütterung“, par Madame Edmée Engel 461
13. „Das Kirren – effektive Bejagung oder Fütterung von Schwarzwild“, par Monsieur Ulf Hohmann 471
14. „Die Wildfütterung“, par Monsieur Peter Lüps..... 483
15. „Die Entwicklung der Wildbestände seit 1900 an Hand der Abschusszahlen“, par Monsieur Ady Krier 487
16. Contributions de Monsieur Peter Lüps 525

17. Contributions de Monsieur Ulf Hohmann 533
18. „Der Jagdkalender: Die Öffnungszeiten nach Wildtierarten“, par Monsieur Ady Krier 539
19. „Jagd und Wild in Luxemburg“, par Monsieur Ady Krier 563
20. „Avis sur la conformité de l'inclusion forcée des propriétaires dans les syndicats de chasse (art. 1 de la loi du 20 juillet 1925 sur l'amodiation et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier) avec les dispositions de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales“, par Monsieur Albert Rodesch..... 577

*

ANNEXE 1

Demande du groupe parlementaire *„Déi Gréng“*
d’organiser un débat d’orientation sur la chasse

DÉI GRÉNG
groupe parlementaire

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
Entrée le:
11 JUIL. 2003

Luxembourg, le 11 juillet 2003

Monsieur Jean SPAUTZ
Président de la Chambre des Député-e-s

concerne: demande d'un débat d'orientation sur la chasse

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 85 de notre règlement **je vous informe que notre groupe parlementaire vous demande d'organiser un débat d'orientation sur la chasse.**

Veuillez trouver en annexe nos propositions pour une réforme de la législation sur la chasse.

Je vous prie d'accepter, Monsieur le Président, l'expression de nos meilleurs sentiments.

Pour le groupe parlementaire

François Bausch

Président

Transmis en copie pour information
aux honorables Membres de la Conférence des Présidents
Luxembourg, le 11 juillet 2003
Le Secrétaire général de la Chambre des Députés,

DÉI GRÉNG

2JOERGRÉNG

groupe parlementaire

10. Juli 2003

13 Forderungen für ein neues Jagdgesetz

1. Wahrung des Eigentumsrechts des Grundbesitzers.

Das Jagdrecht kann nicht als selbständiges dingliches Recht begründet werden. Auf Grund des Urteils vom Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte in Straßburg vom 29. April 1999 kann der Grundeigentümer die Jagdausübung verbieten oder eine beschränkte Ausübung der Jagd gestatten. Dementsprechend, ist eine Neu-Organisation des Jagdsyndikats unentbehrlich.

Dieses Urteil des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte in Straßburg hat damit
- die erzwungene Mitgliedschaft im Jagdsyndikat,
- die Enteignung des Grundbesitzers durch Zwangsverpachtung,
- die Diskriminierung der kleinen Grundbesitzer gegenüber den Großgrundbesitzern als menschenrechtswidrig bestätigt.

Diesem Urteil muss in Zukunft Rechnung getragen werden, die Grundpfeiler des bisherigen Jagdrechtes - das Jagdsyndikat, das Reviersystem sowie der Wildschadensersatz - müssen entsprechend neu geregelt werden. Die derzeitige Regelung, nach der Wildtiere „herrenlos" sind, der Freizeitjäger jedoch ein Aneignungsrecht wahrnimmt, muss ersetzt werden. Der Status „Gemeingut", wie in anderen Ländern üblich, wird dieser exklusiven Zuständigkeit für Wildtiere ein Ende bereiten.

Obwohl Luxemburg die Menschenrechtskonvention unterschrieben hat, tut sich die Regierung schwer mit einer entsprechenden Umänderung des Jagdgesetzes wie dies z.B. im September 2000 in Portugal geschehen ist.

Vor diesem Hintergrund haben in Luxemburg zwei Grundeigentümerinnen Klage eingereicht. Beide Klägerinnen werden notfalls - mit Unterstützung von DÉI GRÉNG - vor dem Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte vorstellig werden.

2. Verbot der Hege mittels Wildtierfütterung, Medikamenten und bestandsaufbauender Bejagung.

Trotz veränderter Umweltbedingungen (Zersiedlung der Landschaft, großflächige Monokulturen, Düngung, unkontrollierte Bejagung usw.) ist der Schalenwildbestand (Reh-, Hirsch-, Schwarz-, Muffel- und Damwild) kontinuierlich gewachsen. Dies ist vor allem der intensiven Hege/Fütterung sowie der bestandsaufbauenden Bejagung zuzuschreiben.

Die verabreichten Futtermittel sind vielfältig und stammen im Wesentlichen aus der Viehhaltung. Sie reichen von Getreide, Mais, Heu, Grünfutter, Maissiellage, Rüben, Kartoffeln, Frisch- und Fallobst, Gemüse, Eicheln, Buchäcker bis zu Kraftfutter. Zusätzlich werden Salze zur Verbesserung der Mineralstoffversorgung und als Anreiz zur vermehrten Nahrungsaufnahme, Arzneimittel gegen Darmparasiten und Wirkstoffe zur besseren Geweihbildung mit verabreicht.

Die Wildtierfütterung ist für den Jäger aus mehreren Gründen interessant. Sie lockt erfahrungsgemäß wandernde Tiere an und hält sie standorttreu. Die Wilddichte im respektiven Revier steigt und damit auch der Jagderfolg. Gut genährtes Wild ist reproduktionsfähig und bildet außerdem stärkere Gehörne und Geweihe (für den Jäger eindrucksvollere Trophäen).

Allerdings ist die Wildfütterung zurzeit heftig umstritten und stößt vor allem bei Umweltschützern, aber auch bei Forstleuten, Waldbesitzern, Landwirten, Verwaltungen und fortschrittlichen Jägern zunehmend auf Ablehnung.

Was sind die Gründe? Der AID (Auswertungs- und Informationsdienst für Ernährung, Landwirtschaft und Forsten) weist darauf hin, dass Wildtiere an den winterlichen Nahrungsengpass von Natur aus gut angepasst und auf Fütterung gar nicht angewiesen sind. Sie können ohne menschliche Hilfe selbst härteste Winter überstehen. Beispiele aus Skandinavien und Sibirien sind hinreichend bekannt. Der winterliche Nahrungsengpass sorgt für eine natürliche Auslese und die genetische Anpassung der Tiere an ihre Umwelt (Flaschenhalsselektion).

Die Fütterung hebt diesen natürlichen Regelmechanismus auf und führt zu einem mehr oder weniger starken Anstieg der Tierbestände. Tiere, die nicht mehr in der Lage sind, harte klimatische Bedingungen, Nahrungsmangel, Parasiten oder andere Krankheiten aus eigener Kraft zu überstehen, werden am Leben erhalten und können ihr für die Wildbahn ungeeignetes Erbgut weiter vererben. Die Fastenzeit wird zur Mastzeit. Hirsch und Reh z.B. brauchen dann die Rohfaser von Baumrinde und Knospen, damit ihr auf Winterruhe eingestellter Verdauungstrakt die unnatürliche Power-Nahrung verkraften kann.

Beobachtet wurde außerdem, dass zwischen der Wildtierfütterung und den Wildschäden an Wald und landwirtschaftlichen Kulturen ein enger Zusammenhang besteht. In Revieren in denen intensiv gefüttert wird, treten in der Regel auch besonders hohe Schäden im Umkreis der Fütterung auf. Die in der Jagdliteratur oft verbreitete Ansicht, mit Hilfe der Fütterung ließen sich Wildschäden vermeiden, trifft jedenfalls in der Praxis nicht zu. Die - trotz intensiver Fütterung - steigenden Wildschäden sprechen für sich. Zusätzlich begünstigt die naturwidrige Ansammlung von Tieren an den Futterstellen den Ausbruch von Seuchen und Parasitenbefall.

Vorenthalten wird der Öffentlichkeit außerdem, dass die Freizeitjäger zur bestandsaufbauenden Bejagung aufrufen und diese auch praktizieren.

Beiliegende Zeichnung aus der Agenda 2001 der Fédération des Chasseurs Luxembourgeois bedarf keiner weiteren Erklärung.

Die bestandsaufbauende Bejagung der Wildschweine wird in der Verbandszeitung „Fescher a Jeer" 6/96 wie folgt beschrieben:

„Modellfall zur gezielten und bestandsaufbauenden Bejagung der Wildschweine (...) Schwarzwild hat die höchste Zuwachsrate aller heimischen Schalenwildarten. Die durchschnittliche Aufzuchtrate liegt bei Frischlingsbachen zwischen 1-2 Tieren, bei Überläuferbachen zwischen 4-5 Tieren und bei Altbachen zwischen 5-6 Frischlingen. Die Werte können gebietsweise auch höher liegen. Infolgedessen wird gezielt der Jahresnachwuchs erlegt oder 66% vom Gesamtabschuss. Man erlegt auch die Hälfte der Überläufer. Das gleiche geschieht mit zweijährigen Tieren. Denn bei den über zweijährigen Tieren stimmt der Abschuss bestens, und das ist wichtig, da auf diese Weise die ideale Alterspyramide erreicht wird. Zudem rückt der Traum vom Fabelwesen (Trophäe) näher."

Dass bei diesem Planungsmodell die Rechnung aufgeht, zeigt das Ergebnis: eine landesweite gewaltige Zunahme der Wildschweinbestände, unnatürliche hohe Ansammlung von Tieren auf begrenztem Lebensraum, jährlich steigende Wildschäden und letztendlich Ausbruch der Schweinepest.

Damit der Bestand nicht kontinuierlich wächst, zugleich aber die Alters- und Sozialstruktur der Wildschweine erhalten bleibt, muss der jährliche Zuwachs entnommen werden d.h. mindestens 80-90% der gesamten jährlichen Wildschweinabschüsse müssen Frischlinge sein. Die restlichen 10-20% entfallen auf Überläufer und einige übrige.

Die Fütterung/Kirrung, gepaart mit der bestandsaufbauenden Bejagung und der Schweinepestimpfung sind im Grundeffekt nichts anderes, als eine risikofreie Wildschweinmassenzucht zwecks anschließender Bejagung. Die Populationsdichte steigt kontinuierlich und mit ihr die Wildschäden. Konsequenterweise verlangt die Öffentlichkeit nach verstärktem jägerischen Einsatz und dieser Druck wird sich - dank steigender Tierpopulationen - höchstwahrscheinlich verstärken. Genau da liegt das Ziel der Jäger: die Jagd soll - wie in der Vergangenheit - von den Jägern kontrolliert und als Freizeitbeschäftigung in die Zukunft hinein gerettet und langfristig abgesichert werden!

3. Züchten und Aussetzen von Tieren zwecks Aufbesserung der Jagdstrecken ist nicht zulässig.

Das Jagdgesetz erlaubt, Tiere zu züchten und - zwecks Verbesserung der Jagdergebnisse - in der freien Wildbahn auszusetzen. Vorzugsweise handelt es sich hier um Niederwildarten wie Hase, Fasan, Rebhuhn, Enten („Ducks unlimited" - wurde Ende der 80 Jahre in Luxemburg unter dem damaligen Umweltminister Bodry gegründet) und Kaninchen (in Planung).

Wildbiologen definieren jene Tierarten als Wildtiere: „die ohne Dazutun des Menschen entstanden sind und über viele Generationen in freier Natur leben, sich in ihr unbegrenzt fortbewegen und ernähren sowie sich frei fortpflanzen. Ihre Entwicklung und Entfaltung ist dem vielseitigen Einfluss natürlicher Kräfte unterworfen."

Dass diese Definition unseren heutigen Wildtieren nicht mehr gerecht wird, steht außer Frage und es wird vor einem schleichenden Prozess der "Verhaustierlichung" der heimischen Wildtierarten gewarnt.

Die Gefangenschaftszuchten vermögen wohl den Gesamtbestand zu vergrößern, genetische Neukombinationen, Inzuchteffekte und Mutationen sind jedoch die Folge. Der Genotyp entspricht nicht mehr dem der zu schützenden Art, dieser stirbt durch die Gefangenschaftszucht aus. Der sich neu entwickelnde Genotyp erfährt eine Anpassung an die Bedingungen der Gefangenschaft, nicht aber an die eines natürlichen Lebensraumes (*Schneider, Schulte 1987*).

Beispiele dieser genetischer Verkümmerung sind hinreichend bekannt; z.B. haben 20 Jahre kommerzielle Feldhasenzucht ausgereicht, diesen Tieren ihre wirksamste Verhaltensweise und Verteidigungsmaßnahmen in der natürlichen, interspezifischen Auseinandersetzung wegzuzüchten. Die gezüchteten Hasen zeigen kaum Fluchtverhalten. Der für das Wildtier bedeutsame Funktionskreis Feindvermeidung existiert nicht mehr.

Die Haltungstechnik in der Fasan- und Rebhuhnzucht sind der agrarindustriellen Massentierhaltung ebenbürtig. Histologische Veränderungen im Gehirn, Schädigungen und Fehlentwicklungen der visuellen Hirnrinde sind die Folge.

Die Zucht von Jagdtieren ist das beste Beispiel für die fortschreitende Domestikation und produktionsorientierte Manipulation von Wildtieren. Die Zucht von Wildtieren ist ein genetisches Experiment mit nicht kalkulierbarem Ausgang.

Die Zucht von Wildtieren ist keine geeignete Maßnahme zugunsten eines evolutionsbiologisch und ökologisch orientierten Artenschutzes. Gefährdete Wildtierarten sind auf Dauer nur in und mit einer ihnen gemäßen Umwelt und einem Bejagungsverbot zu erhalten. Die Auswilderung gezüchteter Jagdtiere muss als Aussetzen domestizierter Tiere betrachtet werden.

4. Weniger jagdbare Arten

Die Natur ist ein Allgemeingut und die in ihr lebenden Tiere stellen ein Naturgut dar, dessen nachhaltige und gesunde Sicherung dem Wohle der Allgemeinheit dient. Eingriffe in den Bestand frei lebender Wirbeltiere, sind nur aus übergeordneten Gründen der Erhaltung, Pflege und Entwicklung des Lebensraumes, insbesondere des naturnahen Waldes, und der standortheimischen Lebensgemeinschaften zulässig, sowie aus Gründen der Abwehr volkswirtschaftlicher bedeutsamer Schäden, die aus den Lebensäußerungen dieser Tiere erwachsen oder zur Abwehr von Gefahren für Menschen.

Wildlebende Tiere zu füttern, zu züchten und auszusetzen, um sie nachträglich zu bejagen, zu töten, zu verkaufen oder gar einfach im Wald zu verscharren, entbehrt jeglicher Rechtfertigung.

Problemwildarten in unseren Regionen sind das Reh-, Hirsch-, Schwarz-, Dam- und Muffelwild. Einzig und allein auf deren Natur- und tierschutzgerechten Bejagung muss der zukünftige Schwerpunkt liegen.

5. Jagdfreie Schutzgebiete - das Schutzziel gilt als oberstes Gebot

Der Zweck eines Naturschutzgebietes besteht darin, Natur und Landschaft in ihrer Ganzheit zu schützen und zu erhalten, sowie die Lebensgemeinschaften oder Biotope wildlebender Tiere und Pflanzenarten in ihrem Bestand zu bewahren.

Die Kenntnisse über Natur-, Umwelt- und Artenschutz haben sich in den letzten Jahren explosionsartig vergrößert. Wie Studien aus Deutschland, der Schweiz und Italien hinreichend belegen sind Naturschutzgebiete vorzüglich geeignet, um zu demonstrieren, dass ganz selten die Forstverwaltung oder staatlich besoldete Berufsjäger regulierend in die Schalenwildbestände eingreifen müssen.

Die Wirkung des Eingriffs in den Wildbestand muss demnach nachvollziehbar sein und von einem neu zu gründenden Gremium festgestellt werden. Bei nicht nachvollziehbarer Wirkung ist der Eingriff nicht zulässig; bei nicht feststellbarer Wirkung ist die Weiterführung oder Wiederholung des jagdlichen Eingriffs verboten.

6. Schutz der natürlichen Beutegreifer

Die Bejagung der letzten in der Natur verbleibenden Beutegreifer (hauptsächlich Fuchs, ...) wird folgendermaßen gerechtfertigt:

- Überbevölkerung (Vermehrung durch Tollwutimpfung)
- Menschengefährdung (Fuchsbandwurm und Tollwut)
- Artenschutz (Bejagung der Beutegreifer zum Schutz anderer gefährdeter Tierarten)

Dass sich die Füchse - trotz Tollwutimpfung - nicht explosionsartig vermehrt haben, ist eine Tatsache. Diesbezügliche Studien aus dem tollwutfreien Großbritannien sind eindeutig.

Warum also gibt es, trotz rigoroser Bejagung, immer noch Füchse?

Unter normalen Bedingungen lebt der Fuchs - genau wie der Wolf - in Familiengemeinschaften, die sich aus einer rangältesten Füchsin, einem Rüden und einigen „Patentanten" zusammensetzen. Ab Mitte März wirft die rangälteste Füchsin 2-5 Welpen. Obwohl die „Patentanten" reproduktionsfähige Füchsinnen sind, beteiligen sie sich nicht an der Fortpflanzung sondern unterstützen die rangälteste Füchsin bei der Nahrungssuche und Aufzucht ihrer Welpen.

Durch massiven Jagdruck hingegen und die daraus resultierende permanente Flucht der Tiere wird diese reproduktionshemmende Familien- und Territorialstruktur

gesprengt. Die Füchse sind gezwungen, sich als Einzelgänger durchzuschlagen. Jede überlebende und reproduktionsfähige Füchsin mutiert zum rangältesten Tier und beteiligt sich dementsprechend an der Fortpflanzung. Die Folge sind:

- höhere Anzahl von Fuchswelpen durch das zwangsläufige Einzelgängerleben aller reproduktionsfähigen Füchsinnen,

- Fuchsbaue und Verstecke in der Natur werden weniger benutzt und immer mehr Füchse suchen Schutz in jagdfreien Wohngebieten.

In Gebieten mit stabilen Fuchsgruppen und einem Bejagungsverbot wurde nachgewiesen, dass zwei Drittel der reproduktionsfähigen Füchsinnen sich nicht an der Fortpflanzung beteiligten. Nach dreijährigem Jagdverbot im Kanton Genf wurde ein Rückgang der Fuchspopulation von 12 Familien mit 48 Welpen auf 6 Familien mit 23 Welpen festgestellt. Außerdem ist erwiesen, dass zusätzlich zu diesem reproduktionshemmenden Mechanismus, die Populationsdichte der Prädatoren mittels der Bestandsdichte seiner Beutetiere - dem Nahrungsangebot - beeinflusst und reguliert wird.

Zum Fuchsbandwurm hat das nationale Zentrum für Echinokokkose - Institut für Parasitologie, Tierspital Zürich, folgende zusammengefasste Studie veröffentlicht:
„Der Mensch ist ein Fehlwirt weshalb die Larven des Fuchsbandwurmes sich allenfalls in Einzelfällen in diesem Fehlwirt entwickeln. Einem hohen Ansteckungsrisiko bei Füchsen, steht ein niedriges Erkrankungsrisiko des Menschen gegenüber. Die Früherkennung des Parasitenbefalls ist durch Bluttests gegeben und eine Heilung mittels medikamentöser Behandlung gewährleistet."
In Luxemburg ist bis dato kein Fall von menschlicher Fuchsbandwurmerkrankung bekannt.

Was die Tollwut anbelangt, so verlangen die Jäger seit Jahren: „die Impfungen müssen eingestellt werden und die somit eingesparten Gelder als Prämie für die Erlegung von Füchsen bereitgestellt werden." (Fescher a Jeer 5/96). Davon abgesehen, dass die Tollwutimpfung seitens der EU subventioniert wurde, hat die Veterinärinspektion unverständlicherweise Anfang 2003 die Tollwutimpfung - ohne jegliche Gegenmaßnahme, um den Schutz der Bevölkerung auch in Zukunft zu gewährleisten - eingestellt. Es hätte - wie dies auch z. B. in Italien gehandhabt wird - eine obligatorische Tollwutimpfung aller Haus- und Weidetiere vorgeschrieben werden müssen. Tatsache ist, dass mit der Einstellung der Tollwutimpfung eine zukünftige Menschengefährdung bewusst in Kauf genommen und eine neue Tollwutepidemie herbeigeführt (vorprogrammiert) wird.

Eine Bejagung wird eine neuerliche Tollwutepidemie nicht eindämmen, sondern ausbreiten. Durch die erzwungene Abwanderung der Füchse in fremde Reviere und nachträgliche Kämpfe untereinander wird die Tollwut zusätzlich auf andere Gebiete übertragen werden. Jetzt und heute muss gehandelt werden. Luxemburg ist noch tollwutfrei und soll es auch bleiben.

Was den Schutz gefährdeter Tierarten vor dem Zugriff der Beutegreifer anbelangt, so handelt es sich hier hauptsächlich um die von den Jägern gezüchteten Hasen und Fasane welche halbdomestiziert zur Bejagung ausgesetzt werden. Durch ihr abnormes und krankhaftes Verhalten in freier Wildbahn sind sie leichte Beute für alle

natürlichen Beutegreifer die, nur zu Recht, ihre Aufgabe als Gesundheitspolizisten der Natur erfüllen.

Gefährdete Wildtierarten sind auf Dauer nur mit einer ihnen gemäßen Umwelt und einem Jagdverbot zu erhalten und nicht durch einen Ausrottungsversuch ihrer natürlichen Feinde.

7. Die Fallenjagd ist grundsätzlich verboten

Gemäß dem Beschluss der Berner Konvention 1979, dem CEE Beschluss 82/73 und dem großherzoglichen Reglement vom 1.1.1994 ist die Verwendung aller zum wahllosen Fangen und Töten geeigneten Mittel, einschließlich Fallen, mit denen Tiere in größeren Mengen oder wahllos gefangen oder getötet werden können, verboten. Fanggeräte, die nicht selektiv, unversehrt und sofort tötend fangen, sind verboten. Trotz dieses Verbotes werden diese Fallen aber immer noch zum Kauf angeboten.

Totschlagfallen
- sind nicht selektiv, unversehrt und sofort tötende Fanggeräte
- Menschen werden gefährdet und verletzt
- geschützte Tierarten werden gefährdet, verletzt oder getötet

Lebendfallen
- sind nicht selektiv, unversehrt und sofort tötende Fangeräte
- Kreislaufversagen verschiedener Tierarten durch Angst und Stress
- Lebendfallen ermöglichen unkontrollierbaren Missbrauch mit den gefangenen Tieren - so z. B. mittels der Betonrohrfalle*.

**Bei der Betonrohrfalle handelt es sich um eine Kombination aus Luderplatz (Futterplatz zum Anlocken des Tieres), einem Kunstbau (für Füchse) und Lebendfalle.*

Diese Fallenart ersetzt die verbotene Fuchs-Schliefanlage und ermöglicht die Dressur der Jagdhunde zur verbotenen Baujagd sowie die Ausbildung der Jagdhunde zur Härte/Schärfe am lebenden Tier.

- Die Fallen werden während der Nachtzeit aufgestellt. Die Jagd ist während der Nachtzeit verboten.

- Die Fallenjagd hat keinen wirtschaftlichen oder ökologischen Nutzen.

8. Dressur der Jagdhunde an lebenden Tieren

Das großherzogliche Reglement vom 18. März 2000 sowie das Tierschutzgesetz vom 15. März 1983 halten folgende Verbote fest: *« Le dressage des chiens ne peut être réalisé moyennant un usage d'animaux vivants »... « La présente loi a pour objectif d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux. Il est interdit à quiconque sans nécessite (...) de la causer ou de lui faire causer des douleurs, des souffrances, des dommages ou des lésions. »*

Hier fehlt es aber an konkreten Vorgaben für eine tierschutzgerechte Jagdhunddressur. Eine besonders ausgefallene Variante der Jagdhundedressur ist der Härte-/Schärfenachweis, eine Ergänzungsprüfung des Jagdgebrauchshundes auch "Arbeit am Raubwild" genannt. Seine Härte/Schärfe muss der Jagdhund beweisen, indem er eigenständig, im Beisein seines Besitzers und eines Zeugen, rein zufällig ein wehrhaftes Wild ergreift und es durch kräftigen Zubiss und heftiges Schütteln zu Tode würgt. Dabei muss es sich um wehrhafte Tiere wie Fuchs, Marder (Raubwild genannt) und Katzen (Raubzeug genannt) handeln. Um ein solches Fuchs- und Katzenwürgen vor Zeugen bewerten zu können, muss gezielt nach Füchsen oder Katzen Ausschau gehalten werden. Eine besonders üble Praxis besteht darin, die potentiellen Opfer vor den Härte/Schärfenachweis ins Revier zu bringen oder durch Auslegen von Ködern anzulocken.

Diese Prüfung ist streng verboten. Kein Jagdhund wird als routinierter Totwürger geboren; nur durch regelmäßige, praktische Übungen in freier Wildbahn können Jagdhunde das Totwürgen perfektionieren.

Eine andere, ebenfalls verbotene Variante ist die Ausbildung von Jagdhunden an lebenden Enten. Hunde werden auf Enten gehetzt, die mit Papiermanschetten über den Schwungfedern flugunfähig gemacht wurden und nun in Todesangst versuchen vor dem stöbernden Jagdhund davonzuschwimmen.

Gehetzt werden die Jagdhunde während der Zuchtprüfung auch auf Hasen. Auf der Spur des Feldhasens nennt sich diese Übung, bei der die Hunde die Hasen in ihrem Bau, der Sasse, aufstöbern und aufscheuchen sollen.

Freilaufende Jagdhunde werden zur unkontrollierbaren und somit gefährlichen Waffe ausgebildet.

9. Verbot der Treib- und Hetzjagd mit Hunden

Dass die 4 bis 5 Monate lang andauernden jährlichen Treibjagden den Wildbestand nicht langfristig reduzieren, ist eine Tatsache; andernfalls wären ihre jährlichen Wiederholungen nicht notwendig und die Anzahl der getöteten Tiere würde kontinuierlich abnehmen. Fakt ist, dass genau das Gegenteil der Fall ist.

Diese Jagdart begünstigt:

- ein wahlloses Töten und Verletzen von überlebensfähigen und gesunden Tieren

- die Ausbreitung von Seuchen

- die Zerstörung des sozialen Gefüges und dem damit verbundenen natürlichen Selbstregulierungsmechanismus aller Tierarten

- die Verfolgung, Verletzung und Tötung geschützter Tierarten sowie derjenigen Tierarten welche nicht dem derzeitigen Jagdkalender oder dem Jagdrecht unterliegen

- den Verbrauch wertvoller Kraftreserven der Tiere während der winterlichen Ruhepause und des Nahrungsengpasses

- die unkontrollierbare Verfolgung, Verletzung und Tötung durch Jagdhunde welche dazu ausgebildet sind, wildlebende Tiere lang andauernd zu jagen, sie im Bau zu verfolgen oder durch Erwürgen zu töten.

10. Das Abschießen oder Fangen von Haustieren ist grundsätzlich zu untersagen

- Das Töten von Haustieren liegt nicht im öffentlichen Interesse und ist somit nicht gerechtfertigt.

- Dank der Tollwutimpfung ist Luxemburg seit einiger Zeit tollwutfrei und eine Gefährdung des Menschen ist nicht gegeben.

-Es gibt in Mitteleuropa keine frei lebenden, wildernden Hauskatzenpopulationen. Alle Tiere sind auf Fütterung angewiesen.

- Als wildernde Haustiere, dürfen nur solche Tiere betrachtet werden, die in der Natur heimisch geworden sind und sich dort selbstständig ernähren. Solche Fälle sind in Luxemburg bis dato unbekannt.

- Es ist wildbiologisch erwiesen, dass Wildkatzen keine Hauskatzen in ihrem Revier dulden und die Gefahr einer Paarung mit Hauskatzen in freier Wildbahn äußerst gering ist.

- Hauskatzen sind nicht verantwortlich für das Verschwinden einiger Vogel- oder Niederwildarten.

- Haushunde entfernen sich allenfalls kurzfristig aus dem Sichtbereich ihres Besitzers. Im Gegensatz zu freilaufenden Jagdhunden, sind Haushunde nicht dazu ausgebildet, Wildtiere aufzustöbern, sie lang andauernd zu verfolgen oder sie abzuwürgen.

- Die Todesursache von Reh, Wildschwein, Hase, Fasan, Rebhuhn usw. durch Hauskatzen oder Haushunde ist so gering, dass sie in Studien als ernstzunehmender Todesfaktor gar nicht vorkommen.

- Die Praxis der Haustiertötung setzt nicht nur das Tierschutzgesetz außer Kraft, sondern auch das Eigentumsrecht eines mündigen Bürgers.

11. Keine Jagd auf Vögel

Das negative Image verschiedener wildlebender Vogelarten entbehrt jeder seriösen wissenschaftlichen Grundlage

Auch hier muss der Grundsatz gelten, dass Eingriffe in den Bestand nur aus

Gründen der Erhaltung, der Pflege und Entwicklung des Lebensraumes, der standortheimischen Lebensgemeinschaften, der Abwehr volkswirtschaftlicher bedeutsamer Schäden oder zur Abwehr von Gefahren für Menschen, erlaubt sind.

Die Wirkung dieses Eingriffs muss demnach nachvollziehbar und von einem neu zu gründenden Gremium festgestellt werden. Bei nicht nachvollziehbarer Wirkung ist der Eingriff nicht zulässig; bei nicht feststellbarer Wirkung ist die Weiterführung oder Wiederholung verboten.

Enten zu züchten (Ducks unlimited) um sie anschließend zu bejagen oder zur Jagdhundeausbildung zu missbrauchen ist nicht im öffentlichen Interesse und somit unzulässig.

12. Kurze Jagdzeiten

Während der Fortpflanzungs- und Aufzuchtzeit aller Tierarten muss die Jagd wegen der damit einhergehenden Störungen völlig untersagt werden.

Es gibt es keinerlei sachliche Gründe, die eine Jagd auf Wildtiere während deren Paarungszeit und der Aufzucht des Nachwuchses rechtfertigen. Es ist vielmehr eine Frage der Ethik und Achtung, es in dieser hochsensiblen Zeit sich selbst zu überlassen und die Jagd zu einem späteren Zeitpunkt nicht minder tierschutzgerecht auszuüben.

13. Neuregelung von Wildschäden

Der Hauptanteil der Konsequenzen der Wildschäden betrifft nicht - wie immer wieder behauptet wird - die Freizeitjäger, sondern wird der Allgemeinheit angelastet:

- großflächige Umzäunungen (Gatter) zwecks Neuanpflanzungen in den Wäldern

- Waldverjüngung durch Neuanpflanzungen

- Finanzielle Einbußen durch abnehmende Holzqualität

- Prämienzahlung für den Abschuss der bewusst heran gezüchteten Wildschweine

- Entschädigung an die Landwirtschaft nach Ausbruch der Schweinepest bei den Wildschweinen und deren Ausweitung auf die Hausschweine

-Impfung der Wildschweine gegen Schweinepest

- Züchtung von heimischen und Nicht-heimischen Jagdtieren

- Entschädigung von Wildschäden an Privatbesitzer mittels Staatsgeldern (bei Insolvenz der respektiven Jagdsyndikaten)

- Gerichtsprozesse von Privatbürgern gegen Verwaltungen zwecks Einklagen von Wildschäden, Menschenrechten usw.

- die ökologischen und wildbiologischen langzeitlichen negativen Folgen.

Tatsache ist, dass starker Wildverbiss, Feg- und Schälschäden die Waldverjüngung erschweren oder fast unmöglich machen. So geschädigte Wälder sind wiederum besonders anfällig gegen Sturmschäden, Schneedruck oder Insektenbefall. Durch zu hohe Schalenwildbestände werden zusätzlich Sträucher, Gräser, Kräuter usw. und die von ihnen abhängigen Vögel, Schmetterlinge, Bienen und andere Insekten zurückgedrängt und in ihrer Konkurrenzkraft geschwächt.

Auch dürfen menschliches Leid mit Verletzungs- oder Todesfolge durch zunehmende Unfälle mit Wildtieren, Verletzungsgefahr der Erholung suchenden Bürger und Bürgerinnen in der allgemein zugänglichen Natur, Verminderung der Lebens- und Erholungsqualität nicht außer Acht gelassen werden.

Fazit

Unbestritten ist die Tatsache, dass das derzeitige Jagdgesetz nicht mehr zeitgemäß, undemokratisch und somit dringend reformbedürftig ist.

Die noch aus der Zeit des Reichsjagdgesetzes übernommenen „Hegeldeale" haben längst ausgedient.

Die Natur ist ein Allgemeingut und die Bürger und Bürgerinnen haben ein Recht auf Nutzung der Natur, d.h. Erholung, Schützen, Beobachten, natur- und tierschutzgerechte Bejagung.

Eine ILReS-Umfrage untermauert diesen Wunsch. 75% der Bürger und Bürgerinnen lehnen das Jagdgeschehen in seiner derzeitigen Form ab.

DÉI GRÉNG groupe parlementaire

ANNEXE 2

Pétition No 216 pour une modification de la loi sur la chasse (remise par la Société pour la Protection des Animaux de Dudelange en date du 5 juillet 2000)

UNTERSCHRIFTENSAMMLUNG DER PROTECTION DES ANIMAUX, DUDELANGE, UNTERSTUETZT VON VERSCHIEDENEN TIERSCHUTZORGANISATIONEN SOWIE DER LUX. NATUR UND VOGELSCHUTZLIGA

Mit dieser Petition möchten die Tierschützer unsere Politiker auf die Tatsache hinweisen, dass die heutige Freizeitjagd derartige Ausmaßen erreicht, dass eklatante Verstöße gegen das bestehende Tierschutzgesetz tagtäglich ungestraft ausgeführt werden.

Aus der Sicht der Tierschützer sind die nachfolgenden angewandten Methoden eindeutig gesetzeswidrig, und die Festlegung eines entsprechenden staatlichen Strafmasses bei Zuwiderhandlung ist aus unserer Sicht dringend notwendig:

- **die Fuchsschiefanlage**
- **die Jagdhundedressur an lebenden Tieren**
- **die Fuchsjagd während der Welpenaufzucht**
- **das Fallenstellen in der allgemein zugänglichen Natur**
- **das Töten von Haustieren**

Société pour la
Protection des Animaux
DUDELANGE
affiliée à la L.N.P.A.

UNTERSCHRIFTENSAMMLUNG

Die Unterzeichneten sind für die schnellstmögliche Aenderung des Jagdgesetzes und befürworten die unverzügliche Abschaffung
- **der Fuchsschliefanlage**
- **der Fuchsjagd während der Welpenaufzucht**
- **der Jagdhunde-Dressur an lebenden Wild- und Haustieren**
- **des Fallenaufstellens in der allgemein zugänglichen Natur**
- **sowie des Abschiessens von Haustieren, z.B. Hunde und Katzen in der freien Natur**

NOM	Rue	Localité	Signature
Balthasar Monique	16 a rue Principale	Bastendorf	[signature]
Grün Jeanine	Tellstr. 7	Nahr	[signature]
Costa Ribeiro Dina	50, rue de Bastogne	Ettelbruck	[signature]
Costa	Boa	Bettendorf	[signature]
EYSCHENN	140 Rue Clairefontaine	DIEKIRCH	[signature]
ENGEL R.	[illegible]	id.	[signature]
BLEY M	rue de la Croix	"	[signature]
ZEIEN	rue Kockelberg	"	[signature]
Cuny	rue du tilleul	"	[signature]
BUCHEL	rue du Pont	"	[signature]
MELMER	rue Clairefontaine	"	[signature]
ANSAY	rue Floss	"	[signature]
Jemine	rue du Palais	"	[signature]
JACOBY	rue Vannerus	Diekirch	[signature]
Wagner	rue [illegible]	Diekirch	[signature]
Fagot	rue des Prés 2	GILSDORF	[signature]
[illegible]	[illegible] 24	[illegible]	[signature]
	Clairefontaine 137	Haern	[signature]
[illegible] Kam	Clairefontaine 119	Diekirch	[signature]
ERPELDING	99 Rue Clairefontaine	DIEKIRCH	[signature]
Plein [illegible]	"	"	[signature]
Kaulmann	rue Clairefontaine	DIEKIRCH	[signature]
Werry	rue Clairefontaine	Diekirch	[signature]
[illegible]	110 rue Clairefontaine	Diekirch	[signature]

ANNEXE 3

Etude élaborée par le Greffe de la Chambre des Députés,
partie 1:
comparaison des différents types de législation existants en Europe

Etude
en vue de la préparation d'un débat d'orientation sur la chasse au Grand-Duché de Luxembourg

Elaboré par les soins du Greffe de la Chambre des Députés

Octobre 2006

Table des matières

Introduction

Le cas particulier de Genève

Les différents modes de chasse autorisés

La pratique du nourrissage du gibier

La pratique de la chasse au regard du droit de propriété

Les syndicats de chasse

La pratique de la chasse administrative

Les critères à appliquer pour fixer la quantité de gibier chassé

La pratique du piégeage

La catégorisation des espèces chassables

Les périodes de chasse

La question de la fonction régulatrice de la chasse

L'indemnisation des dégâts occasionnés par le gibier ainsi que le financement de cette indemnisation

La pratique de la chasse à l'encontre des animaux domestiques

Permis de chasse

Annexe : document de conclusion

Introduction

Au fil des siècles le milieu rural et le milieu urbain ont fortement changés.

Il y a une ou deux générations seulement, la chasse faisait partie de la vie et de la culture à la campagne tout comme il était naturel que l'abattage et le dépeçage du bétail se faisaient à la ferme. L'homme, depuis son enfance, avait l'habitude de voir un grand nombre d'animaux autour de lui comme des êtres à son service.

Aujourd'hui l'abattage à domicile ne se fait plus, on n'est plus confronté avec ce spectacle qui donnait autrefois lieu à des fêtes traditionnelles (Schluechtfest). Nos enfants ne font plus le lien entre le steak préemballé et le superbe « Limousin » dans le pré. Nous avons pris nos distances à cet aspect naturel et essentiel de la vie en laissant le travail désagréable aux bouchers des abattoirs aux portes bien fermées.

La publicité et la cinématographie ont renforcé cette vue en nous présentant les prédateurs et autres animaux comme des êtres mignons et sensibles (ex. « Lion King », « Jungle Book », « Bambi » etc). Tuer un animal est devenu pour beaucoup d'entre nous un symbole de barbarie, surtout si cet acte est en relation avec un sport.

Le milieu urbain se détend de plus en plus vers l'espace rural, de plus en plus de gens vivent (ou mieux : dorment) à la campagne sans pour autant faire part de ce milieu. Le citadin qui aspire à la détente dans l'espace rural, se sent, à tort ou à raison, menacé dès que la chasse commence.

« *L'espace a des fonctions multiples : économiques, environnementales, résidentielles, touristiques et d'équilibre social : villes et campagnes sont complémentaires, les unes ne peuvent vivre sans les autres. La campagne est pour certains un espace vécu, pour d'autres un espace rêvé. Il est donc nécessaire d'en définir les modes divers d'appréhension et d'utilisation »* (François Patriat, député, Assemblée Nationale française)

Le document présent répond, dans la mesure du possible, à un certain nombre de questions posées par la Commission de l'Environnement de la Chambre des Députés en juxtaposant les textes de loi, commentaires ou interprétations concernant la chasse des différents pays en question. L'auteur s'est abstenu de tout commentaire personnel afin de garantir la parfaite neutralité à l'égard du sujet. C'est dans ce même but que certains textes sont repris dans la langue d'origine (allemand).

Ci-après un tableau comparatif concernant les chasseurs en Europe :

Jäger in Europa

Land	Fläche km²	Ein-wohner in Mio.	Anzahl der Jäger	Anteil an der Bevölkerung
Belgien	31.000	10,19	20.000	1:500
Dänemark	43.000	5,40	165.000	1:327
Deutschland	357.000	82,60	340.000	1:241
Finnland	306.000	5,18	290.000	1:17
Frankreich	544.000	62,00	1.313.000	1:47
Griechenland	132.000	10,51	270.000	1:37
Vereinigt.Königr.	245.000	59,08	800.000	1:74
Irland	70.300	3,69	350.000	1:9
Italien	301.277	58,00	750.000	1:77
Litauen	65.300	3,70	25.000	1:120
Luxemburg	3.000	0,44	2.000	1:200
Niederlande	34.000	15,65	30.000	1:500
Österreich	83.858	8,10	115.000	1:70
Portugal	92.000	10,00	230.000	1:43
Schweden	411.000	8,90	290.000	1:31
Spanien	505.992	43,00	980.000	1:44
Norwegen	385.000	4,30	190.000	1:21
Polen	312.685	38,50	100.000	1:380
Schweiz	41.284	7,00	30.000	1:233
Slowakei	49.000	5,40	55.000	1:100
Slowenien	20.255	2,00	22.000	1:91
Ungarn	93.032	10,20	54.500	1:183

Le cas particulier du canton de Genève

En 1974, suite à une initiative populaire lancée par les milieux de protection des animaux, le peuple genevois a voté **l'interdiction de la chasse sur tout le territoire du canton de Genève**. Depuis, la situation genevoise est régulièrement au centre des débats chasse et anti-chasse dans toute l'Europe.
Sur place, après un quart de siècle, le bilan est globalement très positif:

- Au niveau des **oiseaux d'eau**, le nombre d'hivernants a plus que décuplé et il n'y a jamais eu une telle richesse et diversité de canards sur le lac et les cours d'eau.

- Au niveau de la **petite faune** (petit gibier), les densités de lièvres du canton comptent parmi les plus élevées de Suisse et on n'a jamais fait autant d'efforts pour conserver l'habitat des dernières populations nationales de lapins et de perdrix en collaboration avec l'agriculture.

- Au niveau du **grand gibier**, les populations d'ongulés se portent bien, le chevreuil est présent dans la plupart des massifs, le cerf a pris pied sur le canton et se développe favorablement et le sanglier est aussi solidement établi.

- Le **public intéressé** par la faune se réjouit de pouvoir observer facilement une telle diversité d'espèces sur le canton et tout le monde apprécie de pouvoir se promener toute l'année dans les campagnes sans dérangement ou risque d'accident de chasse.

- Les **tirs de régulation** effectués par les gardes pour limiter les animaux posant des problèmes importants (les sangliers en particulier) sont réalisés avec professionnalisme de manière à causer un minimum de stress et de souffrance, ce qui les différencie nettement des battues pratiquées dans les régions avoisinantes.

- Au niveau des **dommages** et à l'exception des dégâts causés par une seule espèce : le sanglier, ils sont restés à un niveau tout a fait acceptable pour les agriculteurs. Pour le sanglier, les dégâts ont atteint des sommes considérables dans les années 2000-2002, ce qui a nécessité la mise en place d'une nouvelle gestion de l'espèce. On rappellera toutefois que de nombreuses autres régions (dont une dizaine de canton de Suisse) sont actuellement confrontées à des difficultés de gestion de l'espèce.

- Sur le terrain, le corps des gardes de l'environnement réalise une part importante de la gestion de la faune. Cette gestion (observation, surveillance, prévention des dégâts et régulation) représente environ l'équivalent de 3 postes à plein temps et ne représente qu'une petite fraction du budget cantonal de la protection de la nature.

Si le bilan genevois de gestion de la faune sans chasse est largement positif, il va toutefois de soi que cette expérience ne peut être extrapolée telle quelle à des territoires différents (du point de vue géographique et/ou culturel).

Les différents modes de chasse autorisés :

Luxembourg :

Chasse à tir, chasse sous terre avec chiens ou furets, chasse avec appelant vivant,

Pays-Bas :

Chasse à tir (sauf chiens courants), chasse sous terre avec chiens ou furets, chasse avec appelant vivant, piégeage capturant vivant

Belgique :

Chasse à tir, chasse sous terre avec chiens (sauf Flandre) ou furets, chasse avec appelant vivant, fauconnerie, chasse à courre, piégeage capturant vivant

France :

Du perdreau au chien d'arrêt, en passant par la passée aux canards, le hutteau sur le littoral, la vénerie du cerf, ou le lièvre au chien courant, la chasse française revêt de nombreuses pratiques, toutes passionnantes, dans des paysages différents, magnifiés par la quête du gibier.

a- Le petit gibier

La chasse devant soi

La chasse avec chien d'arrêt (Braques, Épagneuls, Pointers, Setters, Griffons, etc.….) ou avec chiens " leveurs de gibier " (Springer, Cocker) concerne le gibier à plumes (perdrix, bécasses, faisans, etc.) et à poil (lapins, lièvres)

La battue

Des rabatteurs, armés ou non, poussent le gibier vers une ligne de tireurs postés. Pratiquée dans certaines régions françaises pour les perdrix, les faisans, les lièvres etc.

La chasse aux chiens courants

On lance des chiens à la poursuite du gibier et le chasseur se poste à proximité d'un passage qu'il a repéré. Cette chasse tient à la fois de la vénerie et de la battue. Le gibier chassé est le lapin et le lièvre.

La chasse au furet

On débusque le lapin de son terrier grâce à un furet. Le furet est un petit mustélidé, comparable au putois, élevé et dressé par le chasseur. Il est introduit dans les terriers de lapins.

b- Le grand gibier

La battue

Traqueurs et chiens rabattent bruyamment le gibier vers une ligne de tireurs postés. C'est le mode de chasse au grand gibier le plus répandu en France. Les espèces chassées sont principalement le sanglier, le chevreuil, le cerf. Les chiens peuvent

être des chiens courants (Bruno du Jura, Grand Griffon vendéen, etc.) ou des chiens de " petit pied " (Fox, Teckel, etc.).
Les seconds ont progressivement supplanté les premiers, en particulier dans l'Est et le Nord de la France.
La poussée silencieuse
C'est une variante de la battue qui se développe dans un souci de meilleure gestion. Les traqueurs avancent sans bruit excessif, et sans chien. Les animaux sont dérangés mais ne sont pas pourchassés. Ils se présentent devant les fusils postés sans être en fuite, ce qui permet de bien les identifier.

Chasse à l'affût
On se dissimule dans des secteurs fréquentés par les animaux. Ce mode de chasse permet l'identification précise de l'animal. Elle se pratique essentiellement au lever du jour ou au crépuscule, souvent du haut d'un affût (mirador). Les gibiers chassés sont : le cerf, le chevreuil, le sanglier, le renard.
Chasse à l'approche ou pirsche
À pied, on recherche et approche le gibier. Le chasseur explore un territoire, seul, en silence et à bon vent, pour parvenir à portée de tir d'un animal. Les animaux chassés sont le chevreuil, le cerf, le sanglier ou, en montagne, le chamois, l'isard, le mouflon.
La chasse aux chiens courants On lance des chiens à la poursuite du gibier et on se poste pour tirer à proximité des coulées fréquemment utilisées par le gibier. Cette chasse tient à la fois de la vénerie et de la battue. Elle concerne le renard, le chevreuil, le cerf et le sanglier.
La recherche au sang
Cette discipline permet de suivre la piste d'un gibier blessé avec un chien spécialisé et de le retrouver pour abréger ses souffrances.

c- Le gibier de passage

Les palombières
Chasse traditionnelle du Sud-Ouest : on capture des palombes (pigeons ramiers) avec des filets, ou on les tire au fusil, au moment de la migration d'automne. Les palombières utilisent des appelants vivants de pigeons ramiers ou domestiques pour attirer les migrateurs.
La chasse à l'affût
On se cache et on attend que le gibier passe à portée de tir. Les alouettes, les grives, les pigeons et les vanneaux peuvent être, parmi d'autres, chassés à l'affût sur les axes de passage ou les lieux de repos. Le chasseur, immobile, utilise souvent des appeaux (sifflets) ou appelants (vivants ou factices).
La grive au poste de tir
On tire des grives depuis une cabane aménagée spécialement. C'est une chasse traditionnelle du Sud de la France, avec appelants vivants de grives.
Poste au vif (gluaux)
On attrape des grives avec de la glu. Pratiqué en Provence. On capture des grives vivantes pour fournir en appelants les chasseurs de grives dans les postes de tir.
Autres chasses traditionnelles
- La tenderie aux grives : on attrape des grives avec un collet en crin de cheval. C'est une chasse traditionnelle pratiquée en automne dans les Ardennes.
- La tenderie au vanneau : on capture des vanneaux avec des filets au sol. Cette chasse traditionnelle se pratique dans les Ardennes, sur une vingtaine de communes.
- Les matoles : on capture des alouettes sous des petites cages.
- Les pantes à alouettes : on attrape des alouettes avec des filets au sol.

- La chasse au "miroir" : posté avec un fusil, on attire les alouettes au moment de la migration avec un leurre tournant, le "miroir aux alouettes".

Le gibier d'eau

La chasse à la botte

On prospecte les zones humides en essayant de surprendre le gibier d'eau. C'est l'équivalent de la chasse devant soi en plaine. Le gibier roi est la bécassine, que l'on chasse au chien d'arrêt dans les marais et prairies humides.

La chasse à la passée

On se cache là où le gibier d'eau passe le matin et le soir. Tôt le matin ou le soir au crépuscule, le chasseur se dissimule à proximité du passage présumé des canards, entre leurs zones de repos et de gagnage.

La chasse à la hutte

La "hutte" (Nord - Picardie) " ou "gabion" (Normandie) ou "tonne" (Sud Ouest) est une installation

fixe ou flottante bien cachée au bord d'un plan d'eau. Le chasseur dispose sur l'eau des appelants (vivants et artificiels), qui incitent les canards à survoler le plan d'eau et à s'y poser. La chasse à la hutte se pratique la nuit ; elle compte des dizaines de milliers de passionnés, en particulier dans les régions littorales et arrière-littorales.

La chasse au hutteau

En bord de mer, on se dissimule dans une cache et on attend que les oiseaux se rapprochent avec la marée.

La chasse en bateau

On approche le gibier d'eau avec un bateau. Elle se pratique en mer, sur les grands cours d'eau et sur certains lacs. Le moteur est interdit en phase de chasse.

La battue

On rabat le gibier vers une ligne de tireurs postés. La battue est surtout pratiquée pour les foulques et les colverts sur les grands étangs. Le rabat s'effectue avec des bateaux (le moteur est interdit).

La vénerie

Ce sont les chiens qui chassent le gibier, "appuyés" par les veneurs sans armes, sauf pour achever le gibier sur ses fins. On distingue la grande vénerie qui se pratique à cheval, la petite vénerie qui se pratique à pied et la vénerie sous terre. La grande et la petite vénerie sont communément appelées « chasse à courre »

La grande vénerie

Elle concerne le cerf, le chevreuil, le sanglier. Il y a plus de 120 équipages aujourd'hui en France.

Elle est pratiquée par des équipages de veneurs, "les piqueux" et les "boutons", sous la direction d'un "maître d'équipage". Les chiens utilisés en grande vénerie sont des grands chiens courants.

La petite vénerie

Se pratique surtout sur le lièvre, le renard et le lapin. Le veneur est à pied. Cette chasse demande beaucoup d'expérience et d'endurance. Les chiens sont de taille moyenne (anglo-français tricolore par exemple).

La vénerie sous terre

La vénerie sous terre, ou chasse sous terre, ou encore déterrage, consiste à capturer renards et blaireaux dans leur terrier. Après avoir introduit des chiens (Fox Terrier, Teckels, etc.) dans les gueules de terrier il faut suivre la chasse l'oreille collée au sol. Si les chiens parviennent à acculer le gibier, les hommes creusent pour capturer l'animal au fond du terrier. Plus de 1.000 équipages de déterreurs existent aujourd'hui en France.

La chasse au vol
On utilise des oiseaux de proie pour capturer le gibier. Cette chasse utilise l'instinct prédateur des rapaces spécialement affaîtés (dressés) pour chasser le petit gibier à plumes, les corvidés et des mammifères (lapins essentiellement). On utilise des faucons pour la chasse de haut vol (le faucon pique de haut sur sa proie) et des autours, éperviers, ou aigles, pour la chasse de bas vol (le rapace poursuit sa proie à l'horizontal).
Les obstacles pour l'exercice de la fauconnerie sont nombreux : d'abord réglementaires (détention d'espèces protégées) puis cynégétiques : l'entretien de l'oiseau exige beaucoup de temps, de savoir et des territoires giboyeux.
La chasse à l'arc
On utilise un arc comme arme de chasse. Cette chasse à tir est particulièrement difficile, elle demande une connaissance parfaite du milieu et des animaux. C'est en effet à quelques mètres seulement qu'il faut approcher le gibier avant de décocher une flèche. On chasse à l'affût ou à l'approche.
Tous les types de gibiers peuvent être chassés à l'arc (lapin, lièvre, ragondin, rat musqué, oiseaux, grand gibier…). Le matériel, notamment les pointes de flèches, doit être spécialement adapté. L'arbalète qui est interdite à la chasse.

Suisse :

La Suisse ne connaît pas de restriction quant à l'importation d'armes de chasse par un chasseur. Ce dernier doit cependant être au bénéfice de permis de chasse valide.

En février 1999, Une loi fédérale sur les armes est entrée en vigueur.

Balles:
Pour le chevreuil: énergie minimale à l'impact de 1500 J à 100 m. Pour les autres ongulés: choix fait selon les principes de l'éthique de la chasse; quelques cantons ont légiféré en la matière.
Grenaille:
Les calibres autorisés sont le 12, 16, 20.

Méthodes de chasse autres que par les armes :
Chasse à l'arc : non
Chasse à courre : non
Piégeage : non (Exceptions: chatière, piège à " becs droits ")
Fauconnerie : oui dans quelques cantons

Allemagne :

chasse à tir individuelle, à l'affût, en groupe et aux chiens courants, fauconnerie, chasse sous terre avec chiens ou furets, piégeage capturant vivant, piégeage capturant tuant,

Autriche :

chasse à tir individuelle, à l'affût, en groupe et aux chiens courants, fauconnerie, chasse sous terre avec chiens ou furets, piégeage capturant vivant, piégeage capturant tuant, chasse au grand-duc.

La pratique du nourrissage du gibier :

Luxembourg :

Fourrage de carence (Ausgleichfütterung), agrainage de compensation afin d'éviter les dégâts de gibier

Cf. : annexe : avis d'experts étrangers mandatés par l'administration des eaux et forêts

Pays-Bas :

n.c.

Belgique :

Le sanglier, à titre dissuasif. Le nourrissage du grand gibier est autorisé du 1er janvier au 30 avril, sous certaines conditions.

28 mai 2003 - Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions de nourrissage du grand gibier (M.B. 13.06.2003)

CHAPITRE II. - Dispositions générales

Art. 2. Tout nourrissage du grand gibier est subordonné à l'obligation d'en informer préalablement par pli recommandé le fonctionnaire compétent et d'en autoriser le contrôle par les agents de la Division de la Nature et des Forêts.

A cette fin, le président du conseil cynégétique agréé ou son délégué utilise le modèle d'avertissement repris en annexe.

Art. 3. § 1er. Tout nourrissage du grand gibier est interdit en dehors des bois et forêts à l'exception des établissements d'élevage autorisés conformément à l'article 12bis , § 2, 2e tiret, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

§ 2. Les lieux de nourrissage de tout grand gibier ne peuvent être situés à moins de 200 m de tout terrain où la chasse à tir est pratiquée par autrui ainsi qu'à moins de 50 m de tout cours d'eau, en ce compris les sources.

De plus, le nourrissage dissuasif du sanglier ne pourra s'effectuer à moins de 200 m d'une lisière forestière.

Art. 4. Le fonctionnaire compétent peut, après avis du chef de cantonnement du ressort, exiger le déplacement d'un lieu de nourrissage du grand gibier en vue

d'éviter des dégâts à certains peuplements forestiers ou dans l'intérêt de la conservation de la nature.

Art. 5. § 1er. Pour le nourrissage supplétif du grand gibier, tout aliment que celui-ci est susceptible de rencontrer naturellement dans son biotope est autorisé, à l'exception des aliments composés et des aliments carnés. Tout nourrissage supplétif comprendra au moins du foin, du pré fané ou des produits de l'ensilage.

§ 2. Le nourrissage supplétif du grand gibier est autorisé du 1er janvier au 30 avril dans un ensemble de territoires biologiquement homogènes.

Art. 6. Le nourrissage supplétif du grand gibier se fait aux conditions suivantes :

1° les points de distribution de nourriture doivent être uniformément répartis sur l'étendue des territoires à raison de 2 points minimum aux 1 000 ha boisés et ce sans que la présence de tels points ne puisse être imposée à un propriétaire forestier sur ses terrains contre son gré;

2° l'approvisionnement de chaque point de distribution doit être assuré de façon permanente jusqu'au 30 avril, à dater de cet approvisionnement;

3° la distribution des aliments, autre que foin et ensilage, ne peut s'effectuer en tas.

Art. 7. § 1er. Pour le nourrissage dissuasif du sanglier, seules sont autorisées les céréales que celui-ci est susceptible de rencontrer naturellement dans son biotope, obligatoirement en mélange avec du pois.

§ 2. La distribution des aliments visés au § 1er doit se faire de façon permanente et dispersée, par traînées de 10 m de large au moins et de 200 m de long au moins.

France :

Hors forêt, en zone agricole :
- pour le grand gibier (sanglier et cervidés), toute forme de nourrissage et d'appâtage est interdite ;
- pour le petit gibier, les dispositifs spécifiques et adaptés au nourrissage du petit gibier sont autorisés, mais l'emploi du maïs est interdit.
Les cultures à gibier et les jachères faunes sauvages sous couvert de le Fédération des Chasseurs de Meurthe-et-moselle sont seules autorisées.

En forêt, pour le grand gibier (sanglier et cervidés) :
- toute forme de nourrissage et d'appâtage est interdite dans les massifs forestiers d'une superficie de moins de 50 hectares à l'exception du sel ;
- dans les massifs forestiers de plus de 50 hectares, ils sont soumis aux dispositions ci-dessous.

L'agrainage et l'appâtage ne sont autorisés que dans un but préventif et dissuasif. Seuls sont autorisés les aliments naturels non transformés, d'origine végétale, suivants :
- céréales grain (y compris maïs grain),

- pois,
- pommes, poires,
- pommes de terre,
- betteraves,
- ainsi que sel, goudron de Norvège et crude ammoniac.

Tout traitement additionné ou intégré à la nourriture est interdit.

Les agrainoirs fixes, à quantité programmé uniquement :
- ne peuvent être installés qu'à raison d'un agrainoir par tranche entière de 100ha de forêt par détenteur de droit de chasse, et ne peuvent être placés à moins de 500m des lisières forestières ;
- doivent être déplacés quand les conditions d'hygiène l'exigent.

Toute installation d'agrainoirs fixes est soumise à l'autorisation préalable du propriétaire foncier.

L'agrainage linéaire ne peut pas avoir lieu à moins de 200m des lisières forestières et ne doit pas entraîner de dégradation de la voirie forestière.

Pour les cervidés, l'affouragement ne peut avoir lieu à moins de 500m des lisières forestières. Il ne doit pas être déposé en tas, mais dispersé en dehors des chemins, à 50m minimum de ceux-ci.

Tout apport de nourriture est interdit dans les zones de protection des captages d'eau potable.

Les places d'agrainages devront rester propres ; les déchets, sacs, etc... devront être ramassés.

L'utilisation d'eaux grasses, de déchets de cuisine, de cadavres d'animaux, de produits carnés ou d'origine animale pour l'alimentation des sangliers est interdite sur tout le territoire du département de Meurthe-et-Moselle.

Agrainage

Face à la modernisation du monde rural et plus particulièrement des pratiques agricoles, le petit gibier ne trouve plus les conditions naturelles nécessaires à son évolution.

L'installation d'agrainoirs peut paraître artificielle mais améliore grandement la qualité des perdreaux et augmente leurs chances de survie.

Sur certains territoires où les sangliers sont en forte densité, des problèmes apparaissent : les sangliers cassent les agrainoirs pour en manger le contenu.

Suisse :

Le nourrissage de la faune sauvage, et notamment du sanglier, est à éviter par principe.
D’importants apports de nourriture favorisent l’accroissement des effectifs. Il est prouvé que 3 à 4 kg de maïs peuvent devenir jusqu’à 1kg de chair de sanglier! Les

conséquences d'une telle hausse artificielle des effectifs sont l'augmentation notable des dégâts et, en cas de peste porcine ou d'autre épizootie, des pertes plus nombreuses et une contagion prolongée.
L'agrainage dissuasif se distingue du nourrissage par la quantité de nourriture déposée. La nourriture est amenée chaque jour à une certaine heure en faible quantité et elle est répartie sur plusieurs ares ou fournie par des automates. L'agrainage dissuasif est destiné à occuper les sangliers.
Il faut considérer que pendant la maturation du blé et du maïs et lors de fortes fructifications des arbres, l'agrainage dissuasif est peu utile car il n'est pas assez attractif pour les sangliers pendant cette période
Occasionnellement, l'agrainage dissuasif permet malgré tout d'influencer l'utilisation de l'espace par le sanglier. Pour qu'il soit efficace, la nourriture doit être disposée à distance des cultures, dans de vastes complexes forestiers. Les sangliers ne doivent en outre pas être chassés sur le lieu de nourrissage. Comme le rajeunissement forestier est totalement anéanti par la présence en nombre de sangliers, la mise en place d'agrainages dissuasifs doit être discutée préalablement avec le propriétaire de forêt / le garde-forestier.
Les agrainages pour le tir offrent également de faibles quantités de nourriture, mais ils ne servent qu'à attirer les animaux pour les tirer. Afin de prévenir les conflits, ces agrainages seront disposés à distance des cultures exposées, mais pas non plus dans de vastes forêts où la pression de la chasse doit rester modérée. Il ne subsiste donc que les zones de lisière éloignées des cultures sensibles. L'agrainage pour le tir ne sert pratiquement à rien pendant la maturation du blé et du maïs comme pendant la fructification des arbres (voir fiche «Agrainage pour le tir du sanglier»).
Les agrainages de dissuasion et pour le tir sont des méthodes auxiliaires dont l'application correcte et au bon endroit nécessite un grand savoir-faire. La pratique montre malheureusement que ces agrainages se transforment rapidement en sites de nourrissage ordinaires influençant le développement des effectifs de la faune.
Il est donc recommandé de renoncer par principe aux agrainages, surtout dans les secteurs nouvellement colonisés par les sangliers. Ils ne doivent être admis par les cantons que dans des cas bien particuliers (par ex. dégâts considérables) avec des restrictions claires relatives à la durée, à l'emplacement et aux quantités de nourriture distribuées. En outre, les agriculteurs seront avisés de ne pas déposer en forêt les restes de récolte de maïs.

Allemagne :

Das Füttern und Kirren wildlebender Tiere, die dem Jagdrecht unterliegen (Wild), mit proteinhaltigen Erzeignissen, mit Fett aus Gewebe warmblütiger Landtiere und mit Fisch oder Fischteilen sowie mit Mischfuttermitteln, die diese Einzelfuttermittel enthalten, ist verboten (Niedersächsisches Gefahrenabwehrgesetz)

Das Füttern von pelletiertem oder in anderer Weise verarbeiteten Futters sowie die Darreichung von Getreide oder Mais an wiederkäuendes Wild verboten. Ausnahme bildet hier lediglich Obsttrester, dem Hafer in geringen Mengen beigemischt werden darf.

Zum Unterhalt einer Fütterung, Ablenkungsfütterung oder Kirrung für Schwarzwild sind ausschließlich Getreide oder Mais zulässig.

Die Darreichung ist generell auf das jagdlich unumgängliche Maß zu beschränken und eine Winterfütterung des Schwarzwildes sollte nach Möglichkeit unterbleiben.

Die Fütterung, Ablenkungsfütterung und Kirrung für Schwarzwild muß so beschaffen sein, daß das Futter für wiederkäuendes Wild nicht zugänglich ist.

Der Betrieb einer Fütterung, Ablenkungsfütterung oder Kirrung für Schwarzwild ist in den Lagen des gesamten Schwrazwaldes oberhalb 800 m unzulässig.

Hintergrund ist, daß das Schwarzwild in diesen Regionen früher nicht heimisch war und man befürchtet, daß sich die Situation der dort zum Teil noch vorkommenden Rauhfußhühner durch das Schwarzwild weiter verschlechtern könnte.

Das Verfüttern tierischer Proteine und Fette ist untersagt.

Verdorbene Futtermittel sind unzulässig. Außerdem müssen Futtermittelreste nach dem von der Jagdbehörde angeordneten Zeitraum unverzüglich beseitigt werden.

Auf Antrag der Hegegemeinschaft kann die obere Jagdbehörde in Rotwildgebieten die Darreichung von gehäckseltem Mais sowie Maissilage als Saftfutter zulassen. Hierbei muß das Futter jedoch ausschließlich aus ganzen Maispflanzen hergestellt werden. Die Beimischung von Maiskörnern oder anderem Futter ist unzulässig.

"Missbräuchliche Ablenkungsfütterung und Kirrung" :

Insbesondere liegt eine missbräuchliche Ablenkungsfütterung vor,

1. wenn der Schutzzweck nicht erkennbar ist,

2. wenn die Ablenkungsfütterung für Schwarzwild näher als 300 Meter von der Wald- / Feldgrenze entfernt betrieben wird,

3. wenn Wild in einem Abstand von weniger als 100 Metern von der Ablenkungsfütterung bejagt wird. Für diesen Tatbestand reicht allein das Vorhandensein einer Bejagungseinrichtung aus. Eine Ausnahme bilden hier jedoch Bewegungsjagden.

Die untere Jagdbehörde kann im Einzelfall Regelungen treffen, um missbräuchliche Wildfütterung zu verhindern. Insbesondere kann sie die Anzeigepflicht für Schwarzwildfütterungen anordnen.

(Landesjagdgesetzes Baden-Württemberg)

Autriche :

En Autriche, le nourrissage du gibier est largement répandu afin d'améliorer la qualité du gibier et également à titre dissuasif.

Dans les nombreux parcs nationaux, le nourrissage est proposé comme activité de loisir très prisée.

La pratique de la chasse au regard du droit de propriété :

En ce qui concerne la pratique de la chasse au regard du droit de la propriété, les pays de la Communauté européenne peuvent être classés en 3 groupes qui résultent des données socio-économiques, politiques et historiques des pays respectifs.

Le premier groupe est constitué par les états dans lesquels de droit de chasse est lié au droit du sol. Il s'agit de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, du Luxembourg, de la France, du Danemark, de la Finlande, des Pays-Bas et de la Suède. La Suisse a adopté le même principe.

Pour le deuxième groupe, constitué par les pays du Common Law, le droit de chasse est dissociable du droit de propriété.

Le troisième groupe comprend les pays où le droit de chasse n'a aucun lien avec le droit de propriété. Il s'agit de l'Italie, de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal.

Dans le cadre de la présente étude, nous nous limitons d'étudier le premier groupe qui rassemble tous les pays, sauf la Suisse, qui sera traitée à part, dans lesquels le droit de chasse est lié au droit de propriété. Il est a noter que ces pays ont adopté un code civil dont les dispositions relatives au droit de propriété sont similaires aux dispositions françaises. Après la chute de l'empire romain le droit de chasse appartient, dans les états de ce groupe, au propriétaire du sol. Dans le système féodal , le droit de chasse devient un droit régalien, c'est-à-dire un droit accordé par le monarque. Et réservé à la noblesse et aux personnes assimilées.
La révolution française met fin à ces privilèges et les nouvelles idées et de code civil français se répandent dans les pays limitrophes. Le droit de chasse devient un élément du droit de propriété.

Les lois relatives à la chasse de ces pays déterminent de manière précise la nature juridique du droit de chasse. Il est considéré comme un droit réel de nature immobilière.
En France et en Autriche le droit de chasse est également indissociablement lié au droit de propriété mais sa nature juridique n'est pas précisément déterminée (une partie de la doctrine le considère comme un droit personnel de nature mobilière et autre partie comme un droit réel immobilier).

Dans tous les pays les conditions de mise en œuvre du droit de chasse sont strictement réglementées soit par application des dispositions nationales soit par application des dispositions communautaires. Le but est d'intérêt général : gérer la faune sauvage, ses habitats et les conserver.

Un seuil minimal de superficie est exigé pour constituer une chasse privée. Dans le cas contraire le regroupement des terrains est obligatoire et soumis au contrôle de l'Etat.

En Suisse le droit de chasse ne découle pas du droit de propriété. Le canton est titulaire exclusif du droit de chasse et le transfère aux particuliers. Seul le canton de Genève se réserve le droit de chasse exclusif. Il existe deux systèmes de chasse : la chasse à patente et la chasse affermée. La chasse à patente donne le droit au chasseur sur l'ensemble du territoire cantonal. Dans le cas de la chasse affermée, les communes afferment le droit de chasser à un groupe de chasseurs pour une période définie.

Luxembourg :

Droit du sol

.
(Loi du 30 mai 1984)
«Toutes les propriétés non bâties, rurales et forestières comprises dans le territoire d'une section électorale de commune, formeront un district de chasse qui pourra être divisé en lots d'une contenance d'au moins 250 hectares. Les propriétaires sont constitués en syndicat de chasse par l'effet de la présente loi. Par décision des syndicats concernés, les territoires de plusieurs ou de toutes les sections électorales d'une même commune peuvent être réunis en un district de chasse.»
(Loi du 2 avril 1993)
«Le droit de chasse sur ces propriétés sera relaissé, à moins que le syndicat n'en décide autrement par une majorité représentant au moins les deux tiers de la superficie des terrains ou les deux tiers des intéressés représentant plus de la moitié de la superficie.»
(Loi du 24 août 1956)
«Les propriétés de l'Etat, des communes et des établissements publics sont toujours comprises dans la superficie adhérente au relaissement, mais leurs représentants comme tels ne sont pas admis à participer au vote des propriétaires intéressés sur le principe du relaissement.»

Pays-Bas :

Das Jagdrecht liegt in der Hand des Grundbesitzers der dieses Recht für eine Periode von 6-12 Jahren verpachten kann. Soweit Hoheitsgewässer und Staatsland betroffen sind, liegt das Jagdrecht ebenso in den Händen des Grundbesitzers (Finanzministerium oder Ministerium für Landwirtschaft, Natur und Fischerei), der dieses Recht durch Verpachtung übertragen kann. Die Jagdreviere müssen folgende Anforderungen erfüllen: Jagdflächen müssen eine zusammenhängende Fläche von indestens 40 ha haben, eine Breite von mindestens 300 Metern und es muss möglich sein, einen Kreis mit einem Radius von mindestens 150 Metern in diesem Gebiet zu ziehen.
Es gibt keine Gebiete, in denen die Jagd frei ausgeübt werden kann.
Kommerzielle Jagd ist in den Niederlanden verboten.

Belgique :

Système de chasse
En Belgique fédéralisée, la législation sur la chasse a été régionalisée et diffère d'une région à l'aut re. Ainsi, la loi de 1882 sur la chasse en Belgique a été modifiée par les décrets : - flamand du 24 juillet 1991;
- bruxellois du 29 août 1991 (interdiction de chasse);
- wallon du 30 juin 1994.

Territoires de chasse
Le droit de chasse est lié à la propriété foncière 8droit du sol) mais peut s'aliéner à autrui par location ou cession. Sauf en région bruxelloise où toute chasse est interdite, la chasse ne peut s'exercer que sur des territoires d'une superficie d'un seul tenant de :
25 ha : dans le nord de la région wallonne
50 ha : dans le sud de la région wallonne
40 ha : en région flamande
Se partagent le droit de chasse et l'exercent :
- propriétaire - occupant 13 %
- locataire 29 %
- membre de société de chasse 36 %
- invité 22 %

France :

droit du sol / 20 ha dans les communes où la constitution d'ACCA est imposée, 25 ha en Alsace et Moselle, pas de limites ailleurs

Suisse :

Le droit de chasse ne découle pas du droit de propriété. Le canton est titulaire exclusif du droit de chasse et le transfère aux particuliers (sauf Genève)

Les systèmes de chasse :

En Suisse, la loi de base est la Loi fédérale sur la chasse et la protection des mammifères et des oiseaux sauvages du 20 juin 1986. Cette loi cadre et ses ordonnances sont complétées par les lois cantonales et leurs dispositions d'exécution.

Le droit de chasse suisse est une régale des cantons et est nettement distinct de la propriété foncière. Le gibier qui vit à l'état sauvage appartient à la catégorie des choses sans maître (res nullius) qui, bien qu'elles n'appartiennent à personne, sont soumises à la haute police de l'Etat sur le territoire duquel elles se trouvent. La propriété du gibier s'acquiert par le droit de chasse délivré par les cantons. Ces derniers réglementent et organisent la chasse. Ils fixent entre autres les conditions de l'autorisation de chasser, déterminent le régime et le territoire de chasse, et pourvoient à la surveillance.

Les objectifs de la gestion cynégétique sont:

- La conservation de la diversité des espèces et celle des biotopes des mammifères et oiseaux indigènes;
- La préservation des espèces animales menacées;
- La réduction à une proportion supportable des dégâts causés par la faune sauvage aux forêts et aux cultures;

- L’exploitation équilibrée par la chasse des populations de gibier.

Les deux régimes de la chasse helvétique sont:

- le système de chasse à permis (la chasse à patente)
- le système de l’affermage de la chasse (la chasse affermée).

La chasse à patente donne le droit de chasser sur l’ensemble du territoire cantonal ouvert à la chasse à la personne qui possède un permis. Le gibier tiré appartient à cette dernière.

La chasse affermée est un régime selon lequel le territoire d’un canton est divisé en lotissements (5 à 20 km^2) loués pour une durée plus ou moins longue (6 à 8 ans généralement) à des *fermiers* qui ont seuls le droit d’y chasser. Les fermiers se regroupent en sociétés de chasse et le gibier tiré appartient à ces dernières.

En Suisse, on compte environ 35'000 chasseurs. En Romandie (ouest du pays), au Tessin, dans les cantons de montagne et dans tout le canton Berne, ils exercent la chasse à patente. Passé l'examen de chasseur et après s'être acquittés du permis de chasse, ils peuvent chasser sur tout le territoire cantonal ouvert à la chasse. Dans les cantons du 'Mittelland' (nord-est du pays), on connaît l'affermage de la chasse: un groupe de chasseurs constitue une société de chasse qui afferme pour un temps déterminé un territoire de chasse, généralement celui d'une ou de plusieurs communes. Les conditions pour pouvoir chasser (examen, moralité) sont les mêmes que celles requises pour la chasse à patente.

Les deux systèmes - une particularité suisse - sont équivalents. Il est avant tout déterminant que la chasse conserve des populations de gibier saines, diversifiées et économiquement supportables par l'agriculture et la sylviculture. Le chasseur exerce une activité responsable à l'égard du gibier. Une responsabilité qui n'exclut pas la joie et les satisfactions que procure la chasse

Allemagne :

droit du sol / 75 ha plus configuration précise

Extrait du « Bundesjagdgesetz »

Jagdbezirke und Hegegemeinschaften

1. Allgemeines

§ 4
Jagdbezirke, in denen die Jagd ausgeübt werden darf, sind entweder Eigenjagdbezirke (§ 7) oder gemeinschaftliche Jagdbezirke (§ 8).

§ 5
Gestaltung der Jagdbezirke
(1) Jagdbezirke können durch Abtrennung, Angliederung oder Austausch von Grundflächen abgerundet werden, wenn dies aus Erfordernissen der Jagdpflege und Jagdausübung notwendig ist.
(2) Natürliche und künstliche Wasserläufe, Wege, Triften und Eisenbahnkörper sowie ähnliche Flächen bilden, wenn sie nach Umfang und Gestalt für sich allein eine ordnungsmäßige Jagdausübung nicht gestatten, keinen Jagdbezirk für sich, unterbrechen nicht den Zusammenhang eines Jagdbezirkes und stellen auch den Zusammenhang zur Bildung eines Jagdbezirkes zwischen getrennt liegenden Flächen nicht her.

§ 6
Befriedete Bezirke; Ruhen der Jagd
Auf Grundflächen, die zu keinem Jagdbezirk gehören, und in befriedeten Bezirken ruht die Jagd. Eine beschränkte Ausübung der Jagd kann gestattet werden. Tiergärten fallen nicht unter die Vorschriften dieses Gesetzes.

2. Eigenjagdbezirke

§ 7
(1) Zusammenhängende Grundflächen mit einer land-, forst- oder fischereiwirtschaftlich nutzbaren Fläche von 75 Hektar an, die im Eigentum ein und derselben Person oder einer Personengemeinschaft stehen, bilden einen Eigenjagdbezirk. Die Länder können Abweichend von Satz 1 die Mindestgröße allgemein oder für bestimmte Gebiete höher festsetzen. Soweit am Tag des Inkrafttretens des Einigungsvertrages in den Ländern eine andere als die in Satz 1 bestimmte Größe festgesetzt ist, behält es dabei sein Bewenden, falls sie nicht unter 70 Hektar beträgt. Die Länder können, soweit bei Inkrafttreten dieses Gesetzes eine solche Regelung besteht, abweichend von Satz 1 bestimmen, daß auch eine sonstige zusammenhängende Fläche von 75 Hektar einen Eigenjagdbezirk bildet, wenn dies von Grundeigentümern oder Nutznießern zusammenhängender Grundflächen von mindestens je 15 Hektar beantragt wird.
(2) Ländergrenzen unterbrechen nicht den Zusammenhang von Grundflächen, die gemäß Absatz 1 Satz 1 einen Eigenjagdbezirk bilden. In den Fällen des Absatzes 1 Satz 3 besteht ein Eigenjagdbezirk, wenn nach den Vorschriften des Landes, in dem der überwiegende Teil der auf mehrere Länder sich erstreckenden Grundflächen liegt, für die Grundflächen insgesamt die Voraussetzungen für einen Eigenjagdbezirk vorliegen würden. Im übrigen gelten für jeden Teil eines über mehrere Länder sich erstreckenden Eigenjagdbezirkes die Vorschriften des Landes, in dem er liegt.
(3) Vollständig eingefriedete Flächen sowie an der Bundesgrenze liegende zusammenhängende Grundflächen von geringerem als 75 Hektar land-, forst- oder fischereiwirtschaftlich nutzbaren Raum können allgemein oder unter besonderen Voraussetzungen zu Eigenjagdbezirken erklärt werden; dabei kann bestimmt werden, daß die Jagd in diesen Bezirken nur unter Beschränkungen ausgeübt werden darf.
(4) In einem Eigenjagdbezirk ist jagdausübungsberechtigt der Eigentümer. An Stelle des Eigentümers tritt der Nutznießer, wenn ihm die Nutzung des ganzen Eigenjagdbezirks zusteht.

3. Gemeinschaftliche Jagdbezirke

§ 8
Zusammensetzung
(1) Alle Grundflächen einer Gemeinde oder abgesonderten Gemarkung, die nicht zu einem Eigenjagdbezirk gehören, bilden einen gemeinschaftlichen Jagdbezirk, wenn sie im Zusammenhang mindestens 150 Hektar umfassen.
(2) Zusammenhängende Grundflächen verschiedener Gemeinden, die im übrigen zusammen den Erfordernissen eines gemeinschaftlichen Jagdbezirkes entsprechen, können auf Antrag zu gemeinschaftlichen Jagdbezirken zusammengelegt werden.
(3) Die Teilung gemeinschaftlicher Jagdbezirke in mehrere selbständige Jagdbezirke kann zugelassen werden, sofern jeder Teil die Mindestgröße von 250 Hektar hat.
(4) Die Länder können die Mindestgrößen allgemein oder für bestimmte Gebiete höher festsetzen.
(5) In gemeinschaftlichen Jagdbezirken steht die Ausübung des Jagdrechts der Jagdgenossenschaft zu.

§ 9
Jagdgenossenschaft

(1) Die Eigentümer der Grundflächen, die zu einem gemeinschaftlichen Jagdbezirk gehören, bilden eine Jagdgenossenschaft. Eigentümer von Grundflächen, auf denen die Jagd nicht ausgeübt werden darf, gehören der Jagdgenossenschaft nicht an. (2) Die Jagdgenossenschaft wird durch den Jagdvorstand gerichtlich und außergerichtlich vertreten. Der Jagdvorstand ist von der Jagdgenossenschaft zu wählen. Solange die Jagdgenossenschaft keinen Jagdvorstand gewählt hat, werden die Geschäfte des Jagdvorstandes vom Gemeindevorstand wahrgenommen.
(3) Beschlüsse der Jagdgenossenschaft bedürfen sowohl der Mehrheit der anwesenden und vertretenen Jagdgenossen, als auch der Mehrheit der bei der Beschlußfassung vertretenen Grundfläche.

§ 10
Jagdnutzung

(1) Die Jagdgenossenschaft nutzt die Jagd in der Regel durch Verpachtung. Sie kann die Verpachtung auf den Kreis der Jagdgenossen beschränken.
(2) Die Jagdgenossenschaft kann die Jagd für eigene Rechnung durch angestellte Jäger ausüben lassen. Mit Zustimmung der zuständigen Behörde kann sie die Jagd ruhen lassen.
(3) Die Jagdgenossenschaft beschließt über die Verwendung des Reinertrages der Jagdnutzung. Beschließt die Jagdgenossenschaft, den Ertrag nicht an die Jagdgenossen nach dem Verhältnis des Flächeninhaltes ihrer beteiligten Grundstücke zu verteilen, so kann jeder Jagdgenosse, der dem Beschluß nicht zugestimmt hat, die Auszahlung seines Anteils verlangen. Der Anspruch erlischt, wenn er nicht binnen einem Monat nach der Bekanntmachung der Beschlußfassung schriftlich oder mündlich zu Protokoll des Jagdvorstandes geltend gemacht wird.

4. Hegegemeinschaften

§ 10 a
Bildung von Hegegemeinschaften

(1) Für mehrere zusammenhängende Jagdbezirke können die Jagdausübungsberechtigten zum Zwecke der Hege des Wildes eine Hegegemeinschaft als privatrechtlichen Zusammenschluß bilden.
(2) Abweichend von Absatz 1 können die Länder bestimmen, daß für mehrere zusammenhängende Jagdbezirke die Jagdausübungsberechtigten zum Zwecke der Hege des Wildes eine Hegegemeinschaft bilden, falls diese aus Gründen der Hege im Sinne des § 1 Abs. 2 erforderlich ist und eine an alle betroffenen Jagdausübungsberechtigten gerichtete Aufforderung der zuständigen Behörde, innerhalb einer bestimmten Frist eine Hegegemeinschaft zu gründen, ohne Erfolg geblieben ist.
(3) Das Nähere regeln die Länder.

Autriche :

Le système de chasse
La réglementation de la chasse établie par les dirigeants des *Länder* (*Landesfürsten*) a été abolie par le „*Josephinisches Patent“* du 28.2.1768. Ainsi, le droit de chasse est devenu un droit fédéral.
Ce n’est qu’à partir de 1818 que citoyens et fermiers ont eu la possibilité d’acquérir ou de louer un territoire de chasse. Par la suite, la loi sur la chasse du 7.3.1849 a aboli la chasse sur les terres d’autrui et a établi que le droit de chasse est lié à la propriété foncière. Suite à l’autonomie des *Länder*, la chasse en Autriche est devenue „l‘affaire des Länder“.
Pendant l’occupation en Autriche, le droit de chasse est devenu un droit du „*Reich*“. Le droit de chasse du „Reich“ devait être appliqué dans tous les *Länder* de la „Ostmark“ (Autriche orientale).
Après la Libération, le droit de chasse est redevenue une compétence des *Länder* et chaque Land s’est doté de sa propre loi cynégétique.
Le fondement des droits de chasse est la Constutution autrichienne, en vertu de laquelle (*Bundesverfassungsgesetz*, B-VG 1920) la réglementation en matière de chasse incombe aux 9 *Länder*, qui ont chacun leur propre loi de chasse et leurs règlements d’application, en l’absence d’une loi cadre au niveau fédéral. Le système de chasse en Autriche repose ainsi sur 9 réglementations de chasse des *Länder* et leurs 9 règlements d’application.
Le système d’application de la chasse en Autriche est celui des territoires de chasse (***Reviersystem***) qui limite l’exercice de la chasse et de toutes les activitées connexes aux seules personnes qui y possèdent le droit de chasse.

En Autriche, le gibier n’appartient à personne (res nullius), il fait partie du territoire où il est présent jusqu’à ce qu’il devienne la propriété de la personne habilitée à chasser sur ce territoire, au moment du prélèvement. Pour autant que le gibier se trouve en liberté, il fait partie de la propriété immobilière du terrain sur lequel il se trouve, mais dès qu’il est chassé ou capturé, il devient une propriété mobilière et doit être considéré comme propriété de la personne habilitée à chasser sur le territoire.

Les syndicats de chasse :

Luxembourg :

(Loi du 30 mai 1984)
«Toutes les propriétés non bâties, rurales et forestières comprises dans le territoire d'une section électorale de commune, formeront un district de chasse qui pourra être divisé en lots d'une contenance d'au moins 250 hectares. Les propriétaires sont constitués en syndicat de chasse par l'effet de la présente loi. Par décision des syndicats concernés, les territoires de plusieurs ou de toutes les sections électorales d'une même commune peuvent être réunis en un district de chasse.»

Nomination des syndics. - Durée de leur mandat
(Arrêté g.-d. du 20 mai 1933)
«Art. 1er. Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 3 ci-après, les cinq syndics, y compris le président, sont nommés pour un terme de: 1° neuf et respectivement douze ans, suivant que le bail conclu en exécution de l'article 1er, alinéa 2 de la loi du 20 juillet 1925 sur l'amodiation de la chasse, a une durée primitive de neuf et respectivement de douze ans; 2° quatre et respectivement cinq ans, suivant les distinctions établies par l'article 3, alinéa 8 de la même loi, en cas d'une décision négative du syndicat sur le principe du relaissement de la chasse.
Les élections en vue du renouvellement du collège des syndics pour la période de chasse à venir auront lieu au plus tard le 1er mai de la dernière année du mandat des syndics sortants. Les syndics nouvellement élus et ceux désignés d'office par le Directeur général de l'intérieur conformément à l'article 5, alinéa 2 de la loi du 20 juillet 1925, entreront en fonctions le 15 mai de la même année et assureront, outre la gestion des affaires du syndicat, la liquidation de celles non encore définitivement évacuées et réglées par les syndics sortants, dont le mandat expire le jour même de l'entrée en fonctions de ceux qui leur succèdent.»
Réunion des syndics
Fonctions des syndics et du président
Art. 2. Le collège des syndics est convoqué par le président; la convocation se fait par écrit et à domicile, au moins un jour franc avant celui de la réunion; elle contient l'ordre du jour. Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion.
Le président dirige les débats; il veille à l'expédition des affaires du syndicat.
Art. 3. Le collège des syndics se réunit aussi souvent que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions.
Le président est tenu de convoquer le collège à la demande motivée formée par écrit, soit par la majorité des syndics, soit par un fermier d'un lot de chasse du district afférent. En cas de refus du président, la convocation sera faite par la majorité des syndics.
A moins que la décision ne rentre, aux termes de la loi, dans la compétence de l'assemblée générale, le collège décide sur tout ce qui est d'intérêt purement syndical, sauf approbation de ses décisions dans les cas déterminés par la loi.
Il fournit en plus tous les avis, renseignements et explications que l'autorité supérieure lui demande.
Art. 4. La publicité des séances du collège des syndics est facultative; le huis-clos doit être ordonné à la demande de la majorité des syndics présents.

Il ne pourra être refusé à aucun membre du syndicat communication, sans déplacement, des délibérations du collège des syndics.
Les syndics votent à haute voix, sauf les dérogations prévues par le présent règlement. Le vote a lieu par ordre alphabétique et commence par le nom du premier syndic sorti de l'urne.
Les délibérations du collège des syndics seront rédigées par le secrétaire adjoint et inscrites sur un registre coté et paraphé par le président; elles constateront le nombre des membres qui auront voté pour et contre et seront signées par tous les membres présents; aucune expédition ne pourra en être délivrée avant la signature des délibérations par la majorité.
Ces expéditions seront délivrées par le président et le secrétaire adjoint; elles énonceront les noms de tous les membres qui auront concouru à la délibération.
Aucun syndic ne peut participer à la délibération ni prendre part au vote sur des objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires ou fondé de pouvoirs, ou qui concernent ses parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement. L'inobservation de cette défense pourra entraîner l'annulation de la décision par le Directeur général de l'Intérieur.
L'affinité est censée avoir cessé par le décès de la personne qui la produisait.
Art. 5. En cas de décès, de démission, d'absence ou d'empêchement du président, les fonctions seront exercées par le syndic le plus âgé.
En cas de formation d'un lot commun par la réunion de plusieurs sections ou parties de sections contiguës, conformément à l'article 1er, alinéas 4 et 5, de la loi du 20 juillet 1925, le président du syndicat lequel a fourni le plus fort apport en superficie, remplira les fonctions de président des syndicats réunis, pour tout ce qui concerne la gestion et l'administration des affaires du lot commun. En cas d'égalité d'apports, le président sera désigné par la voie du tirage au sort entre les présidents des syndicats intéressés avec parité d'apports en superficie. La réunion des syndics et l'assemblée générale des syndicats se tiendront, pour la gestion et la décision des affaires concernant le lot commun, au siège du syndicat auquel appartient le président de ce même lot commun.
Art. 6. Les démissionnaires restent en fonctions jusqu'à ce que leur démission, formulée par écrit, ait été acceptée par le collège des syndics, qui devra y statuer dans le mois. A défaut par le collège des syndics d'y statuer dans le mois, la décision pourra être prise par le Directeur général de l'Intérieur.
La démission collective de tous les membres du collège sera présentée au Directeur général de l'Intérieur. Il en sera de même de toute démission offerte, à la suite de laquelle le nombre des syndics encore effectivement en fonctions se trouve réduit au-dessous de trois.
Le syndic, qui, sans motif légitime, n'aura pas été présent à trois séances consécutives, pourra être déclaré démissionnaire par le collège des syndics.

Pays-Bas :

Die Geschichte der Koninklijke Nederlandse Jagers Vereniging - KNJV (Königliche Niederländische Jagdvereinigung) beginnt am 1. Januar 1874 mit der Gründung der Nederlandse Jachtvereeniging Nimrod (Niederländische Jägervereinigung "Nimrod"). Am 9. Februar 1949 erhielt die Niederländische Jägervereinigung den "königlichen" Titel.

1904 war das Hauptziel, "die Interessen der niederländischen Jäger zu unterstützen". Dieses Ziel kann noch immer in den Statuten der KNJV gefunden werden, aber spezielle Artikel "um die Jagd als Teil des Managements wildlebender Tiere zu fördern" und "die Förderung der Interessen eines gerechtfertigten Jagdmanagements" wurden hinzugefügt.

Im Rahmen eines aktiven Natur-, Wildtier- und Wildmanagements engagiert sich der Verein aktiv für die Verbesserung der Qualität der Jagd. In den 60er Jahren wurde die Ausbildung der Jäger auf einer freiwilligen Basis begonnen. Mit den Änderungen des Jagdgesetzes von 1977 wurde die Jagdprüfung, eine Initiative der KNJV, verpflichtend. Durch die Stiftung für Jagdausbildung (SJN), bildet die KNJV noch immer neue Jäger für die Prüfung aus. Ebenso initiiert, unterstützt und fördert die KNJV Hegeringe, in denen lokale Jäger, Landwirte und andere Grundeigentümer für ein systematisches Wildtiermanagement zusammenarbeiten, basierend auf Wildmanagementplänen.

Belgique :

La Belgique ne connaît pas les syndicats de chasseurs comme bien d'autres pays. En revanche il y a des associations de chasseurs.

Le Royal Saint-Hubert Club de Belgique (R.S.H.C.B. - K.S.H.C.B.)
Représentant officiel des chasseurs belges auprès de la FACE, cette organisation nationale fondée en 1909 compte actuellement 13.000 membres soit 65 % des chasseurs belges.

Associations locales :
. La Fédération des Chasseurs au Grand Gibier de Belgique Waterloo
. La Fédération Belge de la Chasse et de la Conservation des Oiseaux Gibiers migrateurs Antwerpen
. Le Club Marie de Bourgogne Gomzé -Andoumont
. B.V.V.V.H. Vlaamse Valkeniers (fauconniers) Nieuwerkerken

CONSEILS CYNEGETIQUES
La région wallonne compte actuellement 21 conseils cynégétiques : 19 conseils cynégétiques « Grand Gibier » et 2 conseils cynégétiques « Petit Gibier ».

France :

Depuis les années 70, la chasse banale a disparu pour faire place à un peu plus de 500 Associations Communales de Chasse Agréées par le Préfet (ACCA), où citadins et ruraux doivent se retrouver pour gérer les espèces et leur milieu.

Les membres extérieurs désirant chasser dans une ACCA doivent faire une demande écrite au Président tous les ans avant le 1er avril.

Les statuts des ACCA ont été modifiés en 2005.

Une loi de juillet 2000 a profondément modifié les structures de la chasse en France, et les missions des fédérations départementales.

La loi confirme le rôle éminent des fédérations dans la mise en valeur du patrimoine cynégétique, au travers notamment d'un schéma départemental de gestion. Outre la représentation des chasseurs de leur département, les fédérations ont désormais la charge de l'indemnisation des dégâts de grands gibiers aux cultures, et de la formation préparatoire à l'examen du permis de chasser.

La Fédération Nationale des Chasseurs coordonne l'action des Fédérations Départementales et représente 1.313.000 chasseurs de France. Force de propositions auprès des instances politiques et des pouvoirs publics, elle assure la défense des intérêts de la chasse et participe à l'accomplissement des missions de service public dévolues par le législateur.
A ses côtés, la Fondation Nationale pour la Faune Sauvage, les associations de jeunes chasseurs et les associations spécialisées contribuent à construire l'un de nos plus grands réseaux associatifs.
1.300 collaborateurs et des milliers d'élus se rassemblent paritairement au sein du Syndicat National des Chasseurs de France qui gère et anime le débat social.

Les Fédérations Départementales des Chasseurs fédèrent les chasseurs de chaque département et participent à la gestion des espèces et des espaces. Elles sont l'instance officielle de la chasse sur le plan départemental. Avec plus de 1200 emplois permanents, les fédérations s'imposent comme le premier employeur national d'écologues.
=> La Fédération Départementale des Chasseurs (F.D.C) a pour objet de représenter les intérêts des chasseurs dans le département y compris devant les différentes juridictions, d'aider tous ses adhérents et de coordonner leurs efforts en vue d'améliorer la chasse dans l'intérêt général.
=> La fédération départemental des chasseurs participe à la mise en valeur du patrimoine cynégétique départementale et à la protection de la faune sauvage et de ses habitats.
=> Elle apporte son concours à la prévention du braconnage et à la gestion des habitats de la faune sauvage.
=> Elle organise la formation des candidats aux épreuves théoriques et pratiques de l'examen pour la délivrance du permis de chasser. Elle organise également des formations ouvertes aux personnes titulaires du permis de chasser pour approfondir leurs connaissances de la faune sauvage, de la réglementation de la chasse et des armes.
=> Elle conduit des actions d'information, d'éducation et d'appui technique notamment à l'intention des gestionnaires des territoires et des chasseurs. Elle coordonne les actions des associations communales ou intercommunales de chasse agréées (A.C.C.A).
=> Elle conduit des actions de prévention des dégâts de gibier et assure l'indemnisation des dégâts de grands gibiers et de sangliers conformément aux articles L.426-1 et L.426-5 du code de

l'environnement.
=> Elle élabore, en association avec les propriétaires, les gestionnaires et les usagers des territoires concernés, un schéma départemental de gestion cynégétique.

Suisse :

Les deux régimes de la chasse helvétique sont:

- le système de chasse à permis *(la chasse à patente)*
- le système de l'affermage de la chasse *(la chasse affermée)*.

La chasse à patente donne le droit de chasser sur l'ensemble du territoire cantonal ouvert à la chasse à la personne qui possède un permis. Le gibier tiré appartient à cette dernière.

La chasse affermée est un régime selon lequel le territoire d'un canton est divisé en lotissements (5 à 20 km^2) loués pour une durée plus ou moins longue (6 à 8 ans généralement) à des *fermiers* qui ont seuls le droit d'y chasser. Les fermiers se regroupent en sociétés de chasse et le gibier tiré appartient à ces dernières.

ChasseSuisse est l'association faîtière des quatre fédérations suisses des chasseurs qui regroupe:

Schweizerischer Patentjäger- und Wildschutzverband (SPW)
RevierJagd Schweiz
Société Suisse des chasseurs (DIANA)
Federazione Cacciatori Ticinesi (FCTI)
ChasseSuisse est une société au sens des articles 60 ss du Code Civil Suisse.
Elle représente les intérêts de plus de 30'000 chasseurs suisses. Les fédérations ainsi que les sections cantonales sont actives dans tous les cantons. ChasseSuisse peut ainsi exercer ses fonctions avec effets aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale.
ChasseSuisse est membre de FACE, la Fédération des Associations de Chasse et Conservation de la Faune Sauvage de l'U.E., ainsi que du CIC, le Conseil International de la Chasse et de la Conservation du Gibier.
ChasseSuisse est supportée financièrement par les contributions des fédérations et ne reçoit aucune subvention ni aucune contribution du secteur public. Les chasseurs suisses investissent chaque année plus de 100 millions de francs pour une action qu'ils exécutent finalement aussi dans l'intérêt de l'Etat. Avec ces cotisations annuelles, les chasseurs financent aussi, entre autre, les services administratifs de chasse dans les cantons et par conséquent le travail des gardes-chasse et des gardes faunes.

Allemagne :

Die Jagdgenossenschaft ist der Zusammenschluß von Eigentümern der einen gemeinschaftlichen Jagdbezirk bildenden Grundstücke kraft Gesetzes. Ihre Organe sind der Jagdvorstand und die Genossenschaftsversammlung. Die Jagdgenossenschaft kann entscheiden, ob sie die Jagd durch Verpachtung oder auf eigene Rechnung (durch angestellte Jäger) ausübt. Vgl. § 9 Bundesjagdgesetz

Autriche :

En Autriche, le droit de chasse appartient dans toutes les situations au propriétaire foncier, mais ce dernier ne peut pas toujours l'exercer: il n'y est autorisé que s'il dispose d'une ***Eigenjagdberechtigung*** („droit de chasse privé"), accordé généralement aux propriétaires disposant d'un territoire de plus de 115 ha d'un seul tenant (300 ha dans certains *Länder*). Si le propriétaire est détenteur d'un permis de chasse, il peut lui-même chasser sur le territoire sur lequel il possède un droit de chasse privé. Sinon, un tiers doit chasser sur ses terres et les gérer.
Les propriétés non soumises à un droit de chasse privé sont regroupées par les autorités municipales en ***Genossenschaftsjagdgebiete*** („associations de territoires de chasse"). Ce ***Genossenschaftsjagdgebiete*** doit être mis en location – dans ces conditions le loyer (*Jagdpachtschilling*) est partagé entre les propriétaires fonciers, et les locataires reprennent tous les droits et obligations qui découlent du droit de chasse.
Au détenteur du droit d'exercer la chasse reviennent tous les droits et obligations concernant la chasse dans le territoire de chasse privé ou le territoire d'une association de chasse (*Jagdrevier*).
Un territoire de chasse peut être loué à bail par un particulier ou par une association de droit commun, crée dans ce but (*Jagdgesellschaft*). Les locataires doivent être titulaires d'un permis de chasse annuel, valable en Autriche depuis 3 ans au moins.

Associations de chasseurs
La Zentralstelle Österreichischer Landesjagdverbände regroupe les 9 associations de chasse des Länder autrichiens. Chaque détenteur d'un permis de chasse est également membre d'au moins un Landesjagdverband. Ainsi, l'association des Länder représente 100% des chasseurs autrichiens.

Landesjägermeister (Présidences de la Zentralstelle)
Kärnten, présidence 2003
Niederösterreich., présidence 2004
Oberösterreich, présidence 2005
Salzburg, présidence 2006
Steiermark, présidence 2007
Tirol, présidence 2008
Vorarlberg. M. Manhart, présidence 2009
Wien, présidence 2010

La Présidence de la Zentralstelle („Geschäftsführender Landesjägermeister“) tourne chaque année.
Ses bureaux sont établis au siège de l’association de chasse de Basse-Autriche (Niederösterreich: la plus grande association régionale).

La pratique de la chasse administrative :

Luxembourg :

TEXTE DU PROJET DE LOI N° 5452

Article unique.- Les articles III et IV de la loi du 24 août 1956 ayant pour objet de modifier et de compléter la législation sur la chasse sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes:

(1) "L'administration des Eaux et Forêts peut organiser des chasses administratives

a) en cas de trop fortes concentrations de gibier et/ou de dommages excessifs aux cultures agricoles ou aux forêts dûment constatés soit par l'administration, soit par un syndicat de chasse

b) en cas de lâchers non autorisés de gibier ou d'autres espèces animales en milieu naturel

c) aux fins de lutter contre les maladies du gibier ou en vue de prévenir des épizooties. Les chasses administratives sont organisées soit à l'initiative du directeur de l'administration des Eaux et Forêts, soit à la demande écrite et motivée des syndicats de chasse adressée au directeur auquel cas celui-ci reste juge de l'opportunité d'une chasse administrative.

Le Ministre ayant dans ses attributions la chasse peut ordonner l'organisation d'une chasse administrative.

Pendant la clôture de la chasse, il peut autoriser l'ayant droit à la chasse à prendre les mesures qui s'imposent dans un délai déterminé.

Il peut limiter ou interdire, pour une période qu'il détermine, le nourrissage du gibier sur les lots de chasse susceptibles de faire l'objet d'une chasse administrative indépendamment de l'organisation de celle-ci.

La décision portant limitation ou interdiction du nourrissage doit être motivée et portée immédiatement à la connaissance de l'ayant droit à la chasse. Copies en sont adressées au directeur de l'administration des Eaux et Forêts et aux syndicats de chasse concernés.

(2) Avant toute action de chasse, le directeur invite l'ayant droit à la chasse à prendre les mesures qui s'imposent dans un délai déterminé.

Faute par l'ayant droit à la chasse d'obtempérer ou au cas où les mesures prises sont jugées insuffisantes par le directeur, celui-ci peut organiser des chasses administratives après en avoir préalablement informé l'ayant droit à la chasse et entendu le Conseil Supérieur de la Chasse en son avis.

Le directeur ou son délégué détermine les modalités des chasses administratives et en assure l'exécution, la direction et la surveillance.

Ne peuvent prendre part à des chasses administratives, outre le personnel de l'administration des Eaux et Forêts, que les chasseurs porteurs d'un permis de chasse valable désignés par le directeur.

Des chasses administratives peuvent également être organisées sur des terres non louées et sur des terres exclues de la location par la loi.

(3) Les frais occasionnés par les chasses administratives seront à charge:

1. du locataire de la chasse lorsqu'il s'agit de lots de chasse loués,

2. du syndicat compétent lorsqu'il s'agit de lots de chasse non loués,

3. des propriétaires des fonds lorsqu'il s'agit de terrains exclus de la location. Les frais sont avancés par le Trésor sur état établi par l'administration des Eaux et Forêts et restent à charge des débiteurs précisés ci-dessus. Le gibier tué est vendu publiquement par les soins du directeur ou de son délégué, au profit de la caisse de l'Etat."

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(6.12.2005)

Par dépêche du 19 avril 2005, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre de l'Environnement.

Au texte du projet de loi étaient joints un exposé des motifs ainsi que le commentaire de l'article unique.

Selon les auteurs, le projet de loi soumis à l'avis du Conseil d'Etat a pour objet de donner au gouvernement et à l'administration les moyens nécessaires pour agir d'urgence en cas de maladies de gibier ou en cas de lâchers illégaux de gibier et d'intervenir par le biais d'une chasse administrative contre des locataires de chasse se montrant récalcitrants. Les auteurs précisent que "le texte reprend dans ses grandes lignes celui de l'article 36 de l'avant-projet de loi No 2281 déposé le 23 janvier 1979 et avisé par le Conseil d'Etat le 21 février 1984".

A cet égard, le Conseil d'Etat se doit de rappeler que ledit projet avait été remplacé à l'époque par le projet de loi No 2807 que le Conseil d'Etat avait avisé en date du 8 mai 1984, en émettant les critiques suivantes:

"Le Conseil d'Etat se voit ainsi saisi, quelques semaines seulement après avoir émis un avis sur un premier projet de loi plus important et plus complet dont un des mérites était de rassembler et de codifier en un seul corps de loi la législation fragmentée et disparate régissant actuellement le régime de la chasse, d'un nouveau projet de loi qui se contente d'apporter quelques retouches à la législation actuelle.

Si le Conseil ne se rendait compte qu'en raison de l'imminence de la remise en adjudication des lots de chasse, il s'avère nécessaire de modifier sans délai certaines dispositions des lois actuellement en vigueur, il montrerait peu d'empressement à émettre un nouvel avis sur un projet de loi qui, en fin de compte n'est qu'une solution de facilité et le recours à une technique législative peu recommandable.

Les réserves du Conseil d'Etat à l'endroit de ce projet sont d'autant plus motivées du fait qu'il appréhende que l'adoption du présent projet crée le risque que la mise en oeuvre d'une véritable réforme de la législation sur la chasse soit reportée sine die.

Ce n'est donc qu'en espérant que la mise en application des dispositions du projet de loi ne retardera ou ne remettra pas en cause la mise en oeuvre d'une révision entière de la législation sur la chasse, que le Conseil d'Etat émet le présent avis."

Il s'avère que les craintes du Conseil d'Etat de l'époque étaient entièrement fondées, alors que suite aux retouches ponctuelles effectuées par la loi du 30 mai 1984 modifiant et complétant la législation sur la chasse, aucune démarche législative n'a été faite pour entamer une réforme en profondeur. Après un laps de temps de plus de vingt ans, le Conseil d'Etat se voit de nouveau confronté à un texte lapidaire dont le contenu est une fois de plus dicté par les impératifs du moment et qui ne propose qu'une retouche ponctuelle, supplémentaire à un dispositif dont les insuffisances sont notoires.

Si les auteurs du projet de loi No 2281 , déposé le 31 janvier 1979 à la Chambre des députés, prônaient déjà à l'époque la codification des textes en vigueur "pour éliminer les bavures inévitables résultant des nombreuses modifications" et l'adaptation de la législation en vigueur aux accords internationaux, tels que la Convention Benelux concernant la chasse et la protection des oiseaux de 1972 et le Protocole modifiant la Convention chasse et oiseaux de 1977, le législateur d'aujourd'hui est plus que jamais sollicité à conformer la législation nationale au prescrit européen et international, gouverné par les principes du droit de l'environnement. [voir notamment la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (Convention de Berne), la Directive 79/409/CEE du 2 avril 1979 (Directive "Oiseaux") pour la conservation des espèces sauvages et la Directive 92/43/CEE du 21 mai 1992 (Directive "Habitats") pour la conservation de l'habitat naturel].

S'y ajoute que les enseignements de l'arrêt Chassagnou de la Cour européenne des droits de l'Homme du 29 avril 1999, en ce qui concerne l'ingérence dans le droit de propriété et la liberté négative d'association, ont été appliqués par la jurisprudence luxembourgeoise, qui a retenu à son tour que l'obligation d'adhésion au syndicat de chasse constitue une ingérence dans la liberté d'association et qu'une restriction à un droit que consacre la Convention doit être proportionnée au but légitime. D'après la Cour administrative, "un droit ou une liberté de chasse ne fait pas partie de ceux reconnus par la Convention qui, en revanche, garantit expressément la liberté d'association" (Arrêt de la Cour administrative du 13 juillet 2004, Nos 17488C et 17537C du rôle).

La loi modifiée du 20 juillet 1925, qui impose un système d'appartenance obligatoire des propriétaires au syndicat de chasse, aboutit à placer une personne "reconnue

comme opposant éthique à la chasse" "dans une situation qui rompt le juste équilibre devant régner entre la sauvegarde du droit de propriété et les exigences de l'intérêt général"... et qui "se révèle une charge démesurée qui ne se justifie pas sous l'angle du deuxième alinéa de l'article 1er du Protocole additionnel à la Convention des droits de l'Homme" (cf. Jugement du Tribunal administratif du 18 décembre 2003, No 15096 du rôle).

La législation en vigueur sur la chasse ainsi pilonnée par la jurisprudence, il faut se demander s'il est vraiment opportun, à l'heure actuelle, d'imposer une nouvelle mesure visant à mater des locataires de chasse récalcitrants, avant de conformer le dispositif existant aux exigences découlant de la jurisprudence et des dispositions de droit international.

Le Conseil d'Etat déplore en tout cas que les auteurs du projet de loi n'aient pas saisi l'occasion de cette nouvelle révision pour procéder enfin à une réforme substantielle de la réglementation de la chasse et de se donner ainsi, par l'adaptation du cadre légal, les moyens pour élaborer et mettre en oeuvre une politique visant à la gestion durable du patrimoine faunique. Si la chasse administrative sous forme de battue ou autre peut, le cas échéant, servir d'outil dans le cadre de la gestion des populations de gibier, elle n'est cependant qu'un moyen d'exception. Une politique efficace de régulation des populations de gibier présuppose l'établissement d'un plan de chasse qui fixe des objectifs et prévoit des actions réalisées en cohérence avec ces objectifs. La modification actuellement proposée aborde la problématique d'un point de vue restrictif au lieu de l'intégrer dans un cadre plus général.

Sous réserve de ces observations, le Conseil d'Etat ne procède qu'à titre subsidiaire à l'examen de l'article unique.

Pour ce qui est de l'intitulé, le Conseil d'Etat propose de préciser celui-ci comme suit:

"Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 août 1956 ayant pour objet de modifier et de compléter la législation sur la chasse".

L'article unique du projet de loi vise à remplacer les articles III et IV de la loi modifiée du 24 août 1956 ayant trait aux chasses de police, par un nouveau dispositif sur l'organisation de chasses administratives et à étendre le droit d'initiative réservé aux seuls syndicats, au directeur de l'Administration des eaux et forêts et au ministre. Il ressort du commentaire de l'article que la mesure envisagée devrait rester une mesure d'exception que le directeur de l'Administration des eaux et forêts et le ministre ne pourront prendre que dans les cas limitativement énumérés, à condition que la réalité des faits soit dûment constatée et vérifiable. En outre le ministre pourra dorénavant autoriser des actes de chasse portant sur une espèce de gibier déterminée en période de fermeture de la chasse. Il est encore précisé que les hypothèses pouvant donner lieu à une chasse administrative visent des situations d'urgence.

Or en examinant le texte de l'article lui soumis pour avis, le Conseil d'Etat constate que les explications développées dans le commentaire ne sont pas corroborées par le libellé de l'article. En effet le texte reste dans le vague en ce qui concerne le constat et la vérification des faits qui sont susceptibles de déclencher le pouvoir d'initiative tant du ministre que du directeur de l'Administration des eaux et forêts

pour l'organisation de la chasse administrative. Surtout le pouvoir attribué au ministre n'est pas circonscrit par le projet de loi. D'ailleurs, le Conseil d'Etat s'interroge sur l'étendue des pouvoirs de l'administration et de ceux du ministre. Si le ministre peut ordonner l'organisation d'une chasse administrative, le texte attribue cependant l'organisation des chasses administratives à l'administration et précise que si le syndicat de chasse peut prendre l'initiative, le directeur reste cependant juge de l'opportunité de la chasse. Le Conseil d'Etat considère que le pouvoir de décision doit en tout état de cause revenir au ministre, l'organisation matérielle pouvant être déléguée à l'Administration des eaux et forêts.

Aucune condition formelle n'est imposée au ministre pour limiter ou interdire le nourrissage du gibier, de sorte que la vérification de l'opportunité de cette mesure devient aléatoire. Le texte reste sommaire en ce qui concerne le côté procédural de l'organisation de la chasse: la réglementation d'une mise en demeure formelle du propriétaire en cas de carence, la transmission de la décision, les voies de recours sont des éléments qui font défaut.

Le Conseil d'Etat reconnaît que l'Etat doit pouvoir prévoir des mesures exceptionnelles pour répondre à une situation de péril: une telle mesure d'ingérence se justifie dans l'intérêt général, à condition cependant qu'il existe un rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé (cf. arrêt CHASSAGNOU ci-avant cité). Si le ministre peut disposer d'une certaine marge d'appréciation, celle-ci devrait être circonscrite par un cadre légal précis. Or l'encadrement législatif proposé ne saurait, en raison de l'absence de précision, suffire à légitimer le dispositif proposé, de sorte que le Conseil d'Etat doit s'y opposer formellement.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 6 décembre 2005.

Pays-Bas :

n.c.

Belgique :

Il n’y a pas de législation sur ce sujet.

France :

La chasse administrative peut être ordonnée par la bourgmestre de chaque commune en cas de besoin (p.ex.épidémie)

Suisse :

Le canton de Genève ne pratique que la chasse administrative et uniquement à l'encontre d'animaux malades ou causant des dégâts importants. 3 gardes de l'environnement gèrent la situation.

Allemagne :

Extrait du « Bundesjagdgesetz »

§ 25
Jagdschutzberechtigte

(1) Der Jagdschutz in einem Jagdbezirk liegt neben den zuständigen öffentlichen Stellen dem Jagdausübungsberechtigten ob, sofern er Inhaber eines Jagdscheines ist, und den von der zuständigen Behörde bestätigten Jagdaufsehern. Hauptberuflich angestellte Jagdaufseher sollen Berufsjäger oder forstlich ausgebildet sein.
(2) Die bestätigten Jagdaufseher haben innerhalb ihres Dienstbezirkes in Angelegenheiten des Jagdschutzes die Rechte und Pflichten der Polizeibeamten und sind Hilfsbeamte der Staatsanwaltschaft, sofern sie Berufsjäger oder forstlich ausgebildet sind. Sie haben bei der Anwendung unmittelbaren Zwanges die ihnen durch Landesrecht eingeräumten Befugnisse.

Autriche :

n.c.

Les critères à appliquer pour fixer la quantité de gibier chassé :

Les critères appliqués sont le plus souvent ceux dictés par les lois concernant la protection de la flore et la faune sauvage et varient selon les analyses des données sur les populations, la nature du terrain et l'ampleur des forêts.
Des plans de chasse sont établis par les autorités compétentes.

Luxembourg :

Règlement grand-ducal du 16 mai 1997

Art. 1er. Il est institué un plan pour la chasse aux espèces cerf et chevreuil déterminées par la décision du Comité de Ministres de l'Union Economique Benelux du 20 décembre 1983, telle qu'elle a été modifiée par la décision dudit comité du 2 octobre 1996, publiée en annexe. Ce plan détermine pour chaque lot de chasse le nombre de sujets qui peuvent être tirés, lequel nombre est arrêté en fonction de critères cynégétiques.

Art. 2. La chasse aux espèces déterminées à l'article 1er n'est autorisée que dans le cadre d'un plan arrêté par le Ministre ayant dans ses attributions l'administration des Eaux et Forêts, désigné dans le présent règlement par les termes «le Ministre».

Art. 3. Il est institué une commission cynégétique comprenant:

Les membres titulaires représentant les associations de chasseurs au sein du Conseil Supérieur de la Chasse.

Les suppléants au Conseil rempliront les mêmes fonctions que les membres effectifs en cas d'empêchement de ces derniers.

Le fonctionnaire chargé de la direction du service de la chasse et de la pêche de l'administration des Eaux et Forêts désignée dans le présent règlement par les termes "l'Administration", ou son délégué.

Le Ministre désigne le président parmi les membres de la commission. Il charge un fonctionnaire de l'Administration du secrétariat de la commission. Les mandats des président et secrétaire prennent fin avec ceux des autres membres.

Art. 4. La commission propose au Ministre, conformément aux normes qu'elle détermine, le nombre de cerfs mâles et femelles et le nombre de chevreuils, que le demandeur du plan est autorisé à tirer pendant une période cynégétique de trois ans, commençant le 1er août et expirant après trois années le 31 juillet.

Art. 5. Pour chaque lot de chasse une demande de plan avec indication du sexe s'il y a lieu et du nombre des espèces à tirer doit être introduite avant le 1er mars de

chaque période cynégétique par le ou les locataires du droit de chasse auprès de la commission cynégétique au moyen du formulaire délivré par l'Administration. Les locataires de lots de chasse contigus peuvent présenter une seule demande pour l'ensemble de leurs lots, réunis en une unité de gestion cynégétique. Le 15 mai de chaque période cynégétique au plus tard la commission transmet ses propositions au Ministre avec l'avis du Directeur de l'Administration.

Art. 6. Le Ministre statue avant le 1er juillet précédant chaque période cynégétique.

Art. 7. En cas de désaccord, le bénéficiaire d'un plan autorisé peut introduire un recours gracieux directement auprès du Ministre. Ce recours doit être formé par lettre recommandée dans un délai de 20 jours à partir de la date de l'autorisation ministérielle contestée; il doit être motivé sous peine d'irrecevabilité. Le Ministre statue dans un délai de 40 jours.

Art. 8. Si pendant une période cynégétique la structure de la population du gibier sur un lot de chasse subit des modifications importantes ou si des dégâts considérables aux cultures sont constatés, le bénéficiaire d'un plan peut introduire auprès de la commission cynégétique une demande en révision. Cette demande doit être motivée sous peine d'irrecevabilité. La commission émet son avis dans les 30 jours. Le Ministre statue dans un délai de 20 jours suivant l'avis de la commission. Le plan révisé est valable pour le restant de la période cynégétique.

Dans les mêmes conditions la commission peut, de sa propre initiative, proposer une révision du plan au Ministre.

Art. 9. Pour permettre le contrôle de l'exécution des plans, chaque pièce de gibier tiré appartenant aux espèces cerf et chevreuil est, préalablement à tout transport et sur le territoire de la chasse où elle a été tuée, munie d'un dispositif de marquage pour gibier tiré, à la diligence et sous la responsabilité de l'ayant droit à la chasse conformément aux dispositions des articles 10 et 11 ci-après.

L'obligation de marquage susvisée s'applique aux mêmes conditions également au sanglier et au mouflon comme mesure destinée à la lutte contre le braconnage et à une meilleure gestion du cheptel des deux espèces de gibier.

Pour les battues comportant plus de six chasseurs, les termes 'préalablement à tout transport' s'appliquent au lieu de marquage, à condition que ce lieu se situe en un endroit non habité et qu'il ait été communiqué à l'Administration en le matérialisant sur le plan topographique du ou des lots de chasse.

Préalablement à tout transport, le gibier tué accidentellement ainsi que le gibier saisi en exécution des dispositions de l'article 7 de la loi du 30 mai 1984 modifiant et complétant la législation sur la chasse, est muni d'un dispositif de marquage spécial, visé à l'article 12 ci-après.

Art. 10. Le dispositif de marquage est fixé de façon inamovible à un des membres arrières de l'animal, entre l'os et le tendon ou à défaut dans une oreille et y demeure jusqu'à ce que l'animal ait été entièrement dépecé.

Art. 11. Les dispositifs de marquage pour gibier tiré, délivrés par l'Administration, portent apposés en estampe:

- un numéro - les lettres correspondant à l'espèce, à savoir:

CM pour le cerf mâle, CF pour le cerf femelle, SM pour le sanglier mâle, SF pour le sanglier femelle, MM pour le mouflon mâle, MF pour le mouflon femelle, CH pour le chevreuil. Le faon mâle peut être marqué à l'aide d'une marque CF.

Pour chaque période cynégétique l'Administration détermine la couleur des dispositifs de marquage.

Art. 12. Les dispositifs de marquage spéciaux pour gibier accidenté ainsi que pour gibier saisi portent, apposés en estampe:

les lettres E et F; un numéro;

les lettres GA pour gibier accidenté.

L'Administration met les marques, de couleur rouge, à la disposition des différentes autorités chargées du contrôle.

Chaque fois qu'un tel dispositif de marquage est utilisé, l'agent constatant remet à l'Administration un rapport succint renseignant notamment sur l'espèce et le sexe du gibier accidenté ou saisi, la date, le lieu exact, les circonstances de l'incident et la destination du gibier.

Art. 13. Les dispositifs de marquage pour le cerf et le chevreuil sont délivrés par l'Administration aux bénéficiaires de plans en nombre égal, par espèces et par sexes s'il y a lieu, à celui des têtes de grand gibier arrêtées dans la décision ministérielle. Les dispositifs de marquage pour le sanglier et le mouflon sont délivrés par l'Administration sur simple demande du locataire de chasse. S'il y a plusieurs colocataires, la personne dont le nom figure en premier lieu sur le contrat de bail de chasse est considérée comme locataire habilité à recevoir les dispositifs de marquage, à moins que l'Administration ne soit en possession d'une déclaration contraire, signée par tous les colocataires.

Les marques sont valables pour une période cynégétique de trois années et pour le seul gibier tiré sur le lot de chasse pour lequel la marque a été délivrée.

Toute nouvelle demande en obtention de marques indique le nombre de grand gibier tiré pendant la période cynégétique antérieure. Les marques non utilisées sont retournées avec la nouvelle demande à l'Administration qui refuse la délivrance de nouvelles marques si la formule de demande n'a pas été dûment remplie, ou si les marques non utilisées n'ont pas été retournées.

La perte ou le vol de marques sont signalés immédiatement par le locataire à l'Administration avec indication des lettres et du numéro des marques perdues ou volées. La demande en vue de l'attribution de nouvelles marques est accompagnée d'une copie de la déclaration de perte ou de vol déposée à la brigade de gendarmerie ou de police territorialement compétente.

Art. 14. Dans le mois suivant le terme de chaque année cynégétique tout locataire communique à l'Administration le nombre de grand gibier tiré moyennant un formulaire délivré par l'Administration, dûment rempli et retourné à celle-ci. Tous les renseignements communiqués à l'Administration, ainsi que les plans arrêtés par le Ministre ont un caractère strictement confidentiel.

Art. 15. Les infractions au présent règlement sont recherchées et constatées par les agents de l'administration des Eaux et Forêts, les agents de la Force Publique et de l'administration des Douanes et Accises ainsi que les gardes champêtres et les gardes particuliers assermentés.

En cas d'infraction le gibier est saisi par les agents préqualifiés conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 30 mai 1984 modifiant et complétant la législation sur la chasse. Il est mis à la disposition de l'administration communale du lieu où la contravention a été constatée, pour être remis aux hospices ou au bureau de bienfaisance de la commune. Les trophées des animaux saisis sont remis à l'Administration conformément à l'article 4 de la loi du 2 avril 1993 modifiant et complétant la législation sur la chasse.

Art. 16. Les infractions au présent règlement sont punies des peines prévues par l'article 17 de la loi du 19 mai 1885 sur la chasse ainsi que par l'article 2 de la loi du 30 août 1982 portant approbation du Protocole modifiant la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux.

Art. 17. Disposition transitoire:

Les plans pour la chasse aux espèces cerf, chevreuil et mouflon, arrêtés par le Ministre de l'Environnement pour la période cynégétique allant du 1er août 1994 au 31 juillet 1997, restent applicables jusqu'à leur expiration.

Pays-Bas :

Les plans de chasse aux Pays-Bas sont très restictifs. Pour la plupart des espèces une autorisation spéciale et préalable doit être demandée.

GEBIET	
Gesamtfläche	41.526 km²
Wald	3.041 km²
Unbebaute Fläche	38.320 km²
Landwirtschaftliche Fläche	23.833 km²
Wasserfläche	5.952 km²
Jagdgebiete insgesamt	± 33.500 km²
Durchschnittliche Größe der Jagdgebiete	21.000 km²

JÄGER / BEVÖLKERUNG	
Einwohner	15.000.000
Anzahl der Jäger	30.000
% Jäger	0,2% (1/500)
Einwohner/km²	385

Belgique :

Les plans de chasse sont établis en fonction de la population. En Wallonie les plans de chasse se font après concertation avec les autorités du Grand.Duché de Luxembourg.

En outre, les dégâts importants causés à l'agriculture par les sangliers ou le grand gibier, dommages importants causés par le renard, la fouine, le putois ou le chat haret, dégâts causés par les lapins, les pigeons ramiers justifient la destruction de ces animaux (autorisation préalable du Ministre)
Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ainsi que dans l'intérêt de la sécurité aérienne la destruction de certains gibiers peut être autorisé.

France :

TERRITOIRE	
Superficie totale	551.602 km²
Terres agricoles	330.000 km²
Superficie boisée	160.000 km²
Superficie chassable	n.c.
Superficie moyenne des territoires de chasse	Droit de chasse lié au droit de propriété, sans seuil de superficie minimum
CHASSEUR/POPULATION	
Population	62.000.000
Nombre de chasseurs	1.313.000
% de chasseurs	2,1%
Chasseur / nombre d'habitants	1:47
Membres de la Fédération	1.313.000 (adhésion obligatoire par la loi)
Densité habitants/km²	112,4/km²

Suisse :

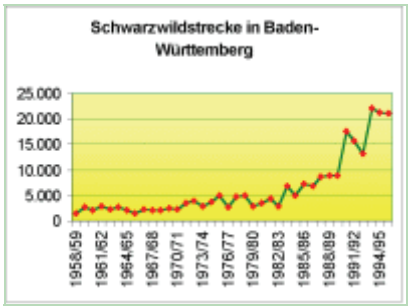
Superficie:	41'284 km^2	La superficie totale comprend:
Habitants:	7 millions	une surface agricole de 38% (15'813 km^2)
Densité:	174,3 habitants/km^2	une surface boisée de 30% (12'523 km^2)
Partie du territoire chassé:		Les forêts suisses se composent de:
75% de la surface globale		39% de feuillus
31'000 km^2		61% de résineux
Surface agricole, par catégorie		Surface boisée, par catégorie:
29% de terres ouvertes		5,5% de forêts domaniales (confédération, cantons)
74% de prairies artificielles et naturelles		67,8% de forêts collectives (communes, bourgeoisies, ...)
3% d'autres cultures		26,8% de forêts privées

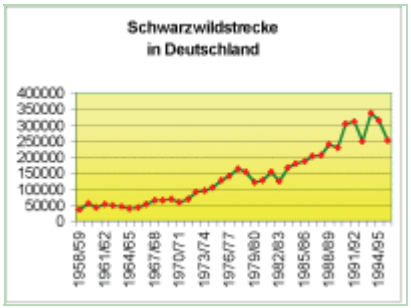
Allemagne :

Territoire	
Superficie totale	357.025 km²
Terres boisées	104.920 km² (=30%)
Terres agricoles	193.430 km² (= 54%)
Eaux, lacs etc	7.940 km² (2,2%)
Superficie chassable	320.900 km² (=90%)
Chasseur / population	
Polpulation	82.560.000
Nombre de chasseurs	338.580
% de chasseurs	0.4
Nombre d'habitants/chasseurs	240
Membres du DJV	286.076
Densité habitants/km2	230

Un exemple concret :

Die Population des Schwarzwildes hat sich im Laufe der Jahre stetig erhöht. In Baden-Württemberg belief sich die Jahresstrecke im Jagdjahr 1958/59 noch auf 1.376 Stück und stieg bis ins Jagdjahr 1989/90 langsam kontinuierlich auf 8.814 an. Seither verläuft die Entwicklung eher explosionsartig und erreichte schon im Jagdjahr 1992/93 22.182 Stück. Auf Bundesebene vollzog sich eine ähnliche Entwicklung von 35.520 Stück 1958/59 bis hin zu 339.232 Stück im Jagdjahr 1993/94.





Das heißt, es ist zu einer Verzehnfachung gekommen.

Die entsprechenden Rehwildstrecken haben sich im Vergleichszeitraum zwar auch stetig steigend entwickelt, aber letztlich ist es nur zu einer Verdoppelung gekommen. Das Schwarzwild ist somit hinsichtlich seiner jagdlichen, aber auch wirtschaftlichen Bedeutung hinter dem Rehwild an die zweite Stelle aufgerückt. Dies ist jedoch keine deutschlandspezifische Entwicklung, sondern ähnliches läßt sich in den Ländern Ost- und Südosteuropa beobachten.
Gründe für die starke Zunahme der Bestände sind sicherlich in den Veränderungen der Landwirtschaft zu suchen. Aber auch die Jägerschaft hat vermutlich ihren Teil dazu beigetragen, indem sie bei der Bejagung zu kleinflächig agiert, die Sozialstruktur des Schwarzwildes zu wenig beachtet und durch das Unterhalten von Kirrungen mit Fütterungscharakter ganzjährig ein Schlaraffenland ausgebracht hat. Durch den zunehmenden Druck hat sich hier in den vergangenen Jahren einiges bewegt und eine planmäßigere Bewirtschaftung des Schwarzwildes setzte ein.
Grundsätzlich wird ein starker Eingriff in die Jugendklasse empfohlen. Das heißt, der Ab- schuß im Bereich der Frischlinge sollte um die 70 bis 75 Prozent betragen.

Autriche :

TERRITOIRE	
Superficie totale	83.858 km²
Terres boisées	38.780 km² (=46%)
Terres agricoles	35.000 km² (=42%)
Superficie chassable	82.164 km² (=98%)
Superficie moyenne des territoires de chasse	75ha
CHASSEUR/POPULATION	
Population	8.160.000
Nombre de chasseurs	115.600
% de chasseurs	1,4%
Nombre d'habitants / chasseur	70
Membres de la *Zentralstelle*	112.000
Densité habitants/km²	97

Espèces	Tableau de chasse annuel 1998
Cerf	45.000
Chevreuil	260.000
Chamois	25.000
Mouflon	1.800
Sanglier	25.000
Lièvre	200.000
Perdrix	10.000
Faisan	200.000
Canards sauvages	90.000
Renard	60.000
Martre	25.000
Blaireau	8.000

*Les lois des *Länder* et les règlements d'application établissent pour leur *Land* les saisons de
chasse et de fermeture de la chasse pour les différentes espèces de gibier. Sont considérées
comme gibier, uniquement les espèces citées dans les lois de chasse des *Länder* et dans les
règlements sur les saisons de chasse. Certaines espèces sont considérées comme „gibier" dans un
Land et n'ont pas le statut de „gibier" dans un autre *Land*, pour des raisons purement juridiques – par exemple le chacal doré, le ragondin, l'élan.

La pratique du piégeage :

La pratique du piégeage est reprise dans les différents modes de chasse autorisés.

Luxembourg :

Le piégeage n'est pas permis au Grand-Duché.

Pays-Bas :

Fangnetze, Fallenjagd etc. sind verboten, mit Ausnahme des Lebendfangs von Krähen mit Käfigen und aufgezogenen Lockvögel. Die Benutzung von Lockenten für das Fangen von Stockenten während der Jagdsaison ist erlaubt.

Belgique :

Le piégeage est permis, sauf pièges à mâchoires, filets, lacets bricoles ou appâts empoisonnés ou non

France :

Ci-dessous les animaux classés nuisibles dans le département de Meurthe-et-Moselle et qui peuvent être piégés (arrêté préfectoral du 30 novembre 2005) :

- Le renard roux :

- dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques : lutte contre la rage (prévention d'une réinfection en provenance de pays limitrophes) et lutte contre l'échinococcose alvéolaire.
- pour prévenir des dommages importants aux activités agricoles : dégâts sur les petits élevages et prédation des agneaux dans les parcs.

- La fouine
- La martre

- pour prévenir des dommages importants aux activités agricoles : dégâts sur les petits élevages.

Exclusivement dans un rayon de 500m autour des habitations.

- Le ragondin :

- Le rat musqué

- pour prévenir des dommages importants aux activités aquacoles : dégradation des rives et des digues.
- pour la protection de la flore et de la faune : espèce introduite, présence indésirable.

- Le chien viverrin :

- pour la protection de la flore et de la faune : espèce introduite, présence indésirable.

Présence signalée dans le département depuis 1999.

- Le raton-laveur
- Le vison d'Amérique

- pour la protection de la flore et de la faune : espèce introduite, présence indésirable.

Présence signalée en 2002, visons échappés d'un élevage.

- Le corbeau freux

- dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques : nuisances sonores et déjections à proximité de corbetières.

- pour prévenir des dommages importants aux activités agricoles : dégâts dans les cultures (semis...)

- La corneille noire
- La pie bavarde

- pour prévenir des dommages importants aux activités agricoles : dégâts dans les cultures (semis...)

- L'étourneau sansonnet

- dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques : problème sanitaire sur ensilage maïs en temps de neige.
- pour prévenir des dommages importants aux activités agricoles : dégâts sur tournesol, arbres fruitiers et ensilages.

Suisse :

Le piégeage n’est pas pratiqué.

Allemagne :

Le piégeage est permis

Autriche :

Le piégeage est permis

La catégorisation des espèces chassables :

Luxembourg :

Cerf 6, 8 et 10 cors

Cerf 12 cors et plus

Cerf portant des bois

Biche, bichette et faon

Sanglier

Mouflon mâle

Mouflon femelle, agneau

Daim mâle

Daine et faon

Brocard

Chevrette et chevrillard

Lièvre

Coq de faisan

Poule faisane

Canard colvert

Bécasse

Renard

Fouine

Lapin sauvage

Pigeon ramier

Corneille noire, geai ordinaire

Pie commune

Pays-Bas :

La loi du 1er avril 2002 conc. la protection de la nature règle la chasse aux Pays-Bas. En effet elle limite à six le nombre d'espèces susceptibles d'être chassées : le lièvre, le faisan, la perdrix, le colvert, le lapin et la pigeon ramier. Les périodes exactes sont fixées chaque année par le ministère de l'agriculture et varient avec les espèces. (en principe du 16 août au 31 janvier)
Il n'y a pas de calendrier pour le gros gibier, qui nécessite un permis spécial des autorités provinciales.

Belgique :

grand gibier : cerf,chevreuil, daim, mouflon, sanglier ;
petit gibier : lièvre, faisan, perdrix grise, bécasse ; gibier d'eau : oie à bec court, oie cendrée, oie des moissons, oie rieuse, bernache du Canada, canard chipeau , canard colvert, canard pilet, canard siffleur, canard souchet, sarcelle d'été, sarcelle d'hiver, fuligule milouin, fuligule milouinan, fuligule morillon, pluvier doré, bécassine des maris, bécassine sourde, vanneau huppé, foulque macroule, poule d'eau ;
autre gibier : pigeon ramier, lapin, renard, chat haret, putois, hermine, belette, marte commune, marte domestique ou fouine

France :

La faune sauvage française est riche de 529 espèces d'oiseaux et de 119 espèces de mammifères. Parmi ces 648 espèces, 88 peuvent être chassées en France dont 64 d'oiseaux et 24 de mammifères.
Certaines espèces, susceptibles d'occasionner des dégâts, peuvent être classées nuisibles.

Grand gibier

SANGLIER :
CHEVREUIL :
CERF élaphe mâle :
BICHE et FAON :

Petit gibier

LIEVRE :
PERDRIX :
FAISAN :
LAPIN de GARENNE :
GELINOTTE et TETRAS :

Gibier prédateur

RENARD :
BLAIREAU, PUTOIS, BELETTE, HERMINE, MARTRE, FOUINE :
CORNEILLE NOIRE, CORBEAUX FREUX, PIE, GEAI, ETOURNEAUX :

Gibier de passage

CAILLE des BLES :
TOURTERELLE des BOIS :
TOURTERELLE TURQUE,
PIGEONS RAMIER, BISET et COLOMBIN :
BECASSE des BOIS :
ALOUETTE des CHAMPS :
MERLE NOIR, GRIVES DRAINE, LITORNE, MAUVIS et MUSICIENNE :

Gibier d'eau

OIES, CANARDS de SURFACE, CANARDS PLONGEURS, POULE d'EAU, FOULQUE, RALE d'EAU, BARGES, BECASSINES, CHEVALIERS, COURLIS, PLUVIERS, VANNEAU HUPPE et HUITRIER PIE.

Suisse :

Le gibier

Les 12 espèces de gibier les plus importantes sont:

Espèce[1)]	**Saison de chasse**[1)]	**Tendance de la population**	**Population estimée au printemps**	**Tableau de chasse annuel moyen**
Cerf	01.08 - 31.01	=	21’000	6’000
Chamois	01.08 - 31.12	/	97’000	18’000
Chevreuil	01.05 - 31.01	=	120’000	40’000
Sanglier	01.07 - 31.01	/	.	2’000
Bouquetin[2)]	01.09 - 30.11	/	15’000	1’500
Lièvre brun	01.10 - 31.12	\	.	4’000
Lièvre variable	01.10 - 31.12	=	.	1’500
Marmotte	01.09 - 15.10	=	.	5’000
Renard	16.06 - 28.02	/	.	40’000
Canards	01.09 - 31.01	=	.	12’000
Pigeon ramier	01.08 - 15.02	\	.	2’000
Bécasse des bois	16.09 - 14.12	=	.	1’200

[1)] Les cantons prolongent sensiblement les périodes de protection et/ou protègent totalement certaines espèces.

[2)] Seule une chasse de régulation soumise au Département fédéral de l’intérieur est autorisée

Allemagne :

Rehwild
Bock
Geiß
Schmalreh
Kitz

Schwarzwild
Keiler
Bachen
Überläufer
Frischlinge

Rotwild
Hirsche
Alttiere
Schmalspießer
Schmaltiere
Kälber

Dammwild
Hirsche
Alttiere
Schmalspießer
Schmaltiere
Kälber

Sikawild
Hirsche
Alttiere
Schmalspießer
Schmaltiere
Kälber

Gamswild
Muffelwild
Feldhasen
Kaninchen
Fuchs
Dachs
Steinmarder
Baummarder
Iltisse
Hermeline
Mauswiesel
Waschbär
Marderhund
Sumpfbiber
Mink

Autriche :

Schalenwild

Rehwild Jagdzeit: 16.Mai bis 15.Oktober

Rotwild Jagdzeit: 01.August bis 15.Jänner

Gamswild Jagdzeit: 01.Juli bis 31.Dezember

Schwarzwild Jagdzeit: 01.Jänner bis 31.Dezember

Muffelwild Jagdzeit: 01.Juni bis 31.Jänner

Steinwild Jagdzeit: 15.September bis 31.Dezember

Sikawild Jagdzeit: 01.September bis 31.Jänner

Damwild Jagdzeit: 15.September bis 31.Jänner

Rauhfußhühner

Auerwild Jagdzeit: 01.Mai bis 31.Mai

Birkwild Jagdzeit: 01.Mai bis 31.Mai

Haselwild Jagdzeit: 15.September bis 15.Oktober

Sonstiges

Murmeltiere Jagdzeit: 01.August bis 01.Oktober

Diese Jagdzeiten sind für Jagd auf freier Wildbahn und können in den verschiedenen Bundesländern zum Teil voneinander abweichen

Les périodes de chasse :

Luxembourg :

Règlement grand-ducal du 14 juillet 2005 concernant l'ouverture de la chasse

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;
Vu la loi modifiée du 19 mai 1885 sur la chasse;
Vu la loi modifiée du 20 juillet 1925 sur l'amodiation de la chasse et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier;
Vu la loi modifiée du 24 février 1928 concernant la protection des oiseaux;
Vu la loi modifiée du 24 août 1956 ayant pour objet de modifier et de compléter la législation sur la chasse;
Vu la loi du 18 juin 1962 portant approbation de la convention internationale pour la protection des oiseaux;
Vu la loi du 16 novembre 1971 portant approbation de la convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux;
Vu la loi du 30 août 1982 portant approbation du protocole du 20 juin 1977 modifiant la convention Benelux précitée;
Vu la loi du 2 avril 1993 modifiant et complétant la législation sur la chasse et complétant l'article 26 de la loi du 7 avril 1909 sur la réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts;
Vu l'avis du Conseil Supérieur de la Chasse;
Vu l'article 2 (1) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;
Sur le rapport de Notre ministre de l'Environnement et après délibération du gouvernement en Conseil;
Arrêtons:
Art. 1er. L'année cynégétique 2005/2006 commence le 1er août 2005 et finit le 31 juillet 2006. Les dates de début et de fin d'ouverture de la chasse figurant dans le présent règlement sont à considérer comme comprises dans les périodes en question. L'exercice de la chasse est autorisé pendant le jour et prohibé la nuit pendant la période comprise entre une heure après le coucher et une heure avant le lever du soleil.
Art. 2. L'emploi du chien est autorisé pendant toute l'année sous réserve des dispositions réglementaires concernant la lutte contre la rage. Le mode de chasse au chien courant est limité à la période du 15 octobre au 28 février. Pour la chasse au sanglier, en plaine, dans les seules cultures de maïs, cette période commence le 1er août; toutefois, les chasseurs peuvent être postés à l'intérieur de la forêt adjacente.
Art. 3. Dans l'intérêt de la sécurité, les participants aux battues, tant chasseurs que traqueurs, sont tenus de porter des vêtements de couleurs voyantes ou des dispositifs garantissant le même effet.
Art. 4. La chasse au gibier et aux oiseaux non spécialement désignés ci-après reste fermée pendant toute l'année.

Art. 5. La chasse est ouverte:
A. en plaine et dans les bois:
a) Grand gibier
1. au cerf portant des bois dont une ou les deux perches, ramifiées ou non, ne dépassent pas les oreilles, au cerf 6 cors irrégulier, au cerf 8 cors irrégulier, au cerf 10 cors, à l'exception du cerf 10 cors à double empaumure, au cerf 12 cors et plus, du 20 août au 14 octobre; seuls les modes de chasse „à l'approche et à l'affût" sont permis;
2. à la biche, au faon et au cerf portant des bois dont une ou les deux perches, ramifiées ou non, ne dépassent pas les oreilles, du 15 octobre au 15 décembre;
3. au faon du 16 décembre au 31 décembre; seuls les modes de chasse „à l'approche et à l'affût" sont permis;
4. au sanglier, pendant toute l'année;
5. Pendant la période du 1er août au 14 octobre et du 1er mars au 31 juillet, seuls les modes de chasse „à l'approche et à l'affût" sont permis pour la chasse au sanglier, sans préjudice des dispositions de l'article 2 ci-dessus concernant la chasse en battue dans les cultures de maïs;
6. au daim mâle, du 20 août au 15 décembre; pendant la période du 20 août au 14 octobre, seuls les modes de chasse „à l'approche et à l'affût" sont permis;
7. à la daine et au faon, du 15 octobre au 15 décembre;
8. au brocard, du 1er août au 10 août, du 15 octobre au 30 novembre, du 15 mai au 15 juin et du 25 juillet au 31 juillet; pendant les périodes du 1er août au 10 août, du 15 mai au 15 juin et du 25 juillet au 31 juillet, seuls les modes de chasse „à l'approche et à l'affût" sont permis;
9. à la chevrette et au chevrillard, du 15 octobre au 30 novembre;
10. au mouflon mâle, du 1er septembre au 31 janvier; pendant la période du 1er septembre au 14 octobre, seuls les modes de chasse „à l'approche et à l'affût" sont permis;
11. au mouflon femelle et à l'agneau, du 15 octobre au 31 janvier;
12. sur le territoire du canton d'Echternach au mouflon mâle et à l'agneau, pendant toute l'année;
13. sur le territoire du canton d'Echternach au mouflon femelle, du 1er août au 28 février et du 1er mai au 31 juillet.
b) Petit gibier et gibier d'eau
14. au lièvre, du 1er octobre au 15 décembre;
15. au coq de faisan, du 1er octobre au 31 décembre;
16. à la poule faisane, du 15 octobre au 30 novembre;
17. au canard colvert, du 10 septembre au 31 janvier;
18. à la bécasse, du 15 octobre au 30 novembre.
c) Autre gibier
19. au pigeon ramier, dans les bois, du 10 septembre au 31 janvier, et en plaine, du 1er août au 31 janvier;
20. à la corneille noire et au geai ordinaire, du 1er octobre au 31 janvier;
21. à la pie commune, du 1er août au 31 janvier;
22. à la fouine, du 15 octobre au 28 février;
23. au renard, du 1er août au 14 mars et du 15 mai au 31 juillet;
24. au lapin sauvage, du 1er août au 28 février et du 1er juin au 31 juillet.

B. dans les parcs à gibier non visés par l'article 21 de la loi du 20 juillet 1925:
Même temps d'ouverture que sub A. avec pour le grand gibier les modifications ci-après:

25. le mouflon, du 1er septembre au 31 janvier;
26. le daim, du 1er septembre au 28 février.

Art. 6. Le transport du cerf, du sanglier, du mouflon et du chevreuil n'est autorisé que si l'animal a conservé sa tête ainsi que le dispositif de marquage prévu par la loi. Toutefois, la tête peut être enlevée au centre de collecte ou à l'atelier de traitement après l'inspection sanitaire.

Art. 7. Tout tir de cerf mâle à l'exception du faon doit être signalé dans les 12 heures à l'administration des Eaux et Forêts, aux fins de contrôle.

Art. 8. Le présent règlement entrera en vigueur le 1er août 2005. Il sera publié et affiché dans toutes les communes du Grand-Duché.

Art. 9. Notre ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Palais de Luxembourg, le 14 juillet 2005

TABLEAU SYNOPTIQUE DE L'OUVERTURE DE LA CHASSE 2006 2007	
Chasse au chien courant 2)	14/10-28/02
Cerf 6, 8 et 10 cors *3)+4)	20/08-13/10 ; 04/12-15/12
Cerf 12 cors et plus 3)+4)	15/09-13/10
Cerf portant des bois 4)+5)	20/08-15/12
Biche, bichette et faon (cerf) 4)	14/10-15/12
Sanglier 6)	toute l'année
Mouflon mâle 7)	01/09-31/01
Mouflon femelle, agneau	14/10-31/01
Mouflon mâle et agneau (Canton d'Echternach)	toute l'année
Mouflon femelle (Canton d'Echternach)	01/08-28/02 ; 01/05-31/07
Daim mâle5)	20/08-15/12
Daine et faon	14/10-15/12
Brocard8)	10/08 ; 14/10-03/12 ; 15/05 -15/06 ; 25/07-
Chevrette et chevrillard	14/10-03/12
Lièvre	01/10-15/12
Coq de faisan	01/10-31/12
Poule faisane	14/10-03/12
Canard colvert	10/09-31/01
Bécasse	14/10-03/12
Renard	01/08-28/02 ; 15/05-31/07
Fouine	14/10-28/02
Lapin sauvage	01/08-28/02 ; 01/06-31/07
Pigeon ramier (dans les bois)	10/10-31/01
Pigeon ramier (en plaine)	01/08-31/01

Corneille noire, geai ordinaire	01/10-31/01
Pie commune	01/08-31/01

*) à l'exception du cerf 10 cors à double empaumure
**) dont une ou les deux perches, ramifiés ou non, ne dépassent pas les oreilles
1) L'exercice de la chasse est autorisé pendant le jour et prohibé pendant la nuit pendant
la période comprise entre une heure après le coucher et une heure avant le lever du soleil.
2) Pendant la période du 1er août au 13 octobre l'emploi du chien courant est autorisé
pour la chasse au sanglier, en plaine, dans les seules cultures de maïs.
3) Chasse à l'approche et à l'affût.
4) Tout tir de cerf mâle à l'exception du faon doit être signalé dans les 12 heures à l'administration des Eaux et Forêts au tél. 021 280 000, aux fins de contrôle.
5) Pendant la période du 20 août au 13 octobre, seuls les modes de chasse „à l'approche et à l'affût" sont permis.
6) Pendant la période du 1er août au 13 octobre et du 1er mars au 31 juillet, seuls les
modes de chasse „à l'approche et à l'affût" sont permis pour la chasse au sanglier, sans préjudice du point 2).
7) Pendant la période du 1er septembre au 13 octobre, seuls les modes „à l'approche
et à l'affût" sont permis.
8) Du 1er août au 10 août, du 15 mai au 15 juin et du 25 juillet au 31 juillet, seuls les modes de chasse „à l'approche et à l'affût" sont permis.

Pays-Bas :

La loi du 1er avril 2002 conc. la protection de la nature règle la chasse aux Pays-Bas. En effet elle limite à six le nombre d'espèces susceptibles d'être chassées : le lièvre, le faisan, la perdrix, le colvert, le lapin et la pigeon ramier. Les périodes exactes sont fixées chaque année par le ministère de l'agriculture et varient avec les espèces. (en principe du 16 août au 31 janvier)
Il n'y a pas de calendrier pour le gros gibier, qui nécessite un permis spécial des autorités provinciales.
Interdiction de chasser le dimanche, certains jours fériés et avant le lever et après le coucher du soleil.

Belgique :

Le gouvernement fixe, après avis du Conseil puis concertation avec les autres Gouvernement régionaux et les Gouvernements de Etats du Benelux, pour une période de 5 ans, pour l'ensemble ou partie de ses territoires, pour chaque catégorie, espèce, type ou sexe de gibier et pour chaque mode et procédé de chasse, des dates d'ouvertures, de la clôture ou de la suspension de la chasse.
Les arrêtés relatifs à l'ouverture et la fermeture de la chasse sont publiés 30 jours au moins avant la date des époques fixées.
La chasse est interdite du coucher du soleil jusqu'au lever officiel du soleil.

Espèce	Saison de chasse	
	Région wallonne flamande	**Région**
Cerf (*) - biche et faon	01/10-31/12 (à l'approche, à l'affût, en battue) 01/10-31/12 (à l'approche, à l'affût, en battue)	01/10-31/12
Brocard chevrette et faon	01/08-30/11 (à l'approche et à l'affût) 01/10-30/11 (en battue) 01/10-30/11 (à l'approche, à l'affût, en battue)	15/05-15/09 (à l'approche et à l'affût) 15/01-15/03 (à l'approche et à l'affût)
Daim	01/10-31/12	01/10-31/12
Mouflon	01/10-31/12	01/10-31/12
Sanglier	01/05-30/09 (à l'approche et à l'affût) 01/10-31/12 (à l'approche, à l'affût, en battue)	01/10-31/12
Perdrix	01/09-30/11	15/09-15/11
Lièvre	15/10-31/12	15/10-31/12
Faisan -poule	15/10-31/01 15/10-31/12	15/10-15/01
Bécasse	15/10-31/12 15/10-15/11 (à l'affût)	Interdit
Canard colvert Canard siffleur Sarcelle d'hiver Foulque macroule Oie cendrée Bernache du Canada	15/08-31/01 15/10-31/01 15/10-31/01 15/10-31/01 - -	01/09-15/01 15/10-31/01 - 15/10-31/01 15/08-30/09 15/10-31/01
Lapin	01/09-28/02	15/09-15/01
Pigeon ramier	15/09-28/02	15/09-15/01
Renard	toute l'année	01/09-15/01
Chat haret	toute l'année	toute l'année

* Plan de tir légal : en Région flamande, tout grand gibier est soumis à un plan de tir légal et ne peut être chassé qu'à l'approche et à l'affût.

France :

Arrêté préfectoral du 7 juillet 2006, affiché dans toutes les mairies.

Campagne 2006-2007

Ouverture générale :

DIMANCHE 24 SEPTEMBRE 2006 à 8 heures.

Fermeture générale :

MERCREDI 28 FEVRIER 2007 au soir.

Chasse au vol : du 25 septembre 2006 au 28 février 2007.

Chasse à courre à cor et à cri : du 15 septembre 2006 au 31 mars 2007.

Vénerie sous terre : du 15 septembre 2006 au 15 janvier 2007.

Grand gibier

SANGLIER :
du 01/06/06 au 23/09/06 : en tir individuel sur autorisation préfectorale.
du 15/08/06 au 23/09/06 : en battue en plaine et dans les massifs boisés isolés de moins de 50 ha (2 jours/semaine déclarés en Mairie 24 heures à l'avance).
du 24/09/06 au 28/02/07 : en tir individuel et en battue*.

CHEVREUIL :
du 01/06/06 au 23/09/06 : brocard en tir individuel et sur autorisation préfectorale.
du 24/09/06 au 28/02/07 : en tir individuel et en battue*.

CERF élaphe mâle :
du 01/09/06 au 23/09/06 : en tir individuel et sur autorisation préfectorale.
du 24/09/06 au 07/10/06 : en tir individuel uniquement.
du 08/10/06 au 28/02/07 : en tir individuel et en battue*.

BICHE et FAON :
du 24/09/06 au 27/10/06 : en tir individuel uniquement.
du 28/10/06 au 28/02/07 : en tir individuel et en battue*.

* Les battues sont à déclarer en mairie 8 jours à l'avance.

La chasse individuelle est possible depuis 1 heure avant le lever du soleil et jusqu'à 1 heure après le coucher du soleil.

Petit gibier

LIEVRE :
- du 22/10/06 au 29/10/06
- du 22/10/05 au 19/11/06 : sur les communes en plan de chasse

- chasse fermée sur certaines communes*

* Afin de favoriser leur protection et leur repeuplement, la chasse du LIEVRE est interdite sur les communes de :

Arnaville, Azelot, Azerailles, Baccarat, Badonviller, Bayonville-sur-Mad, Benaménil, Bertrichamps, Buriville, Brouville, Fenneviller, Gelacourt, Hablainville, Ludres (partie située au sud-est du canal de jonction de la Moselle à la Meurthe), Merviller, Neufmaisons, Ogéviller, Onville, Pagny-sur-Moselle, Pettonville, Pexonne, Prény, Reclonville, Reherrey, Rembercourt-sur-Mad, Sainte-Pôle, Vacqueville, Vandelainville, Vaxainville, Veney, Villecey-sur-Mad, Waville.

PERDRIX :
- du 24/09/06 au 29/10/06
- chasse fermée sur certaines communes*
- tir interdit au poste, soit à l'agrainée, soit à proximité d'abreuvoirs

* Afin de favoriser leur protection et leur repeuplement, la chasse de la PERDRIX GRISE est interdite sur les communes de :

Arnaville, Bayonville-sur-Mad, Bouillonville, Charey, Charmes-la-Côte, Cholloy-Ménillot, Dampvitoux, Domgermain, Dommartin-la-Chaussée, Ecrouves (partie au sud du canal de la Marne au Rhin), Essey-et-Maizerais, Euvezin, Gye (partie à l'ouest de l'autoroute A31), Jaulny, Mont-le-Vignoble, Onville, Pagny-sur-Moselle, Pannes, Prény, Rembercourt-sur-Mad, Saint-Baussant, Saint-Julien-les-Gorze, Thiaucourt-Régneville, Toul (partie au sud du canal de la Marne au Rhin), Vandelainville, Villecey-sur-Mad, Waville, Xammes.

FAISAN :
- du 24/09/06 au 01/01/07
- chasse fermée sur certaines communes*
- tir interdit au poste, soit à l'agrainée, soit à proximité d'abreuvoirs

* Afin de favoriser leur protection et leur repeuplement, la chasse du FAISAN est interdite sur les communes de :

Ancerviller, Arnaville, Baccarat, Badonviller, Bayonville-sur-Mad, Bouillonville, Bertrichamps, Charey, Charmes-la-Côte, Cholloy-Ménillot, Dampvitoux, Domèvre sur Vezouze, Domgermain, Dommartin-la-Chaussée, Ecrouves (partie au sud du canal de la Marne au Rhin), Essey-et-Maizerais, Euvezin, Fenneviller, Gye (partie à l'ouest de l'autoroute A31), Halloville, Jaulny, Merviller, Migneville, Mont-le-Vignoble, Montigny, Montreux, Neufmaisons, Neuviller les Badonviller, Nonhigny, Onville, Pagny-sur-Moselle, Pannes, Pexonne, Prény, Rembercourt-sur-Mad, Saint-Baussant, Saint-Julien-les-Gorze, Saint-Maurice aux Forges, Sainte-pôle, Thiaucourt-Régneville, Toul (partie au sud du canal de la Marne au Rhin), Vacqueville, Vandelainville, Veney, Villecey-sur-Mad, Waville, Xammes.

LAPIN de GARENNE :
- du 24/09/06 au 01/01/07

GELINOTTE et TETRAS :
- chasse interdite sur tout le département.

Gibier prédateur

RENARD :
- du 01/06/06 au 23/09/06 : en tir individuel *
- du 15/08/06 au 23/09/06 : en battue (plaine et bois isolé de moins de 50ha) *
- du 24/09/06 au 28/02/07 : en tir individuel et en battue

* Sous condition d'être autorisé à chasser le brocard ou le sanglier en tir d'été.

BLAIREAU, PUTOIS, BELETTE, HERMINE, MARTRE, FOUINE :
- du 24/09/06 au 15/01/07

CORNEILLE NOIRE, CORBEAUX FREUX, PIE, GEAI, ETOURNEAUX :
- du 24/09/06 au 28/02/07

Arrêté ministériel du 24 mars 2006 : ouvertures du gibier de passage et du gibier d'eau

Gibier de passage

CAILLE des BLES :
- samedi 26 août 2006 au chien d'arrêt uniquement
- dimanche 24 septembre 2006

TOURTERELLE des BOIS :
- samedi 26 août 2006 uniquement à poste fixe matérialisé et à plus de 300m des bâtiments
- dimanche 24 septembre 2006

TOURTERELLE TURQUE,
PIGEONS RAMIER, BISET et COLOMBIN :
- dimanche 24 septembre 2006

Le pigeon voyageur n'est pas un gibier, il est protégé par la loi.

BECASSE des BOIS :
- dimanche 24 septembre 2006

Le tir de la bécasse à la passée et à la croûle est interdit.

ALOUETTE des CHAMPS :
- dimanche 24 septembre 2006

L'utilisation du miroir à alouette est autorisé à la condition qu'il soit dépourvu de facettes réfléchissantes.

MERLE NOIR, GRIVES DRAINE, LITORNE, MAUVIS et MUSICIENNE :

- dimanche 24 septembre 2006

Gibier d'eau

OIES, CANARDS de SURFACE, CANARDS PLONGEURS, POULE d'EAU, FOULQUE, RALE d'EAU, BARGES, BECASSINES, CHEVALIERS, COURLIS, PLUVIERS, VANNEAU HUPPE et HUITRIER PIE.

Ouverture anticipée :
- samedi 26 août 2006 à 6 heures (sauf exceptions, consulter l'arrêté)

A l'ouverture anticipée, les espèces de gibier d'eau ne peuvent être chassées que :
- en zone de chasse maritime ;
- dans les marais non asséchés ;
- sur les fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et nappes d'eau ; la recherche et le tir de ces gibiers ne sont autorisés qu'à distance maximale de trente mètres de la nappe d'eau sous réserve de disposer du droit de chasse sur celle-ci. (Article L424-6 du code de l'environnement, Loi nº 2005-157 du 23 février 2005)

Ouverture générale :
- dimanche 24 septembre 2006 (sauf exceptions, consulter l'arrêté)

La chasse du gibier d'eau est possible à partir de 2 heures avant le lever du soleil et jusque 2 heures après le coucher du soleil.

Suisse :

Les cantons arrêtent les périodes d'ouverture et de fermeture de la chasse, son organisation et sa réglementation, en tenant principalement compte:

- des conditions locales
- des exigences de l'agriculture et de la protection de la nature

- de la régénération naturelle des forêts par des essences en station
- d'une protection suffisante des mammifères et des oiseaux sauvages contre les dérangements
- de la protection des jeunes animaux et de leurs mères en période de chasse, ainsi que celle des oiseaux adultes pendant la couvaison

Espèce[1)]	Saison de chasse[1)]	Tendance de la population	Population estimée au printemps	Tableau de chasse annuel moyen
Cerf	01.08 - 31.01	=	21’000	6’000
Chamois	01.08 - 31.12	/	97’000	18’000
Chevreuil	01.05 - 31.01	=	120’000	40’000
Sanglier	01.07 - 31.01	/	.	2’000
Bouquetin[2)]	01.09 - 30.11	/	15’000	1’500
Lièvre brun	01.10 - 31.12	\	.	4’000
Lièvre variable	01.10 - 31.12	=	.	1’500
Marmotte	01.09 - 15.10	=	.	5’000
Renard	16.06 - 28.02	/	.	40’000
Canards	01.09 - 31.01	=	.	12’000
Pigeon ramier	01.08 - 15.02	\	.	2’000
Bécasse des bois	16.09 - 14.12	=	.	1’200

[1)] Les cantons prolongent sensiblement les périodes de protection et/ou protègent totalement certaines espèces.

Le chien viverrin, le raton laveur, le chat haret, la corneille noire, la pie, le geai des chênes et le pigeon peuvent être chassés toute l’année.

Allemagne :

Rehwild	
Bock	01.05. bis 15.10
Geiß	01.09. bis 31.01
Schmalreh	01.05. bis 31.01.
Kitz	01.09. bis 31.01.
Schwarzwild	
Keiler	16.06. bis 31.01.
Bachen	16.06. bis 31.01.
Überläufer	Ganzjährig
Frischlinge	Ganzjährig
Rotwild	
Hirsche	01.08. bis 31.01.
Alttiere	01.08. bis 31.08.
Schmalspießer	01.06. bis 31.01.
Schmaltiere	01.06. bis 31.01.
Kälber	01.08. bis 31.01.
Dammwild	
Hirsche	01.09. bis 31.01.
Alttiere	01.09. bis 31.01.
Schmalspießer	01.07. bis 31.01.
Schmaltiere	01.07. bis 31.01.
Kälber	01.09. bis 31.01
Sikawild	
Hirsche	01.09. bis 31.01.
Alttiere	01.09. bis 31.01.
Schmalspießer	01.07. bis 31.01.
Schmaltiere	01.07. bis 31.01.
Kälber	01.09. bis 31.01.
Gamswild	01.08. bis 15.12.
Muffelwild	01.08. bis 31.01.
Feldhasen	01.10. bis 31.12
Kaninchen	Ganzjährig
Fuchs	Ganzjährig
Dachs	01.08. bis 31.10.
Steinmarder	16.10. bis 28.02.
Baummarder	16.10. bis 28.02.
Iltisse	01.08. bis 28.02.
Hermeline	01.08. bis 28.02
Mauswiesel	01.08. bis 28.02
Waschbär	Ganzjährig
Marderhund	Ganzjährig
Sumpfbiber	Ganzjährig
Mink	Ganzjährig

Autriche :

Schalenwild

Rehwild Jagdzeit: 16.Mai bis 15.Oktober

Rotwild Jagdzeit: 01.August bis 15.Jänner

Gamswild Jagdzeit: 01.Juli bis 31.Dezember

Schwarzwild Jagdzeit: 01.Jänner bis 31.Dezember

Muffelwild Jagdzeit: 01.Juni bis 31.Jänner

Steinwild Jagdzeit: 15.September bis 31.Dezember

Sikawild Jagdzeit: 01.September bis 31.Jänner

Damwild Jagdzeit: 15.September bis 31.Jänner

Rauhfußhühner

Auerwild Jagdzeit: 01.Mai bis 31.Mai

Birkwild Jagdzeit: 01.Mai bis 31.Mai

Haselwild Jagdzeit: 15.September bis 15.Oktober

Sonstiges

Murmeltiere Jagdzeit: 01.August bis 01.Oktober

Diese Jagdzeiten sind für Jagd auf freier Wildbahn und können in den verschiedenen Bundesländern zum Teil voneinander abweichen

Tage der Jagdruhe:

Karfreitag
Ostersonntag
Pfingstsonntag
Allerheiligen, 1.11.
Allerseelen, 2.11. - gebietsweise jagen erlaubt
Heiliger Abend, 24.12. - gebietsweise jagen erlaubt
Christtag, 25.12.
Neujahrstag, 1.1. - gebietsweise jagen erlaubt

Gebietsweise sehr unterschiedliche Regelungen

Jagdzeiten in Niederösterreich

Alpendohle	ganzjährig geschont
Alpenhase	ganzjährig geschont
Auerhahn	
Adler	ganzjährig geschont
Auerhenne	ganzjährig geschont
Bär	ganzjährig geschont
Birkhahn	1.5. - 31.5. in ungeraden Jahren
Birkhenne	ganzjährig geschont
Bläßhuhn	1.8. - 28.2.
Bussarde:	
Mäusebussard	ganzjährig geschont
Rauhfußbussard	ganzjährig geschont
Dachs	16.6. - 31.1.
Damwild	1.9. - 15.1.
Dohle	ganzjährig geschont
Eichelhäher	1.8. - 15.3.
Elch	ganzjährig geschont
Elster	1.8. - 15.3.
Eulen	ganzjährig geschont
Falken	ganzjährig geschont
Fasane	1.10. - 31.12.
Feldhase	1.10. - 31.12.
Fischotter	ganzjährig geschont
Fuchs	1.1. - 31.12.
Gamswild:	
Bock (I, II, III)	1.7. - 31.12.
Gais (III)	1.7. - 31.12
sonstige Gaisen & Kitze	1.8. - 31.12
Geier	ganzjährig geschont
Graureiher	ganzjährig geschont
Habicht	ganzjährig geschont
Haselhahn	1.9. - 31.10.
Haselhenne	ganzjährig geschont
Iltis	1.1. - 31.12.
Kolkrabe	ganzjährig geschont
Kormoran	ganzjährig geschont
Krammetsvogel	ganzjährig geschont
Luchs	ganzjährig geschont
Marder:	
Edelmarder	1.11. - 28.2.

Steinmarder	1.1. - 31.12.
Marderhund	1.1. - 31.12.
Milane	ganzjährig geschont
Muffelwild	1.6. - 31.12.
Murmeltier	ganzjährig geschont
Nebelkrähe	1.7. - 31.3.
Rabenkrähe	1.7. - 31.3.
Rackelhahn	1.5. - 31.5. und 1.10. - 28.3.
Rackelhenne	ganzjährig geschont
Rebhuhn	16.9. - 30.9.und 16.11. - 30.11.
Rehwild:	
Alterer Bock	1.6. - 15.10.
Jahrlingsbock	1.5. - 15.10.
Schmalgais	1.5. - 31.5. und 16.8. - 31.12.
sonstige Gaisen & Kitze	16. 8. - 31.12.
Rotwild:	
Hirsch (I, II, III)	1.8. - 31.12.
Schmalspießer	1.6. - 31.12.
Schmaltier	1.6. - 31.12.
sonstige Tiere	1.8. - 31.12.
Kalb	1.8. - 31.12.
Saatkrähe	ganzjährig geschont
Schneehuhn	ganzjährig geschont
Schwäne	ganzjährig geschont
Sikawild:	
Hirsch	1.9. - 15.1.
Tier	1.8. - 15.1.
Kalb	1.8. - 15.1.
Sperber	ganzjährig geschont
Steinhuhn	ganzjährig geschont
Steinwild	ganzjährig geschont
Tannenhäher	ganzjährig geschont
Taucher, alle	ganzjährig geschont
Trapphahn	ganzjährig geschont
Trapphenne	ganzjährig geschont
Wachtel	ganzjährig geschont
Waldschnepfe	1.3. - 15.4. und 11.9. - 31.12
Waschbär	1.1. - 31.12.
Weihen	ganzjährig geschont
Wiesel	1.1. - 31.12.
Wildenten:	
Stockente	1.9. - 31.12.
Krick-, Knäk-, Pfeif-, Schnatter-, Spieß-,	1.10. - 31.12.

Löffel-, Tafel-, Reiher-, und Schellente	
Wildgänse:	
Grau- und Saatgans	1.8. - 31.1.
Wildkaninchen	1.1. - 31.12.
Wildkatze	ganzjährig geschont
Wildschweine:	
Keiler	1.1. - 31.12.
führende Bache	16.7. - 15.2.
sonstige Bache	1.1. - 31.12.
Frischlinge	1.1. - 31.12.
Wildtauben:	
Hohltaube	ganzjährig geschont
Ringeltaube	1.9. - 31.1.
Türkentaube	15.9. - 31.1.
Turteltaube	15.9. - 31.1.
Wildtruthahn	ganzjährig geschont
Wildtruthenne	ganzjährig geschont
Wolf	ganzjährig geschont

La question de la fonction régulatrice de la chasse :

En ce qui concerne la fonction régulatrice de la chasse, le document 10337 de la Commission de l'environnement, de l'agriculture et des questions territoriales du Conseil de l'Europe du 18.10.2004 analyse clairement les fonctions et objectifs de la chasse en Europe. Ce document est annexé à la présente étude en guise document de conclusion.

Quelques pays ont énuméré leurs objectifs particuliers qui sont repris par la suite.

Pays-Bas :

Ab April 2002 ist die Jagd in Holland weitgehend abgeschafft. Hintergrund: In den Niederlanden wurde 1998 das »Flora- und Faunawet« verabschiedet, ein neues Naturschutzgesetz, das die meisten Tierarten ganzjährig unter Schutz stellt. Wildschweine, Füchse, Marder, nahezu alle Vogelarten und auch Rehe und Hirsche dürfen mit dem Inkrafttreten der neuen Gesetzgebung ab April 2002 nicht mehr gejagt werden. Selbst das in die Kritik von Tierschützern geratene niederländische Königshaus will künftig auf Treibjagden verzichten.

Die Naturschützer von »Faunabescherming« begannen schon 1976 mit der Gründung einer Stiftung und der Herausgabe einer Zeitschrift, die vier- mal im Jahr erscheint. Bereits 1977 wurde die parlamentarische Initiative ins Leben gerufen um die Gesetze und Regelungen für den Schutz von Pflanzen und Tieren klarer zu gestalten.

Am 25. Mai 1998 wurde das neue Flora- und Faunagesetz angenommen. Zunächst sollten die allgemeinen Regeln in dem Gesetz noch ausgearbeitet werden. Das Flora- und Faunagesetz ist nämlich ein »Rahmengesetz«. Das bedeutet, dass in dem Gesetz nur die Hauptlinien der Regeln stehen. Inzwischen sind die einzelnen Regelungen ausgearbeitet, so dass das neue Gesetz am 1. April 2002 in Kraft tritt.

ZIEL DES NEUEN GESETZES

Das Ziel des Flora- und Faunagesetzes ist der Erhalt der Pflanzen- und Tierarten, die wild vorkommen. Ein zweites Ziel des Gesetzes ist, daß alle wild vorkommenden Pflanzen und Tiere grundsätzlich in Ruhe gelassen werden, nicht nur die seltenen Arten.

Welche Pflanzen- und Tierarten geschützt werden sollen, steht im Gesetz. Der Schutz erfolgt auf drei Weisen:

* Erstens durch das Verbot von Handlungen, welche die Erhaltung von wild lebenden Pflanzen und Tieren unmittelbar in Gefahr bringen könnten.

* Zweitens - und das ist neu - können kleine Objekte oder Gelände in Holland, die für das Weiterbestehen einer bestimmten Tierart von großer Bedeutung sind, als geschütztes Gebiet ausgewiesen werden.

* Und drittens können bedrohte Tierarten auf der Roten Liste aufgenommen werden. Das verpflichtet die Behörden spezielle Schutzmaßnahmen für diese Arten zu treffen.

Die Behörde sorgt für Lebensraum durch die Zuweisung von geschützten Naturschutzgebieten, nationale Parks und Naturmonumente oder durch die Bereitstellung von Vogelschutzzonen. In diesen Gebieten ist die Jagd meistens vollständig verboten.

GESCHÜTZTE TIERARTEN

Nach dem neuen Flora- und Faunagesetz sind folgende Pflanzen-und Tierarten geschützt und dürfen nicht gejagt werden:

* alle Säugetiere, die von Natur aus in Holland wild vorkommen, mit Ausnahme von der braunen Ratte, der schwarzen Ratte und der Hausmaus

* alle Vogelarten, die von Natur aus in dem Gebiet der Mitgliedstaaten der EU wild vorkommen

* alle Amphibien und Reptilien, die von Natur aus in Holland wild vorkommen

* Fische, Krusten- und Muscheltiere, soweit sie nicht unter das Fischereigesetz fallen

* bestimmte ausgewiesene Insekten (z.B. Schmetterlinge, Libellen und Ameisen).

EIN NEUES
VERHÄLTNIS ZU DEN TIEREN

Die bahnbrechende Leistung des Flora- und Faunagesetzes ist das neue Verhältnis zu den Tieren. Bisher wurden auch in der niederländischen Gesetzgebung die Tiere immer ausschließlich vom Standpunkt des Menschen aus betrachtet: Sie waren nützlich oder schön oder schädlich. Jetzt werden Tiere auch geschützt, weil ihre Existenz an sich wertvoll ist.

Die Betonung des Eigenwerts der Tiere stellt im Vergleich zur antiquierten Gesetzeslage in Deutschland einen Meilenstein dar und sollte Vorbildwirkung für die anderen europäischen Länder haben.

SORGEPFLICHT

Von dieser Idee aus ist auch die Sorgepflichtbestimmung entstanden. In dieser Bestimmung steht: »Jeder trägt genügend Sorge für die wild lebenden Tiere und Pflanzen, sowie für ihre unmittelbare Lebensumgebung.« Das gilt für jeden

Bürger und für alle holländischen Tierarten.

JAGD

Das Flora- und Faunagesetz erlaubt die Jagd nur noch auf sechs wilde Tierarten: den Hasen, den Fasan, das Rebhuhn, die Stockente, das Kaninchen und die Ringeltaube, wobei das Rebhuhn z.Zt. nicht gejagt werden darf, da es auf der Roten Liste steht. Dass die Bejagung dieser Tiere noch gesetzlich erlaubt ist, bedeutet jedoch nicht, dass das ganze Jahr hindurch Jagd auf sie gemacht werden darf. Pro Tierart ist im einzelnen festgelegt, wann sie gejagt werden darf. Die Jagd wird jedoch nie eröffnet in Naturparks und in Vogelschutzzonen, die vom Ministerium von LNV (Landwirtschaft, Naturverwaltung und Fischerei) zugewiesen sind.

Als Zugeständnis an Stimmen, die größere Schäden in der Landwirtschaft befürchteten im Falle einer zu starken Vermehrung von Tierbeständen, wurde in das neue Gesetz auch eine Ausnahmeregelung aufgenommen: Unter besonderen Umständen (wie z.B. schweren landwirtschaftlichen Schäden) dürfen Tiere, die zu den geschützten Tierarten gehören, getötet oder gefangen werden. Für diesen Fall muss die Provinz vorher eine Aufhebung der Polizeiverordnung erteilen. Dafür gibt es drei Bedingungen: Erstens darf es keine andere Lösung geben - d.h alle anderen Lösungen müssen ausgeschöpft sein -, zweitens darf die Tierart nicht vom Aussterben bedroht sein und drittens muss es sich um beträchtliche Schäden an Gewächsen oder Vieh handeln.

France :

La loi chasse du 26 Juillet 2000, modifiant le Code de l'environnement (art. L.420-1, L.421-5 et L.421-7) et le Code rural (art. L.112-1), confie à chaque Fédération Départementale des Chasseurs le soin d'élaborer son propre Schéma Départemental de Gestion Cynégétique -S.D.G.C.

Contexte réglementaire

Art. L. 420-1 La gestion durable du patrimoine faunique et de ses habitats est d'intérêt général. La pratique de la chasse, activité à caractère environnemental, culturel, social et économique, participe à cette gestion et contribue à l'équilibre entre le gibier, les milieux et les activités humaines en assurant un véritable équilibre agro-sylvo-cynégétique.Le principe de prélèvement raisonnable sur les ressources naturelles renouvelables s'impose aux activités d'usage et d'exploitation de ces ressources. En contrepartie de prélèvements raisonnés sur les espèces dont la chasse est autorisée, les chasseurs doivent contribuer à la gestion équilibrée des écosystèmes. (Abrogé par L. n° 2003-698 du 30 juill. 2003) " la chasse s'exerce dans des conditions compatibles avec les usages non appropriatifs de la nature, dans le respect du droit de propriété. " - [C. rur., art L 220-1 ; L. n° 2000-698 du 26 juill. 2000].

Art. L. 421-5 (L n° 2003-698 du 30 juill. 2003) "Les associations dénommées fédérations départementales des chasseurs participent à la mise en valeur du patrimoine cynégétique départemental, à la protection et à la gestion de la faune sauvage ainsi que de ses habitats. Elles assurent la promotion et la défense de la chasse ainsi que dès intérêts de leurs adhérents…Elles élaborent, en association avec les propriétaires, les gestionnaires et les usagers des territoires concernés, un schéma départemental de gestion cynégétique; conformément aux dispositions de l'article L. 421-7…

Art. L. 421-7 I. - Conformément aux orientations régionales de gestion de la faune sauvage et d'amélioration de la qualité de ses habitats arrêtées par le préfet (L n° 2003-698 du 30 juill. 2003) "ou, lorsque la région a demandé à exercer cette compétence, par le président du conseil régional ", il est mis en place dans chaque département un schéma départemental de gestion cynégétique. Ce schéma est établi pour une période de cinq ans renouvelable. Il est élaboré par la fédération départementale des chasseurs en prenant en compte le document départemental de gestion de l'espace agricole et forestier mentionné à l'article L. 112-1 du code rural, et approuvé, après avis du conseil départemental de la chasse et de la faune sauvage, par le préfet, qui vérifie notamment sa conformité aux principes de l'article L. 420-1. Il peut être complété par des schémas locaux élaborés et approuvésselon la même procédure. Ces schémas sont mis en œuvre sous la responsabilité du préfet et encadrent les actions de la fédération départementale des chasseurs.

Art. L.112-1(Loin0 99-574 du 9 juillet 1999 art. 107 Journal Officiel du 10 juillet 1999)Il est établi dans chaque département un document de gestion de l'espace agricole et forestier qui, une fois approuvé par l'autorité administrative, est publié dans chaque commune du département. Ce document doit être consulté lors de l'élaboration des documents d'urbanisme et des schémas départementaux des carrières. Il aura, préalablement à sa publication et à sa diffusion, été transmis pour avis aux maires des communes concernées, aux chambres d'agriculture, aux centres régionaux de la propriété forestière, aux syndicats de propriétaires forestiers ainsi qu'aux syndicats agricoles représentatifs.

Ce document légal est validé à terme par Monsieur le Préfet pour une durée de six ans.
Le S.D.G.C. est un outil inédit pour la chasse. Il s'insère dans une politique départementale de gestion de la faune sauvage et de ses habitats.
Sur le principe simple selon lequel " l'analyse de la situation actuelle permet de définir les priorités de demain ", l'état des lieux qui sera fait permettra de définir les grands axes de travail en matière de :

Espèces : suivi, gestion, fixation des prélèvements maximum autorisés, régulation des prédateurs, contrôle des lâchers de gibier, recherche au sang, agrainage…

Habitats : aménagements faunistiques, sites pilotes…

Sécurité des chasseurs et des non-chasseurs par le biais de l'information et de la formation continue.

Communication " interne " mais aussi auprès du grand public.

Le but ultime de ce S.D.G.C. est d'assurer et de pérenniser un véritable équilibre agro-sylvo-cynégétique, c'est à dire un équilibre entre le milieu, les gibiers et les activités humaines mais aussi développer une chasse durable, pour les générations futures.
Dans un souci de cohérence et en conformité avec l'esprit de la FDC 66, une large concertation sera établie avec les différents partenaires.

La FDC 66 se fixe aujourd'hui 3 grands objectifs :

1/ établir un S.D.G.C. coordonné, cohérent avec les ORGFH et équilibré pour pérenniser l'activité chasse dans sa durée, sa culture et ses traditions.

2/ mettre en place une politique départementale d'information et de communication pour vulgariser l'activité chasse dans ses pratiques et démontrer ses compétences dans la connaissance des espaces et des espèces. Valoriser l'engagement civique et citoyen en tant qu'acteur de l'environnement.

3/ accompagner l'adaptation de la chasse aux évolutions sociales, environnementales et humaines pour préparer les chasseurs a assumer leurs nouvelles responsabilités de gestionnaires du patrimoine naturel dans le respect de l'équilibre des écosystèmes mais aussi de renforcer les moyens d'appui et d'aide technique aux ACCA et AICA.

En résumé :

Savoir mettre en avant et valoriser le travail accompli.
Dégager les grands axes de travail pour les 6 ans à venir.
Garder le meilleur de ce qui est fait actuellement et
Chercher à améliorer encore et toujours la situation pour pérenniser la chasse .

Gestion actuelle

Petit gibier
Depuis la déprise agricole, le petit gibier s'est raréfié, les équilibres ayant changé.
Cependant, l'utilisation de carnets de prélèvements et la fixation de PMA ont permis d'enrayer cette évolution.
Un effort tout particulier sera fait par la FDC 66 pour la réimplantation et le développement du petit gibier. C'est une des priorités du SDGC.

Gibier d'eau
Le gibier d'eau dans le département est essentiellement représenté par le canard colvert présent sur tous les cours d'eau et étangs de la plaine à la montagne. Bonne reproduction de printemps, les oiseaux sont volants depuis la mi-juillet, effectifs importants.
La chasse est ouverte en ZCM à partir du 28 Août, à l'ouverture générale ou des vignes pour les autres territoires suivant les zones et décisions des ACCA.

Grand gibier
Le cas du grand gibier est différent, puisque ces espèces sont bien plus indépendantes, dans leur majorité, de l'activité agricole.

Le grand gibier se porte bien, les populations sont globalement en hausse.

Espèces et habitats

La notion d'habitat, proprement écologique, est souvent associée à la notion géographique de paysage. Lorsqu'on se place dans le domaine de la chasse, le terme de paysage cynégétique est très souvent utilisé dans des acceptions parfois différentes. Nous introduisons le terme de cynopaysage afin de préciser le sens de ces termes dans les cas qui nous occupent.

La superposition des limites administratives des communes, des ACCA et AICA, des GIC aux paysages cynégétiques, permettra un découpage en unités fonctionnelles de taille variable correspondant aux pays (prédominance de l'aspect sociologique ou socio-économique) et aux territoires de chasse (prédominance de l'activité chasse)

Ainsi, pour une espèce donnée, le cynopaysage permet de définir
- Un ou plusieurs habitats (niche écologique) suivant que les exigences écologiques de l'espèce sont étroites ou larges,
- La présence de l'espèce sur un ou plusieurs pays, au sens socio-économique,
- La pertinence d'une ou plusieurs unités de gestion, éventuellement de plusieurs secteurs de gestion au sein de la même unité.
Un cynopaysage, basé sur l'aire de répartition de l'espèce considérée, pourra recouvrir, totalement ou partiellement, l'aire d'un pays. Il pourra également recouvrir l'aire de plusieurs pays.

L'établissement de dossiers " espèce-habitat " comprenant des fiches " espèce-habitat " permet la saisie des données et leur utilisation comparative ultérieure pour un suivi dans le temps et dans l'espace.

Depuis un bon nombre d'années, la FDC a recours à des méthodes de dénombrement et de suivi qui lui ont permis de recueillir des données quantifiées et fiables, comparables à celles qu'utilise l'ONCFS.
Ces protocoles concernent aussi bien l'avifaune que les Mammifères.

Le Système d'Information Géographique (SIG) permet une représentation cartographique qualitative et quantitative des données ainsi recueillies.

Les données recueillies pour les grands gibiers permettent de présenter d'ores et déjà quelques résultats qualitatifs.

Communication

Comme le suggèrent les premiers résultats de l'enquête récente, les chasseurs attendent beaucoup d'un effort particulier de communication. L'ensemble des moyens d'information et de communication devra être exploité, plus particulièrement en direction des jeunes. Naturellement, la communication en direction du monde non chasseur deviendra indispensable.

Gestion des ressources cynégétiques

La gestion actuelle servira évidemment de base à une nouvelle gestion qui s'appuiera sur :
-la généralisation de l'utilisation des méthodes validées et fiables de dénombrement des espèces gibiers,
-le suivi des populations autorisé par ces méthodes,
-le maintien des habitats correspondants en proposant des actions spécifiques de réhabilitation ou d'entretien, dans le respect des réglementations de zonage administratif existant et en concertation, lorsque cela est nécessaire, avec les autres utilisateurs de l'espace rural,
-l'attention portée à l'état sanitaire des populations de gibiers et la participation aux actions de recherche en la matière,
-des actions visant à la minimisation des dégâts.

D'une bonne gestion découleront les conditions d'obtention d'un bon équilibre agro-sylvo-cynégétique.

(1)Orientations Régionales pour la Gestion de la Faune Sauvage, document administratif produit par la DIrection Régionale de l'ENvironnement et fournissant le schéma de gestion de toutes les espèces sauvages et de leurs habitats.
(2)Le Comité de pilotage, instance de la FDC 66, comprend les responsables et les administrateurs en charge du dossier.
(3)Le Comité technique de suivi comprend les responsables du Comité de pilotage auxquels s'ajoutent les personnes appartenant aux instances partenaires du projet enraison de leurs compétences reconnues.

Suisse :

Les objectifs de la **gestion cynégétique** sont:

- La conservation de la diversité des espèces et celle des biotopes des mammifères et oiseaux indigènes;
- La préservation des espèces animales menacées;
- La réduction à une proportion supportable des dégâts causés par la faune sauvage aux forêts et aux cultures;
- L’exploitation équilibrée par la chasse des populations de gibier.

Toutes les mesures de protection du gibier sont accompagnées d'articles de loi qui veillent, entre autres choses, à limiter les prélèvements abusifs. Pour en arriver là, on adapte un calendrier cynégétique qui donne un nombre limité de jours de chasse, en même temps qu'il offre au gibier un maxi-mum de chance pour sa défense.

La Suisse est un pays qui offre des biotopes de qualité, variés, situés à diverses altitudes et dans un environnement souvent magnifique. Au fil du temps, la démographie galopante a bétonné de grandes surfaces, repoussé la nature un peu partout en modifiant gravement la biodiversité. Toutes les espèces sensibles ont souffert de cette situation et certaines d'entre elles ont presque disparu. La perdrix en est un exemple type. Présente dans plusieurs plaines jusque dans les années 70,

son déclin a commencé dès l'arrivée de la monoculture et des remaniements parcellaires. La disparition des haies et des friches n'a pas permis aux jeunes poussins de voir le jour. L'utilisation des pesticides et des désherbants n'a fait qu'amplifier le processus de mortalité. Comme pour le faisan, mais en moins grande nécessité, l'arrêt des repeuplements a signé définitivement la disparition des perdrix. Genève est un cas éloquent, avec la suppression de la chasse et des repeuplements en 1974, les perdrix ont, dans un premier temps et en Champagne genevoise, augmenté leur effectif pour retomber à zéro trente ans plus tard. Dès lors, en Suisse romande, la chasse du petit gibier traditionnel de plaine s'est éteinte ces dernières années.

En résumé, la chasse du petit gibier, aux chiens d'arrêt principalement, ne s'exerce encore que sur le canard, le tétras-lyre et la bécasse. Les chasseurs ont dès lors axé leur activité sur le grand gibier, qui lui ne cesse d'augmenter partout. Il fait même l'objet d'une chasse « nécessaire » pour le maintien d'un équilibre correct des espèces et la protection des cultures en plaine comme en forêt. Les passionnés de chasse aux chiens d'arrêt sont presque devenus des spécialistes qui pratiquent la chasse sur des périodes très courtes, en montagne pour les coqs et en forêt pour la bécasse. Pour rassurer les ornithologues et les écologistes qui n'aiment pas la chasse, pour laisser aux politiques le sentiment de bien faire les choses, une réglementation draconienne accompagne le droit de chasser. Jusque-là, les chasseurs de petit gibier ont accepté toutes sortes de concessions pour garder jalousement le droit d'une chasse traditionnelle et culturelle de valeur. Ils se donnent en plus la peine de ne pas oublier un code d'éthique dans leurs actions

Allemagne :

Extrait du « Bundesjagdgesetz »

§ 23
Inhalt des Jagdschutzes

Der Jagdschutz umfaßt nach näherer Bestimmung durch die Länder den Schutz des Wildes insbesondere vor Wilderern, Futternot, Wildseuchen, vor wildernden Hunden und Katzen sowie die Sorge für die Einhaltung der zum Schutz des Wildes und der Jagd erlassenen Vorschriften.

Autriche :

La Hege (gestion du gibier) a pour objectif: · de maintenir des populations de gibier diversifiées et en bonne santé, en prenant en compte les intérêts des agriculteurs et des sylviculteurs. La chasse et la gestion du gibier doivent être pratiquées de manière à garantir la conservation des forêts et de leurs fonctions. La Hege est un droit, en même temps qu’une obligation.

L’indemnisation des dégâts occasionnés par le gibier ainsi que le financement de cette indemnisation :

Luxembourg :

L’article 45 de la loi budgétaire du 23 décembre 2005 prévoit un nouveau mode d’indemnisation des dégâts causés par le gibier, de sorte que les dommages causés aux récoltes par le sanglier, le cerf et le mouflon sont supportés de façon directe à 9/10 par le locataire de chasse. L’indemnisation déboursée est remboursée jusqu’au plafond de 4 euro par ha du territoire de chasse, par le fonds spécial alimenté par les droits supplémentaires perçus annuellement sur les permis de chasse (Wildschadensfonds

Suite à la modification de l'article 13 de la loi du 20 juillet 1925 sur l'amodiation de la chasse et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier, modification qui entrera en vigueur le 1er août 2006, le mode de financement relatif à l'indemnisation des dégâts causés par le gibier subira quelques modifications.
Nouvelles quotes-parts pour le financement et mode de remboursement des fonds avancés:
Alors que dans le passé et encore jusqu'au 31 juillet 2006 (la date de la déclaration faite par le propriétaire/locataire/usufruitier auprès du secrétaire du syndicat de chasse faisant foi), les dégâts causés par les espèces sanglier, cerf et mouflon ont été supportés par six dixièmes par le fonds spécial, par trois dixièmes par l'adjudicataire du droit de chasse et par un dixième par le syndicat de chasse afférent, cette répartition des quotes-parts à supporter par les différents acteurs sera modifiée à partir du 1er août 2006 de la façon suivante:
• Un dixième du dommage dûment constaté sera supporté par le syndicat de chasse sur les terres duquel les dégâts ont été commis. La part à supporter par le syndicat est prélevée sur le produit du droit d'adjudication de 15 % perçu annuellement sur le prix de location. Pour la part à supporter par le syndicat de chasse, il n'y a donc aucun changement par rapport à l'ancienne réglementation.
• Neuf dixièmes du dommage dûment constaté seront supportés par l'adjudicataire du droit de chasse du lot de chasse concerné et sont donc à payer par ce dernier au propriétaire terrien lésé.
Toutefois, à l'issue de l'année cynégétique, c. à d. pour la première fois le 1er août 2007, les sommes avancées par l'adjudicataire du droit de chasse pourront être remboursées par le fonds spécial ("Wildschadensfonds"), mais uniquement jusqu'à concurrence d'une somme ne pouvant dépasser le montant de quatre euros par hectare de la superficie du lot de chasse en question. La demande de remboursement, rédigée sur formule spéciale, sera adressée par l'adjudicataire du droit de chasse (locataire de chasse) au ministère de l'environnement à l'expiration de l'année cynégétique, c'est-à-dire après le 1er août de chaque année. A cet effet,

l'adjudicataire fera parvenir au ministère de l'environnement, en un seul envoi, la demande de remboursement avec les constats originaux relatifs à une année cynégétique et à un lot de chasse, ensemble avec une preuve de paiement.
Le formulaire relatif à la demande de remboursement sera envoyé dans les meilleurs délais et peut également être téléchargé à partir de notre site Internet :
www.emwelt.lu (rubrique : Guichet virtuel / chasse).
Formulaires concernant l'indemnisation des dégâts
Afin de tenir compte du nouveau mode de financement, de nouveaux formulaires concernant l'indemnisation des dégâts causés par le gibier (sanglier, cerf et mouflon) ont été élaborés. Ces formulaires sont à utiliser lors de la constatation des dégâts causés par le sanglier, le cerf et le mouflon, à partir du 1er août 2006, la date de déclaration des dégâts auprès du secrétaire du syndicat de chasse faisant foi. Les formulaires sont à établir par le collège des syndics respectivement le secrétaire du syndicat de chasse en cinq exemplaires. Deux exemplaires (dont l'original) sont à remettre à l'adjudicataire du droit de chasse et un exemplaire est destiné respectivement au syndicat de chasse, au propriétaire lésé et au représentant de l'Etat (préposé forestier).
Etant donné que le remboursement par le fonds spécial aux locataires de chasse se fera par lot de chasse, il y a lieu de veiller consciencieusement à ce que le numéro exact du lot de chasse sur lequel les dégâts ont été causés soit toujours indiqué sur le formulaire ad hoc. Tout formulaire ne peut d'ailleurs concerner qu'un seul lot de chasse, un lot étant délimité selon les limites officielles telles que décrites sur le contrat de bail de chasse et visualisées sur le plan au 20.000e établi par l'administration des eaux et forêts et annexé au contrat de bail.
Procédures et compétences:
La procédure en vue d'opérer la constatation des dégâts causés sur le terrain et de rechercher un arrangement à l'amiable entre les parties concernées ne change pas.
En particulier, les quatre parties suivantes devront être présentes ou représentées lors de l'estimation des dégâts causés: une majorité des membres du collège des syndics (au moins trois des cinq membres), le propriétaire/locataire /usufruitier lésé, l'adjudicataire du droit de chasse (locataire de chasse) et le représentant de l'Etat (chef du cantonnement forestier ou préposé forestier).
Dans cet ordre d'idées, je tiens à rappeler les compétences en matière de règlement des dommages causés par le gibier: Le collège syndical, chargé de gérer les affaires du syndicat, est compétent sur la totalité de son territoire, c. à d. sur tous les terrains contenus dans le district de chasse.
Par contre, la compétence de l'adjudicataire du droit de chasse (locataire de chasse) s'étend sur la totalité de son lot.

Pays-Bas :

Wenn Tiere Schaden verursachen, wird nicht automatisch Zustimmung gegeben, diese auch zu bekämpfen. So können Dachse - eine geschützte Art - großen Schaden bereiten an Gewächsen und Boden, indem sie von den Gewächsen essen und im Weideland nach Regenwürmern graben. In diesem Fall kann der Grundbenutzer, der Schaden hat, einen Schadensersatz beantragen beim Faunafonds. Pro Jahr werden ungefähr 10 Million Gulden (gut 4,5 Millionen Euro) an Schadenersatz bezahlt. Die Schadensersätze sollen dafür sorgen, dass Bauern die -

für sie schädlichen - Tiere auf ihrem Land leben lassen, so dass für diese Tiere ein Lebensgebiet sichergestellt ist.

Belgique :

Les dégâts causés par les lapins, gros gibier, sangliers sont pris en compte. Les titulaires du droit de chasse répondent du dommage causé aux champs, fruits et récoltes par les cervidés, chevreuils, daims, mouflons ou sangliers provenant des parcelles boisées sur lesquelles ils possèdent le droit de chasse (assurance obligatoire de la responsabilité civile)

France :

L'indemnisation des dégâts de gibier aux récoltes est régie par les articles L.426.1 à L.426.6 et R.226.1 à R.226.19 du code de l'Environnement.

Procédure

Les agriculteurs qui constatent des dégâts doivent avertir le Président de la Fédération départementale des chasseurs. Une déclaration de dégâts doit être déposée auprès de la Fédération départementale des chasseurs, sans délai s'il s'agit de dégâts sur semis ou d'une culture en cours de végétation, et dans tous les cas au plus tard dix jours au moins avant la date de récolte. Elle est suivie systématiquement d'une constatation des dommages par un estimateur désigné par le délégué, ou par un expert national.

Celui-ci constate l'état des lieux et des cultures, la cause des dommages, la nature et la provenance du gibier, la surface endommagée et le rendement réel de la culture. Il s'assure également que la victime n'a pas favorisé la venue du gibier sur son fonds.

Le Président de la Fédération départementale des chasseurs propose ensuite une indemnisation au réclamant, sur la base du rapport de l'estimateur. Un abattement légal de 5 % est appliqué à tous les dossiers. Cet abattement peut être porté à 80 %, c'est en particulier le cas lorsque le réclamant a favorisé la venue du gibier sur son fonds.
Une commission départementale paritaire examine les dossiers, si le Président de la Fédération départementale des chasseurs et le réclamant ne sont pas d'accord. Cette commission, présidée par le préfet ou son représentant, est composée de cinq représentants des intérêts cynégétiques et de six représentants des intérêts agricoles et forestiers. Elle est également chargée de dresser la liste des estimateurs, d'arrêter un barème de prix unitaires des denrées et des dates limites d'enlèvementdesrécoltes.

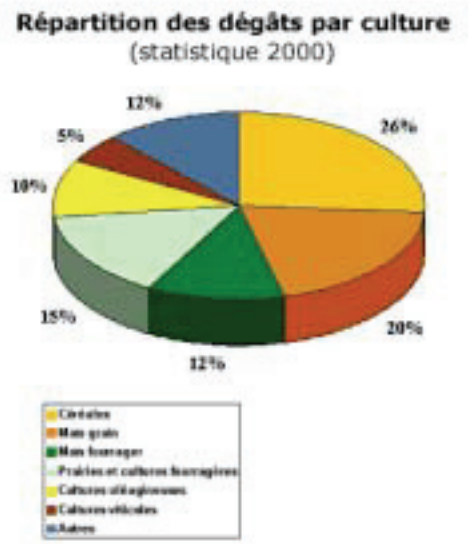
Il existe enfin une commission nationale d'appel, paritaire, présidée par une personne désignée par le ministre de l'environnement, composée de quatre

représentants des intérêts cynégétiques et de quatre représentants des intérêts agricoles et forestiers, du Directeur général de l'ONCFS et du Directeur général de l'ONF.
Elle examine tous les recours formulés par les représentants des intérêts cynégétiques, des intérêts agricoles ou les réclamants contre les décisions des commissions départementales.

Financement

Le compte d'indemnisation est un compte particulier individualisé dans le budget des Fédérations départementales des chasseurs et de la Fédération nationale des chasseurs. Il est divisé en comptes gérés par les Fédérations départementales et un compte géré par la Fédération nationale des chasseurs. Chaque compte départemental finance les indemnisations, les frais d'estimation et les frais de secrétariat. Pour cela, il reçoit le produit des taxes de plans de chasse du département et des participations éventuelles des chasseurs de grand gibier du département.

Le compte de la Fédération nationale est alimenté par les cotisations nationales grand gibier. Il est utilisé pour financer des actions de prévention des dégâts de grand gibier, les charges d'expertise et de formation des experts et des estimateurs, ainsi que des frais de personnels et les contentieux.



Suisse :

Les dommages causés par le gibier à la forêt, aux cultures et aux animaux domestiques sont indemnisés de façon appropriée.

Sont exceptés les dégâts contre lesquels il est possible de prendre des mesures en vue de les protéger du gibier.

Les cantons règlent l'indemnisation

C'est aux cantons qu'il appartient de régler les détails de la prévention et de l'indemnisation des dégâts. Les principes présentés ici se basent sur des expériences concrètes rassemblées par le groupe de travail «Sanglier et Agriculture» et sur un questionnaire envoyé en 2003 aux autorités cantonales par l'OFEFP concernant les pratiques de prévention et d'indemnisation en cours en Suisse. Ces principes doivent être considérés comme des recommandations pour la mise sur pied par les cantons d'une politique efficace en la matière.
INFORMATION DES AGRICULTEURS
Dès l'arrivée de sangliers dans une région, les agriculteurs doivent être informés des risques de dégâts, des procédures d'annonce, de constat et d'indemnisation, ainsi que des mesures cynégétiques prises. Cette information doit être transmise oralement par l'administration responsable de la chasse ou les sociétés de chasseurs, ainsi que par la vulgarisation agricole

DÉFINITION DE MESURES DE PRÉVENTION RAISONNABLES
Lors de l'élaboration des mesures de prévention, les milieux concernés, agricoles en particulier, doivent être consultés. Les mesures de prévention suivantes peuvent être recommandées en principe et devraient être considérées comme raisonnables:
• annonce aux milieux de la chasse de l'ensemencement d'une parcelle exposée
• communication immédiate des observations de sangliers;

• si possible respect d'une distance d'environ 20m entre la lisière forestière et les cultures hautes (maïs surtout) (la prairie naturelle ou artificielle située entre la lisière et la culture dissuade le passage des sangliers de la forêt dans les cultures et permet la chasse);
• acceptation des mesures cynégétiques sur sa propriété;
• participation aux mesures cynégétiques (par ex. préparation et mise en place de miradors, participation comme rabatteur, participation aux travaux de l'unité de gestion).
Le but des clôtures autour des cultures est d'empêcher de coûteux dégâts comme par exemple ceux faits dans les vignes. Il n'est pas raisonnable de clôturer lorsque le montant des dégâts prévisibles est inférieur aux coûts d'installation et d'entretien de la clôture.
Certains cantons encouragent la pose de clôtures et la soutiennent financièrement (voir ci-après).
Il faut cependant réaliser que la pose d'une clôture ne fait souvent que déplacer le problème, les sangliers gagnant la prochaine parcelle accessible. Une exploitation peut ainsi voir les dégâts diminuer, mais c'est en transmettant le problème aux voisins. Les dégâts totaux sur l'ensemble de la région n'auront pas diminué. La pose de clôtures devrait donc être prévue dans le cadre d'un concept régional réalisé en collaboration par les agriculteurs et les chasseurs.
La règle qui prévaut est qu'une mesure de prévention n'est raisonnable que si le coût des mesures appliquées est inférieur aux dégâts attendus!
Résultat de l'enquête auprès des cantons: mesures de prévention raisonnables La majorité des cantons ont défini, de manière plus ou moins précise, ce qu'ils estiment être des mesures de prévention raisonnables. Les mesures les plus fréquentes sont la pose de clôtures et l'utilisation de produits répulsifs.
La moitié des cantons ont prévu une possibilité de subvention pour la mise en place de ces mesures de prévention, en particulier pour l'achat de matériel pour clôtures. Certains cantons fixent des conditions détaillées pour le subventionnement. Par exemple, les clôtures ne sont subventionnées que dans certaines zones délimitées par le canton.
Les subventions consistent le plus souvent à rembourser tout ou partie du matériel ou à verser un montant forfaitaire. Dans le canton de Bâle-Campagne par exemple, le matériel et la pose d'une clôture font l'objet d'une aide financière forfaitaire, calculée sur un certain temps d'amortissement.
Le financement est assuré soit à 100% par le canton, soit à 50% par le canton et 50% à la charge de l'exploitant.
Le travail pour la pose et l'entretien des clôtures n'est en règle générale pas subventionné.
Cependant, certains cantons mettent parfois à disposition de la main d'oeuvre pour la mise en place de mesures.
CONSTATATION DES DÉGÂTS
La procédure de constatation des dégâts doit être aussi précise que possible, afin de prévenir les erreurs et les inégalités de traitement. Il faut régler au minimum:
• les dégâts et les types de surfaces donnant droit à des indemnités;
• les barèmes et les critères utilisés pour l'estimation des dégâts (par ex. une taxe sur la valeur ajoutée
ne doit jamais être payée pour une rémunération de dégâts);
• les conditions justifiant une réduction ou une suppression des indemnités;
• les personnes devant être sur place lors de l'estimation.

La liste ci-dessous donne une idée de la manière d'organiser l'estimation des dégâts et indique les points à prendre en considération:
• un dégât doit être annoncé immédiatement à l'organisme responsable. Les démarches au sein du canton ou de l'unité de gestion doivent être bien définies pour que la constatation puisse avoir lieu dans les délais adéquats;
• le dégât doit être constaté une première fois au plus vite après l'annonce;
• le constat et l'estimation du dégât s'effectuent sur place. Si l'estimation ne peut être effectuée de manière définitive (perte de rendement non encore évaluable, autres éléments manquants), la visite sera rapportée sommairement sur le formulaire de dégâts (date, participants, esquisse du dégât, autres mesures) et un nouveau rendez-vous sera fixé pour l'estimation;
• en cas de dégâts importants ou de dégâts techniquement/psychologiquement délicats à évaluer, un spécialiste neutre doit être appelé en consultation. Cet expert neutre évaluera les dégâts sur mandat du lésé et du garde-faune, respectivement de la société de chasse, et livrera une estimation neutre. Les deux parties devront alors trouver un terrain d'entente;
• toute estimation doit être effectuée en présence de l'agriculteur et du garde-chasse (canton à permis) ou d'un représentant de la chasse. Si l'un d'eux est absent, l'estimation risque d'être ensuite refusée;
• la base d'évaluation recommandée est celle des directives pour l'évaluation des dégâts aux cultures de l'Union suisse des paysans;
• outre la perte de production, les frais de remise en état des herbages et de réensemencement des cultures peuvent être indemnisés en tant que dégâts dus à la faune sauvage. Ces montants peuvent être calculés sur la base des coûts effectifs (tarifs de la FAT pour les machines, quittances pour achats de semences) ou forfaitairement;
• l'estimation est fixée par écrit et est signée par le représentant des chasseurs, l'agriculteur et éventuellement l'expert neutre. Le protocole concernera dans tous les cas l'ensemble des surfaces touchées dans une parcelle;
• les conséquences indirectes pour l'exploitation doivent également être prises en considération ;
• au cas où les parties ne peuvent pas se mettre d'accord sur le montant des dégâts, l'arbitrage prévu dans la plupart des cantons entre en application.

CONDITIONS POUR L'INDEMNISATION

Deux conditions doivent être remplies dans tous les cas (OChP, art. 13, al. 2) :
1.Il ne s'agit pas de bagatelles.
2.Les mesures de prévention raisonnables ont été prises.

Résultat de l'enquête auprès des cantons: indemnisation

• Financement de l'indemnisation

Selon l'enquête, la plupart des cantons prennent en charge la totalité des coûts d'indemnisation des dégâts. Dans quelques cantons cependant, les sociétés de chasse peuvent également être mises à contribution à hauteur de 20 à 50% selon les cas.

Le financement de l'indemnisation est en partie assuré par des taxes perçues sur les permis de chasse ou les baux pour les chasses affermées.

• Surfaces indemnisées

Les dégâts aux grandes cultures (maïs, blé, etc.), ainsi qu'aux vignobles font l'objet d'une indemnisation dans tous les cantons qui ont répondu à l'enquête. Par contre les dégâts causés aux herbages sur des surfaces consacrées exclusivement à la pâture, aux jardins privés, aux cultures horticoles et à certains terrains communaux (terrain de sport) ne sont pas toujours indemnisés.

• Dommages insignifiants
Dans le canton de Zürich, les prairies qui font l'objet de dégâts de plus en plus importants chaque année font l'objet d'une indemnisation forfaitaire basée sur un contrat, pour éviter qu'une constatation ne doive être réalisée chaque année. La plupart des cantons ont fixé un montant, appelé bagatelle, en dessous duquel les indemnités ne sont pas versées. Selon les cantons, ce montant varie entre 0 et 350 francs.
La suppression ou la réduction des indemnités est recommandée lorsque:
• des mesures de prévention raisonnables ont été refusées;
• l'organisme responsable, qui s'occupe de l'application et du contrôle des mesures de prévention, a été avisé tardivement des premiers dégâts, ce qui a entraîné leur aggravation;
• les dégâts ont seulement été annoncés au moment où une estimation précise n'est plus possible;
• des indications inexactes ont été transmises, des informations ont été cachées;
• des recommandations concernant la mise en place de mesures de prévention émises lors d'indemnisations précédentes n'ont pas été appliquées.
Résultat de l'enquête auprès des cantons: suppression ou réduction d'indemnités
Voici trois exemples de conditions dans lesquelles certains cantons ont prévu de réduire voire supprimer les indemnités:
• lorsque les surfaces endommagées sont situées à moins de 5 mètres de surfaces boisées;
• lorsqu'une autre cause de dégât s'ajoute aux déprédations du gibier;
• lorsque la perte de rendement des cultures, des prairies ou estivages est inférieure à un certain
pourcentage par rapport au rendement habituel ou induit seulement un surcroît de travail.

Allemagne :

Dédommagement par les syndicats avec participation des chasseurs au prorata de la superficie du territoire (cerfs, lapins et faisans).
Le propriétaire d'une chasse privée est individuellement responsable.

Extrait du « Bundesjagdgesetz »

Wild- und Jagdschaden

1. Wildschadensverhütung

§ 26
Fernhalten des Wildes

Der Jagdausübungsberechtigte sowie der Eigentümer oder Nutzungsberechtigte eines Grundstückes sind berechtigt, zur Verhütung von Wildschäden das Wild von den Grundstücken abzuhalten oder zu verscheuchen. Der Jagdausübungsberechtigte darf dabei das Grundstück nicht beschädigen, der

Eigentümer oder Nutzungsberechtigte darf das Wild weder gefährden noch verletzen.

§ 27
Verhinderung übermäßigen Wildschadens

(1) Die zuständige Behörde kann anordnen, daß der Jagdausübungsberechtigte unabhängig von den Schonzeiten innerhalb einer bestimmten Frist in bestimmtem Umfange den Wildbestand zu verringern hat, wenn dies mit Rücksicht auf das allgemeine Wohl, insbesondere auf die Interessen der Land-, Forst- und Fischereiwirtschaft und die Belange des Naturschutzes und der Landschaftspflege, notwendig ist.
(2) Kommt der Jagdausübungsberechtigte der Anordnung nicht nach, so kann die zuständige Behörde für dessen Rechnung den Wildbestand vermindern lassen. Das erlegte Wild ist gegen angemessenes Schußgeld dem Jagdausübungsberechtigten zu überlassen.

§ 28
Sonstige Beschränkungen in der Hege

(1) Schwarzwild darf nur in solchen Einfriedigungen gehegt werden, die ein Ausbrechen des Schwarzwildes verhüten. (2) Das Aussetzen von Schwarzwild und Wildkaninchen ist verboten.
(3) Das Aussetzen oder das Ansiedeln fremder Tiere in der freien Natur ist nur mit schriftlicher Genehmigung der zuständigen obersten Landesbehörde oder der von ihr bestimmten Stelle zulässig.
(4) Das Hegen oder Aussetzen weiterer Tierarten kann durch die Länder beschränkt oder verboten werden.
(5) Die Länder können die Fütterung von Wild untersagen oder von einer Genehmigung abhängig machen.

2. Wildschadensersatz

§ 29
Schadensersatzpflicht

(1) Wird ein Grundstück, das zu einem gemeinschaftlichen Jagdbezirk gehört oder einem gemeinschaftlichen Jagdbezirk angegliedert ist (§ 5 Abs. 1), durch Schalenwild, Wildkaninchen oder Fasanen beschädigt, so hat die Jagdgenossenschaft dem Geschädigten den Wildschaden zu ersetzen. Der aus der Genossenschaftskasse geleistete Ersatz ist von den einzelnen Jagdgenossen nach dem Verhältnis des Flächeninhalts ihrer beteiligten Grundstücke zu tragen. Hat der Jagdpächter den Ersatz des Wildschadens ganz oder teilweise übernommen, so trifft die Ersatzpflicht den Jagdpächter. Die Ersatzpflicht der Jagdgenossenschaft bleibt bestehen, soweit der Geschädigte Ersatz von dem Pächter nicht erlangen kann.
(2) Wildschaden an Grundstücken, die einem Eigenjagdbezirk angegliedert sind (§ 5 Abs. 1), hat der Eigentümer oder Nutznießer des Eigenjagdbezirks zu ersetzen. Im Falle der Verpachtung haftet der Jagdpächter, wenn er sich im Pachtvertrag zum Ersatz des Wildschadens verpflichtet hat. In diesem Falle haftet der Eigentümer oder der Nutznießer nur, soweit der Geschädigte Ersatz von dem Pächter nicht erlangen kann.

(3) Bei Grundstücken, die zu einem Eigenjagdbezirk gehören, richtet sich, abgesehen von den Fällen des Absatzes 2, die Verpflichtung zum Ersatz von Wildschaden (Absatz 1) nach dem zwischen dem Geschädigten und dem Jagdausübungsberechtigten bestehenden Rechtsverhältnis. Sofern nichts anderes bestimmt ist, ist der Jagdausübungsberechtigte ersatzpflichtig, wenn er durch unzulänglichen Abschuß den Schaden verschuldet hat.
(4) Die Länder können bestimmen, daß die Wildschadensersatzpflicht auch auf anderes Wild ausgedehnt wird und daß der Wildschadensbetrag für bestimmtes Wild durch Schaffung eines Wild- schadensausgleichs auf eine Mehrheit von Beteiligten zu verteilen ist (Wildschadensausgleichskasse).

§ 30
Wildschaden durch Wild aus Gehege

Wird durch ein aus einem Gehege ausgetretenes und dort gehegtes Stück Schalenwild Wildschaden angerichtet, so ist ausschließlich derjenige zum Ersatz verpflichtet, dem als Jagdausübungsberechtigten, Eigentümer oder Nutznießer die Aufsicht über das Gehege obliegt.

§ 31
Umfang der Ersatzpflicht

(1) Nach den §§ 29 und 30 ist auch der Wildschaden zu ersetzen, der an den getrennten, aber noch nicht eingeernteten Erzeugnissen eines Grundstücks eintritt.
(2) Werden Bodenerzeugnisse, deren voller Wert sich erst zur Ernte bemessen läßt, vor diesem Zeitpunkt durch Wild beschädigt, so ist der Wildschaden in dem Umfange zu ersetzen, wie er sich zur Zeit der Ernte darstellt. Bei der Feststellung der Schadenshöhe ist jedoch zu berücksichtigen, ob der Schaden nach den Grundsätzen einer ordentlichen Wirtschaft durch Wiederanbau im gleichen Wirtschaftsjahr ausgeglichen werden kann.

§ 32
Schutzvorrichtungen

(1) Ein Anspruch auf Ersatz von Wildschaden ist nicht gegeben, wenn der Geschädigte die von dem Jagdausübungsberechtigten zur Abwehr von Wildschaden getroffenen Maßnahmen unwirksam macht.
(2) Der Wildschaden, der an Weinbergen, Gärten, Obstgärten, Baumschulen, Alleen, einzelstehenden Bäumen, Forstkulturen, die durch Einbringen anderer als der im Jagdbezirk vorkommenden Hauptholzarten einer erhöhten Gefährdung ausgesetzt sind, oder Freipflanzungen von Garten- oder hochwertigen Handelsgewächsen entsteht, wird, soweit die Länder nichts anderes bestimmen, nicht ersetzt, wenn die Herstellung von üblichen Schutzvorrichtungen unterblieben ist, die unter gewöhnlichen Umständen zur Abwendung des Schadens ausreichen. Die Länder können bestimmen, welche Schutzvorrichtungen als üblich anzusehen sind.

Autriche :

1. Wildschadensverhütung

§ 26 Fernhalten des Wildes

Der Jagdausübungsberechtigte sowie der Eigentümer oder Nutzungsberechtigte eines Grundstückes sind berechtigt, zur Verhütung von Wildschäden das Wild von den Grundstücken abzuhalten oder zu verscheuchen. Der Jagdausübungsberechtigte darf dabei das Grundstück nicht beschädigen, der Eigentümer oder Nutzungsberechtigte darf das Wild weder gefährden noch verletzen.

§ 27 Verhinderung übermäßigen Wildschadens

(1) Die zuständige Behörde kann anordnen, daß der Jagdausübungsberechtigte unabhängig von den Schonzeiten innerhalb einer bestimmten Frist in bestimmtem Umfange den Wildbestand zu verringern hat, wenn dies mit Rücksicht auf das allgemeine Wohl, insbesondere auf die Interessen der Land-, Forst- und Fischereiwirtschaft und die Belange des Naturschutzes und der Landschaftspflege, notwendig ist.

(2) Kommt der Jagdausübungsberechtigte der Anordnung nicht nach, so kann die zuständige Behörde für dessen Rechnung den Wildbestand vermindern lassen. Das erlegte Wild ist gegen angemessenes Schußgeld dem Jagdausübungsberechtigten zu überlassen.

§ 28 Sonstige Beschränkungen in der Hege

(1) Schwarzwild darf nur in solchen Einfriedungen gehegt werden, die ein Ausbrechen des Schwarzwildes verhüten.

(2) Das Aussetzen von Schwarzwild und Wildkaninchen ist verboten.

(3) Das Aussetzen oder das Ansiedeln fremder Tiere in der freien Natur ist nur mit schriftlicher Genehmigung der zuständigen obersten Landesbehörde oder der von ihr bestimmten Stelle zulässig.

(4) Das Hegen oder Aussetzen weiterer Tierarten kann durch die Länder beschränkt oder verboten werden.

(5) Die Länder können die Fütterung von Wild untersagen oder von einer Genehmigung abhängig machen.

2. Wildschadensersatz

§ 29 Schadensersatzpflicht

(1) Wird ein Grundstück, das zu einem gemeinschaftlichen Jagdbezirk gehört oder einem gemeinschaftlichen Jagdbezirk angegliedert ist (§ 5 Abs. 1), durch Schalenwild, Wildkaninchen oder Fasanen beschädigt, so hat die Jagdgenossenschaft dem Geschädigten den Wildschaden zu ersetzen. Der aus der Genossenschaftskasse geleistete Ersatz ist von den einzelnen Jagdgenossen nach dem Verhältnis des Flächeninhalts ihrer beteiligten Grundstücke zu tragen. Hat der Jagdpächter den Ersatz des Wildschadens ganz oder teilweise übernommen, so trifft die Ersatzpflicht den Jagdpächter. Die Ersatzpflicht der Jagdgenossenschaft bleibt bestehen, soweit der Geschädigte Ersatz von dem Pächter nicht erlangen kann.

(2) Wildschaden an Grundstücken, die einem Eigenjagdbezirk angegliedert sind (§ 5 Abs. 1), hat der Eigentümer oder der Nutznießer des Eigenjagdbezirks zu ersetzen. Im Falle der Verpachtung haftet der Jagdpächter, wenn er sich im Pachtvertrag zum Ersatz des Wildschadens verpflichtet hat. In diesem Falle haftet der Eigentümer oder der Nutznießer nur, soweit der Geschädigte Ersatz von dem Pächter nicht erlangen kann.

(3) Bei Grundstücken, die zu einem Eigenjagdbezirk gehören, richtet sich, abgesehen von den Fällen des Absatzes 2, die Verpflichtung zum Ersatz von Wildschaden (Absatz 1) nach dem zwischen dem Geschädigten und dem Jagdausübungsberechtigten bestehenden Rechtsverhältnis. Sofern nichts anderes bestimmt ist, ist der Jagdausübungsberechtigte ersatzpflichtig, wenn er durch unzulänglichen Abschuß den Schaden verschuldet hat.

(4) Die Länder können bestimmen, daß die Wildschadensersatzpflicht auch auf anderes Wild ausgedehnt wird und daß der Wildschadensbetrag für bestimmtes Wild durch Schaffung eines Wildschadensausgleichs auf eine Mehrheit von Beteiligten zu verteilen ist (Wildschadensausgleichskasse).

§ 30 Wildschaden durch Wild aus Gehege

Wird durch ein aus einem Gehege ausgetretenes und dort gehegtes Stück Schalenwild Wildschaden angerichtet, so ist ausschließlich derjenige zum Ersatz verpflichtet, dem als Jagdausübungsberechtigten, Eigentümer oder Nutznießer die Aufsicht über das Gehege obliegt.

§ 31 Umfang der Ersatzpflicht

(1) Nach den §§ 29 und 30 ist auch der Wildschaden zu ersetzen, der an den getrennten, aber noch nicht eingeernteten Erzeugnissen eines Grundstücks eintritt.

(2) Werden Bodenerzeugnisse, deren voller Wert sich erst zur Zeit der Ernte bemessen läßt, vor diesem Zeitpunkt durch Wild beschädigt, so ist der Wildschaden in dem Umfange zu ersetzen, wie er sich zur Zeit der Ernte darstellt. Bei der Feststellung der Schadenshöhe ist jedoch zu berücksichtigen, ob der Schaden nach den Grundsätzen einer ordentlichen Wirtschaft durch Wiederanbau im gleichen Wirtschaftsjahr ausgeglichen werden kann.

§ 32 Schutzvorrichtungen

(1) Ein Anspruch auf Ersatz von Wildschaden ist nicht gegeben, wenn der Geschädigte die von dem Jagdausübungsberechtigten zur Abwehr von Wildschaden getroffenen Maßnahmen unwirksam macht.

(2) Der Wildschaden, der an Weinbergen, Gärten, Obstgärten, Baumschulen, Alleen, einzelstehenden Bäumen, Forstkulturen, die durch Einbringen anderer als der im Jagdbezirk vorkommenden Hauptholzarten einer erhöhten Gefährdung ausgesetzt sind, oder Freilandpflanzungen von Garten- oder hochwertigen Handelsgewächsen entsteht, wird, soweit die Länder nicht anders bestimmen, nicht ersetzt, wenn die Herstellung von üblichen Schutzvorrichtungen unterblieben ist, die unter gewöhnlichen Umständen zur Abwendung des Schadens ausreichen. Die Länder können bestimmen, welche Schutzvorrichtungen als üblich anzusehen sind.

3. Jagdschaden

§ 33 Schadensersatzpflicht

(1) Wer die Jagd ausübt, hat dabei die berechtigten Interessen der Grundstückseigentümer oder Nutzungsberechtigten zu beachten, insbesondere besäte Felder und nicht abgemähte Wiesen tunlichst zu schonen. Die Ausübung der Treibjagd auf Feldern, die mit reifender Halm- oder Samenfrucht oder mit Tabak bestanden sind, ist verboten; die Suchjagd ist nur insoweit zulässig, als sie ohne Schaden für die reifenden Früchte durchgeführt werden kann.

(2) Der Jagdausübungsberechtigte haftet dem Grundstückseigentümer oder Nutzungsberechtigten für jeden aus mißbräuchlicher Jagdausübung entstehenden Schaden; er haftet auch für den Jagdschaden, der durch einen von ihm bestellten Jagdaufseher oder durch einen Jagdgast angerichtet wird.

4. Gemeinsame Vorschriften

§ 34 Geltendmachung des Schadens

Der Anspruch auf Ersatz von Wild- oder Jagdschaden erlischt, wenn der Berechtigte den Schadensfall nicht binnen einer Woche, nachdem er von dem Schaden Kenntnis erhalten hat oder bei Beobachtung gehöriger Sorgfalt erhalten hätte, bei der für das beschädigte Grundstück zuständigen Behörde anmeldet. Bei Schaden an forstwirtschaftlich genutzten Grundstücken genügt es, wenn er zweimal im Jahre, jeweils bis zum 1. Mai oder 1. Oktober, bei der zuständigen Behörde angemeldet wird. Die Anmeldung soll die als ersatzpflichtig in Anspruch genommene Person bezeichnen.

§ 35 Verfahren in Wild- und Jagdschadenssachen

Die Länder können in Wild- und Jagdschadenssachen das Beschreiten des ordentlichen Rechtsweges davon abhängig machen, daß zuvor ein Feststellungsverfahren vor einer Verwaltungsbehörde (Vorverfahren) stattfindet, in dem über den Anspruch eine vollstreckbare Verpflichtungserklärung (Anerkenntnis, Vergleich) aufzunehmen oder eine nach Eintritt der Rechtskraft vollstreckbare

Entscheidung (Vorbescheid) zu erlassen ist. Die Länder treffen die näheren Bestimmungen hierüber.

La pratique de la chasse à l'encontre des animaux domestiques :

Luxembourg :

Règlement ministériel du 28 janvier 1985 déterminant les mesures nécessaires pour parer à la propagation de la rage et conditionnant la circulation, l'importation et l'exportation des chiens et des chats.

…
Art. 2. Il est défendu de laisser divaguer des chiens et des chats au dehors des agglomérations. Les chiens et les chats non vaccinés doivent être tenus en laisse pour autant qu'ils quittent leurs habitations et leurs annexes.

…
Art. 5. Les chiens et chats divaguant au dehors des agglomérations sont capturés. Si la capture n'est pas possible ou si elle est dangereuse, les animaux sont abattus par les organes de la Gendarmerie, de la Police locale, de l'Administration des eaux et forêts, ainsi que par les gardes-chasse assermentés et, sur leur lot de chasse respectif, par les titulaires du droit de chasse. Tout chien ou chat capturé est mis en fourrière pendant cinq jours. Si après ce délai l'animal n'est pas réclamé par son propriétaire, il peut être sacrifié sur ordre du vétérinaire-inspecteur compétent.

Pays-Bas :

n.c.

Belgique :

Il est interdit de laisser sciemment chasser ou vagabonder son chien sur les terres où le droit de chasse appartient à autrui.

Les chiens errants peuvent être saisis et remis à un refuge pour animaux par les services de police.

S'ils ne sont pas réclamés dans les quinze jours calendrier, le refuge pourra en disposer conformément à l'article 9 la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux.

Lorsque le propriétaire réclame la restitution de l'animal avant l'expiration de ce délai, il est redevable des frais de placement, d'entretien, de garde et de vétérinaire jusqu'au jour de la restitution.

France :

Le tir du chat domestique ne relève pas de la législation chasse mais des règles relatives à la divagation des animaux domestiques, à la charge des maires dans leur commune. Les chasseurs n'ont pas le droit de tirer sur les chats domestiques ni de les tuer, mais doivent, soit les capturer pour les conduire à la fourrière, soit les signaler aux gardes champêtres pour leur capture. Enfin les chats sauvages sont protégés et le fait de les tuer constitue un délit passible d'une amende de 9 000 € et d'un emprisonnement.

La notion de divagation

Les pouvoirs de police du maire ne peuvent s'exercer utilement à l'égard des chiens ou des chats que lorsque ceux-ci sont en état de divagation. Aussi, le code rural donne une définition précise de l'état de divagation. Néanmoins, l'article L. 211-23 du code rural caractérise différemment la divagation selon qu'il s'agit d'un chien ou d'un chat.

S'agissant d'un chien, celui-ci est considéré comme en état de divagation lorsque, en dehors d'une action de chasse ou de la garde d'un troupeau, il n'est plus sous la surveillance effective de son maître, ou lorsqu'il se trouve hors de portée de voix de celui-ci ou de tout instrument sonore permettant son rappel, ou lorsqu'il est éloigné de son propriétaire ou de la personne qui en est responsable d'une distance dépassant cent mètres. De façon analogue, tout chien abandonné, livré à son seul instinct, doit être considéré en état de divagation.

S'agissant d'un chat, celui-ci est considéré en état de divagation lorsqu'il est non identifié et qu'il se trouve à plus de deux cents mètres des habitations ou lorsqu'il est trouvé à plus de mille mètres du domicile de son maître et qu'il n'est pas sous la surveillance immédiate de celui-ci, ou lorsque son propriétaire n'est pas connu et qu'il est saisi sur la voie publique ou sur la propriété d'autrui.

Suisse :

1 Celui qui a perdu son chien doit l'annoncer sans délai à la police locale.
2 Les chiens errants peuvent être recueillis par la police locale qui tentera d'en retrouver le propriétaire, aux frais de ce dernier. Si les démarches entreprises sont restées vaines, la police locale est autorisée à confier le chien au centre d’accueil.
3 Après les trente jours qui suivent l’accueil du chien, le Service vétérinaire peut donner l’animal à une société protectrice des animaux ou le faire euthanasier.

Allemagne :

Werden streunende Hunde eingefangen, so sind einschlägig das BGB (Fundrecht) und die Verordnung über die Zuständigkeiten und das Verfarhen der Fundbehörden (FundV), Art. 82a Ausführungsgesetz zum BGB

Es wird immer davon ausgegangen, daß diese Tiere nicht herrenlos sind, sondern jemanden gehören. Die Verwaltungsvorschrift ("Vollzug des Fundrechts") besagt hierzu: "Die Fundbehörde hat bis zum Nachweis des Gegenteils davon auszugehen, daß Fundsachen verloren worden sind"

Gem. § 5 III FundV kann die Fundbehörde wertlosen Sachen (Tiere sind solche) in der "ihnen geeignet erscheinenden Weise" verfahren. Die Verwaltungsvorschrift besagt hierzu, daß zwar grundsätzlich Tier am Leben erhalten werden sollen (nicht wegen dem Tierleben, sondern weil diese Sache "dem Verlierer viel bedeuten könnte"). Erklärt sich jedoch niemand bereit, sich des Tieres anzunehmen, so können diese Tiere ohne Verstoß gegen § 17 I Tierschutzgesetz getötet werden.

Auf Deutsch: ein Recht auf dauerhafte Versorgung besteht nicht.

In der Praxis verbleiben diese Tiere allerdings zumeist dann im Tierheim

Autriche :

Jagdgesetznovelle 1996

Seit der neuen Novelle gibt es eine wesentliche Änderung für wildernde, revierende oder streunende Hunde. Die sogenannte Tötungsverpflichtung gibt es nur mehr im Falle des «Wilderns», das heißt bei Reißen und Hetzen von Wild.

Zugleich wurde aber den Hundehaltern eine besondere Verantwortung für ihre Hunde gegenüber dem freilebenden Wild auferlegt. Hundehalter, die ihre Verwahrungs- und Aufsichtspflicht gegenüber ihren Tieren in einer solchen Art vernachlässigen, dass die Hunde im Jagdgebiet wildern bzw. herumstreunen, machen sich gemäß § 135 Abs. 1 Ziffer 7a des NÖ. Jagdgesetzes strafbar und können wegen dieser Verwaltungsübertretung bis zu EUR 4.000,- bestraft werden.

Permis de chasse

Luxembourg :

1) Condition d'admission
Pour être admis aux cours préparatoires et à l'examen de chasse 2005/06, le candidat doit atteindre l'âge de 17 ans dans l'année où a lieu l'examen d'aptitude, c.-à-d., il doit être né avant le 1er janvier 1990.
2) Délai d'inscription
Les inscriptions aux cours et à l'examen sont à soumettre avant le 1er mai 2005 .
3) Coûts
L'admission aux cours préparatoires et à l'examen d'aptitude pour l'obtention du premier permis de chasse est subordonnée au paiement d'une taxe d'admission de 100 €.
Sont compris dans cette somme:
• les frais d'inscription aux cours et à l'examen de chasse;
• la documentation remise aux candidats lors des cours;
• les frais d'assurance pour le remaniement des fusils et carabines lors des entraînements et de l'examen de chasse;
• le coût de la munition utilisée lors de l'examen de chasse.
Ne sont pas compris dans la taxe, les frais pour la munition utilisée lors des entraînements ainsi que le coût du manuel recommandé aux candidats.
4) Stage pratique
Le stage pratique précède l'examen de chasse. Il a lieu entre le 1er juin 2005 et le 15 mai 2006*. Le stage est accompli auprès d'un locataire de chasse, titulaire d'un permis de chasse et adjudicataire d'un lot de chasse depuis au moins 5 ans. Le maître de stage ne doit pas avoir encouru pendant les dix dernières années de condamnation pour des infractions à la législation de la chasse, la pêche et la protection de la nature.
Le choix du locataire de chasse est fait par le candidat.
Le stage porte essentiellement sur les matières suivantes: Connaissance de la faune sauvage et plus particulièrement des espèces classées comme gibier, reconnaissance des empreintes d'animaux, aménagement des terrains de chasse, construction et entretien de miradors, les différents modes de chasse: approche, affût, battue, éviscération d'au moins 3 pièces de grand gibier, traitement du petit gibier après tir.
Le candidat doit justifier au moins 20 présences sur le terrain au moyen d'un carnet de stage qui lui est délivré par l'administration avant le commencement de la période de stage. Le carnet de stage contient les noms et les qualités du stagiaire et du maître de stage, la désignation du ou des lots de chasse où le stage a lieu ainsi que pour chaque présence la date, les matières traitées et la signature du maître de stage.
Un maître de stage peut assurer la formation d'au maximum 3 stagiaires par période de stage.
5) Cours de préparation et de perfectionnement
L'administration des eaux et forêts organise des cours de préparation et de perfectionnement théoriques d'une durée totale de 60 heures, c.-à-d. 30 unités de cours à 2 heures. Les cours commenceront en automne 2005 (septembre/octobre) et se termineront prévisiblement en mars 2006. Les cours auront lieu auront lieu à

Luxembourg et à Mertzig à raison d'un cours hebdomadaire pendant les mois d'octobre à janvier et de deux cours hebdomadaires pendant les mois de février à avril.
Les matières enseignées dans les cours sont les suivantes:
Les espèces de gibier de nos régions: connaissance de la biologie et de l'écologie du gibier, ses maladies
L'exploitation des chasses: les modes, procédés et engins de chasse, les mesures de sécurité à observer, l'affût, l'approche, la battue, la chasse sous terre, la recherche du gibier, les réactions du gibier touché, le traitement et la conservation du gibier tiré; inventaires du gibier et possibilité cynégétique des districts de chasse, équilibre des populations, dégâts causés par le gibier;
Notions d'écologie et de conservation de la nature: la protection de la faune et de la flore, la protection des oiseaux;
Notions d'agriculture et de sylviculture: les activités agricoles et forestières, leur influence sur le milieu naturel et le gibier, les dégâts causés aux cultures;
L'éthique de la chasse, les traditions locales de la chasse;
Les chiens de chasse: notions d'élevage et de dressage des chiens de chasse, les principales catégories et races de chien de chasse, leur utilisation et leurs maladies;
Les armes de chasse: manipulation et tir aux armes de chasse, les fusils et leurs munitions, les carabines et leurs munitions, l'entretien des armes, les appareils de visée, les accessoires, les mesures de sécurité.
Législation sur la chasse: l'exercice du droit de chasse, le permis, la location des districts de chasse, le syndicat de chasse, les restrictions à la pratique de la chasse, le dédommagement des dégâts causés par le gibier, les chasses de police.
Législation sur la protection de la nature: notions des lois sur la protection des oiseaux, la protection des animaux, la conservation de la nature et des ressources naturelles.
3
Les cours ont lieu essentiellement en langue luxembourgeoise. La documentation remise au candidat est en langue allemande. Toutefois, la documentation pour deux cours (législation sur la chasse, sylviculture) est disponible également en langue française.
6) L'initiation au tir de chasse
L'administration des Eaux et Forêts, en étroite collaboration avec la Fédération des Chasseurs, organisera au cours du printemps 2006 (à partir de mars/avril) une initiation au tir de chasse ainsi que des entraînements au tir de chasse. Les dates exactes de ces manifestations seront communiquées aux candidats en temps utile.
Les candidats sont initiés dans les disciplines suivantes:
1. Tir à la carabine sur cible-silhouette de sanglier debout: distance 100 mètres, 5 coups, tireur assis appuyé.
2. Tir à la carabine sur cible-silhouette de brocard: distance 100 mètres, 5 coups, tireur debout appuyé.
3. Tir à la carabine sur cible-silhouette mobile de sanglier courant: distance: 50 mètres, 5 coups, tireur debout.
4. Tir au fusil de chasse sur plateaux d'argile: distance 11 mètres, tireur debout, 15 plateaux.
Les carabines munies de moyens optiques sont admises lors des tirs à 100 mètres.
Les armes ainsi que les munitions nécessaires sont mises à disposition par l'administration des Eaux et Forêts et la Fédération des Chasseurs. Les candidats ne sont pas autorisés à utiliser des armes propres ni lors des séances d'entraînement officielles ni pour l'épreuve de tir de l'examen de chasse.

7) Examen de chasse (réglementation actuellement en vigueur)*
L'examen de chasse a lieu prévisiblement au cours du mois de juin 2006.
L'examen comprend trois parties:
a) une épreuve de tir de chasse
b) une épreuve écrite
c) une épreuve orale et pratique
Les épreuves sont passées dans l'ordre indiquée ci-dessus.
a) Épreuve aux armes de chasse
Dans chaque discipline de tir, le candidat doit réaliser la performance minimale suivante:
ad 1: 3 atteintes; seuls comptent les anneaux 8 à 10.
ad 2: 3 atteintes dans les anneaux 3 à 10.
ad 3: 2 atteintes dans les anneaux de la cible;
ad 4: 5 atteintes.
En cas de résultat insuffisant dans une ou plusieurs disciplines de tir, le candidat a droit à un 2me essai. Il y a entre les deux essais un délai d'au moins huit jours. Toutefois le 2eme essai a lieu avant la date prévue pour l'épreuve écrite. En cas d'échec au 2me essai, le candidat a échoué à l'examen.
Un comportement dangereux sur le champ de tir ou une atteinte grave aux mesures de sécurité pendant l'épreuve entraînent l'élimination immédiate du candidat.
b) Épreuve écrite
L'épreuve écrite porte essentiellement sur les matières enseignées lors des cours théoriques. Elle est déclarée réussie si le candidat a obtenu la moitié du total des points en chaque matière. Le candidat qui n'a pas réussi l'épreuve écrite a échoué à l'examen et ne pourra plus se présenter à l'épreuve orale et pratique.
c) Épreuve orale et pratique
L'épreuve orale et pratique tient compte des exigences de l'exercice de la chasse et peut se faire à l'aide de matériel didactique et d'exemples pratiques. La durée de l'épreuve ne peut dépasser 20 minutes par candidat.
Les candidats qui ont échoué à l'examen peuvent se présenter à la prochaine session annuelle.
L'échec à l'examen entraîne l'obligation de refaire les trois épreuves lors d'une nouvelle candidature.
8) Documents de travail
Il est recommandé aux candidats de se procurer, en tant que complément à la documentation un des manuels suivants:
• D'Juegd – Fédération St-Hubert des Chasseurs du G.D. de Luxembourg (ca. 125 €)
• Le Gibier et les techniques de chasse – Éditions Atlas (ca. 15 €)
• Larousse de la Chasse d'aujourd'hui – Édition Larousse – (ca. 45 €)
• Techniques de chasse. Les territoires, les gibiers, les modes de chasse – Auteur: Durantel Pascal – Éditeur: PROXIMA (EDITIONS) (15 €)
• Vor und nach der Jägerprüfung - Herbert Krebs - blv (ca. 35 €)
• Die Jägerprüfung - Dr. Richard Blase - Verlag J. Neumann – Neudamm (ca. 35 €)
• Das praktische Buch der Jagdkunde – Fritz Nüsslein – blv (ca. 45 €)
Une documentation supplémentaire concernant la plupart des cours sera remise aux candidats au cours de l'année.

<u>Modifications prévues concernant l'organisation future de l'examen de chasse</u>

Actuellement un projet de règlement grand-ducal est en préparation modifiant certains aspects de l'organisation de l'examen de chasse. Ci-après les modifications les plus importantes:
Après la mise en vigueur du nouveau règlement, les trois épreuves de l'examen (épreuve écrite, épreuve orale et pratique, épreuve de tir) peuvent être passées séparément, indépendamment l'une de l'autre, endéans une période maximale de cinq ans. Les trois épreuves partielles ne doivent donc plus être passées selon un ordre fixe comme c'est actuellement encore le cas (tir – écrit – oral).
Epreuve écrite (système à choix multiple avec une seule réponse exacte à cocher): Le nombre de branches qui est actuellement cinq (2 x 40 et 3 x 20 = 140 points) est réduit à trois (3 x 40 = 120 points). Nouveau critère de réussite: deux tiers des points pour l'ensemble des branches, pas de score minimum pour les différentes branches. (actuellement: la moitié des points dans chacune des cinq branches, pas de compensation possible entre les différentes branches).
Epreuve orale et pratique: la durée de l'épreuve orale est fixée à 30 minutes par candidat (actuellement 20 minutes).
Le stage pratique débute un mois plus tôt, à savoir le 1er mai, et se termine le 31 mars (11 mois contre actuellement 11,5 mois).
Le but de cette mesure est de pouvoir avancer la date de l'épreuve écrite (avril/mai), afin d'éviter des chevauchements avec d'autres examens ayant lieu en juin/juillet..
Le tir de repêchage (pour les candidats ayant raté une ou plusieurs épreuves de tir) wird aura lieu probablement en automne (actuellement une à deux semaines après la 1re séance de l'épreuve de tir), ceci afin d'accorder aux candidats une période d'entraînement supplémentaire prolongée.

Pays-Bas :

Der Jagdschein ist verpflichtend und muss jährlich erneuert werden. Jedes Jahr werden ungefähr 30.000 Jagdscheine ausgestellt. Diese Jagderlaubnis wird ausgestellt, wenn der Antragsteller:
- mindestens 18 Jahre alt ist
- eine Jagdhaftpflichtversicherung abgeschlossen hat (zur Deckung von Schäden an Dritten, Minimum von 907.560,43 €)
- eine anerkannte Jagdprüfung bestanden hat (anerkannt werden die Prüfungen der Niederlande, Deutschlands, Belgien und Luxemburg)
- eine Jagdgelegenheit in den Niederlanden nachweisen kann. Die Jagdflächen müssen eine zusammenhängende Fläche von mindestens 40 ha haben, eine Breite von mindestens 300 Metern und es muss möglich sein, einen Kreis mit einem Radius von mindestens 150 Metern in diesem Gebiet zu ziehen.
Im Fall von unangemessenem Verhalten kann die Jagderlaubnis durch gerichtliche Anordnung entgezogen werden. Das Jagdrecht geht automatisch verloren, wenn die Jagderlaubnis abläuft. In den Niederlanden haben Jäger die generelle Verpflichtung, einen vernünftigen Wildbestand aufrechtzuerhalten oder zu schaffen. Es gibt keine Einschränkungen der Strecken.

Belgique :

Examen
L'obtention d'un premier permis de chasse est soumise à la réussite d'un examen de chasse théorique et d'une épreuve pratique (*NB.: l'épreuve pratique a été instaurée en 1995 en région flamande et dès 1996 en région wallonne*). La réussite de l'examen théorique dans une région est reconnue par l'autre.

Permis de chasse
L'exercice de la chasse est subordonné à un permis de chasse annuel régional wallon ou flamand (âge minimum: 18 ans). Ces derniers ne bénéficient pas de réciprocité entre régions et sont de plusieurs types:

Région wallonne	Région flamande
Permis de chasse	
Valable tous les jours pendant une année (260 €)	Valable tous les jours pendant une année (174 €) Valable le dimanche (122 €)
Licence de chasse*	
(Pour les invités à la chasse) Valable 5 jours consécutifs (43 €)	(Pour les invités à la chasse) Valable 5 jours à déterminer d'avance (43 €)

* Les licences de chasse sont limitées aux seuls invités n'habitant pas la région concernée ou étrangers et sont soumises à des formalités préalables à remplir par le

France :

L'examen du permis de chasser comporte deux épreuves : théorique et pratique. Les candidats doivent s'inscrire auprès des Fédérations départementales des chasseurs. Ils sont alors convoqués à une ou plusieurs séances de formation théorique et de formation pratique, assurées par les Fédérations. Ces formations sont obligatoires. Les candidats sont ensuite convoqués à l'examen théorique. En cas de réussite, ils sont convoqués à l'examen pratique.

Permis de chasser
Pour la délivrance du permis de chasser, le demandeur doit présenter une pièce attestant qu'il a subi avec succès les épreuves théorique et pratique de l'examen prévues à l'article L.423-5 du Code de l'Environnement.
Les modalités de délivrance du permis de chasser :
Le permis de chasser est délivré à toute époque de l'année par le Préfet du département où la personne qui en fait la demande est domiciliée.
Chasse accompagnée – A partir de 15 ans, une personne ayant suivi une formation élémentaire peut chasser avec un « parrain », chasseur confirmé. Règle à respecter : une seule arme pour les 2 chasseurs. Au terme de cette saison de chasse accompagnée, le « filleul » devra passer l'examen s'il désire chasser.

Suisse :

Conditions d'octroi d'un permis de chasse

- Avoir passé avec succès l'examen d'aptitude à la chasse (certificat de capacité)
- Posséder une (des) arme(s) de chasse satisfaisant aux exigences légales
- Avoir conclu une assurance en responsabilité civile de CHF 2'000'000 couvrant les dommages causés à des tiers par l'exercice de la chasse

- Etre âgé de 20 ans au moins
- Attester par l'autorité communale qu'aucun motif légal d'exclusion du droit de chasse ne peut être retenu contre le requérant Lorsque ce dernier n'est pas domicilié dans le canton où la requête est présentée, remplir les conditions du droit de chasse exigées au lieu de domicile

Types, coûts et validité des permis

Les permis de chasse varient en fonction de chaque canton:		
type	**coût**	**validité**
Permis de chasse	500 - 1'500 CHF	1 an
Permis pour jeune chasseur	0 - 30 CHF	1 - 3 jours
Permis journalier	0 - 30 CHF	1 - 3 jours
Permis pour fauconnier	inclus dans les autres permis	

Allemagne :

Wer in Deutschland die Jagd ausüben will, benötigt einen auf seinen Namen lautenden, gültigen Jagdschein. Zuvor muss jedoch die Hürde der Jägerprüfung genommen werden, denn erst nach bestandener Prüfung kann ein Jagdschein gelöst werden.

Die zuständige Behörde muss allerdings die Erteilung eines Jagdscheins denjenigen versagen, bei denen Tatsachen die Annahme rechtfertigen, dass sie die erforderliche Zuverlässigkeit oder körperliche Eignung nicht besitzen.

Alter

Das Mindestalter für die Jägerprüfung ist 16 Jahre. Personen, die das 16. Lebensjahr vollendet haben, aber noch nicht 18 Jahre alt sind, wird nach bestandener Prüfung der Jugendjagdschein erteilt. Den Vorbereitungslehrgang können Jugendliche im entsprechenden Zeitrahmen schon vor Vollendung des 16. Lebensjahres besuchen, um mit Vollendung des 16. Lebensjahres die Jägerprüfung ab zu legen. Die Prüfung zum Jugendjagdschein erfolgt unter den gleichen Bedingungen, wie die zur Erlangung des normalen Jagdscheines für erwachsene Personen. Der Jugendjagdschein berechtigt nur zur Jagdausübung in Begleitung des Erziehungsberechtigten oder einer von diesem schriftlich beauftragten Aufsichtsperson. Die Begleitperson muss jagdlich erfahren sein. Die Teilnahme des Jugendlichen an einer Gesellschaftsjagd ist nicht erlaubt.

Ausbildung

Die Jungjägerausbildung ist von Bundesland zu Bundesland unterschiedlich geregelt. So schreiben einige Bundesländer zusätzlich noch eine praktische Ausbildungszeit vor, die nur bei einem amtlich bestätigten Lehrherren mit geeignetem Revier absolviert werden kann.

Vorbereitungslehrgänge sind in elf Bundesländern vorgeschrieben. Lediglich in Berlin, Niedersachsen, Nordrhein-Westfalen, Sachsen und Sachsen-Anhalt kann sich der Prüfungskandidat zur Prüfung melden, ohne zuvor einen Ausbildungslehrgang besucht zu haben.

Vorbereitungslehrgänge

In der Regel bieten die Kreisjägerschaften Vorbereitungslehrgänge an. Den Kursbeginn nennt die jeweilige Kreisjägerschaft, deren Adresse bei der Kreis-, Stadt- oder Gemeindeverwaltung vorliegt. Öffentliche Bekanntmachungen im Anzeigenteil der lokalen Tageszeitung weisen zusätzlich auf den Lehrgangsbeginn hin.

Diese Lehrgänge, die an ein bis zwei Abenden pro Woche und an den Wochenenden durchgeführt werden, dauern rund sechs Monate und umfassen mindestens 120 Stunden Theorie und Praxis. Während des Unterrichtes werden alle für die Prüfung

wichtigen Fachgebiete von Fachleuten vermittelt. Hinzu kommt die Schießausbildung auf einem Schießstand, um den sicheren Umgang mit der Waffe zu trainieren.

Ausbildungsinhalte

Für die Prüfung muss der Jagdscheinanwärter umfassende Kenntnisse in folgenden Sachgebieten in Praxis und Theorie erwerben:

Wildbiologie, Wildhege, Jagdbetrieb, Wildschadensverhütung, Land- und Waldbau, Waffenrecht, Führung von Jagdhunden, Behandlung des erlegten Wildes unter besonderer Berücksichtigung der Wildbrethygiene, Jagdschutz, Tierschutz, Naturschutz und Landschaftspflege.

In der praktischen Ausbildung steht der sichere Umgang mit der Jagdwaffe und der Kurzwaffe (Pistole und Revolver) an erster Stelle. Die Schießfertigkeit wird auf einem Schießstand mit Langwaffen (Büchse/Kugel und Flinte/Schrot) und der Kurzwaffe trainiert.

Durch Reviergänge und Exkursionen werden Kenntnisse der Revierpraxis und der Jagdorganisation vermittelt sowie das Wissen über Flora und Fauna vertieft. Es empfiehlt sich, in kleinen Lerngruppen den Unterrichtsstoff nachzubereiten.

Gebühren

Nach der Anmeldung zu einem Vorbereitungslehrgang erhebt die ausbildende Kreisjägerschaft eine Lehrgangsgebühr. Die Anmeldung zur Prüfung - in der Regel zwei Monate vor Prüfungsbeginn - hat bei der Unteren oder Oberen Jagdbehörde zu erfolgen, die eine Prüfungsgebühr erhebt. Der Anmeldung muss für die Zulassung zur Prüfung ein polizeiliches Führungszeugnis beigefügt werden.

Prüfung

Die Prüfung gliedert sich in drei Abschnitte:

· Schießprüfung

· schriftliche Prüfung

· mündlich / praktische Prüfung

Die Jägerprüfung findet in der Regel einmal pro Jahr statt. Aufgrund der hohen Anforderungen wird jeder Prüfling jeweils an einem Tag nur in einem Prüfungsabschnitt geprüft. Somit beträgt der Prüfungszeitraum drei Tage für jeden Prüfungsteilnehmer.

Bei der Schießprüfung müssen die Jagdscheinanwärter ihre Schießfertigkeit mit der Büchse (Kugel) und der Flinte (Schrot), in manchen Bundesländern auch mit Pistole oder Revolver, sowie den sicheren Umgang mit der Jagdwaffe unter Beweis stellen. Dabei sind Mindestergebnisse festgelegt. Mangelhafte Leistungen in der Schießprüfung können nicht durch gute Leistungen in den anderen Prüfungsteilen ausgeglichen werden.

In der schriftlichen Prüfung sind Fragen aus den oben genannten Prüfungsfächern je nach Bundesland entweder ausführlich oder im Multiple-Choice-Verfahren zu beantworten. Im mündlichen Teil wird der Prüfungskandidat von einer mehrköpfigen Prüfungskommission in allen Unterrichtsfächern geprüft. Hierbei wird dem Fach Waffenkunde und -handhabung ein hoher Stellenwert beigemessen. Fehlerhafte Handhabung und die Verletzung von Sicherheitsaspekten führen unweigerlich zur Beendigung und nicht Bestehen der Prüfung. Muss die Prüfung wiederholt werden, sind die jeweiligen Prüfungsvorschriften der Bundesländer zu beachten.

Prüfungskommission

Die Jägerprüfung ist eine staatliche Prüfung. Der Prüfungskommission müssen daher immer Vertreter der Jagdbehörde angehören. Die Zusammensetzung dieses Gremiums ist in den einzelnen Bundesländern genau festgelegt.

Autriche :

Les personnes qui souhaitent chasser en Autriche doivent être titulaires d'un permis de chasse (Jagdkarte). Pour obtenir ce permis pour la première fois, le chasseur devra réussir l'examen pour chasseurs débutants (Jungjägerprüfung). Etant donné que chaque Land a son propre permis, il est préférable de passer l'examen de chasse dans le Land dans lequel on désire chasser. L'examen pour chasseurs débutants se compose d'une partie théorique et d'une partie pratique (épreuves de tir à la carabine et au fusil) dans tous les Länder, les candidats ayant réussi doivent prouver leurs qualifications dans les domaines suivants:
- la législation applicable à la chasse (comprenant la protection de la nature et des animaux, la réglementation environnementale et sylvicole)
- le maniement et le fonctionnement des armes à feu et des munitions de chasse; la sécurité dans le maniement des armes
- biologie, physiologie et éthologie des espèces gibier autochtones
- la gestion de l'activité de la chasse (Jagdbetrieb);
- la gestion du gibier et du territoire de chasse; interactions entre gibier et environnement;
- vocabulaire et traditions de la chasse;
- élevage et dressage des chiens de chasse
- traitement de la viande de gibier pour la consommation humaine
- écologie élémentaire
- notions d'agriculture et de sylviculture
- premiers secours lors d'accidents de chasse

L'obtention d'un permis de chasse pour un Land autrichien permet la chasse également dans tous
les autres Länder, avec un permis de chasse pour visiteurs (à l'exception du Tyrol qui a uniquement des permis de chasse annuels). Les permis annuels des différents Länder peuvent être obtenus facilement pour plusieurs années par des personnes détentrices d'un tel permis dans un autre Land. En Carinthie, un examen complémentaire sur la législation de la chasse est exigé.
Permis de chasser
permis annuel 50 à 170 EUR
permis visiteurs pour 1 jour

(2 jours, 7 jours, 14 jours, 4 semaines) 6 à 60 EUR
permis visiteurs 50 à 190 EUR
Permis de chasse pour visiteurs
Les chasseurs visiteurs peuvent obtenir en Autriche sur présentation d'un permis de chasse valable de leur pays d'origine (la nationalité est déterminante, pas le lieu de résidence actuel) soit un permis visiteurs ou un permis visiteurs annuel (selon la réglementation du Land). Etre membre d'une association de chasse d'un Land est une obligation pour le chasseur visiteur, au même titre que pour un chasseur autrichien. Un chasseur étranger ne peut pas prouver ses compétences cynégétiques avec un permis de chasse valable d'un autre Etat.

Annexe

DOCUMENT DE CONCLUSION

Doc. 10337

18 octobre 2004

La chasse et l'équilibre environnemental en Europe

Rapport

Commission de l'environnement, de l'agriculture et des questions territoriales

Rapporteur : M. Viorel Coifan, Roumanie, Groupe libéral, démocrate et réformateur

Résumé

La chasse, en tant qu'activité répandue dans tous les pays européens et basée sur de longues traditions, peut contribuer au développement durable, surtout dans les régions rurales et de montagne. A ce titre, la chasse doit être respectueuse de la nature et s'inscrire dans une logique de protection de l'environnement.

Les effets de la chasse sur les écosystèmes doivent pouvoir être contrôlés car la chasse peut servir de régulateur, mais elle peut aussi nuire aux écosystèmes si elle est mal gérée. Les implications de l'élargissement de l'Union européenne se retrouvent aussi dans le domaine de la chasse et des législations nationales la concernant. La situation des pays de l'Europe centrale et orientale, dont le potentiel cynégétique est bien plus important que celui de la plupart des pays occidentaux, et où la libéralisation de la chasse engendre des conséquences environnementales, sociales et économiques non négligeables, constitue aujourd'hui un cas particulier.

Le rapport propose, entre autres, qu'une Charte européenne de la chasse soit élaborée qui constitue un guide de principes communs et de bonnes pratiques concernant la chasse et notamment l'organisation du tourisme cynégétique en Europe.

I. Projet de recommandation

1. L'Assemblée parlementaire constate que la chasse est une activité répandue dans tous les pays européens et qui résulte d'une longue tradition. Elle note cependant que les traditions de chasse diffèrent fortement en Europe selon les pays, allant de la chasse comme source de nourriture jusqu'à la chasse en tant qu'événement social en passant par la chasse sportive. Depuis quelque temps, le comportement des chasseurs

évolue vers une pratique de l'activité plus respectueuse de la nature, du gibier et des habitats, ce qui contribue aussi à la préservation des modes de vie ruraux, notamment fermiers et forestiers. Environ 120 000 emplois à plein temps seraient générés par la chasse en Europe.

2. La chasse peut servir comme régulateur pour les écosystèmes mais peut aussi leur nuire si elle est mal gérée. C'est pourquoi, l'Assemblée considère que, du point de vue environnemental, il est important de contrôler les effets de la chasse sur les ressources naturelles, et ceci dans une optique conforme au principe de développement durable, dans le respect des instruments juridiques du Conseil de l'Europe, notamment la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (Convention de Berne).

3. L'Assemblée regrette toutefois que parmi les Etats membres du Conseil de l'Europe l'Arménie, la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie, la Russie, le Saint-Marin et la Serbie-Monténégro n'ont pas encore signé la Convention de Berne.

4. Les pays de l'Europe centrale et orientale se trouvent dans une situation particulière : en effet, leur potentiel cynégétique est beaucoup plus important que celui de la plupart des pays occidentaux du fait que pendant la période communiste la chasse était relativement restreinte. Certaines espèces qui ont disparu dans le reste de l'Europe, ou qui y sont en voie de disparition, se trouvent encore en grand nombre dans les pays de l'Europe centrale et orientale, comme c'est le cas, par exemple, de certains grands carnivores très convoités par les amateurs de trophées cynégétiques: l'ours brun *(ursus arctos),* le loup *(canis lupus)* et le lynx *(lynx lynx).*

5. Dans ce contexte, l'Assemblée s'inquiète des changements effectués ces dernières années dans les pays de l'Europe centrale et orientale, en ce qui concerne la libéralisation de la chasse. Elle considère cependant que, s'il est géré d'une manière professionnelle et scientifiquement fondée, le tourisme cynégétique engendré par cette libéralisation peut s'avérer un facteur de développement des régions rurales et de montagne. Il peut aussi contribuer significativement au tourisme rural, à l'écotourisme, à la création d'emplois et à la préservation des traditions locales.

6. En conséquence, l'Assemblée recommande au Comité des Ministres :

i. d'élaborer une Charte Européenne de la chasse, qui constitue un guide de principes communs et de bonnes pratiques concernant la chasse et notamment l'organisation du tourisme cynégétique sur le continent;

ii. de créer un réseau mixte pan-européen, formé de chasseurs et d'ornithologues, chargé du contrôle des populations des oiseaux migrateurs à l'échelle des grands trajets de migration ;

iii. d'harmoniser à l'échelle européenne les systèmes de formation des chasseurs, qui devraient se baser sur un tronc commun de connaissances, complétées par des formations spécifiques aboutissant, le cas échéant, à la délivrance d'un permis de chasse européen ;

iv. d'inviter les Etats membres à prendre des mesures visant à :

a. signer et ratifier, s'ils ne l'ont déjà fait, la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (Convention de Berne) et de veiller à ce que ses prévisions soient transposés dans les législations nationales et respectées dans leur application, notamment en ce qui concerne les espèces protégées énumérées dans l'annexe II à la Convention;

b. appliquer d'une manière uniforme la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction (la « Convention de Washington » - CITES) ;

c. encourager le dialogue entre les associations de chasseurs et les organisations écologistes anti-chasse et de protection des animaux ainsi qu'entre les chasseurs et les agriculteurs, pour promouvoir une meilleure coopération pour la préservation de l'équilibre environnemental ;

d. intégrer le tourisme cynégétique dans les programmes de développement économique et écologique dans les régions rurales et de montagne ;

e. encourager la mise en œuvre du nouveau règlement de l'Union européenne concernant le développement rural pour la protection de la faune sauvage.

II. Exposé des motifs par M. Coifan

1. Introduction

1. La chasse a une longue tradition en Europe. Sa pratique représente un sujet de débat public entre les différents groupes, ayant quelquefois des connotations politiques, notamment dans les pays de l'Union Européenne.

2. La chasse apparaît aujourd'hui tout d'abord comme étant un facteur potentiel de développement durable bénéficiant aux collectivités rurales, tout spécialement dans les régions montagneuses.

3. La protection de l'environnement représente une préoccupation majeure dans la plupart des pays européens. La chasse doit s'inscrire dans les coordonnées de cet ample processus. Elle doit être respectueuse de la nature. Des organisations internationales prestigieuses, comme l'Union mondiale pour la nature (l'U.I.C.N.), le « World Wildlife Fund » (W.W.F.), mais aussi l'Union européenne et le Conseil de l'Europe, se sont prononcées à plusieurs reprises en faveur d'une chasse comme vecteur du développement durable, mais rigoureusement soucieuse de la protection de l'environnement.

4. L'élargissement de l'UE représente un processus majeur, avec des implications profondes dans l'architecture de la Grande Europe. Après 1989, plusieurs Etats de l'espace ayant appartenu au système communiste sont devenus membres du Conseil de l'Europe et, récemment, certains d'entre eux ont rejoint l'Union européenne. Beaucoup de ces pays ont une culture et une tradition cynégétique remarquables, étayées par l'existence d'une véritable richesse en animaux. Les grands carnassiers comme l'ours brun (*Ursus arctos*), le loup (*Canis lupus*), le lynx (*Lynx lynx*) existent encore en nombre significatif en Bulgarie, Pologne, Roumanie, tandis qu'ils ont

disparu ou sont en voie de disparition dans la plupart des pays de l'Europe occidentale. La législation relative à la chasse, élaborée à l'époque communiste, imposait de nombreuses restrictions concernant à la fois le domaine de la détention des armes de feu et celui du droit de devenir chasseur. Manquait cependant une série de dispositions concernant la définition du régime juridique des terrains de chasse du point de vue du droit à la propriété ainsi que celui de la sauvegarde de l'équilibre écologique.

5. Un véritable défi pour les nouveaux Etats membres de l'Union européenne consistera à adopter la Politique agricole commune (PAC). En 1992, la PAC a commencé à s'intéresser de plus près aux impératifs écologiques, dans le cadre en particulier du rôle renforcé des dispositifs agroenvironnementaux. L'objectif consistant à rendre l'agriculture européenne plus durable et à promouvoir, dans la politique agricole, un pilier développement rural fort qui intègre les préoccupations environnementales se retrouve désormais pleinement dans la PAC à la suite de l'Agenda 2000 de la Commission européenne.

6. Si l'Europe ne compte plus que très peu d'endroits « sauvages », de nombreux habitats doivent être gérés activement si l'on veut maintenir, voire accroître, leur capacité à favoriser la faune sauvage. La participation des agriculteurs et des autres gestionnaires des terres est donc essentielle. De même, les chasseurs et les gestionnaires du gibier sont une source précieuse de connaissances et d'expérience pour ce qui est de la gestion de l'emploi des terres qu'il est possible de mettre à profit à tous les niveaux. Il convient donc d'établir un lien fort entre l'Agenda 2000, l'agriculture, la chasse et la biodiversité.. Ces trois derniers domaines vont de pair : ils pourraient certes exister sans ce lien mais le résultat global serait bien moins satisfaisant.

7. L'harmonisation des législations nationales relatives au régime de chasse est un processus nécessaire tant dans les pays de l'UE que dans les pays candidats. Il est nécessaire de coordonner à la fois les aspects techniques ayant trait à la définition des espèces pouvant faire l'objet de la chasse, la corrélation des périodes de saison ouverte, le régime des espèces migratrices, le régime des grands prédateurs etc., mais également les dispositions des règlements de l'éthique de la chasse, de la protection de l'environnement etc. En dernière instance, l'harmonisation législative ne représente pas une simple opération d'alignement des législations nationales à l'acquis communautaire, mais aussi l'introduction d'une nouvelle dimension visant le développement durable des communautés rurales. Il est évident que ce processus d'harmonisation doit être abordé avec attention, dans le respect du principe de subsidiarité, afin de ne pas porter atteinte aux traditions locales.

8. La chasse commerciale – le tourisme cynégétique – constitue l'une des voies pour assurer le développement durable. Le texte ci-après analyse les possibilités d'amélioration du rapport entre les avantages économiques et la protection de l'environnement, en respectant les principes du développement durable.

2. Harmonisation

9. L'harmonisation de la législation européenne relative à la chasse est un processus nécessaire mais lourd de conséquences. Avant d'identifier les principes et les modalités par lesquelles ce processus peut se réaliser, il est impératif de mettre en

évidence une réalité, à savoir qu'il existe dans l'espace européen des grandes régions qui se soumettent à des habitudes et à des réglementations propres dans le domaine de la chasse, forgées durant les siècles, et qui ont laissé leur empreinte sur les législations nationales. Il existe donc le risque de voir invoquer ces traditions de façon démagogique pour justifier des pratiques non conformes aux réalités contemporaines et au souci du développement économique ou au respect de la biodiversité. En outre, une application correcte du principe de la subsidiarité implique de ne pas réglementer à l'échelle européenne là où une réglementation nationale, régionale ou locale en matière de chasse peut s'avérer plus efficace.

10. L'harmonisation de la législation relative à la chasse doit se dérouler au moins sur deux plans:

- national, notamment pour les pays candidats à l'adhésion à l'UE, par la reprise d'un certain nombre de dispositions spécifiques contenues dans l'acquis communautaire ;

- européen, par l'harmonisation des législations nationales en matière de chasse autour des valeurs unanimement acceptées.

11. En fait, il est possible d'arriver à une politique européenne en matière de chasse plutôt qu'à une législation unitaire, en tenant compte, évidemment, du principe de subsidiarité.

12. Les dimensions de cette politique européenne sont :

- *écologique* – la chasse doit être respectueuse de la nature et de l'environnement et conserver la biodiversité.

- *économique* – la chasse doit se transformer en un instrument destiné à assurer le développement durable dans l'espace rural et dans les zones défavorisées.

- *éthique* – les valeurs primordiales de la pratique de la chasse doivent rester le respect pour le gibier et pour les chasseurs, le respect pour les traditions et les habitudes locales, le respect pour ceux qui pratiquent le tourisme cynégétique.

- *éducative* – la pratique de la chasse conduit à une meilleure connaissance du patrimoine national, au respect de la nature et de la biodiversité, à la civilité.

2.1 L'organisation de la chasse dans les pays de l'Europe centrale et orientale en relation avec leur adhésion à l'UE

13. Lors du Colloque sur la « Gestion durable de la chasse : quels défis pour les pays de l'Europe centrale et orientales », organisé par la Commission de l'environnement, de l'agriculture et des questions territoriales à Budapest, le 11 décembre 2003, Monsieur Yves Lecocq, Secrétaire Général de la Fédération des Associations de Chasse et Conservation de la Faune sauvage de l'UE (FACE), avait défini quatre modèles de chasse en Europe :

i. les pays de l'Europe du Nord pratiquent une chasse populaire, démocratique, proche de la nature, où le gibier est recherché pour la nourriture. La chasse est soutenue

par tout l'éventail politique, y compris par les Verts. Il y a un chasseur pour 20 habitants.

ii. en Europe du Sud, la chasse représente un événement social. Sont chassés notamment les oiseaux migrateurs. Il y a un chasseur pour 40 habitants.

iii. dans les pays anglo-saxons, la chasse est considérée comme un sport. Elle est sélective et se pratique en mouvement, afin de laisser une chance à l'animal. On privilégie une approche professionnelle du management de l'habitat et du gibier. Il y a un chasseur pour 60 habitants.

iv. en Europe Centrale et Orientale les traditions de chasse sont très anciennes et dominées par des règles strictes, d'une certaine éthique – les Allemands l'appellent *Waidgerechtigkeit* - qui a été conservée malgré l'évolution des traditions. La chasse est pratiquée avec rigueur, notamment pour le grand gibier. Le nombre de chasseurs est relativement réduit : un chasseur pour environ 300 personnes. En Europe Orientale, pour des raisons historiques, persistent des traditions semblables à celles d'Europe Centrale. La chasse a été conçue, notamment pendant la période des régimes communistes, comme une activité de loisirs réservée à la nomenclature communiste. La législation, très restrictive, s'appliquait rigoureusement aux chasseurs simples, alors qu'elle était systématiquement contournée par la nomenclature. En outre, la dimension écologique, éthique et sociale de la chasse y était absente. Il suffit de mentionner la triste célébrité des "records" de chasse de dictateurs comme Ceausescu, Jivkov, Honecker etc., pour lesquels ce n'était pas la qualité qui prévalait, mais le nombre d'exemplaires tués. Le caractère restrictif de la législation a cependant eu pour conséquence la conservation du fonds cynégétique. Mais, en l'absence d'une réglementation claire en matière de tourisme cynégétique, il existe le risque majeur de voir les effectifs diminuer sévèrement en raison de la tendance de transformer la chasse en une affaire lucrative pour l'Etat.

14. En Europe, les associations locales de chasseurs s'appuient sur une longue tradition. Elles exercent un lobby significatif dans le but de mettre en évidence l'importance de la chasse pour la préservation de la nature et le développement rural. Dans un rapport FACE, il est question de la création de 120.000 emplois en lien avec la chasse et les activités apparentées. L'Union européenne et le Conseil de l'Europe ont compris la nécessité d'intégrer des éléments provenant des législations nationales, des habitudes, traditions et bonnes pratiques dans un concept, dans une attitude européenne sur la chasse. Il est cependant difficile de forger une politique européenne en matière de chasse, car le principe de subsidiarité ne serait pas entièrement respecté. Il existe une série d'instruments destinés à créer le cadre adéquat : les directives et les conventions des Etats membres de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe, ratifiées par ceux-ci, qui doivent être incorporées dans les législations nationales. Nous pensons tout d'abord à la Convention du Conseil de l'Europe relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (Convention de Berne) et à d'autres textes-cadre relatifs à la protection de la biodiversité et des habitats naturels.

2.2 Le gibier sédentaire

15. Pour le gibier sédentaire, c'est-à-dire celui dont l'aire de répartition est limitée à quelques milliers d'hectares et qui occupe toute l'année le même territoire, il est utile d'appliquer le principe de subsidiarité. Les chasseurs de chaque pays sont les plus à

même de connaître l'état de conservation de leurs gibiers. Il existe dans les législations nationales, mais également dans la pratique courante, de nombreux exemples qui prouvent la bonne gestion du gibier de grande et de petite taille. S'impose seulement une meilleure coopération internationale, notamment transfrontalière, en ce qui concerne le régime de chasse de certaines espèces. Un exemple quasi didactique est fourni par l'application de deux régimes différents de chasse sur les deux rives du Rhin. Sur la rive française a été imposé un régime de réserve nationale de chasse et de faune sauvage, alors que sur la rive allemande, à proximité de la frontière avec l'Autriche, la Suisse et le Lichtenstein, il existe une zone ouverte à la chasse et des saisons différentes de chasse. Cette situation permet aux populations de cervidés d'être protégées sur une rive et chassées sur l'autre.

16. Le régime des grands carnivores constitue un sujet à part. Si les loups ont disparu ou existent en nombre réduit dans les pays de l'Europe Occidentale comme la France, l'Espagne, l'Allemagne, l'Italie etc., dans les pays de l'Europe Centrale et notamment dans l'Europe Orientale ils sont encore nombreux. Les loups remplissent leur rôle de "sanitaires de la forêt", mais en même temps ils causent d'importants dégâts dans les collectivités rurales, notamment dans les zones alpines. Pour cette raison, certains pays de cette partie de l'Europe manifestent des réserves à l'égard de la Convention de Berne. Cette espèce, le loup, est mentionnée également dans l'annexe V de la directive "Habitats" concernant la Pologne, les Pays baltiques, la Slovaquie et certaines zones de la Finlande, l'Espagne et la Grèce. Le loup peut être chassé et peut constituer le sujet d'un nombre de mesures de gestion ayant pour but le contrôle des niveaux de populations et de leurs déplacements. Les mêmes mesures visent à régulariser les prélèvements et la commercialisation de ces spécimens. Les loups, eux, ignorent les frontières politiques : il est par conséquent nécessaire de gérer le problème au niveau transnational. Le succès de cette gestion internationale du loup entraînera des répercussions sur les décisions prises à Bruxelles et à Strasbourg au sujet d'un dilemme presque hamlétien : conservation stricte ou gestion durable de l'espèce.

17. Le repeuplement de certaines zones avec les grands carnivores représente également un problème important. En Slovénie, par exemple, a été réintroduit, il y a quelques années, le lynx. Paradoxalement et contrairement aux prévisions, la population de cervidés n'a pas diminué pour autant de façon dramatique.

18. En réalité, ce qui importe est de savoir jusqu'où on peut laisser les animaux autoréguler leur existence et à partir de quel moment l'intervention de l'homme devient nécessaire. Un exemple de mauvaise gestion d'une espèce réintroduite sur le terrain est celui du castor européen (*Castor fiber*). L'existence d'une population significative de castors en Allemagne a commencé à poser des problèmes. Depuis plusieurs années, cette espèce, autrefois protégée, est de nouveau chassée.

2.3 Le gibier migrateur

19. Le domaine du gibier migrateur comprend une aire plus grande, qui s'étend sur plusieurs pays au cours du cycle de reproduction. Une approche unitaire s'impose. Déjà en 1979, année de la Directive européenne sur la conservation des oiseaux sauvages, une dispute avait éclaté entre chasseurs et ornithologues au sujet des dates d'ouverture et de fermeture de la chasse. En raison de la diversité des espèces protégées et des modes de chasse, il est impropre de parler de "chasse" lorsqu'il s'agit

de migrateurs. Le sujet de fond, avant de définir les plans de prélèvement ou de protection des espèces, consiste à savoir quel est l'état de conservation des populations d'oiseaux migrateurs européens.

20. Les oiseaux migrateurs connaissent deux périodes de migration : la *période prénuptiale*, qui a lieu en automne, du Nord vers le Sud, et la *période de retour prénuptial*, après leur hibernation dans les pays du Sud. Prenant en compte les trajets de migration parcourus par les oiseaux, les coordonnées de latitude et de longitude sur le continent européen et les dimensions, il en résulte qu'il est presque impossible de définir les mêmes périodes de chasse pour les différentes zones. La Directive de l'UE sur la chasse des oiseaux interdit la chasse de certaines espèces pendant la période de reproduction et de dépendance des oisillons ainsi que pendant la période de retour.

21. La Commission Européenne, d'autre part, fait des efforts pour se munir d'informations scientifiques solides. Le processus est complexe, car la migration prénuptiale s'étend sur plusieurs mois, chaque espèce se divisant en plusieurs populations et pouvant avoir des comportements migratoires différents.

22. Les conventions les plus importantes sur la protection des oiseaux migrateurs, qui réglementent également leur chasse, sont la Convention de Berne du Conseil de l'Europe et la Convention sur la conservation des espèces migratrices du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (Convention de Bonn).

23. Les zones humides, qui constituent les habitats des oiseaux d'eau, méritent une attention toute particulière.

24. L'harmonisation des chasses aux oiseaux migrateurs doit se faire en deux étapes successives. La première étape consiste en l'organisation, à l'échelle du trajet arctique occidental, d'un réseau de suivi des populations d'oiseaux migrateurs. Ce réseau sera composé d'ornithologues et de chasseurs. Sa mission consistera à définir les tendances d'évolution, en fonction desquelles le niveau de prélèvements sera ajusté.

25. La seconde étape consistera à abandonner les procédures juridiques et les débats politiques relatifs aux périodes de reproduction. Il est plus utile de calculer un quota d'oiseaux pouvant être chassés annuellement en fonction des passages migratoires au lieu d'essayer de chasser pendant un laps de temps supposé être hors période de reproduction.

26. Une autre solution consisterait à accorder des autorisations de chasse pour une certaine espèce migratrice uniquement tous les deux ans.

2.4 La transposition de l'acquis communautaire dans la législation des pays en voie d'adhésion à l'Union européenne

27. Dans le cadre du processus d'élargissement de l'UE, les pays candidats sont obligés de transposer l'acquis communautaire dans les législations nationales. Cette étape est obligatoire dans l'évolution législative. Parmi les directives de la Commission Européenne, contenues dans l'article 22 de l'acquis, les plus importantes sont celles qui ont pour objet les Habitats (92/43/EEC) et les Oiseaux (79/409/EEC).

Leur transposition dans les législations nationales est nécessaire pour la formation des Réseaux Nationaux Natura 2000.

28. Les pays de l'Europe Centrale et Orientale disposent d'une biodiversité mieux conservée, tout d'abord grâce à un développement économique plus réduit et plus tardif que dans les pays de l'UE. Cette richesse est le fruit de leurs cultures différentes et, de ce fait, quelques réglementations nationales nécessitent une adaptation spécifique au droit communautaire. Aussi bien la chasse de certaines espèces (les grands carnivores, le castor, la loutre etc.) que quelques méthodes de chasse doivent être réexaminés par le législateur.

29. Il faudra cependant veiller à une application flexible du droit européen par rapport aux traditions cynégétiques locales pour autant qu'elles fassent l'objet d'une argumentation scientifique démontrant leur utilité envers les espèces concernées.

30. En l'absence d'une argumentation solide, l'héritage des pays candidats pourrait être remplacé par des décisions administratives.

3. Le tourisme cynégétique

31. La chasse contemporaine possède encore un volet supplémentaire, le tourisme cynégétique. Il représente un facteur de développement durable, notamment dans l'espace rural.

32. Il existe en Europe 7 millions de chasseurs, dont les trois quarts chassent chez eux. Le reste ce sont des chasseurs touristes, qui voyagent dans le but de rencontrer d'autres cultures, d'autres modes de chasse, un autre gibier etc.

33. Le tourisme cynégétique peut apporter son concours au développement durable dans les régions rurales européennes. Le chasseur, qu'il chasse chez lui ou à l'étranger, exploite une ressource vivante qui ne peut se régénérer que si les prélèvements sont conformes aux règles d'une gestion durable. Une fois ces conditions remplies, il peut contribuer à la conservation de la biodiversité. La Déclaration de l'union internationale pour la conservation de la nature, établie à Amman (Jordanie) en octobre 2000, reconnaît que l'utilisation durable des ressources vivantes, à savoir les animaux sauvages, représente un instrument important de la conservation de la biodiversité.

34. Ce principe figure dans la Résolution 882 (1987) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe relative à l'importance de la chasse pour les régions rurales de l'Europe.

35. Dans le tourisme cynégétique, mais également dans la chasse proprement dite, une bonne application des mécanismes de gestion, de conservation et de surveillance est vitale. Aussi est-il nécessaire d'assurer une éducation correspondante à tous les facteurs impliqués : chasseurs, agents de voyage, organisateurs et autorités locales.

36. Un questionnaire a été envoyé à plusieurs services gouvernementaux responsables de la chasse (Croatie, Pologne, Rép. Tchèque, « l'ex-République yougoslave de Macédoine », Roumanie, Bulgarie, Hongrie). Les résultats obtenus auprès de cinq pays sont résumés dans les tableaux ci-dessous, en notant que la

République Tchèque ne dispose pas de toutes les informations sur le tourisme cynégétique.

37. Il en a résulté que l'application du droit cynégétique est toujours intimement liée à l'Etat, principalement au Ministère de l'agriculture, ce qui traduit le lien important entre la chasse et les affaires rurales dans cette partie de l'Europe.

38. Les dernières modifications du droit cynégétique sont toutes récentes, en raison des négociations en vue de l'élargissement.

39. Le nombre de chasseurs locaux est faible proportionnellement à l'ensemble de la population et surtout au nombre de chasseurs étrangers en Roumanie et en Hongrie, où les taux sont respectivement de 33 et 37%.

40. Parmi les pays d'origine des chasseurs étrangers, l'Allemagne et l'Italie arrivent en tête. L'Autriche, la France, l'Espagne et la Belgique fournissent également une part importante des chasseurs étrangers.

41. La plupart du temps un permis temporaire est délivré par un organisme relativement proche des autorités administratives, ce qui facilite le suivi et la collecte d'informations.

42. La gestion administrative et financière est le plus souvent confiée partiellement ou en totalité à des agences de voyages spécialisées, mais étrangères.

43. Si les flux financiers générés sont relativement importants, il conviendrait de préciser la répartition exacte de ces flux, ce qui semble impossible dans l'état actuel des choses, même s'il semblerait qu'au moins une partie soit réinvestie dans la conservation des ressources. On peut toutefois noter la relative importance du nombre d'emplois générés, qui mériteraient aussi un approfondissement.

44. Les zones de chasse semblent bien identifiées, ce qui simplifierait l'éventuelle démarche de territoires pilotes labellisés.

45. Les dérogations demandées à l'UE ont toujours pour cadre des chasses très spécifiques, avec pour motivation des aspects traditionnels, mais également les déprédations de certaines espèces, voire la motivation pour la conservation de ces espèces.

	Hongrie	***Pologne***
Droit cynégétique élaboré par	Ministère de l'agriculture	Gouvernement
Droit cynégétique appliqué par	Département de la gestion de la faune	Ministère de l'environnement
Droit cynégétique modifié en	1996	2001
Nombre de chasseurs locaux	51 000	100 000

Nombre de chasseurs étrangers	19 000	15 000
Principaux pays d'origine	Allemagne, Autriche, Italie	Belgique, France, Allemagne, Italie
Autorisations nécessaires	Permis temporaire	Permis temporaire
Autorisations délivrées par	Délégations locales du ministère	Délégations locales du ministère
Administration du tourisme par	Agences de voyages étrangères	Agences certifiées par ministère
Gestion financière par	Agences de voyage + Association des chasseurs	Agences certifiées par ministère
Flux financier généré	25 millions d'euros	59 millions PLN
Emplois générés	2000	Non disponible
Réinvestissement pour	Association des chasseurs + projets de conservation du gibier	En partie association des chasseurs
Principales régions concernées	Sud-ouest et plaines	Sud, est, nord-ouest
Dérogations demandées /UE	Bécasse au printemps	Bécasse au printemps
Argumentation avancée	Chasse automne interdite	Tradition

	République Tchèque	***Bulgarie***
Droit cynégétique élaboré par	Ministère de l'agriculture	Ministère de l'Agriculture / Direction nationale des forêts
Droit cynégétique appliqué par	Ministère de l'agriculture, de l' environnement et des parcs nationaux	Bureaux locaux / Direction nationale des forêts
Droit cynégétique modifié en	2002	2002
Nombre de chasseurs locaux	120 000	120 000
Nombre de chasseurs étrangers	Non disponible	3000
Principaux pays d'origine	Non disponible	Allemagne, Espagne, France, Italie, Autriche
Autorisations nécessaires	Permis temporaire + assurance	Permis/espèce et /mode de chasse
Autorisations délivrées par	206 municipalités	Bureaux locaux

Administration du tourisme par	Municipalités + Agences de voyages	Bureaux locaux / Direction nationale des forêts
Gestion financière par	Municipalités	Ministère de l'Agriculture / Direction nationale des forêts
Flux financier généré	Non disponible	3.5 millions d'euros (en hausse)
Emplois générés	Non disponible	1 380
Réinvestissement pour	Association des chasseurs + Projets de conservation du gibier	Projets de conservation du gibier
Principales régions concernées	Districts de chasse	Districts de chasse
Dérogations demandées /UE	Non	Grand Tétras, loup, chat sauvage
Argumentation avancée		Motivation gestion des habitats

	Roumanie
Droit cynégétique élaboré par	Ministère de l'agriculture et des forêts
Droit cynégétique appliqué par	Ministère de l'agriculture et des forêts
Droit cynégétique modifié en	2001
Nombre de chasseurs locaux	60 000
Nombre de chasseurs étrangers	20 000
Principaux pays d'origine	Espagne, Autriche, Allemagne, Italie
Autorisations nécessaires	Invitation par Association des chasseurs ou régie des forêts
Autorisations délivrées par	Association des chasseurs ou régie des forêts
Administration du tourisme par	Association des chasseurs via agences spécialisées
Gestion financière par	Gibier : Association des Chasseurs ; Régie : Services Agences
Flux financier généré	4 millions d'euros
Emplois générés	2 500
Réinvestissement pour	Conservation gibier et développement tourisme
Principales régions concernées	Carpates, delta Danube, plaines centrales
Dérogations demandées /UE	Voir annexe
Argumentation avancée	Bon état de conserv., dégâts, commercialisation

4. Recommandations

4.1 L'harmonisation législative

a) La mise en place d'un réseau mixte, formé de chasseurs et ornithologues, chargé du suivi de l'état de conservation des oiseaux migrateurs à l'échelle des grands trajets de migration.

Argumentation

46. La chasse peut être réglementée au point de vue technique uniquement par rapport à une population connue, ce qui n'est pas le cas pour les oiseaux migrateurs. Une fois les effectifs déterminés, l'important n'est plus de savoir si les oiseaux sont en période de reproduction, mais de définir un nombre maximum de pièces par chasseur et par saison, comme c'est le cas pour le gibier sédentaire.

b) Révision du principe de protection intégrale des espèces potentiellement chassables, en faveur d'un système de plan de chasse à attribution nulle.

Argumentation

47. Le classement des espèces sous un statut de protection intégrale a échoué quant il s'est agi d'éviter la diminution de leurs effectifs, voire leur extinction. L'évolution de la chasse vers une utilisation raisonnée des ressources permet aujourd'hui la sauvegarde d'espèces qui étaient en voie d'extinction.

c) L'harmonisation à l'échelle européenne des systèmes de formation des chasseurs, ayant un tronc commun de connaissances, complétée par une formation spécifique et suivie d'une épreuve pratique de tir, le tout couronné par la délivrance d'un *permis de chasser européen*.

Argumentation

48. On constate des différences majeures quant au niveau de formation des chasseurs européens. Les nouvelles exigences en matière de protection de l'environnement nécessitent des connaissances complexes et une approche unitaire. L'existence d'un permis de chasse européen permettrait un échange de vues plus ample entre les chasseurs, basé sur des connaissances communes et sur des mesures et règles unanimement acceptées.

d) Application des principes et des dispositions du règlement concernant le développement rural

Argumentation

49. L'un des principaux progrès obtenus dans le cadre de la réforme de la PAC est le nouveau règlement de l'UE concernant le développement rural qui regroupe un certain nombre d'instruments existants, dont des instruments sur l'agriculture et l'environnement, et exige des Etats membres de l'UE qu'ils élaborent des plans intégrés de développement rural. Ce règlement a des incidences très prometteuses sur la faune sauvage. Compte tenu du déclin du rôle de l'agriculture dans les économies rurales, une nouvelle forme de gestion de l'utilisation des terres, comme la gestion cynégétique, devrait être adoptée en raison de ses possibilités de création d'emplois.

e) La mise en place d'un organisme supra-national, indépendant des associations nationales de chasseurs et des organismes environnementaux, ayant pour objectif de collecter et de centraliser l'information technique et scientifique sur la faune sauvage européenne et d'apporter cette information au niveau politique pour l'élaboration des futurs textes européens.

Argumentation

50. Actuellement, les décisions concernant la faune sauvage sont adoptées sous l'influence d'actions de lobby, plus ou moins objectives. L'organisme proposé pourrait éliminer l'arbitraire.

4.2 Le tourisme cynégétique

a) La mise en place d'une Charte Européenne du tourisme cynégétique sous l'égide du Conseil de l'Europe

Argumentation

51. Un tel document pourrait fournir aux pays candidats un guide de principes communs et de bonnes pratiques concernant l'organisation du tourisme cynégétique. Il convient de définir un certain nombre de critères garantissant la qualité des services à offrir, des normes éthiques unanimement acceptées, mais également des références concernant la législation de protection de la nature et de l'environnement. Cela pourrait également fournir des conseils sur le management financier de ce type de tourisme.

b) Diversification des offres dans le tourisme cynégétique

Argumentation

52. Il est nécessaire de définir un équilibre judicieux entre la chasse axée sur la notion de trophée et la chasse de masse, apparemment démocratique grâce aux prix attrayants. Dans le premier cas, cela pourrait aboutir à l'élimination de certains exemplaires précieux, à potentiel génétique élevé, et dans le second à des destructions massives de l'environnement. Il y a la tentation du consumérisme, qui doit être bannie, car elle peut conduire à des pratiques contraires au principe même de la chasse, comme le lâcher de gibier de tir – c'est le cas du faisan – uniquement pour être chassé. Le tourisme cynégétique doit mettre l'accent sur des composantes comme : tradition, goût de l'aventure et de la découverte etc., ce qui pourrait attirer beaucoup de jeunes.

c) L'application plus harmonieuse de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (« Convention de Washington » - CITES).

Argumentation

53. Le commerce des espèces animales doit être placé sous un contrôle rigoureux, par l'application des dispositions d'une convention internationale. L'application de ce règlement doit être la même dans tous les pays signataires. Si les démarches administratives sont trop compliquées, certains chasseurs pourraient les rejeter et organiser eux-mêmes le tourisme cynégétique.

d) L'intégration systématique du tourisme cynégétique dans les futurs programmes de conservation des espèces et des espaces européens.

Argumentation

54. L'intégration du tourisme cynégétique en tant que facteur de développement économique et écologique dans les réseaux de type *NATURA 2000* ou *EMERAUDE* est nécessaire. Ce type de tourisme pourrait ainsi acquérir une légitimité plus accentuée vis à vis des autres utilisateurs de ressources naturelles pour qui les mesures de conservation et la chasse sont antagoniques.

5. Conclusions

55. La chasse, pour peu qu'elle respecte un certain nombre d'exigences, peut être considérée comme légitimée. Dans le cas contraire, elle peut s'avérer destructrice pour le patrimoine de l'héritage environnemental. Le potentiel économique de la chasse rend possible l'application des mesures de conservation.

56. Au moment de l'élargissement de l'Union européenne, il est important d'évaluer l'impact de ce processus sur l'environnement et sur la vie sauvage.

57. Depuis plusieurs années, dans les institutions européennes, quand il s'agit de la protection de la faune, les discussions restent stériles. Les leaders politiques européens et les facteurs de décision doivent prendre en discussion les aspects économiques du patrimoine naturel. Sur cet aspect du débat, la chasse et le tourisme cynégétique doivent occuper une place bien distincte, car ils représentent des facteurs de développement durable. Dans ce cadre, les zones rurales doivent bénéficier d'une attention particulière, leurs ressources financières étant limitées. L'absence d'un facteur de développement compromettrait irrévocablement toute tentative de conservation de l'environnement.

* * *

Commission saisie du rapport : Commission de l'environnement, de l'agriculture et des questions territoriales

Renvoi en commission : Doc. 8567, renvoi n° 2452 du 4 novembre 1999 (prolongé jusqu'au 4 novembre 2004)

Projet de recommandation adopté par la commission le 8 septembre 2004

ANNEXE 4

Etude élaborée par le Greffe de la Chambre des Députés

partie 2:

compilation des réponses qui ont été données par différentes associations au questionnaire élaboré par la Commission de l'Environnement

Etude
en vue de la préparation d'un débat d'orientation sur la chasse au Grand-Duché de Luxembourg

2. partie
Prises de position relatives au questionnaire élaboré par la Commission de l'Environnement

Greffe de la Chambre des Députés

Novembre 2006

Table des matières

1. La loi sur la chasse actuellement en vigueur dans notre pays vous semble-t-elle adaptée à notre époque? Le cas échéant, dans quelle mesure faut-il la réformer 4

2.La chasse représente-elle une nécessité pour la conservation de la nature? Le concept de protection de la nature est-il forcément en contradiction avec la pratique de la chasse ? 5

3.Quelles fonnes, quels modes de chasse devrait-on autoriser au Grand-Duché de Luxembourg? 26

4.Quelles mesures pourrait-on envisager pour mieux concilier les intérêts et des chasseurs et des personnes exerçant des activités sportives ou ludiques dans les bois et forêts lors des périodes de chasse? Comment pourrait-on minimiser les risques d'accidents qu'encourent p,ex. les promeneurs et leurs animaux domestiqes? Que pensez-vous de la pratique de chasser les animaux domestiques? 35

5. Quel est votre avis concernant la pratique du nourrissage du gibier? 44

6.De quelle façon pourrait-on mieux concilier les intérêts des chasseurs et des propriétaires de terres et forêts où la chasse a lieu? Comment concilier pratique de la chasse et respect du droit à la propriété? 55

7. N'y-a-t-il pas lieu de réformer les syndicats de chasse? 63

8. Selon vous, une chasse administrative peut-elle être organisée sur des terres non comprises dans un syndicat? 70

9. Selon vous, qui serait susceptible de devoir payer les dégâts causés par le gibier sur des terres non comprises dans un syndicat? 77

10. Comment pourrait-on, selon vous, améliorer les relations entre chasseun et agriculteurs dans l'optique de réduire à un strict minimum les dégâts causés et par le gibier et par les chasseurs? 85

11. Quelles initiatives pensez-vous que les politiques doivent prendre en matière de chasse et dans quelle mesure l'Etat doit-il intervenir? 91

12.Quels critères pourrait-on appliquer pour fixer la quantité de gibier chassé? 00

13. Quelles sont les espèces qui doivent être catégorisées comme chassables 08

14. Comment concevez-vous l'utilisation des chiens de chasse? Comment le dressage de ces chiens pourrait-il influer sur leur utilisation? 16

15. Que pensez-vous de la chasse dans les zones naturelles protégées? 1

16. Que pensez-vous de la pratique du piégeage? 1
17. Les périodes de chasse actuellement en vigueur vous sembent-elles opportunes? 1

1. Question

La loi sur la chasse actuellement en vigueur dans notre pays vous semble-t-elle adaptée à notre époque? Le cas échéant, dans quelle mesure faut-il la réformer?

ANIMAL a.s.b.l.

Was früher zur Beschaffung der Nahrung diente, hat sich heutzutage nur mehr zu einem gesellschaftlichen Hobby entwickelt, welches die strukturierten Waldlebensgemeinschaften zerstört. Die Jagd ist nicht mehr notwendig, daher ist sie auch nicht zu reformieren.
Im 21ten Jahrhundert ist die Jagd ethisch und ökologisch nicht mehr zu rechtfertigen.
An Stelle von Freizeitjägern sollen vollamtlich eingestellte Wildhüter für einen gesunden, den örtlichen Verhältnissen, angepassten Wildbestand sorgen.
Gleich dem Förster, welcher sich um den Baumbestand kümmert, sollen Wildhüter sich um die Wildbestände kümmern und dies aufgrund moderner und praxiserprobter, ökologischer Gesichtspunkte.
Ihre Aufgabe wird es sein den Wald ais ein ökologisches Ganzes zu betrachten, in welchem das Ursache- Wirkung Prinzip vorherrscht. So sollen sie sich z.B. um die Instandhaltung der Wildlebensräume kümmern, den real entstandenen Wildschaden überprüfen, eventuelle Wildkrankheiten erkennen und beurteilen, im Frühjahr die Wilddichte aufnehmen, usw.

Animal Justice,

Die Jagd ist nicht notwendig, daher ist sie auch nicht reformierbar.
Im 21.ten Jahrhundert ist die Jagd ethisch und ökologisch nicht mehr zu rechtfertigen.
An Stelle von Freizeitjägern sollen vollamtlich eingestellte Wildhüter für einen gesunden, den örtlichen Verhältnissen, angepassten Wildbestand sorgen.
Gleich dem Förster, welcher sich um den Baumbestand kümmert, sollen Wildhüter sich um die Wildbestände kümmern. Ihre vielfältigen Aufgaben werden unter anderem sein: Wildkrankheiten zu erkennen und zu beurteilen, sich um die Pflege

der Wildlebensräume zu kümmern, im Frühjahr sich der Aufnahme der Wildpopulation anzunehmen, die Sicherung der bewaldeten Verkehrstrassen zu gewährleisten, den real entstandenen Wildschaden zu beurteilen, usw.

ASSOCIATION DES FORESTIERS LUXEMBOURGEOIS asbl

Les conditions cynégétiques ont subi de profondes mutations. Il y a eu une dégradation du milieu agricole et une intensification de l'exploitation, une disparition des structures naturelles, entraînant ainsi une réduction du petit gibier vivant dans ce milieu.
En parallèle, il s'est opéré un accroissement des populations de grand gibier, une implantation d'espèces non indigènes (grand gibier) et une extension des surfaces urbanisées au détriment des fonds agricoles. Cela a provoqué une situation de stress pour les grands gibiers qui ont besoin de vastes espaces et un débordement des dégâts de gibier.
Ensuite le contexte social a évolué. On a une population humaine qui s'éloigne de la nature et n'a plus le sens des instincts primaires de l'homme telle la chasse.
Enfin, le contexte législatif n'est plus adapté. Ainsi, les multiples modifications dont la loi a fait l'objet au cours du temps rendent son application effective de plus en plus difficile. Par conséquent, il faut créer un texte coordonné, respectant l'ensemble des utilisateurs de la forêt et de l'environnement naturel.

Association des gardes particuliers assermentés Asbl, AGP

Quoique la législation en vigueur a fait ses multiples preuves et mérite d'être maintenue dans ses grandes lignes, il y a lieu de se référer en cas d'adaptation désirée aux principes internationaux régissant la matière. Dans ce contexte, la Déclaration UICN no 2.29 sur l'utilisation durable des ressources biologiques sauvages, adoptée déjà lors de leur 2c dernier Congrès à Amman, Jordanie, en année 2000 conclut en son article 7:
«a.) l'utilisation des ressources biologiques sauvages à condition qu'elle soit durable est un instrument important au service de la conservation de la nature. Parce que les avantages économiques et sociaux qui en découlent incitent les utilisateurs à conserver ces ressources ;
b.) Les utilisateurs des ressources biologiques sauvages devraient s'efforcer de limiter le plus possible l'appauvrissement de la diversité biologique;
e.) pour renforcer la durabilité de l'utilisation des ressources biologiques sauvages, il importe de mettre en place un processus permanent de gestion amélioré de ces ressources; et
d.) ce processus doit être adaptable; prévoir des mesures de surveillance et la possibilité de modifier la gestion pour tenir compte des facteurs de risque et d'incertitude. »

Sachant que le Ministère de l'Environnement est membre adhérent à l'UICN, il y a dès lors lieu de mettre l'accent sur les possibilités de management cynégétique et environnemental aux mains des principaux acteurs dans le domaine de la chasse, domaine traditionnel à caractère particulier. Pour réaliser ce management, le locataire de chasse s'assure souvent de l'appui des personnes spécialement formées et bien qualifiées. C'est ainsi qu'il commet fréquemment un Garde-chasse particulier assermenté pour assurer les missions de surveillance, de protection et de gestion de la faune et de la flore sauvage sur son lot de chasse adjugé. Par ce fait, le commettant et son garde-chasse agréé contribuent activement à une police de la chasse de qualité, une gestion écologiquement compatible, de même qu'à une utilisation économique et sociale avantageuse des ressources biologiques sauvages. Conformément au principes de participation, de partenariat, d'autonomie de gestion et de promotion de l'initiative privée en la matière, il est à réfléchir par quels moyens on pourrait promouvoir la gestion durable des lots de chasse moyennant l'association de personnes qualifiées par examen professionnel (règl.g.-d. modifié du 01.09.1996), telles les Gardes-chasse particuliers assermentés !

L'Association des Médecins-Vétérinaires du Grand-Duché de Luxembourg-AMVL

Maintes modifications ont déjà été rapportées à cette loi actuellement en vigueur, essayant de donner satisfaction aussi bien aux chasseurs qu'à la collectivité. Chaque loi peut être réadaptée, si l'actualité l'exige. En période de crise sanitaire, p. exp. en cas de peste porcine chez les sangliers, il serait souhaitable que les autorités vétérinaires compétentes pourraient exiger des chasses administratives.

ALPA Association luxembourgeoise pour la protection des animaux

Die Jagd ist nicht notwendig, daher ist sie auch nicht reformierbar.
Im 21.ten Jahrhundert ist die Jagd ethisch und ökologisch nicht mehr zu rechtfertigen.
An Stelle von Freizeitjägern sollen vollamtlich eingestellte Wildhüter für einen gesunden, den örtlichen Verhältnissen, angepassten Wildbestand sorgen. Gleich dem Förster, welcher sich um den Baumbestand kümmert, sollen Wildhüter sich um die Wildbestände kümmern.
Ihre vielfältigen Aufgaben werden unter anderem sein: Wildkrankheiten zu erkennen und zu beurteilen, sich um die Pflege der Wildlebensräume zu kümmern, im Frühjahr sich der Aufnahme der Wildpopulation anzunehmen, die Sicherung der bewaldeten Verkehrstrassen zu gewährleisten, den real entstandenen Wildschaden zu beurteilen, usw.

BOF - Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd

La législation sur la chasse datant de 1885 est complètement surannée.
Elle n'est plus adaptée aux besoins réels du 21 ième siècle. Etant donné que dans nos régions la chasse ne se pratique plus pour se nourrir, mais est exercée principalement en tant que passe-temps et en tant que loisir, les différentes activités de la chasse et la législation afférente doivent être réformées et adaptées aux besoins actuels.
Il est inacceptable que des propriétaires forestiers soient affiliés de force à un syndicat de chasse et que des chasses soient organisées sur leurs terrains malgré leurs convictions contraires. Ceci est en contradiction avec les dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme. Ceci a été confirmé par des jugements nationaux et internationaux (arrêt de la CEDH de Strasbourg du 29 avril 1999 Chassage et autres vs. France, Jugement du Tribunal Administratif, Luxembourg, rôle No 15096 du 18 décembre 2003, Cour Administrative, rôle No 17488C et 17537C du 13 juillet 2004, Cour Administrative du 14 avril 2005, rôle no 18656C.)
En outre, la législation actuelle viole fréquemment la convention de Berne du 19 septembre 1979 (Annexe IV), ratifiée le 23 mars 1982 par le Grand-Duché de Luxembourg. Les articles 1,2,3,4,5 et 6 du code de l'environnement (Chasse - 3. Animaux nuisibles, page 3) permettent toujours l'utilisation de pièges et d'autres méthodes afin de tuer des animaux sans raisons scientifiquement justifiées.
L'article VIII de la loi sur l'amodiation de la chasse (Chasse - 1. exercice et amodiation de la chasse, page 17) permet toujours l'abattage des animaux domestiques:
,,Peuvent être tués: les chats se trouvant à plus de trois cents mètres de l'habitation la plus proche. Ce droit s'applique aussi aux chats pris dans le piège. »
De tels agissements sont inacceptables. La population luxembourgeoise, -chasseurs à part-, désapprouve ces prérogatives.
La chasse loisir est contraire aux conceptions éthiques et morales du 21e siècle. Elle n'a, partant, plus de place dans notre société. La chasse loisir doit être remplacée par une chasse professionnelle plus citoyenne, plus équitable et plus environnementale, dans un esprit de saines conceptions écologiques et éthiques dûment contrôlées par l'Etat.

c.c.c. Luxembourg - Centrale du Chien de Chasse

La loi sur la chasse actuellement en vigueur dans notre pays nous semble parfaitement adapté à notre époque.
Néanmoins, il nous semble que certaines adaptations sont nécessaires. Nous souhaitons une loi mieux formulée où la raison permettant la chasse soit plus clairement fondée et transparente. La réglementation devra donc être plus claire et plus conséquente, afin que la justification de l'acte de chasse s'en dégage plus nettement.

CENTRALE PAYSANNE LUXEMBOURGEOISE

Si le maintien d'une population gibier équilibrée s'avère donc indispensable pour l'agriculture, il l'est autant pour la conservation de la nature. Dans ce sens, la Centrale Paysanne ne voit nullement une contradiction entre protection de la nature et pratique de la chasse. Au contraire, tout déséquilibre au niveau du gibier, notamment une population trop importante de gibier, serait non seulement nuisible à l'agriculture, mais également à la protection de la nature. Dans ce sens, la Centrale Paysanne plaide donc clairement pour le maintien de la chasse dans les zones de protection de la nature.

Chambre d'Agriculture

Comme il ressort des réponses aux questions qui vont suivre, la législation sur la chasse doit être adaptée et ceci à nos yeux dans le but de faire face au contrôle de la population du gibier afin de prévenir au maximum les dégâts aux cultures agricoles et aux animaux d'élevage.'

Comité pour la Défense des Droits des Animaux et la Révision des lois nationales et européennes touchant les Animaux

Le noyau de la «loi sur la chasse» actuellement en vigueur au Luxembourg date de la fin du 1er siècle. Elle incite à un faux débat pour les raisons suivantes: Ce sont les chasseurs eux-mêmes qui créent artificiellement les pseudo-raisons de leurs interventions destructives. A ne citer que le nourrissage massif du gibier avec des substances à protéines pour produire des cheptels surpeuplés ainsi que la volonté ferme d'exterminer les prédateurs majeurs afin de se substituer à eux.
Depuis des millions d'années toutes les espèces d'animaux contrôlent *eux-mêmes* leur nombre en parfait accord avec l'environnement. Ce n'est qu'avec l'introduction de la chasse dite «de société» que tous les problèmes connus sont nés. Cependant, il ne faut pas être dupe: *toute* chasse doit être considérée comme un *divertissement* qui noie les hurlements des victimes innocentes dans leur sang. Ce que l'on oublie *systématiquement* dans ce faux débat, ce sont des considérations d'ordre d'éthique: Chaque espèce, humaine ou non, existe pour son propre compte et par le seul fait de son existence possède droit à la vie qui est à *respecter* surtout par notre espèce dont les responsabilités énormes découlent de nos moyens. D'où la responsabilité du législateur de protéger le vivant sans défense en particulier et non de créer des cartes blanches pour ceux qui recherchent sa destruction.

Le Professeur Dr. CARLO CONSIGLIO, zoologue renommé à l'université de Rome, conclut dans son livre "Vom Widersinn der Jagd": «Seule *l'abolition* de la chasse peut se prévaloir d'un fondement *scientifique».*
Aussi ne faut-il pas oublier que la chasse représente sous toutes ses formes une violation flagrante de l' Article 1 des Droits de l'Homme qui stipule que celui-ci est doté de *conscience, raison* et *dignité.*
Finalement, la chasse enfreint aussi l' Article 11 de notre Constitution qui proscrit une société à *plusieurs* classes.
En effet, il est tout à fait inacceptable qu'un petit groupe de gens privés soit autorisé à faire déchiqueter des animaux sans défense par des chiens dressés lors de battues aussi anachroniques que sanguinaires, alors que tous les autres citoyens seraient punis (avec raison!) par la loi pour les mêmes délits. La «loi sur la chasse» actuellement en vigueur dans notre pays n'est pas seulement non adaptée à notre époque, mais elle viole en plus, et depuis longtemps, les articles précités sans que l'État luxembourgeois n'ait fait quoi que ce soit pour y remédier.

Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg asbl

Ni la nature, ni la chasse devraient être considérées avec une optique «à la mode ». Il s'agit de domaines profondément ancrés dans notre façon d'être, de ressentir, d'agir. La chasse est, depuis que l'homme est devenu homme, l'activité par excellence qui le lie à la nature en tant qu'acteur, en tant que partie de tout écosystème. La loi actuellement en vigueur, dont il ne faut pas perdre de vue qu'elle a été modifiée et complétée à de nombreuses reprises, est certainement encore adaptée à notre époque, alors qu'elle permet de concilier les intérêts de tous, à savoir les propriétaires qui disposent du pouvoir de décider du relaissement et qui reçoivent un loyer en contrepartie de la mise à disposition du droit de chasse, les agriculteurs, viticulteurs et forestiers qui sont intégralement indemnisés en cas de dégâts de gibier, la collectivité par la gestion et la protection de la faune et de la flore. La chasse poursuit un intérêt général et il est nécessaire de la pratiquer sur l'ensemble du territoire non urbanisé en regroupant les terres dans des lots de chasse homogènes.
Dans l'esprit de Montesquieu, qui avance qu'il est d'une importance extrême d'éviter tout changement de législation qui ne soit pas extrêmement important, et à l'exception de quelques adaptations techniques (p.ex.: introduction des chasses administratives), aucune réforme majeure ne s'impose, alors qu'aussi bien le système de relaissement que les modes de chasse répondent aux exigences démocratiques et scientifiques qui sont actuellement mises en avant par toutes les parties.

GAVEA Groupe d'Action Végétarien pour l'Égalité Animale

Le noyau de la «loi sur la chasse» actuellement en vigueur au Luxembourg date de la fin du 1er siècle. Elle incite à un faux débat pour les raisons suivantes:
Ce sont les chasseurs eux-mêmes qui créent artificiellement les pseudo-raisons de leurs interventions destructives. A ne citer que le nourrissage massif du gibier avec des substances à protéines pour produire des cheptels surpeuplés ainsi que la volonté ferme d'exterminer les prédateurs majeurs afin de se substituer à eux.
Depuis des millions d'années toutes les espèces d'animaux contrôlent *eux-mêmes* leur nombre en parfait accord avec l'environnement. Ce n'est qu'avec l'introduction de la chasse dite « de société» que tous les problèmes connus sont nés.
Cependant, il ne faut pas être dupe: *toute* chasse doit être considérée comme un *divertissement* qui noie les hurlements des victimes innocentes dans leur sang. Ce que l'on oublie *systématiquement* dans ce faux débat, ce sont des considérations d'ordre d'éthique:
Chaque espèce, humaine ou non, existe pour son propre compte et de son existence possède déjà le droit à la vie qui est à *respecter* surtout par notre espèce dont des responsabilités énormes de nos moyens. D'où la responsabilité du législateur de protéger le vivant sans défense en particulier et non de créer des cartes blanches pour ceux qui recherchent sa destruction.
Le Professeur Dr. CARLO CONSIGLIO, zoologue renommé à l'université de Rome, conclut dans son livre "Vom Widersinn der Jagd": «Seule *l'abolition* de la chasse peut se prévaloir d'un fondement *scientifique».*
Aussi ne faut-il pas oublier que la chasse représente sous toutes ses formes une violation flagrante de l'Article 1 des Droits de l'homme qui stipule que celui-ci est doté de *conscience, raison* et *dignité.*
Finalement, la chasse enfreint aussi l' Article 11 de notre Constitution qui proscrit une société à *plusieurs* classes.
En effet, il est tout à fait inacceptable qu'un petit groupe de gens privés soit autorisé à faire déchiqueter des animaux sans défense par des chiens dressés lors de battues aussi anachroniques que sanguinaires, alors que tous les autres citoyens seraient punis (avec raison!) par la loi pour les mêmes délits. La «loi sur la chasse» actuellement en vigueur dans notre pays n'est pas seulement non adaptée à notre époque, mais elle viole en plus, et depuis longtemps, les articles précités sans que l'Etat luxembourgeois n'ait fait quoi que ce soit pour y remédier.

Groupements des Sylviculteurs a.s.b.l.

Avant de discuter certains des points de ce questionnaire nous aimerions souligner en exergue que tous les problèmes actuels qui se posent en relation avec la chasse résultent de la prolifération de certaines espèces de gibier.
Cette prolifération est la conséquence à la fois d'une protection exagérée du gibier moyennant la délivrance parcimonieuse d'autorisations à abattre certaines espèces (cerf et chevreuil) et par des pratiques cynégétiques contre nature (nourrissage et protection du gibier).

Sous le bénéfice de cette remarque préliminaire nous nous permettons de prendre position comme suit sur les questions qui nous paraissent être les plus importantes en ce qui concerne notre Groupement:
La législation sur la chasse actuellement en vigueur dans notre pays n'est sur de nombreux points plus adaptée à notre époque.

Letzebuerger Deiereschutzliga

La législation en vigueur et la pratique de la chasse n'est plus acceptable du point de vue écologique et plus particulièrement au niveau de la protection des animaux. La pratique ancienne de la chasse qui visait avant tout à assurer la nourriture et la survie des populations humaines est actuellement totalement dépassée. La chasse est devenue en grande partie un hobby exercé par certaines personnes qui ne tiennent pas suffisamment compte du fragile équilibre écologique. La Lëtzebuerger Déiereschutzliga asbl. se réjouit que les législateurs soient enfin disposés à revoir la législation actuelle, alors que d'autres pays voisins ont déjà pris des mesures plus adaptées en vue de réglementer et de limiter l'exercice de la chasse. Il est de notre avis qu'il est urgent de régler à longue durée et de prendre rapidement des mesures législatives afin d'instaurer une chasse contrôlée qui a pour but de sauvegarder la nature et les animaux.

Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga

La loi sur la chasse actuellement en vigueur date d'une époque où les gens chassaient pour se nourrir et pour prévenir les dégâts aux cultures agricoles. Aujourd'hui, la chasse est exercée par une minorité, mais elle a gardé la qualité de procurer de la nourriture et de prévenir des dégâts. L'évolution/intensification de l'agriculture (monocultures de colza, maïs...) est une des causes de l'augmentation de certaines populations de gibier, notamment du sanglier, et en même temps de la diminution de la biodiversité. De nombreuses espèces abondantes au siècle dernier sont devenues rares. De vastes changements dans la société et ses habitudes ont aussi changé l'utilisation de la nature, comme les sports en plein air. Certaines nouvelles connaissances nous amènent vers des réformes plus techniques, comme l'interdiction de plomb pour les munitions. Tous ces changements devraient nous mener à réfléchir à une réforme de la chasse.

NATURA, la Ligue Luxembourgeoise pour la protection de la Nature et de -l'Environnement

En général la loi nous semble adaptée, bien qu'il s'agisse d'une loi ancienne qui a subi de nombreuses modifications. Il faudrait néanmoins une nouvelle version homogène mettant en évidence les nouvelles fonctions de la chasse et des chasseurs. En y incluant l'approche actuelle de cette question et en tenant compte des nouvelles lois sur la protection de la faune, de la flore, des habitats et du bien-être des animaux en général. Etablir des plans régionaux de chasse.

POUR UNE CHASSE ECOLOGIQUEMENT RESPONSABLE a.s.b.l.

Die Jagd braucht eine Neuorientierung, um Konflikte mit Land- und Forstwirtschaft, Natur- und Tierschutz zu mindern. Die gegenwärtig in Luxemburgpraktizierte Jagd wird den Forderungen nach Nachhaltigkeit und Erhaltung der Biodiversität nicht gerecht.
Eine Anpassung an die heutigen gesellschaftlichen und ökologischen Verhältnisse ist unerlässlich. So wächst zwangsläufig die Forderung nach einem reformierten Jagdrecht ais Teil eines Gesamt-Umweltrechtes. Wesentlicher Punkt einer Jagdrechtsreform muss die Bindung des Jagdrechtes an Grund und Boden bleiben. (Siehe Frage 7)
Die Liste der jagdbaren Tierarten muss gekürzt werden, sie soll nur noch solche enthalten, die tatsächlich bejagbar und sinnvoll verwertet werden können.
Für den Lebensraum Wald kommt der Jagd eine besondere Verpflichtung zu. Überhöhte Schalenwildbestände verursachen untragbare Schäden an unseren Wäldern und behindern den Umbau von derzeit ökologisch wertlosen Nadelholzmonokulturen zu nachhaltig nutzbaren Mischbaumbeständen.

Folgenden Punkte können eine wirkungsvolle und flächendeckende Lösung ermöglichen:
Generelles Verbot der Fütterung, die für das Überleben der heimischen Arten nicht erforderlich ist. Sie ist zur Verhinderung von Wildschäden ungeeignet und führt im Gegenteil zu höheren Bestandsdichten, die wiederum eine gesteigerte Schadensbelastung mit sich bringen.
Hinsichtlich der Abschlussregelung ist eine eindeutige Orientierung an den Zielen des Naturschutzes und einer naturnahen Land- und Forstwirtschaft unerlässlich. Die Vorgabe der zu erlegenden Stücke ist nur aus wildbiologischen Gründen, anhand ökologischer und waldbaulicher Weiser und Methoden und nicht im Interesse einer Trophäenhege festzulegen.
Jagdzeiten sind zur Minderung des Jagddrucks an biologische und tierethische Erfordernisse anzupassen. Entscheidend ist eine Gleichschaltung der Jagdzeiten aller Arten, Geschlechter und Altersklassen.

Der Gesetzgeber muss einer veränderten Einstellung der Gesellschaft zum Tierschutz Rechnung tragen.
Das Aussetzen von dem Jagdrecht unterliegenden Tieren ist zu untersagen.
Faunenfremde, bereits vorhandene Arten sind *auf* einem die heimische Flora und Fauna nicht beeinträchtigenden Niveau zu halten.
Aus diesen Anmerkungen zu einigen der wichtigsten Punkte einer Jagdgesetznovellierung ist ersichtlich, dass eine Reform nicht nur im Eigeninteresse der Jägerinnen und jäger liegt, sondem auch ein Anliegen der gesamten Gesellschaft und vieler ihrer Gruppierungen sein müsste.

S.O.S. ANIMAUX a.s.b.l.

Quel que soit le plan sur lequel on l'aborde: moral, social, écologique, éthologique, la pratique de la chasse reste discutable. Le bon chasseur, il en existe, est irrémédiablement condamné par le mercantilisme. La faune mal gérée devrait être mise entre les mains de « payés» -remplacer les « sportifs» qui ne se préoccupent que de leur satisfaction personnelle, par des « gardes de la faune assermentés », appointés pour veiller à la santé de notre patrimoine naturel. Ne serait-ce pas le moment de créer de nouveaux emplois?

VsK - Vogelschutz-Komitee e.V

Das luxemburgische Jagdgesetz ist nicht zeitgemäß.
Das Jagdgesetz bedarf der reformierenden Änderung.
1. Es entspricht bezüglich der Inhaber des Jagdrechts -in der untrennbaren Verknüpfung dieses Rechts mit dem Eigentum an Grund und Boden -nacht den zu Beginn des 19. Jahrhunderts in Ablösung der feudalistischen Vorherrschaft erzielten Errungenschaften des Rechts an diesem Eigentum. Es verletzt das Recht am Eigentum und steht damit im Widerspruch zu Inhalt und Geist der Menschenrechtskonvention. Faktisch beinhaltet es nämlich, in Verletzung von Menschenrecht, die Enteignung der Eigentümer von Grundflächen, ohne dass dies irgendwelchen übergeordneten Interessen der Allgemeinheit dient
2.: Es erlaubt den Jagdausübenden zahlreiche Handlungen, welche in krassem Gegensatz zu modernen Anforderungen des Tierschutzes stehen. Solche Unvereinbarkeit mit dem Tierschutz und damit verbundenen ethischen Verpflichtungen sind z. B. verkörpert durch Hetzjagden mit Hunden, durch die Fallenjagd oder das Töten frei laufender Haustiere (Hauskatzen, Haushunde).
3.: Es wird den bestehenden ökosystemaren und naturschutzfachlichen und wildbiologischen Erkenntnissen und heutigen Erfordernissen im Umgang mit Naturgütern nicht gerecht. Den Jagdausübenden ist demgegenüber die einseitig auf Trophäenerbeutung oder ausschweifende Vergnügungsjagd ausgerichtete "Hege"

bevorzugter Wildtierarten erlaubt. Aus der Haustierhaltung übernommene Fütterung und züchterische Selektion bewirken einen schleichenden domestikations Prozess insbesondere bei den davon vornehmlich betroffenen Huftierarten.
Zugleich sind unliebsame Tierarten (Predatoren) einer ungerechtfertigten Verfolgung ausgesetzt, die allein der Ausschaltung natürlicher interspezifischer Konkurrenz der frei lebenden Arten dient. "
4.: Es privilegiert einen prozentual unbedeutenden Anteil der Gesamtbevölkerung. Dies geht zu Lasten der Allgemeinheit. Die zum Allgemeingut gehörigen frei lebenden Tiere werden einer besonderen Einwirkung der Jagdprivilegien ausgesetzt. Folgen sind einerseits weit überhöhte Bestände der jagdlich gewünschten Huftierarten. Daraus resultieren schwerwiegende ökologische Folgen in Form der Überweidung der Bodenvegetation und der entmischenden Wirkung des pflanzlichen Artenspektrums im Ergebnis der selektiven Überweidung.
Zugleich bewirkt der nach diesem Gesetz erzeugte hohe Jagddruck ein unnatürlich stark entwickeltes Feindvermeidungsverhalten aller frei lebenden Tiere. Im Ergebnis bleibt, dass durch Jagd "scheu" gemachte Wildtiere für Bürgerinnen und Bürger einer ungestörten Begegnung und Beobachtung weitgehend entzogen sind Naturerlebnis und die Freude aus der Begegnung mit dem frei lebenden Tier werden dadurch in hohem Masse beeinträchtigt oder verhindert.

2. Question

La chasse représente-elle une nécessité pour la conservation de la nature?
Le concept de protection de la nature est-il forcément en contradiction avec la pratique de la chasse ?

ANIMAL a.s.b.l.

Jagd und Naturschutz sind unvereinbare Gegensätze. Die heutige Jagd zerstört die Natur. Sie zerstört die strukturierten Waldlebensgemeinschaften. Gewaltsame Eingriffe in die Pflanzen- und Tierwelt laufen den natürlichen Prozessen des ökologischen Gleichgewichts immer zuwider.
Im Winter hat das Schalenwild einen deutlich reduzierten Stoffwechsel und einen damit verbundenen niedrigeren Nährstoffbedarf. Nahrung wird nur mehr benötigt um den Körper aufrecht zu erhalten. Der ganze Körper läuft auf Sparflamme. Die meisten Aktivitäten werden eingestellt. Durch den Abbau der Pansenzotten stellt sich das Schalenwild auf die magere Winteräsung ein. Wird aber das Schalenwild während den winterlichen Treibjagden gehetzt, so erhöht sich der Nährstoffbedarf gewaltig. Der Abbau der Pansenzotten und die üppigen, nicht artgerechten Wildfütterungen der Jäger führen zu Pansenstörungen. Deshalb holen sich die gehetzten Tiere, die eigentlich tagsüber am Waldrand leben sollten, aber durch die Treibjagden immer tiefer in den Wald getrieben werden, als Ausgleich zusätzliche Nahrung von den umherstehenden Bäumen im Wald. Die Verbisschäden an den Bäumen werden also größtenteils erst durch die Jagd geschaffen.
Weiterhin leben Rehe und Wildschweine in Familienverbänden. In einem "intakten Bestand" herrscht Ordnung in der Familie, das heißt das anführende ranghöchste Muttertier sorgt für die Geburtenkontrolle. (dies ist kein "nur" für das Wildschwein typisches Phänomen)Die Leitbache in der Rotte der Wildschweine setzt Sexualduftstoffe frei und hindert somit die anderen weiblichen Tiere in dieser Rotte rauchig zu werden. Innerhalb der "Ordnung einer Familie" bekommt also nur die Leitbache Nachwuchs. Wird die Rotte durch die Treibjagd auseinandergetrieben, oder die Leitbache abgeschossen, so zerfällt diese Familienordnung und somit sorgen schon Bachen von 8 bis 10 Monaten für Familiennachwuchs.
Bedenkt man dann außerdem dass die Jägerschaft den Wildtieren reproduktionsförderndes Futter verabreicht, (angeboten in der Fëscher a Jeeërzeitung und im Internet unter Kraftfutter/Wildfutter), so kann man sich den jährlich steigenden Wildtierbestanderklären, der trotz intensiver Bejagung nicht abnimmt. Verängstigte, immer größer werdende Tierbestände, Gen-kranke Tiere, Verbissschäden an den Bäumen kann man wirklich nicht ais Beitrag zum Erhalt einer

gesunden Natur ansehen. Jäger sind also keine Naturschützer, sondern Naturgefährder.

Animal Justice

Jagd und Naturschutz sind unvereinbare Gegensätze. Die heutige Jagd zerstört die Natur. Gewaltsame Eingriffe in die Tierwelt laufen den natürlichen Prozessen immer zuwider.
Im Winter haben Rehe z.B. eine Phase der Wachstumsruhe. Durch Abbau der Pansenzotten stellt sich das Rehwild auf die Winteräsung ein.
Wenig Nahrung wird nur mehr benötigt zur Aufrechterhaltung der Körpervorgänge. Aktivitäten werden eingestellt. Fettreserven werden aufgebraucht. In dieser Phase sind die Tiere weniger aktiv, weil man mit "klammen" Beinen nicht be80nders gut laufen kann. (Winterschlaf der Beine und der Verdauung)
Die Auswirkungen von Beunruhigungen in der Winterzeit sind 80mit schwerwiegend. Wird im Winter gejagt, ist ein erhöhter Energiebedarf erforderlich. Verbissschäden sind 80mit die Folgen.
Weiterhin leben sowohl Wildschweine als auch Rehe in Familienverbänden.
Die Leitbache in der Rotte der Wildschweine setzt Sexualduftstoffe frei und hindert somit die anderen weiblichen Tiere in dieser Rotte rauchig zu werden. Innerhalb der "Ordnung einer Familie" bekommt also nur die Leitbache Nachwuchs.
Wird die Rotte durch die Treibjagd auseinandergetrieben, oder die Leitbache abgeschossen, so zerfällt diese Familienordnung und 80mit 80rgen schon Bachen von 8 bis 10 Monaten für Familiennachwuchs.
Bedenkt man dann außerdem dass die Jägerschaft den Wildtieren reproduktionsförderndes Futter verabreicht, so kann dies wirklich kein Beitrag zu einer gesunden Natur darstellen, sondern dient dem Gegenteil.
Gen-kranke Tiere und Verbissschäden an den Bäumen kann man nicht ais Beitrag zum Erhalt der Natur ansehen.

ASSOCIATION DES FORESTIERS LUXEMBOURGEOIS asbl

Il n'y a pas de contradiction entre les objectifs de conservation de la nature et la chasse. Cette dernière doit plutôt être considérée comme un outil au service de la conservation de la nature. En effet, l'absence de prédateurs naturels a nécessité d'autres moyens de réduction de la densité cynégétique comme la régulation intra spécifique, notamment la chasse. La chasse constitue l'unique mode d'intervention qui n'engendre pas de trais pour la communauté, mais qui bien au contraire procure des recettes substantielles à l'Etat, aux Communes et aux particuliers. Il est évident qu'elle n'est pas le moyen unique, d'autres mesures peuvent harmonieusement la compléter.
La chasse représente également un moyen efficace dans la lutte contre des maladies propagées par le gibier (peste porcine, rage, etc.).

Elle peut être considérée comme un outil dans la lutte contre des espèces qui sont à la base de la disparition des oiseaux chanteurs par exemple ou bien dans la lutte contre des espèces non indigènes telles le raton laveur ou le « Marderhund ».
La chasse constitue au-delà une activité exercée depuis toujours par l'homme; elle a été présente depuis le début de son évolution.

Association des gardes particuliers assermentés Asbl, AGP

Dans notre paysage cultivé, la chasse représente une nécessité pour la conservation de la nature. Protection de la chasse et protection de la nature vont de pair. A ces fins, l'ayant droit à la chasse commet un garde-chasse assermenté, chargé de la surveillance du lot de chasse, de la bonne gestion du cheptel de gibier, de la protection du milieu naturel, de la prévention de maladies épizootiques et des vaccinations répétitives contre la rage et la peste porcine. Par la commission d'un garde-chasse particulier assermenté, le chasseur contribue à une police de la chasse locale efficiente et de coût modéré. Il soutient ainsi activement la prévention et la répression toutes sortes d'infractions et d'abus de la chasse. De cette façon, il lutte activement contre le braconnage et les délits de chasse, ruraux et forestier.

L'Association des Médecins-Vétérinaires du Grand-Duché de Luxembourg-AMVL

Pour éviter une surpopulation de gibier, suite à la disparition de grands prédateurs, la chasse est un outil pour essayer de restaurer l'équilibre biologique et de conserver la nature.
La chasse doit être considérée comme un maillon dans la chaîne des moyens pour protéger la nature.

ALPA Association luxembourgeoise pour la protection des animaux

Jagd und Naturschutz sind unvereinbare Gegensätze. Die heutige Jagd zerstört die Natur.
Gewaltsame Eingriffe in die Tierwelt laufen den natürlichen Prozessen immer zuwider.
Im Winter haben Rehe z.B. eine Phase der Wachstumsruhe. Durch Abbau der Pansenzotten stellt sich das Rehwild auf die Winteräsung ein. Wenig Nahrung wird

nur mehr benötigt zur Aufrechterhaltung der Körpervorgänge. Aktivitäten werden eingestellt. Fettreserven werden aufgebraucht. In dieser Phase sind die Tiere weniger aktiv, weil man mit ,,klammen" Beinen nicht besonders gut laufen kann. (Winterschlaf der Beine und der Verdauung) Die Auswirkungen von Beunruhigungen in der Winterzeit sind somit schwerwiegend. Wird im Winter gejagt, ist ein erhöhter Energiebedarf erforderlich. Verbissschäden sind somit die Folgen. Weiterhin leben sowohl Wildschweine als auch Rehe in Familienverbänden.
Die Leitbache in der Rotte der Wildschweine setzt Sexualduftstoffe frei und hindert somit die anderen weiblichen Tiere in dieser Rotte rauchig zu werden. Innerhalb der "Ordnung einer Familie" bekommt also nur die Leitbache Nachwuchs.
Wird die Rotte durch die Treibjagd auseinandergetrieben, oder die Leitbache abgeschossen, so zerfällt diese Familienordnung und somit sorgen schon Bachen von 8 bis 10 Monaten für Familiennachwuchs.
Bedenkt man dann außerdem dass die Jägerschaft den Wildtieren reproduktionsförderndes Futter verabreicht, so kann dies wirklich kein Beitrag zu einer gesunden Natur darstellen, sondern dient dem Gegenteil.
Gen-kranke Tiere und Verbissschäden an den Bäumen kann man nicht als Beitrag zum Erhalt der Natur ansehen.

BOF - Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd

La chasse loisir ne présente aucune nécessité, ni aucune utilité pour la conservation de la nature. Au contraire, le but de la chasse loisir s'oriente principalement au plaisir recherché par ses adeptes.
Exemple: La CIC International (Council for Game and Wildlife Conservation) publie sur son site internet (le site de la fédération luxembourgeoise des chasseurs contient précisément un lien vers cette page !!) un exposé appelé "Red Book" qui explique aux chasseurs sur quelques 160 pages, comment mesurer des parties de cadavres (dents, ramures, etc.) et de quelle façon se détermine un pointage précis à partir de ces mesures. Ce pointage, pour le moins curieux, permet précisément de se positionner et de se mesurer dans un concours international avec les autres chasseurs loisir. Le but recherché est de tuer le plus grand cerf ou le plus gros sanglier etc. Des espèces menacées figurent même dans cette énumération! Cet exemple est éloquent et démontre le véritable but de la chasse loisir. Le mode de chasse actuel ne sert pas à la conservation de la nature, mais principalement au divertissement, plaisir et passe-temps des chasseurs.
Il faut savoir que la population du gibier en son milieu naturel est ,sous des conditions normales, proportionnelle à la quantité de nourriture à disposition. Or, les chasseurs au Grand Duché nourrissent le gibier excessivement en toutes périodes; ceci afin de garantir la continuation de leur passe-temps favori en créant une réserve constamment disponible en belles trophées potentielles.
Le fait d'élever artificiellement du gibier pour le tuer plus tard n'a pas la moindre corrélation avec la conservation de la nature, mais dérègle, de façon substantielle, l'équilibre naturel de la faune et de la flore.
D'après les conclusions d'études demandées par l'Administration des Eaux et Forets auprès de 3 éminents biologistes, à savoir le Dr. Hannes Geisser, le Dr. Peter Lüps

et le Prof. Dr. Dr. Pohlmeyer, l'affouragement artificiel est hautement nuisible.
L'Administration des Eaux et Forêts a fait une diffusion de ces rapports à un échantillon choisi de 1000 personnes.
Citation du rapport du Dr. Lüps:
"Das von den Chasseurs Luxembourgeois vorgelegte Arbeitspapier kann zu einer sachlichen Diskussion des nicht nur im Grossherzogtum vorhandenen Wildschadenproblems in landwirtschaftlichen Kulturen und Forstflächen kaum einen Beitrag leisten, es sei denn der, die Fronten zu verhärten. "
Autre citation du rapport :
" *Der Bericht vertritt einen sehr einseitigen Standpunkt und bemüht sich keineswegs, die andere Seite zu verstehen. Es lässt wenige Gedankengänge erkennen, welche der Biologie des Wildes Rechnung tragen.* "
Les commentaires et analyses des deux autres scientifiques sont identiques. Les différentes conclusions rendent un jugement accablant quant aux pratiques de la chasse loisir.
Faut-il répéter que le nourrissage et l'affouragement dans toutes ses formes aide à propager les maladies et épizooties. Les points de nourrissage sont des foyers pour la survenance d'épizooties.
L'asbl BOF n'a rien à ajouter aux conclusions pertinentes de ces éminents biologistes.

c.c.c. Luxembourg - Centrale du Chien de Chasse

Faute de prédateurs supérieurs, la chasse représente
le seul moyen de régulariser les populations d'ongulés et d'empêcher des dégâts écologiques
et économiques trop importants.
Une chasse bien menée est donc en harmonie parfaite avec la protection du milieu
naturel.

CENTRALE PAYSANNE LUXEMBOURGEOISE

La question de savoir comment concilier les intérêts des chasseurs et des personnes exerçant des activités sportives ou ludiques dans les bois et forêts lors des périodes de chasse conduit d'abord à la considération générale qu'en présence d'intérêts divergents, éventuellement opposés (ou contradictoires), le respect mutuel et la tolérance sont indispensables. La chasse a prioritairement la fonction d'intérêt général de maintien de l'équilibre au niveau du gibier, fonction qui doit, si nécessaire, pouvoir primer sur celle de la forêt comme espace de récréation. Le maintien d'une population de gibier saine et équilibrée étant également de l'intérêt des utilisateurs de la forêt comme espace ludique et récréatif, l'on peut valablement accorder, pendant certaines périodes de l'année, la priorité à la chasse et restreindre les « droits» des

autres utilisateurs de la forêt. Ainsi, il devrait être accepté que lors d'une battue, la zone en question soit interdite au public, compte tenu d'une large information et d'une signalisation adéquate. De même, il devrait être possible qu'à d'autres moments de l'année, les chasseurs acceptent des restrictions pour donner la priorité à la fonction récréative de la forêt. L'intérêt général, la tolérance et surtout le bon s ens doivent prévaloir dans cette question

Chambre d'Agriculture

La Chambre d'Agriculture est d'avis que la chasse représente une nécessité absolue pour la conservation de la nature. La chasse est à considérer comme un élément régulateur de la faune sauvage. De ce fait la chasse peut contribuer à la conservation de la nature.
Le concept de protection de la nature n'est donc pas forcément en contradiction avec la pratique de la chasse.

Comité pour la Défense des Droits des Animaux et la Révision des lois nationales et européennes touchant les Animaux

La capacité inhérente à tout cheptel d'animaux de s'adapter soi-même à *tout* environnement prouve le superflu de *toute* chasse qui est essentiellement destructive au niveau de la forêt, par la contamination de la nappe phréatique par les tonnes de projectiles de plomb (ou autres) et les masses de cadavres d'animaux assassinéset enfouis ensuite sous le sol.
L'apparition éventuelle de la peste porcine est toujours liée à l'intervention de l'homme: elle prend son origine soit dans les milieux infectés de l'élevage intensif, soit elle est la suite d'un nourrissage massif. Les chasseurs visent justement à produire des cheptels d'animaux nombreux et malades afin de pouvoir *pseudo* justifier leurs interventions maléfiques. Mais notre époque n'a pas besoin des vestiges de l'âge de la pierre! D'où il s'ensuit que le concept de protection de la nature est *forcément* en contradiction avec *toute* pratique de la chasse.

Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg asbl

Il est universellement reconnu que la chasse représente une nécessité pour la conservation de la nature. En effet la disparition des grands prédateurs rend la chasse indispensable pour assurer une gestion du gibier et du biotope en maintenant des populations saines et adaptées à leur environnement. Sans la chasse on s'achemine inexorablement vers des surpopulations de gibier, ce qui aura pour conséquences la destruction des biotopes, la disparition de certaines espèces de faune et de flore, l'augmentation des dégâts de gibier à charge de la collectivité et la recrudescence de maladies/épizooties. La chasse constitue le mode de gestion raisonnée et durable par excellence, alors qu'elle permet non seulement la conservation du biotope, du gibier et de la faune en général, mais également l'exploitation de la ressource naturelle qu'est le gibier.
Non, la chasse est un aspect important dans la protection de la nature. La chasse est une partie de ce que l'on appelle communément «nature ». Toute vue globale de la nature doit obligatoirement et nécessairement englober la chasse. Il n'existe partant aucune contradiction " entre le concept de protection de la nature et la pratique de la chasse. Au contraire il n'y a pas dans un pays urbanisé comme le Luxembourg de protection de la nature possible sans la chasse.

GAVEA Groupe d'Action Végétarien pour l'Égalité Animale

La capacité inhérente à tout cheptel d'animaux de s’adapter soi-même à *tout* environnement prouve le superflu de *toute* chasse qui est essentiellement destructive au niveau de la forêt, par la contamination de la nappe phréatique par les tonnes de projectiles de plomb (ou autres) et les masses de cadavres d'animaux assassinés et enfouis ensuite sous le sol. L'apparition éventuelle de la peste porcine est toujours liée à l'intervention de l'homme: elle prend son origine soit dans les milieux infectés de l'élevage intensif, soit elle est la suite d'un nourrissage massif. Les chasseurs visent justement à produire des cheptels d'animaux nombreux et malades afin de pouvoir *pseudo* justifier leurs interventions maléfiques. Mais notre époque n'a pas besoin des vestiges de l'âge de la pierre! D'où il s'ensuit que le concept de protection de la nature est *forcément* en contradiction avec *toute* pratique de la chasse.

Groupements des Sylviculteurs a.s.b.l.

Le concept de protection de la nature n'est pas forcément en contradiction avec la pratique de la chasse. La chasse a été exercée depuis les débuts de l'humanité quoi qu'à l'époque avec un avantage certain pour le gibier du fait des modalités pratiquées.

Letzebuerger Deiereschutzliga

Nous sommes d'avis que la fin de la chasse ne constituerait pas une catastrophe écologique et que la nature peut toujours procéder à une autorégulation. Pour autant qu'une chasse soit exercée, il y a lieu de définir les modalités d'exercice. Nous dénonçons cependant les pratiques suivantes qui sont totalement incompatibles avec la protection de la nature et des animaux, à savoir :
- La chasse sur des espaces menacés, respectivement en voie de disparition
-La chasse dans des zones protégées
-La chasse moyennant pièges
-Le dressage des chiens moyennant des animaux vivants
-Le nourrissage du gibier
-La chasse en tant que sport
-L'endommagement de la nature par des infrastructures relatives à la chasse
-Les durées de chasse prolongées
-La chasse sur des animaux se trouvant sur des emplacements destinés à titre de mangeoires où ils sont abattus en tant que cible vivante

Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga

Dans la nature vierge ni la chasse, ni la protection de la nature ne sont nécessaires. Mais ceci n'est pas le cas en Europe occidentale et au Luxembourg. La conservation de la nature est surtout une conservation d'un paysage cultivé (Kulturlandschaft) et doit se réaliser en accord avec les demandes de la population. L'agriculture, nos infrastructures et notre présence font partie intégrante de cette «nature. La faune est fortement influencée par ces changements, et de nombreuses espèces s'adaptent, d'autres se retirent, voire disparaissent. Les espèces qui peuvent s'adapter (Kulturfolger) survivent de mieux en mieux et profitent du fait que les super prédateurs (sauf le Hibou Gand-Duc) ont été éradiqués. TI y a une prolifération exceptionnelle de plusieurs espèces (Sanglier, chevreuil, renard) qui causent des dégâts ou posent des problèmes sanitaires (agriculture, accidents de la route, peste porcine, rage...) La protection de la nature n'est pas en contradiction avec les pratiques de chasse, ce qui peut clairement être vu à l'exemple du Canton de Genève en Suisse. Après l'abolition de la chasse, c'est le service de la protection de

la nature qui s'occupe de la gestion et par conséquent aussi de l'abattage des espèces d'animaux classées gibier.

NATURA, la Ligue Luxembourgeoise pour la protection de la Nature et de -l'Environnement

A priori il n'y a pas de contradiction entre la pratique de la chasse et la protection de l'environnement. Evidemment la pratique de la chasse doit respecter certaines règles et limitations, notamment dans les réserves naturelles.
La chasse est dans certains cas une nécessité pour la conservation de la nature (biodiversité, équilibre des populations animales et végétales, hygiène et santé dans le milieu naturel). Il faudrait le déclarer explicitement avec les restrictions qui seront éventuellement nécessaires.

POUR UNE CHASSE ECOLOGIQUEMENT RESPONSABLE a.s.b.l.

Die heutige Jagdpraxis verfolgt das Interesse, jagdliche Privilegien zu schützen und Wildbestande nach Trophäengesichtspunkten heranzuhegen.
Jagdlich nicht "interessante" Arten kommen dagegen in der Regel nicht in den Genuss der Hege, obwohl auch sie dem Jagdrecht unterliegen.
Eine vielfältige intakte Umwelt und somit das Recht auf Erholung durch Naturerleben und die 8eobachtung von wildlebenden Tier- und Pflanzenarten zählen zu den Bürgergrundrechten.
Der Anspruch, in vergleichbarer Weise wie die ausgerotteten Grossäuger Wolf und Bar Wildbestände mit der Waffe "regulieren- zu können, dokumentiert eine erhebliche Selbstüberschätzung.
Regulieren bedeutet das flexible Anpassen von Wildbeständen an und durch verschiedene Lebensraumparameter wie Fressfeinde, Nahrungsgrundlage, Deckung, Witterung oder Krankheitserreger.
Zu einer solchen populationsökologisch-qualitativen, flexiblen Regulierung ist der menschliche Jäger mit seinen Auswahlkriterien und Jagdmethoden nicht in der Lage.
Far die Dichte einer Population ist der Lebensraum entscheidend. In einer Gesellschaft, die sich immer weiter von der Natur entfernt, bedarf es einer Partnerschaft all derer, die sich in irgendeiner Weise mit der Natur beschäftigen oder sogar essentiell auf sie angewiesen sind. Um zu einer konstruktiven Zusammenarbeit und zu einem Bündnis mit Naturschutz, Wald- und Landwirtschaft sowie Erholungsuchenden zu kommen, müssen sich die Jäger unmissverständlich von den Strömungen distanzieren, die in der Jagd in erster Linie ihr privates Vergnügen sehen.

Sie müssen erkennen, dass auch sie zum "Opfer" einer fortschreitenden Lebensraumzerstörung geworden sind. Nur im Bündnis mit dem Naturschutz liegt die Chance, Kulturlandschaft durch Nutzung zu erhalten. Das Bekenntnis zu einer effizienten Jagd aus vernünftigem Grund ist dafür eine wesentliche Voraussetzung.

S.O.S. ANIMAUX a.s.b.l.

En collaboration avec l'Administration des Eaux et Forêts, seul le gibier excédentaire serait éliminé par des gardes assermentés. Une étroite surveillance serait exercée pour éviter le braconnage. Après en avoir établi l'inventaire, la faune et la flore feraient l'objet d'une étude qui permettrait d'analyser leur évolution en l'absence de la chasse.
La population et la municipalité participeraient à cette expérience.

VsK - Vogelschutz-Komitee e.V

Die Jagd ist zum Schutze der Natur nicht notwendig. Die Bejagung der Wildtiere steht in krassem Widerspruch zum Konzept des Naturschutzes.
i. : Die der Bejagung ausgesetzten Wildtiere sind Bestandteil des ökosystemaren und interspezifischen Beziehungsgefüges mit entsprechender Funktion in den Nahrungsnetzen, dem Stoff und Energiekreislauf und den Wechselbeziehungen der Arten, Alle jägerischen Eingriffhaben eine Störung dieses Gefüges zur Folge. Solche Folgen resultieren nicht allein aus der mit den Nachstellungen verbundenen Störungen und Beunruhigungen oder aus der Tötung der Tiere.
Die an jägerischen Wünschen ausgerichtete Selektion -sowohl innerhalb einzelner Arten ais auch zwischen den Spezies -sowie die massive Förderung bestimmter Arten durch Fütterung und medikamentöse Behandlung haben zu einer Verschiebung im natürlichen Fliessgleichgewicht mit nachteiligen Auswirkungen aufzahlreiche Pflanzen- und Tierarten geführt. Die Folgen dieser Fehleinwirkung sind augenfällig sowohl in der Entmischung des pflanzlichen *Ar*tenspektrums (= "ökologische Schäden") als auch in der Beeinträchtigung land-und forstwirtschaftlicher Kulturen (= ökonomische Schäden - "Wildschäden").
ii.: Unter der Situation des gestörten Fliessgleichgewichts des natürlichen Artengefüges kann die Jagd keinen Beitrag zum Schutz der Natur leisten. Sie fördert vielmehr eine fortschreitende Belastung und Schädigung derselben und steht damit dem Konzept des Naturschutzes absolut entgegen. Denn sie greift ständig in die zwischenartlichen sowie die innerartlichen Abläufe ein und zerstört die artspezifischen Regulationsmechanismen.
iii.: Der Jagddruck bewirkt anhaltenden Stresszustand beim Wild, die Tiere geben ihren artspezifischen Aktivitätsrhythmus auf. Sie entwickeln ein unnatürliches Meideverhalten (sind, scheu und nachtaktiv. damit dem Bedürfnis und Wunsch der

Bevölkerung des Erlebnisses der unbelasteten Begegnung mit dem frei lebenden Tier nicht zugänglich) und bilden in den ihnen den bestmöglichen Schutz vor jägerischer Verfolgung bietenden Geländeteilen widernatürliche Aggregationen (mit abermals nachteiligen Auswirkungen auf die Vegetation etc.).
iv.: In ihrer selektiv ausgerichteten Einwirkung auf Wildbestände zerstört die Jagd sowohl die Altersstruktur aIs auch die Sozialstruktur der betroffenen Wildtierarten, auf Grund derer aber allein die harmonische .Einfügung in das ökologische Wechselgefüge gewährleistet ist. Diese harmonische Wechselbeziehung zwischen den Arten wird dadurch zerstört.
V.: Das Konzept des Naturschutzes ist auf den Schutz der freilebenden Arten und der Biozönose sowie des zu ihrem Lebensraum gehörigen Substrates ausgerichtet. Dieser Schutz der Arten und der von ihnen gebildeten Lebensgemeinschaft erfolgt um ihrer selbst Willen, Das Konzept der Bejagung hingegen ist rein anthropozentrisch orientiert. Soweit es überhaupt einen "Schutz" beinhaltet, erfolgt dieser nicht um der Arten selbst willen sondern aus Eigeninteresse der jagenden Menschen, der diese Arten für seine Zwecke nutzen will, So wie dies , auch in der völlig an den Zielsetzungen des Naturschutzkonzeptes vorbeigehenden und verfehlten Idee von der ‚nachhaltigen Nutzung" verankert ist, welche ja ex pressis verbis nicht den Schutz sondern die Nutzung anstrebt.
Danach ist die Bejagung frei lebender Arten ausschließlich im Sinne der Subsistenzjagd orientiert.
Wobei aber unzweifelhaft ist, dass im Überfluss der luxemburgischen Gesellschaft und Volkswirtschaft keinerlei Bedürfnis an einer Subsistenzjagd gegeben ist.

3. Question

Quelles fonnes, quels modes de chasse devrait-on autoriser au Grand-Duché de Luxembourg?

ANIMAL a.s.b.l.

Schluss mit der Freizeitjagd.
Wie das funktioniert haben uns andere Länder schon bewiesen, z.B. Italien im Nationalpark Belluno in den Dolomiten. Jegliche Wildfütterung wird sofort eingestellt, die Beutegreifer werden unter Schutz gestellt. Schon allein durch diese Massnahmen bekommt man nach einigen Jahren eine der Natur angepasste. gesunde Wilddichte. Mit der Beendung der Jagd werden sich die Bestände der Beutegreifer erholen. Die natürliche Nahrungskette wird wieder funktionieren. Durch gefestigte Sozialstrukturen wird sich die Populationsdichte einerseits auf eine ökologisch, verkraftbare Zahl einpendeln. Andererseits wird die großflächige Verbreitung von Krankheiten durch die Arbeit des Beutegreifers unterbunden. Schwache, oder natürlich verendete Tiere werden von den Beutegreifern entsorgt. Gesunde Tiere überleben. Internationale Studien aus Naturschutzgebieten haben bewiesen dass die Jagd nicht notwendig ist. Es ist bewiesen dass Tiere über natürliche reproduktionshemmende Mechanismen verfügen. Sie passen sich ihren Lebensräumen und ihren Lebensbedingungen an. Bei der Reproduktion spielen Stressfaktore weiterhin eine wichtige Rolle, ist ihre Art bedroht, so produzieren die Tiere mehr Nachwuchs um nicht auszusterben.
Der erste Schritt für die Rettung unseres Naturerbes ist also die Abschaffung der Jagd.

Animal Justice,

Schluss mit der Freizeitjagd.
Wie das funktioniert haben uns andere Länder schon bewiesen, z.B. Italien im Nationalpark Belluno in den Dolomiten.
Jegliche Wildffütterung wird sofort eingestellt, die Beutegreifer werden unter Schutz gestellt. Schon allein durch diese Massnahmen bekommt man nach einigen Jahren eine der Natur angepasste, gesunde Wilddichte.
Wenn keine Treibjagden mehr stattfinden, findet das Wild schon nach kürzester Zeit zu seinem natürlichen Regulationsmechanismus zurück. Ist seine Art nicht mehr

gefährdet, so passt es sich seinen Lebensräumen und -bedingungen an. Kranke Tiere werden von Beutegreifern erlegt. Gesunde Tiere überleben.

ASSOCIATION DES FORESTIERS LUXEMBOURGEOIS asbl

Les formes traditionnelles de la chasse pratiquées au Luxembourg sont la chasse à l'affût, la chasse à l'approche, les battues avec chien courant et le piégeage. Ces techniques devraient être conservées. Cependant, la battue devrait être adaptée à la constitution et à l'étendue des lots de chasse. De plus, le piégeage devrait se limiter aux espèces non indigènes, nuisibles et/ou prédatrices en surpopulation (renard, pie, corneille etc.). Le permis de piégeage pourrait servir d'exigence minimale pour cette pratique de la chasse.

Association des gardes particuliers assermentés Asbl, AGP

Pas de changement nécessaire.

L'Association des Médecins-Vétérinaires du Grand-Duché de Luxembourg-AMVL

Pour les animaux de rente, destinés à la consommation humaine, dans le cadre de respect du bien-être de l'animal, il est impératif d'éviter toute sorte de stress avant l'abattage. Par conséquent les mêmes idées devraient jouer dans les pratiques de la chasse.

ALPA Association luxembourgeoise pour la protection des animaux

Schluss mit der Freizeitjagd.
Wie das funktioniert haben uns andere Länder schon bewiesen, z.B. Italien im Nationalpark Belluno in den Dolomiten.
Jegliche Wildfütterung wird sofort eingestellt, die Beutegreifer werden unter Schutz gestellt.
Schon allein durch diese Maßnahmen bekommt man nach einigen Jahren eine der Natur angepasste, gesunde Wilddichte.
Wenn keine Treibjagden mehr stattfinden, findet das Wild schon nach kürzester Zeit zu seinem natürlichen Regulationsmechanismus zurück. Ist seine Art nicht mehr gefährdet, so passt es sich seinen Lebensräumen und -bedingungen an. Kranke Tiere werden von Beutegreifern erlegt. Gesunde Tiere überleben.

BOF - Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd

Les chasseurs loisir n'ont pas nécessairement la même éthique de l'environnement que la collectivité.
La conception de l'éthique environnementale de l'Etat est plus large, plus globale et plus généreuse.
Elle ne se limite pas à une prise de conscience écologique principalement guidée par des considérations de divertissement.
Aussi, la chasse pratiquée par des gardes-chasse professionnels, engagés et rémunérés par l'Etat devra s'exercer suivant des critères scientifiquement justifiés et avérés et non plus pour s'adonner à un singulier passe-temps. Les interdictions du nourrissage et de l'affouragement provoqueront une réduction sensible du gibier et des dégâts afférents.
Dans un premier temps des prélèvements importants dus à l'actuelle surpopulation doivent avoir lieu.
Par la suite le nombre de prélèvements se limitera à des quotas écologiquement et biologiquement justifiés. Le nombre de gardes chasse à former et à engager sera établi conformément aux besoins constatés dans des projets à l'étranger.
La formation d'un garde-chasse professionnel devra nécessairement être plus poussée que celle délivrée actuellement aux aspirants du permis de chasse. Pour les derniers, la notion de chasse loisir prime sur la pertinence écologique. Pour les futurs gardes chasse, la finalité visée sera une pleine participation à la gestion des milieux naturels.
De nombreux projets-pilote en Italie, en Suisse et aux USA ont démontré que les prélèvements diminuent fortement si le nourrissage cesse. Le reliquat de gibier restera sous la surveillance et sous le suivi de professionnels assermentés.
Les modes de chasse devront se limiter à des tirs à l'approche et à l'affût. Les battues, ainsi que la pose de pièges non sélectives et contraires à la convention de Berne sont à interdire.

Toutes ces mesures permettront enfin l'application de la législation sur la protection de la vie animale dans les forêts luxembourgeoises. A l'heure actuelle, la législation sur la protection animale s'arrête aux bords des forêts.

c.c.c. Luxembourg - Centrale du Chien de Chasse

Au Grand-Duché de Luxembourg, l'accent en matière de chasse est surtout porté sur les battues au chien courant se situant entre le 15octobre et le 1er mars. Les experts en biologie sauvagine préconisent d'agir suivant le mode « Zahl vor Wahl» et se prononcent pour des battues où la pression sur le gibier devra donc être intense, efficace et de courte durée. Un temps de chasse prolongé (ex. : Allemagne) représente en fin de compte une pression trop grande, donc une tension permanente pour le gibier. Même une chasse à l'approche ou à l'affût trop prolongée entretient cette tension et le résultat en est que le gibier a tendance à devenir de plus en plus nocturne (contrairement à sa propre biologie) et que les dégâts s'en verront augmentés.
Du point de vue de la protection des animaux, une tension courte et intense est à préférer à une tension prolongée, Les modes de chasse à l'approche et à l'affût devront donc rester courts et à intervalle, comme prévu dans notre législation actuelle.
Contenir la surpopulation des sangliers n'est possible qu'en battue.

Chambre d'Agriculture

La Chambre d'Agriculture n'a pas d'observation particulière à formuler quant aux formes et modes de chasse pratiqués traditionnellement au Luxembourg, du moment que les modes de chasse autorisés sont efficaces pour éviter une surpopulation de gibier.

Comité pour la Défense des Droits des Animaux et la Révision des lois nationales et européennes touchant les Animaux

D'après ce qui précède sub 1) et sub 2) la réponse est claire: aucune! La «chasse» est *essentiellement* un crime, d'abord vis-à-vis des animaux privés de leurs droits

légitimes, mais aussi à l'égard de la Charte des Droits de l'Homme (Article 1), et -last, but not least!- vis-à-vis de notre Constitution (Article II).
La chasse n'est d'aucune «utilité publique». Des *jugements récents* ont mis en évidence ce fait important. Pourquoi l'État devrait-il protéger de vulgaires tueurs d'animaux en faisant des «lois» qui les arrangent? Pourquoi la communauté des citoyens devrait-elle continuer à subventionner en partie ces activités barbares? En effet, la majorité (75%) des citoyens a désavoué publiquement les chasseurs dans *plusieurs* enquêtes publiques! Il est grandement temps que l'État se ravise et ne tolère, plus qu'un minuscule lobby de gens privés se fasse faire des «lois sur mesure» afin de pouvoir perpétuer sans souci des actes au plus haut degré criminels pour toute conscience éveillée.

Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg asbl

Les modes de chasse à autoriser sont ceux qui sont actuellement autorisés, à savoir:

la chasse en mouvement qui permet de réaliser environ 75% des prélèvements en un minimum de temps et avec un minimum de perturbation de la nature. Il faut rappeler à ce sujet que l'efficacité de ce mode de chasse est entre-temps universellement reconnue et les pays qui s'en étaient détournés font tous marche arrière;

l'affût et l'approche qui permettent un tir plus sélectif pour compléter les quotas et pour éliminer certains sujets (malades, blessés,..).
Par ailleurs nous sommes d'avis que le **piégeage** qui permettrait de gérer les populations d'animaux nuisibles devrait être autorisé (voir à ce sujet notre réponse à la question 16).

GAVEA Groupe d'Action Végétarien pour l'Égalité Animale

D'après ce qui précède sub 1) et sub 2) la réponse est claire: aucune! La «chasse» est *essentiellement* un crime, d'abord vis-à-vis des animaux privés des droits légitimes, mais aussi à l'égard de la Charte des Droits de l'Homme (Article 1), et -last, but not least!- vis-à-vis de notre Constitution (Article II).
La chasse n'est d'aucune «utilité publique». Des *jugements récents* ont mis en évidence ce fait important. Pourquoi l'État devrait-il protéger de vulgaires tueurs d'animaux en faisant des «lois» qui les arrangent? Pourquoi la communauté des citoyens devrait-elle continuer à subventionner en partie ces activités barbares? En effet, la majorité (%75%) des citoyens a désavoué publiquement les chasseurs dans *plusieurs* enquêtes publiques! Il est grandement temps que l'État se ravise et ne

tolère plus qu'un minuscule lobby de gens privés se fasse faire des «lois sur mesure» afin de pouvoir perpétuer sans souci des actes au plus haut degré criminels pour toute conscience éveillée.

Groupements des Sylviculteurs a.s.b.l.

Tous les modes de chasse actuellement pratiqués devront être maintenus en vue de la poursuite du but ci avant exposé, savoir empêcher la prolifération de certaines espèces de gibier.

Letzebuerger Deiereschutzliga

Il y a lieu d'instaurer une chasse contrôlée par des gardes forestiers respectivement toute autre organisme regroupant les protecteurs des animaux et de la nature, les agriculteurs, les chasseurs et les fonctionnaires des ministères concernés. Le législateur doit interdire toute chasse qui est contraire à la conservation de la nature et plus particulièrement les chasses servant à titre de hobby.

Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga

Approche, affût et battue, la battue ne correspondant pas à une chasse à courre.

NATURA, la Ligue Luxembourgeoise pour la protection de la Nature et de -l'Environnement

Il Y a controverse sur les différentes approches, notamment la pratique des battues devrait être reformée.

POUR UNE CHASSE ECOLOGIQUEMENT RESPONSABLE a.s.b.l.

Neben dem Ansitz sind zur effektiven Intervallbejagung Bewegungsjagden ein bewährtes Mittel zur schonenden Bestandesregulation.
In Frage kommen hier je nach Gelände, Bestockung, Reviergröße und Wilddichte der Gemeinschaftsansitz mit Anrühren des Wildes in den Einständen, die Drückjagdais sanfte, schalenwildtaugliche Form der Treibjagd und die Stöberjagd bei der Schalenwild ausschließlich von laut und solo jagenden Hunden mobilisiert wird.
Erfahrungen zeigen, dass selbst beim Einsatz von vielen Hunden (Wachtelhunde, Bracken, Teckel, Terrier) auf entsprechender Fläche mit entsprechenden Dickungskomplexen das Wild keinesfalls panikartig reagiert, die Hunde lange brauchen, um es überhaupt in Bewegung zu bekommen, und dass die Stücke durchaus besonnen versuchen auszuwechseln.
Offensichtlich scheint also diese Jagdform nachhaltig weniger zu beunruhigen als ein ständiges, heimliches Nachstellen.
Ein generelles Umdenken für Bewegungsjagden in jeder Form ist aber erforderlich.
Es muss völlig egal sein, wer wie viele Stücke erlegt oder gar nicht zum Zuge kommt.
Allein der Erfolg der Gemeinschaft darf zählen, er wird dann auch jeden gleichermaßen freuen.
Festgehalten werden muss auch, dass die Trefferquoten und Schussbilder bei gut organisierten und durchgeführten Bewegungsjagden erfahrungsgemäß nicht schlechter sind als beim Einzelansitz.
Mit einem Verbot der Treibjagd kann der gesetzliche Auftrag zur Regulierung der Wildbestände nicht mehr garantiert \\'erden. Grosse Aufforstungen, Windwurfflächen (Sturmschäden im Wald) oder Dickichte können ohne Bewegungsjagden nicht effizient bejagt werden. Die Folge wäre eine Zunahme der Schalenwildbestände und der damit verbundenen Schäden am Jungwuchs des Waldes oder an landwirtschaftlichen Kulturen.
Müsste die Jagd vollständig auf Einzeljagd umgestellt werden, würde das Wild durch die ungleich längere Zeit, in welcher es bejagt werden müsste, einem Dauerstress ausgesetzt.
Das artgerechte Verhalten der Tiere würde durch eine solche Regulation negativ beeinflusst.
Die Aktivitätsphasen des Wildes würden noch mehr in die Nachtzeit verlagert und die Wildtiere werden vermehrt in den deckungsreichen Waldgebieten einstehen.
Die Bewegungsjagd wird in Luxemburg seit langer Zeit sehr erfolgreich angewendet.
Heute werden beinahe 70 % des Wildes *auf* Bewegungsjagden erlegt.

S.O.S. ANIMAUX a.s.b.l.

Que la pratique de la chasse ne soit plus un hobby, attirant ceux qui ont les moyens financiers (ou le prétendent) qui témoignent de leur «réussite sociale ». Il ne faut pas

brader la nature, faute de la considérer à sa juste valeur, inestimable. La taille de notre pays aurait une vocation merveilleuse pour le « Coeur vert de l'Europe ».

VsK - Vogelschutz-Komitee e.V

Alle Jagdmethoden mit vorgegebenem tierquälerischen Inhalt und solche mit mangelnder Effizienz sind zu untersagen.
Soweit Fangjagd (= Fallenjagd) ausgeübt wird, hat sich dies an den Inhalten der internationalen Konventionen (Berner Konvention, EG-Vogelschutzrichtlinie, C.I.T.E, Bonner Konvention) zu orientieren. Zur Anwendung können danach nur solche Fanggeräte kommen, die streng selektiv einfangen und in denen die eingefangenen Tiere lebend und unversehrt festgehalten werden. Die sofortige Entnahme der in der Falle festgehaltenen Tiere muss grundsätzlich gewährleistet sein.
Das Hetzen von Hunden auflebende Tiere ist zu untersagen. Ebenso ist die Abrichtung von Hunden unter Verwendung lebender Tiere zu untersagen.
Soweit die Bejagung sich der Schusswaffen bedient, ist als grundsätzliche Anforderung an die Munition die ausschliessliche Verwendung nicht bleihaltigen und nicht radioaktiven Materials zu artikulieren. Als unverzichtbare Anforderung den Jagdausübenden ist die hinreichende Qualifikation und Fertigkeit in der Anwendung der Schusswaffen zu verlangen. Dazu muss sichergestellt sein, dass jeder, der die Jagd ausüben will, jeweils vor Beginn der gesetzlich zu bestimmenden Jagdsaison einen aktuellen Nachweis seiner Fertigkeit und Leistungsfähigkeit im Schiessen erbringt (= Schiessnachweis mit der Erfüllung einer Mindestanforderung in den Trefferergebnissen sowie Nachweis der Beherrschung nötiger Sicherheitsanforderungen beim Waffengebrauch),
Bezüglich der Jagdausübung selbst ist der zeitliche Umfang zu minimieren. Die jährliche Jagdsaison ist -entgegnen der bisherigen Praxis, die praktisch ganzjährig eine Jagdausübung ermöglich -auf maximal zwei Monate im Jahr (Herbst) zu reduzieren. Dies gewährleistet die nötige Effizienz der Jagdausübung bei zugleich Minimierung der vielfältigen Störwirkungen und Beschränkung des Jagddruckes auf ein Minimum. .
Hinsichtlich der anzuwendenden Methoden ist der Ansitzjagd grundsätzlich Vorrange ein zuräumen.
Sie so wesentlich in Form gemeinschaftlicher Jagdausübung mit gleichzeitiger Präsenz mehrerer Jäger im großflächig besetzten Gelände erfolgen. Zugleich ist die Ausübung der Jagd auf die Zeit zwischen zwei Stunden nach Sonnenaufgang bis zwei Stunde vor Sonnenuntergang zu beschränken: An Sonn- und Feiertagen darf wegen Wahrung der Belange der Bevölkerung keine Jagd ausgeübt werden
Dies gewährleistet insgesamt die größtmögliche Sicherheit bei den zu erzielenden Trefferergebnissen, hinsichtlich des Jagderfolges (,,Jagdstrecke") und der Sicherheit Unbeteiligter.
Der aus der Präsenz des mit den Nachstellungen am Wild befassten Jägers resultierenden Jagddruck auf das Wild wird damit minimiert. Bei Bejagung großer Waldflächen können zur Unterstützung einzelne Hunde der kleinen Rassen (Niederlaufhunde".= Teckel, Bracken usw.) eingesetzt werden, die das Wild in seinen Einstandsbereichen finden und zum Verlassen 'derselben bringen. Die Anzahl ist auf

1 Hund je 100 Hektar zu begrenzen. Schnellhund die "packenden" Hunde (Terrier, Vorstehhunde sind nicht zulässig, deren Einsatz steht dem angestrebten Jagderfolg ohnehin entgegen).
Alle Treibjagden unter Einsatz von Menschen ais Treibern oder von Hunden sind zu untersagen.

4. Question

Quelles mesures pourrait-on envisager pour mieux concilier les intérêts et des chasseurs et des personnes exerçant des activités sportives ou ludiques dans les bois et forêts lors des périodes de chasse? Comment pourrait-on minimiser les risques d'accidents qu'encourent p.ex. les promeneurs et leurs animaux domestiqes? Que pensez-vous de la pratique de chasser les animaux domestiques?

ANIMAL a.s.b.l.

Antwort 4 erübrigt sich durch die vorherigen Antworten. Dem kann man aber noch hinzufugen dass das Jagdrecht nicht in der Menschenrechtskonvention festgehalten ist. (Urteil Wirth-Demeden des Verwaltungsgerichts, rôle No 15096 und 17537) Was das Abschießen unserer Haustiere betrifft, sowie das Töten derselben anhand von Fallen, so darf man sagen dass der Artikel VIII unseres veralteten Jagdgesetzes den Jägern das Recht gibt unsere Haustiere zu töten.
Dieser Artikel sagt: ,,Peuvent être tués: les chats se trouvant à plus de trois cents mètres de l'habitation la plus proche. Ce droit s'applique aussi aux chats pris dans le piège. " Dass dieser Artikel immer noch von den Jägern angewandt wird, wurde vom Umweltministerium bestätigt. Dieser Artikel ist folglich eine Bestätigung dass die Hobbyjagd, samt Hobbyjäger im 21. Jahrhundert nicht mehr tragbar ist.

Animal Justice,

Antwort 4 erübrigt sich durch die vorherigen Antworten. Dem kann man aber noch hinzufügen dass das Jagdrecht nicht in der Menschenrechtskonvention festgehalten ist. (Urteil WIrth-Derneden no 15096 und rôle 17537) Was das Abschießen und das Töten anhand von Fallen unserer Haustiere betrifft so darf man sagen dass der Artikel VIII unseres veralteten Jagdgesetzes den Jägern das Recht gibt unsere Haustiere zu töten.

Dieser Artikel sagt: „*peuvent être tués: les chats se trouvant à plus de trois cents mètres de l 'habitation la plus proche. Ce droit s'applique aussi aux chats pris dans le piège.* "
Dass dieser Artikel immer noch von den Jägern angewandt wird, wurde vom Umweltministerium bestätigt. Dieser Artikel ist folglich eine Bestätigung dass die Hobbyjagd, samt Hobbyjäger im 21. Jahrhundert nicht mehr tragbar ist.

ASSOCIATION DES FORESTIERS LUXEMBOURGEOIS asbl

a). Il devrait y avoir une signalisation uniforme et règlementée des battues, des rabatteurs, des chasseurs.
Le nombre de battues devrait être limité à plus ou moins 5 journées (éventuellement aussi limiter le nombre de chasseurs), fixé à l'avance et annoncé en bonne et due forme. Lors d'une chasse annoncée, l'accès devrait être restreint interdit au public.
b). découle de a.
c). Du point de vue formulation, il ne s'agit pas vraiment d'une chasse puisque les espèces considérées ne sont pas des espèces typiquement chassées. Il est évident que l'abattage d'animaux domestiques doit être interdit. Il faut cependant reconnaître les nuisances causées par les chats et chiens divagants et donc autoriser des mesures appropriées.
Le texte législatif sur la rage et évoquant le cas d'animaux errants pourrait servir de support à un article à inclure dans la nouvelle loi et ayant une portée générale et non limitée à celui de la rage.

Association des gardes particuliers assermentés Asbl, AGP

Pour autant que commis par le locataire de chasse, c'est de coutume le garde-chasse qui assure l'organisation structurée des battues de chasse et leur signalisation correcte à l'aide de panneaux, de bandes et de flèches. Il est généralement désigné responsable de leur bon déroulement. Soutenir sa bonne formation et son activité de surveillance et de protection sur les lots de chasse, signifie ipso facto améliorer la sécurité lon des battues.
En tant que exogènes à la faune sauvage, les animaux domestiques divaguant et chassant dérangent et détruisent par leur approche non sélective et aléatoire outre mesure la faune sauvage, dont surtout les nids des oiseaux protégés. A plus de 300 m des localités, les chiens et chats harets représentent une menace de déséquilibre pour la faune indigène. De plus, ils sont transmetteurs potentiels de la rage et d'autres maladies épidémiques.

L'Association des Médecins-Vétérinaires du Grand-Duché de Luxembourg-AMVL

Un code de bonne pratique s'impose aussi bien pour les chasseurs que pour la collectivité.

ALPA Association luxembourgeoise pour la protection des animaux

Antwort 4 erübrigt sich durch die vorherigen Antworten. Dem kann man aber noch hinzufügen dass das Jagdrecht nicht in der Menschenrechtskonvention festgehalten ist. (Urteil Wirth-Demeden no 15096 und rôle 17537)
Was das Abschießen und das Töten anhand von Fallen unserer Haustiere betrifft so darf man sagen dass der Artikel VIII unseres veralteten Jagdgesetzes den Jägern das Recht gibt unsere Haustiere zu töten.
Dieser Artikel sagt: *,,Peuvent être tués: les chats se trouvant à plus de trois cents mètres de l'habitation la plus proche. Ce droit s'applique aussi aux chats pris dans le piège.* "
Dass dieser Artikel immer noch von den Jägern angewandt wird, wurde vom Umweltministerium bestätigt.
Dieser Artikel ist folglich eine Bestätigung dass die Hobbyjagd, samt Hobbyjäger im 21. Jahrhundert nicht mehr tragbar ist.

BOF - Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd

Le droit d'abattre les animaux pour le plaisir ou pour s'adonner à un agréable passe-temps n'est plus légitime avec les principes de morale, d'éthique et de philosophie de la société du 21ièmesiècle? Le fait d'élever et de nourrir des animaux en pleine nature afin d'avoir, par la suite, le plaisir singulier et insolite de les abattre est un témoignage d'irrespect envers de larges parts de la société civile, qui désapprouvent ces agissements.
Plus de 75% de la population luxembourgeoise désapprouve les chasses en battue avec chiens courants.
La réduction progressive des surfaces réservées à la chasse loisir et la mise en place de zones de réserves naturelles, permettra d'assurer la pérennité du patrimoine biologique pour les générations futures.
La chasse loisir est conçue par une grande partie de la collectivité comme agressive, tracassière, voir provocante. En pleine nature, la population a d'autres attentes et d'autres intérêts. Ainsi, le garde chasse professionnel doit conseiller et surveiller l'utilisation des milieux naturels dont il a la charge en mettant en place des actions de

prévention (réglementation, information du public, formation des utilisateurs...) et faire preuve, le cas échéant, de moyens de répression.
Le texte législatif qui permet aux chasseurs de dimanche d'abattre les animaux domestiques est une aberration inacceptable. (chiens et chats peuvent être abattus par les chasseurs au-delà d'un périmètre de plus de 300 mètres des habitations)
C'est une violation arbitraire, injustifiée et abjecte de la législation en matière de protection animale.
Pour mémoire:
L'article VIII de la loi de chasse dispose: *«peuvent être tuées: les chats se trouvant à plus de trois cents mètres de l'habitation la plus proche.* Ce droit s'applique aussi aux chats pris dans le piège ».

c.c.c. Luxembourg - Centrale du Chien de Chasse

Le patron de chasse devra annoncer à temps au préposé forestier lieu et date de la chasse en battue.
Il se verra dans l'obligation de fermer les accès du lieu de chasse par des panneaux ou des banderoles adéquats bien visibles. Les autres usagers de la forêt se verront également dans l'obligation d'éviter ces mêmes lieux (ex: comme pratiqué en Belgique).
Naturellement il incombe également à l'Administration des Eaux et Forêts d'informer le public de la nécessité de la chasse à la battue et de l'inciter au respect des intéressés. Il serait souhaitable que le promeneur tienne son chien en laisse en forêt.
La pratique de chasser les animaux domestiques nous est inconnue. Si toutefois un tel animal deviendrait errant et dangereux pour la faune sauvage voire même pour l'homme, le chasseur demande de pouvoir intervenir et cela avec l'accord du préposé forestier.

CENTRALE PAYSANNE LUXEMBOURGEOISE

De même, les intérêts des chasseurs et ceux des propriétaires, tout comme ceux des agriculteurs, sont, de l'avis de la Centrale Paysanne, conciliables si la chasse remplit sa fonction première qu'est le maintien de l'équilibre du gibier et par là, la réduction des dégâts éventuels causés par le gibier, respectant de cette façon également les intérêts légitimes des propriétaires et des exploitants des terres, y compris des forêts.
Si une chasse menée à bon escient ne cause guère de dégâts aux propriétaires ou exploitants des terres, il doit rester toutefois normal, que si jamais des dégâts surviennent, le chasseur assume la responsabilité et supporte les frais de dédommagement.

Chambre d'Agriculture

Pour concilier les intérêts et des chasseurs et des personnes exerçant des activités sportives ou ludiques dans les bois et forêts lors des périodes de chasse, la Chambre d'Agriculture estime que les deux côtés doivent montrer chacun un esprit de tolérance envers l'autre, malgré des intérêts qui peuvent être divergents.
Afin de minimiser les risques d'accidents qu'encourent les promeneurs et leurs animaux domestiques, il y lieu de signaliser par des panneaux officiels sur tous les chemins d'accès le risque de danger potentiel lors de chasses de grande envergure ou de battues. Le bon sens voudrait que lors des battues, qui ne se tiennent que 1 ou 2 fois par an sur chaque lot de chasse, le public, suffisamment averti par des panneaux sur les voies d'accès, s'abstienne de ses activités récréatives sur le lot concerné. S'il s'avère que ce bon sens commence à manquer dans notre société de loisirs, il conviendrait de se poser la question d'une réglementation limitant l'accès.
Quant à la chasse des animaux domestiques, la législation actuellement en vigueur est suffisante et doit être maintenue.

Comité pour la Défense des Droits des Animaux et la Révision des lois nationales et européennes touchant les Animaux

Il n'y a *pas* d'«intérêts *légitimes* de chasseur»: c'est ce qui ressort clairement de notre exposé sub 1), 2) et 3). Tous les «intérêts de chasseurs» sont, d'une façon ou d'une autre, contraires au fond et contenu de la Charte des Droits de l'Homme ainsi qu'à l'esprit de notre Constitution. Donc, tout essai de les concilier avec quoi que ce soit est *contraire à la loi.*
Et puis, le fait de distinguer *artificiellement* entre animaux dits «domestiques» et sauvages ne peut être plus spéciste!
De quoi sont *vraiment* capables des individus qui envisagent sérieusement d'assassiner aussi les animaux d'accompagnement de l'homme et de demander à l'État (?) son *soutien* pour les faire sortir *impunis* de ces crimes manifestes? Quelle audace de requérir cela! Quelle pensée monstrueuse! Quel dédain vis-à-vis de la *vie!*
Toute chasse est un vrai désastre et du point de vue de l'éthique, de l'écologie et des Droits de l'Homme. Mais avant tout, elle piétine les droits naturels et légitimes des animaux dont l'innocence est sans pareille.

Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg asbl

Dans un premier temps il y a lieu de rappeler que la chasse constitue un droit et un impératif dans l'intérêt de la conservation de la nature tandis que l'exercice d'activités ludiques ou sportives dans la nature est une tolérance. De telles activités ne peuvent être tolérées que si elles ne portent pas atteinte au droit de propriété et si elles n'engendrent pas de destruction de la flore ni de perturbation de la faune. Une éducation de tous les usagers de la nature s'impose de nos jours. Au niveau de la gestion des risques, si lors de la pratique de la chasse à l'affût ou à l'approche les risques sont quasiment inexistants, de sorte qu'aucune réglementation particulière ne s'impose, il n'en va pas nécessairement de même des chasses en mouvement. Or, comme celles-ci ne se tiennent en moyenne qu' 1-2 fois par an sur les mêmes terres, on pourrait s'attendre à ce que les promeneurs et autres sportifs renoncent à fréquenter la forêt pendant les quelques heures que dure normalement une chasse en mouvement. TI ne faut pas non plus oublier que les accidents sont extrêmement rares, vu que l'éducation des chasseurs va dans ce sens.
Il n'y a pas de chasse aux animaux domestiques et une telle pratique ne serait pas acceptable. Si le tir de certains animaux domestiques s'impose dans des situations spéciales comme p.ex. en cas de risque sanitaire (ex. rage), il ne s'agit certainement pas d'une action de chasse.

GAVEA Groupe d'Action Végétarien pour l'Égalité Animale

Il n'y a *pas* d'«intérêts *légitimes* de chasseur»: c'est ce qui ressort clairement de notre exposé sub 1), 2) et 3). Tous les «intérêts de chasseurs» sont, d'une façon ou d'une autre, contraires au fond et contenu de la Charte des Droits de l'Homme ainsi qu'à l'esprit de notre Constitution. Donc, tout essai de les concilier avec quoi que ce soit est *contraire à la loi.*
Et puis, le fait de distinguer *artificiellement* entre animaux dits «domestiques» et sauvages ne peut être plus spéciste!
De quoi sont *vraiment* capables des individus qui envisagent sérieusement d'assassiner aussi les animaux d'accompagnement de l'homme et de demander à l'État (?) son *soutien* pour les faire sortir *impunis* de ces crimes manifestes? Quelle audace de requérir cela! Quelle pensée monstrueuse! Quel dédain vis-à-vis de la *vie!*
Toute chasse est un vrai désastre et du point de vue de l'éthique, de l'écologie et des Droits de l'Homme. Mais avant tout, elle piétine les droits naturels et légitimes des animaux dont l'innocence est sans pareille.

Groupements des Sylviculteurs a.s.b.l.

Toujours dans le but d'empêcher la prolifération de certaines espèces de gibier l'autorisation d'organiser des battues devrait rester autorisée pendant quelques jours par année; au cours de ces journées l'accès au lot ou à la forêt où s'exerce la chasse devrait pouvoir être interdite.

Letzebuerger Deiereschutzliga

Avoir une chasse contrôlée par des spécialistes notamment les gardes forestiers permettrait une sécurité absolue dans la forêt

Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga

Pendant la période des chasses en battue (mi octobre - fin février) les grandes battues pourraient être annoncées bien avant et systématiquement (voir système en Wallonie ?). De plus petites battues sont souvent dépendantes des conditions météorologiques (neige) et ne peuvent être annoncées à l'avance. Celles-ci n'englobent souvent qu'une petite aire et que pendant 3 heures au maximum. En plus, les aires où se déroule la chasse en battue devront être reconnaissables par les promeneurs. Des panneaux ainsi que des rubans sont installés à tous les points d'accès de l'aire. Pendant la chasse individuelle (approche et affût) le danger est très réduit: le chasseur est seul et guette tout mouvement et bruit, il devrait reconnaître toute présence humaine comme telle. Puis il ne tire qu'après avoir identifié l'animal comme gibier chassable. Les promeneurs n'encourent ainsi que peu de risque s'ils restent sur les chemins et respectent les consignes indiquées. Les animaux domestiques (chiens et chats) doivent rester près de la personne qui se promène avec eux. Un chien/chat errant et désobéissant peut présenter un danger pour les autres utilisateurs de la nature, mais aussi pour la faune. Ceci surtout pendant la période de mise bas. Il y a aussi risque d'hybridation entre le chat domestique errant ou le chat haret et le chat sauvage (espèce protégée). Les animaux domestiques ne devraient être chassés qu'en cas de certitude qu'il s'agit d'un animal errant et qui ne peut être capturé, ce qui ne semble jamais être le cas pour les chiens.

NATURA, la Ligue Luxembourgeoise pour la protection de la Nature et de -l'Environnement

Une nouvelle délimitation des lots de chasse s'impose vu la prolifération des agglomérations ainsi que différentes formes d'occupation du sol (tels que infrastructures, zones de loisirs et de sports). Pour garantir la sécurité des autres usagers du paysage, un marquage bien visible des lots en train d'être chassés serait utile lors de la chasse. En principe, la chasse aux animaux domestiques ne pourra être acceptée. Toutefois, pour des raisons' de risques sanitaires (rage, etc.) le tir contrôlé peut s'imposer mais doit être réglementé strictement par l'administration concernée.

POUR UNE CHASSE ECOLOGIQUEMENT RESPONSABLE a.s.b.l.

So wie dem Erholungssuchenden ein Recht auf freien Zugang zur Natur nicht verwehrt werden kann, muss dem Jäger auch die Möglichkeit zur störungsfreien und sicheren Jagdausübung gewährt werden.
Hierzu einige Anregungen:
- Ankündigung der jährlichen Bewegungsjagd im .Reider".
- Gesetzliche Richtlinien zur Beschilderung und eventueller Absperrung des bejagdten Reviers.
- Aufklärungskampagnen über sicheres Verhalten imWald.
- Eventueller jagdfreier Wochentag. (Bsp. Frankreich)

Der Abschuss von Haustieren ist prinzipiell zu vermeiden.
Eine Abschusserlaubnis für wildernde Hunde und Katzen muss einer detaillierten Regelung bei akuter Bedrohung von Wildtieren weichen und ist ordnungsrechtlich zu regeln. Darüber hinaus ist auf eine verantwortungs- und maßvolle Tierhaltung seitens der Bevölkerung hinzuwirken.

S.O.S. ANIMAUX a.s.b.l.

Le chat est, avec le renard, l'animal persécuté le plus par les chasseurs. Notre association ayant à coeur tout particulièrement la protection de la race féline, nous entretenons depuis 1983 (avec un arrêt de 2 ans) un centre de soins et d'hébergement pour chats abandonnés et/ou en détresse. Les animaux tués froidement ou blessés par les pièges des chasseurs nous ont fait assister à des

drames épouvantables, du côté animal et du côté humain. « Il ne restait que les yeux pour pleurer »

VsK - Vogelschutz-Komitee e.V

Die zu treffenden Maßnahmen ergeben sich wesentlich aus den zu 3. gemachten Ausführungen.
i. Insbesondere greift hier die Minimierung des zeitlichen Umfanges der Jagdperioden. Bei stark verkürztem Zeitraum der Jagdausübung überhaupt entstehen keinerlei Interessenkonflikte zwischen den Belangen und Ansprüchen der Allgemeinheit. Gewisse Einschränkungen während einer kurzen Jagdperiode bei zugleich Durchführung in Form der gemeinschaftlichen Jagdausübung wird sich ein Konsens zwischen beiden Interessenssphären einstellen. Zugleich sind damit die Sicherheitsrisiken minimiert: In Verbindung mit einem hohen Fertigkeits- und Kenntnisstand der Jagdausübenden beim Umgang mit Schusswaffen als Ergebnis des unerlässlich zu erbringenden "Schiessnachweises" wird ein hohes Maß an Sicherheit für alle Betroffenen herbeigeführt.
ii. Die Verfolgung und Tötung von Haustieren durch Jagdausübende ist zu untersagen. Gegebenenfalls sind frei laufende Haustiere, sofern sie nachweislich sich anhaltend dem Kontakt zu dem zugehörigen Menschen entzogen haben, in Fanggeräten nach obiger Vorgabe einzufangen und dem Besitzer/Eigentümer oder einer geeigneten Tieraufnahmestelle unverzüglich zuzuführen.
Es gibt keinen rechtfertigenden Grund zur Tötung frei laufender Haustiere (Hunde, Katzen).

5. Question
Quel est votre avis concernant la pratique du nourrissage du gibier?

ANIMAL a.s.b.l.

Der zum grösstenTeil verursachte Wildschaden entsteht durch die massive, nicht artgerechte Wildfütterung aus Jägerhand. In der" luxemburgischen Fëscher a Jeeërzeitung" kann jeder nachlesen dass Futter angeboten wird, welches die Reproduktion fördert. Im Internet steht zu lesen "
Mit diesem Fütterungssystem werden Sie bei richtiger Bejagung und Hege nach 2 bis 3 Jahren eine deutliche Wildbreterhöhung und die damit zusammenhängende Steigerung der Trophäen erreichen" (Quelle www.swb-kraftfutter.at/html/wildfutter).
Durch die Fütterungen und die Kirrungen, (letztere sind noch gefährlicher, da sie noch mehr Mineralien enthalten), durch das Abschießen der Leittiere Oder das Auseinandertreiben der Rotten ist die momentane Populationsdichte erst geschaffen worden. Mit zusätzlichen Antibiotika überlebt weiterhin sogar das schwächste der Tiere und sorgt sogar für Nachwuchs. wenn es führungslos ist (nach dem Abschuss des Alpha-Tieres).
Die Fütterungen und Kirrungen und die Treibjagden sind somit der Schlüssel für die Überpopulation des Wildes und den immer zunehmenden Wildschaden.
Die Fütterungen und Kirrungen müssen sofort eingestellt werden. Anstelle von nicht artgerechten. vitamin- und hormonreichen Fütterungen sollen mit den Landwirten Waldrandprogramme ausgearbeitet werden und diese dann vom Staat subventioniert werden.

Animal Justice

Der zum grösstenTeil verursachte Wildschaden entsteht durch die Wildfütterung.
Durch die Fütterungen und die Kirrungen welchen man reproduktionsfördernde Mittel hinzufügt, durch das Auseinandertreiben der Rotten und das Abschiessen der Leittiere entsteht die momentane Populationsdichte der Wildtiere.
Die Fütterungen und Kirrungen, mitsamt Mineralien und Medikamenten, bringen mit sich dass die Tiere öfters rauschig werden, das Antibiotika verhindert dass die Tiere krank werden.
Die übermäßige Fütterung und die Treibjagden sind so mit der Schlüssel für die Überpopulation des Wildes und des immer zunehmenden Wildschadens.

ASSOCIATION DES FORESTIERS LUXEMBOURGEOIS asbl

L'AFL s'oppose à la pratique de nourrissage du gibier, sauf en cas de période de famine potentielle ou d'études cynégétiques. Dans le premier cas, une dérogation devrait être délivrée par le Ministre de l'Environnement. Le gagnage pourrait éventuellement continuer à être pratiqué dans le cas des cervidés, mais de manière règlementée. L'installation d'un réseau de terrains de gagnage pourrait être envisagé.

Association des gardes particuliers assermentés Asbl, AGP

Le fourrage de carence d'hiver est nécessaire pour éviter une malnutrition du gibier pendant cette période (Ausgleichfütterung). L'agrainage de compensation d'été dans les bois est nécessaire pour éviter le dégât de gibier dans les cultures agricoles (Ablenkfütterung ; Kirrung). Des cultures à gibier supplémentaires attirent le gibier vers les meilleurs endroits utiles à sa tolérance (Wildacker).
Des abus de nourrissage sont à éviter.

L'Association des Médecins-Vétérinaires du Grand-Duché de Luxembourg-AMVL

Nourrir le gibier ne peut être toléré que dans le cadre de la protection des animaux p. exp. En période hivernale ou bien dans le cadre de mesures sanitaires p.exp. la vaccination des sangliers.

ALPA Association luxembourgeoise pour la protection des animaux

Der zum grösstenTeil verursachte Wildschaden entsteht durch die Wildfütterung. Durch die Fütterungen und die Kirrungen, welchen man reproduktionsfördernde Mittel hinzufiigt, durch das Auseinandertreiben der Rotten und das Abschiessen der Leittiere entsteht die momentane Populationsdichte der Wildtiere.

Die Fütterungen und Kirrungen, mitsamt Mineralien und Medikamenten, bringen mit sich dass die Tiere öfters rauschig werden, das Antibiotika verhindert dass die Tiere krank werden.
Die übermässige Fütterung und die Treibjagden sind somit der Schlüssel für die Überpopulation des Wildes und des immer zunehmenden Wildschadens.

BOF - Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd

Les conclusions des trois éminents biologistes cités dans notre réponse no. 2 sont pertinentes. Le nourrissage artificiel dans toutes ses formes dérange et dérègle l'équilibre naturel de la faune et de la flore. Il est pour le moins curieux de constater qu'après de telles conclusions claires et unanimes, le Ministre de l'Environnement n'ait pas encore songé à introduire un projet de loi afférent interdisant le nourrissage. Faut-il vraiment répéter *ad nauseum* que les dommages causés par le gibier sont inhérents au nourrissage massif exercé par les chasseurs loisir?
Dans ce contexte, il paraît pour le moins intéressant et curieux de relever que l'organe périodique de la Fédération Saint-Hubert des chasseurs du Grand-Duché regorge d'annonces publicitaires de produits de nourriture et de produits d'appoints pour gibier. Des produits figurant dans les annonces portent même les mentions: *«favorise la reproduction»* ou « *améliore la croissance* ».
Il est intéressant de savoir que les chevreuils réduisent leur métabolisme en hiver de façon à réduire leur consommation en calories à un strict minimum. Pour survivre, d'importantes transformations morphologiques du système digestif se déroulent chez ces animaux. Le nourrissage ainsi que la chasse de ces espèces en hiver causent de sérieux troubles de leur organisme en état d'hibernation ainsi que des comportements anormaux au niveau de la reproduction et des habitudes d'alimentation.
Par ailleurs, les biologistes soulignent que le dérangement du métabolisme provoqué par la nourriture artificielle des chevreuils durant l'hiver favorise les dégâts d'écorçage et d'abroutissement aux arbres. Le gibier a précisément besoin de certaines substances pour activer leurs sucs gastriques. Or, ces substances se trouvent sous les écorces des arbres.
Partant, il y a lieu d'interdire toutes formes de nourrissage artificiel.

c.c.c. Luxembourg - Centrale du Chien de Chasse

Nous nous prononçons pour une interdiction du nourrissage systématique des cervidés et des sangliers.
Des aménagements cynégétiques tels que les «Wildacker» sont à recommander.
L'agrainage limité (la Kirrung) garde son importance. (réduire la population des sangliers, vaccination..,) Celui-ci devra être défini.
En cas de disette due à des conditions météorologiques exceptionnelles l'affouragement devra être possible.

CENTRALE PAYSANNE LUXEMBOURGEOISE

Lors de la peste porcine auprès des sangliers en 2002 et 2003, la pratique du nourrissage du gibier a été largement débattue et les arguments avancés à l'époque par le monde agricole restent d'actualité. La Centrale Paysanne continue en conséquence à se prononcer contre la pratique du nourrissage du gibier, seul l'agrainage apparaissant comme pratique acceptable pour faciliter la chasse et la réduction du gibier.

Chambre d'Agriculture

En principe, la Chambre d'Agriculture estime que le nourrissage systématique du gibier devrait être interdit. En effet, la distribution de nourriture favorise la reproduction ce qui a pour effet une augmentation rapide des effectifs.
La Chambre d'Agriculture ne s'oppose tout de même pas à l'agrainage (Kirrung) lorsque cette pratique de nourrissage aura pour effet d'occuper les sangliers pendant certaines périodes (pendant les semaines de la levée du maïs et pour protéger certaines cultures) à chercher de la nourriture en forêt. Ce mode de prévention des dégâts aux cultures doit cependant être limité aussi bien quantitativement que dans sa durée et il doit être coordonné avec des mesures de chasse à entreprendre à proximité des cultures à risque.
La Chambre d'Agriculture est d'avis qu'au delà du loisir, le chasseur a la responsabilité d'intervenir dans la limitation des dégâts et il doit prendre en considération les intérêts des agriculteurs. Le seul moyen efficace de prévenir les dégâts aussi bien aux forêts qu'aux cultures agricoles, est de maintenir la population de gibier à un niveau acceptable.

Comité pour la Défense des Droits des Animaux et la Révision des lois nationales et européennes touchant les Animaux

Il vise à pseudo-justifier la chasse, absurde par essence. Sans l'intervention de l'homme dans les cheptels d'animaux, autorégulateurs depuis toujours, il n'y a pas de raison pour la chasse aux animaux.

Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg asbl

Nous renvoyons à la proposition faite en septembre 2002 par la Fédération des Chasseurs Luxembourgeois sur demande du Conseil Supérieur de la Chasse. Cette proposition est reproduite ci-après en italique et se résume à trois exigences:
1. nourrissage permis uniquement en période hivernale;
2. agrainage (<<*Kirrung* ») durant toute l'année et ceci dans le but:
de protéger les cultures agricoles et viticoles ainsi que les forêts;
de minimiser les dégâts du gibier ;
d'optimiser la réussite de la chasse afin de remplir les contraintes du plan de chasse;
ceci entraîne une diminution du nombre des sorties et réduit donc le dérangement du gibier ce qui a comme conséquence une diminution des dégâts du gibier ;
3. installation de cultures à gibier « *Wildäcker und/oder Wildwiesen* »
Nous nous permettons toutefois d'insister particulièrement sur le point 3 *«Wildäcker»* de la prédite proposition et citons à titre d'exemple la République Fédérale d'Allemagne, où le nourrissage et l'agrainage (« *Kirrung* ») sont soumis à la responsabilité des *«Länder* », et où entre autres 3% à 5% de la surface d'un lot de chasse sont obligatoirement mis à disposition du locataire pour y installer des « *Wildäcker und/oder Wildwiesen* ».
Quid du nourrissage des oiseaux, des canards et encore des poissons dans les étangs – sans aucune raison apparente?
Ci-après le texte intégral de la proposition de septembre 2002 de la Fédération des Chasseurs Luxembourgeois:

Vorschlag der Fédération des Chasseurs Luxembourgeois betreffend eine jagd- und wildtiergerechte Fütterung
A. Allgemeine Überlegungen betreffend ein.art- und wildtiergerechte Fùtterung:
Einleitend möchten wir, in unserem Pflichtbewusstsein um die freilebende Tierwelt, verschiedene Feststellungen hervorstreichen:
. So lange es Wild gibt, gibt es Wildschaden. Unsere Aufgabe ist es den Wildschaden zu begrenzen.
. Es ist unumgänglich festzustellen, dass einzelne Wildarten in bestimmten Regionen des Groftherzogtums eine zu hohe Wilddichte aufweisen. Dieser Umstand kann sich leicht durch Veränderungen in Land- und Forstwirtschaft regional verlagern.

. Wildfütterung darf nicht pauschal gesehen werden, sondern differenziert, bezogen auf die verschiedenen Wildarten und deren Jagdzeiten.
. Ebenfalls ist zu unterscheiden zwischen Fütterung (grofte Mengen) und Kirrung (kleine Mengen).
. Wer die Wild.fütterung reduzieren möchte, ist selbst gefordert, und muss in die Problematik einbezogen werden.
Die Landwirte müssen es unterlassen, Mais bis an den Waldrand zu pflanzen. Auch wäre es angebracht auf grossen Feldern Schussschneisen in Absprache mit dem Jagdpächter vorzusehen.
- Die Forstwirte müssen ebenfalls in die Problematik miteinbezogen werden. Falls an bestimmten Standorten gewisse, besonders gefährdete Baumarten angepflanzt werden, ist es unumgänglich diese zu schützen. An forstlichen Anpflanzungen (oft mittels sehr gefährdeten Setzlingen aus Baumschulen) müssen jagdliche Einrichtungen wie Ansitzleitern unbegrenzt erlaubt sein. Rückegassen und Holzlagerplätze eignen sich als Wildacker und Schussschneise.
Die Verpächter (Syndikate) müssen wie in verschiedenen unserer Nachbarländer verpflichtet sein bei der Beschaffung von geeigneten Äsungsflächen mitzuwirken. (So z.B. in Deutschland, wo 3-5% der Pachtj1äche ais Wildacker zur Verfiigung gestellt werden müssen).
. Wer ein gesamtes undifferenziertes Futter- und Kirrverbot fordert, muss sich den Vorwurf gefallen lassen, dass er entweder keine Kenntnisse über das Verhalten des Wildes hat, oder auf grösseren Wildschaden hofft, da der Ersatz des Wildschadens wesentlich lukrativer ist als das Ernten.
. Wer ein sofortiges Futter- und Kirrverbot fordert, soll sich bereit erklären die zu erwartende Zunahme des Wildschadens zu bezahlen.
. Zur Differenzierung des Problems möchten wir aufverschiedene Wildarten eingehen:
*Das **Rotwild** (Hirsche) ist das grösste Schalenwild Mitteleuropas, und das grösste freilebende Tier unserer Wälder. Andere Länder beneiden uns für diese Wildart, welche wir in ihren kleinen Populationen erhalten möchten.*
Betreffend das Rotwild gibt es nur zwei Lösungen:
a) Man rottet es aus;
wir, die Fédération des Chasseurs Luxembourgeois, gehen davon aus, dass dies von keiner Gruppierung gewollt sein kann,
oder
b) Man tritt ein für den Erhalt und das Überleben dieser Wildart: Standpunkt der Fédération des Chasseurs Luxembourgeois.
Vertritt man diesen Standpunkt, so muss man die einheitliche Meinung und das Wissen aller Wildbiologen akzeptieren und feststellen, dass Rotwild, vor allem das Kahlwild (weibliches Wild), in Rudeln (Herden) lebt. Diese Rudel haben eine strenge Sozialstruktur. Durch das Rudelverhalten ist es unmöglich kleine Populationen auf grosser Fläche zu hegen.
Betreffend Luxemburg ist auch festzustellen, dass Rotwild nur in einigen wenigen Gebieten unseres Landes vorkommt.
Erheblichen Einfluss auf den Wildschaden nimmt die Problematik der ständigen Beunruhigung des Rotwildes durch laufende Verkleinerung seines Lebensraumes und Zunahme der sonstigen Naturnutzer in der stets zunehmenden Freizeit z.B. Reiter, Jogger, Mountainbiker, Spaziergänger, Camper und Pilzsammler. Es ist äusserst wichtig zu wissen, dass das Rotwild sehr empfindlich auf jegliche Störung reagiert.

Normalerweise tritt das Rotwild vor der Dämmerung, noch beim letzten Tageslicht aus, um Nahrung auftunehmen. Wird es hierbei gestört, geht es in die Deckung (Wald) zurück und tritt während der Nacht nicht mehr aus. Es stillt sein en Hunger im Wald und dies mehrheitlich durch Schälen und Verbeissen. Ein Grossteil des Wildschadens entsteht also nicht durch eine zu hohe Wilddichte, sondern durch Störung und demnach ohne Einflussnahme des Jägers. Will man also den Wildschaden mindern, muss man für Ruhe im Wald sorgen.
In einer Zeit, wo Naturnähe gefordert wird, Ökologie und Umweltschutz die Schlagworte sind, fehlt es leider am politischen Willen hier etwas zu ändern. Niemand soll davon abgehalten werden in der Natur Erholung und Entspannung zu suchen.
Jeder muss sich jedoch an die Regeln halten.
- Auf den Wegen bleiben.
- Nachts den Wald nicht betreten, gleich dem nächtlichen Jagdverbot.
Jeder, der gegen Lösung a) ist und den Standpunkt der Fédération des Chasseurs Luxembourgeois unterstützt, muss Wildschaden in tragbarem Umfang akzeptieren. Es ist und bleibt des Jägers Pflicht den Wildschaden auf ein tragbares Mass zu reduzieren.
** Das Schwarzwüd (Wildschweine) erlebt seit mehreren Jahren, nicht nur in Luxemburg, sondern in ganz Europa, selbst in der ganzen Welt (siehe Japan) eine Bestandsexplosion. Dieses Phänomen ist laut mehrheitlicher Meinung der Wildbiologen auf die Änderung in der Bewirtschaftung der Felder zu suchen, indem man von der ebenmaligen Bestellung der Felder abrückte, wo kleine Getreide- und Gemüseparzellen den Bann mosaikartig überzogen, um zu übergrossen Monokulturen von Mais und Getreideanbau überzugehen. Diese bieten dem Schwarzwild fast ganzjährig nebst Deckung auch Nahrung in jeder Menge.*
Betreffend Luxemburg sind wir der Ansicht, dass die meisten Jäger ihre Aufgabe in Punkto Reduktion des Schwarzwildes erjùllt haben. Es ist jedoch festzustellen, dass dies in einzelnen Gebieten des Landes nicht der Fall ist. Es kann nicht sein, dass durch diesen Umstand die gesamte Jägerschaft beschuldigt und beschimpft wird.
Das augenblickliche Problem der Schweinepest beim Schwarzwild wird einerseits durch die zu hohe Dichte in eben diesen Gebieten und andererseits durch die Landwirtschaft verschuldet. Alle Wildbiologen sind sich einig darüber, dass die Schweinepest vom Stall in die freie Wildbahn überging und nicht umgekehrt.
Wir möchten hier nur auf einen Teil der diesbezüglichen Missstände in der Landwirtschaft hinweisen:
- Überzüchtung verschiedener, sehr empfindlicher, Schweinerassen, welche kaum noch resistent sind gleich gegen welche Krankheit;
- Übermässige, nicht überlegte und unsachmässig durchgeführte (Hygiene) Tiertransporte;
- Unvorsichtigkeit bei Stallbesuchen durch die Bauern, Tierärzte, durch das Personal der Tierkörperbeiseitigungsanstalt. USW.;
- - Schlampig betriebene Quarantänestationen.
Bis heute ist nicht bewiesen, dass der erste Pestnachweis in einem Schweinestall in Luxemburg durch die Jagd verursacht wurde. Alle nachfolgenden Fälle sind jedoch nachvollziehbar und ohne Verschulden der Jagd oder Jäger.
** Betreffend aile anderen in Luxemburg vorkommende Schalenwildarten sind wir der Ansicht, dass unter Vorbehalt einiger, weniger Ausnahmen, diese in nicht überhöhter Zahl vorkommen.*

. Laut Meinung der meisten Wildbiologen hat die Wildfütterung und vor allem die Kirrung einen unwesentlichen Einfluss auf die Reproduktionsrate aller Schalenwildarten, da ohnehin das ganze Jahr genügend Futter in der Landwirtschaft vorhanden ist.
Man muss jedoch auch feststellen, dass durch die Umstrukturierung derLandwirtschaft das Wild weniger Notzeit aIs früher hat.
. Im nachfolgenden Vorschlag zu einer Regelung der Wildjùtterung haben wir alle voraufgejùhrten Argumente be7Ücksichtigt. Die Begriffe "Fütterung" und " Kirrung" müssen bestimmt werden.
- Die Fütterung ist auf die Notzeit, sprich Wintermonate zu begrenzen.
Die Kirrung hingegen muss ganzjährig erlauht bleiben, ansonsten es unmöglich ist, bei unseren kurzen Jagdzeiten, den erforderlichen Abschuss zu erfiillen und eine langfristige Senkung der Wilddichte herbeizuführen.
- Fütterung und Kirrung, richtig betrieben, mindern oder vermeiden den Wildschaden.
- Wir weisen ausdTÜck/ichauf die Notwendigkeit der Kirrung hin, um eine erfolgversprechende Impfung der Wildschweine gegen dos Pestvirus durchführen zu können.
B. User Vorschlafl betreffend Fütterunll und Kirrung [Dieser Vorschlag ist nur in Zusammenhang mit den allgemeinen Überlegungen (siehe unter A.) zu sehen
1) *Futter- und Kirrmittel*
Sowohl die Fütterung aIs auch die Kirrung dürfen ausschliefllich mittels artgerechten Futtermitteln betrieben werden. Ais solche gelten: Getreide einschliefl/ich Mais, Heu, Grünfutter- und Maisseinlage, Rüben, Kartoffeln, Frisch- und Fallobst, Gemüse- und Obsttrester, Eicheln, Buchäcker.
Alle nicht hier aufgeführten Futter- und Kirrmittel sind un/er Strafe zu verbieten.
2) *Fütterung*
Unter Fütterung versteht man dos Ausbringen in grösseren Mengen von Futter. Füttern ist nur erlaubt während der Notzeit des Wildes d.h. zwischen dem 1. *Dezember und dem* 15. *Mai, dies unter Anwendung unserer Pflicht aIs Tierschützer, da die Bewahrung des Wildes vor Futternot eine der zentralen Aufgaben des Jägers ist, und um durch die artgerechte Wildfütterung im genannten Zeitraum mittels geeigneter Futtermittel die Verbiss-, Schäl- und Wiesenschäden auf ein ökonomisch tragbares Mass zu reduzieren. Unsere Forderung, die Futterzeit bis zum* 15. *Mai, also noch nach der Notzeit des Wildes zu erlauben, beruht auf dem Umstand, doss in dieser Jahreszeit der Mais und die Kartoffeln angepflanzt werden und ohne zusätzliche Fütterung ein erheblicher Wildschaden entstehen würde, für welchen der Jagdpächter keinesfalls haftbar gemacht werden kann.*
3) *Kirrung*
Unter Kirren versteht man dos Ausbringen geringer Mengen von Futter. Kirren dient dem Locken des Wildes sei es beim Ansitz oder vor der Treibjagd zum Zweck der Erfiillung des vorgegebenen Abschusses und/oder Abwendung des Wildschadens. Kirrungen dürfen nur mittels unter Absatz 1) *genannten Futtermitteln beschickt werden.*
Unter geringer Menge versteht man maximal 5 *Kilogramm pro Kirrung. Zulässig sind maximal eine Kirrung je angefangenen 50 Hektar Jagdfläche.*
Als Kirrung gelten auch Futterautomaten, welche jeweils nur geringe Mengen zulässiger Futtermittel freisetzen. Ebenfalis zulässig sind nicht automatische Kirreinrichtungen, welche nur geringe Mengen von Futtermitteln freisetzen, so z.B. Behälter mit Schüttelvorrichtung.
4) *Salzlecken*

Salzlecken sind weder ais Fütterung noch ais Kirrung zu sehen und somit jederzeit erlaubt.
5) *Wildäcker*
Wildäcker, bestückt mit natürlicher Äsung, gelten nicht ais Fütterung oder Kirrung.

GAVEA Groupe d'Action Végétarien pour l'Égalité Animale

Il vise à *pseudo-justifier* la chasse, absurde par essence. Sans l'intervention de l'homme dans les cheptels d'animaux, autorégulateurs depuis toujours, il n'y a pas de raison pour la chasse aux animaux.

Groupements des Sylviculteurs a.s.b.l.

La pratique du nourrissage systématique du gibier devra être totalement interdite.
Le fait d'affourrager le gibier est une dérive qui est contraire à une saine pratique de la chasse. Nourrir des animaux sauvages revient en quelque sorte à les domestiquer et au faire proliférer. Cette pratique tend à éliminer la sélection naturelle et est à la base d'une reproduction intensive.
Notre Groupement est d'avis que la pratique de la «Kirrung », c'est-à-dire le fait de placer de la nourriture,dans des limites de temps et de lieu strictement réglementées, dans le but d'abattre tel animal d'une certaine espèce, devra pouvoir être maintenue.

Letzebuerger Deiereschutzliga

Toute pratique de nourrissage du gibier est contraire à la nature des animaux sauvages. Les animaux sauvages sont des autorégulateurs depuis toujours. Par le nourrissage, les animaux sauvages perdent leur comportement naturel et ils deviennent aussi objet à des maladies infectieuses qui se répandent sur les pièces et sur les emplacements servant de nourrissage. En outre il est éthiquement et moralement inacceptable que des animaux servent comme cible aux emplacements de nourrissage.

Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga

Le nourrissage du gibier a pris des envergures hallucinantes. Pour effectuer une réduction de l'effectif des populations, l'agrainage (Kirrung) peut s'avérer utile. Il s'agit alors de petites quantités de nourriture déposées à des endroits où le chasseur compte attirer du gibier pour l'abattre.
Le nourrissage dissuasif (massif) est très contesté, il ne peut être utile que loin des cultures à protéger et que pendant la période critique (semis, céréales en lait). Souvent, il provoque le contraire: accumulation d'animaux autour des sites de nourrissage, densité élevée et par conséquent des dégâts encore plus élevés.
Des installations de cultures à gibier (Wildäcker) par contre seraient favorables aux gibiers et à beaucoup d'autres espèces de notre paysage cultivé, s'ils sont établis et entretenus de façon extensive (pas de pesticides ni d'engrais).

NATURA, la Ligue Luxembourgeoise pour la protection de la Nature et de -l'Environnement

Le nourrissage de gibier devrait être exclu, sauf dans des conditions climatiques extrêmes.

POUR UNE CHASSE ECOLOGIQUEMENT RESPONSABLE a.s.b.l.

Der Einsatz jeglicher Medikamente und die Fütterung des Wildes stehen im Widerspruch zum Nachhaltigkeitsgedanken. Wir unterstützen daher die Forderung die Fütterung und den Einsatz von Medikamenten grundsätzlich zu verbieten. Die Kirrung unterscheidet sich bereits aus Sinn und Zweck von der Fütterung und dient allein dem Zweck der Anlockung und der Erlegung des Wildes Es hat sich gezeigt, dass ein maßvoller Einsatz der Kirrung ein wichtiger Beitrag zur effizienten, störungsarmen und damit tierschutzgerechten Bejagung sein kann.
Gerade in reich strukturierten, naturnahen Wäldern erleichtert die Kirrung die Ansitzjagd deutlich.
Tatsache ist jedoch, dass in zu vielen Fällen Uneinsichtigkeit und Revieregoismen - insbesondere bei der Schwarzwildkirrung - dazu beigetragen haben, ein an sich wirkungsvolles und sinnvolles Instrument der Bejagung in Misskredit zu bringen.
Wichtig erscheint daher im Rahmen einer Novellierung unseres Jagdgesetzes den Unterschied von Fütterung und Kirrung, sowie deren Missbrauch zu definieren.
Sie ist so anzulegen, dass sie grundsätzlich artspezifisch und für andere Wildarten nicht zugänglich ist.
Die Gesamtkirrmenge ist zu begrenzen und die Kirrmittel sind zu definieren.
Ein wichtiger, bestandsbeeinflussender Faktor für das Wild ist die Qualität seiner Lebensräume. Deshalb kommt es darauf an, die bestehenden Initiativen zur

Biotopgestaltung auch mit Hilfe der Agrarumweltmaßnahmen zu unterstützen. Hierzu sind Gemeinschaftsprojekte zwischen Jagd und Naturschutz sehr nützlich. Gleichzeitig kann die gesellschaftliche Akzeptanz der Jagd verbessert werden.

S.O.S. ANIMAUX a.s.b.l.

Le sur-nourrissage du gibier, l'adjonction d'antibiotiques, minéraux et médicaments ne permettent plus l'existence d'animaux âgés, sont donc la clef de la surpopulation du gibier.

VsK - Vogelschutz-Komitee e.V

Wildfütterungen sind generell zu untersagen.
I.: Ausnahmen sind auf die Situation zu beschränken, wenn äußere Umstände (großräumige Waldbrände, mehrtägig anhaltende Schneelage mit Harschschneedecke) eine außergewöhnliche und unnatürliche Verknappung des zum Überleben der Wildtiere erforderlichen Nahrungsangebots verursachen und aus ethischen Gründen des Tierschutzes -zur Abwendung des aus dem Hungern resultierenden Leidens geboten sind. Diese in Luxemburg eher als « Jahrhundertereignis" zu erachtenden Ausnahmen sind behördlich festzustellen, zugleich örtlich und zeitlich zu befristen.
ii.: Ansonsten stellt die Wildfütterung einen schwerwiegenden abträglichen Eingriff in das natürliche Geschehen dar. Es bedarf auf Grund der klimatischen und geographischen Voraussetzungen in Luxeinburg keiner "Winterfütterung". Es wird damit der natürliche Nahrungsengpass, der für die Bestandesregulierung und den Ablauf natürlicher Selektion dringend erforderliche naturgegebene « bottle neck" künstlich aufgeweitet. Die Folgen daraus sind weitgehend bereits unter 2) aufgelistet. Resultat der unnatürlichen, auf einseitige Bevorzugung einzelner Arten ausgerichteten, Wildfütterung sind unnatürliches Wachstum der gefährdeten Wildtierbestände, die Zerstörung der intraspezifischen und interspezifischen, natürlichen, Regulationsmechanismen.
Wildtierfütterung bewirkt einen schleichenden Domestikationsprozess bei den betroffenen Arten. Wildfütterung fördert die Entstehung von Wildschäden, insbesondere solche an den Forstkulturen und anderer Vegetation des Waldes. Durch die damit erzeugte unnatürliche Überhöhung der Bestände der entsprechenden Tierarten (insbes. die der Huftiere) werden erhebliche Wildschäden an land- und forstwirtschaftlichen Kulturen provoziert.

6. Question

De quelle façon pourrait-on mieux concilier les intérêts des chasseurs et des propriétaires de terres et forêts où la chasse a lieu? Comment concilier pratique de la chasse et respect du droit à la propriété?

ANIMAL a.s.b.l.

Wird die Hobbyjagd abgeschafft und gibt es ausgebildete Wildhüter, die sich um das Wild kümmern, so wird sich dieses Problem von selbst lösen.
Die Verwaltungsrichter hielten im Urteil Wirth-Demeden fest dass das Grundeigentum ein Menschenrecht ist und dass die Zwangsverpachtung. die Zwangsbejahung die Menschenrechtskonvention verletzen. Die Freizeitjagd ist also kein anerkanntes Menschenrecht, der Schutz des Grundeigentums aber sehr wohl! .,

Animal Justice,

Wird die Hobbyjagd abgeschafft und gibt es ausgebildete Wildhüter, die sich um das Wild kümmern, so wird sich dieses Problem von selbst lösen.
Festgehalten wurde im rezenten Urteil Wirth-Demeden dass das Jagdrecht nicht in der Menschenrechtskonvention festgehalten wurde.

ASSOCIATION DES FORESTIERS LUXEMBOURGEOIS asbl

Dans ce contexte, une nouvelle législation devrait rendre compte du fait que la majorité des terrains agricoles n'est plus exploitée par les propriétaires, mais par des locataires. Si dans une première hypothèse, le propriétaire exploitant encaisse la recette du droit de chasse, il peut être présumé d'accepter dans une certaine mesure les nuisances pouvant résulter de l'exercice de ce droit. Dans le cas du locataire exploitant, il se trouve actuellement uniquement confronté aux inconvénients liés à la présence du gibier. (présence du chasseur; dégâts du gibier; protection des cultures)

Du point de vu juridique, le propriétaire non exploitant cède actuellement sur un même terrain deux différents droits de propriété à deux personnes différentes, à savoir le droit de l'exploitation du terrain et le droit de chasse. Il appartient aux juristes d'analyser si cette manière de procéder est compatible avec le principe de l'indivisibilité des droits fonciers. Si non, il conviendrait plutôt à l'exploitant du terrain agricole de céder le droit de chasse indépendamment de la situation de propriété. Une telle application pourra nettement améliorer l'entente entre le chasseur et l'exploitant foncier.
En forêt, la question ne se pose pas, étant donné qu'en général les terrains forestiers ne sont pas en location.
La surpopulation de certaines espèces étant à la base des conflits entre chasseur et exploitant, il faudrait donc intervenir à ce niveau. L'outil approprié pourrait être le plan de chasse qui actuellement remplit uniquement une fonction d'alibi, à savoir celle de répondre à une directive européenne. Le plan de chasse devrait fixer des minima et des maxima d'abattage.
Pour disposer de données fiables concernant la densité des populations, une infrastructure de monitoring de la densité du gibier devrait être installée. Ainsi, en forêt, un réseau d'enclos de contrôle (sur des surfaces très réduites) pourrait fournir de bonnes indications. On réduirait alors par la chasse la densité du gibier à un taux compatible avec les conditions existantes dans l'écosystème. Il y a des propriétaires s'opposant à tout exercice de chasse sur leur propriété. De manière générale, le droit de propriété doit être respecté, mais il peut poser des problèmes quand l'intervention s'avère nécessaire, par exemple en cas de surpopulation.
Pour des raisons pratiques, tout terrain « hors chasse» devrait être signalé par son propriétaire. Sur ces terrains, l'activité de chasse resterait interdite, sauf pour des motifs d'intérêt général. Le propriétaire ne pourrait pas réclamer d'indemnisation pour un dégât de chasse, il devrait cependant respecter la réglementation de l'affourrage/ nourrissage.

Association des gardes particuliers assermentés Asbl, AGP

La très grande majorité des propriétaires et fermiers agricoles comprend, tolère et apprécie la pratique de la chasse existante et son cantonnement en districts de chasse par référence aux sections communales. Il n'y a donc pas lieu de vouloir bouleverser ce qui a constamment fait ses preuves depuis la loi du 20 juillet 1925.
De façon générale, en cas de menace de conflit, une entente négociée entre propriétaire et locataire de la chasse se trouve souvent sur le terrain. A ces occasions, le garde-chasse agrée joue fréquemment le rôle de médiateur entre les parties opposées. Son expérience est particulièrement appréciée en eu d'apparence de dégâts de gibier. Le garde particulier propose également son appui à l'agriculteur en vue de prévenir des accidents mortels ou mutilateurs au gibier causés par les machines agricoles. A cet effet, le garde-chasse balaye avec son chien les cultures sur pied préalablement à la moisson.
La soustraction de leurs terres non clôturées à la chasse par une poignée de détracteurs ne présente pas à priori une menace pour le système syndical dans son

ensemble. Néanmoins, ces propriétaires favorisent fortement une surabondance relative du grand gibier (chevreuil, daim, mouflon, cerf, sanglier) dans certaines régions. En conséquence, la rétraction de ces terres à la chasse fait encombre à une gestion cynégétique planifiée et intégrée du ou des lots de chasse adjacents et provoque du dommage à gibier outre mesure non seulement sur les cultures agricoles et forestières soustraites à la pratique de la chasse, mais également aux propriétés avoisinantes.

L'Association des Médecins-Vétérinaires du Grand-Duché de Luxembourg-AMVL

n.c.

ALPA Association luxembourgeoise pour la protection des animaux

Wird die Hobbyjagd abgeschafft und gibt es ausgebildete Wildhüter, die sich um das Wild kümmem, so wird sich dieses Problem von selbst lösen.
Festgehalten wurde im rezenten Urteil Wirth-Derneden dass das Jagdrecht nicht in der Menschenrechtskonvention festgehalten wurde

BOF - Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd

Il est inacceptable que des propriétaires forestiers soient affiliés de force à un syndicat de chasse et que des chasses et battues soient organisées sur leurs terrains, malgré leurs convictions contraires. Ceci est en contradiction directe avec les dispositions de la Cour européenne des droits de 1'Homme, confirmé par des jugements nationaux et internationaux (arrêt de la CEDH de Strasbourg du 29 avril 1999 Chassagnou et autres vs. France, jugement du Tribunal Administratif, Luxembourg, rôle no. 15096 du 18 décembre 2003, Cour Administrative, rôle no 17488C et 17537C du 13 juillet 2004, Cour Administrative du 14 avril 2005, rôle no 18656C.)
Il faut donc revoir le système d'amodiation des territoires de chasse. Les arrêts nationaux et internationaux précités reconnaissent le droit d'opposition à l'exercice de la chasse pour raisons de conscience. C'est ce qu'on appelle « le droit de non-chasse ».
Or malgré ces décisions judiciaires une révision de la loi surannée de 1885 n'a pas encore été diligentée.

L'asbl BOF demande au Gouvernement d'introduire un projet de loi afférent. Parallèlement, le lancement de projets pilotes de réserves naturelles pourront être mis en route. La finalité est d'assurer la pérennité du patrimoine de la faune et de la flore.

c.c.c. Luxembourg - Centrale du Chien de Chasse

Premièrement, par les mesures invoquées au point 5).
Deuxièmement, responsabiliser d'avantage le bailleur d'une chasse en introduisant un plan de gestion qui prévoit un minimum chassable. Si ce minimum n'est pas atteint, le bailleur devra être mis à contribution.
Comme ni le gibier ni le chien ne se soucient guère des frontières entre propriétés, la pratique de la chasse ne pourra donc pas s'arrêter devant certaines parcelles du territoire en question, Le propriétaire qui veut retirer son terrain du lot de chasse devra donc l'entourer d'une clôture à ses frais, de sorte que le gibier ne pourra ni entrer, ni se multiplier, ni quitter cet enclos. Il n'est pas concevable que du gibier qui trouve refuge pour se multiplier sans contrôle, puisse ensuite sortir et causer des dégâts ailleurs.

CENTRALE PAYSANNE LUXEMBOURGEOISE

n.c

Chambre d'Agriculture

Aux yeux de la Chambre d'Agriculture, le propriétaire de terres ou de forêts a tout intérêt que la chasse y soit exercée pour empêcher de provoquer de sérieux dégâts aux cultures agricoles et aux forêts.
La Chambre d'Agriculture est d'avis qu'il faudra renforcer à l'avenir la collaboration entre la chasse et l'agriculture en formulant des recommandations visant à réguler efficacement la chasse là où des dégâts potentiels aux cultures risquent de surgir. Il conviendra ainsi de se donner les moyens non seulement de fixer le seuil maximum de gibier à chasser par lot, mais également de fixer des objectifs inférieurs à atteindre par le locataire de la chasse.
Le droit de chasse est un attribut du droit de propriété. Ce droit inclut la responsabilité de la gestion cynégétique sur le terroir.
Au cas où le propriétaire ne souhaite pas que le droit de chasse soit utilisé sur sa propriété, au nom de l'objection de conscience cynégétique par exemple, il crée une

zone de quiétude favorable au développement du grand gibier qui doit impliquer la responsabilité du propriétaire lorsque le gibier cause des dégâts aux cultures agricoles ou forestières.

Comité pour la Défense des Droits des Animaux et la Révision des lois nationales et européennes touchant les Animaux

Comme nous l'avons déjà montré, il n'y a pas d'intérêts *légitimes* de chasseur! La chasse ne peut que nuire à la communauté: elle met en danger sa sécurité et diminue les ressources naturelles (animaux/plantes/eau/paysage/terres ...).
Tout essai de légitimer la pratique de la chasse est inconciliable avec d'importants Droits de l'Homme et d'autres lois.

Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg asbl

Il importe de signaler avant tout que les propriétaires des terres et forêts concernées par la chasse sont surtout des agriculteurs, viticulteurs et sylviculteurs dont les intérêts sont les suivants:
- l'intérêt principal des agriculteurs et des viticulteurs est la récolte. Or, en toutes circonstances, même au cas où il y aurait des dégâts, l'agriculteur/viticulteur est indemnisé intégralement -pour la plus grande partie des sylviculteurs le rendement est négatif à l'exception du revenu de la location de chasse!
L'intérêt du chasseur est de pouvoir exercer la chasse sans trop d'embarras législatifs. Il est dès lors impératif qu'un amendement de la loi sur la chasse inscrive à l' Article 1er: « La chasse est d'intérêt général ».
Pour ne pas retomber dans les us et coutumes du Moyen Âge (droit de la propriété/intérêt général) le législateur doit légiférer de sorte que des jugements qui vont à l'encontre de l'intérêt général ne soient plus possibles.
Ensuite il faut rappeler que le droit de chasse est un attribut du droit de propriété et que son exercice est d'intérêt général. Or, une gestion efficace de la faune et de la flore implique que la chasse puisse s'exercer sur l'intégralité du territoire non urbanisé en regroupant les terres dans des lots de chasse homogènes. La loi actuellement en vigueur laisse le pouvoir de décider du relaissement du droit de chasse aux propriétaires regroupés en syndicat. Actuellement une minorité absolument insignifiante de propriétaires s'estime lésée dans ses droits par l'exercice de la chasse sur ses territoires. Par contre l'écrasante majorité des propriétaires a marqué son accord à un relaissement du droit de chasse sur ses terres et forêts, faisant en sorte que les intérêts respectifs des parties concernées sont parfaitement conciliés et documentés par un contrat de location répondant aux exigences légales

régissant la matière. Affirmer le contraire c'est vouloir positionner l'intérêt d'un individu au-dessus de l'intérêt non seulement de la majorité des propriétaires, mais également au-dessus de l'intérêt de la collectivité tout entière consistant dans une gestion durable de la nature. Il n'appartient partant pas à une quelconque autorité supérieure de s'ingérer davantage dans les relations particulières entre propriétaires et locataires.
Qu'en adviendrait-il si dans une copropriété d'immeubles un des copropriétaires décidait de ne plus faire partie du syndicat ad hoc, auquel il est contraint d'adhérer aux termes de la loi afférente?

GAVEA Groupe d'Action Végétarien pour l'Égalité Animale

Comme nous l'avons déjà montré, il n'y a pas d'intérêts *légitimes* de chasseur! La chasse ne peut que nuire à la communauté: elle met en danger sa sécurité et diminue les ressources naturelles (animaux/ plantes/eau/paysage/terres).
Tout essai de légitimer la pratique de la chasse est inconciliable avec d'importants Droits de l 'Homme et d'autres lois.

Groupements des Sylviculteurs a.s.b.l.

Les mêmes réflexions s'appliquent à cette question (cf. 6). La meilleure façon de concilier les intérêts des chasseurs et des propriétaires des terres et des forêts où la chasse a lieu consiste à limiter la densité du gibier en laissant faire la nature et subsidiairement, au cas où le locataire du lot de chasse n' assume pas ses responsabilités, en organisant des chasses administratives.
Dans ce contexte la responsabilité du syndicat qui enregistre des plaintes de propriétaires déplorant des dégâts devra être précisée par une procédure plus rigoureuse l'obligeant à enregistrer ces plaintes et à les transmettre au locataire de la chasse, et dans le cas où son intervention n'aura pas eu de suite et en cas de plainte répétée du propriétaire, en l'obligeant à saisir l'autorité supérieure en vue de l'organisation d'une chasse administrative.
Si le gibier ne prolifère pas, les dégâts qu'il cause aux forêts et aux champs sont limités et dans la pratique ne portent pas à conséquence.

Letzebuerger Deiereschutzliga

Il n'y a pas d'intérêts légitimes des chasseurs. Le droit de propriété est un droit protégé par la Constitution et le droit de la chasse respectivement son exercice ne peut pas prévaloir sur le droit de propriété. Des jugements récents ont reconnu le droit des propriétaires de terre et forêt d'exclure la pratique de la chasse sur leurs territoires ce qui est un droit fondamental.

Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga

Les propriétaires sont responsables de leurs terres, donc aussi de la gestion du gibier qui devrait y être exercée. Si une telle gestion n'est plus assurée par les chasseurs, le propriétaire devrait s'en occuper lui-même. Le chasseur acquiert le droit de chasse sur les terrains dans le lot de chasse qu'il« loue », il n'acquiert le gibier que quand il l'a tué. Une bonne gestion de la chasse sera plus difficile, sinon impossible, avec un morcellement du territoire en parties où la chasse sera pratiquée et en parties privées.

NATURA, la Ligue Luxembourgeoise pour la protection de la Nature et de -l'Environnement

Dans des cas dûment motivés, l'exclusion de terrains privés d'un seul tenant et d'une surface raisonnable devrait être possible à condition de garantir l'exécution - raisonnable de la chasse sur le reste de ce lot de chasse. Prévoir un comité de conciliation entre les différentes parties (chasseurs, propriétaires de forêts, terrains, agriculteurs, protecteurs de la nature

POUR UNE CHASSE ECOLOGIQUEMENT RESPONSABLE a.s.b.l.

Die jetzigen Verpachtungsmodalitaten müssen nicht der Weisheit letzter Schluss sein.
Im nahen Ausland gibt es verschiedene andere Möglichkeitendie die bei genauerer Betrachtung einige Probleme lösen könnten.

S.O.S. ANIMAUX a.s.b.l.

Ce problème se résoudrait tout seul (voir points 1),2) et 3

VsK - Vogelschutz-Komitee e.V

Die Interessen der Jäger sind den 'Belangen der Grundeigentümer untergeordnet. Es ist nicht die Jagd mit Schutz des Grundeigentums" zu vereinbaren sondern das durch Menschenrecht geschützte Grundeigentum kann eine Vereinbarung wegen der Jagdausübung treffen.
i.: Die übliche Jagdpraxis stellt eine schwerwiegende Missachtung der an sich bestehenden Regelung dar, nach der die Belange der Land- und Forstwirtschaft vorrangig bestehen.
ii. Der Grundeigentümer ist auch Inhaber des Jagdrechts. Als Eigentümer fällt ihm das ausschließliche Recht zu, über die Verwendung seines Eigentums zu bestimmen. - Vg1.dazu das Urteil Europäischer Gerichtshof für Menschenrechte - EGMR-vom 29. April 1999in Sachen Chas~agnouet al. vs. France sowie das nationale Urteil des Tribunal Administratifvom 18. Dezember 2003 sowie des Cour Administrative yom 13. Juli 2004 in Sachen Wirth-Demeden vs. Umweltministerium Luxemburg und Jagdsyndikat. Damit liegt es, im Zuge der Wahrnehmung des als "Menschenrecht" festgestellten Eigentumsrechts, allein beim Grundeigentümer, in freier Entscheidung darüber zu befinden. ob auf seinem Grund und Boden die Jagd ausgeübt wird. Ausschließlich dem Eigentümer des geschützten Eigentums bleibt es belassen, eine Vereinbarung wegen der Jagdausübung zu treffen.

7. Question

N'y-a-t-il pas lieu de réformer les syndicats de chasse?

.

ANIMAL a.s.b.l.

Die bestehende Gesetzgebung über die Organisation der luxemburgischen Jagdsyndikate ist menschenrechtswidrig. Kein Waldbesitzer darf gezwungen werden irgendeinem Syndikat beitreten zu müssen, und diesem gegen seinen Willen sein Grundstück überlassen zu müssen. Das Urteil der "Cour administrative" vom 13.Juli 2004, im Fall Wirth-Derneden hat dies klar bestätigt. Hier wurde der Luxemburger Staat (Unweltministerium), sowie das Jagdsyndikat von Vianden unter anderem verurteilt wegen folgender Menschenrechtsverletzungen im luxemburgischen Jagdgesetz. 1) Zwangsmitgliedschaft im Jagdsyndikat, Enteignung der Grundbesitzer zugunsten der Jagdscheininhaber. 2) Missachtung der Gedanken- und Gewissensfreiheit bei Ablehnung der Jagd. Festgehalten wurde außerdem dass kein Besitzer gezwungen werden kann seinen Besitz zu umzäunen und dass das Jagdrecht nicht in der Menschenrechtskonvention festgehalten wurde.

Animal Justice,

Der luxemburgische Jagdsyndikat ist menschenrechtswidrig.
Kein Waldbesitzer darf gezwungen werden irgendeinem Syndikat beitreten zu müssen,und diesem gegen seinen Willen sein Grundstück überlassen zu müssen.
Das Urteil der "Cour administrative" vso 13. Juli 2004, im Fall Wirth-Derneden aus Vianden, bat dies klar bestätigt. Hier wurde de Luxemburger Staat (Unweltministerium), sowie das Jagdsyndikat von Vianden unter anderem verurteilt wegen folgender Menschenrechtsverletzunen im luxemburgischen Jagdgesetz.
1) Zwangsmitgliedschaft im Jagdsyndikat, Enteignung der Grundbesitzer zugunsten der Jagdscheininhaber.
2) Missachtung der Gedanken- und Gewissensfteiheit bei Ablehnung der Jagd.
Festgehalten wurde ausserdem dass kein Besitzer gezwungen werden kann seinen Besitz zu umzäunen und dass das Jagdrecht nicht in der Menschenrechtskonvention festgehalten wurde.

ASSOCIATION DES FORESTIERS LUXEMBOURGEOIS asbl

Le mode où les propriétaires sont regroupés dans des syndicats de chasse qui relaissent leur droit de chasse, est de toute façon préférable à une solution où le droit de chasse serait individuellement exercé par tout propriétaire.
Il faudrait revoir les limites des lots de chasse. Actuellement les lots de chasse suivent des limites politiques (sections de communes) tandis qu'il faudrait préconiser des limites naturelles.
Il faudrait également statuer sur le mode de relaissement et les droits des propriétaires publics qui s'y rattachent. A l'époque où le droit de chasse était exclusivement délivré par l'adjudication publique, la recette générée pour l'Etat et les Communes, au titre de propriétaires fonciers, était justifiable et correcte. Actuellement. de nombreux lots sont relaissés par prolongation du bail suivant un arrangement financier entre le comité du syndic et le locataire du lot. sans pour autant que l'Etat ou la Commune puisse se prononcer sur le montant convenu. Il existe cependant des situations dans lesquelles les terrains publics constituent des parties importantes, voire même majoritaires d'un lot de chasse.
Les syndicats de chasse doivent bénéficier d'une réforme. En effet, l'Etat et les Communes, propriétaires de surfaces forestières, n'ont pas de droit de vote au sein de ces structures. De plus, il faudrait adapter les limites des lots de chasse et se limiter à un syndicat par lot de chasse.

Association des gardes particuliers assermentés Asbl, AGP

Le système des syndicats de chasse à fait ses preuves tant au Grand-Duché, qu'à l'étranger.

L'Association des Médecins-Vétérinaires du Grand-Duché de Luxembourg-AMVL

n.c.

ALPA Association luxembourgeoise pour la protection des animaux

Das luxemburgische Jagdsyndikat ist menschenrechtswidrig.
Kein Waldbesitzer darfgezwungen werden irgendeinem Syndikat beitreten zu müssen, und diesem gegen seinen Willen sein Grundstück überlassen zu müssen. Das Urteil der "Cour administrative" vom 13. Juli 2004, im Fall Wirth-Derneden aus Vianden, hat dies klar bestätigt. Hier wurde der Luxemburger Staat (Unweltministerium), sowie das Jagdsyndikat von Vianden unter anderem verurteilt wegen folgender Menschenrechtsverletzungen im luxemburgischen Jagdgesetz.
1) Zwangsmitgliedschaft im Jagdsyndikat, Enteignung der Grundbesitzer zugunsten der Jagdscheininhaber.
2) Missachtung der Gedanken- und Gewissensfteiheit bei Ablehnung der Jagd.
Festgehalten wurde ausserdem dass kein Besitzer gezwungen werden kann seinen Besitz zu umzäunen und dass das Jagdrecht nicht in der Menschenrechtskonvention festgehalten wurde.

BOF - Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd

Avec l'engagement de gardes chasse professionnels, les syndicats de chasse perdent leur raison d'être.
Les activités actuelles des syndicats de chasse gérées par leurs syndics respectifs se limitent essentiellement à l'organisation administrative de la chasse loisir. En absence de chasse loisir, les syndicats deviennent superfétatoires.

c.c.c. Luxembourg - Centrale du Chien de Chasse

Nous n'en voyons pas la nécessité.

CENTRALE PAYSANNE LUXEMBOURGEOISE

La Centrale Paysanne estime d'une part, important que les syndicats de chasse, pour exercer

valablement leurs prérogatives, puissent avoir un contact direct tant avec l'ayant droit de la chasse qu'avec les propriétaires et les exploitants des terrains; d'autre part, la connaissance des lieux constitue un aspect non négligeable pour prester un travail sérieux au niveau des syndicats de chasse. En ce qui concerne la composition des syndicats de chasse et l'encadrement de ceux-ci, il faudrait veiller à ce que les exploitants soient suffisamment représentés dans les comités. En pratique, l'on constate que dans maints syndicats, l'agriculture active n'est plus présente ou largement sous-représentée. Il serait donc utile de trouver des mécanismes assurant une représentation adéquate des agriculteurs actifs, leurs intérêts pouvant, le cas échéant, diverger considérablement de ceux des propriétaires. En outre, il serait certainement utile de veiller à un encadrement professionnel des syndicats, tel la mise à disposition d'un expert agricole, auquel l'on pourrait recourir pour résoudre, voire éviter, des litiges éventuels.

Chambre d'Agriculture

D'après l'avis du monde agricole, les dispositions législatives et réglementaires en relation avec les syndicats de chasse doivent être améliorées.
En effet la représentation d'agriculteurs actifs n'est plus assurée sur l'ensemble des lots de chasse. Ceci à un moment où déjà plus de 60% des terres agricoles sont exploitées en location. L'intérêt de l'exploitant (qui subit les dégâts) risque ainsi de ne plus être suffisamment pris en compte.
Or, un des devoirs des syndicats doit être de pouvoir intervenir dans la gestion de la chasse pour éviter des dégâts aux cultures. Pour répondre ainsi aux problèmes avec lesquels les agriculteurs sont confrontés, le syndicat de chasse devrait être composé majoritairement d'agriculteurs actifs.
En ce qui concerne l'évaluation des dégâts, le syndicat devrait pouvoir recourir à un expert possédant les connaissances et compétences nécessaires tout en disposant de la neutralité suffisante. A la réception du message de déclaration que l'agriculteur présente au syndicat de chasse; il y a lieu de fixer un délai (10 jours par exemple) pour permettre une évaluation des dommages en présence d'un expert en la matière qui est neutre.
L'expert constatera la surface endommagée, la quantité de récolte détruite et l'état de la parcelle.

Comité pour la Défense des Droits des Animaux et la Révision des lois nationales et européennes touchant les Animaux

Non, pas vraiment. Il suffit de les *dissoudre,* pour le bien de tout homme civilisé.

Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg asbl

Actuellement les syndicats sont liés aux sections électorales. Or, les anciennes sections électorales n'existent plus. Il a lieu de former les syndicats de chasse sans mettre en question ni le principe même des syndicats, ni celui des lots de chasse. Les limites des lots devraient être formées de façon naturelle, plus logique et facile à définir.

GAVEA Groupe d'Action Végétarien pour l'Égalité Animale

Non, pas vraiment. il suffit de les *dissoudre,* pour le bien de tout homme civilisé.

Groupements des Sylviculteurs a.s.b.l.

Les syndicats de chasse semblent être un outil adapté à la gestion du droit de chasse.
Le Groupement des Sylviculteurs estime toutefois qu'il y a lieu de légiférer dans ce contexte sur certains points précis:
a) la publicité des assemblées générales du syndicat devra être mieux garantie;les propriétaires devraient en être avisés individuellement;
b) le secrétaire devra être une personne d'une neutralité à toute épreuve; sa rémunération devrait être adéquate;
c) dans un but de rationalisation le paiement du loyer devra se faire par lot de chasse sans compensation trans-communale.
Cette énumération n'est pas exhaustive.

Letzebuerger Deiereschutzliga

Il y a lieu de réformer les syndicats de chasse. Aucun propriétaire ne peut être forcé à adhérer à un syndicat de chasse. Une jurisprudence récente a confirmé ce principe

Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga

Les limites des lots devraient être revues. Pour certaines espèces classées gibier, comme le cerf, ,des unités de gestion sur plusieurs lots seraient à envisager.

NATURA, la Ligue Luxembourgeoise pour la protection de la Nature et de -l'Environnement

Nous n'avons pas à formuler un commentaire sur ce point-ci.

POUR UNE CHASSE ECOLOGIQUEMENT RESPONSABLE a.s.b.l.

Das Jagdrecht muss unter grundsätzlicher Beibehaltung des Reviersystems weiter hin an Grund und Boden gebunden bleiben. Der Einfluss des Grundbesitzers auf die Jagdausübung ist zu stärken, insbesondere wenn er seiner Verpflichtung für die naturnahe Gestaltung und Nutzung der Natur nachkommt.
Grundeigentümer und ortsansässige Jäger sollen verstärkt Zugang zur Jagdausübung erhalten, um den Interessenausgleich zwischen Land-/Forstwirtschaft und Jagd zu erleichtern.
Ausserdem würde durch eine Beruhigung auf dem Pachtpreismarkt die naturwidrige Funktion der Jagd ais Prestigeobjekt mit der Oberbetonung finanzieller Hintergründe gemindert werden. Möglichkeiten dazu sind die Senkung der Pachtzeit und die Pachtmöglichkeit für Jagdvereine aus vorwiegend einheimischen Jagdausübungsberechtigten resp die Eigenbewirtschaftung.
Die Einteilung der Jagdlose entspricht in Luxemburg keineswegs den natürlichen Abgrenzungen eines Wildlebensraumes.
Eine moderne ökologische Bejagung von großräumig auftretenden Wildarten wie Rot- und Schwarzwild ist in unseren kleinen, an administrativen Abgrenzungen orientierten, Jagdrevieren nahezu unmöglich.
Ein Wildmanagement ist vom Reviersystem zu entkoppeln und unter naturschutzfachlichen Gesichtspunkten regional zu regeln, großflächige, revierubergreifende Jagdstrategien (revierübergreifende Bewegungsjagd, Hegeringe) sind anzustreben.

S.O.S. ANIMAUX a.s.b.l.

Nous sommes d'avis que le droit de chasse devrait faire partie de la convention sur les droits de l'homme.

VsK - Vogelschutz-Komitee e.V

Die Neuordnung der Jagdsyndikate ist unumgänglich.
i.: Die Institution der Jagdsyndikate mit der zwangsweisen Zugehörigkeit der Grundeigentümer stellt gemäß dem Urteil des EG~ eine Verletzung der Menschrechte dar (so auch Urteil in Sachen Wirth-Derneden). Demgegenüber besteht kein in der Charta der Menschenrechte festgelegtes Recht auf Jagdausübung. Eine "Jagdfreiheit" besteht so wenig, wie in Luxemburg die Erfordernis der Subsistenzjagd gegeben ist. Dem steht das Eigentumsrecht als Menschenrecht gegenüber, aus dem heraus im Umkehrschluss kein Zwang auf den Eigentümer wegen Duldung oder Ausübung der Jagd auf seinem Eigentum ausgeübt werden darf.
ii.: Soweit ein genossenschaftlicher Zusammenschluss in Form von Jagdsyndikaten oder ähnlichen Organisationsformen erfolgt. kann dies nur auf der Basis einer freiwilligen Zugehörigkeit erfolgen. Die Jagdsyndikate sind deshalb als freiwillige Zusammenschlüsse jener Grundeigentümer neu zu organisieren, die ihr Eigentum nach eigener Entscheidung für dessen Zwecke zur Verfügung stellen wollen. In anderem Eigentum stehende Flächen dürfen nicht von einem Jagdsyndikat in Anspruch genommen werden.

8. Question

Selon vous, une chasse administrative peut-elle être organisée sur des terres non comprises dans un syndicat?

ANIMAL a.s.b.l.

Der Schutz des Grundeigentums ist ein Menschenrecht. Das Jagdrecht ist nicht in der Menschenrechtskonvention festgehalten. Durch die oben in den Antworten 1,2,3 und 7 angeführten Anregungen erübrigt sich die Diskussion über eine "chasse administrative".
Nochmals sei darauf hingewiesen dass es in einem ökologisch geführtem Waldesbiotop zu einer natürlichen Seucheneindämmung kommt.

Animal Justice,

Durch die oben in den Antworten 1,2,3 und 7 angeführten Anregungen erübrigt sich die Diskussion über eine administrative Jagd. Sollte es jedoch trotz aller ergriffenen Maßnahmen in einem Revier zu einem erhöhtem Wildschaden oder einer ansteckenden Krankheit unter dem Wild kommen, so organisieren sich die staatlichen Wildhüter in der Form, dass einer dem anderen zur Seite steht, und in dem befallenen Revier selektiv aus dem Ansitz abgeschossen wird, um 80 die hier herrschende Ruhe unter dem Wild nicht zu stören und die Krankheit nicht leichtsinnig zu verbreiten. (Also genau das Gegenteil von Hetzen)

ASSOCIATION DES FORESTIERS LUXEMBOURGEOIS asbl

Oui, voir question 6 :
De manière générale, le droit de propriété doit être respecté mais il peut poser un problème quand l'intervention s'avère nécessaire, par exemple en cas de surpopulation ou de problèmes sanitaires.

Association des gardes particuliers assermentés Asbl, AGP

Le projet innovateur de loi no 5452 envisage de remplacer les chasses de police aux sangliers malfaisants par l'organisation plus délibérée, sinon volontariste, de chasses administratives étendues à toutes sortes d'espèces animales ... (1b:?!). De même, le mode de financement de ces chasses irait changer de paradigme. Contrairement à la législation en vigueur du 14 août 1956, les frais en relation avec les chasses administratives seront refacturés au(x) détenteur(s) du droit de chasse, que ce soient le propriétaire foncier récalcitrant de ce droit, le syndicat de chasse concerné, ou le chasseur déclaré ainsi d'office récalcitrant ou négligeant. Le projet prévale en plus le droit au gibier chassé au détenteur du droit de chasse et met le bénéfice de sa vente publique au profit de la caisse de l'Etat.
Cette façon d'agir est douteuse, puisque une mesure d'intérêt générale ou d'utilité publique, telle que soit la chasse administrative, se finance par principe par des deniers publies. Dans l'affaire, il est de notre opinion, que la preuve d'un dommage direct et matériel causé par un particulier à l'intérêt général fait défaut.
Le projet, pourtant, tend à se justifier par une relation de cause à effet directe et pertinente entre le détenteur du droit de chasse et l'intérêt général relatif au bien-être du gibier.
Ce lien direct parait diffcilement justifiable pour les raisons suivantes :
-le gibier est de statut *ries nullipares* (chose à personne) et non pas dans la possession et sous la responsabilité de l'ayant droit à la chasse avant l'acte de chasse dûment accompli (avant le tir réussi) ;
-le détenteur du droit de chasse ne peut être responsabilisé de l'occurrence spontanée de maladies épizootiques du gibier, ni de lâchers de gibier ou d'autres espèces animales par des tiers (cf. relâchement en nature de chats harets castrés par la Ligue pour la protection des animaux);
- les trop fortes concentrations locales du gibier, jugées selon des critères subjectifs, ne peuvent être mises en relation directe avec les actions du chasseur, vu que le gibier sauvage n'est pas d'une sédentarité telle qu'on puisse attribuer son appartenance ou son accession naturelle à un seul lot de chasse. Ce sont surtout le sanglier, le cerf et le mouflon, qui sont soumis périodiquement à une certaine migration locale. Le chasseur ne possède pas non plus d'influence, ou seulement une influence médiate, sur le taux de reproduction et la densité régionale du gibier. Ces facteurs dépendent majoritairement des conditions ambiantes variables (nombre d'accidents routiers à gibier, fréquence de dérangement par des activités sportives et ludiques, état et nature des cultures agricoles, intensité de la pratique agricole et forestière, conditions climatiques, concentrations saisonnières locales du gibier, structures d'age et de sexe du gibier, état sanitaire, etc.) ;
- par référence, à la loi du 20 juillet 1925, le dommage de gibier dans les cultures agricoles est sujet d'une procédure légale d'arrangement et d'indemnisation civile entre l'ayant droit à la chasse et la contrepartie privée lésée, qu'est le fermier agricole. Ce dommage de gibier est payé intégralement, de façon directe ou indirecte (à travers les suppléments sur les permis et le canon de chasse) par l'ensemble des chasseurs. L'Etat ne contribue donc pas financièrement à l'indemnisation du dégât de gibier).
Pour ce qui concerne les terres non comprises dans un syndicat, c'est logiquement le propriétaire foncier qui supporte les risques et périls de son retrait de l'association

légale! Il doit donc être traité à pied d'égalité avec les autres détenteurs du droit de chasse, pour le bien et pour le pire !
Il y a lieu de se demander également, pourquoi la décision sur la nécessité d'une chasse administrative dépendrait en fin de compte de la décision souveraine d'un seul mandataire public, quoique Ministre. Selon le projet de loi, la chasse administrative se tiendrait même en cas d'avis défavorable du Conseil Supérieur de la Chasse compétent. Un conseil auquel l'AGPA asbl vient d'ailleurs de poser sa demande d'adhésion!
En résumé, ces dispositions sont de nature à empiéter inéquitablement les droits et les intérêts privés légitimes en la matière. En conséquence, l'AGPA asbl se doute de la conformité constitutionnelle du texte, s'il serait proposé à l'adoption à son état brut non corrigé!

L'Association des Médecins-Vétérinaires du Grand-Duché de Luxembourg-AMVL

Ce serait logique pour une chasse administrative.

ALPA Association luxembourgeoise pour la protection des animaux

Durch die oben in den Antworten 1,2,3 und 7 angeführten Anregungen erübrigt sich die Diskussion über eine administrative Jagd. Sollte es jedoch trotz aller ergriffenen Massnahmen in einem Revier zu einem erhöhtem Wildschaden oder einer ansteckenden Krankheit unter dem Wild kommen, so organisieren sich die staatlichen Wildhüter in der Form, dass einer dem anderen zur Seite steht, und in dem befallenen Revier selektiv aus dem Ansitz abgeschossen wird, um so die hier herrschende Ruhe unter dem Wild nicht zu stören und die Krankheit nicht leichtsinnig zu verbreiten. (Also genau das Gegenteil von Hetzen)

BOF - Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd

L'organisation d'une chasse administrative constituerait une ingérence dans le droit de propriété. L'asbl BOF renvoie aux arrêts de la Cour administrative du 13 juillet 2004, numéros 17488C et 17537C du rôle.
Imposer une chasse administrative à des personnes ayant une conviction contraire à la chasse ne serait qu'une nouvelle violation des droits de l'homme.

Il s'y ajoute que le législateur n'a pas encore tiré les conséquences de l'arrêt *CHASSAGNOU* de la Cour européenne des droits de l'Homme du 29 avril 1999.
Par ailleurs, le Conseil d'Etat a émis, en date du 6 décembre 2005 une opposition formelle à l'encontre d'un projet de loi visant une modification de la législation sur la chasse en vue de l'introduction de chasses administratives.
La BOF asbl déplore que les auteurs du projet de loi à article unique ne se soient pas montrés plus diligents pour introduire un projet de loi en vue d'une réforme et d'une refonte substantielle de la réglementation de la chasse.

c.c.c. Luxembourg - Centrale du Chien de Chasse

Absolument.

CENTRALE PAYSANNE LUXEMBOURGEOISE

Dans le but d'éviter une surpopulation du gibier et de limiter au mieux la propagation d'épizootie, une chasse administrative doit, de l'avis de la Centrale Paysanne, également pouvoir être organisée sur des terres non comprises dans un syndicat. Si tel n'était pas le cas, ces terres constitueraient à moyen terme, non seulement un refuge incontrôlé et incontrôlable pour le gibier, mais aussi un risque considérable de foyers d'épizooties. Par ailleurs, les risques de dégâts sur les terres avoisinantes croîtraient considérablement. Dans ce contexte, il doit être évident que si un propriétaire décide d'exclure ses terres de la chasse, ce propriétaire doit assumer la responsabilité et la réparation des dégâts causés par le gibier non seulement sur son terrain, mais également sur les terrains avoisinants. "

Chambre d'Agriculture

Une chasse administrative doit pouvoir être organisée aussi sur des terrains non compris dans un syndicat en vue de prévenir des épizooties ou des dégâts aux cultures. Dans ce sens, la Chambre d'Agriculture salue les dispositions y relatives proposées dans le projet de loi n°5452 modifiant et complétant la législation sur la chasse.

Comité pour la Défense des Droits des Animaux et la Révision des lois nationales et européennes touchant les Animaux

Toute chasse organisée sur de terres non comprises dans un syndicat viole d'importants Droits de l'Homme: droit à la propriété et droit au *respect* de la propriété. Mais surtout, toute chasse (administrative ou non) de l'homme constitue une *profanation* de la nature et de ses occupants, quelque soit la terre sur laquelle elle a lieu.

Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg asbl

Bien sûr que **oui!**
En cas de surdensité d'une espèce sur de telles terres, une chasse administrative deviendrait même impérative

GAVEA Groupe d'Action Végétarien pour l'Égalité Animale

Toute chasse organisée sur des terres non comprises dans un syndicat viole d'importants Droits de l'Homme: droit à la propriété et droit au *respect* de la propriété. Mais surtout, toute chasse (administrative ou non) de l'homme constitue une *profanation* de la nature et de ses occupants, quelque soit la terre sur laquelle elle a lieu.

Groupements des Sylviculteurs a.s.b.l.

A notre avis les dégâts causés par le gibier sur des terrains non compris dans un syndicat devront être supportés par le propriétaire puisqu'il n'a pas été d'accord à ce que ces terrains soient comprisdans un lot de chasse et par conséquent relaissés à un locataire. Il est évident qu'une chasse administrative devra pouvoir être organisée sur ces terres.
Les propriétaires de terres non comprises dans un syndicat devront participer proportionnellement à la surface de leurs terres au paiement des dégâts causés sur les lots auxquels appartiennent ces terres.

Letzebuerger Deiereschutzliga

Si dans un district une surpopulation ou une maladie des animaux sauvages étaient localisées une chasse organisée et administrative qui remplirait tous les critères prévus par le législateur pourrait être organisée de matière à réguler la situation sans déranger autrement le gibier et surtout en vue d'éviter que la maladie soit répandue d'une manière irréfléchie.

Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga

Oui, si la gestion du gibier s'y avère nécessaire.

NATURA, la Ligue Luxembourgeoise pour la protection de la Nature et de -l'Environnement

En cas de nécessité ou d'urgence une telle chasse administrative devrait être possible, dans les limites des législations existantes ou à créer et selon des procédures bien établies respectant largement le droit de propriété.

POUR UNE CHASSE ECOLOGIQUEMENT RESPONSABLE a.s.b.l.

Im Falle einer « *chasse administrative* » muss das Besitzrecht « *Droit de propriété*» vor dem Allgemeininteresse « *Intérèt publique* » zurückstehen.

S.O.S. ANIMAUX a.s.b.l.

Eviter la battue, et les gardes « payés» auraient toute possibilité de faire la sélection du gibier malade, en se prêtant assistance.

VsK - Vogelschutz-Komitee e.V

Die Abhaltung von "Polizeijagden" auf Grundstücken die nicht einem Jagdsyndikat zugehören, würde eine Verletzung der Menschenrechte bedeuten.
Polizeijagden sind ein unzulssiger Übergriff des Staates auf Pivateigentum. Es mangelt dafü auch am Interesse der Allgemeinheit (vgl. auch Urteil des,EGMR und Urteile in Sachen Wirth-Derneden).

9. Question

Selon vous, qui serait susceptible de devoir payer les dégâts causés par le gibier sur des terres non comprises dans un syndicat?

ANIMAL a.s.b.l.

Anstatt dass der Staat Kopfgeld für Füchse und Wildscheine zahlt, solle
I)mit diesem Geld ein Flora-Faunafonds eingerichtet werden. In diesem Fall kann ein Grundbesitzer, falls er Schaden hat einen Schadenersatz beantragen beim Faunafonds. Hier drängt sich allerdings noch die Frage auf, wieso die Entschädigungen des öfteren höher ausfallen, ais der Wert des Ernteertrags?

2) Zusammen mit den Landwirten soll ein Waldrandprogramm ausgearbeitet werden. Dieses ist vor allem in der Übergangsphase von grosser Bedeutung. Auch dieses Programm sollte vom Staat mit Subventionen unterstützt werden.

Animal Justice,

Die Waldbesitzer sollten sich, bei eventuell auftretenden Wildschäden, versichern können.
Da es keine Jagdsyndikate, sondern verantwortungsbewusste, gutausgebildete Wildhüter gibt, erübrigt sich der Rest der Frage, sowie auch die Antwort auf die Frage 10.

ASSOCIATION DES FORESTIERS LUXEMBOURGEOIS asbl

Dans la logique de la législation actuelle, on pourrait distinguer les trois cas suivants:
a) Le propriétaire est également exploitant du fond « hors chasse».
Le dégât causé par le gibier n'est pas indemnisé.
b) Le fond de terrain est exploité par un locataire.

Le propriétaire doit assumer les frais occasionnés par les dégâts de gibier.
c) Le dégât causé par une espèce protégée est toujours à charge de l'Etat.

Association des gardes particuliers assermentés Asbl, AGP

La promotion tacite de la prolifération démesurée du grand gibier n'est pas une mesure de conservation cynégétique de ces mammifères. Elle s'oppose aux exigences d’un management cynégétique et environnemental de qualité, défini par les plans de chasse existants sur les lots de chasse ou unités de gestion cynégétiques (Hegeringe) et réglementé par les périodes d'ouvertures de la chasse. Il n'y a pas lieu de culminer le paradoxe en soutenant des propriétaires mal éclairés, récalcitrants du droit de chasse, dans leur immobilisme, créateur de dégâts de gibier incontrôlés dans les cultures agricoles et forestières locales et entourantes !

L'Association des Médecins-Vétérinaires du Grand-Duché de Luxembourg-AMVL

Ces dégâts devraient être exclusivement à charge des propriétaires respectifs.

ALPA Association luxembourgeoise pour la protection des animaux

Die Waldbesitzer sollten sich, bei eventuell auftretenden Wildschäden, versichern können.
Da es keine Jagdsyndikate, sondem verantwortungsbewusste, gut ausgebildete Wildhüter gibt, erübrigt sich der Rest der Frage, sowie auch die Antwort aufdie Frage 10.

BOF - Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd

Avec l'interdiction complète du nourrissage préconisé par des biologistes, toutes couleurs confondues, les dégâts se réduiront rapidement. Le repeuplement, sans la surpopulation actuelle aura une autre qualité. Actuellement, les propriétaires forestiers sont trop dépendants des intérêts et des prérogatives de la chasse loisir.
Il est sous-entendu que la nouvelle répartition quantitative du gibier ne se fera pas du jour au lendemain. Des prélèvements plus ou moins importants sont à réaliser dans un premier temps afin d'atteindre des seuils de surfaces sains et raisonnables.
Lors de repeuplements de petites et moyennes surfaces l'installation de clôtures s'est révélée très efficace. Il ne faut pas perdre de vue que l' abroutissement ou l'écorçage n'est pas seul en cause si des forêts ont du mal à rajeunir. Il existe d'autres facteurs et d'autres interactions. Toutefois, dès que certains agissements inhérents à la chasse loisir appartiendront au passée, on observera rapidement un équilibre sylvo-cynégétique.
Indemnisation
Le remboursement des dégâts pourra se faire moyennant un fonds dont il faudra préciser l'alimentation. A cette fin, il convient d'abord d'analyser l'alimentation actuelle et la méthode d'indemnisation des dégâts.
Il convient d'abord d'expliquer l'indemnisation telle quelle a existée avant le 1er août 2006 :
6/10 par le fonds spécial de la chasse (alimenté par les droits supplémentaires perçus annuellement sur les permis de chasse). Or, ce fonds manque régulièrement de liquidités.
A cette fin l'Etat a dû avancer en 2004 un montant de 200.000.- euros. Cette avance à l'attention d'un club de loisir privé est pour le moins curieux. C'est un précédent dangereux étant donné que d'autres associations pourront présenter les mêmes exigences.
3/1 0 par **l'adjudicataire** de chasse
1/10 par le syndicat de chasse.
A partir du 1er août 2006 les indemnisations sont réglées de la façon suivante:
1/10 par le syndicat de chasse
9/10 par le fonds de chasse (dans le cadre de cette indemnisation l'adjudicataire va payer les dégâts du gibier directement au propriétaire. Un tel règlement est correct, il n'y a rien à dire. Or, la nouvelle réglementation d'août 2006 prévoit qu'en fin d'année l'indemnisation accordée au propriétaire est remboursée à l'adjudicataire par le fonds spécial de chasse (Wildschadensfonds). Cette façon d'agir engage indirectement le contribuable. En effet, des sommes sont mis à disposition d'un club privé pour s'adonner à la chasse loisir. Il est établi que l'alimentation de ce fonds était insuffisante, à plusieurs reprises, les années précédantes. L'Etat a donc été obligé de combles les vides.
L'asbl BOF constateque si *6/10* ne suffisent pas pour payer les dégâts, à fortiori le taux de *9/10* suivant le nouveau calcul s'avérera encore plus largement insuffisant.
L'asbl BOF considère cette façon de procéder comme une chimère. En fait, l'adjudicataire ne débourse plus rien, tout lui est remboursé par le fonds. Avant le 1er août 2006, l'adjudicataire a dû payer *3/10* de sa poche.
Il est, partant, inexact, faux et trompeur de dire que l'adjudicataire d'un lot de chasse va payer une partie des dégâts de se propre poche.
Résumé et conclusion:

Avant le 1eraoût 2006, l'Etat a déjà dû avancer des sommes substantielles pour le fonds spécial de chasse (Wildschadensfonds).
En fait, le contribuable soutient et entretient sans le savoir, une association de loisir.
Imposer au contribuable qui a une conviction contraire à la chasse de subvenir au fonctionnement et aux frais d'une organisation de loisir est contraire à l'article x droits de l'homme.
L'asbl BOF demande aux députés et aux forces vives de la nation de faire vérifier si cette obligation du contribuable de financer une association de loisir est conforme à la législation.
Par ailleurs, le fonds manque toutes les années de liquidités, que l'Etat doit avancer.
Nous citons le Président de la Fédération des Chasseurs dans le périodique «Fëscher, Jeeër an Hondsfrënn No 3/2005 : *"Der Wildschaden 2003 z.b. belief sich auf 672.000.- Euro, d.h. +-403.000.- Euro zu Lasten der Kasse. Es entstehen also jedes Jahr Defizite, welche bis dato vom Staat vorgestreckt wurden* ".
Vu cette participation importante de l'Etat dans le fond sur la chasse, le chasseur-loisir ne se fera évidemment aucun souci quant à une surpopulation constante et caractérisé de la faune.
Par ailleurs, l'asbl BOF voudrait souligner que l'indemnisation était de1,56 Euros par hectare en 2005. A partir de 2006, alors que l'indemnisation de l'adjudicataire de chasse est réduit à un montant symbolique (9/10 payé par le fonds), l'indemnisation a été augmenté à raison de 4 Euros par hectare.

c.c.c. Luxembourg - Centrale du Chien de Chasse

L'entièreté des dégâts devrait être à la charge du propriétaire,

CENTRALE PAYSANNE LUXEMBOURGEOISE

Par analogie à ce qui procède" se pose également la question s'il ne serait pas opportun d'envisager un système dans lequel une part plus importante des frais de dédommagement des dégâts causés par le gibier incomberait au locataire de la chasse si ces dégâts dépassent certains seuils?

Chambre d'Agriculture

La réponse à cette question a été donnée au point 6.
Si le propriétaire décide que son terrain ne fasse pas partie du syndicat, c'est à lui-même qu'incombe la responsabilité des dégâts causés par le gibier.

Comité pour la Défense des Droits des Animaux et la Révision des lois nationales et européennes touchant les Animaux

Tout «dégât» en relation avec la chasse est causé par le chasseur respectivement par certains agriculteurs. L'animal n'a été que la *victime de leur manipulation.*
Par exemple, il y a des agriculteurs qui mettent des plantations de maïs *délibérément* aux lisières des forêts pour que le maïs soit mangé par les sangliers afin qu'ils puissent empocher des dédommagements ?
Toute subvention publique de la chasse est à abroger jusqu'à son abolition et les chasseurs doivent payer tous les dégâts qu'ils ont causés (p. ex. le cas «Findel»).

Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg asbl

Ces dégâts devraient être exclusivement à charge des propriétaires respectifs, donc ni à charge des chasseurs, ni à charge des contribuables.
Les propriétaires concernés devraient en outre participer au payement des dégâts causés par le gibier dans les alentours de leurs propriétés (p. ex. : rayon de 5 km), du fait que les chasseurs locataires des lots adjacents n'ont pas le moyen de régulariser correctement les populations et d'éviter ainsi la production de dégâts.

GAVEA Groupe d'Action Végétarien pour l'Égalité Animale

Tout «dégât» en relation avec la chasse est causé par le chasseur respectivement par certains agriculteurs. L'animal n'a été que la *victime de leur manipulation.* Par exemple, il y a des agriculteurs qui mettent des plantations de maïs *délibérément* aux lisières des forêts pour que le maïs soit mangé par les sangliers afin qu'ils puissent empocher des dédommagements !?

Toute subvention publique de la chasse est à abroger jusqu'à son abolition et les chasseurs doivent payer tous les dégâts qu'ils ont causés (p. ex. le cas «Findel»).

Groupements des Sylviculteurs a.s.b.l.

A notre avis les dégâts causés par le gibier sur des terrains non compris dans un syndicat devront être supportés par le propriétaire puisqu'il n'a pas été d'accord à ce que ces terrains soient compris dans un lot de chasse et par conséquent relaissés à un locataire. Il est évident qu'une chasse administrative devra pouvoir être organisée sur ces terres.
Les propriétaires de terres non comprises dans un syndicat devront participer proportionnellement à la surface de leurs terres au paiement des dégâts causés sur les lots auxquels appartiennent ces terres.

Letzebuerger Deiereschutzliga

Dans la mesure où l'exercice de la chasse serait responsabilisé, les dégâts causés par le gibier seraient certainement diminués. Tout propriétaire de forêt peut prendre une assurance contre les dégâts causés par le gibier sur ses terres.

Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga

Le propriétaire

NATURA, la Ligue Luxembourgeoise pour la protection de la Nature et de -l'Environnement

Pas de dédommagement. Le propriétaire ne veut pas la chasse sur le terrain.

POUR UNE CHASSE ECOLOGIQUEMENT RESPONSABLE a.s.b.l.

Nach dem heutigen geltenden Prinzip der Wildschadensreglung wäre es nur logisch, dass der
Grundbesitzer, der die JagdausQbung *aut* seinem Grund nicht mehr duldet seinen Schaden
selbst trägt.

S.O.S. ANIMAUX a.s.b.l.

Une assurance devrait permettre aux. propriétaires de terres et forêts de se couvrir en cas de dégâts causés par le gibier.

VsK - Vogelschutz-Komitee e.V

Sofern als Folge jagdlicher Falschbehandlung der Wildtierbestände sich auf den nicht zu einem Jagdsyndikat gehörigen Grundflächen sich Wildschäden ergeben, ist das Jagdsyndikat als Verursacher für den Schadensersatz heranzuziehen.
i.: Das rechtliche Instrument des Wildschadenersatzes ist bereits für sich der Ausfluss des fehlerhaften Umganges mit bejagten Wildtierbeständen. Es beinhaltet, dass bestimmte Wildtierarten aus den im rein jägerischen Vergnügen stehenden Gründen auf einem so hohen Bestandesniveau gehalten werden, dass die vorrangigen Belange der Land- und Fortwirtschaft missachtet und nicht respektiert werden und somit überhaupt erst entsprechende Wildschäden entstehen. Soweit ein Jagdsyndikat einen den land- und forstwirtschaftlichen Belangen nicht gerecht werdenden Wildbestand in seinem Gebiet "hegt" oder duldet ist es als ausschliesslicher Verursacher fùr daraus resultierende Schäden haftbar zu machen.
ii.: Wenn infolge der jagdrechtlichen Neuordnung die Jagdsyndikate ihrem Auftrag gerecht geworden sein werden - u.a. durch Unterlassung der Wildfütterung, efflzienter Jagdausübung etc. - und dann zunehmend die natürlichen Regulations- und Dispersionsmechanismen die Wildtierbestände bestimmen und regulieren werden, wird eine fortschreitende Absenkung der Bestände der einzelnen Arten auf ein den biozönotischen Gegebenheiten entsprechendes Bestandsniveau eintreten. Schadensereignisse, die derzeit ausschlieBlichdie Folge überhegter Jagdtierbestände undjagdlichen Missmanagements sind, werden in dieser Form nicht mehr aufscheinen. Punktuell mögliche, aber allenfalls nur temporär auftretende, aus anderen Gründen bedingte, Schadensereignisse stellen dann einen "Standortfaktor" dar. So wie jeder andere natürliche Faktor (Unwetter, Überschwemmung, Trockenheit, Hagelschlag oder Frost pp.) stellen freilebende Tiere gleichermassen

zum ökoystemaren Geschehen gehörige Einflussgröss*en* dar, Diese Tierarten zu erhalten, ist eine aus dem Interesse der Allgemeinheit resultierende Pflicht für den Eigentümer aus seinem Eigentum. Demzufolge hat er auch gewisse nachteilige Auswirkungen aus der Präsenz dieser Arten hinzunehmen.

10. Question

Comment pourrait-on, selon vous, améliorer les relations entre chasseun et agriculteurs dans l'optique de réduire à un strict minimum les dégâts causés et par le gibier et par les chasseurs?

ANIMAL a.s.b.l.

Diese Antwort erübrigt sich durch vorheriges.

Animal Justice,

Diese Antwort erübrigt sich durch vorheriges.

ASSOCIATION DES FORESTIERS LUXEMBOURGEOIS asbl

Selon notre expérience, le dégât causé par le chasseur même peut être jugé comme négligeable. Le cas échéant, un dégât est à régler entre chasseur et exploitant. Par exemple dans le cas où une clôture de protection d'une culture forestière est démolie par le chasseur.
Les dégâts causés par le gibier en forêt sont très souvent ignorés, sous-estimés, voire méconnus. Surtout la densité du chevreuil est à la base d'un appauvrissement des espèces ligneuses et herbacées. Vu l'envergure des effets de ce« pâturage », il faudrait réduire la population plutôt que d'élaborer une clef d'indemnisation. Le même raisonnement pourrait être mené pouf le cerf et éventuellement le sanglier. Dans le milieu agricole, il faudrait recréer des conditions favorables à l'épanouissement des espèces de petit gibier. Cet objectif pourrait être atteint par la reconstitution d'une couverture de petites structures naturelles et par une agriculture extensive.
L'outil approprié à une gestion des populations pourrait être le plan de chasse. Le plan de chasse devrait fixer des minima et des maxima d'abattage.
En ce qui concerne le payement des dégâts causés par le gibier, il faudrait procéder à une analyse juridique de principe: étant donné que le gibier n'est la propriété de

personne, et que le droit de propriété ne peut être acquis que par l'acte d'abattage du gibier, le chasseur peut-il être rendu responsable pour des dégâts causés par le gibier vivant qui ne lui appartient pas? Dans ce contexte, on pourrait analyser si cette responsabilité peut éventuellement être justifiée dans les cas où le plan de chasse n'est pas respecté ou exécuté correctement.
Dans l'objectif de réduire les populations qui sont à la base des dégâts de gibier, il faudrait de toute façon réduire substantiellement la participation de l'Etat et insister sur la responsabilité du locataire du droit de chasse. Cette manière serait propice à la solidarité entre les locataires de lots de chasse voisins.

Association des gardes particuliers assermentés Asbl, AGP

Il y a lieu de soutenir publiquement les efforts de management cynégétique et environnemental des particuliers intéressés chasse. Ceci évite l'élaboration d'une législation trop restrictive étranglant l'initiative privée bénéfique dans le domaine. Vu que le garde-chasse particulier agrée contribue par ses qualifications plus que d'autres à un management de qualité, leur commissionnement par le locataire de chasse mérite d'être soutenu financièrement moyennant prime ou subside publie. Il est ainsi donné une incitation positive à la bonne gestion des lots de chasse selon des critères de gestion durable aux locataires de chasse, ce qui accessoirement a pour conséquence de diminuer les dégits de gibier. A cet effet, des critères de gestion plus affinés pourraient être élaborés avec l'ensemble des parties concernées, y compris l'AGPA asbl, dans le forum compétent, qu'est le Conseil Supérieur de la Chasse!

L'Association des Médecins-Vétérinaires du Grand-Duché de Luxembourg-AMVL

n.c.

ALPA Association luxembourgeoise pour la protection des animaux

Diese Antwort erübrigt sich durch vorheriges.

BOF - Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd

L'interdiction complète du nourrissage et le remplacement de la chasse loisir par une chasse professionnelle (cf. réponse no 9) produira une réduction des dégâts. Il s'y ajoute: une gestion efficace du gibier par des gardes chasse professionnels et une information ciblée de l'Administration des Eaux et Forêts visant des mesures de prévention des dégâts aux cultures (exemple: autre répartition des plans de culture). Il importe d'informer les propriétaires sur le genre de cultures à ne pas planter à proximité immédiate des forêts.

c.c.c. Luxembourg - Centrale du Chien de Chasse

Par les mesures avancées au point 5) et au point 12).
Les chasseurs doivent en outre respecter les cultures. Les agriculteurs informeront les chasseurs avant de procéder au fauchage et ils ne gêneront pas les battues dont ils auront été informés d'avance. Chasseurs et agriculteurs devront travailler main dans la main.

CENTRALE PAYSANNE LUXEMBOURGEOISE

En général, la Centrale Paysanne estime utile qu'un dialogue constructif s'instaure entre chasseurs, propriétaires, agriculteurs et société civile, afin qu'une meilleure compréhension des intérêts et attentes des uns et des autres puisse s'instaurer.

Chambre d'Agriculture

Etant donné que les dégâts sont causés par une trop forte population de grand gibier, il y a lieu de réduire la population du gibier.
Pour que les chasseurs tiennent mieux compte des intérêts des agriculteurs dans l'établissement du plan de gestion de chasse, le dialogue entre chasseurs et agriculteurs est nécessaire.
Or le dialogue entre chasseurs et agriculteurs n'est plus le même que d'antan et ceci en raison d'une forte diminution du nombre d'agriculteurs de sorte que la représentation des agriculteurs actifs dans beaucoup de syndicats n'est plus que

faiblement donnée. On constate actuellement le manque d'une plate forme sérieuse, absolument indispensable pour concilier les intérêts des chasseurs et intérêts des agriculteurs.
En ce qui concerne la plate-forme nécessaire au dialogue entre les différentes parties, il y a lieu de réfléchir dans ce sens en adaptant les dispositions législatives et réglementaires concernant les syndicats.

Comité pour la Défense des Droits des Animaux et la Révision des lois nationales et européennes touchant les Animaux

Cesser de cultiver *pour* attirer les animaux. Cependant, la racine du mal est la chasse: en la supprimant, le problème ne se pose plus.

Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg asbl

Entre chasseurs et agriculteurs existent en principe de bonnes relations.
Les dégâts pourraient être réduits par le choix des emplacements pour certaines cultures et éventuellement par des mesures de protection. Exemple: ne pas planter le maïs à la lisière des forêts. Subdiviser certaines cultures afin d'y permettre l'exercice de la chasse .
Les dégâts causés par les chasseurs n'existent guère. Si par impossible il devait y en avoir quand même, la responsabilité serait la même que celle à assumer par tout autre auteur de dégâts causés au détriment d'autrui. Ce cas de figure ne tombe cependant pas dans le champ d'application de la loi sur la chasse, mais constitue tout au plus un problème de responsabilité civile de droit commun.

GAVEA Groupe d'Action Végétarien pour l'Égalité Animale

Cesser de cultiver *pour* attirer les animaux. Cependant, la racine du mal est la chasse:.en la supprimant, le problème ne se pose plus.

Groupements des Sylviculteurs a.s.b.l.

Les mêmes réflexions s'appliquent à cette question. La meilleure façon de concilier les intérêts des chasseurs et des propriétaires des terres et des forêts où la chasse a lieu consiste à limiter la densité du gibier en laissant faire la nature et subsidiairement, au cas où le locataire du lot de chasse n' assume pas ses responsabilités, en organisant des chasses administratives.
Dans ce contexte la responsabilité du syndicat qui enregistre des plaintes de propriétaires déplorant des dégâts devra être précisée par une procédure plus rigoureuse l'obligeant à enregistrer ces plaintes et à les transmettre au locataire de la chasse, et dans le cas où son intervention n'aura pas eu de suite et en cas de plainte répétée du propriétaire, en l'obligeant à saisir l'autorité supérieure en vue de l'organisation d'une chasse administrative.
Si le gibier ne prolifère pas, les dégâts qu'il cause aux forêts et aux champs sont limités et dans la pratique ne portent pas à conséquence.

Letzebuerger Deiereschutzliga

Réponse donnée dans la 9ième question

Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga

Réduire les dégâts implique une réduction des populations de gibier. En outre il faut garantir les indemnisations pour dégâts causés par le gibier. Ces indemnisations devraient être investies, au moins en partie et pour les cultures de haute valeur économique, dans l'établissement de mesures de protection (fil électrique). (voir Italie)

NATURA, la Ligue Luxembourgeoise pour la protection de la Nature et de -l'Environnement

En cas de nécessité prévoir des concertations régulières entre chasseurs et agriculteurs (p.ex. réduire les dégâts par le choix d'emplacement de certaines cultures et mesuresde protection adéquates).

POUR UNE CHASSE ECOLOGIQUEMENT RESPONSABLE a.s.b.l.

Siehe Fragen 6 &7

S.O.S. ANIMAUX a.s.b.l.

Voir ci-dessus.
(Une assurance devrait permettre aux. propriétaires de terres et forêts de se couvrir en cas de dégâts causés par le gibier.)

VsK - Vogelschutz-Komitee e.V

Eine Neuorientierung des Verhältnisses zwischen Grundeigentümer und Jägerschaft wird die logische Folge aus der Neuordnung des Jagdwesens sein.
Die Wahrnehmung des Menschenrechts am Eigentum, statt erzwungener Zugehörigkeit zum Jagdsyndikat, versetzt den Grundeigentümer in die Lage der Selbstbestimmung. Es wird dann im Eigeninteresse der Jäger liegen, sich gegenüber der Selbstbestimmung der Grundeigentümer zu arrangieren. Die aus der Neuordnung resultierende Herbeiführung weniger individuenreicher Bestände der bejagten Arten wird zu einer entsprechenden Minimierung bis zum Ausbleiben von"Wildschäden" führen.

11. Question

Quelles initiatives pensez-vous que les politiques doivent prendre en matière de chasse et dans quelle mesure l'Etat doit-il intervenir?

ANIMAL a.s.b.l.

Fakt ist, 75% der Bevölkerung sind gegen die Treibjagd mit Hunden.
Fakt zwei ist, nur 0,4 % der Bevölkerung sind Jäger (Hobbyjäger).
Alle im Wald lebenden Pflanzen und Tiere bilden eine Lebensgemeinschaft. Der Wald ist ein lebendiges System und jedes Teil darin hat seine besondere Funktion der Gleichgewichtserhaltung. Ist es nicht an der Zeit dass Politiker und der Staat Verantwortungübemebmen müssen?
Dürfen Politiker den Willen des Volkes ignorieren und zugunsten einer Minoriät handeln?
Der Mensch der den Wald pflanzt, pflegt und rodet muss die Gesetze der Natur beachten.
Es darf nicht sein dass das Ökosystem des Waldes zerstört wird durch eine nicht artgerechte Fütterung, durch falsches Abschiessen, durch eine gezüchtete Überpopulation des Wildes. Wird hier nicht endlich verantwortungsbewusst gehandelt, so wird der Wald zerstört durch das Hobby einer Minorität die sich die Natur zu ihrem eigen gemachthat. Anstatt Kopfgeld für die von Jägerhand gezüchteten Wildschweine zu zahlen, anstatt administrative Jagden zu organisieren, die der Steuerzahler finanzieren muss, anstatt ein Teil des Wildschadens zu finanzieren, soll der Staat endlich Wildhüter ausbilden, die verantwortungsbewusst mit den Förstem Hand in Hand arbeiten.
Ein gesunder Wald, Tiere die in einer gefestigten Sozialstruktur leben und last but not least unsere Kinder werden es uns danken.

Animal Justice,

Es ist erforderlich dass die Politik aktiv wird. Zwecks Nachhaltigkeit gesunder Wälder und eines gesunden Wildtierbestandes gehört die Freizeitjagd abgeschafft.

Die finanziellen und organisatorischen Rahmen müssen geschaffen werden zwecks einer professionellen Wildhege. Vom Staat eingestellte und bezahlte Wildhüter sollen sich fortan um den Wildbestand kümmern.
Anstatt teure Prämien für geschossene Wildschweine an Hobbyjäger zu zahlen, administrative Jagden zu bezahlen und teilweise sogar den Wildschaden mitzufinanzieren, solle endlich nachhaltig gearbeitet werden, ein gesunder Wald, gesunde Tiere und unsere Kinder werden es zu schätzen wissen.

ASSOCIATION DES FORESTIERS LUXEMBOURGEOIS asbl

Les politiques doivent contribuer à la mise en place d'une loi coordonnée sur la chasse. Il devrait y avoir un vrai débat d'orientation et une prise de position concernant la chasse.
De plus, les effectifs et les moyens du service chasse de l'Administration des Eaux et Forêts devraient être renforcés, afin d'assurer un suivi et un contrôle efficaces. De manière générale, les compétences de l'Administration des Eaux et Forêts devraient être élargies (contrôle d'identité de personnes; contrôle de voitures). Le statut d'officier de police judiciaire des préposés forestiers est à rétablir. Enfin, la mise en place d'une structure scientifique permettrait de collecter des données objectives au sujet du gibier et de l'ensemble du sujet chasse.

Association des gardes particuliers assermentés Asbl, AGP

Alors que les postes budgetaires du Ministère de l'Environnement et de l'Administration des Eaux et Forêts pour la promotion de la biodiversité s'élèvent à plusieurs centaines de millions d'euros, il est étonnant de constater que la fonction protectrice, de surveillance et de gestion de la chasse et de la nature, que le garde-chasse agrée exerce par sa tiche régulière, ne bénéficie quasiment d'aucun soutien public. Pourtant, l'utilité multiple de la fonction de Garde-chasse particulier assermenté, vient d'être soulignée par un communiqué de presse récent de l'Intergroupe compétent du Parlement Européen!
Compte tenu de notre héritage culturel, il n'appartient certainement pas à l'Etat d'intenter de se suppléer à prix cher et avec des dispositions démesurément restrictives à l'initiative privée en matière de la chasse. Au contraire, les efforts de management de gibier, de conservation de la nature, de vaccination et de lutte contre les épisooties de la part des chasseun et des gardes-ehasse qualifiés à ce commis sont à soutenir financièrement et matériellement. Notamment, des incitations à la bonne gestion et à l'autorégulation des lots de chasse selon des critères de gestion durable moyennant des gardes-chasse seront à donner; à commencer par

une prime à attribuer au locataire de la chasse pour l'engagement d'un garde-chasse particulier assermenté.

L'Association des Médecins-Vétérinaires du Grand-Duché de Luxembourg-AMVL

L'Etat, respectivement le législateur devra essayer de réunir tous les concernés à une même table, afin de réaliser un code de bonne pratique.
L'Etat devra faire respecter ce code.

ALPA Association luxembourgeoise pour la protection des animaux

Es ist erforderlich dass die Politik aktiv wird. Zwecks Nachhaltigkeit gesunder Wälder und eines gesunden Wildtierbestandes gehört die Freizeitjagd abgeschafft.
Die finanziellen und organisatorischen Rahmen müssen geschaffen werden zwecks einer professionellen Wildhege. Vom Staat eingestellte und bezahlte Wildhüter sollen sich fortan um den Wildbestand kümmern.
Anstatt teure Prämien für geschossene Wildschweine an Hobbyjäger zu zahlen, administrative Jagden zu bezahlen und teilweise sogar den Wildschaden mitzufinanzieren, sollte endlich nachhaltig gearbeitet werden, ein gesunder Wald, gesunde Tiere und unsere Kinder werden es zu schätzen WIssen.

BOF - Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd

Plus de 75 % de la population luxembourgeoise sont contre la chasse en battue avec chiens courants.
En face, - et il y a lieu de le répéter-, - la partie de la population qui s'adonne à la chasse loisir se chiffre à 0,4 %. Ces deux chiffres sont significatifs et il importe de les relever et de les répéter.
La question 11 permet à l'asbl BOF de procéder à un résumé succinct de ses observations et de ses propositions de réforme.
La pratique de la chasse loisir, telle que la législation actuelle la permet, est injustifiée. Elle nuit au système écologique et à la biodiversité. Elle ne présente aucune plus-value pour la collectivité.
La chasse loisir génère une surpopulation de gibier et favorise l'apparition et la propagation de maladies et d'épizooties. Les montants du budget de l'Etat

annuellement mis à disposition directe ou indirecte de la chasse loisir peuvent être engagées autrement.
De plus en plus de biologistes soutiennent qu'il existe un lien direct entre la propagation de la peste porcine en élevage et la surpopulation recherché par les chasseurs, grâce au nourrissage afférent et à des méthodes de chasse inadéquates.
Le budget de l'Etat de 2004 relève les montants ci-après:
Article 12.340 : 376.857.- Euros Destruction des animaux nuisibles et dégâts causés par le gibier (budget de l'Administration des Eaux et Forêts)
Article 93.002: 560.090.- Euros Indemnisation des dégâts causés par le gibier (budget de l'Administration des Eaux et Forêts)
Article 12.310: 98.171.- Euros Frais supplémentaires de désinfection des installations de traitement de cadavres dans le cadre de la lutte contre la peste porcine classique (budget de l'Administration des Services vétérinaires)
Article 12.160 : 1.218.697.- Euros Achats de vaccins et de sérums (budget de l'Administration des Services Vétérinaires)
Une partie de ce montant a été engagée pour l'achat et la distribution de 280.000 vaccins utilisés en 2004 pour combattre l'épizootie des sangliers.
La pratique de la chasse au sanglier se fait, le plus souvent, sans responsabilité envers la collectivité en général et envers le secteur de l'agriculture en particulier (<<*c'est l'Etat qui paie* », - lire: « *c'est l'Etat qui soutient financièrement la pratique de nos loisirs»).*
Une nouvelle législation permettra donc un transfert des sommes engagées. Au lieu de payer aux chasseurs des primes d'abattage de 100 euros pour chaque sanglier abattu, (lire: surpopulation du à des agissements de chasseurs), il convient, plutôt, de recourir aux compétences de spécialistes aux fins de réduire les risques des épidémies.
L'engagement de gardes chasse professionnels permettra d'éliminer progressivement et à la longue la gestion malsaine de la faune.

c.c.c. Luxembourg - Centrale du Chien de Chasse

Les politiques devront veiller à doter les autorités compétentes d'un effectif suffisant afin de faire une évaluation sérieuse des populations de gibier pour pouvoir établir des plans de gestion adéquats.

CENTRALE PAYSANNE LUXEMBOURGEOISE

n.c.

Chambre d'Agriculture

L'Etat doit intervenir à deux niveaux c'est-à-dire au niveau législatif et réglementaire ainsi qu' au niveau administratif- où nous pensons à-l' organisation de chaises administratives.

Comité pour la Défense des Droits des Animaux et la Révision des lois nationales et européennes touchant les Animaux

D'après ce qui précède, la chasse doit être abolie par les politiques. L'État doit intervenir pour abroger la chasse.

Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg asbl

L'Etat, respectivement le législateur devra en premier lieu inscrire dans la loi l'intérêt général d'exercer la chasse sur l'intégralité du territoire non urbanisé (voir point 6).
Afin de pouvoir remplir correctement et son rôle de représentant des chasseurs, et son rôle en matière de conservation de la faune et de la flore, la FSHCL devrait avoir le statut légal.
Avant toute décision, les hommes politiques devront s'informer en matière de chasse auprès des gens du terrain (chasseurs, sylviculteurs, agriculteurs, viticulteurs) et éviter de trop légiférer.
L'Etat même doit remplir son rôle comme organe de surveillance et de contrôle.

GAVEA Groupe d'Action Végétarien pour l'Égalité Animale

D'après ce qui précède, la chasse doit être abolie par les politiques. L'État doit intervenir pour abroger la chasse.

Groupements des Sylviculteurs a.s.b.l.

L'Etat a le devoir de maintenir la densité du gibier à un niveau supportable d'une part en délivrant des autorisations d'abattre le gibier en nombre suffisant et d'autre part par le moyen de chasses administratives.
L'Etat devra par ailleurs obliger les chasseurs au respect d'un plan de tir minimal qui devrait être établi suivant des constats relatifs aux broutages relevés dans les lots de chasse respectifs. La mise en place de« Weisergatter» (petits enclos de 10 x 10m empêchant l'accès du gibier) serait des indicateurs précieux à cet égard. La pratique du plan de tir minimal obligatoire tel qu'il est par exemple en vigueur en Allemagne est d'une efficacité certaine alors qu'au Luxembourg aucune sanction n'est prise contre un locataire de chasse qui n'abat pas le nombre d'animaux pour lesquels des autorisations lui ont été délivrées.

Letzebuerger Deiereschutzliga

Il est nécessaire que le législateur intervienne d'une façon active dans la politique de la chasse afin de conserver une nature et des animaux sauvages qui vivent dans des conditions naturelles. Pour ces raisons, la chasse actuellement pratiquée qui n'est aucunement contrôlée au Luxembourg, doit être abolie. Il y a aussi lieu à ce qu'un organisme composé des différents représentants de la protection des animaux, de la nature, des chasseurs respectivement des agriculteurs puisSent faire partie d'un organe consultatif qui peut donner des conseils au législateur quant à la pratique de la chasse. Nous regrettons que le Conseil Supérieur de la Chasse n'a pas accueilli notre proposition de devenir membre de cet organisme.

Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga

Bonne, éducation des chasseurs (sécurité) mais aussi la tolérance du grand public vis-à-vis des chasseurs. Le respect mutuel.

NATURA, la Ligue Luxembourgeoise pour la protection de la Nature et de -l'Environnement

L'Etat en tant que législateur se doit d'adapter la législation sur la chasse et remplir' sa fonction d'organe de surveillance et de contrôle.

POUR UNE CHASSE ECOLOGIQUEMENT RESPONSABLE a.s.b.l.

Der Gesetzgeber muss einer veränderten Einstellung der Gesellschaft zum Tierschutz Rechnung tragen.
Eine Jagdgesetznovellierung ist nicht nur für das Fortbestehen und die Existenzberechtigung einer zeitgemässen Jagd erforderlich, sondem muss auch ein Anliegen der gesamten Gesellschaft und vieler ihrer Gruppierungen sein.
Von einer Veränderung des jagdlichen Selbstverständnisses und der damit verbundenen rechtlichen Grundlagen sind ebenso Natur- und Tierschutz, Wald- und Grundbesitz, Land- und Forstwirtschaft, Freizeitsport und Erholungsbetrieb betroffen - also alle, die unsere Natur schützen und nutzen wollen.

Eine Initiative soll folgende Punkte nicht vermissen:

Jagd und Ausbildung
Viele Probleme bezüglich des Wissenstandes, der Fertigkeiten und Ansichten der Jägerschaft haben ihren Ursprung in einer schlecht gewichteten, zum Teil überholten Ausbildung.
In Waffenkunde sollte die technische Seite ausgedünnt und auf die Bedürfnisse der Jagd reduziert werden. Der Schwerpunkt sollte eindeutig *aut* den Sicherheitsaspekten und der Handhabung liegen. Zudem sollten alle Jäger, in regelmässigen Abständen, hinreichende Schiessleistungen nachweisen.
Anzustreben wäre eine verstärkte Wissensvermittlung wildökologischer Zusammenhänge und ökologischer Grundlagen sowie eine Intensivierung der Ausbildung in den Bereichen Landbau, Waldbau und Naturschutz. Die Verantwortung, die der Jäger für Naturschutz, Land- und Forstwirtschaft zu tragen hat, muss deutlicher herausgearbeitet werden.

Management
Unter ***Wildtlermanagement*** versteht man die Beeinflussung oder den Schuz einer in freier Wildbahn lebenden Tierpopulation. Damit sind folgende Zielsetzungen verbunden:
Maximierung einer Population z. B. bei bedrohten Tierarten
Minimierung einer Population, z. B. bei einer unerwünscht hohen Populationsdichte
Beobachtung einer Population ohne direktes Eingreifen
Um diese Ideale zu erreichen, muss untersucht werden welche Okosysteme vorhanden sind, wie das Gebiet strukturiertist und welche Massahmen ergriffen werden können.
In Konfliktbereichen muss die betroffene Bevölkerung durch gezielte Offentlichkeitsarbeit informier tund aufgeklärt werden, um dadurch eine breite Akzeptanz zu erlangen und einen langfristigen Erfolgzu gewährleisten.

S.O.S. ANIMAUX a.s.b.l.

Au lieu de payer des primes importantes à des chasseurs « hobby» pour sangliers abattus, ou organiser des chasses administratives ou battues, le seul but de l'Etat devrait être la sauvegarde de nos forêts, de nos animaux. Celui qui aime la nature ne se fera pas complice de ceux qui la massacrent.

VsK - Vogelschutz-Komitee e.V

Aufgabe der Politik ist, eine den gesellschaftlichen Bedürfnissen und den Anforderungen zur Erhaltung der Arten, der Biodiversitit und langfristig funktionsfähiger natürlicher Lebensgemeinschaften gerecht werdende gesetzliche Grundlage zu schaffen.
Mit Herstellung einer diesen Belangen gerecht werdenden Rechtsgrundlage erübrigt sich die weitere nur schädliche und den Bedürfnissen frei lebender Tiere und der Funktionsfläigkeit ihrer Lebensgemeinschaft nur abträgliche Intervention des Staates.

12. Questions

Quels critères pourrait-on appliquer pour fixer la quantité de gibier chassé?

ANIMAL a.s.b.l.

Diese Frage erübrigt sich durch die Antworten 1,2 und 3.
Werden die Tiere nicht mehr gemästet, nicht mehr gehetzt und gejagt, wird das Leittier nicht mehr abgeschossen, werden die Rotten nicht mehr unnötig auseinandergetrieben,dann bleibt die Sozialstruktur bestehen, und so pendelt sich die Wilddichte wieder auf eine ökologisch verkraftbare Zahl ein. Beutegreifer, die unter Schutz gestellt werden, sorgen weiterhin für einen gesunden Tierbestand.

Animal Justice,

Diese Frage erübrigt sich durch die Antworten 1, 2 und 3.
Werden die Tiere nicht mehr gemästet, nicht mehr gehetzt und gejagt, wird nicht nicht mehr falsch abgeschossen, und die Rotten unnötig auseinandergetrieben, dann pendelt sich die Wilddichte auf eine ökologisch verkraftbare Zahl ein. Beutegreifer sorgen ausserdem für einen gesunden Tierbestand.

ASSOCIATION DES FORESTIERS LUXEMBOURGEOIS asbl

Les critères suivants pourraient entrer en ligne de compte: mise en place d'enclos de contrôle (<<Prüfgatter ») en forêt, monitoring de la densité et de la situation sanitaire des espèces, inventaires scientifiques, exploitation des statistiques des dégâts de gibier, bulletin sanitaire, définition d'un plan d'abattage minimum et transparence autour de ce plan.

Association des gardes particuliers assermentés Asbl, AGP

Vu la dépendance de la densité des espèces de gibier chassables des conditions ambiantes locales, - telles les conditions morphologiques et géologiques du territoire de chasse et des lots voisins, l'intensité de la pratique de l'agriculture et de la sylviculture, l'état de santé et le taux de reproduction annuel des quadripèdes à sabots, les conditions climatiques hivernales, le support de nourriture, etc, -le chasseur et son garde-chasse expérimenté sont les plus aptes à ce déterminer sur le terrain. La chasse dépend de trop de critères aléatoires pour se fixer de manière restrictive dans une loi nouvelle. Les marges de manoeuvre déterminées actuellement par les plans de chasse triannuels existants et par les périodes d'ouverture de chasse refixées annuellement par règlement grand-ducal, méritent d'être maintenues.
De façon générale, une régularisation légale excessive en la matière, combinée à un exmen de chasse de haut niveau et accompagnée de critiques inqualifiées et simplistes de certains, risque d'entrainer des désaffections et un désintéressement croissant des passionnés de la chasse et de ses adeptes potentiels en herbe. Le nombre de permis de chasse, vacillant actuellement autour de 2000 fusils, risque de tomber en dessous du seuil critique nécessaire à une couverture territoriale nationale équilibrée et homogène en chasseurs. Une rétraction future de ce nombre de volontaires, prêts à consacrer leur temps de loisin pour la chasse et la Nature, menace de créer un déséquilibre cynégétique dans la nature et ne bénéficie en conséquence à personne !
De plus, sans reconnaissance et soutien par l'autorité publique du travail de management cynégétique et environnemental prêté par le chasseur et spécialement par le garde-chasse particulier, la chasse risque de devenir inaccessible aux porte-feuilles moyennement reutrés et la réputation de la chasse menace d'en souffrir d'avantage.

L'Association des Médecins-Vétérinaires du Grand-Duché de Luxembourg-AMVL

Il est impératif de faire un relevé du gibier, d'évaluer son évolution avant de fixer les quantités chassables.

ALPA Association luxembourgeoise pour la protection des animaux

Diese Frage erübrigt sich durch die Antworten 1,2 und 3.
Werden die Tiere nicht mehr gemästet, nicht mehr gehetzt und gejagt, wird nicht mehr falsch abgeschossen, und die Rotten unnötig auseinandergetrieben, dann pendelt sich die Wilddichte auf eine ökologisch verkraftbare Zahl ein. Beutegreifer sorgen ausserdem für einen gesunden Tierbestand.

BOF - Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd

Cette réponse devient presque obsolète. Après l'interdiction du nourrissage et le remplacement de la chasse loisir par des gardes chasse professionnels, la quantité des prélèvements sera à déterminer par ces derniers. Le nombre des prélèvements sera inhérent au lieu, à l'environnement, au genre et à l'état du gibier. Les chasses loisirs démesurées et les battues qui détruisent et déséquilibrent la faune et la flore appartiendront au passé.

c.c.c. Luxembourg - Centrale du Chien de Chasse

On ne peut pas compter exactement une population sauvage, Par contre, il existe une quantité d'indicateurs directs : évaluation des tableaux de chasse, «Verbissindikatoren », les dégâts occasionnés, l'état sanitaire du gibier, la taille des ongulés, le nombre de chevrillons... ,Sur base de ces données on peut établir un plan de gestion, fixer un minimum ainsi qu'un maximum de gibier chassable, qui devra donc être respecté,

CENTRALE PAYSANNE LUXEMBOURGEOISE

Toujours dans le souci de maintenir un bon équilibre au niveau de la population du gibier, la quantité de gibier à chasser est à déterminer en fonction de la quantité de gibier présente sur le . territoire. A cet égard, il y aurait lieu, d'une part, de procéder à une estimation du gibier présent, d'autre part, de se référer à des seuils reconnus valables au niveau internationil. Le recours à des experts en la matière pourrait s'avérer utile tant pour les estimations que pour la fixation de seuils admissibles.

Chambre d'Agriculture

La Chambre d'Agriculture est d'avis qu'il faudra procéder à une estimation de la quantité de gibier. Des méthodes existent pour ce faire et la Chambre d'Agriculture laisse à l'Administration des Eaux et Forêts, qui dispose des compétences nécessaires en la matière, le choix le mieux approprié. Ensuite il y a lieu de fixer un seuil en dessous duquel les dégâts sont minimisés.
Si ce seuil est dépassé il faudra établir un plan de gestion de chasse contraignant ayant pour objectif de réduire la population au niveau du seuil fixé. Si ce plan de chasse n'est pas exécuté convenablement, il y a lieu de recourir à une chasse administrative.

Comité pour la Défense des Droits des Animaux et la Révision des lois nationales et européennes touchant les Animaux

D'après ce qui précède, de tels critères *ne doivent et ne peuvent* être établis, sous peine de tomber dans le racisme vis-à-vis des animaux.

Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg asbl

Pour répondre à cette question il faut tout d'abord analyser le territoire peuplé par la faune. Il est incontestable, que ce sont surtout les interventions sur l'habitat dans les milieux forestier, agricole et urbain, qui menacent la survie de certaines espèces, alors que ces mêmes changements font que d'autres espèces prolifèrent.
Il faut donc, deuxièmement, analyser la qualité et la quantité des espèces peuplant le territoire. Or, ceci est particulièrement difficile. Les mêmes observations mènent à des conclusions différentes, voire opposées, suivant la position de l'observateur. Si pour le gibier, avec les relevés des «dégâts causés» et des tableaux de chasse nous avons des données plus ou moins fiables, pour d'autres espèces nous n'avons pour toutes données que des estimations. Nos connaissances sur la biologie de la faune en général, mais aussi sur le gibier, sont encore incomplètes.Tout pronostic à long terme est actuellement du pur.hasard.,
Il faut enfin définir les objectifs d'une intervention sur la faune. Les chasseurs oeuvrent pour une faune abondante, variée et de la meilleure qualité possible, qui se doit d'être en équilibre avec le milieu forestier, agricole et urbain. Les objectifs d'autres acteurs sont beaucoup moins précis.

Seule une commission d'experts sera à même de faire ces analyses et de tirer des conclusions valables, du moins à court terme.
Comme critères on pourrait appliquer:
l'évolution des dégâts causés par le gibier;
l'évolution des différentes populations à contrôler par comptage;
l'installation d'enclos de protection pour surveiller la végétation (<<Weiserverfahren »

GAVEA Groupe d'Action Végétarien pour l'Égalité Animale

D'après ce qui précède, de tels critères *ne doivent et ne peuvent* être établis, sous peine de tomber dans le racisme vis-à-vis des animaux.

Groupements des Sylviculteurs a.s.b.l.

Même remarque que sub II) en vue de l'introduction d'un plan de tir minimal L'Etat a le devoir de maintenir la densité du gibier à un niveau supportable d'une part en délivrant des autorisations d'abattre le gibier en nombre suffisant et d'autre part par le moyen de chasses administratives. L'Etat devra par ailleurs obliger les chasseurs au respect d'un plan de tir minimal qui devrait être établi suivant des constats relatifs aux broutages relevés dans les lots de chasse respectifs. La mise en place de« Weisergatter» (petits enclos de 10 x 10m empêchant l'accès du gibier) serait des indicateurs précieux à cet égard. La pratique du plan de tir minimal obligatoire tel qu'il est par exemple en vigueur en Allemagne est d'une efficacité certaine alors qu'au Luxembourg aucune sanction n'est prise contre un locataire de çhasse qui n'abat pas le nombred'animauxpour lesquelsdes autorisationslui ont été délivrées.

Letzebuerger Deiereschutzliga

En vue de fixer la quantité de gibier chassé, on pourrait se fixer sur des systèmes existants ans d'autres pays notamment moyennant l'installation de clôture indicateur ayant pour but de protéger sur certains endroits les arbres et d'autre plantes. Ces zones protégées pourraient être comparées à d'autres zones non protégées permettant ainsi à mesurer l'ampleur des dégâts sur la végétation et ainsi de fixer la quantité de gibier à chasser.

Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga

Pour les espèces qui sont à réduire, il faudra fixer des minima, les nombres seraient à fixer selon les tableaux de chasse des années précédentes, étant donné que des estimations d'effectifs de populations sont très difficiles, voire impossibles.

NATURA, la Ligue Luxembourgeoise pour la protection de la Nature et de -l'Environnement

Des critères biologiques (biodiversité) devraient fixer la quantité de gibier chassé. Il faudrait faire des études sur le terrain et s1nspirer dans la littérature spécifique dans la matière et comparer les pratiques dans les régions limitrophes. Les critères seront ceux du développement durable et soutenu.

POUR UNE CHASSE ECOLOGIQUEMENT RESPONSABLE a.s.b.l.

Die Lebensraumqualität für das Schalenwild hat sich mit Einführung des naturnahen Waldbaus, dem intensiven Maisanbau und seit den Stürmen ab 1985 standig verbessert.
Die nachhaltig hohen und steigenden Abschusszahlen belegen im Zusammenhang mit den Schäden, dass die Schalenwildbestände trotz dieser positiven Waldentwicklung die Lebensraumkapazität und Tragtahigkeit der Wald- und Forstwirtschaft durch rasante Dichtezunahme deutlich Oberschreiten.
Abschusspläne für Schalenwild sind nach den Anspruchen der Grundeigentümer und den Erfordemissen der Wildbiologie *aut* möglichst geringe Wildschäden auszurichten und im Vollzugzu kontrollieren.
Abschusspläne sind im Einvemehmen zwischen der Forstbehörde und "Syndicat de chasse" *aut* Basis von landesweit durchzuführenden revierweisenden Gutachten über den Zustand der Waldverjüngung und sonstiger Vegetation zu erstellen. Die Messlatte für die Abschussbemessung ist die tatsächliche Verbissbelastung. Geht der Verbiss trotz Abschuss nicht zuruck, ist die Population für das gegebene Gebiet zu hoch.

S.O.S. ANIMAUX a.s.b.l.

En évitant le sur-nourrissage, en respectant la structure sociale, en laissant faire la besogne aux rapaces, la santé du gibier retrouvera son équilibre.

VsK - Vogelschutz-Komitee e.V

Die Festlegung einer in einem bestimmten Zeitraum (auch mehrjährig ausgerichtet) Abschusstrecke hat sich an "Ubergeordneten Gründen" zu orientieren.
I: Für die Mehrzahl der in Luxemburg heimischen Tiere bestehen keine "übergeordneten Gründe", aus denen heraus eine Bejagung zu rechtfertigen wäre. Für diese Arten - alle Vögel, alle nicht zu den Huftieren zählenden Säuger -sind keine rechtfertigenden Gründe zu erkennen.
Diese Arten sind ganzjährig vor der jagdlichen Nachstellung zu schützen. Allenfalls sind Sonderfälle als solche zu regeln.
II: Für die heimischen Huftierarten sind bis zur Herstellung der den landeskulturell angepassten Bestandsgrössen die Abschussquoten rein quantitativ zu regeln dergestalt, dass die Quoten eine Mindestvorgabe vermitteln. Ein oberes Limit ist für diese Übergangsphase nicht tauglich.
Ziel muss sein, die derzeit überhegten Bestände auf ein der biozönotischen Dynamik und den landeskulturellen Belangen gerecht werdendes Niveau zu reduzieren. Zur Feststellung dieser "übergeordneten Gründe" für die Bejagung sind indirekte Hinweise heranzuziehen (z.B. der Zustand der Bodenvegetation, Wildverbiss an Knospen des Baumjungwuchses u.a.m.).
III.: So ist in Waldgebieten durch Einrichtung entsprechender Referenzflächen festzustellen, dass die dort zu erwartende Vegetation hinreichend aufwächst und nicht von den Wildwiederkäuern überweidet wird. Dies betrifft die Feststellung des Aufwachsens der Baumverjüngung in zumindest dem waldbaulich erforderlichen Umfange. Gleichermassenist die potenzielle natürliche Vegetation nicht holziger Pflanzenarten einzubeziehen, um sicherzustellen dass keine entmischende Wirkung infolge der Überweidung durch Wildwiederkäuer erfolgt.
iv.: Vereinfachend kann eine Orientierung an den -untragbar teuren –Massnahmen des Forstschutzes gegen Wildschädener folgen. Es kann festgelegt werden, dass keine obere Begrenzung des Abschusssolls erfolgt, solange Forstschutzmassnahmen aller Art gegen Wildverbiss oder Rindienschäle zur Wahrung der forstwirtschaftlichen Belange getroffen werden müssen.
Für den Agrarbereich kann gleichermaBendas Aufkommen an Wildschadensfällen herangezogen werden.
V.: Bei Erlangung der gesteckten Ziele, nämlich des Aufwachsens aller dort standortheimischen Vegetation in.den Wäldern ohne jedeSchutzmassnahme ist die Abschussquotenfestsetzung neu zu orientieren. Sie hat dann anhand der Beobachtung von Referenzflächen eine entsprechende Regelung zu treffen.
vi.: Jede qualitative Festsetzung in den Abschussquoten ist zu unterlassen. Es ist ohnehin ein jahrzehntelang innig gepflegter Trugschluss, dass die Planung der Abschussstrecke tatsächlich eine Umsetzung in der Praxis erfahre. Selbst die

quantitative Festsetzung erweist sich bei konsequenter Nachprüfung als pure Illusion. Noch mehr gilt dies bezüglichder Vorgaben wegen der anteiligen Abschüsse männlicher oder weiblicher Tiere, der Alterszugehörigkeit oder irgendwelcher Stärke- und Güteklassen. Demgegenüber entspricht das tatsächliche Geschehen um die Erfüllung festgesetzter Abschussplanung rein dem Zufallsprinzip. Zunächs ist die Begegnung des Jägers mit dem jeweiligen Wild weitgehend zufallsbedingt. Sofern ein Reglementbesteht, führt dies zumindest zu einem Effizienzverlust derJagdausübung. Was dann wieder die unerwünschte Folge der Steigerung des Jagddruckes bewirkt. Denn das momentan sichtbare Wild wird zumeist nicht der Festsetzung in der Abschussplanung gerecht.
Absolut illusorisch ist jedoch die Festsetzung bestimmter altersbezogener Zahlen zu erlegender Tiere. Zumindest in der Gruppe der adulten Individuen ist die planerisch festgelegte Bestimmung des Alters eines Wildtieres vor der Tötung eher nicht möglich. So dass zumeist ein Abschuss diesbezüglich ein Zufallsergebnis darstellt. Demgegenüber wird die alleinige Vorgabe, in grösstmöglichem Anteil an der Gesamtstrecke subadulte Tiere abzuschiessen, den natürlichen Abläufen bestmöglich gerecht.

13. Question

Quelles sont les espèces qui doivent être catégorisées comme chassables?

ANIMAL a.s.b.l.

Schluss mit Einteilung in:
a) .bejagdbare,begehrenswerte Trophäentiere, einerseits
b) auszumerzende "böse" konkurentielle Beutegreifer (Schädlinge) andererseits.
Der Wald ist mehr ais nur die Summe von Bäumen. Biotop und Biozönose stellen ein Okosystem dar. Jedes Lebewesen in diesem Okosystemhat seine Funktion. Der Mensch der den Waldhegt und pflegt muss die Gesetze der Natur beachten. Jagd war früher eine Form der Nahrungs- und Kleidungsbeschaffung für die Familie. Wurden die Tiere früher in geringer Menge getötet damit der Mensch überlebte, so tötet man dieselben heutzutage meistens als Gesellschaftsspass. Hatte früher eine Trophäe Seltenheitswert, so ist sie heutzutage dank der intensiven Fütterung zum Standard geworden. Beutegreifer werden von den Jägem zum Schädling degradiert, da sie die Konkurrenten der Jäger sind. Die intensive Bejagung des Fuchses wird folgendermassen gerechtfertigt:
1) Tollwutgefahr. - Hier darf man bemerken dass die Veterinärinspektion unverständlicherweise Anfang 2003 die Tollwutimpfung - ohne jegliche Gegenmassnahme eingestellt hat. Mit der Einstellung der Tollwutimpfung, die seitens der EU subventionniert wurde - wird bewusst eine neue Tollwutepidemie herbeigeführt.
Warum wurde die Impfung also eingestellt?
2) Fuchsbandwunn - In Luxemburg ist bis dato kein Fall von menschlicher Fuchsbandwurmerkrankung bekannt. Der Mensch ist ein Fehlwirt, weshalb die Larven des Fuchsbandwurmes sich allenfalls in Einzelfällen in diesem Fehlwirt entwickeln könnten. Zu Unrecht also wird der Fuchs gnadenlos von den Jägem verfolgt.
Die Artikel 1 - 5 des Jagdgesetzes sagen:"Les animaux malfaisants ne requérant pas de protection, que le propriétaire, possesseur ou fermier pourra détruire en tout temps .... La destruction des animaux peut avoir lieu, soit en creusant ou en enfumant les tanières ou terriers, soit à l'aide de pièges, soit au fusil ". (Code de l'environnement - 2002- ii - vol.1) Der Beutegreifer soll geschützt werden. Die verbliebenen Beutegreifer wie Fuchs, Marder, Greifvögel, Iltis, Wiesel usw. spielen eine wichtige Rolle im globalen Okosystem. Für viele Landwirte. Okologen. Biologen und Naturschützer gelten genau diese Tiere in ihrer Funktion als Mäuse- und Insektenfänger ais natürliche Gesundheitspolizei in freier Wildbahn.

Die Beutegreifer müssen nach niederländischem Vorbild unter Schutz gestellt werden. Wird das Rot- und Schwarzwild dann weiterhin nicht mehr gemästet, Kaninchen, Fasane usw. nicht mehr zwecks bejagen gezüchtet, wird das Wild nicht mehr gehetzt und gejagt, wird das Leittier nicht mehr abgeschossen, und die Rotten nicht mehr unnötig auseinandergetrieben, dann pendelt sich die Wilddichte von selbst auf eine ökologisch verkraftbare Zahl ein.
Es gibt demnach keine bejagdbaren Arten mehr.

Animal Justice

Der Begriff Jagd gehört nicht mehr ins 21. Jahrhundert. Jagd war fiüher eine Form der Nahrungs- und Kleidungsbeschaffimg für die Familie. Wurden die Tiere früher in geringer Menge getötet um zu überleben, so tötet man dieselben heutzutage meistens als Gesellschaftsspass.
Beutegreifer sollen nicht mehr zum Schädling degradiert werden. Sie sollen unter Schutz gestellt werden, denn sie sind es die den zukünftigen Wildhütern helfen werden einen gesunden Wildbestand auftecht zu erhalten.
Werden die Tiere nicht mehr gemästet, nicht mehr gehetzt und gejagt, wird nicht nicht mehr falsch abgeschossen, und die Rotten unnötig auseinandergetrieben, dann pendelt sich die Wilddichte auf eine ökologisch verkraftbare Zahl ein.

ASSOCIATION DES FORESTIERS LUXEMBOURGEOIS asbl

Les espèces suivantes peuvent faire l'objet d'une chasse: le cerf, le sanglier, le chevreuil, le lièvre, le lapin, le faisan, le canard colvert, la bécasse, le pigeon et le renard. En cas de surpopulation locale et sur demande, les animaux non comestibles suivants pourraient être chassés: la fouine, la corneille noire (en cas de surpopulation locale), la pie commune (en cas de surpopulation locale) et éventuellement le cormoran (en cas de surpopulation locale).
Le daim et le mouflon sont à considérer comme des espèces non indigènes et il faudrait élaborer un plan de 5 ans minimum pour les éliminer. Des sanctions efficaces sont à prévoir pour pénaliser tout relâchement de gibier.

Association des gardes particuliers assermentés Asbl, AGP

Conformément à l'intelligence de la déclantion UICN sus-indiquée, l'ayant-droit à la chasse et son garde-chasse particulier assermenté prennent particulièrement soin du gibier catégorisé comme chassable, en vue d'une gestion, d'une décimation ou d'un repeuplement selon des critères de gestion soutenables des espèces concernées. Leur intérêt positif pour ce gibier ne les incite pas rarement à entreprendre des mesures de protection et d'amélioration de leur habitat. Ceci souvent en collaboration avec les ONG et les cultivateurs. La meilleure façon de garantir la conservation d'une espèce sauvage, leur acceptation et leur tolérance par les personnes intéressées chasse, est d'assurer leur exploitation durable par la chasse. Il serait donc contra-productif de vouloir rétrécir d'avantage le tableau des espèces chassables. Comparé à nos pays voisins, il est déjà anormalement maigre.

L'Association des Médecins-Vétérinaires du Grand-Duché de Luxembourg-AMVL

Toute espèce qui menace l'équilibre biologique.

ALPA Association luxembourgeoise pour la protection des animaux

Der Begriff Jagd gehört nicht mehr ins 21. Jahrhundert. Jagd war füher eine Form der Nahrungs und Kleidungsbeschaffung für die Familie. Wurden die Tiere früher in geringer Menge getötet um zu überleben, so tötet man dieselben heutzutage meistens als Gesellschaftsspass.
Beutegreifer sollen nicht mehr zum Schädling degradiert werden. Sie sollen unter Schutz gestellt werden, denn sie sind es die den zukünftigen Wildhütem helfen werden einen gesunden Wildbestand aufrecht zu erhalten.
Werden die Tiere nicht mehr gemästet, nicht mehr gehetzt und gejagt, wird nicht nicht mehr falsch abgeschossen, und die Rotten unnötig auseinandergetrieben, dann pendelt sich die Wilddichte auf eine ökologisch verkraftbare Zahl ein.

BOF - Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd

L'asbl luxembourgeoise AnimaL. a effectué une étude extensive sur ce sujet. Dans sa réflexion AnimaL. analyse la catégorisation abusive que font les chasseurs pour justifier l'annihilation et la destruction systématique de certaines espèces.
Cette sélection incorrecte et exagérée n'est pas partagée par les biologistes de tous bords.
Vous trouverez ci-après la succincte étude de AnimaL. asbl qui rejoint notre opinion sur ce sujet:
Schluss mit Einteilung in:
a) bejagdbare, begehrenswerte Trophäentiere, einerseits
b) auszumerzende "böse" konkurentielle Beutegreifer (Schädlinge) andererseits. Der Wald ist mehr ais nur die Summe von Bäumen. Biotop und Biozönose stellen ein Ökosystem dar. Jedes Lebewesen in diesem Ökosystem hat seine Funktion. Der Mensch der den Wald hegt und pflegt muss die Gesetze der Natur beachten.
Jagd war früher eine Form der Nahrungs- und Kleidungsbeschaffung für die Familie. Wurden die Tiere früher in geringer Menge getötet damit der Mensch überlebte, so tötet man dieselben heutzutage meistens als Gesellschaftsspass.
Hatte früher eine Trophäe Seltenheitswert, so ist sie heutzutage dank der intensiven Fütterung zum Standard geworden.
Beutegreifer werden von den Jägem zum Schädling degradiert, da sie die Konkurrenten der Jäger sind.
Die intensive Bejagung des Fuchses wird folgendermasn gerechtfertigt:
1) Tollwutgefahr. - Hier darf man bemerken dass die Veterinärinspektion unverständlicherweise Anfang 2003 die Tollwutimpfung - ohne jegliche Gegenmassnahme eingestellt hat. Mit der Einstellung der Tollwutimpfung, die seitens der EU subventioniert wurde - wird bewusst eine neue Tollwutepidemie herbeigeführt. Warum wurde die Impfung also eingestellt?
2) Fuchsbandwurm In Luxemburg ist bis dato kein Fall von menschlicher Fuchsbandwurmerkrankung bekannt. Der Mensch ist ein Fehlwirt, weshalb die Larven des Fuchsbandwurmes sich allenfalls in Einzelfällen in diesem Fehlwirt entwickeln könnten.
Zu Unrecht also wird der Fuchs gnadenlos von den Jägem verfolgt.
Die Artikel 1 - 5 des Jagdgesetzes *sagen:"Les animaux malfaisants ne requérant pas de protection, que le propriétaire ,possesseur ou fermier pourra détruire en tout temps* ...). *La destruction des animaux peut avoir lieu, soit en creusant ou en enfumant les tanières ou terriers, soit à l'aide de pièges, soit au fusil".* (Code de l'environnement - 2002- ii - vol.l)
Der Beutegreifer soll geschützt werden. Die verbliebenen Beutegreifer wie Fuchs, Marder, Greifvögel, Iltis, Wiesel usw. spielen eine wichtige Rolle im globalen Ökosystem.
Für viele Landwirte, Ökologen, Biologen und Naturschützer gelten genau diese Tiere in ihrer Funktion ais Mäuse- und Insektenfanger als natürliche Gesundheitspolizei in freier Wildbahn.
Die Beutegreifer müssen unbedingt unter Schutz gestellt werden.
Wird das Rot- und Schwarzwild dann weiterhin nicht mehr gemästet, Kaninchen, Fasane usw.
nicht mehr zwecks Bejagen gezüchtet, wird das Wild nicht mehr gehetzt und gejagt, wird das Leittier nicht mehr abgeschossen, und die Rotten nicht mehr unnötig

auseinandergetrieben, dann pendelt sich die Wilddichte von selbst auf eine ökologisch verkraftbare Zahl ein. Es gibt demnach keine jagdbaren Arten mehr.

c.c.c. Luxembourg - Centrale du Chien de Chasse

1. les animaux communs et utilisables
2. 2. les animaux nuisibles
3. 3. les néozoos

CENTRALE PAYSANNE LUXEMBOURGEOISE

Pour ce qui concerne les espèces pouvant être chassées, la Centrale Paysanne estime que toutes les espèces sauvages pouvant causer des dégâts ou comportant le risque d'une surpopulation respectivement d'une propagation d'épizootie devraient être catégorisées comme chassables. A noter que certaines espèces qui aujourd'hui ne peuvent pas être chassées, tel par exemple le blaireau, constituent un sérieux risque sanitaire pour les animaux domestiques, voire même pour l'homme.

Chambre d'Agriculture

La Chambre d'Agriculture exige que toutes les espèces sauvages qui risquent de causer des dégâts aux cultures ou qui sont susceptibles de transférer des épizooties sur le cheptel animal des agriculteurs doivent pouvoir être chassées.

Comité pour la Défense des Droits des Animaux et la Révision des lois nationales et européennes touchant les Animaux

Nous voudrions répondre par une *autre* question à cette demande *effroyable:* "Welches Leben ist unwert?" Quelle personne éduquée et civilisée voudrait répondre à *ça?*

Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg asbl

Toute espèce doit pouvoir être catégorisée gibier si des prélèvements ne menacent pas son existence.
Aujourd'hui la chasse n'a plus pour seul but la production de viande de gibier. Elle se doit aussi d'être régulatrice des populations d'un habitat.
Donc pour être gibier il ne faut pas qu'une espèce soit apte à la consommation humaine. Les «animaux vivant à l'état sauvage» classés gibier sont repris dans le règlement grand-ducal du 8 avril 2000, pris en exécution de la Convention Benelux du 10 juin 1970 en matière de chasse et de protection des animaux. Cette liste et le calendrier de chasse, fixé annuellement par arrêté ministériel, doivent évoluer en fonction de la situation de la population des différentes espèces de la faune et de leur impact sur l'habitat.

GAVEA Groupe d'Action Végétarien pour l'Égalité Animale

Nous voudrions répondre par une *autre* question à cette demande *effroyable:* "Welches Leben ist unwert?" Quelle personne éduquée et civilisée voudrait répondre à *ça?*

Groupements des Sylviculteurs a.s.b.l.

n.c.

Letzebuerger Deiereschutzliga

Nous tenons à rappeler que l'animal ne peut être tué que pour des raisons justifiées c'est-àdire en vue de servir de nourriture respectivement en cas d'apparition de maladie contagieuse ou de surpopulation. Nous nous opposons dès lors à une catégorisation d'animaux chassables et non chassables.

Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga

Gibier avec populations au moins localement stables (gestion soutenable) ou surabondant: sanglier, chevreuil, cerf, lapin, lièvre, canard colvert, pigeon ramier
Espèces introduites par l'Homme: daim, mouflon, faisan, tortue de Floride, raton laveur, rat musqué...
Espèces représentant un danger sanitaire: renard
Pour les espèces comestibles, leur viande devrait être consommée ou commercialisée pour la consommation.

NATURA, la Ligue Luxembourgeoise pour la protection de la Nature et de -l'Environnement

La liste actuelle est à contrôler et actualiser régulièrement. Faire abstraction du terme « nuisible» en relation avec certaines espèces étant donné le rôle écologique de chaque espèce dans la nature. Régulation spécifique en cas de perturbation et de déséquilibre de l'écosystème.

POUR UNE CHASSE ECOLOGIQUEMENT RESPONSABLE a.s.b.l.

Die Liste der jagdbaren Tierarten soll nur noch solche Tiere enthalten, die tatsachlich bejagbar sind und sinnvoll verwertet wNerden. Gefährdete Arten sollen dem Naturschutzrecht unterliegen, für ziehende Arten ist ein grossraumiges Management erforderlich. Die Verhütung von gravierenden Schäden in Naturhaushalt und Landeskultur kann nur dann allleiniger Bejagungsgrund sein, wenn diese nachgewiesenermassen auch dadurch zu beheben oder zu verhindem sind. Gleichzeitig vertreten wir jedoch die Auffassung, dass potentiel! jagdlich relevante Tierarten auch künftigdem Jagdrecht zugeordnet bleiben, so lange nicht erkennbar ist, wie durch einen Übergang in Naturschutzrecht ein verbesserter Schutzstatus für bedrohte Tierarten erreicht wird.

S.O.S. ANIMAUX a.s.b.l.

Si autrefois le gibier était tué afin de garantir la survie de l'homme, il est chassé actuellement surtout pour le plaisir des chasseurs.

VsK - Vogelschutz-Komitee e.V

Die Auflistung der künftig und vorläufig als jagdbar einzustufenden Wildarten wurde bereits unter 12. gegeben.
Es sind dies die Wildwiederkäuer Rothirsch, Sikahirsch, Damhirsch Mufflon, Reh sowie Wildschwein.

14. Question

Comment concevez-vous l'utilisation des chiens de chasse? Comment le dressage de ces chiens pourrait-il influer sur leur utilisation?

ANIMAL a.s.b.l.

Führende Beamte des luxemburgischen Umweltministeriums haben in der Öffentlichkeit bestätigt dass Jagdhunde nicht nur der Nachsuche dienen. Jäger geben offiziell zu (beweisen es sogar anhand von Fotos und Filmen) dass Jagdhunde Frischlinge, Rehe, Füchse, sogar unsere Hauskatzen lebend zerreissen. Jagdhunde werden von den Jägern zur lebenden Waffe ausgebildet, deshalb haben freilaufende Jagdhunde nichts im Wald verloren.
Hat der Wildhüter den Verdacht dass sich im Wald ein verletztes Tier befindet, so soll ein speziel für die Nachsuche ausgebildeter Hund, welcher an einer 10Meter langen Leine läuft, das verletzte Tier suchen helfen. (Die zur Nachsuche helfenden Hunde sind immer angeleint und laufen nicht frei im Wald herun). Besitzer die ihre Hunde an lebenden Tieren ausbilden und somit gegen den Artikel 14, vom 18. März 2000, unseres Tierschutzgesetz verstossen, sollen strengstens bestraft werden. Unser Tierschutzgesetz verbietet die Ausbildung der Jagdhunde an lebenden Tieren. Jagdhunde dürfen auf keinen Fall frei im Wald herunlaufen. Sie werden auf das Töten, das Reissen und Würgen des Wildes dressiert (Härte- Würgetest) und sind somit lebende Waffen.

Animal Justice,

Hohe Beamte des luxemburgischenUmweltministeriumshaben in der Öffentlichkeit bestätigt dass Jagdhunde nicht nur der Nachsuche dienen. Jäger geben offiziell zu (beweisen es sogar anhand von Fotos und Filmen) dass Jagdhunde Frischlinge, Rehe, Füchse, sogar unsere Hauskatzen lebend zerreissen. Jagdhunde werden von den Jägern zur lebenden Waffe ausgebildet, deshalb haben fteilaufende Jagdhunde nichts im Wald verloren.
Hat der Wildhüter den Verdacht dass sich im Wald ein verletztes Tier befindet, so soll ein an einer 10 Meter angeleinter, für die Nachsuche ausgebildeter Hund, das

verletzte Tier suchen helfen. (Die zur Nachsuche helfenden Hunde sind immer angeleint und laufen nicht frei im Wald herum). Besitzer die ihre Hunde an lebenden Tieren ausbilden und so0mit gegen den Artike114, vom 18.März 2000, unseres Tierschutzgesetz verstossen,sollten strengstens bestraft werden. Unser Tierschutzgesetz verbietet die Ausbildung der Jagdhunde an lebenden Tieren. Freilaufende Jagdhunde haben auf jeden Fall nichts im Wald verloren.

ASSOCIATION DES FORESTIERS LUXEMBOURGEOIS asbl

Les chiens constituent des acteurs essentiels dans l'exercice de la chasse, selon les spécialisations des différentes races.
Le dressage, réalisé dans les règles de l'art, est nécessaire mais l'instinct du chien prédomine toujours.

Association des gardes particuliers assermentés Asbl, AGP

Le dosage circonstanciel bien réparti sur l'année solaire des modes de chasse à l'approche, à l'affût et au chien courant garantit une quiétude maximale au gibier, même en période de chasse ouverte. Le gibier est beaucoup moins dérangé par les quelques battues de chasse automnales avec chien, que par l'alternative inopportunée de périodes d'approche et d'affût plus longues, qui augmenteraient anormalement la pression de chasse sur le gibier et contribueraient outre mesure à son inquiétude. Par son rôle d'assurer la direction, la surveillance et le contrôle des battues de chasse, c'est souvent le garde-chasse particulier qualifié qui assume de concert avec son commettant la haute responsabilité sur la bonne conduite des nbatteun et de leun chiens courants. Des coun et épreuves d'entrainement aux chiens de chasse sont utiles, mais ne remplacent pas leurs expériences accumulées sur le terrain de chasse lors des battues ou lon d'une recherche de gibier blessé.

L'Association des Médecins-Vétérinaires du Grand-Duché de Luxembourg-AMVL

L'efficacité des chiens lors d'une battue est indéniable. En ce qui concerne le dressage, il faudrait une fois de plus instaurer un code de bonne pratique, afin d'abolir quelques coutumes archarque.

ALPA Association luxembourgeoise pour la protection des animaux

Hohe Beamte des luxemburgischen Umweltministeriums haben in der Öffentlichkeit bestätigt dass Jagdhunde nicht nur der Nachsuche dienen. Jäger geben offiziell zu (beweisen es sogar anhand von Fotos und Filmen) dass Jagdhunde Frischlinge, Rehe, Füchse, sogar unsere Hauskatzen lebend zerreissen. Jagdhunde werden von den Jägern zur lebenden Waffe ausgebildet, deshalb haben fr'eilaufende Jagdhunde nichts im Wald verloren.
Hat der Wildhüter den Verdacht dass sich im Wald ein verletztes Tier befindet, so soll ein an einer 10 Meter angeleinter, für die Nachsuche ausgebildeter Hund, das verletzte Tier suchen helfen. (Die zur Nachsuche helfenden Hunde sind immer angeleint und laufen nicht frei im Wald herum)
Besitzer die ihre Hunde an lebenden Tieren ausbilden und somit gegen den Artikel 14, vom 18. März 2000, unseres Tierschutzgesetz verstossen, sollten strengstens bestraft werden. Unser Tierschutzgesetz verbietet die Ausbildung der Jagdhunde an lebenden Tieren.
Freilaufende Jagdhunde haben auf jeden Fall nichts im Wald verloren.

BOF - Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd

Chasse sous terre
Les fox-terriers, Jack Russel et races similaires sont encore largement utilisés pour le déterrage du renard. Ce mode de chasse n'est plus autorisé au Grand Duché. Il nous est toutefois revenu que la législation afférente n'est pas respectée. D'ailleurs cette chasse est parfaitement injustifiée. Les chasseurs considèrent le renard comme leur concurrent. C'est pour cette raison que l'asbl BOF insiste sur le caractère particulièrement inutile de la chasse sous terre. Le renard est en effet un animal omnivore très utile notamment pour réguler les populations de petits rongeurs.
Ces agissements sont, par ailleurs, contraires à la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux. L'article 1er *interdit à quiconque de tuer sans nécessité ou de faire tuer un animal, de lui causer ou de lui faire causer des douleurs, des souffrances, des dommages ou des lésions.*
Battues avec chien courant
La chasse bruyante avec chiens courants est un anachronisme. Elle est particulièrement cruelle et vivement contestée par de larges parties de la population. Plus de 75% de la population luxembourgeoise désapprouve les chasses en battue avec chiens courants.
A part le fusil, le chien est donc considéré par le chasseur comme son deuxième arme. Les chasseurs justifient l'emploi de chiens courants au motif qu'ils servent à la localisation de gibier. La réalité est souvent autre. Lors de battues, on observe couramment que les chiens déchirent surtout les jeunes animaux, les marcassins, les renards, les écureuils etc. Les chiens dressés attaquent et déchirent même les chats domestiques.

Le dressage des chiens de chasse se fait sur des animaux vivants (p.ex. "Schliefanlagen" qui continuent d'exister). Untel dressage est contraire à l'article 14 du règlement grand-ducal du 18 mars 2000, qui dispose que le dressage des chiens ne peut être réalisé moyennant l'usage d'animaux vivants.
Il y a lieu de contrôler de plus près l'observation de la législation. Elle est claire et interdit explicitement cette forme de dressage. Par ailleurs, de nombreux promeneurs ont signalé aux membres de la BOF des découvertes de cadavres d'animaux après les battues.
Pour toutes ces raisons l'asbl BOF préconise une interdiction de la chasse avec chiens courants et un contrôle plus efficace de la pratique de la chasse sous terre et du dressage de chiens de chasse sur animaux vivants.
Le prélèvement de gibier par pur plaisir ou par loisir est un agissement contraire à la morale et à l'éthique. Pour ces actes le chasseur de loisir utilise tant son fusil, tant son chien de dressage.
L'asbl BOF est d'avis que les prélèvements doivent doit être réservés à des professionnels.

c.c.c. Luxembourg - Centrale du Chien de Chasse

Une chasse sans chien est inconcevable. L'éthique européenne de chasse prévoit l'utilisation de chiens de chasse valables.
Endehors de la mention que du 15 octobre au 1er décembre l'utilisation du chien courant et permise, nous constatons que l'emploi du chien de chasse n'est nullement mentionné dans la présente loi sur la chasse. Cela nous semble être une grave lacune.
Le chien a bien sa place dans n9tre société, chien de sauvetage, chiens policiers, chiens d'aveugle.. ..
Il en est de même pour le chien de chasse.
Nous distinguons deux catégories de chiens de chasse :
1- les chiens utilisés avant le tir
2 -les chiens employés après le tir.

1 - Les chiens utilisés avant le tir.
a) les chiens courants et leveurs de gibier
b) les chiens d'arrêt
c) les chiens fureteurs
d) les chiens déterreurs,

2 - Les chiens utilisés après le tir :
a) les chiens rapporteurs
b) les chiens de sang (recherche du gibier mort ou blessé)

Nous demandons d'ailleurs qu'un chien de sang valable soit disponible à chaque battue.
Il faut savoir que chez le chien de chasse, il ne s'agit nullement d'un dressage, mais bien d'une éducation quant à sa mission future.

Cette éducation propre à son âge commence par une socialisation (voir «Welpenschule ») aidant également à bannir toute agressivité du chien.
L'obéissance étant la clé de toute éducation de chien de chasse valable. Un entraînement du chien bien mené permet de guider ses dispositions innées, (voir catégories de chiens).
C'est pour cela que la Centrale du Chien de Chasse offre des cours tenus par des entraîneurs qualifiés et reconnus. Ces cours représentent à nos yeux une importance capitale et les épreuves en fm de cours se déroulent d'après les normes européennes en cours.

CENTRALE PAYSANNE LUXEMBOURGEOISE

n.c.

Chambre d'Agriculture

La Chambre d'Agriculture n'a pas d'observation à formuler quant à ce sujet.

Comité pour la Défense des Droits des Animaux et la Révision des lois nationales et européennes touchant les Animaux

D'abord, il est condamnable par principe d'exploiter un être vivant en l'utilisant à des fins diverses. Le dressage des chiens pour la chasse est souvent lié à leur *maltraitance* et le public l'ignore!
En particulier, il est tout à fait inacceptable de *dresser* un chien *pour le faire tuer des animaux.* En particulier, il est inadmissible de dresser un chien sur des animaux vivants (voir ancienne "Schliefanlage" à Warken au Luxembourg, où entre autres des chats ont été déchirés vivants pour le dressage de chiens pour la chasse). Ce sont des délits certains qui doivent être sévèrement punis par la loi.

Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg asbl

Les chiens de chasse sont utilisés pour dénicher le gibier et pour le retrouver après sa mise à mort. Une sélection rigoureuse de par leurs aptitudes et une éducation adéquate en font un outil indispensable à une chasse efficace qui se veut en respect avec les prémisses de la protection et du bien-être des animaux et des exigences de l'hygiène alimentaire. Notre gibier est parfaitement adapté à être chassé par des chiens, car sa sélection a été faite par les grands prédateurs.

GAVEA Groupe d'Action Végétarien pour l'Égalité Animale

D'abord, il est condamnable par principe d'exploiter un être vivant en l'utilisant à des fins diverses. Le dressage des chiens pour la chasse est souvent lié à leur *mal-traitance* et le public l'ignore!
En particulier, il est tout à fait inacceptable de *dresser* un chien *pour le faire tuer des animaux.* En particulier, il est inadmissible de dresser un chien sur des animaux vivants (voir ancienne "Schliefanlage" à Warken au Luxembourg, où entre autres des chats ont été déchirés vivants pour le dressage de chiens pour la chasse). Ce sont des délits certains qui doivent être sévèrement punis par la loi.

Groupements des Sylviculteurs a.s.b.l.

n.c.

Letzebuerger Deiereschutzliga

Des lois et plus particulièrement le règlement Grand -Ducal de 2000 pris sur base de la loi de 1983 sur la protection et le bien-être des animaux interdisent toute pratique de dressage de chien pour chasser et tuer un animal. Le dressage des chiens de chasse pratiqué au Luxembourg sur des animaux vivants est inacceptable et interdit par la loi.

Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga

Les chiens de chasse sont indispensables pour les battues et la recherche de gibier blessé. Des chiens bien dressés rendent la chasse plus efficace.

NATURA, la Ligue Luxembourgeoise pour la protection de la Nature et de -l'Environnement

Le chien de chasse fait partie de la chasse surtout pour localiser et dénicher le gibier. La bonne éducation du chien devrait se limiter au repérage et à l'apport.

POUR UNE CHASSE ECOLOGIQUEMENT RESPONSABLE a.s.b.l.

Wir benötigen für die Bewegungsjagd den auf der Fährte laut werdenden, langsam jagenden, wildscharfen Hund, der auf Grund seiner Anlage oder Ausbildung Wild findet.
Dies ist keine Hetze, der Hund verfolgt nur eine Spur.
Das vor einem laut jagenden Hund frühzeitig abspringende Wild erhält einen immer grösser werdenden Vorsprung. wird langsamer, verhofft und kann so vom Schützen gut bestimmt und erlegt werden. Oft genug ermöglicht nur der Einsatz des ausgebildeten Jagdhundes dem Jäger in den Genuss des erlegten Wildes zu gelangen (Wildbretnutzung.Leidensbegrenzung).
Da Nachsuchen von verletztem Wildzu den schwierigeren Aufgaben für den Hund und seinen Führer gehören, muss der eingesetzte Schweisshund über genügend Wildschärfe verfügen, um die an ihn gestellten Forderungen zu erfüllen. Die Wildschärfe bezieht sich auf eine dem Hundangezüchtete Veranlagung. keinesfalls auf ein andresslertes Verhalten!
(Einfach ausgedrückt könnte man sagen ,*dass der Jagdhund genug "Mut" haben muss, die Verfolgung eines Wildes aufzunehmen, das in vielen Fällen grosser und kräftiger ist als er selbst.)*
Qualitative Zucht und Ausbildung dieser unverzichtbaren Jagdhelfer können nur sinnvoll betrieben werden, wenn Wesen und Anlagen geprüft und gefördert werden dürfen (Ausschluss nicht spurlauter und nicht wesensfester Hunde).
Die Statuten sowie die Zucht- und Prüfungsverordnungen der *Centrale du Chien de Chasse* müssen die Einhaltung hoher Tierschutzstandards bei der Durchführung von Leistungsprüfungen, Dressur- und Vorbereitungskursen sichern.

S.O.S. ANIMAUX a.s.b.l.

Les chiens de chasse spécialement dressés ne devraient en aucun cas être utilisés pour déchiqueter marcassins, chevreuils, renards et chats.
Si le garde-chasse soupçonne l'existence d'un animal blessé dans la forêt, un chien spécialement dressé, attaché à une laisse suffisamment longue, devrait permettre de le retrouver. Voir également notre loi sur la protection des animaux.

VsK - Vogelschutz-Komitee e.V

Zum Einsatz von Jagdhunden erfolgten Ausführungen bereits zu 4).
Die Verwendung von Hunden, insbesonderejener der grosswüchsigen Rassen und aller nicht spurlautjagenden Hunde, ist stark einzuschränken bzw. zu untersagen.
i.: Bei Bejagung einer grossen Waldfläche können zur Unterstützung einzelne und unbedingt spurlautjagende Hunde der kleinen Rassen (,,Niederlaufbunde" = Teckel, Bracken usw,) eingesetzt werden. Deren Anzahl ist auf 1 Hunde je 100 Hektar zu begrenzen; schnelle und "packende" Hunde (Terrier, Vorstehhunde pp. sind nicht zulässig). Der Einsatz von Hunden der nicht zu den .,Niederlaufhunden" oder zu den Stöberhunden zählenden Rassen ist zu untersagen.
ii.: Die Verwendung von Hundemeuten und die Hetzjagd mit Gruppen aus .jagenden" und "packenden" Hunden ist zu untersagen.
Hi.:Für die Nachsuche kranken, verunglückten oder verletzten Wildes sind Hunde der dafür geeigneten Rassen zu verwenden (Schweisshunde od. andere auf der Wundspur sichere Hunde).
iv.: Die Jagdhundeausbildung richtet sich somit nur noch auf die Schulung der spurlaut auf der –Wildfährte arbeitenden "Niederlaufhunde » inklusive ebenfalls zwingend spurlaute Stöberhunde. Damit erübrigen sich sogleich im jagdlichen Einsatz unerwünschte und unerlaubte Übergriffe auf anderes Wild usw.,wie sie aus der Verwendung "packender" und aller grossen Hunde unweigerlich resultieren. Die ausschliessliche Einbeziehung qualifizierter Spur- und Stöberhunde trägt zur Steigerung der Effizienz der Jagdausübung und damit zur Minderung Des Jagddruckes bei.

15. Question

Que pensez-vous de la chasse dans les zones naturelles protégées?

ANIMAL a.s.b.l.

Der Zweck eines Naturschutzgebietes besteht darin, Natur und Landschaft in ihrer Ganzheit zu schützen und zu erhalten. Biotop mit Biozönose stellen ein Ökosystem dar, wojeder jeden braucht Darf hier gejagt werden so ist dies ein massiver Eingriff in den Lebensraum der Tier- und Pflanzenarten. Jäger und Hunde zerstören die Pflanzen und die Sozialstrukturen der Tiere. Die Lebensgemeinschaft ist nicht mehr im Gleichgewicht Internationale Studien aus Naturschutzgebieten haben bewiesen dass die Jagd nicht notwendig ist. Es ist bewiesen dass Tiere über natürliche reproduktionshemmende Mechanismen verfügen. Gibt es wenig Futter, und ist ihre Art nicht durch die Jagd vor dem Aussterben bedroht, so gibt es wenig Nachwuchs. Während Spaziergänger die Wege in Naturschutzzonen nicht verlassen dürfen , ihre Hunde angeleint sein müssen um Störungen zu vermeiden, so darf den Jägern nicht erlaubt werden an einem Tag das gesamte Ökosystem zu zerstören worauf Spaziergänger ein ganzes Jahr hindurch achten.- Aus der Sicht des Natur- und Artenschutzes ist die Jagd deshalb weder in Naturschutzzonen noch in anderen Wäldern vertretbar.
75% der Bevölkerung ist gegen die Jagd. Naturschutzgebiete gehören der Allgemeinheit und nicht einer Minderheit

Animal Justice,

Der Zweck eines Naturschutzgebietes besteht darin, Natur und Landschaft in ihrer Ganzheit zu schützen und zu erhalten, sowie die Lebensgemeinschaften oder Biotope wildlebender Tiere und Pflanzenarten in ihrem Bestand zu bewahren. Internationale Studien aus Naturschutzgebietenhaben bewiesen dass die Jagd nicht notwendig ist. Es ist bewiesen dass Tiere über natürliche reproduktionshemmende Mechanismen verfügen. Gibt es wenig Futter, und ist ihre Art nicht durch die Jagd bedroht auszusterb en, so gibt es wenig Nachwuchs. Durch die massive Fütterung und durch das falsche Abschiessen während der Treibjagd möchten die Jäger zwar

die Notwendigkeit der Jagd beweisen, doch obengenannte Studien beweisen das Gegenteil.

ASSOCIATION DES FORESTIERS LUXEMBOURGEOIS asbl

Tel que précisé plus haut, la chasse peut être considérée comme un outil de conservation de la nature.
Dans les zones naturelles protégées, il vaudrait mieux préconiser une chasse à l' affût et/ou la poussée, moins perturbantes pour les espèces non chassées, qu'une battue traditionnelle aux chiens courants.

Association des gardes particuliers assermentés Asbl, AGP

Il est de nécessité pour la bonne gestion de ces zones, comme les autres mesures de conservation et d'entretien, telles le fauchage régulier des prairies humides ou l'abroutissement régulier par les « Heidschnucken » ou les « Galloways » des paysages ouverts protégés.

L'Association des Médecins-Vétérinaires du Grand-Duché de Luxembourg-AMVL

Par définition une zone protégée est une zone, où on laisse à la nature le soin de trouver son équilibre.
La superficie de ces zones restera toujours très limitée.

ALPA Association luxembourgeoise pour la protection des animaux

Der Zweck eines Naturschutzgebietes besteht darin, Natur und Landschaft in ihrer Ganzheit zu schützen und zu erhalten, sowie die Lebensgemeinschaften oder Biotope wildlebender Tiere und Pflanzenarten in ihrem Bestand zu bewahren.

Internationale Studien aus Naturschutzgebieten haben bewiesen dass die Jagd nicht notwendig ist. Es ist bewiesen dass Tiere über natürliche reproduktionshemmende Mechanismen verfügen. Gibt es wenig Futter, und ist ihre Art nicht durch die Jagd bedroht auszusterben, so gibt es wenig Nachwuchs. Durch die massive Fütterung und durch das falsche Abschiessen während der Treibjagd möchten die Jäger zwar die Notwendigkeit der Jagd beweisen, doch obengenannte Studien beweisen das Gegenteil.

BOF - Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd

Le Grand Duché de Luxembourg dispose d'une législation de protection de la nature et des ressources naturelles. Il s'agit de la loi du 19 janvier 2004, qui a pour objectifs la sauvegarde du caractère, de la diversité et de l'intégrité de l'environnement naturel, la protection et la restauration des paysages et des espaces naturels, la protection de la flore et de la faune et de leurs biotopes, le maintien et l'amélioration des équilibres et de la diversité biologique, la protection des ressources naturelles contre toutes les dégradations et l'amélioration des structures de l'environnement naturel.
Suivant l'article 44 de cette loi des parties du territoire déclarées « réserve naturelle» peuvent en outre être grevées de la servitude suivante: interdiction ou restriction du droit de chasse et de pêche.
Or, la réalité est toute autre.
Une important battue comportant 59 chasseurs, a été organisée au Gréngewald. (réserve naturelle « Habitat 2000 (Gréngewald) ». Les chasses au Gréngewald ont lieu malgré son exclusion du lot de chasse. (arrêté grand-ducal de 1957)
59 miradors y ont été érigés en octobre 2005. BOF asbl renvoie aux questions parlementaires 0787 et 0893 de décembre 2005 et de février 2006 relatives à des chasses en battue et à l'installation de 59 miradors dans une zone « Habitat 2000 ».
Dans sa réponse à la question parlementaire, le Ministre de l'Environnement a promis que les miradors seraient enlevés après la chasse. Or, les miradors sont toujours en lieu et place. Il est important de savoir que les miradors ne peuvent être considérés comme constructions autorisées au sens de l'article 5 de la loi du 19 janvier 2004, concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Les autorisations afférentes faisaient défaut. L'asbl BOF doit donc conclure qu'il s'agit de constructions non conformes à la législation (situation au 26 octobre 2006).
Des battues importantes sont organisées chaque année dans d'autres réserves naturelles, appartenant au projet « Habitat 2000 ». Pour mémoire: les projets « Habitat 2000» sont subventionnés par l'U.E. Dans un rapport du 5 janvier 2004, sur la mise en oeuvre de la directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages COM(2003) 845, la Commission au Parlement Européen constate que la mise en oeuvre de la directive « Habitats» a accusé des retards importants. La Commission constate que des lacunes subsistent dans l'ensemble des listes nationales de sites proposés.
Le rapport loue les efforts de plusieurs pays (le Grand Duché n'y figure pas !), et constate que pour la gestion des sites, il y a des pays qui font peu de progrès en matière de mise en oeuvre des plans de

gestion.
Comme exemple de mesures contraires à la protection de la nature, l'asbl BOF cite la tenue de chasses en battue de grande envergure (jeeps et autres véhicules tout-terrain, chiens de chasse, une centaine de personnes, chasseurs et raboteurs réunis) parfaitement inutiles et non justifiées dans des zones protégées.
Difficile de comprendre pourquoi les chasses en battue bénéficient de bienveillances alors que les promeneurs, les cavaliers, les joggeurs et autres sportifs sont invités au plus strict respect des sites protégés.
Dans le rapport du 5 janvier précité, la France a été louée pour ses efforts en matière de le protection de la nature.
Ci-après une illustration et un exemple d'une zone protégée avec interdiction de chasse, telle qu'elle existe déjà en France.
L'asbl BOF demande qu'une interdiction de chasse soit appliquée sur toutes les parties du territoire déclarées « réserve naturelle» conformément aux possibilités offertes par l'article 44 de la loi du 19 janvier 2004. Des projets-pilote afférents doivent être lancés, contrôlés et évalués à échéances futures par des experts et non, comme à l'heure actuelle, par des chasseurs loisir.
La Chasse ne peut pas bénéficier de complaisances contraires aux intérêts écologiques légitimes de la collectivité territoriale.

c.c.c. - Luxembourg - Centrale du Chien de Chasse

La pratique de la chasse n’est pas avec les zones naturelles protégés.
Il existe néanmoins des zones protégées spéciales (présence de « Bodenbrüter ») qui feront l'objet d'une décision adéquate individuelle.

CENTRALE PAYSANNE LUXEMBOURGEOISE

n.c.

Chambre d'Agriculture

Le fait d'interdire la chasse dans les zones naturelles protégées aura pour effet d'accroître les population et par conséquent d'accroître également les dégâts dans les cultures même en dehors de ces zones. Par conséquent, la chasse doit également être pratiquée dans les zones naturelles protégées.

Comité pour la Défense des Droits des Animaux et la Révision des lois nationales et européennes touchant les Animaux

Cette question est *contradictoire.* Même à des «chasseurs» *tout* n'est pas concevable!
Par ailleurs, *toute* zone naturelle est à protéger par la loi.

Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg asbl

La chasse est aussi indispensable dans les zones naturelles protégées, que sur toute autre terre servant d'habitat. Une régulation de la faune ne peut être efficace, que si elle est pratiquée sur l'ensemble du tenitoire. L'espace, que l'homme a laissé à la« nature» est tellement petit, qu'un équilibre entre flore et faune ne peut pas s'établir sans la régulation de certaines espèces à travers la chasse. Les perturbations engendrées par la chasse pour le gibier et pour les autres espèces sont tellement minimes, qu'elles ne peuvent en aucun cas servir d'argument à renoncer à la chasse dans les zones naturelles protégées.

GAVEA Groupe d'Action Végétarien pour l'Égalité Animale

Cette question est *contradictoire.* Même à des «chasseurs» *tout* n'est pas concevable!
Par ailleurs, *toute* zone naturelle est à protéger par la loi.

Groupements des Sylviculteurs a.s.b.l.

La chasse doit évidemment pouvoir être exercée sans restriction dans les zones naturelles protégées.

Letzebuerger Deiereschutzliga

L’objet d’une zone naturelle prozégée consiste à protéger et à conserver la nature, les plantes et les être-vivants dans leurs biotopes. C'est n'est que dans ces zones naturelles que la faune et la flore ainsi que les animaux sauvagessont protégés.Des études à l' étranger ont montré qu'un surpeuplement des animaux sauvages et la destruction de la nature ont été évités dans les zones naturelles protégées. C'est un facteur important de l'équilibre naturel. La protection de là nature et de ses êtres vivants est intégrale.La loi du Il août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles dans ses mesures générales prescrit que toute exploitation, utilisation abusive ainsi que l'utilisation Oul'instruction non justifiée d'animaux sauvages non protégés sont interdites.

Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga

Cela dépend des qualités de la zone. Une zone peut très bien être chassée, parfois avec des restrictions spécifiques (pas de chasse sur oiseaux, pas de chasse pendant certaines périodes sensibles.. .). En interdisant la chasse dans des «réserves », on crée des zones de refuge où le gibier se retire pendant la période de chasse, la concentration de gibier devient trop importante pour qu'un équilibre écologique puisse s'installer.

NATURA, la Ligue Luxembourgeoise pour la protection de la Nature et de -l'Environnement

Selon les mesures de protection visées dans la réserve naturelle des limitations sont nécessaires. Toutefois, une régulation est indiquée en cas de perturbation ou déséquilibre de l'habitat et de la biodiversité.

POUR UNE CHASSE ECOLOGIQUEMENT RESPONSABLE a.s.b.l.

Gerade in Schutzgebieten kann die Jagd ein notwendiges und positives Element zur Sicherung des Schutzzieles sein. Dabei hat sich Art und Umfang der Jagdausübung am jeweils spezifischen Schutzziel zu orientieren und gegebenenfalls zu beschränken. Dies kann sowohl ein völliges Jagdverbot bedeuten ais auch eine Intensivierung,z.B. hinsichtfichdes Schalenwildmanagements.

In wertvollen Restlebensräumen und Schutzgebieten, deren Ziel der Ablauf möglichst ungestörter natürlicher Prozesse und Entwicklungen ist, hat auch die Jagd Nutzungsverzicht zu Üben.
Jagd also nur wenn erforderlich. In Schutzgebieten wie Biosphärenreservaten oder FFH-Flächen, die ausdrücklich eine naturverträgliche Nutzung gestatten, ist eine ökologische Jagd als umweltgerechte und nachhaltige Nutzung zu erlauben.

S.O.S. ANIMAUX a.s.b.l.

La chasse ne devrait pas être permise dans des zones naturelles protégées.

VsK - Vogelschutz-Komitee e.V

n.c.

16. Question

Que pensez-vous de la pratique du piégeage?

ANIMAL a.s.b.l.

Noch heute werden Fallen gestellt. Auch dies hat ein leitender Beamte des Umweltministeriums bestätigt. Nach seiner Aussage ha tjeder Grundbesitzer das Recht Fallen zu stellen. Diese Aussage wird durch die Artikell, 2, 3 und 4 des momentanen Jagdgesetzes bestätigt. ,,La destruction de ces animaux peut avoir lieu, soit en creusant ou en enfumant les tanières ou terriers, soit à l'aide de pièges, soit aufusil." ,,Les pièges dangereux devront être détendus pendant le jour. " (-Code de l'environnement - 2002- Vol. 1) Hell diskutiert wurde, zum Thema ,,Fallenstellen", in der ,,Fëscher a Jeeërzeitung no 4/2003" ob nun ein Jagdpächter sich als Grundbesitzer des Waldes ansehen darf Das Schlusswort sah so aus: "Il est donc censé d'affirmer que dans le droit d'exploiter un terrain dans une forme quelconque. il faut inclure le droit de chasse, de sorte que le chasseur serait autorisé à éliminer les nuisibles suivant les moyens encore autorisés. " Diese Mittel sind: "La destruction de ces animaux peut avoir lieu soit en creusant ou en erifumant les tanières et terriers, soit à l'aide de pièges, soit au fusil. "
In der gleichen Zeitung und im Jagdgesetz steht unter dem Kapitel Schädlinge zu lesen, dass man die Fallen sogar vor dem Eingang des Baus besagter Schädlinge (Fuchs, Waschbär, Hermelin...) aufstellen darf.
In besagter Zeitung werden Jäger aufgefordert den Waschbären mittels Fallen nach den Artikeln l,2,3,und 4 des Jagsgesetzes aufs Härteste zu verfolgen. Bedenkt man dann weiterhin dass momentan offiziell Totschlagfallen im Naturschutzgebiet der Obersauer aufgestellt wurden, und dies um die Bachmuschel zu schützen, so darf man daraufhinweisen dass laut Biologen die Hauptursache fürden Rückgang der Bachmuschel die Verschlechterung der Wasserqualität ist. Abwässer, Gülle, Düngstoff, usw. haben zu einer Veränderung der Fischfauna geführt. Zur Förderung der Bachmuschel müsste hier, laut Biologen zuerst einmal die Wasserqualität verbessert werden und Wirtsfische ausgesetzt werden. Totschlagfallen verstossen gegen die Berner Konvention und gegen unser Tierschutzgesetz, welche Fallen zum tierquälerischen Zweck verbieten. Fallen sind eine grausame Art des Tötens und nie eine langfristige Lösung. Nur selten werden Tiere in einer Falle sofort getötet, normalerweise verenden sie qualvoll, manchmal entkommen sie zerstümmelt. Von selektivem Fangen kann bei all diesen Fallen keine Rede sein, oft verenden sogar unsere Haustiere qualvoll in einer solchen.
Laut Artikel VIII des Jagdgesetzes ist es sogar erlaubt unsere Haustiere in Fallen zu fangen.
Wir wiederholen den Artikel:" Peuvent être tués: les chats se trouvant à plus de trois cents mètres de l 'habitation la plus proche. Ce droit s'applique aussi aux chats pris

dans le piègle. " Ein führender Beamte des Umweltministeriums hat uns bestätigt dass auch dieser Artikel noch angewandt wird. Fallenstellen gehört sofort abgeschafft. (Fallenstellen ist nicht zu verwechseln mit Fallenjagd, oft wird betont dass Fallenjagd verboten ist, durch dieses Wortspiel soll wahrscheinlich vom Fallenstellen ablenkt werden)

Animal Justice

Noch heute werden Falln gestellt. Auch dies hat ein hoher Beamter des Umweltministeriums bestätigt. Nach seiner Aussage hat jeder Grundbesitzer das Recht Fallen zu stellen. Diese Aussage wird durch die Artikell, 2, 3 und 4 des momentanen Jagdgesetzes bestätigt. *,,La destruction de ces animaux peut avoir lieu, soit en creusant ou en enfumant les tanières ou terriers, soit à l'aide de pièges, soit aufusil t<,,Les pièges dangereux devront être détendus pendant le jour.* (- Code de l'environnement - 2002- Vol. 1)
Heiss diskutiert wurde, zum Thema Fallenstellen, in der ,,Fëscher a Jeeërzeitung no 4/2003" ob nun ein Jagdpächter sich als Grundbesitzer des Waldes ansehen kann. Das Schlusswort sah so aus:" *Il est donc censé d'affirmer que dans le droit d'exploiter un te"ain dans une forme quelconque, ilfaut inclure le droit de chasse, de sorte que le chasseur serait autorisé à liminer les nuisibles suivant les moyens encore autorisés.".* Diese Mittel sind: ,., *La destruction de ces animaux peut avoir lieu soit en creusant ou en enfumant les tanières et terriers, soit tÌ l'aide tk pièges, soit aufusil. "(Artikel von Patrick Weinacht)* In der gleichen Zeitung und im Jagdgesetz steht unter dem Kapitel Schädlinge zu lesen, dass man die Fallen sogar vor dem Eingang des Baus besagter Schädlinge (Fuchs, Waschbär, Hermelin.. .) aufstellen kann. '
In besagter Zeitung werden Jäger aufgefordert den Waschbären mittels Fallen nach den Artikeln 1,2,3,und4 des Jagsgesetzes aufs Härteste zu verfolgen. Bedenkt man dann weiterhin dass die Forstverwaltung momentan offiziell Totschlagfallen im Naturschutzgebiet der Obersauer aufgestell hat, so darf man hier an die Berner Konvention und an unser Tierschutzgesetz erinnern, welches Fallen zum tierquälerischen Zweck verbietet.
Fallen sind eine grausame Art des Tötens. Nur selten werden Tiere sofort getötet, normalerweise verenden sie qualvoll.Von selektivem Fangen kaon bei all diesen Fallen keine Rede sein, oft verenden 80garunsere Haustiere qualvoll in einer solchen.
Laut Artikel VIII des lagdgesetzes ist es 80gar erlaubt unsere Haustiere in Fallen zu fangen.
Wir wiederholen den Artikel:" *Peuvent être tués: les chats se trouvant à plus de trois cents mètres de l 'habitation la plus proche. Ce droit s'applique aussi aux chats pris dans le piège. fi*
Ein Beamter des Umweltministeriums hat uns bestätigt dass auch dieser Artikel noch angewandt wird.
Fallenstellengehört sofortabgeschafft. (Fallenstellen ist nicht zu verwechseln mit Fallenjagd)

ASSOCIATION DES FORESTIERS LUXEMBOURGEOIS asbl

L'AFL favorise l'exercice du piégeage sous certaines conditions: capture vivante de la proie, possession d'un permis de piégeage, réglementation précise du nombre et des espèces.

Association des gardes particuliers assermentés Asbl, AGP

Quoique contesté chez nous, le piégeage est un mode de chasse traditionnel, utilisé dans toutes les cultures anthropogènes.
Comme moyen de lutte contre les animaux nuisibles et malfaisants, ce mode de chasse ou de destruction appartient d'ailleurs, comme à l'étranger, non seulement au chasseur, mais également au propriétaire, possesseur ou fermier foncier (art 1 et 2, Arr. g-d. du 10 man 1959).
Complémentairement, l'annexe 8 de la loi du 29.01.2004 sur la protection de la nature et des ressources naturells énonce limitativement les méthodes et moyens de capture et de mise à mort prohibés.
Il n'y a lieu qu'à se rappeler le suçage des oeufs du poulailler par le putois ; l'agression des câbles de voiture par la fouine; la prolirération indésirée du raton laveur exogène à notre faune; le combat des rats musqués et des souris, pour se rendre compte de la nécessité de se préserver les moyens de lutte contre les animaux nuisibles et malfaisants par piégeage, pourvu qu'appliqué de manière sélective et non cruelle!

L'Association des Médecins-Vétérinaires du Grand-Duché de Luxembourg-AMVL

De nos temps la pratique du piégeage est dépassée et certainement contraire au respect du bienêtre de l'animal.

ALPA Association luxembourgeoise pour la protection des animaux

Noch heute werden Fallen gestellt. Auch dies hat ein hoher Beamter des Umweltministeriums bestätigt. Nach seiner Aussage hat jeder Grundbesitzer das Recht Fallen zu stellen. Diese Aussage wird durch die Artikell, 2,3 und 4 des momentanen Jagdgesetzes bestätigt. *,,La destruction de ces animaux peut avoir lieu, soit en creusant ou*

en enfumant les tanières ou terriers, soit à l'aide de pièges, soit au fusil." ,,Les pièges dangereux devront être détendus pendant le jour. "(- Code de l'environnement - 2002- Vol. 1)
Heiss diskutiert wurde, zum Thema Fallenstellen, in der "Fëscher a Jeeërzeitung no 4/2003" ob nun ein Jagdpächter sich als Grundbesitzer des Waldes ansehen kann. Das Schlusswort sah so aus:" *Il est donc censé d'affirmer que dans le droit d'exploiter un terrain dans uneforme quelconque, il faut inclure le droit de chasse, de sorte que le chasseur serait autorisé à éliminer les nuisibles suivant les moyens encore autorisés.* ".Diese Mittel sind:
" *La destruction de ces animaux peut avoir lieu soit en creusant ou en enfumant les tanières et tem"ers, soit à l'aide de pièges, soit au fusil. "(Artikel von Patrick Weinacht)*
In der gleichen Zeitung und im Jagdgesetz steht unter dem Kapitel Schädlinge zu lesen, dass man die Fallen sogar vor dem Eingang des Baus besagter Schädlinge (Fuchs, Waschbär, Hermelin...) aufstellen kann.
In besagter Zeitung werden Jäger aufgefordert den Waschbären mittels Fallen nach den Artikeln 1,2,3,und 4 des Jagsgesetzes aufs Härteste zu verfolgen.
Bedenkt man dann weiterhin dass die Forstverwaltung momentan offiziell Totschlagfallen im Naturschutzgebiet der Obersauer aufgestellt hat, so darf man hier an die Berner Konvention und an unser Tierschutzgesetz erinnem, welches Fallen zum tierquälerischen Zweck verbietet.
Fallen sind eine grausame Art des Tötens. Nur selten werden Tiere sofort getötet, normalerweise verenden sie qualvoll. Von selektivem Fangen kann bei all diesen Fallen keine Rede sein, oft verenden sogar unsere Haustiere qualvoll in einer solchen.
Laut Artikel VIII des Jagdgesetzes ist es sogar erlaubt unsere Haustiere in Fallen zu fangen. Wir wiederholen den Artikel:" *Peuvent être tués: les chats se trouvant à plus de trois cents mètres de 1'habitation la plus proche. Ce droit s'applique aussi aux chats pris dans le piège.* "
Ein Beamter des Umweltministeriums hat uns bestätigt dass auch dieser Artikel noch angewandt wird.
Fallenstellen gehört sofort abgeschafft. (Fallenstellen ist nicht zu verwechseln mit Fallenjagd)

BOF - Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd

Les textes légaux sont contradictoires.
Sur le plan national, nous sommes en présence de la loi surannée de 1885 concernant l'amodiation de la chasse. Elle permet largement l'utilisation de tous genres de pièges. . la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux. Ce texte est clair et explicite. Il interdit le piégeage.
Sur le plan international la convention de Berne interdit les moyens non sélectifs de capture et de mise à mort.
Le piégeage est inutile, cruel et barbare. Il devrait être proscrit sur le territoire du Grand-Duché. Ce n'est pas le cas. En dépit de la législation sur la protection des animaux et de la convention de Berne ratifiée par le Grand-Duché de Luxembourg, les partisans de la chasse loisir pratiquent encore le piégeage sur une large échelle. Ils se réfèrent sur la surannée loi de chasse de 1885 qui autorise expressément le piégeage des *animaux malfaisants,* dits nuisibles. Ces derniers ne requièrent pas de

protection et ils peuvent encore être détruits par tous les moyens, y compris le piégeage.
Or, par quel droit les chasseurs peuvent-ils diviser les animaux en catégories nuisibles et non nuisibles? Pourquoi la protection animale doit-elle s'arrêter aux bords des forêts?
Les experts de tous bords sont unanimes pour expliquer que les prédateurs jouent un rôle important dans l'équilibre et le fonctionnement des systèmes écologiques.
La loi de la chasse de 1885 accorde même aux chasseurs le droit de tuer les chats domestiques, qui ont été pris dans un piège. Des particuliers ont informé les membres de l'asbl BOF de cas ou des chasseurs ont glorifiés ces tristes exploits.
Les agissements de piégeage sont indécents. Pourtant des chasseurs et des agents du Ministère de l'Environnement ont confirmé que le piégeage est encore pratiqué au Grand-Duché.
(1) *La loi du* 15 *mars* 1983 *est interdit à quiconque sans nécessité de tuer ou de faire tuer un animal, de lui causer ou de lui faire causer des douleurs, des souffrances, des dommages ou des lésions.*
(2) *Sont défendus tous les moyens non sélectifs de capture et de mise à mort. S'agissant de la capture ou de la mise à mort des espèces de faune sauvage énumérées dans l'annexe* 111,*et dans les cas où des dérogations conformes à l'article* 9 *sontfaites en ce qui concerne les espèces énumérées dans l'annexe* II, *les Parties contractantes interdisent l'utilisation de tous les moyens non sélectifs de capture et de mise à mort et des moyens susceptibles d'entraîner localement la disparition, ou de troubler gravement la tranquillité des populations d'une espèce, en particulier des moyens énumérés*
(3) *Art. VIII. Peuvent être tués: les chats se trouvant à plus de trois cent mètres de l'habitation la plus proche.*
Ce droit s'applique aussi aux chats pris dans le piège. (Code de l'environnement Chasse - 1. *Exercice et amodiation de la chasse- Page* 17)
Art. 1er. Les animaux malfaisants ne requérant pas de protection, que le propriétaire, possesseur oufermier pourra détruire en tout temps sur ses terres en vertu de l'article 13 *de la loi du* 19 *mai* 1885 *sur la chasse, sont: le renard, la martre, lafouine, le putois, l'hermine, la belette.*
Art. 2. *La destruction de ces animaux peut avoir lieu, soit en creusant ou en enfumant les tanières ou terriers, soit à l'aide de pièges, soit au fusil.*
Art. 3. *En dehors des héritages clos, dans le sens de l'article* 21 *de la loi sur la chasse du 20 juillet* 1925, *l'usage du traquenard à palette n'est autorisé que s'il est placé soit à l'entrée des terriers soit dans l'eau.*
Art. 4. *Les pièges dangereux devront être détendus pendant le jour.*
(Code de l'environnement, Chasse - 3. *Animaux nuisibles)*

c.c.c. Luxembourg - Centrale du Chien de Chasse

Le piégeage est un moyen de chasse très efficace dans la régulation de certaines espèces. Les textes légaux interdisent actuellement le piégeage aux chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg et par conséquent les pratiques ne sont plus enseignées, Or la Commission Européenne a élaboré un projet tendant à harmoniser

le piégeage en Europe, Si toutefois, le Luxembourg revoyait sa politique sur ce point, la C.C.C. demande que le piégeage soit clairement réglementé et effectué par des piégeurs agréés. Dans les conditions actuelles et pour ne pas assister à la disparition totale du petit gibier, il faut absolument le protéger par une amélioration rigoureuse du biotope.

CENTRALE PAYSANNE LUXEMBOURGEOISE

n.c.

Chambre d'Agriculture

La Chambre d'Agriculture n'a pas d'observation particulière à formuler.

Comité pour la Défense des Droits des Animaux et la Révision des lois nationales et européennes touchant les Animaux

Tous les cas de piégeage doivent être interdits par la loi. Le piégeage est un résidu d'époques révolues. Le piégeage est anachronique, mais avant tout une activité extrêmement cruelle et meurtrière qui cause d'indescriptibles souffrances à de nombreux êtres innocents.

Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg asbl

Les textes légaux sont actuellement interprétés de sorte que le piégeage serait interdit aux chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg.
Le piégeage est un mode de chasse très efficace dans la régulation de certaines espèces.
Vu que la Commission Européenne a. élaboré un projet tendant à harmonise le piégeage en Europe, le Luxembourg devrait en profiter pour revoir sa réglementation en la matière. Il est évident que celle-ci devra être claire et précise. La formation de

piégeurs et leur agrément par les autorités compétentes sera parti intégrante d'une réglementation à créer.

GAVEA Groupe d'Action Végétarien pour l'Égalité Animale

Tous les cas de piégeage doivent être interdits par la loi. Le piégeage est un résidu d'époques révolues. Le piégeage est anachronique, mais avant tout une activité extrêmement cruelle et meurtrière qui cause d'indescriptibles souffrances à de nombreux êtres innocents.

Groupements des Sylviculteurs a.s.b.l.

n.c.

Letzebuerger Deiereschutzliga

Le piégeage est interdit tant par la loi du 19mai 1985 sur la chasse, que par les conventions internationales.

Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga

Le piégeage n'est pas une pratique de chasse. Il peut etre utilisé à la destruction d'espèces représentant un danger pour l'équilibre écologique, ce qui n'est d'ailleurs jamais le cas avec nos prédateurs indigènes. Dans ce cas les pièges doivent être sélectifs. Des pièges sont parfois utilisés pour réduire fortement des populations *(Saufänge* pour l'abattage massif de sangliers).
Ces pratiques doivent être de tout dernier recours et être soumis à des autorisations ministérielles.

NATURA, la Ligue Luxembourgeoise pour la protection de la Nature et de -l'Environnement

Le piégeage devrait être limité à l'extrême. Il devrait se limiter à certaines espèces, être exercé par des piégeurs assermentés et limiter au stricte minimum tout acte de cruauté envers les espèces visées.

POUR UNE CHASSE ECOLOGIQUEMENT RESPONSABLE a.s.b.l.

Die Jagd mit der Falle lehnen wir ab.
Sie hat zwei entscheidende Nachteile:
1. Tierschutzgerechte Fallen gibt es nichtl
Es gibt weder solche, die garantiert sofort töten, noch welche, die unversehrt fangen.
2. Fallen können nicht selektieren!
Seltene und geschützte Arten wie lltis, Baummarder oder gar die Wildkatze können darin umkommen.

S.O.S. ANIMAUX a.s.b.l.

« Peuvent être tués les chats se trouvant à plus de 300 m de l'habitation la plus proche ».
Ce droit s'applique aussi aux chats pris dans le piège. Les bêtes, que ce soit gibier ou animaux domestiqués, souffÌ'entle martyre. Nous insistons sérieusement afin que cette pratiquedepiégeagesoitabolie.

VsK - Vogelschutz-Komitee e.V

n.c.

17. Question

Les périodes de chasse actuellement en vigueur vous sembent-elles opportunes?

ANIMAL a.s.b.l.

Die Antwort ist hinfällig nach vorhergegangenen Erk1ärungen.

Animal Justice,

Die Antwort ist hinfällignach vorhergegangenenErklärungen.

ASSOCIATION DES FORESTIERS LUXEMBOURGEOIS asbl

Les périodes de chasse devraient être adaptées, uniformisées et même prolongées pour certaines espèces. La chasse ne doit pas être une chasse de trophées.

Association des gardes particuliers assermentés Asbl, AGP

Affirmatif, les périodes de chasse sont établies annuellement par règlement grand-ducal et sont modifiées et adaptés ainsi en eu de besoin, en vue d'une gestion optimale du gibier chassable. Cette façon d'agir assure la souplesse nécessaire pour s'assurer d'une gestion équilibrée en la matière !

L'Association des Médecins-Vétérinaires du Grand-Duché de Luxembourg-AMVL

n.c.

ALPA Association luxembourgeoise pour la protection des animaux

Die Antwort ist hinfällig nach vorhergegangenen Erklärungen.

BOF - Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd

En analysant de près le tableau synoptique de l'ouverture de la chasse, force est de constater que l'exercice de la chasse au Luxembourg est autorisé, pour certaines espèces, tous les jours de l'année.
Les battues ont un impact négatif important sur le système écologique de la forêt. Contrairement aux affirmations des partisans de la chasse loisir, les battues déséquilibrent gravement le patrimoine biologique. Le chiffre global des battues annuelles est étonnamment élevé. Les battues au chien courant ont lieu durant une période de 4 mois et demi, soit du 14 octobre au 28 février. A raison de 600 lots de chasse et d'une moyenne de 2 battues par année cynégétique, on approche le chiffre de plus de 1.000 battues. Ce chiffre élevé est confirmé par des observateurs tiers.
Suivant le calendrier officiel, la chasse au sanglier, - pour mémoire: nourris et élevés artificiellement tout au long de l'année-, ne connaît pas de périodes de repos durant toute l'année cynégétique.
Considérant que la chasse est donc ouverte pendant 365 jours par an,
Considérant que la statistique officielle publiée par l'Administration des Eaux et Forêts recense chaque année environ:
4.500 sangliers abattus
5.000 renards abattus
et 7.500 chevreuils abattus
sans compter les autres espèces abattues
on est en droit de se demander pourquoi la population animale ne diminue pas, mais a, plutôt, tendance à augmenter d'année en année.
Il faut savoir que les tirs effectués lors des battues peuvent influencer la structure sociale de l'espèce.
Nous vous prions de bien vouloir prendre connaissance de la complexité du phénomène par la lecture d'une explication en langue allemande.
Die Zusammenhänge in der Wildschweinrotte bei der "Nachwuchspolitik" sind komplex aber trotzdem auch fûr den Laien leicht verständlich. Die Leitbache setzt

Pheromone (Sexualduftstoffe) frei, die andere weibliche Tiere in der Rotte daran hindern rauschig zu werden. Ohne Vorhandensein dieses Führungstiers (Leitbache) entfällt auch die kleinste noch vorhandene Möglichkeit die Nachwuchszahlen unter Kontrolle zu halten. Gleichzeitig wird durch den Tod dieses Leittieres eine Art Panikreaktion der überlebenden weiblichen Wildschweine ausgelöst, die zu einer Vergrösserung der Nachwuchszahlen führt, da die Arterhaltung bei Tieren immer oberste Priorität hat. (laut Kurt Eicher, Biologe)
Das Phänomen der "Geburtenregelung" durch die "Leitbache", das die Rotte anftihrende ranghöchste Muttertier ist bekannt und wird von Biologen weltweit geteilt. Die Leitbache sorgt bei einem intakten Bestand fûr "Ordnung" in der Familie.
In Zusammenfassung und Kurzerklärung: Die dominante Rolle der "Leitbache" verhindert die Frühreife und vorzeitige "Rauschigkeit" = Beteiligung der Juvenilen an der Reproduktion.
Dagegen laufen in unseren dezimierten Wildschweinbeständen in Scharen "minderjährige Mütter" mit ihren Kindern umher und "besorgen" damit eine ständig wachsende Bestandesgrösse. Ein nicht bejagter Wildschweinbestand (damit auch ohne Zufûtterung durch die Jäger und somit nicht zusätzlich künstlich hochgehalten) "kontrolliert" sich selbst in einem an die Lebensraumsituation angepassten Reproduktionsgeschehen, in das die "Teenager" noch nicht eingebunden sind. (laut Dr. Eberhard Schneider)

c.c.c. Luxembourg - Centrale du Chien de Chasse

Les périodes actuelles de chasse, qui sont de courte durée et à intervalles nous semblent s'inscrire parfaitement dans un cadre de chasse actuel et moderne.

CENTRALE PAYSANNE LUXEMBOURGEOISE

n.c.

Chambre d'Agriculture

Les périodes de chasse doivent être adaptées à un maintien de la population de gibier en dessous d'un seuil acceptable.
La réglementation régissant la fixation des périodes de chasse doit être prise de telle sorte qu'en cas d'épizooties et de danger pour les cultures une adaptation rapide soit possible.

Comité pour la Défense des Droits des Animaux et la Révision des lois nationales et européennes touchant les Animaux

D'après ce qui précède, nous nous permettons de ne pas répondre à cette dernière «question de chasseur».

REMARQUE:
Ce questionnaire a été envoyé à des *centaines* de syndicats de chasse, à des vétérinaires (dont certains, selon leur propre dire, tolèrent la chasse afin de ne pas perdre des clients ...) et à *moins* qu'une poignée d'associations pour la *protection* des animaux!?
Il faut voir maintenant si les Députés luxembourgeois jouent le « jeu» des chasseurs ou s'ils arrivent à se mettre d'accord pour protéger enfin les animaux afin de défendre en même temps les Droits de l'Homme et la Constitution luxembourgeoise.
Il est scandaleux de voir comment au sein de la Commission de l'Environnement - dont l'objectif est aussi de protéger les animaux!- le groupe des protecteurs des animaux est inexistant par rapport au «parti» des chasseurs et à celui qui soutient les derniers. *(Comité pour la Défense des Droits des Animaux* 6/6)

Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg asbl

Oui! Le calendrier de chasse est établi annuellement par règlement ministériel sur avis du Conseil Supérieur de la Chasse. TIest un bel exemple, que toutes les parties compétentes savent se mettre d'accord sur des principes relatifs à la chasse.

GAVEA Groupe d'Action Végétarien pour l'Égalité Animale

D'après ce qui précède, nous nous permettons de ne pas répondre à cette dernière «question de chasseur».

REMAROUE:
Ce questionnaire a été envoyé à des *centaines* de syndicats de chasse, à des vétérinaires (dont certains, selon leur propre dire, tolèrent la chasse afin de ne pas

perdre des clients ...) et à *moins* qu'une poignée d'associations pour la *protection* des animaux!?
Il faut voir maintenant si les Députés luxembourgeois jouent le «jeu» des chasseurs ou s'ils arrivent à se mettre d'accord pour 'proté~er enfin les animaux afin de défendre en même temps les Droits de l 'Homme et la Constitution luxembourgeoise.
Il est scandaleux de voir comment au sein de la Commission de l'Environnement - dont l'objectif est aussi de protéger les animaux!- le groupe des protecteurs des animaux est inexistant par rapport au «parti» des chasseurs et à celui qui soutient les derniers. (GAVEA asbl. 6/6)

Groupements des Sylviculteurs a.s.b.l.

Les périodes de chasse doivent être adaptées aux besoins de régulation de la densité du gibier, exception évidemmentfaite des contraintes liées à la gestationdes animaux.
En ce qui concerne plus spécialement la chasse au sanglier elle doit pouvoir être exercée de nuit.

Letzebuerger Deiereschutzliga

Les périodes actuelles de chasse sont beaucoup trop longues alors que la chasse peut pratiquement être exercée pendant 365 jours par année. Il faudrait réduire drastiquement les périodes de chasse.

Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga

changements à discuter:
Bécasse; Pigeon;Canard colvert, Corneille, Geai, Pie

NATURA, la Ligue Luxembourgeoise pour la protection de la Nature et de -l'Environnement

Les périodes de chasse nous semblent appropriées à condition que la reproduction et les nichées soient garantis.

POUR UNE CHASSE ECOLOGIQUEMENT RESPONSABLE a.s.b.l.

Unser Jagdkalender kennt noch immer die verschiedensten Jagdzeiten für einzelne Wildtierarten.
So ist die Jagd auf fast aile männliche Hirsche während der Treibjagdsaison verboten, währenddem weiblicheTiere und Kalber und alles andere Wild dann jedoch bevorzugt bejagd werden.
Dam Schwarzwild darf das ganze Jahr über nachgestellt werden und dem Fuchs gewähren wir eine *"gnädige"* Schonzeit von 45 Tagen. Jagdliche Störungender Natur sind, nach unserer Meinung,so gering wie möglichzu halten.
Dashalb sind die Jagdzeiten zu harmonisieren und effiziente Jagdmethoden (Bewegungsjagd) prioritär anzuwenden.
Der Zeitraum der Herbstjagdzeit (als natülrlicheZeit der *.Emte)* ist so zu verlängem, dass sogar ain "allgemeiner Treibjagdverzicht » an einem Wochentag verschmerzt werden kann.
Keinesfalls soli aber hier die Ansitzjagd abgelehnt oder verunglimpft werden. Sie ist ein erprobtes Mittel, in geeignetem Gelände zu geeigneter Zeit Strecke zu machen und gegebenenfalls Schaden zu verhüten. Doch auch für die Ansitzjagd wäre es von Vorteil,sie in Intervallen zu betreiben. Besonders beim Rotwild sind Intervalljagden angepasster, erfolgreicher und deshalb unseres Erachtens unverzichtbar. Die Reviere werden dafür jeweils längere Zeit in Ruhe *(unbejagt)* gelassen, dürfen also nicht fortwährend vom Jäger *"verstunken"* und beunruhigt werden.

S.O.S. ANIMAUX a.s.b.l.

Pas de réponse.

VsK - Vogelschutz-Komitee e.V

n.c.

ANNEXE 5

Informations et statistiques fournies par l'Administration des Eaux et Forêts

Beiträge zur
JAGD
&WILD
forschung · 30

ADY KRIER, Luxemburg

Zur Problematik der Entwicklung der Schalenwildbestände und der Wildschäden im Großherzogtum Luxemburg unter besonderer Berücksichtigung des Schwarzwildes (*Sus scrofa*)

Schlagworte/key words: Schalenwild, Wildschaden, Schwarzwild, *Sus scrofa*, Luxemburg

Das Jagdsystem in Luxemburg

Mit einer Landesfläche von 2.500 km² und rund 450.000 Einwohnern ist Luxemburg eines der kleinsten Länder der EU. Rund ein Drittel (88.000 ha) der Fläche ist bewaldet und die Hälfte (128.000 ha) dient der Landwirtschaft.
Der luxemburgische Wald (⅔ Laubholz, ⅓ Nadelholz) besteht mit Ausnahme von zwei größeren Massiven um die Hauptstadt Luxemburg nur aus kleinen bis mittelgroßen Waldflächen, wobei der Bewaldungsprozent im Norden (Ardennen) höher ist als im Süden (Gutland).
Die Bevölkerungsdichte beträgt 150 E/km², die Zahl der Jäger ± 2.000, was einem Prozentsatz von knapp 0, 5 % der Bevölkerung entspricht.
Das Jagdrecht in Luxemburg gilt nach heutiger Rechtsauffassung als Attribut des Eigentumsrechts. Der Grundstückseigentümer ist jedoch durch das Jagdgesetz vom 20. Juli 1925 verpflichtet sein Jagdausübungsrecht an die Genossenschaft (Jagdsyndikat) abzutreten, es sei denn die qualifizierte Mehrheit der Genossen bestimmt es anders.
Es gilt das Revierjagdsystem, d.h. das Jagdsyndikat (Genossenschaft) verpachtet das Jagdrecht für 9 Jahre an einen oder mehrere Ansteigerer, wobei maximal ein Ansteigerer pro 100 ha Jagdfläche berücksichtigt wird. Der Grundstückseigentümer wird für seine verpachteten Grundstücke entsprechend seines Anteiles an der Gesamtfläche entschädigt.
Zur Zeit gibt es in Luxemburg 600 Jagdlose, die von 420 Jagdsyndikaten verpachtet werden. Die durchschnittliche Größe eines Jagdloses beträgt 419 ha.
Die Jagdlose sind Einheitsjagdlose, d.h. es können drei verschiedene Eigentumskategorien in einem Jagdlos vereinigt sein: Privateigentum, Staatseigentum und Körperschaftseigentum (Gemeinden, Öffentliche Anstalten).
Die Reviergrenzen werden im Prinzip durch die Grenzen der Gemeindesektionen gebildet, die aber von der Forstverwaltung geringfügig im jagdlichen Sinne abgeändert werden können.

Bestandesentwicklung der Schalenwildarten an Hand der jährlichen Abschusszahlen

Es stehen uns Streckenergebnisse ab 1900 zur Verfügung (Abb. 1 bis Abb. 3).
Während Rotwild (*Cervus elaphus L.*) und Rehwild (*Capreolus capreolus L.*) vor dem zweiten Weltkrieg nur in geringem Maße vorhanden

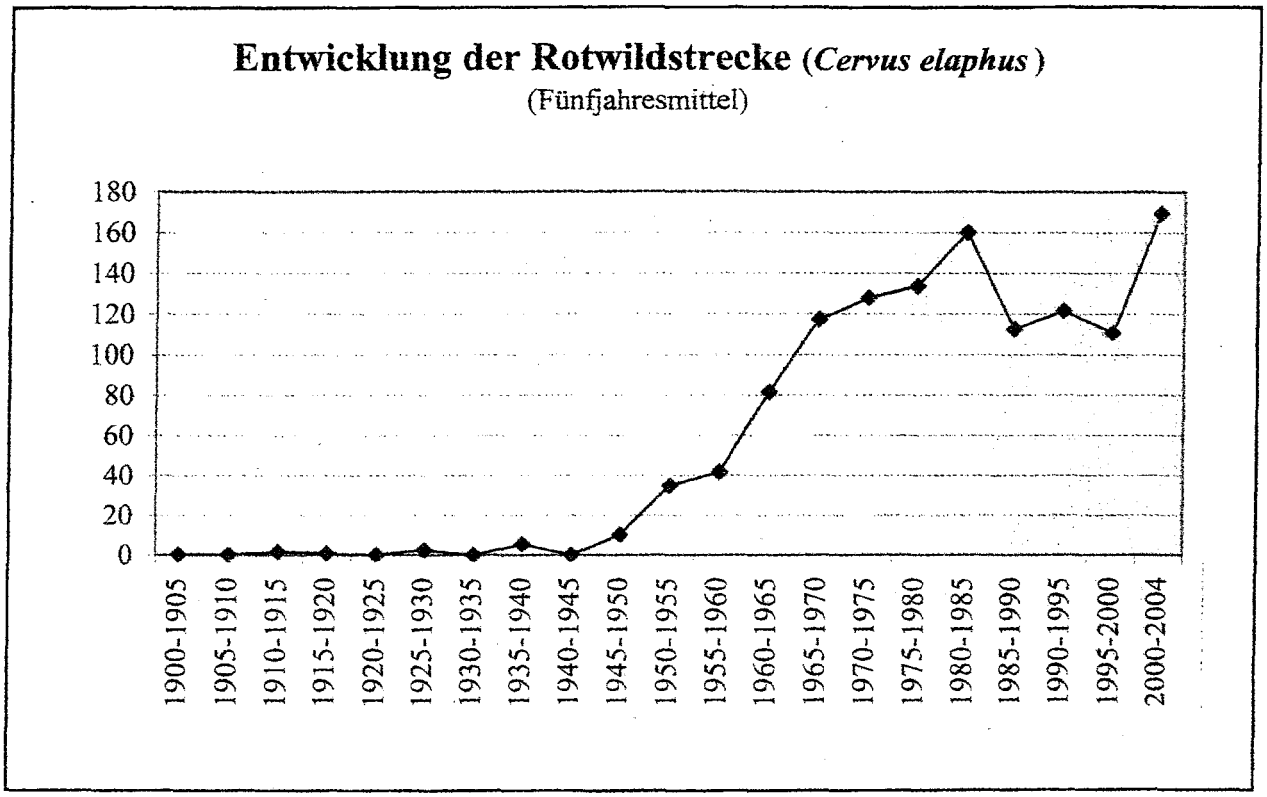


Abb. 1 Entwicklung der Rotwildstrecke im Fünfjahresmittel

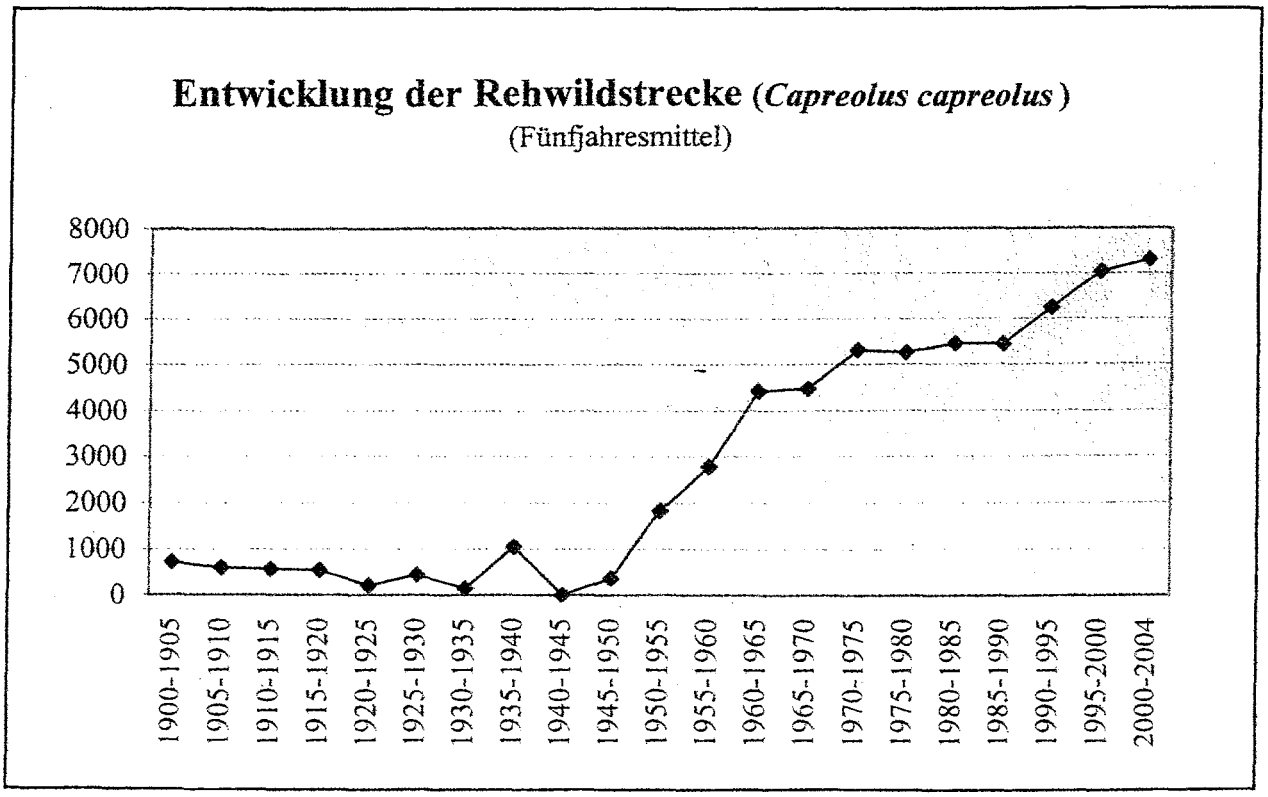


Abb. 2 Entwicklung der Rehwildstrecke im Fünfjahresmittel

war, sind die Bestände danach rapide angestiegen (SCHLEY et al. 1998, SCHLEY & KRIER im Druck). Zur Zeit werden jährlich nachhaltig über 150 Stück Rotwild erlegt, davon 50 Geweihträger. Beim Rehwild hat sich die Jahresstrecke in 50 Jahren von 500 Stück auf über 7.000 Stück auf einem hohen Niveau eingependelt. Ursache dieses Bestandesanstieges sind eine Verbesserung der Lebensgrundlagen durch eine kleinflächige Forstwirtschaft, vermehrter Anbau von Nadelholz (Rehstuben) und Bereitstellung von Zusatzfutter. Rotwild und Rehwild unterliegen seit 1989 einer jeweils dreijährigen Abschussplanung. Leider sind die freigegebenen Quoten Maxima und es gibt zur Zeit keine Verpflichtung, den vorgegebenen Abschussplan zu erfüllen.

Auch das Schwarzwild (*Sus scrofa L.*) kam vor dem Krieg nur in geringem Maße vor. Außerdem wurde es damals vor allem als Schädling betrachtet und auch so behandelt. Das Jagdgesetz von 1925 brachte eine entscheidende Änderung, da es den durch Schwarzwild verursachten Schaden zum größten Teil (damals 7/10) durch die gemeinsame Wildschadenskasse regeln ließ. Während des zweiten Weltkriegs haben sich die Schwarzwildbestände erholt, und nach dem Krieg wurden während 10 Jahren Strecken von über 500 Stück Schwarzwild realisiert. Danach fielen die Strecken wieder deutlich unter die 500er Marke. Ab 1980 haben wir es mit einer regelrechten Explosion des Schwarzwildbestandes zu tun (SCHLEY et al. 1998). In 20 Jahren hat sich der Bestand vervierfacht und die jährlichen Abschusszahlen haben sich an der 4000er Marke eingependelt, trotz 3 Jahren klassischer Schweinepest (KSP).

Als Ursache für diesen dramatischen Anstieg kann eine Verbesserung der Lebensbedingungen durch gewaltige Aufforstungen nach den verheerenden Orkanen Vivian und Wibke, Anfang des Jahres 1990 (landesweit rund 5.000 ha Wald zerstört), sowie rapide steigende Maiskulturen, vermehrte Eichen- und Buchenmasten und vor allem massive Zusatzfütterung angesehen werden (SCHLEY 2000).

Das nicht heimische Muffelschaf (*Ovis ammon musimon*) wurde 1970, aufgrund eines Be-

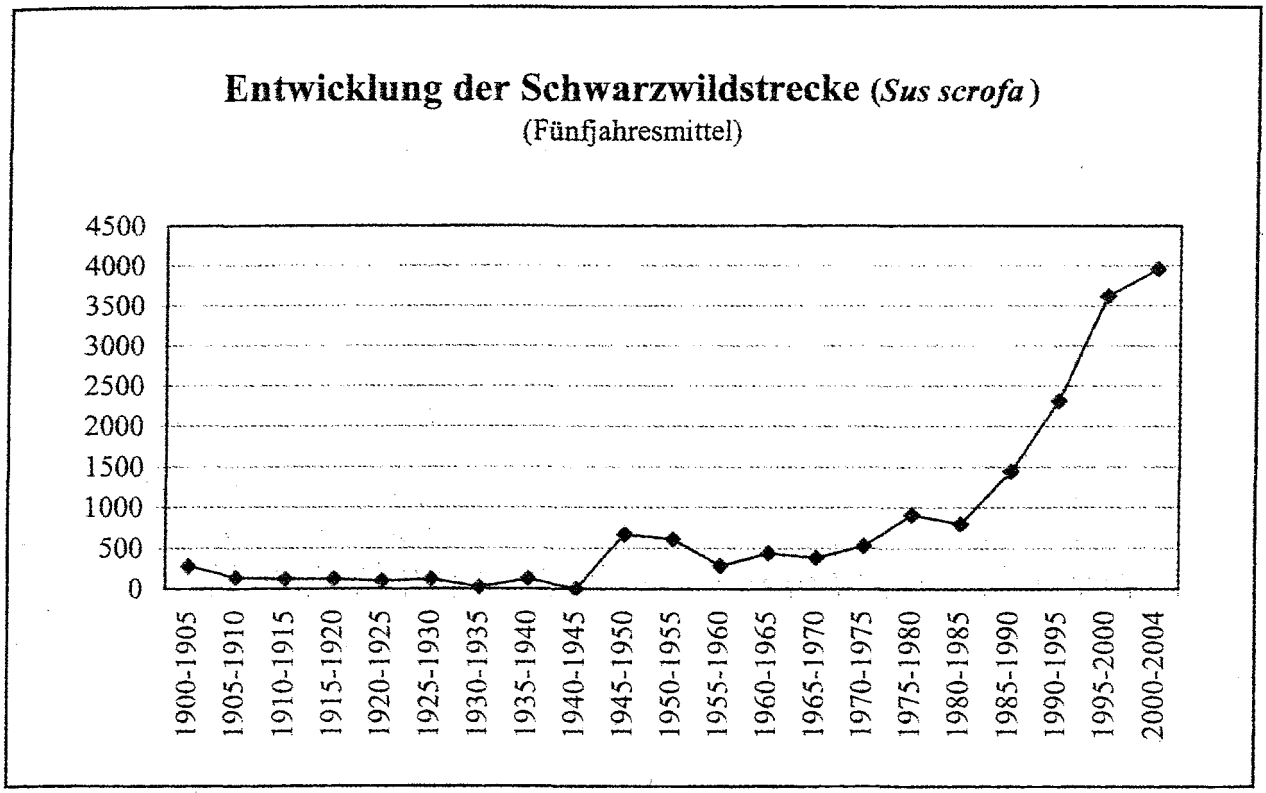


Abb. 3 Entwicklung der Schwarzwildstrecke im Fünfjahresmittel

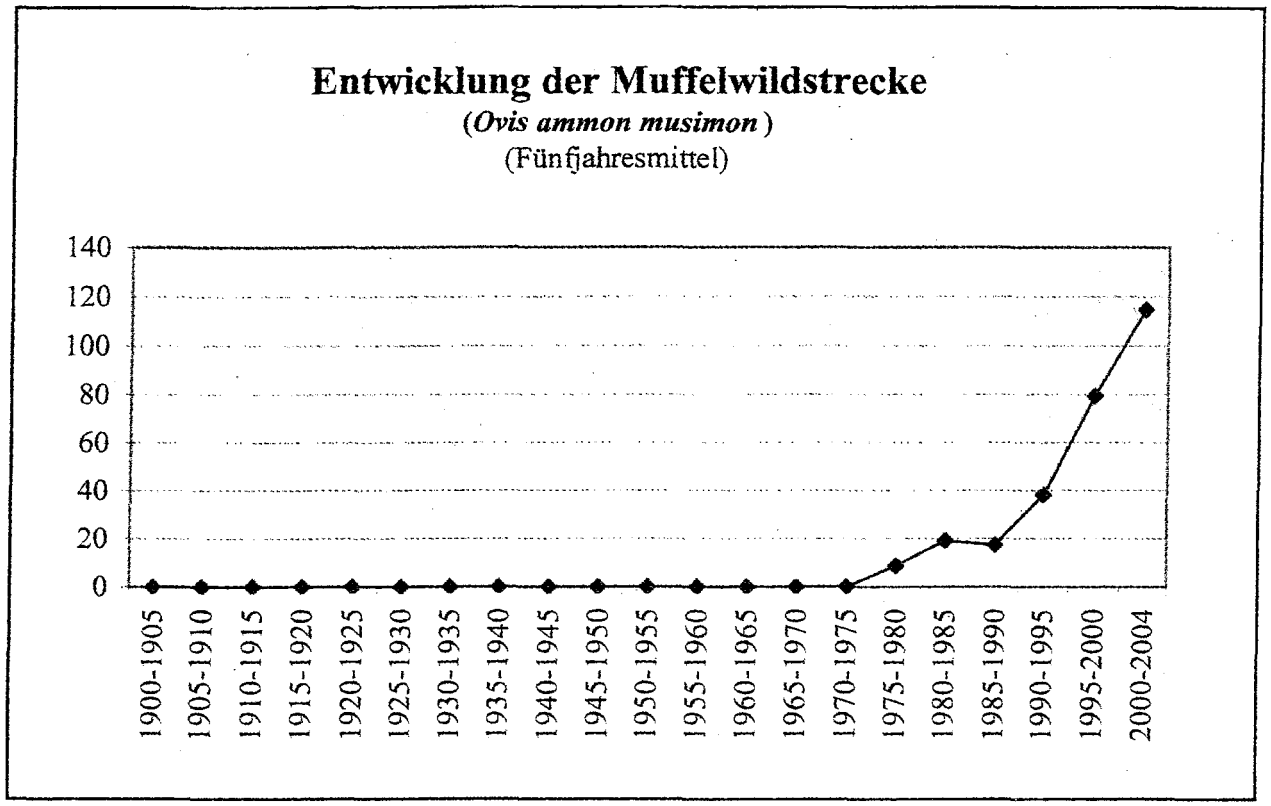


Abb. 4 Entwicklung der Muffelwildstrecke im Fünfjahresmittel

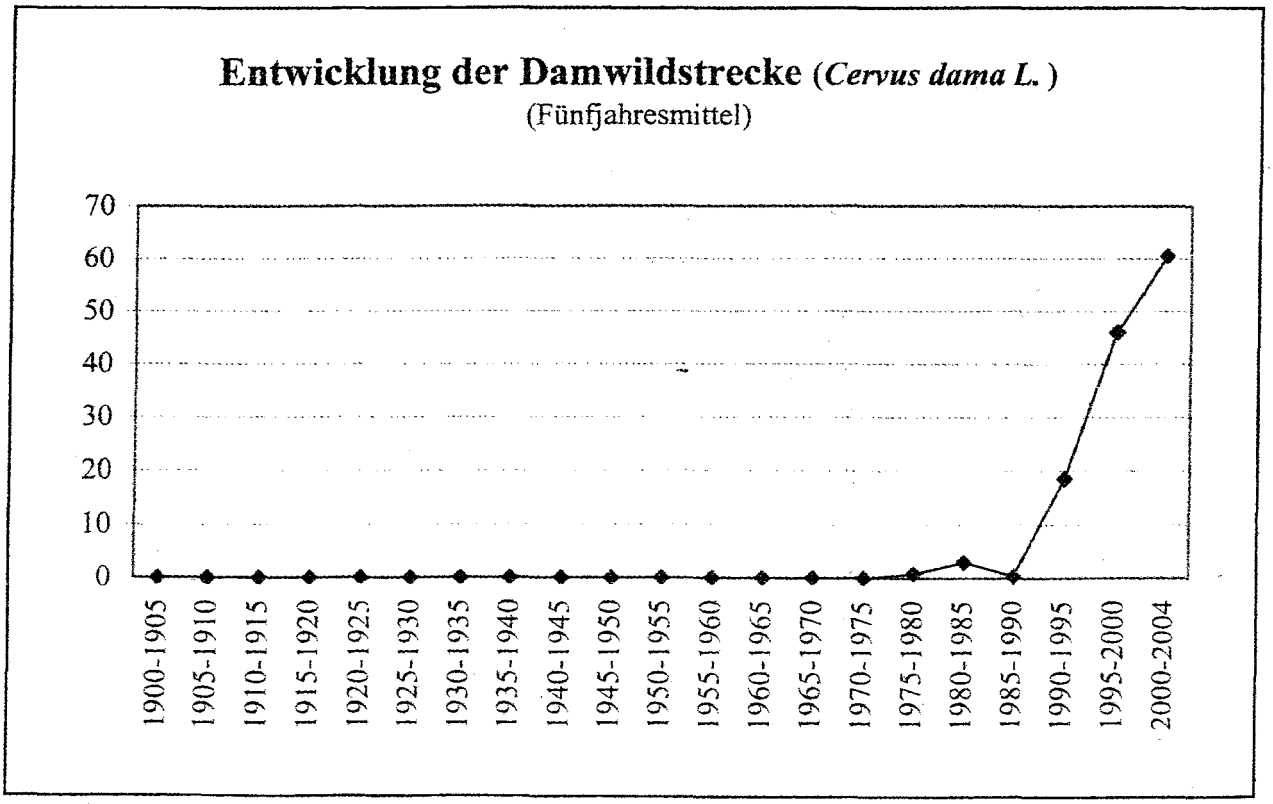


Abb. 5 Entwicklung der Damwildstrecke im Fünfjahresmittel

schlusses des obersten Jagdrates, von der Forstverwaltung als „Faunenbereicherung" im nördlichen Teil des Landes (Ardennen) eingebürgert (MASSARD & KINTZINGER 1994).
Von anfänglich 14 Tieren (6 Widder, 4 Schafe, 4 weibliche Lämmer) auf einer Fläche von 1.000 ha, entwickelte sich diese Population in 25 Jahren auf 200 Tiere auf einem Areal von rund 9.000 ha.
Die Bejagung erfolgte anfangs sehr restriktiv nach einem strengen Bejagungsplan. Nach dem Auftreten zahlreicher Schäden im Wald änderte sich ab 1992 die Bejagungspolitik mit dem Ziel die Population zu verkleinern. 1997 wurde der Abschussplan für Muffelwild abgeschafft. Der Gesundheitszustand der Population war nicht optimal und bei einem hohen Prozentsatz wurden Schalenauswüchse festgestellt. So gingen die Jahresstrecken kontinuierlich zurück. Jedoch ab 1995 änderte sich die Situation dramatisch durch massive illegale Einbürgerungsaktionen im Osten des Landes (ADAM 2003). Trotz schneller Reaktion des Staates durch großzügige Jagdzeitenregelung in dieser Region und trotz schriftlicher Zusage der Jagdpächter ist die Population bisher nicht nachhaltig verringert worden.
So wie das Muffelwild ist auch das Damwild (*Cervus dama L.*) nicht heimisch in Luxemburg. Zur Zeit bestehen zwei größere Vorkommen im NO und NW des Landes, welche alle beide auf nicht genehmigte Einbürgerungen zurückzuführen sind (Entweichen aus Wildparks und bewusstes illegales Aussetzen). Zur Zeit geht man von einer Gesamtfrühjahrspopulation von rund 300 Tieren aus (WAGENER 2004).
Um der zur Zeit in verschiedenen Jägerkreisen grassierenden Unsitte zu begegnen, Wild aus Zuchtgattern nach Gutdünken in die freie Wildbahn zu entlassen, ist eine Novellierung des Jagdgesetzes eingeleitet worden, welche die Verwaltung berechtigt im Falle von illegalen Einbürgerungsversuchen Polizeijagden abzuhalten.

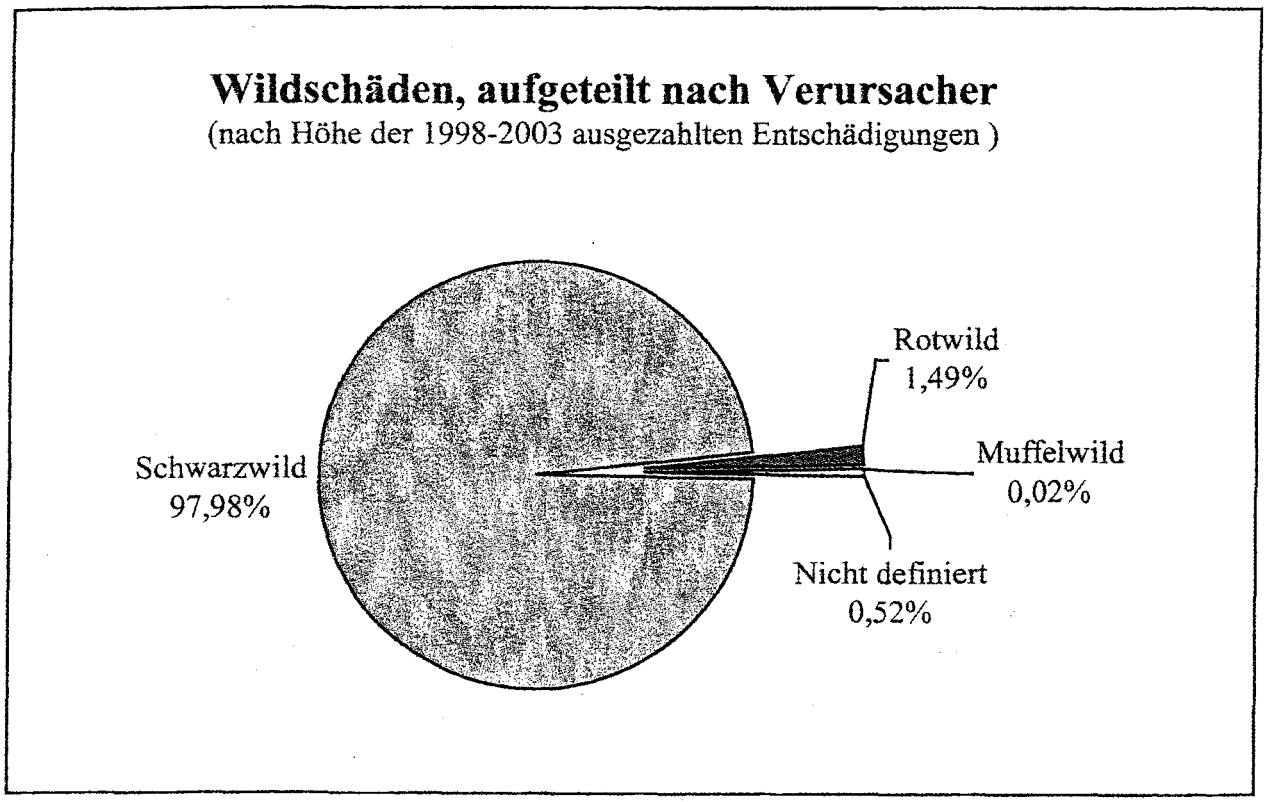


Abb. 6 Wildschäden nach Verursacher: Rotwild, Muffelwild, Schwarzwild

Entschädigung von Wildschäden in Luxemburg

Seit dem Jagdgesetz von 1925 besteht ein spezielles System zur Entschädigung von Wildschäden je nach Verursacher. Der Gesetzgeber differenziert zwischen Wildschäden, welche durch Wechselwild verursacht werden, die nur zum Teil durch den Jagdpächter zu tragen sind und Wildschäden, welche durch Standwild verursacht werden, die integral vom Jagdpächter getragen werden (METZDORF 1925).
Zur Zeit werden Wildschäden, welche durch Schwarzwild, Rotwild und Muffelwild verursacht wurden nach folgendem Verteilungsschlüssel getragen:
1/10 durch die Jagdgenossenschaft
3/10 durch den lokalen Jagdpächter
6/10 durch die Wildschadenskasse.

Die Wildschadenskasse wird mittels einer Abgabe auf dem Jagdschein gespeist. Zurzeit kostet der Jahresjagdschein 221 €, davon sind 185 € oder 84 % für die Wildschadenskasse bestimmt! Der Gesetzgeber war der Überzeugung, dass durch Wechselwild verursachte Schäden nicht allein durch den Jagdpächter repariert werden sollten, sondern zum Teil durch die Gesamtheit der Jäger als Solidar- und Risikogemeinschaft.
Durch Standwild (z.B. Rehwild, Kaninchen) verursachte Schäden, wo also die Regulierung der Bestände dem Zuständigkeitsbereich des Jagdpächters praktisch das ganze Jahr unterliegt, müssen jedoch zu 100 % vom zuständigen Jagdpächter getragen werden.
Schäden, welche durch geschützte Arten wie Dachs oder Saatkrähen verursacht werden, werden integral vom Staat getragen.
Die Aufnahme der Wildschäden geschieht nach Meldung des Schadens beim Syndikatsekretär gemeinsam durch den Jagdpächter, den Syndikatsvorstand, den Geschädigten sowie den zuständigen Revierförster. Normalerweise wird eine gütliche Einigung angestrebt. Kommt es jedoch zu keiner gütlichen Einigung, sieht das Gesetz eine gerichtliche Prozedur vor mit Bestimmung eines unabhängigen Experten. Die Beteiligung von Jagdpächter und Jagdgenossenschaft an der Regelung der Wildschäden soll eine gewisse Garantie darstellen, dass keine übertriebenen Forderungen gestellt werden. Die Anwesenheit des Revierförsters soll eine weitere Garantie sein, damit die staatlich verwaltete Wildschadenskasse nicht überstrapaziert wird.

Analyse der Wildschäden nach Verursacher, Schadensart, Zeitpunkt und geographische Verteilung

Da die gesetzliche Prozedur zur Wildschadensentschädigung eigentlich im Hinblick auf die Entschädigung von Bodenerzeugnissen (Kulturen) gedacht war, ist die Prozedur bis jetzt traditionsgemäß nur wenig zur Entschädigung von Wildschäden an Wäldern und Forsten angewandt worden. Zudem war der Rotwildbestand noch relativ bescheiden. In den letzten Jahren sind jedoch die Meldungen von durch Rotwild verursachten Schälschäden in Forsten (vor allem Fichtenstangenholz) dramatisch gestiegen.
Da der Rehwildschaden integral vom Jagdpächter getragen wird, verfügen wir z.Z. über keine verlässlichen Daten über diese Schäden. Auch werden Forstschäden durch Rehwild oft in den Staats- und Körperschaftswaldungen bis zu einem gewissen Grad toleriert und nicht gemeldet. Dasselbe gilt auch für einen Teil des Kleinprivatwaldes.
Von dem im Rahmen der speziellen Prozedur für Wildschäden durch Schwarz-, Rot- und Muffelwild aufgenommenen Schäden ist das Schwarzwild der Hauptverursacher und zwar mit 99 % nach geschädigten Flächen und 98 % nach Höhe der ausbezahlten Entschädigungen.
Die Entwicklung des Wildschadens hat sich in den letzten Jahren rasant gesteigert: Seit 1990 gab es eine Verdoppelung der ausbezahlten Beträge.
Die Verteilung des Wildschadens nach Art der Kultur in den Jahren 1998 bis 2003 wird in Abb. 7 dargestellt.
Dieses Resultat wird bekräftigt, wenn wir die Verteilung des Wildschadens nach dem Zeitpunkt der Schadenserklärung anschauen (Abb. 9).
Schäden im Grünland finden vor allem Ende Winter / Anfang Frühjahr (Februar/März) statt.
Schäden im Mais sind zur Zeit der Aussaat und vor allem vor der Ernte zu erwarten.

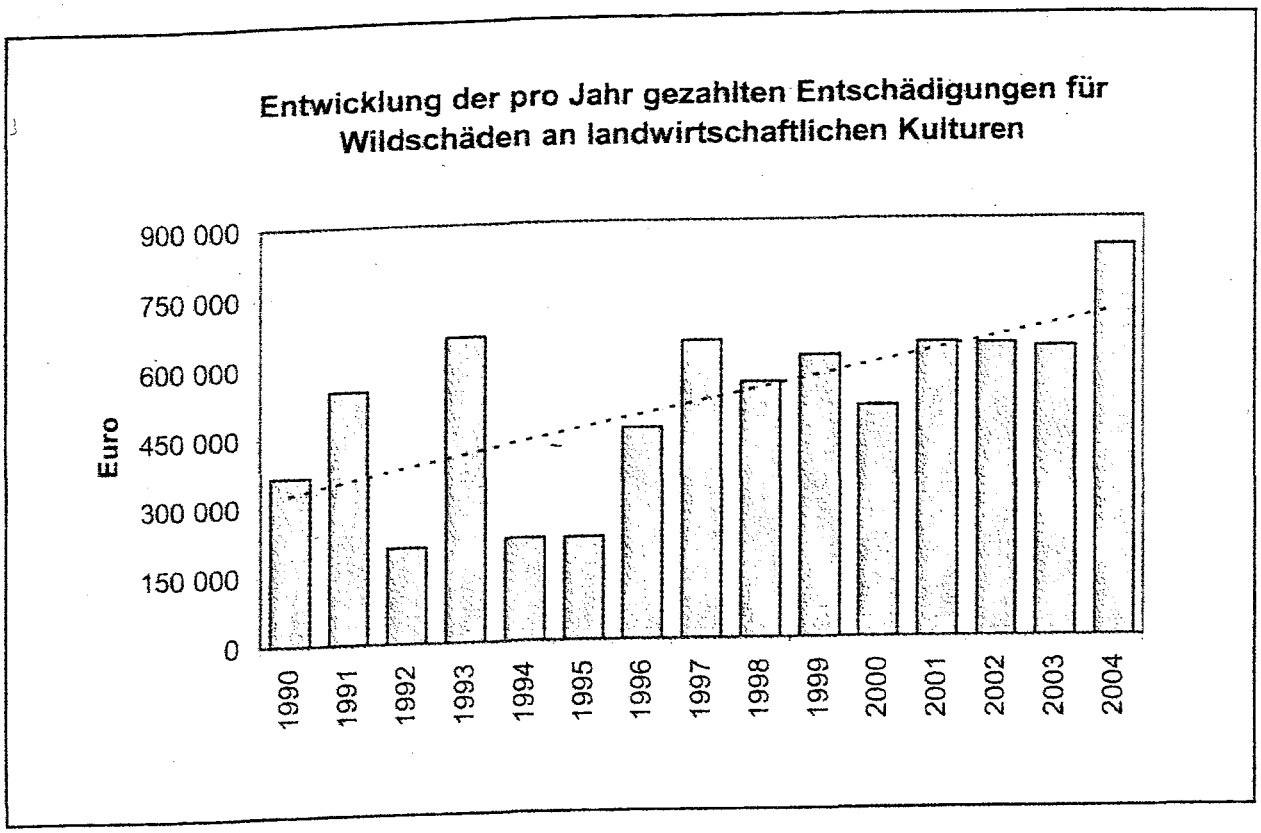


Abb. 7 Entwicklung des Wildschadens

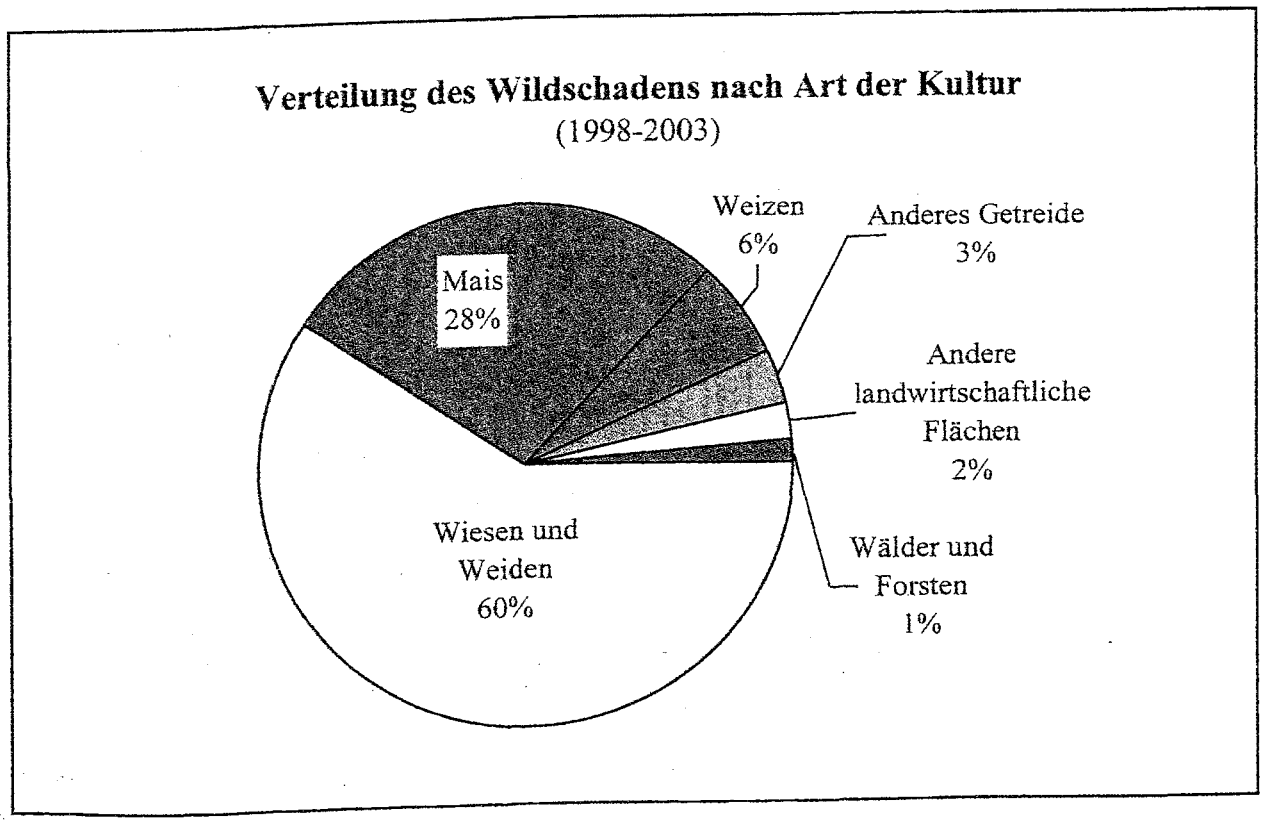


Abb. 8 Verteilung des Wildschadens nach Art der Kultur

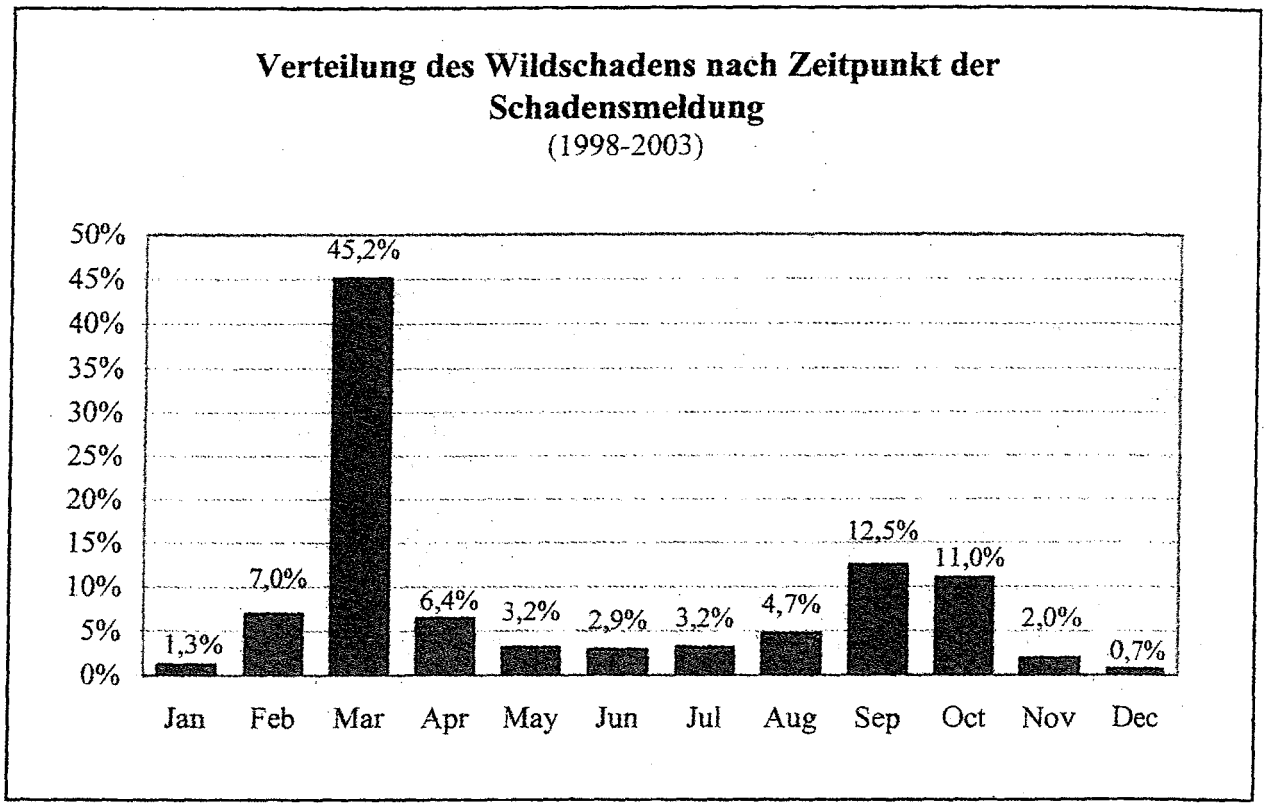


Abb. 9 Verteilung des Wildschadens nach Zeitpunkt der Schadenserklärung

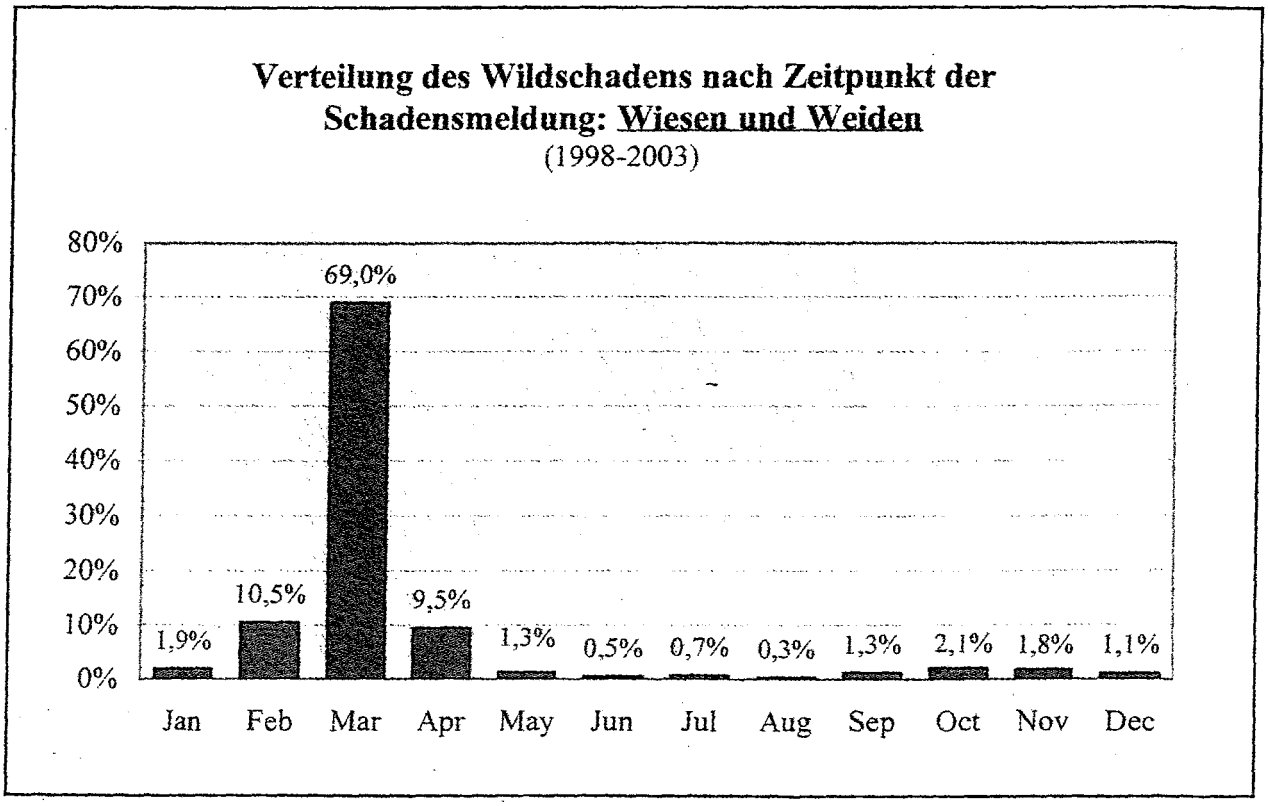


Abb. 10 Verteilung des Wildschadens nach Zeitpunkt der Schadenserklärung bei Wiesen und Weiden

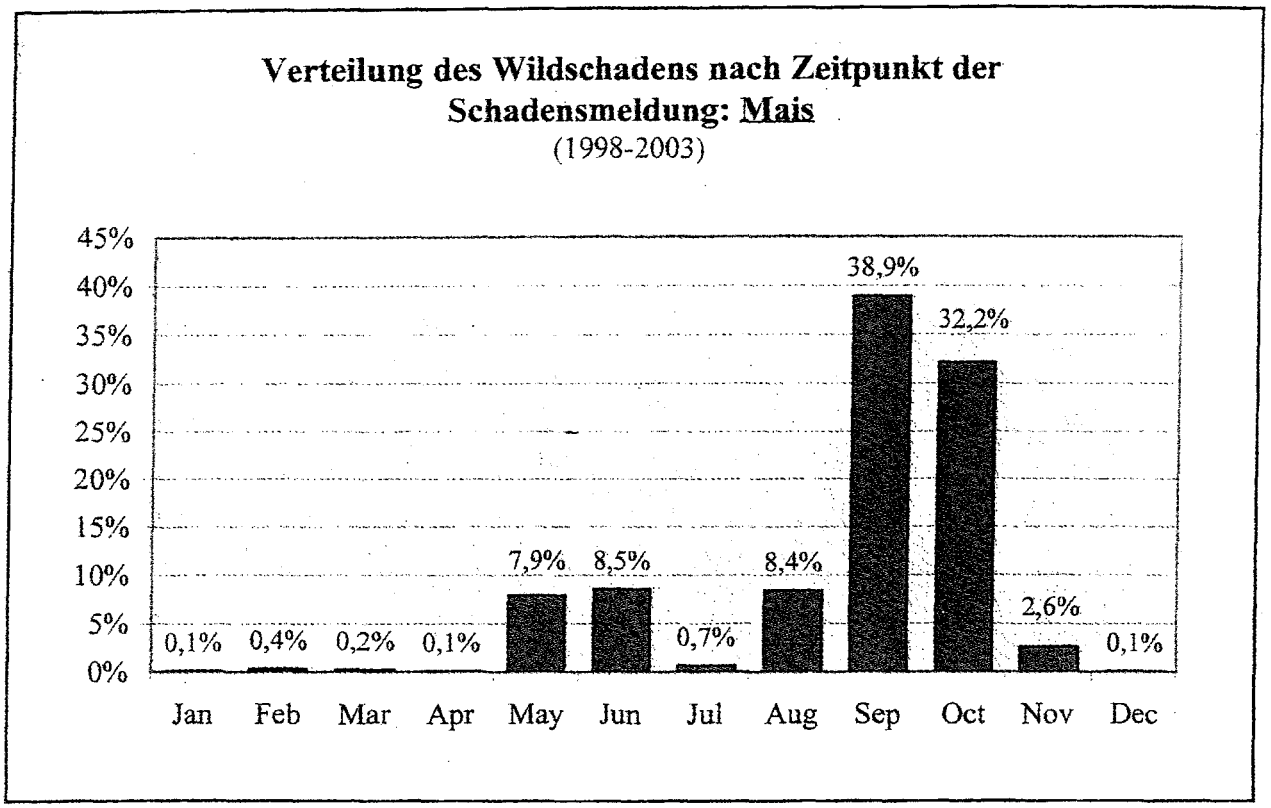


Abb. 11 Verteilung des Wildschadens nach Zeitpunkt der Schadenserklärung beim Mais

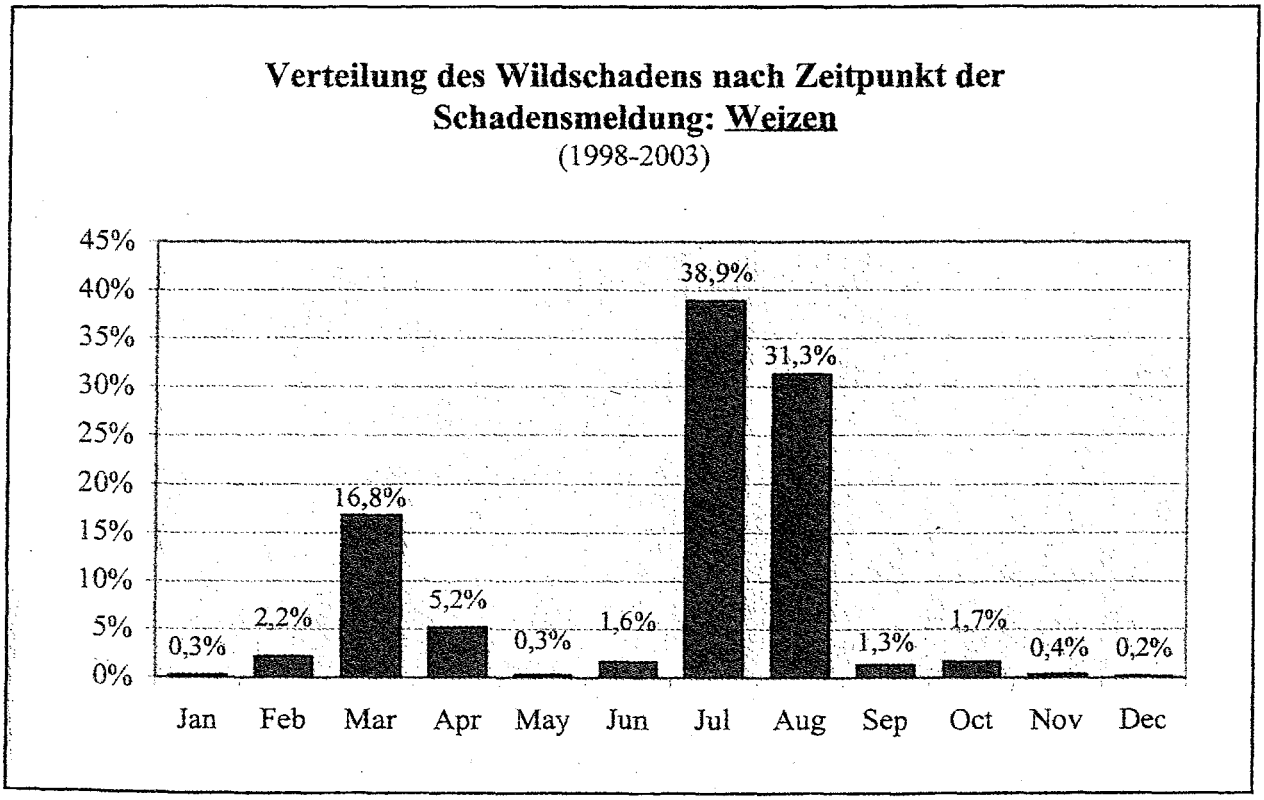


Abb. 12 Verteilung des Wildschadens nach Zeitpunkt der Schadenserklärung beim Weizen

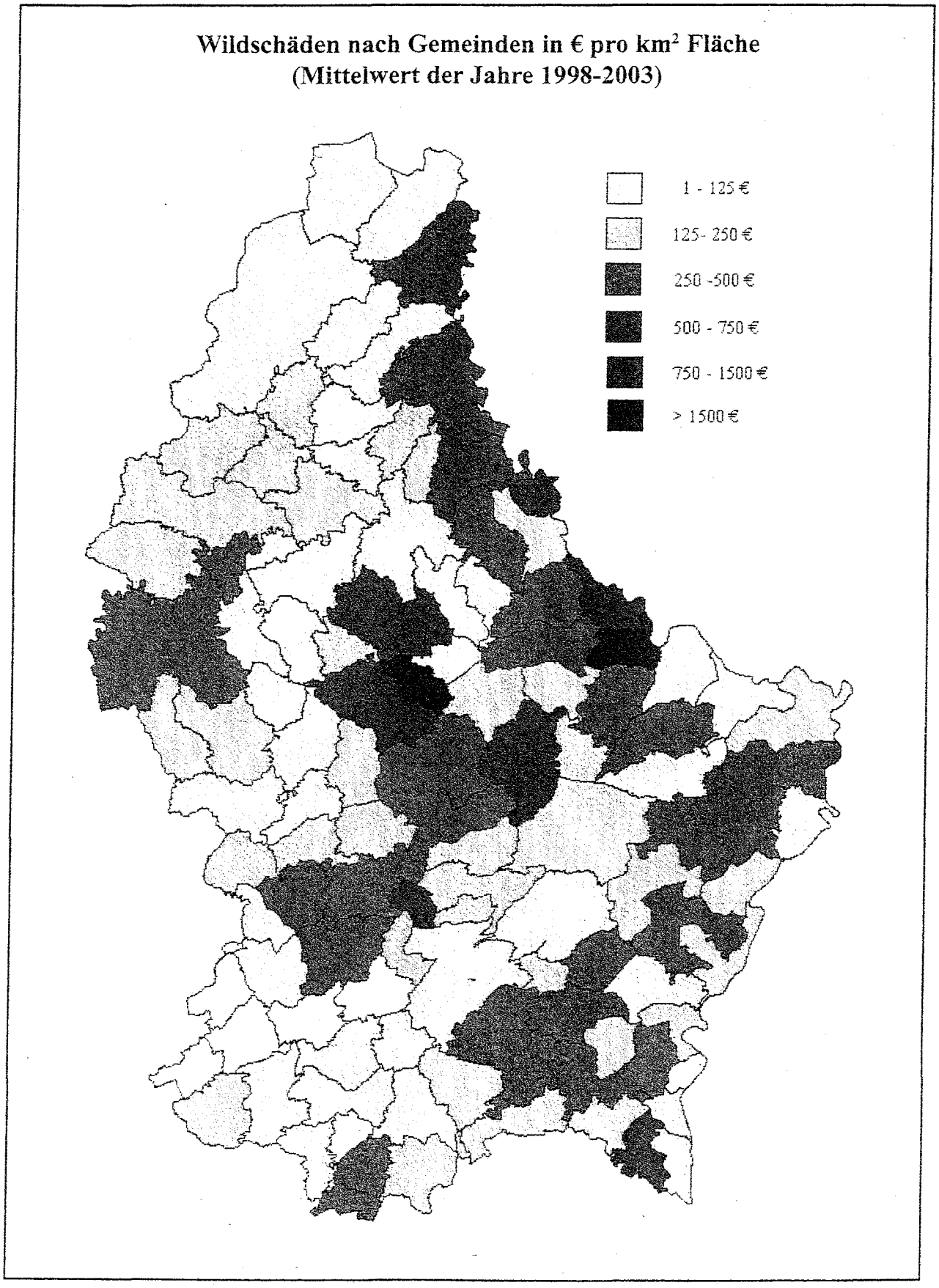


Abb. 13 Wildschäden nach Gemeinden in € pro km² Fläche (Mittelwert der Jahre 1998-2003)

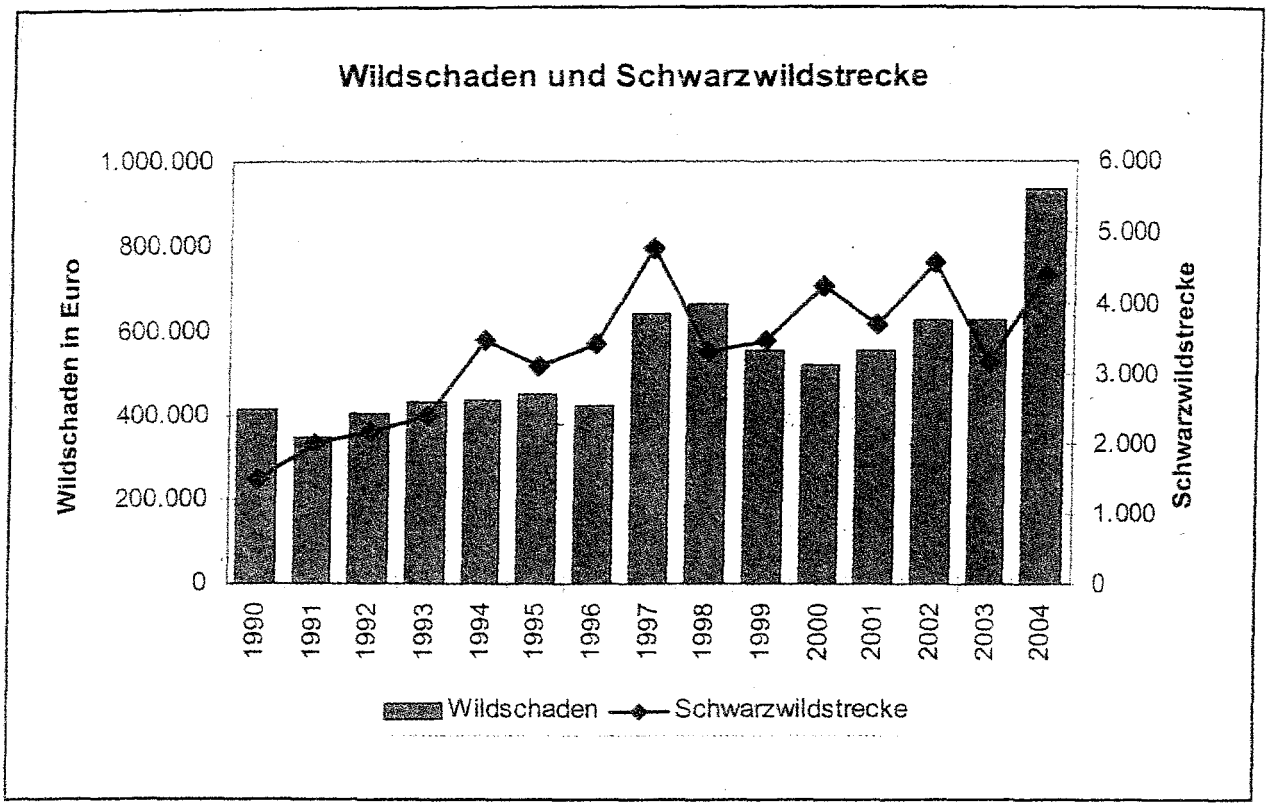


Abb. 14 Schwarzwildstrecke und Wildschaden

Auch im Weizen konzentrieren sich die Schäden auf den Zeitpunkt der Aussaat sowie vor der Ernte.
Sehr interessant ist auch die geographische Verteilung der Wildschäden.
Die Wildschäden sind extrem ungleichmäßig verteilt: Auf nur 16 % der Fläche werden fast die Hälfte (46 %) aller Schäden vermeldet.
Zwischen der Schwarzwildstrecke und dem Wildschaden besteht z.Z. eine parallele Entwicklung.

Ernährung des Schwarzwildes

Zurzeit wird in Luxemburg im Rahmen einer Doktorarbeit durch S. CELLINA eine Studie über die Ernährung des Schwarzwildes durchgeführt. Eine erste vorläufige Auswertung der Mageninhalte von 894 Mägen über das ganze Jahr verteilt ergibt folgendes Resultat (CELLINA et al. 2004):

50 % Zusatzfütterung (Getreide, hauptsächlich Mais)
29 % natürliche pflanzliche Nahrung (Eicheln, Buchecker, Gräser, Wurzeln, Früchte)
18 % pflanzliche Nahrung aus landwirtschaftlichen Kulturen (Getreide, Früchte)
1 % tierische Nahrung (Insekten, Würmer, Säugetiere, Reptilien, Vögel).

Keine bisher bekannte Studie hat einen derart hohen Anteil an anthropogenen Nahrungstypen gefunden (siehe HAHN 2002, SCHLEY & ROPER 2003).

Ausblick

Wildschäden nehmen weiter zu statt ab, dies trotz drei Jahren Schweinepest und starker Bejagung von Seiten der Jäger.
Die Wildschadenskasse genügt nicht mehr um 60 % der Schäden zu begleichen.
Der luxemburgische Jagdverband hat sich gegen eine Verteuerung des Jagdscheines, sowie eine generelle Herabsetzung des Anteils der Wild-

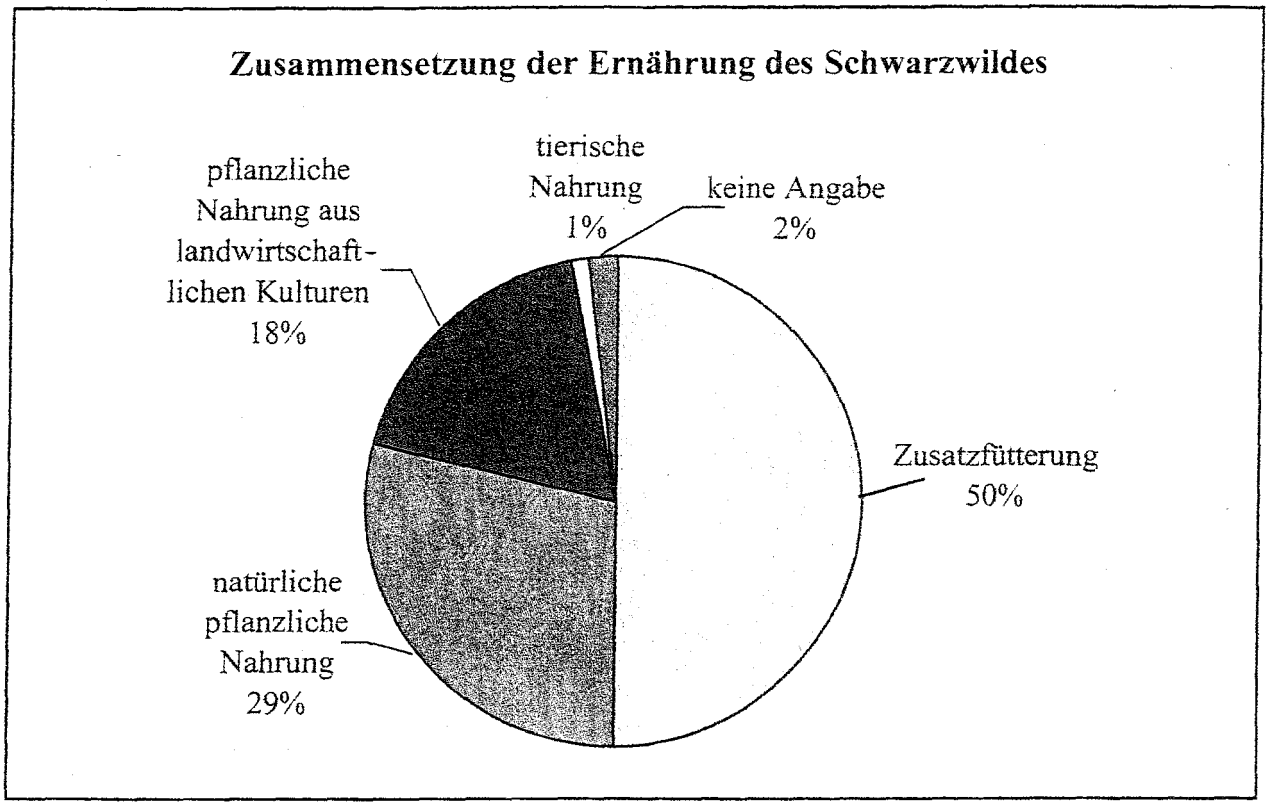


Abb. 15 Zusammensetzung der Ernährung des Schwarzwildes (CELLINA et al. 2004)

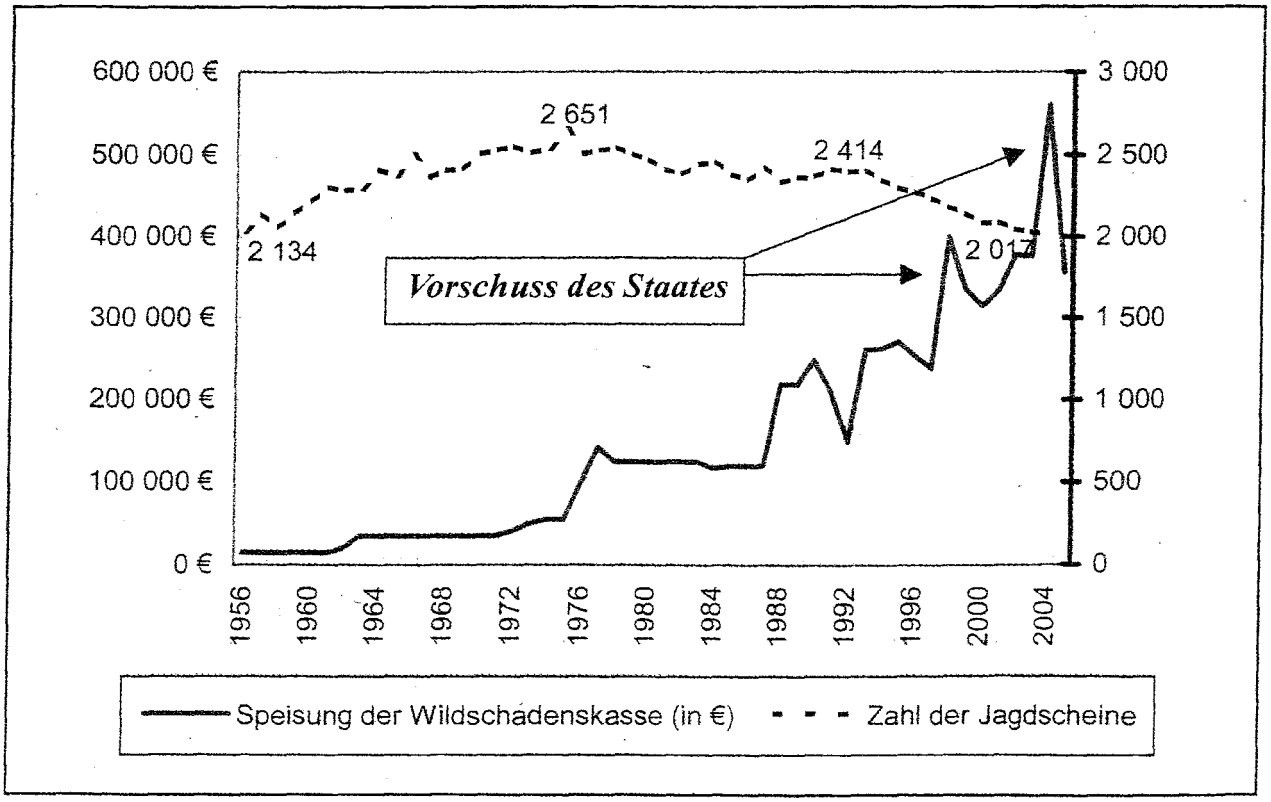


Abb. 16 Jagdscheine und Wildschadenskasse

schadenskasse ausgesprochen und einen neuen Lösungsansatz zur Finanzierung der Entschädigungen vorgeschlagen: das Festsetzen eines jährlichen Maximalbetrags pro Flächeneinheit, der von der Wildschadenskasse übernommen wird. Das neue System könnte die Wildschadenskasse wieder in die Waage bringen (Finanzierungslösung). Es ist jedoch keine Lösung der eigentlichen Wildschadensproblematik.
Möglicher Lösungsweg: Zwecks Vermeidung unnatürlicher Wildkonzentrationen an wenigen Stellen, Reglementierung bzw. Einschränkung von Wildtierfütterung und Kirrung bis hin zum Verbot!
Dieser Diskussion werden sich in Zukunft Jäger, Jagdverband, Verwaltung und Ministerium stellen müssen.

Zusammenfassung

Im Großherzogtum Luxemburg gilt das Revierjagdsystem mit 600 Jagdlosen mit einer durchschnittlichen Größe von 419 ha pro Jagdlos. Die Bestandesentwicklung der Schalenwildarten wird an Hand der Abschusszahlen ab 1900 gezeigt. Während Rotwild, Rehwild und Schwarzwild vor dem zweiten Weltkrieg nur in geringem Maße vorhanden war, sind die Bestände danach rapide angestiegen, wobei der Schwarzwildbestand ab der 80er Jahre regelrecht explodierte. Muffel- und Damwildvorkommen gehen auf relativ rezente legale sowie vor allem illegale Einbürgerungsaktionen zurück. Leider ist auch der Wildschaden dramatisch angestiegen. Schäden an Kulturen vom Schwarzwild, Rotwild und Muffelwild werden zu 6/10tel von einer aus sämtlichen Jagdscheinen gespeisten Wildschadenskasse getragen. Da zur Zeit fast ausschließlich landwirtschaftliche Schäden repariert werden, ist das Schwarzwild mit 99 % Hauptverursacher der aufgenommenen Wildschäden. Es scheint eine parallele Entwicklung zwischen Schwarzwildstrecke und Wildschaden zu geben. Hauptschaden nach Art der Kultur sind Grünschäden vor Mais und Weizen. Da der Wildschaden sehr ungleichmäßig verteilt ist, besteht der Verdacht, dass durch unsachgemäße Fütterung und Kirrung hohe Wildkonzentrationen entstanden sind mit den entsprechenden Schäden.

Summary

Evolution of ungulates and crop damages in Luxembourg with special regards to the wild boar

In the Grand-Duchy of Luxembourg hunting is organized into 600 hunting areas with an average size of 419 ha per hunting area. Population trends of ungulate game species based on official hunting records from 1900 onwards are presented. While red deer, roe deer and wild boar were relatively rare before World War II, their populations have increased rapidly thereafter. Wild boar populations have literally exploded since the 1980s. The presence of mouflon and fallow deer can be attributed to relatively recent legal, but mostly illegal introductions. Unfortunately wildlife related damage has also increased dramatically. 60 % of crop damage caused by wild boar, red deer and mouflon is covered by a compensation scheme financed through the sale of hunting permits. As it is almost exclusively agricultural damage that is compensated for, 99 % of all reported damages can be attributed to wild boar. There seems to be a positive correlation between numbers of wild boar shot and wildlife related crop damage. The most commonly damaged crops in decreasing order are grassland, maize and wheat. Due to the highly clumped occurrence of crop damage it is thought that the improper feeding and baiting practices have led to high game densities and the related damage.

Literatur

ADAM, F. (2003): Muffelwild in Luxemburg (Forstverwaltung Luxemburg, interner Bericht).

CELLINA, S.; SCHLEY, L.; KRIER, A.; ROPER, T. (2004): First results on the Diet of Wild Boar *Sus scrofa* in Luxembourg. 5th International Wild Boar and suidae Symposisum, August 31-September 5, 2004. Kraków, Poland.

HAHN, N. (2002): Raumnutzung und Ernährung von Schwarzwild. LWF aktuell, Nr. 35/2002: 32-34.

MASSARD, J.A. & KINZIGER, P. (1994) Le Mouflon (*Ovis ammon musimon*) au Luxembourg: notes historiques sur son introduction et analyse de la population des mouflons de la région de la Haute-Sûre. Bulletin de la Société des Naturalistes Luxembourgeois **95**: 187-206.

METZDORF, J. (1925): Das Jagdgesetz vom 20. Juli 1925 in gemeinverständlichem Platt, Separatdruck aus der Luxbg. National-Zeitung.

SCHLEY, L. (2000) The Badger *Meles meles* and the Wild Boar *Sus scrofa*: Distribution and Damage to Agricultural Crops in Luxembourg. D. Phil. Thesis, University of Sussex.

SCHLEY, L. & KRIER, A. (im Druck) Geographic distribution of the red deer *Cervus elaphus* in Luxembourg. Bulletin de la Société des Naturalistes Luxembourgeois.

SCHLEY, L.; KRIER, A.; BAGHLI, A.; ROPER, T. (1998): Hunting records of game species in Luxembourg during the period 1946 to 1995. – Bulletin de la Société des Naturalistes Luxembourgeois **99**: 69-75.

SCHLEY, L.; KRIER, A.; CELLINA, S. & ROPER, T.J. (2004): Agricultural damage by wild boar *Sus scrofa* in Luxembourg. 5th international wild boar and suidae Symposium, August 31-September 5, 2004. Kraków, Poland.

SCHLEY, L.; KRIER, A.; WAGNER, M.; ROPER, T. (1998): Changes in the Wild Boar *Sus scrofa* population in Luxembourg during the period 1946 to 1995. – Bulletin de la Société des Naturalistes Luxembourgeois **99**: 77-85.

SCHLEY, L. & ROPER, T.J. (2003): Diet of wild boar *Sus scrofa* in Western Europe, with particular reference to consumption of agricultural crops. Mammal Review 33 (1): 43-56.

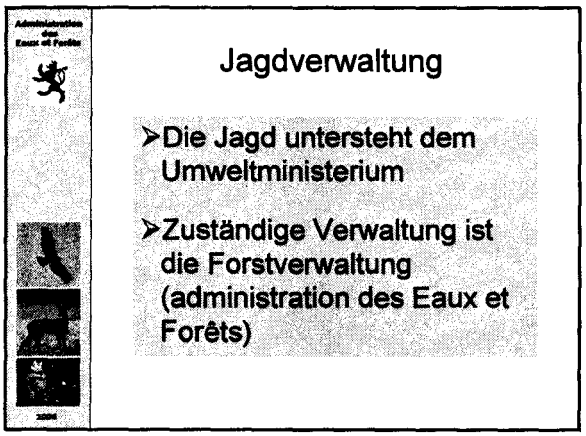
WAGENER, T. (2004): Das Damwild in Luxemburg (Forstverwaltung Luxemburg, interner Bericht).

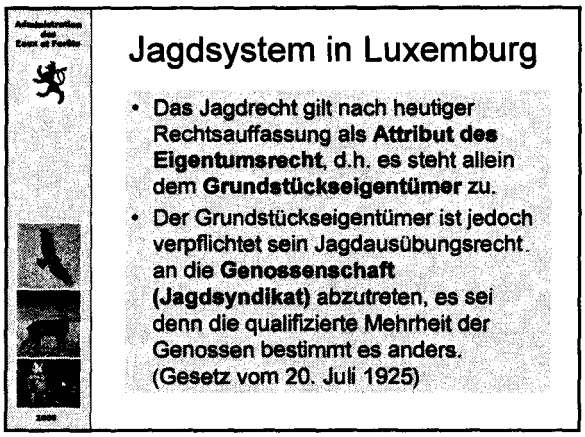
Anschrift des Verfassers:

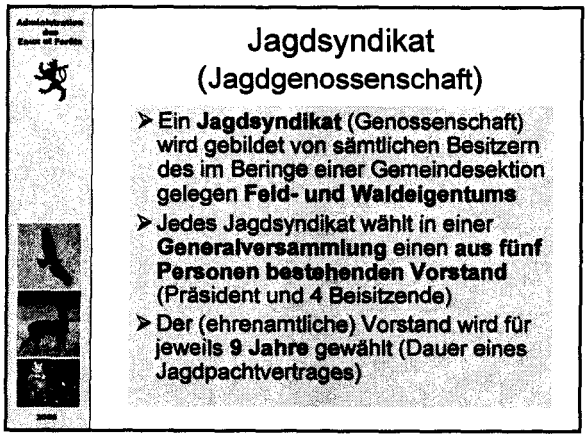
Diplom-Forstwirt ADY KRIER
Service de la Chasse
Direction des Eaux et Forêts
16, rue Eugène Ruppert
L-2453 Luxemburg
E-mail: ady.krier@ef.etat.lu

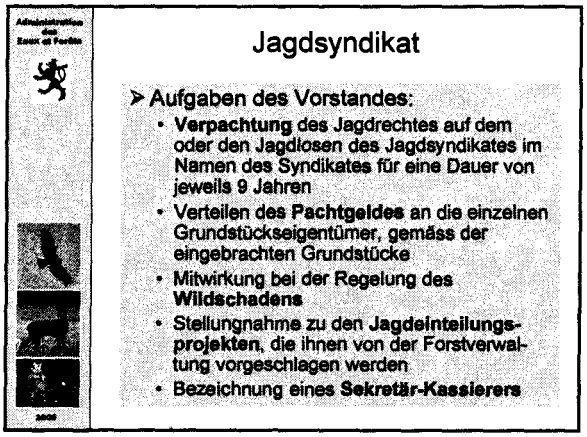
Jagd und Wild
in
Luxemburg

Die Jagd in Luxemburg:
die Gesetzeslage


Jagdverwaltung
➢Die Jagd untersteht dem Umweltministerium
➢Zuständige Verwaltung ist die Forstverwaltung (administration des Eaux et Forêts)


Jagdsystem in Luxemburg
• Das Jagdrecht gilt nach heutiger Rechtsauffassung als **Attribut des Eigentumsrecht**, d.h. es steht allein dem **Grundstückseigentümer** zu.
• Der Grundstückseigentümer ist jedoch verpflichtet sein Jagdausübungsrecht an die **Genossenschaft (Jagdsyndikat)** abzutreten, es sei denn die qualifizierte Mehrheit der Genossen bestimmt es anders. (Gesetz vom 20. Juli 1925)


Jagdsyndikat
(Jagdgenossenschaft)
➢ Ein **Jagdsyndikat** (Genossenschaft) wird gebildet von sämtlichen Besitzern des im Beringe einer Gemeindesektion gelegen **Feld- und Waldeigentums**
➢ Jedes Jagdsyndikat wählt in einer **Generalversammlung** einen **aus fünf Personen bestehenden Vorstand** (Präsident und 4 Beisitzende)
➢ Der (ehrenamtliche) Vorstand wird für jeweils **9 Jahre** gewählt (Dauer eines Jagdpachtvertrages)


Jagdsyndikat
➢ Aufgaben des Vorstandes:
• **Verpachtung** des Jagdrechtes auf dem oder den Jagdlosen des Jagdsyndikates im Namen des Syndikates für eine Dauer von jeweils 9 Jahren
• Verteilen des **Pachtgeldes** an die einzelnen Grundstückseigentümer, gemäss der eingebrachten Grundstücke
• Mitwirkung bei der Regelung des **Wildschadens**
• Stellungnahme zu den **Jagdeinteilungs-projekten**, die ihnen von der Forstverwaltung vorgeschlagen werden
• Bezeichnung eines **Sekretär-Kassierers**

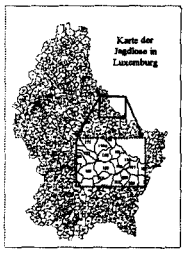
Jagdsystem

- In Luxemburg gilt **das Revierjagdsystem**.
- Das **Jagdsyndikat** (Genossenschaft) **verpachtet** das Jagdrecht für 9 Jahre an einen oder mehreren Ansteigerer (maximal ein Pächter pro 100 ha Jagdfläche).
- Der **Grundstückseigentümer** wird für seine verpachteten Grundstücke entsprechend seines Anteiles an der Gesamtfläche **entschädigt**.

Jagdlose

- Die Jagdlose sind Einheitsjagdlose, d.h. es sind **drei verschiedene Eigentumskategorien** vereinigt: Privateigentum, Staatseigentum und Körperschafts-Eigentum (Gemeinden, Öffentliche Anstalten).
- Die **Reviergrenzen** werden im Prinzip durch die Grenzen der Gemeindesektionen gebildet. Diese können geringfügig von der Forstverwaltung im jagdlichen Sinne abgeändert werden.

Jagdlose (Jagdreviere)



- Zahl der Jagdsyndikate: **420**
- Zahl der Jagdlose: **600**

Grösse des Jagdloses	Zahl der Jagdlose	%
< 250 ha	37	6 %
250-500 ha	424	71 %
500-750 ha	158	26 %
> 750 ha	21	4 %

Kleinstes Jagdlos: 76 ha **Grösstes** Jagdlos: 1.106 ha

Durchschnittliche Grösse eines Jagdloses: 419 ha

Beispiel für die Zusammensetzung eines Jagdloses

- Warum die **Syndikatsbildung Sinn** macht: zerstückelte Eigentumsverhältnisse

(Beispiel: Los 254 Colbette)

Katasterparzellen
Staatswald
Grenzen des Jagdloses

Übertragung des Jagdausübungsrechtes

- Vor Ablauf des bestehenden Jagdpachtvertrages trifft die Jagdgenossenschaft in einer Generalversammlung **zwei Entscheidungen**:
  - **Ob das Jagdausübungsrecht** für die kommende Periode **weitergegeben** wird
  - Wenn ja: nach welchem **Modus** dies geschehen soll:
    - **Öffentliche Versteigerung** *oder*
    - **Verlängerung** des bestehenden Vertrages mit dem Altpächter

Übertragung des Jagdausübungsrechtes für die Periode 2003/2012

Übertragungsmodus	Zahl der Lose		Fläche in ha	
Öffentliche Versteigerung	85	*14,1 %*	33.840	*13,5 %*
Verlängerung des bestehenden Vertrages	514	*85,7 %*	217.216	*86,4 %*
Keine Verpachtung des Jagdrechtes	1	*0,2 %*	300	*0,1 %*

Pachtpreise

Übertragungsmodus	Zahl der Lose	Zeitraum 1994/2003		Zeitraum 2003/2012		Δ
		Jährlicher Pachtpreis		Jährlicher Pachtpreis		
		EUR	Pro ha	EUR	Pro ha	%
Öffentliche Versteigerung	85	629.726	15,6 €	584.128	17,2 €	-6,2 %
Verlängerung des bestehenden Vertrages	514	2.849.689	13,6 €	3.078.733	14,2 €	+4,3 %
Keine Verpachtung des Jagdrechtes	1	-	-	-	-	-
Insgesamt	600	3.679.415	14,2 €	3.966.861	14,6 €	+2,3 %

Fiktiver Pachtpreis eines Durchschnitts-Jagdloses (419 ha): 6.100 €

Jagdmethoden

- In Luxemburg ist die Jagd ausschliesslich mittels **Feuerwaffen** erlaubt !
- Alle **anderen Methoden** sind für die **Jagdausübung** verboten, z.B. Fallen, Pfeil und Bogen, Armbrust, usw.

Jagdwaffen

- Es sind nur Langwaffen für die Jagdausübung erlaubt, also **Büchsen, Flinten** und **kombinierte Waffen**
- **Verbotene Jagdwaffen**:
  - Automatische und halbautomatische Büchsen
  - Automatische und halbautomatische Flinten sowie Repetierflinten, die mehr als zwei Patronen aufnehmen können
  - Kurzwaffen (Pistolen, Revolver)

Munition

- **Der Kugelschuss** ist obligatorisch für alles Schalenwild
- **Ansitz und Pirsch**: nur Büchsenpatronen erlaubt
- **Treibjagd**: Büchsenpatronen und Flintenlaufgeschosse erlaubt

Hilfsmittel

- Zur Jagdausübung **erlaubte Hilfsmittel** sind:
  - Hunde
  - Frettchen
  - Lockpfeifen, welche nicht mechanisch oder elektronisch betrieben werden
  - Optische Bildverstärker mit oder ohne elektrisches Visiersystem
  - Wildanstände und Hochsitze
  - Schirme und Geflechte
  - Jagdmesser
  - Vogelimitationen

Kleiner Exkurs in die Fallenstellerei

- Die Verordnung vom 10. März 1959 erlaubt dem **Grundstückseigentümer** ('propriétaire, possesseur ou fermier') verschiedene als **schädlich** angesehene Tiere zu '*zerstören*', auch mittels Fallen.
- Hintergrund dieser Verordnung ist der **Schutz des Eigentumes**. Beispiel: Fuchs im Hühnerstall
- Dies ist rechtlich gesehen **keine Jagdausübung** und steht deshalb auch dem Grundstückseigentümer zu, nicht dem Jagdpächter.

Jagdbare Wildarten

- Aufgrund der **Benelux-Konvention** vom 10. Juni 1970 betreffend die Jagd und den Vogelschutz sind die jagdbaren Tierarten in **4 Kategorien** eingeteilt: **Hochwild, Niederwild, Wasserwild** und **anderes Wild**
- In Luxemburg sind insgesamt **22 Tierarten** als jagdbares Wild klassiert.
- Hiervon haben **fünf keine Jagdzeit**

Jagdbare Wildarten

HOCHWILD	Mittlere Jahresstrecke (2000-2004)	Mittelwert der letzten 10 Jahre / Tendenz
Rotwild	150 - 200	155 ↑
Rehwild	7000 - 7500	7350 ↔
Schwarzwild	3500 - 4500	3900 ↔
Damwild	50 - 80	100 ↑
Muffelwild	100 - 150	50 ↑

Jagdstrecke inklusive Fallwild

Jagdbare Wildarten

NIEDERWILD	Mittlere Jahresstrecke (2000-2004)	Mittelwert der letzten 10 Jahre / Tendenz
Hasen	1300 - 1500	1450 ↔
Fasane	40 - 50	85 ↓
Waldschnepfen	65 - 75	70 ↔
Rebhühner	keine Jagdzeit seit 1983	
WASSERWILD		
Stockente	1600 - 1800	1900 ↔

Jagdstrecke inklusive Fallwild

Jagdbare Wildarten

ANDERES WILD	Mittlere Jahresstrecke (2000-2004)	Mittelwert der letzten 10 Jahre / Tendenz
Kaninchen	275 - 325	400 ↓
Fuchs	4000 - 5000	5200 ↔
Verwilderte Katzen	350 - 550	750 ↓
Steinmarder	200 - 250	275 ↓
Edelmarder, Mauswiesel	keine Jagdzeit seit 1993	
Hermelin, Iltis	keine Jagdzeit seit 2001	

Jagdstrecke inklusive Fallwild

Jagdbare Wildarten

ANDERES WILD	Mittlere Jahresstrecke	Mittelwert der letzten 10 Jahre / Tendenz
Ringeltaube	1150 – 1350	1250 ↔
Rabenkrähe	500 - 600	550 ↔
Elster	350 - 400	450 ↓
Eichelhäher	250 - 300	350 ↓

Jagdstrecke inklusive Fallwild

Abschussplan

- 1983: Einführung des Abschussplanes für **Muffelwild**
- Seit dem Jagdjahr 1989/90: Abschussplan für **Rot-, Reh- und Muffelwild**
- Seit dem Jagdjahr 1997/98: Abschussplan nur noch für **Rot- und Rehwild**
- Gültig für eine **dreijährige** Periode
- Legt fest wieviel Stück Rot- und Rehwild **maximal** geschossen werden dürfen

Jagdöffnungszeiten

- Generell **kurze** Jagdzeiten
- Jagd erlaubt eine Stunde vor Sonnenaufgang bis eine Stunde nach Sonnenuntergang
- **Nachts** ist die Jagd verboten

Jagdarten

Pirsch und Ansitzjagd (Einzeljagd)

Männliches Rotwild (20. August – 14. Oktober)

Rehbock (15. Mai – 15. Juni und 25. Juli – 10. August)

Schwarzwild (ganzjährig)

Muffelwidder (1. Sept. – 14. Oktober [31. Januar])

Männliches Damwild (20. August – 14. Oktober [15. Dezember])

Jagdarten

- **Herbstjagd** = Treibjagd mit Treibern und laut jagenden Hunden
  15. Oktober – 30. November
  - Kahlwild sowie männliches Rotwild (Geweih bis lauscherhoch)
  - Rehwild
  - Schwarzwild
  - Damwild
  - Muffelwild
  - Niederwild

Jagdarten

- **Treibjagd auf Schwarzwild**:
  - Bis 28. Februar
  - In Maiskulturen: bereits ab 1. August
- **Suchjagd im Herbst**:
  - Auf Hasen und Fasane sowie Enten in Feuchtgebieten
  - Vor allem vor und nach der Treibjagdzeit

Wann wird das Wild erlegt?

- Schätzungsweise über **80 % des Wildes** wird während der herbstlichen **Treibjagdsaison** erlegt.
- Dies bewirkt dass der **Jagddruck** für das Wild insgesamt **niedrig** bleibt.
- **Beunruhigung des** Wildes nur während ein bis zwei Tagen während der Treibjagdzeit.

Wann wird das Wild erlegt?

Beispiel Rotwild:

- **Weibliches Rotwild** wird **ausschliesslich** in der Zeit vom 15. Oktober bis 15. Dezember geschossen (2 Monate)
- **Kälber** werden ausschliesslich in der Zeit vom 15. Oktober bis 30. Dezember geschossen (2,5 Monate)
- **Geweihträger** werden ausschliesslich in der Zeit vom 20. August bis 14. Oktober geschossen (knapp 2 Monate)

Wann wird das Wild erlegt?

Beispiel Rehwild:

- **Weibliches Rehwild** und **Kitze** werden **ausschliesslich** in der Zeit vom 15. Oktober bis 30. November geschossen (6 Wochen)
- **Rehböcke** können **zusätzlich** in der Zeit vom 15. Mai – 15. Juni und vom 25. Juli bis 10. August geschossen werden (6 Wochen)

Wann wird das Wild erlegt?

Beispiel Schwarzwild

(ganzjährig geöffnet):

Jagdjahr 2003/04	Abschüsse in %
Treibjagdsaison (Oktober – Januar/Februar)	78 %
'Bockzeit '-Ansitz (Mai-Juni)	11 %
Restliche Zeit des Jahres	11 %
Jagdjahr 2004/05	**Abschüsse in %**
Treibjagdsaison (Oktober – Januar/Februar)	71 %
'Bockzeit '-Ansitz (Mai-Juni)	17 %
Restliche Zeit des Jahres	12 %

Warum überhaupt jagen ?

Warum überhaupt jagen?

- Die **Nutzung von Wildtieren** ist ein **natürlicher Vorgang.**
- Diese Nutzung ist als **legitim** anzusehen, wenn die Entnahme von Wildtieren aus der Wildbahn **ökologisch vertretbar** ist und **tierschutzgerecht** erfolgt.

Warum überhaupt jagen?

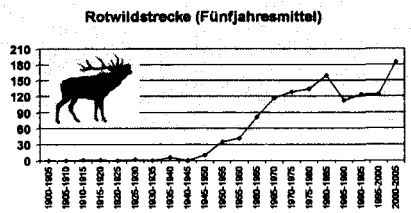
- Die **IUCN** (World Conservation Union) hat in ihrer Grundsatzerklärung von Amman (2000) festgestellt, dass die Nutzung wildlebender Ressourcen, d. h. auch der Wildtierfauna, ein **Instrument zur Erhaltung der Natur** sein kann, sofern sie **nachhaltig** ausgeübt wird.

Warum überhaupt jagen?

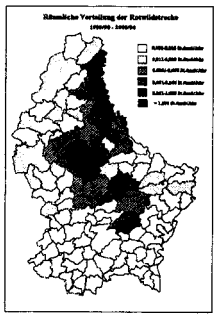
- Die Grossraubtiere **Bär, Wolf und Luchs** bildeten einst auch in unseren Gegenden die oberste Stufe einer **intakten Nahrungskette** und waren somit ein wichtiges Glied in einer funktionstüchtigen Gemeinschaft wildlebender Tiere.
- Nachdem diese **einheimischen Grossraubtiere** in unseren Gegenden **ausgerottet** wurden, haben Hirsch, Reh und Wildschwein keine **natürlichen Feinde** mehr, so dass der Jäger als Ersatz herhalten muss.

Die Entwicklung der Wildbestände anhand der Abschusszahlen

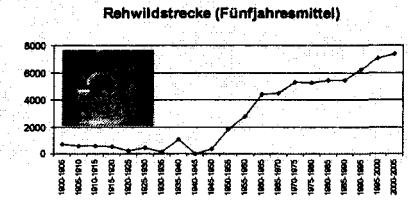
Entwicklung der Rotwildstrecke



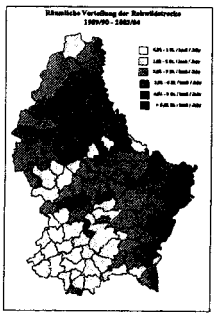
Räumliche Verteilung der Rotwildstrecke



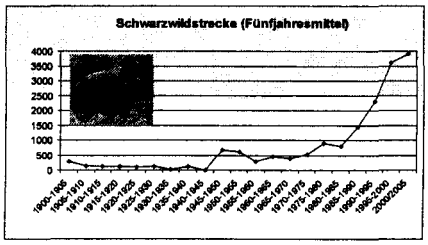
Entwicklung der Rehwildstrecke



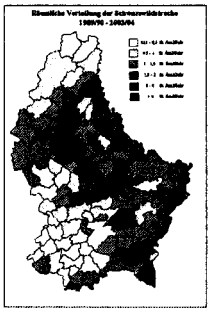
Räumliche Verteilung der Rehwildstrecke



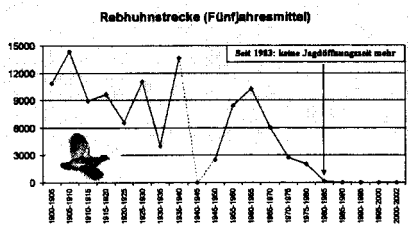
Entwicklung der Schwarzwildstrecke



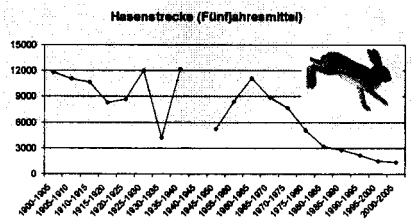
Räumliche Verteilung der Schwarzwildstrecke



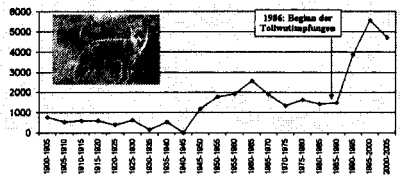
Entwicklung der Rebhuhnstrecke



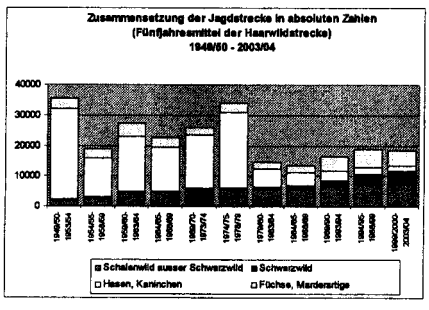
Entwicklung der Feldhasenstrecke



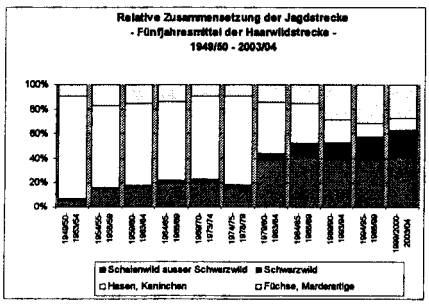
Entwicklung der Fuchsstrecke

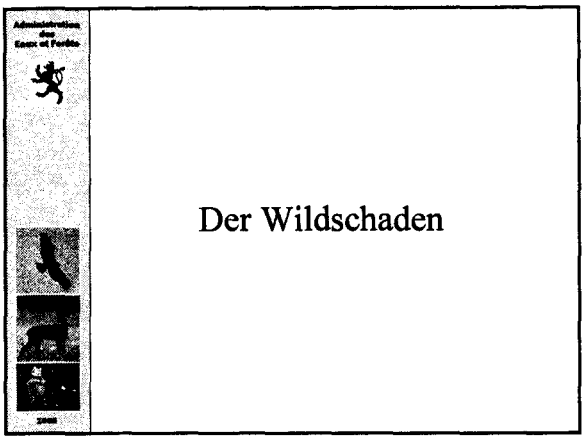


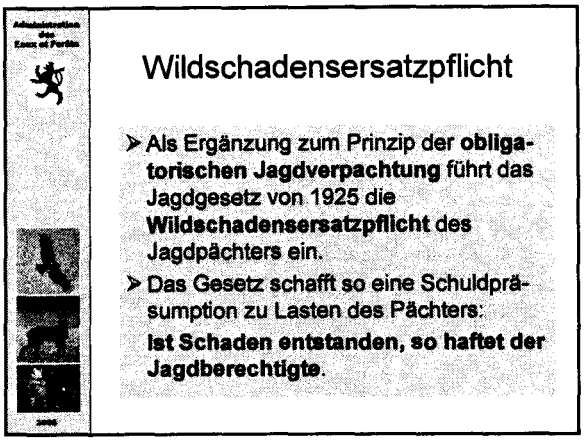
Entwicklung der Haarwildstrecke

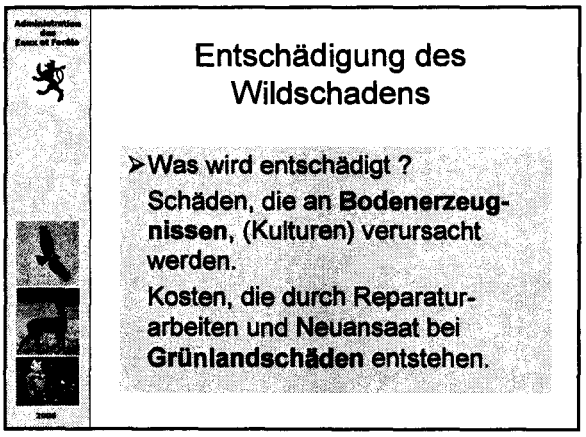


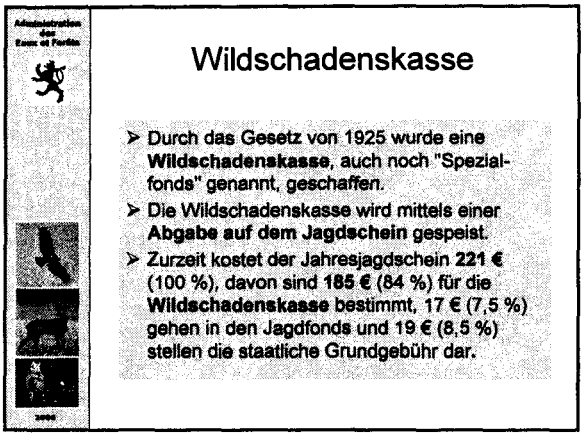
Entwicklung der Haarwildstrecke

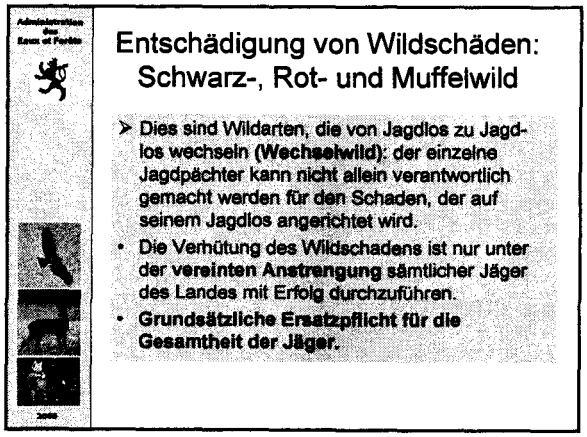


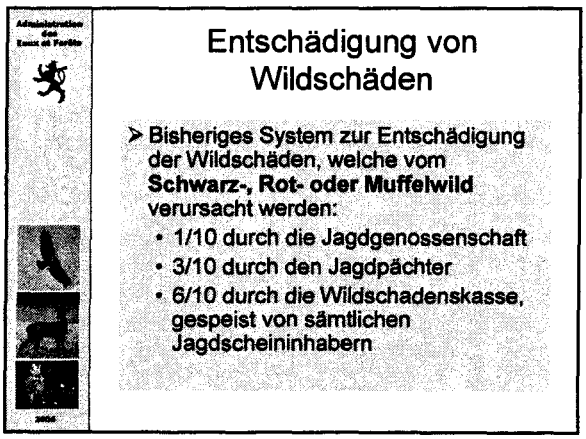

Der Wildschaden


Wildschadensersatzpflicht
Als Ergänzung zum Prinzip der obligatorischen Jagdverpachtung führt das Jagdgesetz von 1925 die Wildschadensersatzpflicht des Jagdpächters ein.
Das Gesetz schafft so eine Schuldpräsumption zu Lasten des Pächters:
Ist Schaden entstanden, so haftet der Jagdberechtigte.


Entschädigung des Wildschadens
Was wird entschädigt ?
Schäden, die an Bodenerzeugnissen, (Kulturen) verursacht werden.
Kosten, die durch Reparaturarbeiten und Neuansaat bei Grünlandschäden entstehen.


Wildschadenskasse
Durch das Gesetz von 1925 wurde eine Wildschadenskasse, auch noch "Spezialfonds" genannt, geschaffen.
Die Wildschadenskasse wird mittels einer Abgabe auf dem Jagdschein gespeist.
Zurzeit kostet der Jahresjagdschein 221 € (100 %), davon sind 185 € (84 %) für die Wildschadenskasse bestimmt, 17 € (7,5 %) gehen in den Jagdfonds und 19 € (8,5 %) stellen die staatliche Grundgebühr dar.


Entschädigung von Wildschäden: Schwarz-, Rot- und Muffelwild
Dies sind Wildarten, die von Jagdlos zu Jagdlos wechseln (Wechselwild): der einzelne Jagdpächter kann nicht allein verantwortlich gemacht werden für den Schaden, der auf seinem Jagdlos angerichtet wird.
Die Verhütung des Wildschadens ist nur unter der vereinten Anstrengung sämtlicher Jäger des Landes mit Erfolg durchzuführen.
Grundsätzliche Ersatzpflicht für die Gesamtheit der Jäger.


Entschädigung von Wildschäden
Bisheriges System zur Entschädigung der Wildschäden, welche vom Schwarz-, Rot- oder Muffelwild verursacht werden:
1/10 durch die Jagdgenossenschaft
3/10 durch den Jagdpächter
6/10 durch die Wildschadenskasse, gespeist von sämtlichen Jagdscheininhabern

Neuer Finanzierungsmodus

Ab dem 1. August 2006 neues System:

- Festsetzen eines **jährlichen Maximalbetrags pro Flächeneinheit**, der von der Wildschadenskasse übernommen wird

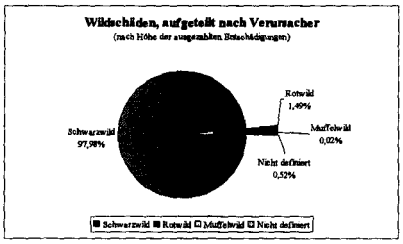
  ⇒ Wildschadenskasse übernimmt 9/10 der Entschädigung, aber nur bis zum festgelegten jährlichen Maximalbetrag (4 Euro pro ha)

Entschädigung von Wildschäden: anderes Wild

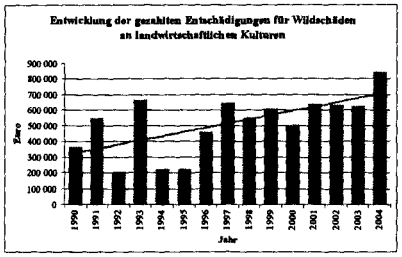
- Durch **anderes Wild** verursachte Schäden werden integral vom lokalen **Jagdpächter** getragen.
- Dieses Wild (z.B. Rehwild, Damwild, Wildkaninchen) wechselt sein Aufenthaltsgebiet wenig (**Standwild**), so dass der Jagdpächter stets in der Lage sein sollte, das Wild so zu regulieren, dass Erntezerstörungen verhütet werden.

Wildschäden durch Schwarzwild

Das Schwarzwild ist Hauptverursacher der aufgenommenen Wildschäden.

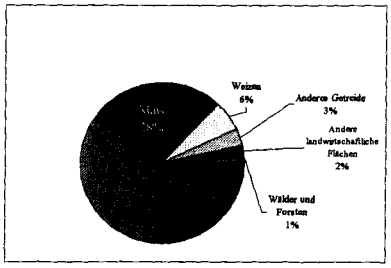


Entwicklung des Wildschadens

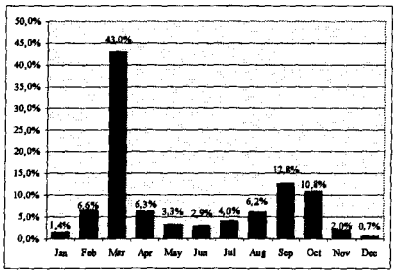


Verdoppelung in 15 Jahren !

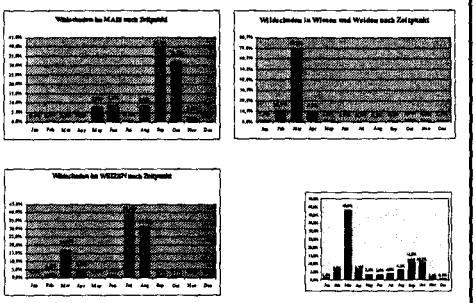
Verteilung des Wildschadens nach Art der Kultur



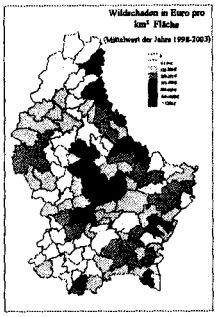
Verteilung des Wildschadens nach Zeitpunkt der Schadenserklärung



Verteilung des Wildschadens nach Zeitpunkt der Schadenserklärung



Wildschaden nach Gemeinden



- Geographisch **ungleichmässige Verteilung** der Schäden
- Auf nur **16 % der Fläche** werden fast **die Hälfte (46%) aller Schäden** vermeldet

Analysierte Daten: in den Jahren 1998 bis 2003 aufgenommene Wildschäden

Wildschaden und Schwarzwildstrecke

Parallele Entwicklung!

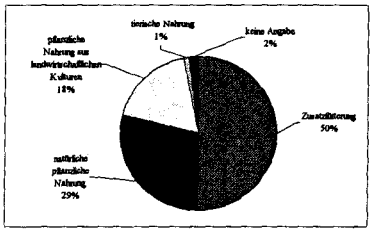
Einige Daten zur Ernährung des Schwarzwildes

Ernährung des Schwarzwildes

- Zurzeit wird in Luxemburg im Rahmen einer Doktorarbeit eine Studie über die **Ernährung des Schwarzwildes** durchgeführt (S. Cellina)
- Eine erste **vorläufige Auswertung** der Mageninhalte ergibt folgendes Resultat:

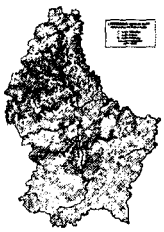
50 %	Zusatzfütterung (Getreide, hauptsächlich Mais)
29 %	"natürliche" pflanzliche Nahrung (Eicheln, Bucheckern, Gräser, Wurzeln, Früchte)
18 %	pflanzliche Nahrung aus landwirtschaftlichen Kulturen (Getreide, Früchte)
1 %	tierische Nahrung (Insekten, Würmer, Säugetiere, Reptilien, Vögel)

Ernährung des Schwarzwildes



Einige Daten zum luxemburger Wald

Landesfläche und Bevölkerung



Gesamtlandesfläche:	258.600 ha	
Bewaldete Fläche:	88.000 ha	34 %
Landwirtschaftliche Fläche:	126.000 ha	50 %

Bevölkerung:	441.000 Einwohner
Dichte:	150 Einwohner pro km²

Zahl der Jäger:	2000
	0,5 % der Bevölkerung

Der Wald im Grossherzogtum Luxemburg

Landesfläche	Bewaldete Fläche	Bewaldungsprozent
258.600 ha	88.000 ha	34 %

Öffentlicher Wald:	40.000 ha	45 %
Privatwald:	48.000 ha	55 %

Staatswald:	9.000 ha	22 %
Öffentliche Anstalten:	1.000 ha	3 %
Gemeindewald:	30.000 ha	75 %

Verteilung der Waldarten

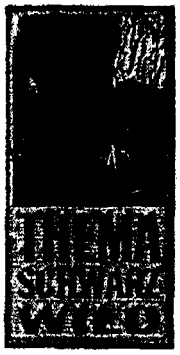
	Privatwald	Öffentlicher Wald	Total	
Nadelholz:	23.000 ha	8.800 ha	31.800 ha	36 %
Laubholz:	25.000 ha	31.200 ha	56.200 ha	64 %
Davon: Niederwald	12.000 ha	1.600 ha	13.600 ha	16 %
Laubhochwald	13.000 ha	29.600 ha	42.600 ha	48 %
Insgesamt:	**48.000 ha**	**40.000 ha**	**88.000 ha**	**100 %**

Merci datt Dir nogelauschert hutt !

ANNEXE 6

Article rédigé par le Dr. Walter Arnold du „Forschungsinstitut für Wildtierkunde und Ökologie“

THEMA



Forschungsinstitut für Wildtierkunde und Ökologie
der Veterinärmedizinischen Universität Wien

Schwarzwild: Hintergründe einer Explosion

Der Blick in die Geschichte und über Österreichs Landesgrenzen hinaus zeigt es: Die enorme Zunahme des Schwarzwildes ist ein europaweites Phänomen, das wesentlich durch die Klimaerwärmung angeheizt wird.

Univ.-Prof. Dr. Walter Arnold

Foto Univ.-Prof. Dr. Walter Arnold

Foto WEIDWERK-Archiv/Schiersmann

Großflächig umgebrochene Wiesen und Schäden an landwirtschaftlichen Kulturen machen insbesondere in den letzten Monaten eines Jahres deutlich, dass es Schwarzwild heute in einer Dichte gibt, die noch vor 20 Jahren völlig undenkbar schien. Selbst für Nichtjäger und damit für eine breite Öffentlichkeit ist mittlerweile unübersehbar, dass Wildschweine in so hoher Zahl in unseren heimischen Wäldern und Fluren leben, wie seit Menschengedenken nicht. Die unvermeidliche Folge sind Wildschäden, die so manchem Jäger auch schmerzlich bewusst machen, dass die faszinierenden Schwarzkittel nicht nur eine Bereicherung für ein Revier darstellen.

Wildschweine gibt es mittlerweile beinahe in ganz Österreich. Selbst in manchen alpinen Regionen werden bereits regelmäßig Sauen gesichtet. Wer jemals „umgepflügte" Almflächen gesehen hat, dem wird aufgrund der langfristigen Auswirkungen dieser Schäden klar, dass Wildschweine sicher nicht überall hingehören, wo sie heute zu finden sind.

Ein weiteres Problem stellt das Vordringen des Schwarzwildes in ursprünglich schwarzwildfreie Rotwildgebiete dar. Der notwendige hohe Jagddruck auf die Wildschweine führt zu einer Beunruhigung im Revier, die besonders in den Wintermonaten vermehrt Wildschäden durch das Rotwild auslösen kann.

Entwicklung in Österreich

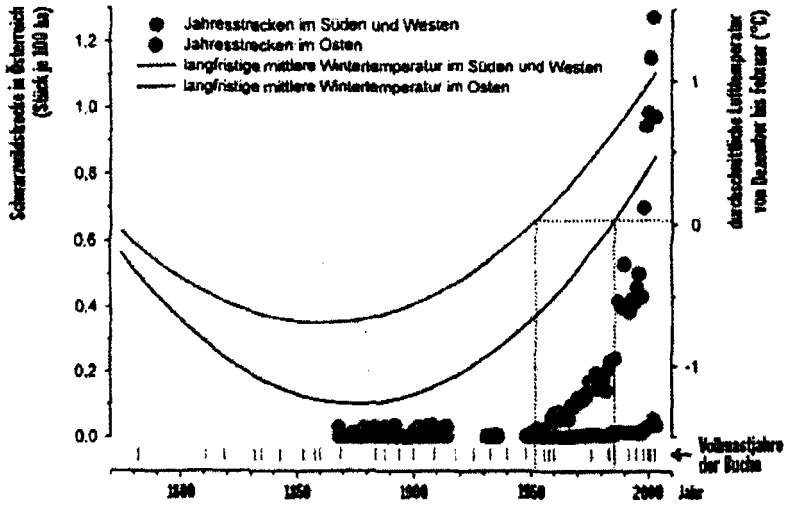
Obwohl die Sauen überall auf dem Vormarsch sind, gibt es nirgendwo in Österreich so viele wie in dem für diese Wildart idealen Lebensraum der östlichen Bundesländer. Die Entwicklung der jährlichen Jagdstrecken zeigt dramatisch, wohin die Reise geht, falls es beim gegenwärtigen Populationswachstum bleibt.

In Ostösterreich war der Sauenbestand und damit die jährliche Jagdstrecke bis etwa 1950 auf gleichem, sehr niedrigem Niveau. Dann hat eine Zunahme eingesetzt, deren zeitlicher Verlauf geradezu lehrbuchmäßig einer biologischen Gesetzmäßigkeit folgt: Das Schwarzwild zeigt ein so genanntes „exponentielles Wachstum", das ganz typisch ist für Arten, die ideale Lebensbedingungen vorfinden und bei denen die Bestandes-

dichte noch weit unter der biologischen Tragfähigkeit des Lebensraumes liegt. Bisher scheint dieser Trend ungebrochen zu sein und wird, sollte die Entwicklung so weitergehen wie bisher, noch wesentlich mehr Probleme bereiten, als mancherorts schon heute zu beklagen sind.

Dass im Jagdjahr 2003 eine deutlich geringere Jagdstrecke zu verzeichnen war als in den 3 Jahren davor, soll nicht Anlass zu trügerischen Hoffnungen geben. Es wäre verfrüht, daraus zu schließen, dass die Zunahme des Schwarzwildbestandes eingedämmt wäre. Der jährliche Zuwachs des Schwarzwildes unterliegt großen Schwankungen. Keine Schalenwildart reagiert auf Veränderungen der Lebensbedingungen so rasch und stark wie das Schwarzwild, und der Sommer 2003 war außergewöhnlich heiß und trocken.

Ebenso falsch wäre es, die Schwarzwildzunahme als ein spezifisch ostösterreichisches Problem zu sehen. Wie die Jagdstrecken zeigen, kommt die „Schwarzwildwelle" in den westlichen und südlichen Bundesländern gerade an (Grafik 1). Das exponentielle Wachstum begann dort erst um 1985, und noch liegen die jährlichen Abschusszahlen weit unter denen von Ostösterreich. Die entscheidende populationsbiologische Kennzahl, nämlich die jährliche Zuwachsrate, ist jedoch – mit Ausnahme der reinen Gebirgsländer Tirol und Vorarlberg, in denen Schwarzwild nach wie vor nur sporadisch auftaucht – in der gleichen Größenordnung wie in Niederösterreich oder im Burgenland. Zwei Gründe sind für den zeitlichen Unterschied der Bestandesentwicklung in den verschiedenen Bundesländern verantwortlich. Zum einen war das Schwarzwild im Süden und Westen praktisch nicht vorhanden, und die Besiedelung brauchte Zeit, da die Rückzugsgebiete relativ weit entfernt waren. Zum anderen scheint der Lebensraum über lange Zeit ungeeignet gewesen zu sein, vor allem wegen der harten Winter. Es ist auffallend, dass die stürmische Phase des Zuwachses sowohl im Osten als auch im Süden und Westen dann begann, als die über einen längeren Zeitraum geglättete durchschnittliche Lufttemperatur in den Wintermonaten 0 °C überschritt. Im Osten Österreichs war dies etwa 35 Jahre früher der Fall als im Westen (Grafik 1).



Grafik 1: Zahl der jährlich je 100 ha Landesfläche erlegten Wildschweine in Niederösterreich, Wien und dem Burgenland (Osten), in der Steiermark, in Kärnten, Oberösterreich und Salzburg (Süden und Westen) von 1868–2003. – Darüber: Durchschnittliche Lufttemperatur im Winter (Messstationen Flughafen Salzburg und Hohe Warte Wien). Die Linien kennzeichnen den geglätteten generellen Trend in den von Jahr zu Jahr recht unterschiedlichen Werten. – Gepunktete Linie: Ungefährer Zeitpunkt, wann die durchschnittliche Temperatur in den Wintermonaten 0 °C überschritt und exponentielles Wachstum des Bestandes einsetzte.

Immer mehr Schwarzwild – ein europaweites Phänomen

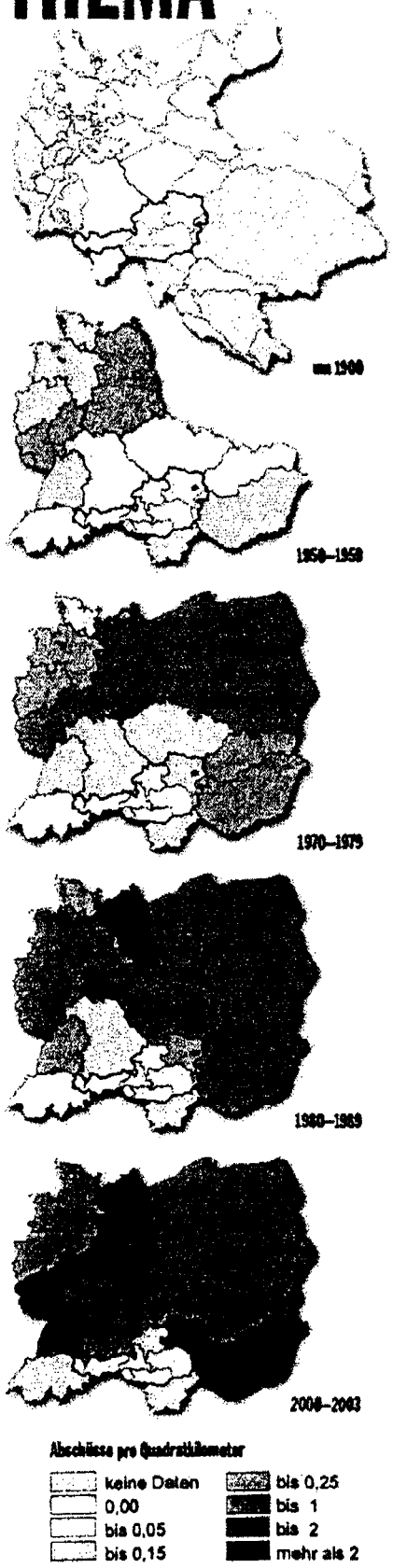
Die Jahresstrecke bei Wildschweinen wird in den meisten europäischen Ländern seit etwa Beginn der 1950er Jahre lückenlos aufgezeichnet. Während des 1. und 2. Weltkrieges wurden solche Daten nicht erhoben, und für die Zwischenkriegszeit existieren nur vereinzelt Angaben. Dagegen gibt es sehr detaillierte Jagdstatistiken vor dem 1. Weltkrieg aus den ehemaligen Kronländern der k. u. k. Monarchie und den Provinzen des deutschen Kaiserreiches bis zurück zur Mitte des 19. Jahrhunderts. Es ist also ein Blick auf die Populationsentwicklung über etwa 150 Jahre möglich. Dieser Blick in die Geschichte zeigt uns, dass das Schwarzwild um 1900 in nennenswerten Dichten nur in relativ kleinen Rückzugsgebieten vorkam: in den laubwaldreichen, von atlantischem Klima geprägten deutschen Mittelgebirgen. Nach dem 2. Weltkrieg begann in praktisch ganz Mitteleuropa eine explosionsartige Zunahme der Bestände und damit der Abschusszahlen (Grafik 2 auf Seite 10).

Trotz praktisch gleich hoher Zuwachsraten in verschiedenen Ländern Mitteleuropas sind die aktuellen Bestandesdichten sehr unterschiedlich. Die Ursache ist offensichtlich auch hier, wie in den österreichischen Bundesländern, ein zeitlich versetzter Beginn des Wachstums der Bestände. Am ehesten begann das exponentielle Wachstum in Schwarzwildkerngebieten wie Rheinland-Pfalz und Hessen, wo derzeit bereits doppelt bis dreifach höhere Strecken erzielt werden als in Ostösterreich, mit etwa einem Stück erlegten Schwarzwildes je 100 ha.

Als mögliche Ursachen für die Schwarzwildzunahme werden immer wieder vermutet: ◆ die massive Zunahme des Maisanbaus in der Landwirtschaft, ◆ ein häufigeres Fruchten von Buche und Eiche (Mastjahre), ◆ die globale Klimaerwärmung.

Inwieweit diese Vermutungen zutreffen, und welche relative Bedeutung diese drei Faktoren für die Schwarzwildzunahme haben, kann nur die Betrachtung langer Zeiträume der Bestandesentwicklung und dieser Faktoren beantworten. Am Forschungsinstitut wurden deshalb Abschusszahlen über möglichst lange Zeiträume aus ganz Mitteleuropa zusammengetragen und zusammen mit lang-

THEMA



◂ Grafik 2: Die Zunahme der Schwarzwildabschüsse in Mitteleuropa während der letzten 100 Jahre. Um die Zahlen aus unterschiedlich großen Regionen und Ländern vergleichbar zu machen, ist die jährliche Strecke in Stück je 100 ha Landesfläche angegeben.

fristigen Klimadaten aus den einzelnen Regionen sowie Angaben zur Intensität von Buchenmast und Maisanbau analysiert.

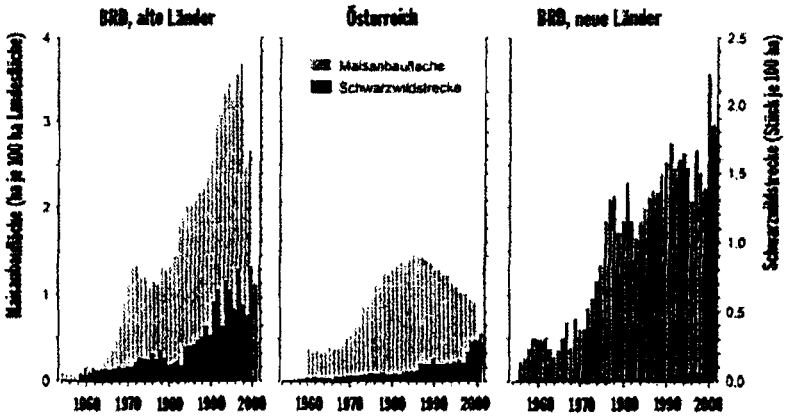
Ist der Maisanbau schuld?

Eine verbesserte Ernährungslage ist, wie Modellrechnungen des Forschungsinstitutes zeigten (WEIDWERK 8/2002), ein wesentlicher Motor der Zunahme von Wildschweinbeständen. Die veränderten Lebensbedingungen in der Kulturlandschaft bescheren den Sauen einen reich gedeckten Tisch und sind in der Lage, die regulierende Wirkung natürlicher Nahrungsengpässe auszusetzen. Besonders dem Maisanbau könnte hierbei entscheidende Bedeutung zukommen. Wie jeder Praktiker weiß, liebt Schwarzwild ganz besonders Mais, und auf den ersten Blick zeigen die Zunahme der Maisanbauflächen in der Landwirtschaft und die Zunahme des Schwarzwildes tatsächlich eine verblüffende Parallelität (Grafik 3). Besonders stark ist dieser Zusammenhang in den alten Bundesländern Deutschlands. Schon weniger überzeugend ist die Situation in Österreich. Obwohl auch hierzulande bis etwa 1985 mehr und mehr Mais angebaut wurde und auch die Schwarzwildabschüsse stetig zunahmen, passt das Bild später nicht mehr. Der Maisanbau in Österreich wurde nach 1985 von Jahr zu Jahr geringer, mit der Zunahme des Schwarzwildes ging es dann jedoch erst richtig los. Ganz zu Fall gebracht wird die „Maishypothese", wenn wir die Schwarzwildentwicklung in den neuen deutschen Bundesländern bzw. in der ehemaligen DDR betrachten. Dort waren die höchsten Bestände und Zuwächse zu verzeichnen – und dies, obwohl es in der DDR praktisch keinen Maisanbau gab! Erst nach der deutschen Wiedervereinigung beginnt Mais als landwirtschaftliche Nutzpflanze überhaupt eine nennenswerte Rolle zu spielen. Die Anbaufläche in den neuen Bundesländern Deutschlands ist aber bis heute nur ein Bruchteil der österreichischen oder westdeutschen, und trotzdem gibt es dort nach wie vor die mit Abstand höchsten Schwarzwilddichten (Grafik 3).

Schwarzwildmotor Buchenmast

Wenn es der Mais nicht ist, bieten vielleicht die natürlichen Nahrungsquellen seit einigen Jahrzehnten mehr Angebot? Bucheckern und Eicheln, der wichtigste natürliche Fraß des Schwarzwildes, sind nicht jedes Jahr im gleichen Ausmaß verfügbar. Fette Jahre mit Vollmasten sind relativ selten und wechseln mit mageren Jahren, in denen Buchen und Eichen nur mäßig oder gar nicht fruchten. Der Einfluss der Fraßverfügbarkeit auf die Bestandesentwicklung beim Wildschwein

Grafik 3: Streckenentwicklung beim Schwarzwild und Entwicklung der Maisanbaufläche in Österreich und Deutschland



ist enorm, soviel ist sicher, aber fruchten Buche und Eiche heute wirklich mehr als früher? Für die Buche lässt sich diese Frage beantworten, denn für diese Baumart gibt es Aufzeichnungen der Vollmastjahre bis zurück ins 17. Jahrhundert. Eine gewisse Häufung von Vollmastjahren ist bei der Buche in der Tat seit etwa 1950 zu verzeichnen (Grafik 1). Allerdings scheint diese Zunahme alleine zu gering zu sein, um als maßgebliche Ursache der Schwarzwildzunahme gelten zu können. In der Wechselwirkung mit Veränderungen des Klimas erlangen die Vollmastjahre der Buche aber eine wichtige Bedeutung, da sie die regulierende Wirkung eines harten Winters aushebeln können.

Harte Winter regulieren

Die Härte des Winters hat den entscheidenden Einfluss auf das wärmeliebende Schwarzwild. In Jagdjahren nach Wintern mit tiefen Temperaturen von Dezember bis Februar sind stets deutlich weniger Wildschweine zur Strecke gekommen. Kälte führt zu hoher Wintersterblichkeit, vor allem bei den Frischlingen, und zu geringerer Fruchtbarkeit bei den Bachen im Folgejahr. Gibt es aber viel zu fressen, dann verliert der Winter für das Schwarzwild seinen Schrecken. Nach einer Vollmast wirken sich selbst kalte Winter nicht mehr merklich auf den Bestand und damit auf die Jagdstrecke im Folgejahr aus. Allerdings gilt diese Aussage nur uneingeschränkt, solange die Bestände noch nicht sehr hoch sind. Hohe Schwarzwilddichte bedeutet viel Konkurrenz um die Nahrung, und da bleibt selbst nach einer Vollmast offensichtlich für viele Tiere nicht mehr genügend Nahrung übrig, um die Kälte ohne Folgen zu überstehen (siehe Tabelle oben).

Im Gegensatz zur Temperatur beeinflusste die Niederschlagsmenge von Dezember bis Februar die im folgenden Jagdjahr gestreckte Zahl von Wildschweinen nur bei geringer Bestandesdichte. Dieses Ergebnis hat wohl weniger mit der Bestandesdichte an sich zu tun, als mit der Tatsache, dass zu Zeiten mit niedrigen Beständen, also vor 1950, die Winter noch kalt genug waren, sodass viel Niederschlag auch zu einer hohen Schneedecke führte, die die Nahrungssuche und damit das Überleben des Schwarzwildes entscheidend beeinträchtigte. Vollmastjahre pufferten die negative Wirkung einer hohen Schneedecke auf den Zuwachs aber ebenso wirksam ab wie die der Kälte (siehe Tabelle oben).

	niedrige Bestände		hohe Bestände	
	Im Vorjahr Fehl- oder *Sprengmast*	Im Vorjahr Vollmast	Im Vorjahr Fehl- oder *Sprengmast*	Im Vorjahr Vollmast
tiefe Temperaturen von Dezember bis Februar des Vorjahres	geringere Strecke	keine Auswirkung	geringere Strecke	geringere Strecke
viel Niederschlag von Dezember bis Februar des Vorjahres	geringere Strecke	keine Auswirkung	keine Auswirkung	keine Auswirkung

Tabelle: Der Einfluss der Winterhärte auf die Jagdstrecke, je nach Ausmaß der Buchenmast im Vorjahr und nach der Jagdstrecke des Vorjahres als Maßzahl für die Bestandesdichte

Die Rolle der Klimaerwärmung

Die Anzeichen für eine Erwärmung des Weltklimas sind unübersehbar. Kalte, schneereiche Winter wurden in den letzten Jahrzehnten auch bei uns zunehmend seltener, und dies scheint ganz wesentlich für die Schwarzwildzunahme verantwortlich zu sein. In Europa ist die mittlere Jahrestemperatur seit Mitte des 19. Jahrhunderts stetig angestiegen. Zu Beginn der Bestandesexplosion beim Schwarzwild in Ostösterreich um 1950 betrug die mehrjährige mittlere Lufttemperatur von Dezember bis Februar, gemessen auf der Hohen Warte in Wien, etwa 0 °C (Grafik 1). Anscheinend stellt diese Temperatur einen Schwellenwert dar, über dem die Wintersterblichkeit den Zuwachs nicht mehr ausreichend reduziert und exponentielles Wachstum einsetzt. Auch in Westösterreich beginnt exponentielles Wachstum etwa beim Überschreiten dieser magischen Temperaturschwelle, was aber in diesen kälteren Landesteilen (Messstation Flughafen Salzburg) erst um 1985 passiert (Grafik 1).

Fazit

◆ Das Schwarzwild findet heute in ganz Europa so günstige Lebensbedingungen vor, wie schon lange nicht mehr. Da nicht zu erwarten ist, dass sich der gegenwärtige Klimatrend in absehbarer Zeit umkehrt oder sich die Fraßverfügbarkeit in der Kulturlandschaft wesentlich verschlechtert, müssen wir davon ausgehen, dass der Schwarzwildbestand in Österreich hoch bleibt und sogar noch weiter zunehmen wird. Von den Schwarzwilddichten in manchen deutschen Bundesländern sind wir glücklicherweise immer noch weit entfernt. Um sie zu verhindern, muss das Schwarzwild und vor allem der Zuwachs konsequent und effizient bejagt werden. Wie der Jagderfolg bei diesem äußerst schlauen Wild nachhaltig verbessert werden kann, darüber hat das Forschungsinstitut bereits ausführlich berichtet (WEIDWERK 10/2004). Gefordert sind vor allem Flexibilität und Revier übergreifendes Handeln!

◆ Der Befund, dass Vollmasten, sprich hohe Nahrungsverfügbarkeit, die regulierende Wirkung des Winters völlig außer Kraft setzen können, zeigt einmal mehr, dass Fütterung oder übermäßige Kirrung unweigerlich die Bestandeszunahme anheizt, weshalb in der heutigen Situation davon unbedingt Abstand genommen werden muss. Das gilt auch für Ablenkfütterungen, da diese den Wildschaden im denkbar schlechtesten Sinn des Wortes „ablenken", nämlich in die Folgejahre, wo er dann verschärft auftritt.

◆ Die gegenwärtige Situation stellt ohne Zweifel eine Herausforderung für die Jägerschaft dar. Es wäre fatal, wenn aufgrund untragbar hoher Schwarzwildbestände der Eindruck entstünde, die Jagd wäre nicht in der Lage, diese Wildart im erforderlichen Maß zu regulieren. Eine Situation wie etwa im Großraum Berlin, wo Schwarzwild zum Stadtbewohner geworden ist und in Vorgärten zu Schaden geht, kann sich niemand wünschen.

ANNEXE 7

Article rédigé par un groupe d'experts du musée national d'histoire naturelle („Positionpapier zur Wildfütterung")

Luxembourg, le 26 janvier 2006

Monsieur Lucien Weiler
Président de la Chambre des députés
19, rue du Marché-aux Herbes

L-1728 LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DEPUTES
Entrée le:
26 JAN. 2007

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, dans le cadre du débat d'orientation sur la chasse dans la chambre des députés, 12 dossiers

« Positionspapier zur Wildfütterung »

du Groupe »Säugetierexpertengruppe » du Musée national d'histoire naturelle.

Je vous prie de bien vouloir les faire parvenir aux membres de la Commission de l'environnement de la Chambre des députés.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments très respectueux.

Georges Bechet
directeur

Transmis en copie pour information
- aux Membres de la Commission de l'Environnement
- aux Membres de la Conférence des Présidents
Luxembourg, le 26 janvier 2007.
Le Secrétaire général de la Chambre des Députés,

musée national d'histoire naturelle
25, rue Münster L-2160 Luxembourg • tél.: (352)462233-1 fax: (352)475152
TVA: LU 11388857 • CCPL: IBAN LU54 1111 1329 0010 0000 • www.mnhn.lu

Positionspapier zur Wildfütterung

Säugetierexpertengruppe des Nationalen Naturhistorischen Museums Luxemburgs

13. November 2006

Musée national d'histoire naturelle
25, rue Münster
L-2160 Luxembourg

Tel: (+352) 46 22 33-1

http://www.mnhn.lu/

Inhalt

Positionspapier zur Wildfütterung der Säugetierexpertengruppe des nationalen naturhistorischen Museums		**4 Seiten**
Anhang 1:	Liste der ausländischen Experten	1 Seite
Anhang 2:	Literaturliste	20 Seiten

Um das Dossier zu vervollständigen, wurden die in der Einführung zitierten Dokumente hier beigefügt:

- Positionspapier der Fédération des Chasseurs Luxembourgeois (2002) — 2 Seiten
- Rundschreiben des Forstdirektors J. Erasmy vom 26. Februar 2003, inklusive 3 Gutachten der Herren Prof. Dr. Dr. K. Pohlmeyer, Dr. P. Lüps & Dr. H. Geisser betreffend das Positionspapier der Jägerföderation — 12 Seiten
- Positionspapier der Luxemburger Natur- und Vogelschutzliga inklusive Schreiben der NATURA und der LNVL (2003) — 21 Seiten
- Positionspapier der Association pour une chasse écologiquement responsable (2004) — 9 Seiten
- Positionspapier der Lëtzebuerger Déiereschutzliga (ohne Datum) — 3 Seiten
- Presseartikel der Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd (2006) — 1 Seite

Musée national
d'histoire naturelle
25, rue Münster
L-2160 Luxembourg
Tel: (+352) 46 22 33-1
http://www.mnhn.lu/

Positionspapier
zur
Wildfütterung

Säugetierexpertengruppe
des
Nationalen Naturhistorischen Museums Luxemburgs

1. Was ist die Säugetierexpertengruppe?

Der Säugetierexpertengruppe des Nationalen Naturhistorischen Museums Luxemburgs (MNHNL) setzt sich zusammen aus Personen, die sich in ihrem Beruf oder in ihrer Freizeit in Luxemburg auf wissenschaftlicher Ebene mit Wildsäugetieren beschäftigen[1]. Ziel dieser Arbeitsgruppe ist es, den wissenschaftlichen Informationsaustausch der Säugetierkundler zu ermöglichen, die notwendige Forschung an Säugetieren zu koordinieren und Vorschläge zum praktischen Schutz einzelner Säugetierarten zu erarbeiten. Außerdem sollen Diskussionsbeiträge zu aktuellen Themen, die Wildsäugetiere betreffen, erarbeitet werden.

2. Vorbemerkung

Die Bejagung der in unserer Kulturlandschaft vorkommenden Wildtiere ist die legitime Nutzung von natürlichen Ressourcen. Die Jagdausübung wird nicht in Frage gestellt, sofern diese im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen erfolgt und das ökologische Gleichgewicht nicht beeinträchtigt.

3. Einführung

Vor allem aufgrund des Ausbruchs der klassischen Schweinepest sowie wegen der stetig steigenden Wildschäden durch Schalenwild – vor allem durch das Wildschwein – ist seit dem Jahr 2002 in Luxemburg das Thema „Wildfütterung" zwischen staatlichen Verwaltungen, Jägerföderationen, Tierschützern, Jägern, Waldbesitzern, Landwirten und Naturschützern heftig diskutiert worden. So brachte im September 2002 die *Fédération des Chasseurs Luxembourgeois* einen „Vorschlag betreffend eine jagd- und wildtiergerechte Fütterung" heraus. Zu diesem Papier ließ die Forstverwaltung drei unabhängige Gutachten erstellen, welche in einem Rundbrief verschickt wurden. Ebenfalls im Jahr 2002 beschäftigte sich die *Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga* in ihrem Papier „Wege zu einer zeitgemäßen Jagdpraxis" unter anderem auch mit dem Thema Wildfütterung. Dasselbe tat auch die *Association pour une Chasse Ecologiquement Responsable a.s.b.l.* in ihrem „Positionspapier zur oekologischen Jagd" im Januar 2004, sowie die *Lëtzebuerger Déiereschutzliga a.s.b.l.* in ihrem nicht datierten Positionspapier „Jagd aus Spass oder als Hobby! Ist das wirklich nötig?". Das Thema „Wildfütterung" ist auch in der *Task Force Peste Porcine*, im *Conseil Supérieur de la Chasse*, im *Programme Forestier National* und im *Plan National pour la Protection de la Nature* behandelt worden. Im Oktober 2006 äußerte sich auch die *Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd* (BOF) in einem Presseartikel über die Wildfütterung.

Auch auf wissenschaftlicher Ebene widmet man sich in jüngster Zeit der Thematik der Wildfütterung. Beispielsweise begann im Mai 2003 eine 3-jährige Studie im Rahmen der Doktorarbeit von Sandra Cellina an der Universität Sussex (England) unter Leitung von Professor Tim Roper, welche sich mit dem Nahrungs- und Reproduktionsverhalten des Wildschweins in Luxemburg beschäftigt. 1200 Mägen sind untersucht worden, die von Juni 2003 bis August 2005 landesweit gesammelt wurden: mehr als 40% der gefundenen Nahrung bestand aus zugefüttertem Material, vor allem Mais[2]. In keiner bisher bekannten Studie zur Schwarzwildernährung in der freien Wildbahn ist ein derart hoher Anteil an anthropogener Nahrung gefunden worden wie in Luxemburg.

[1] In Bezug auf das hier vorliegende Papier sei hinzugefügt, dass die Gruppe aus Jägern und Nichtjägern besteht.
[2] Mais aus Fütterungen ist immer hart getrocknet und wird beim Zerkauen gebrochen; Mais vom Feld wird, da noch nicht vollends trocken, beim Kauen zerquetscht. Diesen Unterscheid kann man bei der Magenuntersuchung sehen und ertasten. Mais von Feldern ist zudem nur kurze Zeit verfügbar.

Die Säugetierexpertengruppe des Nationalen Naturhistorischen Museums Luxemburgs ist wegen dieser Fakten aus den aktuellen Forschungen am Wildschwein sowie wegen der nicht existierenden gesetzlichen Grundlage zum Thema Wildfütterung der Meinung, dass ein neutrales und wissenschaftlich fundiertes Gutachten, das sich ausschließlich mit dem Thema der Wildfütterung beschäftigt, längst überfällig ist[3]. Nachfolgend stellen wir einige Überlegungen vor, die auf Basis einer eingehenden Analyse der wissenschaftlichen Literatur und auf der Grundlage von zahlreichen Gesprächen mit einigen ausländischen Wissenschaftlern (Anhang I) entstanden sind. Die komplette Liste der benutzten Literatur befindet sich in Anhang II.

4. Abgrenzung verschiedener Fütterungsvarianten[4]: ein kurzer Überblick

4.1. Massive Fütterung

Das Hauptziel der massiven Fütterung ist es, durch Zufuhr hoher Energiemengen, eine Steigerung der Reproduktionsrate und damit eine Erhöhung der Bestände zu erreichen und die Tiere an ein Revier zu binden. Die Ausübung findet ganzjährig statt.

4.2. Ablenkfütterung

Das Ziel der Ablenkfütterung ist die Wildschadensreduzierung; daher wird sie ausgeübt, wenn „Wildschadensgefahr droht" (Oktober-März: Grünland; März-April: Getreidesaat; April-Juni: Maissaat; Juli-August: Getreide; September-Oktober: Mais).

4.3. Notzeitfütterung

Das Ziel der Notzeitfütterung ist es, wilden Tieren über eine so genannte „Notzeit" hinwegzuhelfen. Die Ausübung erstreckt sich laut Positionspapier der *Fédération des Chasseurs Luxembourgeois* (2002) von Dezember bis Mai.

4.4. Lockfütterung oder Kirrung

Bei der Kirrung sollen laut Definition nur kleine Mengen Futter ausgebracht werden, so dass keine nennenswerte Energiezufuhr und damit auch keine Bestandserhöhung stattfinden kann / soll. Das Ziel der Kirrung ist es, Tiere anzulocken, um sie an ein Revier zu binden oder um zum Abschuss zu kommen[5]. Momentan wird die Ausübung ganzjährig durchgeführt.

4.5. Impffütterung

In Zeiten von Schweinepestbekämpfung werden auf Anordnung der staatlichen Behörden mehrfach jährlich Impfköder für Wildschweine ausgelegt. Die Tiere werden mit geringen Quantitäten von anderen „klassischen" Futtermitteln wie Mais, u.s.w., zu diesen Auslegestellen der Köder gelockt.

4.6. Wildäcker

Wildäcker, die vorrangig mit Mais, Sonnenblumen, Topinambur oder Hülsenfrüchten bepflanzt werden, sind mit massiver Fütterung (Punkt 4.1.) gleichzusetzen. Wildäcker sind nicht zu verwechseln mit Wildwiesen (siehe Punkt 6.4).

Zusammenfassend kann man also sagen, dass, wenn man alle Fütterungsmethoden in Betracht zieht, Luxemburgs Wildtiere ganzjährig mit Futter aus den Händen der Jäger versorgt werden, was ja für das Wildschwein schon wissenschaftlich belegt ist.

---

[3] Hier werden nur die drei einheimischen Schalenwildarten (Wildschwein, Rothirsch, Reh) betrachtet; die nicht einheimischen Arten (Damhirsch, Mufflon) wurden nicht berücksichtigt.

[4] Verfüttert werden je nach Tierart vor allem Mais, anderes Getreide, Rüben, Äpfel, Heu und Pellets, aber auch diverse „Abfälle" wie z.B. Brot, Kuchen, etc.

[5] Das Argument betreffend den Abschuss scheint weit hergeholt, wenn man weiß, dass in Luxemburg etwa 80% aller Wildschweine nicht vom Ansitz aus, sondern bei Treibjagden erlegt werden. Quelle: Cellina et al. 2004b.

5. Probleme der Fütterung

Die Wildfütterung beinhaltet potenzielle Probleme ökologischer, naturschützerischer, wildbiologischer, ethischer, sozialer, tierschützerischer und jagdlicher Natur, die in den folgenden Abschnitten kurz erläutert werden. Insgesamt gesehen stellt die Säugetierexpertengruppe des MNHNL die Frage, ob Fütterung von Wildtieren mit den Prinzipien des Naturschutzes und modernem Wildtiermanagement vereinbar ist.

5.1. Indirekte Auswirkungen

Fütterung bedeutet einen Eintrag von Nahrung ins Ökosystem und beeinträchtigt das ohnehin schon gestörte biologische Gleichgewicht noch stärker.

Künstlich erzielte hohe Wilddichten (siehe Punkt 5.2) führen zu vermehrten ökonomischen Schäden in landwirtschaftlichen Flächen (hauptsächlich im Grünland und im Mais, vor allem durch das Wildschwein). Bewiesenermaßen wirkt Ablenkfütterung nur in sehr seltenen Fällen wirklich schadensmindernd. Des Weiteren erhöhen hohe Wilddichten das Seuchenrisiko für Wild- und Haustiere (z.B. Schweinepest)[6]. Hohe Bestandsdichten von wiederkäuenden Schalenwildarten (Reh und Rothirsch) erhöhen den Druck auf die Nahrungspflanzen und führen aus forstlicher Sicht zu Verbissschäden (ökonomischer Schaden). Dieser Fraßdruck verhindert mancherorts eine natürliche Verjüngung des Waldes (ökologischer Schaden) und ist nur mit hohem Kostenaufwand zu vermeiden (Zäunung und Reduzierung des Lebensraums für die Wildarten). Der selektive Verbiss bestimmter Pflanzen reduziert zudem mancherorts die Artenvielfalt. Der extreme Verbiss kann in einigen Fällen die langfristige Sicherung von Wäldern – viele davon FFH-Laubwälder[7] – gefährden. Überhöhte Rothirschbestände und Winterfütterung der Rothirsche generell können zudem zu erhöhten Schälschäden führen, ein weiterer ökonomischer Schaden.

Künstlich erhöhte Wildschweinbestände haben vermehrt direkte und indirekte negative Einflüsse auf die Biodiversität. Zu den direkten Effekten gehört u.a. der erhöhte Fraßdruck auf seltene Bodenbrüter wie z.B das Haselhuhn, aber auch auf jagdlich genutzte Arten wie Rebhuhn, Waldschnepfe und Feldhase (Junghasen).

Zu den indirekten Einflüssen gehört der vermehrte Umbruch von artenreichem Grünland: oft muss der betroffene Landwirt wegen der Schwarzwildschäden umpflügen neu einsähen. Dies tut er oft mit naturschützerisch uninteressantem Standardsaatgut, so dass der Artenreichtum verschwindet. Dies wiederum kann vom Naturschutz nicht toleriert werden: es kommt zum Konflikt zwischen Landwirt und Naturschützern.

5.2. Direkte Auswirkungen auf die Zielarten (Schalenwild)

Fütterung schaltet in erster Linie die natürliche Selektion aus, vor allem in den Wintermonaten. Dies spiegelt sich in einer verringerten Mortalität wieder. Auch die schwachen und kranken Tiere überleben den Winter. Des Weiteren kommt es zu einer schnelleren Gewichtszunahme, und die Tiere werden eher geschlechtsreif. So z.B. werfen beim Wildschwein die Sauen bei hohem Nahrungsangebot nicht nur früher und mehr Junge, sondern diese Jungtiere haben selber eine höhere Überlebenswahrscheinlichkeit, da sie in besserer körperlicher Verfassung sind (gut genährte Bachen bringen kräftigere Jungtiere zur Welt und haben sicher auch eine höhere Milchproduktion). Auch nehmen die Jungtiere in großer Anzahl an der Reproduktion teil und bringen ihren Nachwuchs durch. Bedingt durch die Futtergaben kommt es also zu unnatürlich hohen Beständen, welche durch eine zu geringe und z.T. unsachgerechte Bejagung (Schonung der weiblichen Tiere) weiter gefördert werden. Erhöhte Bestände wiederum können zu Verhaltensänderungen führen (z.B. Ansammlungen von Tieren in der Nähe von Futterstellen, Veränderung des Wanderverhaltens und der Raumnutzung). Beim Rothirsch führt vor allem die Winterfütterung zu einer räumlichen Umverteilung. Überhöhte Wilddichten und ein unnatürliches Verhalten erhöhen das Seuchenrisiko drastisch (z.B. Schweinepest), da Krankheiten an Futterstellen schneller verbreitet werden. In Einzelfällen kann die Fütterung auch den Tod bedeuten[8].

[6] Hierzu sei bemerkt, dass auch die Methoden der industriellen Tierhaltung alles andere als tiergerecht sind und so auch selber die Seuchengefahr drastisch erhöhen.

[7] Dies sind Wälder, die laut der EU-Fauna-Flora-Habitat-Richtlinie 92/43/CEE europaweit zu schützen sind.

[8] Als Folge von in Reindiät aufgenommenem Fertigfutter (Pellets) ist die schwere Darmschädigung mit Schleimhautentzündung bekannt. Dieses heutzutage allgemein üblich gereichte Futter birgt deshalb zumindest für die Wiederkäuer ein erhebliches Gesundheitsrisiko. Tod infolge Futterschädlichkeit ist beim Reh eine häufige Todesursache. Diese Tiere werden durch völlig abwegige und falsch verstandene Zufütterung auf fraglos qualvolle Weise zu Tode gefüttert.

6. Schlussfolgerungen der Säugetierexpertengruppe

6.1. Ziel der modernen Jagdausübung sollten ökologisch vertretbare Wilddichten sein, die natürlich genutzt werden können und sollen, die aber auch in der heutigen Kulturlandschaft mit dem noch bestehenden Lebensraum sowie mit den Interessen der anderen Landnutzer wie Landwirten und Waldbesitzer im Einklang stehen. In einem solchen System sind Methoden, die der künstlichen Bestandserhöhung und des Anlockens des Wildes dienen, nicht sinnvoll.

6.2. Jegliche Art der Wildfütterung, egal ob massive Fütterung, Ablenkfütterung, Notzeitfütterung, Kirrung oder Wildäcker ist daher aus ökologischen, naturschützerischen, wildbiologischen, tierschützerischen, jagdlichen, sozialen und ethischen Gründen abzulehnen.

6.3. Die Impffütterung der Wildschweine ist aus ökologischer Sicht abzulehnen, da sie zu einer verringerten Mortalität führt, und so zu einer weiteren Erhöhung der Bestände und den damit verbundenen Problemen beiträgt. Aus sozialpolitischen und veterinärhygienischen Gründen ist eine kontrollierte Impffütterung (zeitlich und mengenmäßig begrenzt) aber zu vertreten, um die Ausbreitung der Schweinepest zu verhindern.

6.4. Wildwiesen, sofern sie nach ökologischen und naturschützerischen Prinzipien angelegt und mit lokalem Saatgut von einheimischen Wildblumen und Gräsern eingesät sind, werden als Biotopverbesserung und nicht als Fütterung angesehen, da sie auch für bedrohte Arten wie Feldhasen und Rebhuhn sinnvoll sind.

6.5. Die Vermarktung von Wildtierfleisch als reines Naturprodukt sollte aufgrund der rezenten Forschungsergebnisse vor allem beim Wildschwein stark in Frage gestellt werden.

6.6. Es ist demnach dringend notwendig, dass ein generelles Fütterungsverbot, mit Ausnahme der Impffütterung, in der Jagdgesetzgebung verankert wird.

7. Abschließende Bemerkung

Sollte ein Fütterungsverbot in Kraft treten, so muss dies Hand in Hand gehen mit einem erhöhten und gezielten Abschuss der überhöhten Bestände, um ein kurzfristiges Ansteigen der Wildschäden zu verhindern. Mittelfristig wäre bei angemessener Bejagung zu erwarten, dass sich der Wildschaden durch die reduzierten – und dann nicht mehr gefütterten – Bestände auf einem erträglichen Niveau einpendeln wird.

Luxemburg, den 13. November 2006
Die Säugetierexpertengruppe des Nationalen Naturhistorischen Museums Luxemburgs

Musée national d'histoire naturelle
25, rue Münster
L-2160 Luxembourg

Tel: (+352) 46 22 33-1

http://www.mnhn.lu/

Musée national
d'histoire naturelle
25, rue Münster
L-2160 Luxembourg
Tel: (+352) 46 22 33-1
http://www.mnhn.lu/

Anhang I

Positionspapier
zur
Wildfütterung

Säugetierexpertengruppe
des
Nationalen Naturhistorischen Museums Luxemburgs

Danksagung

Folgende ausländische Wissenschaftler und Praktiker haben das Positionspapier mit ihren kritischen Anmerkungen deutlich verbessert. An dieser Stelle sei ihnen hierfür herzlich gedankt.

- **Dr. Hannes GEISSER**
  Schwarzwildexperte und Konservator, Naturmuseum des Kantons Thurgau, Schweiz
- **Dr. Niels HAHN**
  Schwarzwildexperte, WILCON Wildlife Consulting, Gomadingen-Wasserstetten, Deutschland
- **Dr. Ulf HOHMANN**
  Abteilung Wald- und Wildökologie, Forschungsanstalt für Waldökologie und Forstwirtschaft, Trippstadt, Deutschland
- **Ir. François KLEIN**
  Responsable du Centre National des Etudes et Recherches Appliquées Cervidés-sanglier, Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, Bar le Duc, France
- **Dr. Peter LÜPS**
  Leiter der Abteilung für Wirbeltiere, Naturhistorisches Museum Bern, Bern, Schweiz
  Mitglied der bernischen Jagdkommission
- **Dr. Eberhard SCHNEIDER**
  öffentl. bestellter u. vereidigter Forstsachverständiger, Fachgebiet Jagdwesen, Göttingen, Deutschland
- **Dipl.-Biol. Olaf SIMON**
  Institut für Tierökologie und Naturbildung, Groß-Gerau, Deutschland

Luxemburg, den 13. November 2006
Die Säugetierexpertengruppe des Nationalen Naturhistorischen Museums Luxemburgs

Musée national
d'histoire naturelle
25, rue Münster
L-2160 Luxembourg
Tel: (+352) 46 22 33-1
http://www.mnhn.lu/

Anhang II

Positionspapier
zur
Wildfütterung

Säugetierexpertengruppe
des
Nationalen Naturhistorischen Museums Luxemburgs

Liste der benutzten Literatur

Abáigar, T. (1992) Paramètres de la reproduction chez le sanglier (*Sus scrofa*) dans le sud-est de la péninsule ibérique. Mammalia 56 (2): 245-250.

Abáigar, T. (1993) Régimen alimentario del jabalí (*Sus scrofa*, L. 1758) en el sureste Ibérico. Doñana, Acta Vertebrata, 20, 35-48.

Abáigar, T., del Barrio, G. & Vericad, J. R. (1994) Habitat preference of wild boar (*Sus scrofa* L., 1758) in a mediterranean environment. Indirect evaluation by signs. *Mammalia* 58: 201-210.

Acevedo, P., Escudero, M. A., Muñoz, R. & Gortázar, C. (2006) Factors affecting wild boar abundance across an environmental gradient in Spain. Acta Theriologica 51 (3): 327-336

Administration des Services Techniques de l'Agriculture (1995) *D'Ackerbauverwaltung am Dengscht vun der Landwirtschaft.* Administration des Services Techniques de l'Agriculture, Luxembourg, 169 p.

Andrzejewski, R. & Jezierski, W. (1978) Management of a wild boar population and its effects on commercial land. *Acta Theriologica* 23: 309-339.

Anonyme (1991) Méthodes de suivi des populations de chevreuils en forêt de plaine: exemple: l'indice kilométrique. Supplément au Bulletin Mensuel de l'Office National de la Chasse 157, 4 p.

Anonyme (1988) Le sanglier. Supplément au Bulletin Mensuel de l'Office National de la Chasse 123, 8 p.

Anonyme (1989) Méthode pratique d'évaluation des dégâts de grand gibier sur les plantations forestières. Supplément au Bulletin Mensuel de l'Office National de la Chasse 141, 8 p.

Anonyme (1989) Protections individualles des plants forestiers contre les dégâts de chevreuils. Supplément au Bulletin Mensuel de l'Office National de la Chasse 141, 6 p.

Anonyme (1997) Wildschweine richten erheblichen Schaden an. *Lëtzebuerger Bauer* 8-21 Feb.

Anonyme (1998) Current status and potential impact of wild boar (*Sus scrofa*) in the English countryside: a risk assessment. Central Science Laboratory, Ministry of Agriculture, Fisheries and Food, unpublished report, 82 p.

Anonyme (2002) Vorschlag der Fédération des Chasseurs Luxembourgeois betreffend eine jagd- und wildtiergerechte Fütterung. Fëscher & Jeeër 6/02 : 26-27.

Anonyme (2002) Wege zu einer zeitgemässen Jagdpraxis. Positionspapier der Luxemburger Natur- und Vogelschutzliga, 20 pp.

Anonyme (2004) Positionspapier zur oekologischen Jagd. Pour une chasse écologiquement responsable asbl, 9 pp.

Anonyme (2004) Bovine TB in deer. The National Federation of Badger Groups, London, 18 pp.

Apollonio, M., Randi, E. & Toso, S. (1988) The systematics of the wild boar (*Sus scrofa* L.) in Italy. *Bollettino de Zoologia* 3: 213-221.

Arnold, W. (2002) Der verborgene Winterschlaf des Rotwildes. Der Ablick 2/2002: 28-33.

Arnold, W., Ruf, T., Reimoser, S., Tataruch, F., Onderscheka, K. & Schober, F. (2003) Nocturnal hypometabolism as an overwintering strategy of red deer (*Cervus elaphus*). Am. J. Phyisol. Regul. Integr. Comp. Physiol. 286: R174-R181.

Augustine, D. J. & deCalesta, J. (2003) Defining deer overabundance and threats to forest communities: from individual plants to landscape structures. Ecoscience 10 (4) 472-486.

Aumaître, A., Morvan, C., Quere, J. P., Peiniau, J. & Vallet, G. (1982) Productivité potentielle et reproduction hivernale chez la laie (*Sus scrofa scrofa*) en milieu sauvage. Journées Rech. Porcine en France 14: 109-124.

Aumaître, A., Queré, J. P. & Peiniau, J. (1984) Influence du milieu sur la reproduction hivernale et la prolificité de la laie. Symposium international sur le sanglier, F. Spitz & D. Pépin, eds., Colloques de l'I.N.R.A., Toulouse (France) 22: 69-78.

Baber, D. W. & Coblentz, B. E. (1987) Diet, nutrition, and conception in feral pigs on Santa Catalina island. Journal of Wildlife Management 51 (2): 306-317.

Badia, J., Spitz, F. & Valet, G. (1991) Estimate of the size of a hunted population. Ecological Modelling 55: 113-122.

Baettig, M. (1995) *Sus scrofa* L., 1758. In: *Säugetiere der Schweiz: Verbreitung - Biologie -Ökologie*, ed. by Denkschriftenkommission der Schweizerischen Akademie der Naturwissenschaften. Birkhäuser Verlag, Basel - Boston - Berlin, 428-432.

Baker D.L. & Hobbs N.T., 1985: Emergency feeding of mule deer during winter: tests of a supplemental ration. *Journal of Wildlife Management* 49: 934-941.

Ballon, P. & Bouldoire, J.-P. (1983) Dégâts dus au gibier. *Bulletin Technique d'Information* 377-378: 185-200.

Barančeková, M. (2004) The roe deer diet: Is floodplain forest optimal habitat. Folia Zoologica 53 (3): 285-292.

Barrat, J., Devaud, J. P. & Aubert, M. F. A. (1984) Paramètres biochimiques et hématologiques, pathologie infectieuse et parasitaire du sanglier sauvage (Sus scrofa). Symposium international sur le sanglier, F. Spitz & D. Pépin, eds., Colloques de l'I.N.R.A., Toulouse (France) 22: 113-119.

Baubet, E. (1998) Biologie du sanglier en montagne: biodémographie, occupation de l'espace et régime alimentaire. Thèse de doctorat, Université Claude Bernard, Lyon, 281 pp. + App.

Baubet, E., Servanty, S., Brandt, S., Toïgo, C. & Klein, F. (2004) Améliorer la connaissance du fonctionnement démographique des populations de sangliers: vers une meilleure gestion de l'espèce Sus scrofa. ONCFS Rapport scientifique 2004: 30-33.

Baubet, E., Bonenfant, C. & Brandt, S. (2004) Diet of the wild boar in the French Alps. In : C. Fonseca, J. Herrero, A Luís and A. M. V. M. Soares (Eds.) Wild Boar Research 2002. A selection and edited papers from the "4th International Wild boar Symposium". Galemys 16 (special issue): 101-113.

Baubet, E., Brandt, S., Jullien, J.-M. & Vassant, J. (1994) Valeur de l'examen de la denture pour la détermination de l'âge chez le sanglier (*Sus scrofa*). Gibier Faune Sauvage 11: 119-132.

Baubet, E., Brandt, S., Vassant, J., Gendner, J.-P. & Klein, F. (2004) Can wild boar be surveyed using GPS? Memoirs of National Institute of Polar research 58 (Special Issue): 188-195.

Baubet, E., Ropert-Coudert, Y. & Brandt, S. (2003) Seasonnal and annual variations in earthworm consumption by wild boar (*Sus scrofa scrofa* L.). Wildlife research 30: 179-186.

Baubet, E., Touzeau, C. & Brandt, S. (1997) Les lombriciens dans le régime alimentaire du sanglier (*Sus scrofa* L.) en montagne. Mammalia 61 (3): 371-383.

Behrend, A. (1999) Kinetik des Ingestaflusses bei Rehen (*Capreolus capreolus*) und Mufflons (*Ovis ammon musimon*) im saisonalen Verlauf. Dissertation, Universität Berlin.

Bertouille, S., Buchet, R. & Villers, M. (2003) Les constats de tir et les relevés d'indices de condition physique comme outil de gestion. Forêt Wallone 63: 5-11.

Bertouille, S. B. & de Crombrugghe, S. A. (1995) Body mass and lower jaw development of the female red deer as indices of habitat quality in the Ardennes. Acta Theriologica 40: 145-162.

Bieber, C. & Ruf, T. (2002) Populationsökologie des Schwarzwildes. Weidwerk 8/2002: 11-14.

Bieber, C. & Ruf, T. (2005) Population dynamics in wild boar *Sus scrofa*: ecology, elasticity of growth rate and implications for the management of pulsed resource consumers. Journal of Applied Ecology 42 (6): 1203-1213.

Blasetti, A., Boitani, L., Riviello, M. C. & Visalberghi, E. (1987) A behavioural study on wild boar (*Sus scrofa* L.) in captivity. *Italian Journal of Zoology, London* 21: 176-177.

Boisaubert, B. & Klein, F. (1984) Contribution à l'étude de l'occupation de l'espace chez le sanglier (Sus scrofa) par capture et recapture. Symposium international sur le sanglier, F. Spitz & D. Pépin, eds., Colloques de l'I.N.R.A., Toulouse (France) 22: 135-150.

Boisaubert, B. & Sand, E. (1994) Le sanglier en France. Evolution des prélèvements et des dégâts. *Bulletin Mensuel de l'Office National de la Chasse* 191: 11-19.

Boitani, L., Mattei, L., Morini, P. & Zagarese, B. (1995) Space use by pen-raised wild boars (Sus scrofa) released in Tuscany (Central Italy) - I: Daily movement patterns. IBEX J.M.E. 3: 108-111.

Boitani, L., Mattei, L., Nonis, D. & Corsi, F. (1994) Spatial and activity patterns of wild boars in Tuscany, Italy. *Journal of Mammalogy* 75: 600-612.

Boitani, L., Trapanese, P., Mattei, L. & Nonis, D. (1995) Demography of a wild boar (*Sus scrofa*, L.) population in Tuscany, Italy. *Gibier Faune Sauvage* 12: 109-132.

Bouldoire J. L. (1984) Le statut du sanglier en France. Evolution entre 1975 et 1982. Symposium international sur le sanglier, F. Spitz & D. Pépin, eds., Colloques de l'I.N.R.A., Toulouse (France) 22: 173-186.

Bouldoire, J.-L. & Havet, P. (1981) Nature et importance des dégâts aux cultures causés par les grands gibiers et les sangliers. *Bulletin Mensuel de l'Office National de la Chasse* 48: 10-16.

Boutin S (1990) Food supplementation experiments with terrestrial vertebrates: patterns, problems, and the future. Canadian Journal of Zoology 68: 203-220.

Brandt, S., Jullien, J.-M. & Vassant, J. (1988) Peut-on estimer l'effectif d'une population de sangliers par relevé d'empreintes sur la neige? Bulletin Mensuel ONC 122: 21-27.

Breton, D. (1994) La limitation des dégâts des sangliers par la pose de clôtures électriques dans le département de la Haute-Marne. *Bulletin Mensuel de l'Office National de la Chasse* 191: 96-100.

Briedermann, L. (1967) Die Nahrungskomponenten des Schwarzwildes (*Sus s. scrofa* 1959) in der mitteleuropäischen Kulturlandschaft. *VIIe Congrès des biologistes du gibier, Beograd*: 207-213.

Briedermann, L. (1971a) Zur Reproduktion des Schwarzwildes in der Deutschen Demokratischen Republik. *Tagungs-Bericht der deutschen Akademie für Landwirtschafts-Wissenschaft, Berlin* 113: 169-186.

Briedermann, L. (1971b) Ermittlungen zur Aktivitätsperiodik des mitteleuropäischen Wildschweines (*Sus s. scrofa* L.). *Zoologischer Garten, Neue Folge, Leipzig* 40: 302-327.

Briedermann, L. (1976) Ergebnisse einer Inhaltsanalyse von 665 Wildschweinmagen. *Zoologischer Garten, Neue Folge, Jena* 46: 157-185.

Brooks, J. E., Ahmad, E., Hussain, I. & Khan, M. H. (1989) The agricultural importance of the wild boar (*Sus scrofa* L.) in Pakistan. *Tropical Pest Management* 35: 278-281.

Bubenik, A. (1959) *Grundlagen der Wildernährung.* Deutscher Bauernverlag, Berlin. Cited in: Hennig, R. (1998) *Schwarzwild - Biologie, Verhalten, Hege und Jagd.* BLV Verlagsgesellschaft, München, 271 p.

Bugalho, M. N. & Milne, J.A. (2003) The composition of the diet of red deer (*Cervus elaphus*) in a Mediterranean environment: a case of summer nutritional constraint? Forest Ecology and Management 181: 23-29.

Bugalho, M. N., Milne, J. A. & Mayes, R. W. (1998) The diet of red deer (*Cervus elaphus hispanicus*) in southern Portugal, during the summer, in relation to food quality. In: Zomborszky, Z. (ed.) Advances in

Deer Biology. Proceedings of the 4th International Deer Biology Congress, Pannon University of Agriculture, Kaposvár, pp. 216-218.

Bugalho, M. N., Milne, J. A. & Racey, P. A. (2001) The foraging ecology of red deer (*Cervus elaphus*) in a Mediterranean environment: Is a larger body size advantageous? Journal of Zoology (London) 255 (3): 285-289.

Cahill, S. & Llimona, F. (2004) Demographics of a wild boar *Sus scrofa* Linnaeus, 1758 population in a metropolitan park in Barcelona. In : C. Fonseca, J. Herrero, A Luís and A. M. V. M. Soares (Eds.) Wild Boar Research 2002. A selection and edited papers from the "4th International Wild boar Symposium". Galemys 16 (special issue): 37-52.

Calenge, C., Maillard, D., Fournier, P. & Fouque, C. (2006) Efficiency of spreading maize in the garrigues to reduce wild boar (*Sus scrofa*) damage to Mediterranean vineyards. European Journal of Wildlife Research 52: 112-120.

Cargnelutti, B., Gérard, J.-F., Spitz, F., Valet, G. & Sardin, T. (1990) Occupation par le sanglier (*Sus scrofa*) des habitats d'un agro-écosystème modifié lors de la mécanisation de l'agriculture. Gibier Faune Sauvage 7: 53-66.

Cargnelutti, B., Spitz, F. & Valet, G. (1992) Analysis of the dispersion of Wild Boar (*Sus scrofa*) in Southern France. Ongulés/Ungulates 91: 423-425.

Carhart A.H. 1943: Fallacies in winter feeding of deer. North American Wildlife Conference Transactions 8: 333-338.

Casaer, J. (2003) Le plan de tir: outil pour la gestion du chevreuil? Forêt Wallone 63: 45-48.

Casey D. & Hein D., 1983: Effects of heavy browsing on a bird community in deciduous forest. *Journal of Wildlife Management* 47: 829-836.

Cash S.D., Zamora D.L. & Lenssen A.W., 1998: Viability of weed seeds in feed pellet processing. *Journal of Range Management* 51: 181-185.

Cellina, S., Schley, L., Krier, A. & Roper, T.J. (2004a) First results on the diet of wild boar *Sus scrofa* in Luxembourg. 5th international wild boar and suidae Symposium, August 31-September 5, 2004. Kraków, Poland.

Cellina, S., Schley, L., Krier, A. & Roper, T.J. (2004b) Hunting of wild boar in Luxembourg. 5th international wild boar and suidae Symposium, August 31-September 5, 2004. Kraków, Poland.

Cellina, S., Schley, L., Krier, A. & Roper, T. J. (2005) Hunting of wild boar in Luxembourg. In: Pohlmeyer, K. (editor) Extended abstracts of the 27th Congress of the International Union of Game Biologists, Hannover 2005. DSV-Verlag Hamburg, 310.

Cellina, S., Schley, L., Krier, A. & Roper, T. J. (2005) Supplemental feeding of wild boar *Sus scrofa* in Luxembourg. In: Pohlmeyer, K. (editor) Extended abstracts of the 27th Congress of the International Union of Game Biologists, Hannover 2005. DSV-Verlag Hamburg, 308-309.

Charlez, A. (1994) De nuisible à gibier, vers une responsabilisation des chasseurs. Bulletin Mensuel de l'ONC 191: 20-25.

Claußen, H. (1995) Schutzmaßnahmen gegen Verbiß-, Schäl- und Fegeschäden. Die Pirsch 25/1995: 36-39.

Cooper S M & Ginnett T F (2000) Potential effects of supplemental feeding of deer on nest predation. Wildlife society bulletin 28: 660-666.

Cooper S M, Owens M K, Cooper R M & Ginnett T F (2006) Effect of supplemental feeding on spatial distribution and browse utilization by white-tailed deer in semi-arid rangeland. Journal of arid environments 66: 716-726.

Côté, S. D., Rooney, T. P., Tremblay, J.-P. Dussault, C. & Waller, D. M. (2004) Ecological impacts of deer overabundance. Annual Review of Ecology, Evolution and Systematics 35: 113-147.

Cousse, S., Spitz, F., Hewson, M. & Janeau, G. (1994) Use of space by juveniles in relation to their post-natal range, mother, and siblings: an example in the wild boar, *Sus scrofa* L. Canadian Journal of Zoology 72: 1691-1694.

Cugnasse, J.-M., Teillaud, P. & Bon, R. (1987) Résultats préliminaires sur l'activité diurne et sur la structure des groupes de sangliers (*Sus scrofa* L.) dans les Monts de l'Espinouse. *Gibier Faune Sauvage* 4: 267-277.

Cuvelier, M. & Dierstein, A. (2003) Mise en œuvre d'une méthodologie d'aménagement pour une forêt multifonctionnelle: l'intégration de la composante faune sauvage. Forêt Wallone 63: 26-31.

Dahmen, R. (1997) Le plan de tir en région Wallone - Outil de gestion? Forêt Wallone 31: 10-19.

Dahmen, R. (2003) Aménagement de la population du chevreuil et biodiversité dans la région d'Elsenborn. Forêt Wallone 63: 49-55.

Dardaillon, M. (1984) *Le Sanglier et le milieu camarguais: dynamique coadaptive.* Thèse de 3e cycle, Université de Toulouse. Cited in: Gérard, J. F., Teillaud, P., Spitz, F., Mauget, R. & Campan, R. (1991) Les ongulés sauvages de France: le sanglier. *Revue d'Ecologie: la Terre et la Vie*, Supplément 6: 11-66.

Dardaillon, M. (1986) Seasonal variations in habitat selection and spatial distribution of wild boar (*Sus scrofa*) in the Camargue, Southern France. *Behavioural Processes* 13: 251-268.

Dardaillon, M. (1987) Seasonal feeding habits of the wild boar in a mediterranean wetland, the Camargue (Southern France). *Acta Theriologica* 32: 389-401.

Dardaillon, M. (1988) Wild boar social groupings and their seasonal changes in the Camargue, southern France. Zeitschrift für Säugetierkunde 53: 22-30.

Dardaillon, M. & Beugnon, G. (1987) The influence of some environmental characteristics on the movements of wild boar *Sus scrofa*. Biology of Behaviour 12: 82-92.

DeCalesta D.S., 1994: Effect of white-tailed deer on songbirds within managed forests in Pennsylvania. *Journal of Wildlife Management* 58: 711-717.

de Crombrugghe, S. (2003) Outils de gestion des populations des cerf et chevreuil à l'aube du XXIème siècle. Forêt Wallone 63: 3-4.

Delorme, D. (2003) Gestion moderne du chevreuil: de la validation à l'application des bio-indicateurs. Forêt Wallone 63: 39-44.

Dobson F S & Kjelgaard J D (1985) The influence of food resources on population dynamics in Columbian ground squirrels. Canadian Journal of Zoology 63: 2095-2104.

Doenier P.B., DelGiudice G.D. & Riggs M.R., 1997: Effects of winter supplemental feeding on browse consumption by white-tailed deer. *Wildlife Society Bulletin* 25: 235-243.

Doman E.R. & Rasmussen D.I., 1944: Supplemental winter feeding of mule deer in northern Utah. *Journal of Wildlife Management* 8: 317-338.

Dunkley L. & Cattet M.R.L., 2003: A Comprehensive Review of the Ecological and Human Social Effects of Artificial Feeding and Baiting of Wildlife. Canadian Cooperative Wildlife Health Centre, *c/o* Department of Veterinary Pathology Western College of Veterinary Medicine University of Saskatchewan, Canada, 69 p.

Eifler M A, Slade N A & Doonan T J (2003) The effect of supplemental food on the growth rates of neonatal, young, and adult cotton rats (*Sigmodon hispidus*) in notheastern Kansas, USA. Acta Oecologica 24: 187-193.

Eisfeld, D. & Hahn, N. (1998) Raumnutzung und Ernährungsbasis von Schwarzwild. Forstzoologisches Institut der Universität Freiburg, Stegen-Wittental, 61 pp.

Ellenberg, H. (1974) Beiträge zur Ökologie des Rehes (*Capreolus capreolus* L.) - Daten aus den Stammhamer Versuchsgehegen. Dissertation, Universität Kiel.

Ellenberg. H. (1978) Zur Populationsökologie des Rehes (*Capreolus capreolus* L) in Mitteleuropa. Spixiana, Zeitschrift für Zoologie (München), Supplement 2, 1-211.

Encke, B.-G. (2003) Vermehrung im „Schweins"-Galopp. Zur Populationsökologie des Schwarzwildes. AFZ-DerWald 13/2003: 628-629.

Erkinaro, E., Heikura, K., Lindgren, E., Pulliainen, E. & Sulkava, S. (1982) Occurrence and spread of the wild boar (*Sus scrofa*) in eastern Fennoscandia. *Memoranda Societatis pro Fauna et Flora Fennica* 58: 39-47.

Estoppey, F. (1998) Waldschnepfe. In: *Schweizer Brutvogelatlas*, ed. by H. Schmid, R. Luder, B. Naef-Daenzer, R. Graf & N. Zbinden. Ala Verlag, Möhlin, 246-247.

Fedriani, J. M., Fuller, T. K. & Sauvajot, R. M. (2001) Does availability of anthropogenic food enhance densities of omnivorous mammals? An example with coyotes in southers California. Ecography 24: 325-331.

Feichtner, B. (1998) Ursachen der Streckenschwankungen beim Schwarzwild im Saarland. Der Saarjäger 3/98: 4-8.

Feichtner, B. (1998) Ursachen der Streckenschwankungen beim Schwarzwild im Saarland. *Zeitschrift für Jagdwissenschaft* 44: 140-150.

Fernández-Llario P & Mateos-Quesada P (1998) Body size and reproductive parameters in the wild boar *Sus scrofa*. Acta Theriologica 43: 439-444.

Festa-Bianchet, M., Gaillard, J.-M. & Côté, S. D. (2003) Variable age structure and apparent density dependence in survival of adult ungulates. Journal of Applied Ecology 72: 640-649.

Fischer, C., Gourdin, H. & Obermann, M. (2004) Spatial behaviour of the wild boar in Geneva, Switzerland: testing the methods and first results. In : C. Fonseca, J. Herrero, A Luís and A. M. V. M. Soares (Eds.) Wild Boar Research 2002. A selection and edited papers from the "4th International Wild boar Symposium". Galemys 16 (special issue): 149-155.

Focardi, S., Toso, S. & Pecchioli, E. (1996) The population modelling of fallow deer and wild boar in a Mediterranean ecosystem. Forest Ecology and Management 88: 7-14.

Föhlisch, A. (1880) Über den Schwarzwildschaden in Westdeutschland und die Mittel zu dessen Beseitigung mit besonderer Berücksichtigung Badens. Bechstein, Wertheim. Cited in: Zappe, E. (1958) Zur Bedeutung des Schwarz-wildes bei Schadinsektengradationen im Walde. *Forst und Jagd* 8: 33-34.

Fonseca, C., Santos, P., Monzón, A., Bento. P., Alves da Silva, A., Alves, J., Silvério, A., Soares, A. M. V. M. & Petrucci-Fonseca, F. (2004) Reproduction in the wild boar (*Sus scrofa* Linnaeus, 1758) population in Portugal. In : C. Fonseca, J. Herrero, A Luís and A. M. V. M. Soares (Eds.) Wild Boar Research 2002. A selection and edited papers from the "4th International Wild boar Symposium»". Galemys 16 (special issue): 53-65.

Forsyth D (2004) A new approach to modelling large herbivores and their food supplies. New Zealand Journal of Ecology 28: 161-162.

Fournier-Chambrillon, C., Maillard, D. & Fournier, P. (1994) Le régime alimentaire du sanglier en milieu méditerranéen. Approche des dégâts sur vigne. *Bulletin Mensuel de l'Office National de la Chasse* 191: 36-47.

Fournier-Chambrillon, C., Maillard, D. & Fournier, P. (1996) Variabilité du régime alimentaire du sanglier (*Sus scrofa* L.) dans les garringues de Montpellier (Hérault). *Gibier Faune Sauvage* 13: 1457-1476.

Frantz, A. C., Tigel Pourtois, J., Heuertz, M., Schley, L., Flamand, M. C., Krier, A., Bertouille, S., Chaumont, F. & Burke, T. (2006) Genetic structure and assignment tests demonstrate illegal translocation of red deer (*Cervus elaphus*) into a continuous population. Molecular Ecology 15: 3191-3203.

Gaillard, J.-M., Pontier, D., Brandt, S., Julien, J.-M. & Allainé, D. (1992) Sex differentiation in postnatal growth rate: a test in a wild boar population. Oecologia 90: 167-171.

Gaillard, J.M., Vassant, J. & Klein, F. (1987) Quelques caractéristiques de la dynamique des populations de sangliers (*Sus scrofa scrofa*) en milieu chassé. Gibier Faune Sauvage 4: 31-47.

Galhano-Alves, J., P. (2004) Man and wild boar: A study in Montesinho Natural Park, Portugal. In : C. Fonseca, J. Herrero, A Luís and A. M. V. M. Soares (Eds.) Wild Boar Research 2002. A selection and edited papers from the "4th International Wild boar Symposium". Galemys 16 (special issue): 223-230.

Gallo Orsi, U., Macchi, E., Perrone, A. & Durio, P. (1992) Biometric data and growth rates of an Alpine population of Wild Boar (*Sus scrofa*). Ongulés/Ungulates 91: 427-429.

Geisser, H. (2000) *Das Wildschwein (*Sus scrofa*) im Kanton Thurgau (Schweiz): Analyse der Populationsdynamik, der Habitatansprüche und der Feldschäden in einem anthropogen beeinflussten Lebensraum.* Dissertation zur Erlangung der naturwissenschaftlichen Doktorwürde, Universität Zürich.

Geisser, H. & Bürgin, T. (1998) Das Wildschwein. Verlag Desertina, Chur, 62 pp.

Geisser H & Reyer H-U (2005) The influence of food and temperature on population density of wild boar *Sus scrofa* in the Thurgau (Switzerland). Journal of Zoology 267: 89-96.

Génard, M. & Lescourret, F. (1985) Le sanglier (*Sus scrofa scrofa* L.) et les diaspores dans le sud de la France. *Revue d'Ecologie: la Terre et la Vie* 40: 343-353.

Génard, M., Lescourret, F. & Durrieu, G. (1986) Mycophagie chez le sanglier et dissemination des spores de champignons hypoges. *Gaussenia* 2: 17-23.

Genov, P. (1981a) Die Verbreitung des Schwarzwildes (*Sus scrofa* L.) in Eurasien und seine Anpassung an die Nahrungsverhältnisse. *Zeitschrift für Jagdwissenschaft* 27: 221-231.

Genov, P. (1981b) Food composition of wild boar in north-eastern and western Poland. *Acta Theriologica* 26: 185-205.

Genov, P. (1981c) Significance of natural biocenoses and agrocenoses as the source of food for wild boar (*Sus scrofa* L.). *Ekologia Polska* 29: 117-136.

Genov, P. (1984) Préférences alimentaires du sanglier vis-à-vis de diverses variétés de pomme de terre. In: *Symposium international sur le sanglier*, ed. by F. Spitz & D. Pépin. *Colloques de l'I.N.R.A., Toulouse (France)* 22: 201-204.

Gérard, J. F. & Campan, R. (1988) Variabilité éco-éthologique chez le sanglier: comparaison des travaux français. *Cahiers d'Ethologie Appliquée* 8: 63-130.

Gérard, J.-F., Cargnelutti, B. & Spitz, F. (1992) Relation entre anisotropie de l'occupation de l'espace et dispersion: un exemple chez le sanlier du sud-ouest de la France. Mammalia 56 (2): 177-187.

Gérard, J.-F., Cargnelutti, B., Spitz, F., Valet, G. & Sardin, T. (1991) Habitat use of wild boar in a French agroecosystem from late winter to early summer. *Acta Theriologica* 26: 119-129.

Gérard, J. F., Teillaud, P., Spitz, F., Mauget, R. & Campan, R. (1991) Les ongulés sauvages de France: le sanglier. *Revue d'Ecologie: la Terre et la Vie,* Supplément 6: 11-66.

Girardin P., Million J.-C. & Thomas M., 1998: La chasse autrement : un exemple alsacien. Le Courrier de l'Environnement de l'INRA, n°3 : http://www.inra.fr/Internet/Produits/ dpenv/girarc34.htm.

Ghiette, P. & de Crombrugghe, S. (2003) Enjeux de Natura 2000 et ongulés sauvages. Forêt Wallone 63: 32-38.

González L M, Margalida A, Sánches R & Oria J (2006) Supplementary feeding as an effective tool for improving breeding success in the Spanish imperial eagle (*Aquila adalberti*). Biological Conservation 129: 477-486.

Gortázar, C., Acevedo, P., Ruiz-Fons, F. & Vicente, J. (2006) Disease risks and overabundance of game species. European Journal of Wildlife Research 52: 81-87.

Gortázar, C., Herrero, J., Villafuerte, R. & Marco, J. (2000) Historical examination of the status of large mammals in Aragon, Spain. Mammalia 64 (4): 411-422.

Götz, V. (1997) Waldverjüngung und Rehe. AFZ/Der Wald 6/1997: 324-327.

Goulding, M. (2001) Wild Boar signs in southern England. British Wildlife 10/2001: 38-41.

Goulding, M. J. (2001) Possible genetic sources of free-living Wild Boar (*Sus scrofa*) in southern England. Mammal Review 31 (3): 245-248.

Goulding, M. J. & Roper, T. J. (2002) Press responses to the presence of free-living Wild Boar (Sus scrofa) in southern England. Mammal Review 32 (4): 272-282.

Groot Bruinderink, G. (1977) Maaginhoudonderzoek van het wilde zwijn (*Sus scrofa* Linnaeus, 1758) op de Veluwe. *Lutra* 19: 73-85.

Groot Bruinderink, G. W. T. A. & Hazebroek, E. (1995) Modelling carrying capacity for wild boar *Sus scrofa scrofa* in a forest/heathland ecosystem. *Wildlife Biology* 1: 81-87.

Groot Bruinderink, G. W. T. A. & E. Hazebroek, 1996. Wild boar (*Sus scrofa scrofa* L.) rooting and forest regeneration on podzolic soild in the Netherlands. Forest Ecology and Management 88: 71-80.

Groot Bruinderink, G. W. T. A., Hazebroek, E. & van der Voot, H. (1994) Diet and condition of wild boar, *Sus scrofa scrofa*, without supplementary feeding. *Journal of Zoology, London* 233: 631-648.

Groot Bruinderink, G. W. T. A., Lammertsma, D. R. & Hazebroek, E. (2000) Effects of cessation of supplemental feeding on mineral status of red deer *Cervus elaphus* and wild boar *Sus scrofa* in the Netherlands. Acta Theriologica 45 (1): 71-85.

Guibert, B. (1997) Une nouvelle approche des population de chevreuils en forêt: l'"Indice de pression sur la flore". ONF-Bulletin Technique 32: 5-12.

Hahn, N. (1998) Ohne wildbiologische Grundlagendaten keine sinnvolle Bewirtschaftung: Raumnutzung und Nahrungswahl von Schwarzwild in Baden-Württemberg. Schriftenreihe des Landesjagdverbandes Bayern 6: 81-96.

Hahn, N. (1998) Schwarzwild als Prädator der Waldhühner – ein nachweisbares Problem ? Ber. Freiburger Forstliche Forschung 1: 89-101.

Hahn, N. (2002) Raumnutzung und Ernährung von Schwarzwild. LWF aktuell, Nr. 35/2002: 32-34.

Hahn, N. & Eisfeld, D. (1998) Diet and habitat use of wild boar (*Sus scrofa*) in SW-Germany. Gibier Faune Sauvage 15: 595-606.

Harris, S., Cresswell, W. J., Forde, P. G., Trewhella, W. J., Woollard, T. & Wray, S. (1990) Home-range analysis using radio-tracking data- a review of problems and techniques particularly as applied to the study of mammals. Mammal Review 20(2/3): 97-123.

Hennig, R. (1998) *Schwarzwild - Biologie, Verhalten, Hege und Jagd.* BLV Verlagsgesellschaft, München, 271 p.

Hennig, R. (2002) Über den Nachhaltigkeitsbegriff im Jagdwesen. Z. Jagdwiss. 48: 271-275.

Henry, V. G. (1969) Predation on dummy nests of ground-nesting birds in the southern Appalachians. *Journal of Wildlife Management* 33: 169-172.

Henry, V. G. & Conley, R. H. (1972) Fall foods of European wild hogs in the southern Appalachians. *Journal of Wildlife Management* 36: 854-860.

Herre, W. (1993) *Sus scrofa* Linnaeus, 1758 - Wildschwein. In: *Handbuch der Säugetiere Europas*, Bd. 2/II Paarhufer - Artiodactyla (Suidae, Cervidae, Bovidae), ed. by J. Niethammer & F. Krapp. AULA-Verlag, Wiesbaden, 36-66.

Herrenschmidt, V., Léger, F. & Terrier, G. (1986) Mode d'occupation spatiale des lynx (*Felis lynx* L.) introduits dans le massif vosgien. Premiers résultats. Gibier Faune Sauvage 3: 67-81.

Herrero, J. (1996) Iniciación al estudio de las repercusiones del incremento de las poblaciones de jabalí en las áreas de montaña. Departamento de Agricultura y Medio Ambiente, Gobierno de Aragón, 96 pp.

Herrero, J. (2003) Adaptación funcional del jabalí *Sus scrofa* L. a un ecosistema forestal y a un sistema agrario intensivo en Aragón. Publicaciones del Consejo de Protección de la Naturaleza de Aragón, Serie Investigación, 159 pp.

Herrero, J., Couto, S., Rosell, C. & Arias, P. (2004) Preliminary data on the diet of wild boar living in a Mediterranean coastal wetland. In : C. Fonseca, J. Herrero, A Luís and A. M. V. M. Soares (Eds.) Wild Boar Research 2002. A selection and edited papers from the "4th International Wild boar Symposium". Galemys 16 (special issue): 115-123.

Herrero, J., Irizar, I., Laskurain, N. A., García-Serrano, A. & García-González, R. (2005) Fruits and roots: wild boar foods during the cold season in the southwestern Pyrenees. Italian Journal of Zoology 72: 49-52.

Hespeler, B. (1999) Raubwild heute - Biologie, Lebensweise, Jagd. BLV Verlagsgesellschaft, München, 227 pp.

Hespeler, B. (1999) Wildschäden heute - Vorbeugung, Feststellung, Abwehr. BLV Verlagsgesellschaft mbH, München, 223 pp.

Hespeler, B. (1989) Rehwild heute - Lebensraum, Jagd und Hege. BLV Verlagsgesellschaft, 2. Auflage, München.

Hoffmann, D. (2005) Arterhaltung und Biodiversität – „Jagd" als Weg des effektiven Ökosystemschutzes. In: Jagd im Visier der Gesellschaft – Positionen, Meinungen, Emotionen. Vorträge zum 8. Briloner Waldsymposium, Brilon, 3-5.

Höfle, U., Vicente, J., Fernández de Mera, I. G., Villanúa, D., Acevedo, P., Ruiz-Fons, F. & Gortázar, C. (2004) Health risks in game production : the wild boar. In : C. Fonseca, J. Herrero, A Luís and A. M. V. M. Soares (Eds.) Wild Boar Research 2002. A selection and edited papers from the "4th International Wild boar Symposium". Galemys 16 (special issue): 197-206.

Hofmann, R. R. (1985) Digestive Physiology of the Deer - Their Morphophysiological Specialisation and Adaptation. In: Drew, K., Fennessy, P. (eds.) Biology of Deer Production. Wellington, New Zealand: Royal Society of New Zealand, Bulletin 22: 393-407

Hofmann, R. R. (1989) Evolutionary steps of ecophysiological adaptation and diversification of ruminants: A comparative view of their digestive system. Oecologia 78: 443-457

Hofmann, R. R. (1993): Die morphologische Anpassung des Verdauungsapperates des Rehs, seine evolutionäre Differenzierung und jahreszeitlichen Veränderungen. In: Hofmann, R.R., Pielowski, Z. (eds.), Deutsch-Polnisches Rehwild-Symposium. 21, Melsungen: Neumann-Neudamm: S. 15-22.

Hohmann, U. (2002) Zur grenzüberschreitenden Radiocäsiumkontamination von Wildschweinfleisch in Rheinland-Pfalz. Literaturübersicht, aktuelle Befunde und Forschungskonzeption. Forschungsanstalt für Waldökologie und Forstwirtschaft Rheinland-Pfalz, 26 pp.

Hohmann, U. (2002) Zur grenzüberschreitenden Radiocäsiumkontamination von Wildschweinfleisch in Rheinland-Pfalz. 2. Zwischenbericht. Forschungsanstalt für Waldökologie und Forstwirtschaft Rheinland-Pfalz, 14 pp.

Hone, J. (1988) Evaluation of methods for ground survey of feral pigs and their sign. *Acta Theriologica* 33: 451-465.

Hoodless, A. & Saari, L. (1997) *Scolopax rusticola*. In: *The EBCC Atlas of European Breeding Birds*, ed. by W. J. M. Hagemeijer & M. J. Blair. T&AD Poyser Natural History, London, 292-293.

Howe, T. D., Singer, F. J. & Ackerman, B. B. (1981) Forage relationships of European wild boar invading Northern Hardwood Forest. *Journal of Wildlife Management* 45: 748-754.

Howells, O. & Edwards-Jones, G. (1997) A feasibility study of reintroducing wild boar Sus scrofa to Scotland: are existing woodlands large enough to support minimum viable populations. Biological Conservation 81: 77-89.

Hromas, J. (1982) Beziehungen zwischen der Qualität von Schwarzwildtrophäen und Umweltbedingungen in der Tschechoslowakei. Zeitschrift für Jagdwissenschaft 28: 3-17.

Hug, M. & ILN Bühl (2002) Fütterung – Ablenkungsfütterung – Kirrung? Erläuterungen zu den Fütterungsbestimmungen der Landesjagdgesetz-Durchführungsverordnung (LJagdGDVO) 2002. NABU Baden-Württemberg, 10 S.

Hug, M., Münch, C., Rösler, S., Schuster, S. & Späth, V. (1999) Jagd als naturnahe Landnutzung - Wege zu einer zeitgemäßen Jagdpraxis. Naturschutzbund Landesverband Baden-Württemberg, 61 S.

Hugonnet, L. & Cabaret, J (1987) Infection of roe-deer in France by the lung nematode, *Dictyocaulus eckerti* Skrjabin, 1931 (Trichostrongyloidea): influence of environmental factors and host density. Journal of Wildlife Diseases 23 (1): 109-112.

Hunt, J. (2003) Impacts of wild deer in Scotland – How fares the public interest? Unpublished report for WWF Scotland and RSPB Scotland, 58 pp.

International Union for the Conservation of Nature. 1999. IUCN guidelines for the prevention of biodiversity loss due to biological invasion. *Species* 31/32: 28-42.

Irizar, I., Laskurain, N. A. & Herrero, J. (2004) Wild boar frugivory in the Atlantic Basque Country. In : C. Fonseca, J. Herrero, A Luís and A. M. V. M. Soares (Eds.) Wild Boar Research 2002. A selection and edited papers from the "4th International Wild boar Symposium". Galemys 16 (special issue): 125-133.

Janda, M. (1958) Die Nahrung des Schwarzwilds, *Sus scrofa* L., im Mittelgebirgsgebiet von Stiavnica. *Säugetierkundliche Mitteilungen* 6: 67-74.

Janeau, G., Cousse, B., Cargnelutti, B. & Spitz, F. (1995) Le rôle des déplacements journaliers dans l'organisation socio-spatiale des populations de sangliers (*Sus scrofa* L.). Rev. Ecol. (Terre Vie) 50: 35-48.

Janeau, G. & Spitz, F. (1984) L'espace chez le sanglier (*Sus scrofa scrofa* L.): occupation et mode d'utilisation. Gibier Faune Sauvage 1: 73-89.

Janeau, G. & Spitz, F. (1984) Budget espace temps des sangliers (*Sus scrofa* L.) en forêt de Grésigne. Symposium international sur le sanglier, F. Spitz & D. Pépin, eds., Colloques de l'I.N.R.A., Toulouse (France) 22: 123-134.

Jedrzejewska, B., Jedrzejewski, W., Bunevich, A. N., Milkowski, L. & Krasinski, Z. A. (1997) Factors shaping population densities and increase rates of ungulates in Bialowieza Primeval Forest (Poland and Belarus) in the 19th and 20th centuries. Acta Theriologica 42: 399-451.

Jedrzejewska, B., Okarma, H., Jedrzejewski, W. & Milkowski, L. (1994) Effects of exploitation and protection on forest structure, ungulate density and wolf predation in Bialowieza Primeval Forest, Poland. Journal of Applied Ecology 31: 664-676.

Jedrzejewski, W., Jedrzejewska, B., Okarma, H. & Ruprecht, A. L. (1992) Wolf predation and snow cover as mortality factors in the ungulate community of the Bialowieza National Park, Poland. Oecologia 90: 27-36.

Jedrzejewski, W., Jedrzejewska, B., Okarma, H., Schmidt, K., Zub, K. & Musiani, M. (2000) Prey selection and predation by wolves in Bialowieza Primeval Forest, Poland. Journal of Mammalogy 81: 197-212.

Jedrzejewski, W., Schmidt, K., Milkowski, L., Jedrzejewska, B. & Okarma, H. (1993) Foraging by lynx and its role in ungulate mortality: the local (Bialowieza Forest) and the Palaearctic viewpoints. Acta Theriologica 38: 385-403.

Jensen, P. G., Pekins, P. J. & Holter, J. B. (1999) Compensatory effect of the heat increment of feeding on thermoregulation costs of white-tailed deer fawns in winter. Canadian Journal of Zoology 77: 1474-1485.

Jezierski, W. & Myrcha, A. (1975) Food requirements of a wild boar population. *Polish Ecological Studies* 1: 61-83.

Jobin, A., Molinari, P. & Breitenmoser, U. 2000. Prey spectrum, prey preference and consumption rates of Eurasian lynx in the Swiss Jura Mountains. Acta Theriologica 45: 243–252.

Jullien, J. M., Brandt, S. & Vassant, J. (1988) L'apport de maïs, à points fixes, est-il un moyen efficace de dissuader les sangliers de fréquenter les céréales en lait? *Bulletin Mensuel de l'Office National de la Chasse* 130: 19-26.

Jullien, J. M., Vivien, Y., Brandt, S. & Vassant, J. (1990) Activité alimentaire et domaines vitaux de cinq sangliers suivis par radiopistage dans le massif de Châteauvillain/Arc en Barrois. *Bulletin Mensuel de l'Office National de la Chasse* 149: 35-40.

Kabudi, P., Fetter, S., Libois, R. M., Schumacker, R. & Ruwet, J.-C. (1987) Etude du régime alimentaire du Sanglier (*Sus scrofa* L.) dans les Ardennes belges. Cahiers d'Ethologie appliquée 7(3): 223-246.

Kaczensky, P., Huber, T., Huber, D., Frkovic, A. & Fico, R. (1997) Wer war es? Raubtierrisse und Spuren erkennen und dokumentieren. Wildbiologische Gesellschaft München e.V., 56 pp.

Kaden, V., Fischer, U., Schwanbeck, U. & Riebe, R. (1992) Ist die Verfütterung von Grünfuttersilge in Gebieten mit Schweinepest beim Schwarzwild eine Gefahr für die Hausschweinbestände? Experimentelle Studie. Berliner und Münchner Tierärztliche Wochenschrift 105 (3): 73-77.

Kaden, V., Heyne, H., Kiupel, H., Letz, W., Kern, B., Lemmer, U., Gossger, K., Rothe, A., Böhme, H. & Tyrpe, P. (2002) Oral immunisation of wild boar against classical swine fever: concluding analysis of the recent field trials in Germany. Berl. Münch. Tierärtz. Wschr. 115: 1-7.

Kassel, R., Bücking, M., Roeder, A. & Jochum, M. (2003) Landesweite Ergebnisse der waldbaulichen Gutachten. AFZ-DerWald 13/2003: 637-640.

Keiss, R. E. & Smith, B. (1966) Can we feed deer? *Colorado Outdoors* 15: 1-8.

Keller, W. (1977) Die Maisäcker sind echte Wildsau-Magnete. *Die Schweizer Jagdzeitschrift* 5: 24.

Klein, F. (1984) Contribution à l'étude de la croissance du sanglier (*Sus scrofa*) par capture et recapture. Symposium international sur le sanglier, F. Spitz & D. Pépin, eds., Colloques de l'I.N.R.A., Toulouse (France) 22: 57-67.

Klemm, M. (1948) Schwarzwild und Schwarzwildschäden in Deutschland im Jahre 1946. *Nachrichtenblatt für den Deutschen Pflanzenschutzdienst* 2: 74-77.

Klemm, M. (1951) Das Schwarzwild und die biologische Bekämpfung unserer Forstschädlinge. Nachrichtenbl. Deutsch. Pflanzenschutzdienst 5: 231-233.

Kodera Y, Nagatsuma T & Fujihara S (2006) The influence of artificial feeding on the summer home range of wild boar (*Sus scrofa*): a preliminary study in Shimane Prefecture, western Japan. A Report on the public Symposium at IMC9 - Part 3 1: 67-68.

Kolling, A. (1999) Rehzäune - Zaunrehe - Fast eine kleine Realsatire. Die Pirsch 10/1999: 3-5.

König, E. (1997) Einfluß des Rehwildverbisses auf die natürliche Verjüngung. AFZ/Der Wald 6/1997: 320-323.

Kosowan A. & Yungwirth F., 1999: Canada thistle survey summary. East Boreal Ecoregion, Saskatchewan Environment.

Kristiansson, H. (1985) Crop damage by wild boars in Central Sweden. In: Proceedings of the XVIIth Congress of the International Union of Game Biologists, Brussels, 605-609.

Krüger, T. (1998) Entwicklung der Jagdstrecken des Schwarzwildes (*Sus scrofa* L. 1758) und möglicher Einflußfaktoren im heutigen Freistaat Sachsen. *Zeitschrift für Jagdwissenschaft* 44: 151-166.

Łabudzki, L. & Wlazełko, M. (1991) Saisonale Dynamik der vom Schwarzwild im Feldanbau verursachten Schäden im Forschungsgebiet Zielonka. *Zeitschrift für Jagdwissenschaft* 37: 250-257.

Leaper, R., Massei, G., Gorman, M. L. & Aspinall, R. (1999) The feasibility of reintroducing Wild Boar (*Sus scrofa*) to Scotland. Mammal Review 29(4): 239-259.

Leclercq, P. (1994) La protection des cultures. Action menée par les chasseurs locaux. *Bulletin Mensuel de l'Office National de la Chasse* 191: 94-95.

Leclercq, P. (1994) Un exemple de diminution volontaire d'une population de sangliers. Bulletin Mensuel de l'ONC 191: 88-89.

Lemel J, Truvé J & Söderberg B (2003) Variation in ranging and activity behaviour of European wild boar *Sus scrofa* in Sweden. Wildlife Biology 9: 29-36.

Lescourret F. & Génard, M. (1985) Recherches d'indices d'alimentation et connaissance des milieux exploités par le sanglier (*Sus scrofa scrofa* L.) en été dans l'Hérault. Gibier Faune Sauvage 1: 63-73.

Lewis T.L. & Rongstad O.J., 1998: Effects of supplemental feeding on white-tailed deer, *Odocoileus virginianus*, migration and survival in northern Wisconsin. *The Canadian Field-Naturalist* 112: 75-81.

Libois, R. M. (1996) The current situation of wild mammals in Belgium: an outline. Hystrix, (n.s.) 8(1-2): 35-41.

Licoppe, A. M. (2006) The diurnal habitat used by red deer (*Cervus elaphus* L.) in the Haute Ardenne. European Journal of Wildlife Research 52: 164-170.

Licoppe, A. & Lievens, J. (2003) Télémétrie et utilisation de l'habitat chez le cerf. Forêt Wallone 63: 12-18.

Linden, A. (2003) Monitoring sanitaire des ongulés sauvages: premiers bilans et perspectives en Région wallone. Forêts Wallone 63: 56-60.

Lodé, T. (2000) Effect of a Motorway on Mortality and Isolation of Wildlife Populations. Ambio 29(3): 163-166.

Lopes, F. J. V. & Borges, J. M. F. (2004) Wild boar in Portugal. In : C. Fonseca, J. Herrero, A Luís and A. M. V. M. Soares (Eds.) Wild Boar Research 2002. A selection and edited papers from the "4th International Wild boar Symposium". Galemys 16 (special issue): 243-251.

Macchi, E., Gallo Orsi, U., Perrone, A. & Durio, P. (1992) Wild boar (*Sus scrofa*) damages in Cuneo Province (Piedmont, Italy NW). *Ongulés/Ungulates* 91: 431-433.

Macdonald, A. A., Kneepkens, A. F. L. M. & Bosma, A. A. (1984) Anatomical studies on the female and male reproductive tracts of wild pigs. Symposium international sur le sanglier, F. Spitz & D. Pépin, eds., Colloques de l'I.N.R.A., Toulouse (France) 22: 93-104

Macdonald, D. W. (1984) A questionnaire survey of farmers' opinions and actions towards wildlife on farmlands. *Agriculture and the Environment. Proceedings of the ITE Symposia* 13: 171-177.

Macdonald, D. W., Tattersall, F. H., Johnson, P. J., Carbone, C., Reynolds, J. C., Langbein, J., Rushton, S. P. & Shirley, M. D. F. (2000) Managing British Mammals: Case Studies from the Hunting Debate. Wildlife Conservation Research Unit, University of Oxford, 165 pp.

Mackin, R. (1970) Dynamics of damage caused by wild boar to different agricultural crops. *Acta Theriologica* 15: 447-458.

Magalhães, A., Bruno de Sousa, C., Afonso-Roque, M. M., Perreira da Fonseca, I. M., Meireles, J., Fazendeiro, M. I. & Madeira de Carvalho, L. M. (2004) The role of wild boar an wild carnivores in the epidemiology of trichinellosis in Portugal. In : C. Fonseca, J. Herrero, A Luís and A. M. V. M. Soares (Eds.) Wild Boar Research 2002. A selection and edited papers from the "4th International Wild boar Symposium". Galemys 16 (special issue): 207-210.

Maillard, D. & Fournier, P. (1994) Le sanglier en milieu méditerranéen. Occupation de l'espace. Unité de gestion. Bulletin Mensuel de l'ONC 191: 26-35.

Maillard, D. & Fournier, P. (2004) Timing and synchrony of births in the wild boar (*Sus scrofa*, Linnaeus, 1758) in a Mediterranean habitat: the effect of food availability. In : C. Fonseca, J. Herrero, A Luís and A. M. V. M. Soares (Eds.) Wild Boar Research 2002. A selection and edited papers from the "4th International Wild boar Symposium". Galemys 16 (special issue): 67-74.

Maizeret, C., Boutin, J.M. & Sempère, A. (1986) Intérêt de la méthode micrographique d'analyse des fèces pour l'étude du régime alimentaire du chevreuil (*Capreolus capreolus*). Gibier Faune Sauvage 3: 159:183.

Maizeret, C. & Tran Manh Sung, D. (1984) Etude du régime alimentaire et recherche du déterminisme fonctionnel de la sélectivité chez le chevreuil (*Capreolus capreolus*) des Landes de Gascogne. Gibier Faune Sauvage 3: 63-103.

Manet, B. & Herman, R. (2003) Photographie automatique et animaux à activité nocturne. Forêt Wallone 63: 19-25.

Martin T E (1987) Food as a limit on breeding birds: a life-history perspective. Annual Review of Ecology and Systematics 18: 453-487.

Martineau D., 2003: Pathologie de la faune et de l'environnement. Département de Microbiologie et de Pathologie, Faculté de Médecine Vétérinaire, Université de Montréal 146 p.

Martys, M. (1982) Gehegebeobachtungen zur Geburts- und Reproduktionsbiologie des Europäischen Wildschweines (*Sus scrofa* L.). Zeitschrift für Säugetierkunde 47: 100-113.

Martys, M. (1986) Komfortverhalten beim Europäischen Wildschwein *Sus scrofa* L. Zeitschrift für Säugetierkunde 51: 104-114.

Massei, G. & Genov, P. V. (2004) The environmental impact of wild boar. In : C. Fonseca, J. Herrero, A Luís and A. M. V. M. Soares (Eds.) Wild Boar Research 2002. A selection and edited papers from the "4th International Wild boar Symposium". Galemys 16 (special issue): 135-145.

Massei, G., Genov, P. V. & Staines, B. W. (1996) Diet, food availability and reproduction of wild boar in a Mediterranean coastal area. *Acta Theriologica* 41: 307-320.

Massei, G., Genov, P. V., Staines, B. W. & Gorman, M. L. (1997) Factors influencing home range and activity of wild boar (*Sus scrofa*) in a Mediterranean coastal area. J. Zool. 242: 411-423.

Massei, G., Genov, P. V., Staines, B. W. & Gorman, M. L. (1997) Mortality of wild boar, *Sus scrofa*, in a Mediterranean area in relation to sex and age. J. Zool. 242: 394-400.

Massei, G. & Tonini, L. (1992) The management of Wild Boar in the Maremma Natural Park. Ongulés/Ungulates 91: 443-445.

Matschke, G. (1964) The influence of oak mast on European wild hog reproduction. Proc. Annual Conference Southeastern Association Game Fish Commiss. 18: 35-39.

Maublanc, M. L. (1986) Utilisation de l'espace chez le chevreuil (*Capreolus capreolus*) en milieu ouvert. Gibier Faune Sauvage 3: 297-311.

Mauget, R. (1972) Observations sur la reproduction du sanglier (*Sus scrofa* L.) à l'etat sauvage. Ann. Biol. Anim. Bioch. Biophys. 12 (2): 195-202.

Mauget, R. (1984) Rythme d'activité et budget-temps chez le sanglier européen (*Sus scrofa* L.). Symposium international sur le sanglier, F. Spitz & D. Pépin, eds., Colloques de l'I.N.R.A., Toulouse (France) 22: 79-92.

Mauget, R., Campan, R., Spitz, F., Dardaillon, M., Janeau, G. & Pépin, D. (1984) Synthèse des connaissances actuelles sur la biologie du sanglier, perspectives de recherche. Symposium international sur le sanglier, F. Spitz & D. Pépin, eds., Colloques de l'I.N.R.A., Toulouse (France) 22: 15-50.

Meffe, G. K. & Carroll, C. R. (1994) Principles of Conservation Biology. Sinauer Associates, Sunderland, Massachusetts, 600 pp.

Melchior, E., Mentgen, E., Peltzer, R., Schmitt, R. & Weiss, J. (1987) *Atlas der Brutvögel Luxemburgs. Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga*, Luxembourg, 336 p.

Melis C, Szafrańska PA, Jędrzejewska B, Bartoń K. 2006. Biogeographical variation in the population density of wild boar (*Sus scrofa*) in western Eurasia. Journal of Biogeography 33: 803-811.

Meriggi, A. & Sacchi, O. (1992) Factors affecting damage by wild boars to cereal fields in Northern Italy. *Ongulés/Ungulates* 91: 439-441.

Metzger, J. (2002) Warum werden Wildschweine zum Problem? LWF aktuell 35/2002: 6-8.

Miller, J. (2000) Schalenwild und naturnah bewirtschafteter Wald. Unser Wald 2/2000: 4-12.

Miller M.W., Wild M.A. & Williams E.S., 1998: Epidemiology of chronic wasting disease in captive Rocky Mountain elk. *Journal of Wildlife Diseases* 34: 532-538.

Miller, R.-A., Kaneene, J. B., Fitzgerald, S. D. & Schmitt, S. M. (2003) Evaluation of the influence of supplemental feeding of white-tailed deer (*Odocoileus virginianus*) on the prevalence of bovine tuberculosis in the Michigan wild deer population. Journal of Wildlife Diseases 39 (1): 84-95.

Mitchell, F. J. G. & Kirby, K. J. (1990) The Impact of Large Herbivores on the Conservation of Semi-natural Woods in the British Uplands. Forestry 63 (4): 333-353.

Molinari-Jobin, A., Molinari, P., Breitenmoser-Würsten, C. & Breitenmoser, U. (2002). Significance of lynx predation for roe deer and chamois mortality in the Swiss Jura Mountains. Wildlife Biology 8 (2) : 109-115.

Montecuccoli, F. (1995) L'équilibre forêt-gibier et l'écologie. Silva Belgica 102 (5): 27-29.

Monzón, A. & Bento, P. (2004) An analysis of the hunting pressure on wild boar (*Sus scrofa*) in the Trás-os-Montes region of northern Portugal. In : C. Fonseca, J. Herrero, A Luís and A. M. V. M. Soares (Eds.) Wild Boar Research 2002. A selection and edited papers from the "4th International Wild boar Symposium". Galemys 16 (special issue): 253-262.

Moser, A. (1997) Der Schrotschuß auf Rehwild. AFZ/Der Wald 6/1997: 316-318.

Moser B, Schütz M & Hindenlang K E (2006) Importance of alternative food resources for browsing by roe deer on deciduous trees: The role of food availability and species quality. Forest Ecology and Management 266: 248-255.

Müller, D. G. (2002) Fertilitätsuntersuchung am Schwarzwild (*Sus scrofa* L.) in Baden-Württemberg. Diplomarbeit, Albert-Ludwigs-Universität Freiburg-im-Breisgau, 74 S.

Müller, L. (2003) Neuregelung der Wildfütterung in Baden-Württemberg. AFZ-DerWald 13/2003: 630-632.

Müller, P. (2002) Ökosystemgerechte Jagd. Rundgespräche der Kommission für Ökologie 25: 95-132.

Náhlik, A., Borkowski, J. & Királiy, G. (2005) Factors affecting the winter-feeding ecology of red deer. Wildlife Biology in Practice 1 (1): 47-52.

Nelson, J. H., Decker, R.H., Barnes, A.M., Nelson, B.C., Quan, T.J., Gillogly, A.R. & Phillips, G.S. (1985) Plague Surveillance Using Wild Boar and Wild Carnivore Sentinels. Journal of Environmentl Health 47 (6) 306-309.

Nyenhuis, H. (1991) Feindbeziehung zwischen Waldschnepfe (*Scolopax rusticola* L.), Raubwild und Wildschwein (*Sus scrofa* L.). *Allgemeine Forst- und Jagd-Zeitung* 162: 174-180.

Odermatt, O. (1996) Zur Bewertung von Wildverbiss - Die "Methode Eiberle". Schweizerische Zeitschrift für Forstwesen 147 (3): 177-199.

Okarma, H., Jedrzejewska, B. Jedrzejewski, W., Krasinski, Z. A. & Milkowski, L. (1995) The roles of predation, snow cover, acorn crop, and man-related factors on ungulate mortality in Bialowieza Primeval Forest, Poland. Acta Theriologica 40(2): 197-217.

Okarma, H., Jedrzejewski, W., Schmidt, K., Kowalczyk, R. & Jedrzejewska, B. (1997) Predation of Eurasian lynx on roe deer and red deer in Bialowieza Primeval Forest, Poland. Acta Theriologica 42: 203-224.

Osborn, R. G. & Jenks, J. A. (1998) Assessing dietary quality of white-tailed deer using fecal indices: effects of supplemental feeding and area. Journal of Mammalogy 79 (2): 437-447.

Ozoga J.J. & Verme L.J., 1982: Physical and reproductive characteristics of a supplementally-fed white-tailed deer herd. *Journal of Wildlife Management* 46: 281-300.

Paquot, A., Brochier, B., Thomas, I. & Pastoret, P.-P. (1988) Campagnes de vaccination antirabique du renard roux (Vulpes vulpes) menées en Belgique: mise en évidence de l'ingestion d'appâts vaccinaux par le cerf rouge (Cervus elaphus), le chevreuil (Capreolus capreolus) et le sanglier (Sus scrofa). Ann. Méd. Vét. 132: 697-702.

Pépin, D., Spitz, F., Janeau, G. & Valet, G. (1987) Dynamics of reproduction and development of weight in the Wild boar (*Sus scrofa*) in South-west France. Zeitschrift für Säugetierkunde 52: 21-30.

Petrak M (2003) Wenn Feldfrüchte und Grünland locken - Verhüten statt vergüten. Wild und Hund Exklusiv - Schwarzwild. 22: 40-51.

Pine, D. S. & Gerdes, G. L. (1973) Wild Pigs in Monterey County, California. Calif. Fish and Game 59(2): 126-137.

Primack, R. (1993) Essentials of Conservation Biology. Sinauer Associates, Sunderland, Massachusetts, 564 pp.

Putman, R. & Staines, B. W. (2004) Supplementary winter feeding of wild red deer *Cervus elaphus* in Europe and North America : justifications, feeding practice and effectiveness. Mammal Review 34: 285-306.

Quenette, P.-Y. & Gérard, J.-F. (1992) From individual to collective vigilance in wild boar (Sus scrofa). Canadian Journal of Zoology 70: 1632-1635.

Queré, J. P. & Pascal, M. (1984) Données préliminaires sur l'utilisation de la squelettochronologie dans la détermination de l'âge individuel chez le sanglier (Sus scrofa scrofa). Symposium international sur le sanglier, F. Spitz & D. Pépin, eds., Colloques de l'I.N.R.A., Toulouse (France) 22: 105-111.

Radeloff, V. & Hostert P. (1997) Räumliche Analyse der Wald-Wild-Problematik. AFZ/Der Wald 6/1997: 331-332.

Randi E (2005) Management of wild ungulate populations in Italy: Captive-breeding, hybridisation and genetic consequences of translocations. Veterinary Research Communications 29: 71-75.

Reimoser, F. (1999) Hinweise zum richtigen Gebrauch von Verbisskennzahlen. Schweizerische Zeitschrift für Forstwesen 150 (5): 184-186.

Reimoser, F. (2003) Steering the impacts of ungulates on temperate forests. Journal for Nature Conservation 10: 243-252.

Reimoser, F., Armstrong, H., Suchant, R. (1999): Measuring forest damage of ungulates: what should be considered. Forest Ecology and Management 120: 47-58.

Reimoser, F. & Gossow, H. (1996) Impact of ungulates on forest vegetation and its dependence on the silvicultural system. *Forest Ecology and Management* 88: 107-119.

Reimoser, F.; Odermatt, O.; Roth, R.; Suchant, R., 1997: Die Beurteilung von Wildverbiss durch SOLL-IST-Vergleich. Allg. Forst-Jagdztg. 168: 214–227.

Reimoser, F. & Reimoser, S. (1997) Wildschaden und Wildnutzen – zur objektiven Beurteilung des Einflusses von Schalenwild auf die Waldvegetation. *Zeitschrift für Jagdwissenschaft* 43: 186-196.

Reinken, G. (1998) Landwirtschaftliche Hirschhaltung - eine Alternative zur umweltfreundlichen Grünlandnutzung. Z. Jagdwiss. 44: 78-84.

Ricklefs, R. E. (1990) Ecology. 3rd Ed. Freeman and Company, USA, 896 pp.

Rieder, M. & Krämer, A. (1999) Strategie Wald und Wild im Kanton Thurgau. Schweizerische Zeitschrift für Forstwesen 150 (7): 257-264.

Roeder, A., Bücking, M. & Jochum, M. (2001) Erfassung von Wildverbiss in Naturverjüngungen. AFZ/Der Wald 12/2001: 606-609.

Roemer G W, Coonan T J, Garcelon D K, Bascompte J & Laughrin L (2001) Feral pigs facilitate hyperpredation by golden eagles and indirectly cause the decline of the island fox. Animal Conservation 4: 307-318.

Rosell, C., Navàs, F., Romero, S. & de Dalmases, I. (2004) Activity patterns and social organisation of wild boar (*Sus scrofa* L.) in a wetland environment: preliminary data on the effects of shooting individuals. In : C. Fonseca, J. Herrero, A Luís and A. M. V. M. Soares (Eds.) Wild Boar Research 2002. A selection and edited papers from the "4th International Wild boar Symposium". Galemys 16 (special issue): 157-166.

Rosenfeld C S & Roberts R M (2004) Maternal diet and other factors affecting offspring sex ratio: a review. Biology of reproduction 71: 1063-1070.

Rüegg, D. & Walcher J. (1997) Wildschadenverhütungskonzept des Kantons Glarus. Schweizerische Zeitschrift für Forstwesen 148 (10): 753-774.

Rupprecht C., Smith J.S., Fekadu M. & Childs J.E., 1995: The ascension of wildlife rabies: a cause for public health concern or intervention? *Emerging Infectious Diseases* 1: 107–114.

Sáez-Royuela, C. & Tellería, J. L. (1986) The increased population of the wild boar (*Sus scrofa* L.) in Europe. *Mammal Review* 16: 97-101.

Sáez-Royuela, C. & Tellería, J. L. (1987) Reproductive trends of the wild boar (*Sus scrofa*) in Spain. Folia Zoologica 36 (1): 21-25.

Saint-Andrieux, C. (1994) Dégâts forestiers et grand gibier. 1. Reconnaissance et conséquences. Supplément au Bulletin Mensuel de l'Office National de la Chasse 194, 7 p.

Saint-Andrieux, C. (1994) Dégâts forestiers et grand gibier. 2. Techniques de relevé dans les peuplements forestiers. Supplément au Bulletin Mensuel de l'Office National de la Chasse 195, 8 p.

Saint-Andrieux, C. (1994) Dégâts forestiers et grand gibier. 3. Techniques de relevé sur un massif forestier. Supplément au Bulletin Mensuel de l'Office National de la Chasse 195, 8 p.

Santos, P., Mexia-de-Almeida, L. & Petrucci-Fonseca, F. (2004) Habitat selection by wild boar *Sus scrofa* L. in Alentejo, Portugal. In : C. Fonseca, J. Herrero, A Luís and A. M. V. M. Soares (Eds.) Wild Boar Research 2002. A selection and edited papers from the "4th International Wild boar Symposium". Galemys 16 (special issue): 167-184.

Schley, L. (2000) The Badger *Meles meles* and the Wild Boar *Sus scrofa*: Distribution and Damage to Agricultural Crops in Luxembourg. D.Phil. Thesis, University of Sussex.

Schley, L. (2003) Apparition et développement d'espèces animales en Europe Occidentale: Situation générale au Grand-Duché de Luxembourg. Actes du 2ème Colloque International de Saint-Hubert, 9 août 2002, pp. 37-53. Fondation Saint-Hubert, Saint-Hubert, Belgique.

Schley, L. (2006) [L'homme et les prédateurs de la faune sauvage.] La situation au Grand-Duché de Luxembourg : réflexions concernant les mammifères. Actes du 5ème Colloque International de Saint-Hubert, 12 août 2005, pp. 41-70. Fondation Saint-Hubert, Saint-Hubert, Belgique.

Schley, L. & Krier, A. (2006) Geographic distribution of the red deer *Cervus elaphus* in Luxembourg. Bulletin de la Société des Naturalistes Luxembourgeois 106: 113-116.

Schley, L., Krier, A., Baghli, A. & Roper, T. J. (1998) Hunting records of game species in Luxembourg during the period 1946 to 1995. Bulletin de la Société des Naturalistes Luxembourgeois 99: 69-75.

Schley, L., Krier, A., Cellina, S. & Roper, T.J. (2004) Agricultural damage by wild boar *Sus scrofa* in Luxembourg. 5th international wild boar and suidae Symposium, August 31-September 5, 2004. Kraków, Poland.

Schley, L., Krier, A., Cellina, S. & Roper, T. J. (2005) Agricultural damage by wild boar *Sus scrofa* in Luxembourg. In: Pohlmeyer, K. (editor) Extended abstracts of the 27th Congress of the International Union of Game Biologists, Hannover 2005. DSV-Verlag Hamburg, 466-467.

Schley, L., Krier, A., Wagner, M. & Roper, T. J. (1998) Changes in the Wild Boar *Sus scrofa* population in Luxembourg during the period 1946 to 1996. Bulletin de la Société des Naturalistes Luxembourgeois 99: 77-85.

Schley, L. & Roper, T. J. (2003) Diet of wild boar *Sus scrofa* in Western Europe, with particular reference to consumption of agricultural crops. Mammal Review 33 (1): 43-56.

Schley, L., Roper, T. J., Schaul, M. & Engel, E. (1999) An Assessment of Badger and Wild Boar Damage to Maize Crops in Luxembourg. In: Abstracts of the 3rd European Congress of Mammalogy, Jyväskylä, Finland, May/June 1999.

Schmidt, A. (1986) La lutte contre les cochons sauvages en utilisant les clôtures électriques. *Oléagineux* 41: 557-559.

Schmidt, K. T. & Hoi, H. (1999) Feeding tactics of low-ranking red deer stags at supplementary feeding sites. Ethology 105: 349-360.

Schmidt; K. T. & Hoi, H. (2002) Supplemental feeding reduces natural selection in juvenile red deer. Ecography 25 (3): 265-272.

Schneider, E. (2005) „Und es bewegt sich doch..."- unser Jagdgesetz auf dem Prüfstand. In: Jagd im Visier der Gesellschaft – Positionen, Meinungen, Emotionen. Vorträge zum 8. Briloner Waldsymposium, Brilon, 6-8.

Schneider, E. & Reinecke, H. (2002) Weidwerk in der Zukunft. Die Reform des Bundesjagdgesetzes. Ein Projekt des VsK Vogelschutzkomitee. Göttingen, Cuvillier Verlag, 79 S.

Schwyzer, A. & Zinggeler J. (2000) Eine neue Methode zur Qualifizierung des Wildverbisses. Schweizerische Zeitschrift für Forstwesen 151 (4): 107-115.

Scott, C. D. & Pelton, M. R. (1975) Seasonal food habits of the European wild hog in the Great Smoky Mountains National Park. *Proceedings of the Annual Conference of the Southeastern Association of Game and Fish Commissioners* 29: 585-593.

Siegel, S. & Castellan, N. J. (1988) Nonparametric Statistics for the Behavioral Sciences, 2nd ed. McGraw.Hill International Editionas, Singapore, 399 pp.

Singer, F. J., Otto, D. K., Tipton, A. R. & Hable, C. P. (1981) Home ranges, movements, and habitat use of European wild boar in Tennessee. *Journal of Wildlife Management* 45: 343-353.

Sjarmidi, A., Spitz, F. & Valet, G. (1992) Food resource used by wild boar in Southern France. *Ongulés/Ungulates* 91: 171-173.

Sodeikat, G. & Pohlmeyer, K. (2002) Temporary home range modifications of wild boar familiy groups (*Sus scrofa* L.) caused by drive hunts in Lower Saxony (Germany). Zeitschrift für Jagdwissenschaft 48 (Supplement): 161-166.

Sodeikat, G. & Pohlmeyer, K. (2003) Heimatverbunden. Die Pirsch 12/2003: 4-11.

Sodeikat, G. & Pohlmeyer, K. (2004) Escape movements of wild boar piglets (*Sus scrofa* L.) after trapping, marking and releasing. In : C. Fonseca, J. Herrero, A Luís and A. M. V. M. Soares (Eds.) Wild Boar Research 2002. A selection and edited papers from the "4th International Wild boar Symposium". Galemys 16 (special issue): 185-193.

Sperber, G. (1994) Deer and Dauerwald - "The German Problem". Nationalpark 4/1994: 4-9.

Spiecker, D. (1969) Verlauf und Ausbreitung der Schweinepest (*Pestis suum*) in der Eifel in den Jahren 1963 und 1964. *Zeitschrift für Jagdwissenschaft* 15: 144-151.

Spitz, F. (1984) Démographie du sanglier en Grésigne (Sud-Ouest de la France). Symposium international sur le sanglier, F. Spitz & D. Pépin, eds., Colloques de l'I.N.R.A., Toulouse (France) 22: 151-157.

Spitz, F. (1992) General model of the spatial and social organization of the Wild Boars (*Sus scrofa* L.). Ongulés/Ungulates 91: 385-389.

Spitz, F. (1999) *Sus scrofa* (Linnaeus, 1758). In: *The Atlas of European Mammals*, ed. by A. J. Mitchell-Jones, G. Amori, W. Boganowicz, B. Kryštufek, P. J. H. Reijnders, F. Spitzenberger, M. Stubbe, J. B. M. Thissen, V. Vohralík, & J. Zima. T&AD Poyser Natural History, London, 380-381.

Spitz, F. & Janeau, G. (1990) Spatial strategies: an attempt to classify daily movements of wild boar. Acta Theriologica 35 (1-2): 129-149.

Spitz, F. & Janeau, G. (1995) Daily selection of habitat in wild boar (*Sus scrofa*). J. Zool. 237: 423-434.

Spitz, F., Janeau, G. & Valet, G. (1984) Eléments de démographie du sanglier (*Sus scrofa*) dans la région de Grésigne. Acta Oecologica, Oecologia Applicata 5 (1): 43-59.

STATEC (1999) Le recensement agricole 1998. *Bulletin du STATEC* 99: 47-73.

Stegeman, L. C. (1938) The European wild boar in the Cherokee National Forest, Tennessee. *Journal of Mammalogy* 19: 279-290. Cited in: Singer, F. J., Otto, D. K., Tipton, A. R. & Hable, C. P. (1981) Home Ranges, Movements, and Habitat Use of European Wild Boar in Tennessee. *Journal of Wildlife Management* 45: 343-353.

Straubinger, F. (2005) Jagd und Nachhaltigkeit – (warum) ein Gegensatz? In: Jagd im Visier der Gesellschaft – Positionen, Meinungen, Emotionen. Vorträge zum 8. Briloner Waldsymposium, Brilon, 9-10.

Stubbe, M. (1997) Naturressourcen der offenen Landschaft und ihre Perspektiven. Beiträge zur Jagd- und Wildforschung 22: 9-14.

Stubbe, M. (1999) Großräumige Wildbewirtschaftung, Fragmentierung von Lebensräumen und Ressourcenschutz. Beiträge zur Jagd- und Wildforschung 24: 9-17.

Suchant, R. & Burghardt, F. (2003) Monetäre Bewertung von Verbissschäden in Naturverjüngungen. AFZ-DerWald 13/2003: 633-636.

Sulkowski P, Smyd-Golba K & Wisniowska L (2004) Characteristics of damage caused by wild boar in various regions of Poland. 5th international wild boar and suidae symposium, Kraków, Poland, Department of Ecology, Wildlife Research and Ecotourism, Pedagogical University of Kraków.

Tarr, M. D. & Pekins, P. J. (2002) Influences of winter supplemental feeding on the energy balance of white-tailed deer fawns in New Hampshire, U.S.A. Canadian Journal of Zoology 80: 6-15.

Teillaud, P. (1986) La vie sociale chez le sanglier: Co-émergence collectivité - Individualité. *Cahiers d'Ethologie Appliquée* 6: 157-184.

Teillaud, P. (1986) Stratégies alimentaires et statut social chez le sanglier en captivité. Behavioural Processes 12: 327-347.

Tellería, J. L. & Sáez-Royuela, C. (1984) The big mammals of central Spain. *Mammal Review* 14: 51-56.

Tellería, J. L. & Sáez-Royuela, C. (1985) L'évolution démographique du sanglier (*Sus scrofa*) en Espagne. *Mammalia* 49: 195-202.

Trouvilliez, J. (ed.) (1994) Gestion du sanglier. Actes du Colloque de Bergerac (24), 9-10 juillet 1993, 143 pp.

Truvé J & Lemel J (2003) Timing and distance of natal dispersal for wild boar *Sus scrofa* in Sweden. Wildlife Biology 9: 51-57.

Truvé, J., Lemel, J. & Söderberg, B. (2004) Dispersal in relation to population density in wild boar (*Sus scofa*). In : C. Fonseca, J. Herrero, A Luís and A. M. V. M. Soares (Eds.) Wild Boar Research 2002. A selection and edited papers from the "4th International Wild boar Symposium". Galemys 16 (special issue): 75-82.

Tucak, Z. (1996) Ergebnisse von 155 Mageninhaltsuntersuchungen von Schwarzwild (*Sus scrofa* L.) im ungegatterten Teil des Waldjagdrevieres Belje in Baranja. *Zeitschrift für Jagdwissenschaft* 42: 165-172.

Ujvari, M., Baagoe, H. J. & Madsen, A. B. (1998) Effectiveness of wildlife warning reflectors in reducing deer-vehicle collisions: a behavioral study. Journal of Wildlife Management 62 (3): 1094-1099.

Uzal, A. & Nores, C. (2004) Endogenous and exogenous constraints in the population changes of wild boar (*Sus scrofa* Linnaeus, 1758). In : C. Fonseca, J. Herrero, A Luís and A. M. V. M. Soares (Eds.) Wild Boar Research 2002. A selection and edited papers from the "4th International Wild boar Symposium". Galemys 16 (special issue): 83-98.

Valet, G., Rosell, C., Charyon, L., Fosty, P. & Spitz, F. (1994) Régime alimentaire automnal du sanglier (*Sus scrofa*) en Ariège, France, et en Catalogne, Espagne. *Gibier Faune Sauvage* 11: 313-326.

Van Lerberghe, P. & Balleux, P. (1999) Les moyens de protection contre les dégâts de gibier. Forêt Wallone 43: 1-14.

Vandel, J.-M. & Stahl, P. (1998) Colonisation du massif jurassien par le lynx (*Lynx lynx*) et impact sur les ongulés domestiques. Gibier Faune Sauvage 15 (hors série tome 3): 1161-1169.

Van Wieren, S. E. & Worm, P. B. (2001) The use of a motorway wildlife overpass by large mammals. Netherlands Journal of Zoology 51 (1) : 97-105.

Vassant, J. (1994) Les techniques de prévention des dégâts de sangliers. *Bulletin Mensuel de l'Office National de la Chasse* 191: 90-93.

Vassant, J. (1994) L'agrainage dissuasif: résultat d'expériences. *Bulletin Mensuel de l'Office National de la Chasse* 191: 101-105.

Vassant, J. (1994) Notion de base pour la gestion. Bulletin Mensuel de l'ONC 191: 48-57.

Vassant, J. (1997) *Agrainage et gestion des populations de sangliers.* Supplément au Bulletin Mensuel de l'Office National de la Chasse 227, 4 p.

Vassant, J. (1999) La gestion cynégétique des populations de sanglier. Supplément au Bulletin Mensuel de l'ONC 246, 4 pp.

Vassant, J. & Boisaubert, B. (1984) Bilan des expérimentations entreprises en Haute-Marne pour réduire les dégâts de sangliers (*Sus scrofa*) à l'encontre des cultures agricoles. In: Symposium international sur le sanglier, ed. by F. Spitz & D. Pépin. *Colloques de l'I.N.R.A., Toulouse (France)* 22: 187-199.

Vassant, J., Brandt, S. & Jullien, J. M. (1990) Essai de dénombrement d'une population de sangliers par observations sur places d'affouragement. Bulletin Mensuel ONC 147: 21-26.

Vassant, J. & Breton, D. (1986) Essai de réduction de dégâts de sangliers (*Sus scrofa scrofa*) sur le blé (*Triticum sativum*) au stade laiteux par distribution de maïs (*Zea mais*) en forêt. *Gibier Faune Sauvage* 3: 83-95.

Vassant, J., Jullien, J. M. & Brandt, S. (1987) Réduction des dégâts de sangliers sur blé et avoine en été. *Bulletin Mensuel de l'Office National de la Chasse* 113: 23-33.

Vassant, J., Jullien, J. M. & Brandt, S. (1987) Reduction of damage to wheat fields at the milk stage by wild boar - Effects of the distribution of maize in adjoining forests. In: Abstracts of the XVIIIth Congress of the International Union of Game Biologists, ed. by B. Bobel, K. Perzanowski, W. L. Regelin & R. Tertil. Kraków, August 1987, 209.

Vernesi, C., Crestanello, B., Pecchioli, E., Tartari, D., Caramelli, D., Hauffe, H. & Bertorelle, G. (2003) The genetic impact of demographic decline and reintroduction in the wild boar (*Sus scrofa*): A microsatellite analysis. Molecular Ecology 12: 585-595.

Vicente J, Ruiz-Fons F, Vidal D, Höfle U, Acevedo P, Villanúa D, Fernández-de-Mera I G, Martin M P & Gortázar C (2005) Serosurvey of Aujezky's disease virus infection in European wild boar in Spain. Veterinary record 156: 408-412.

von Lehmann, E. & Sägesser, H. (1993) *Capreolus capreolus* Linnaeus, 1758 - Reh. In: Handbuch der Säugetiere Europas, Bd. 2/II Paarhufer - Artiodactyla (Suidae, Cervidae, Bovidae), ed. by J. Niethammer & F. Krapp. AULA-Verlag GmbH, Wiesbaden, 233-268.

Weber, J.-M. & Weissbrodt, M. (1999) Feeding habits of the Eurasian lynx in the Swiss Jura Mountains determined by faecal analysis. Acta Theriologica 44(3): 333-336.

Weis, G. B. (1996) Mehr als eine Notlösung - Wege als Äsungsstreifen. Die Pirsch 10/1996: 82-85.

Wilson, C. J. (2003) Distribution and status of feral wild boar *Sus scrofa* in Dorset, southern England. Mammal Review 33 (3): 302-307.

Wilson, C. J. (2003) Preliminary Report on Distribution and Status of Feral Wild Boar in England. Unpublished report to Defra European Wildlife Division.

Wilson, C. J. (2003) Current and Future Deer Management Options. Report on behalf of Defra European Wildlife Division.

Wilson, C. J. (2003) Estimating the Cost of Road Traffic Accidents Caused by Deer in England. Supplementary Report on behalf of Defra European Wildlife Division.

Wilson, C. J. (2004) Rooting damage to farmland in Dorset, southern England, caused by feral wild boar. Mammal Review 34: 331-335.

Wlazełko, M. & Łabudzki, L. (1992) Über die Nahrungskomponenten und die trophische Stellung des Schwarzwildes im Forschungsgebiet Zielonka. *Zeitschrift für Jagdwissenschaft* 38: 81-87.

Wölfel, H. (2005) Das Reh ist kein Ungeziefer und der Jäger kein Schädlingsbekämpfer. In: Jagd im Visier der Gesellschaft – Positionen, Meinungen, Emotionen. Vorträge zum 8. Briloner Waldsymposium, Brilon, 11-12.

Wood, G. W. & Roark, D. N. (1980) Food habits of feral hogs in coastal South Carolina. *Journal of Wildlife Management* 44: 506-511.

Wotschikowsky, U. & Simon, O. (2004) Ein Leitbild für das Rotwild-Management in Deutschland. 4. Fassung.

Zappe, E. (1958) Zur Bedeutung des Schwarzwildes bei Schadinsektengradationen im Walde. Forst und Jagd 8: 33-34.

Zar, J. H. (1996) Biostatistical Analysis, 3rd ed. Prentice-Hall International Editions, Upper Saddle River, N.J., 662 pp + App.

Luxemburg, den 13. November 2006
Die Säugetierexpertengruppe des Nationalen Naturhistorischen Museums Luxemburgs

Vorschlag der Fédération des Chasseurs Luxembourgeois betreffend eine jagd- und wildtiergerechte Fütterung

A. Allgemeine Überlegungen betreffend eine jagd- und wildtiergerechte Fütterung:

Einleitend möchten wir, in unserem Pflichtbewusstsein um die freilebende Tierwelt, verschiedene Feststellungen hervorstreichen:

• So lange es Wild gibt, gibt es Wildschaden. Unsere Aufgabe ist es den Wildschaden zu begrenzen.

• Es ist unumgänglich festzustellen, dass einzelne Wildarten in bestimmten Regionen des Grossherzogtums eine zu hohe Wilddichte aufweisen. Dieser Umstand kann sich leicht durch Veränderungen in Land- und Forstwirtschaft regional verlagern.

• Wildfütterung darf nicht pauschal gesehen werden, sondern differenziert, bezogen auf die verschiedenen Wildarten und ren Jagdzeiten.

• Ebenfalls ist zu unterscheiden zwischen Fütterung (grosse Mengen) und Kirrung (kleine Mengen).

• Wer die Wildfütterung reduzieren möchte, ist selbst gefordert, und muss in die Problematik einbezogen werden.

- **Die Landwirte** müssen es unterlassen, Mais bis an den Waldrand zu pflanzen. Auch wäre es angebracht auf grossen Feldern Schussschneisen in Absprache mit dem Jagdpächter vorzusehen.

- **Die Forstwirte** müssen ebenfalls in die Problematik miteinbezogen werden. Falls an bestimmten Standorten gewisse, besonders gefährdete Baumarten angepflanzt werden, ist es unumgänglich diese zu schützen. An forstlichen Anpflanzungen (oft mittels sehr gefährdeten Setzlingen aus Baumschulen) müssen jagdliche Einrichngen wie Ansitzleitern unbegrenzt erlaubt ein. Rückegassen und Holzlagerplätze eignen sich als Wildacker und Schuss-schneise.

- **Die Verpächter** (Syndikate) müssen wie in verschiedenen unserer Nachbarländer verpflichtet sein bei der Beschaffung von geeigneten Äsungsflächen mitzuwirken. (So z.B. in Deutschland, wo 3-5% der Pachtfläche als Wildacker zur Verfügung gestellt werden müssen).

• Wer ein gesamtes undifferenziertes Futter- und Kirrverbot fordert, muss sich den Vorwurf gefallen lassen, dass er

- entweder keine Kenntnisse über das Verhalten des Wildes hat,

- oder auf grösseren Wildschaden hofft, da der Ersatz des Wildschadens wesentlich lukrativer ist als das Ernten.

• Wer ein sofortiges Futter- und Kirrverbot fordert, soll sich bereit erklären die zu erwartende Zunahme des Wildschadens zu bezahlen.

• Zur Differenzierung des Problems möchten wir auf verschiedene Wildarten eingehen:

Foto: E. Reiter

Vertritt man diesen Standpunkt, so muss man die einheitliche Meinung und das Wissen aller Wildbiologen akzeptieren und feststellen, dass Rotwild, vor allem das Kahlwild (weibliches Wild), in Rudeln (Herden) lebt. Diese Rudel haben eine strenge Sozialstruktur. Durch das Rudelverhalten ist es unmöglich kleine Populationen auf grosser Fläche zu hegen.

Betreffend Luxemburg ist auch festzustellen, dass Rotwild nur in einigen wenigen Gebieten unseres Landes vorkommt.

Erheblichen Einfluss auf den Wildschaden nimmt die Problematik der ständigen Beunruhigung des Rotwildes durch laufende Verkleinerung seines Lebensraumes und Zunahme der sonstigen Naturnutzer in der stets zunehmenden Freizeit z.B. Reiter, Jogger, Mountainbiker, Spaziergänger, Camper und Pilzsammler. Es ist äusserst wichtig zu wissen, dass das Rotwild sehr empfindlich auf jegliche Störung reagiert. Normalerweise tritt das Rotwild vor der Dämmerung, noch beim letzten Tageslicht aus, um Nahrung aufzunehmen. Wird es hierbei gestört, geht es in die Deckung (Wald) zurück und tritt während der Nacht nicht mehr aus. Es stillt seinen Hunger im Wald und dies mehrheitlich durch Schälen und Verbeissen. Ein Grossteil des Wildschadens entsteht also nicht durch eine zu hohe Wilddichte, sondern durch Störung und demnach ohne Einflussnahme des Jägers. Will man also den Wildschaden mindern, muss man für Ruhe im Wald sorgen.

In einer Zeit, wo Naturnähe gefordert wird, Ökologie und Umweltschutz die Schlagworte sind, fehlt es leider am politischen Willen hier etwas zu ändern. Niemand soll davon abgehalten werden in der Natur Erholung und Entspannung zu suchen. Jeder muss sich jedoch an die Regeln halten.

- Auf den Wegen bleiben.

- Nachts den Wald nicht betreten, gleich dem nächtlichen Jagdverbot.

Jeder, der gegen Lösung a) ist und den Standpunkt der Fédération des Chasseurs Luxembourgeois unterstützt, muss Wildschaden in tragbarem Umfang akzeptieren. Es ist und bleibt des Jägers Pflicht den Wildschaden auf ein tragbares Mass zu reduzieren.

• **Das Schwarzwild** (Wildschweine) erlebt seit mehreren Jahren, nicht nur in Luxemburg, sondern in ganz Europa, selbst in der ganzen Welt (siehe Japan) eine Bestandsexplosion. Dieses Phänomen ist laut mehrheitlicher Meinung der Wildbiologen auf die Änderung in der Bewirtschaftung der Felder zu suchen, indem man von der ehemaligen Bestellung der Felder abrückte, wo kleine Getreide- und Gemüseparzellen den Bann mosaikartig überzogen, um zu übergrossen Monokulturen von Mais und Getreideanbau überzugehen. Diese bieten dem Schwarzwild fast ganzjährig nebst Deckung auch Nahrung in jeder Menge.

Betreffend Luxemburg sind wir der Ansicht, dass die meisten Jäger ihre Aufgabe in Punkto Reduktion des Schwarzwildes erfüllt haben. Es ist jedoch festzustellen, dass dies in einzelnen Gebieten des Landes nicht der Fall ist. Es kann nicht sein, dass durch diesen Umstand die gesamte Jägerschaft beschuldigt und beschimpft wird. Das augenblickliche Problem der Schweinepest beim Schwarzwild wird einerseits durch die zu hohe Dichte in eben diesen Gebieten und andererseits durch die Landwirtschaft verschuldet. Alle Wildbiolo-

(Fortsetzung Seite 27)

(Fortsetzung von Seite 26 - Vorschlag der FCL betr. eine jagd- und wildtiergerechte Fütterung)

gen sind sich einig darüber, dass die Schweinepest vom Stall in die freie Wildbahn überging und nicht umgekehrt.

Wir möchten hier nur auf einen Teil der diesbezüglichen Missstände in der Landwirtschaft hinweisen:

– Überzüchtung verschiedener, sehr empfindlicher, Schweinerassen, welche kaum noch resistent sind gleich gegen welche Krankheit;

– Übermässige, nicht überlegte und unsachmässig durchgeführte (Hygiene) Tiertransporte,

– Unvorsichtigkeit bei Stallbesuchen durch die Bauern, Tierärzte, durch das Personal der Tierkörperbeseitigungsanstalt, usw.;

– Schlampig betriebene Quarantänestationen.

Bis heute ist nicht bewiesen, dass der erste Pestnachweis in einem Schweinestall in Luxemburg durch die Jagd verursacht wurde. Alle nachfolgenden Fälle sind jedoch nachvollziehbar und ohne Verschulden der Jagd oder Jäger.

* Betreffend alle anderen in Luxemburg vorkommenden Schalenwildarten sind wir der Ansicht, dass unter Vorbehalt einiger weniger Ausnahmen, diese in nicht überhöhter Zahl vorkommen.

• Laut Meinung der meisten Wildbiologen hat die Wildfütterung und vor allem die Kirrung einen unwesentlichen Einfluss auf die Reproduktionsrate aller Schalenwildarten, da ohnehin das ganze Jahr genügend Futter in der Landwirtschaft vorhanden ist.

Man muss jedoch auch feststellen, dass durch die Umstrukturierung der Landwirtschaft das Wild weniger Notzeit als früher hat.

• Im nachfolgenden Vorschlag zu einer Regelung der Wildfütterung haben wir alle voraufgeführten Argumente berücksichtigt. Die Begriffe „Fütterung" und „Kirrung" müssen bestimmt werden.

– Die Fütterung ist auf die Notzeit, sprich Wintermonate zu begrenzen.

– Die Kirrung hingegen muss ganzjährig erlaubt bleiben, ansonsten es unmöglich ist, bei unseren kurzen Jagdzeiten, den erforderlichen Abschuss zu erfüllen und eine langfristige Senkung der Wilddichte herbeizuführen.

– Fütterung und Kirrung, richtig betrieben, mindern oder vermeiden den Wildschaden.

– Wir weisen ausdrücklich auf die Notwendigkeit der Kirrung hin, um eine erfolgversprechende Impfung der Wildschweine gegen das Pestvirus durchführen zu können.

B. Unser Vorschlag betreffend Fütterung und Kirrung

[Dieser Vorschlag ist nur in Zusammenhang mit den allgemeinen Überlegungen (siehe unter A.) zu sehen]:

1) Futter- und Kirrmittel

Sowohl die Fütterung als auch die Kirrung dürfen ausschliesslich mittels artgerechten Futtermitteln betrieben werden. Als solche gelten: Getreide einschliesslich Mais, Heu, Grünfutter- und Maissillage, Rüben, Kartoffeln, Frisch- und Fallobst, Gemüse- und Obsttrester, Eicheln, Buchäcker.

Alle nicht hier aufgeführten Futter- und Kirrmittel sind unter Strafe zu verbieten.

2) Fütterung

Unter Fütterung versteht man das Ausbringen in grösseren Mengen von Futter. Füttern ist nur erlaubt während der Notzeit des Wildes d.h. zwischen dem 1. Dezember und dem 15. Mai, dies unter Anwendung unserer Pflicht als Tierschützer, da die Bewahrung des Wildes vor Futternot eine der zentralen Aufgaben des Jägers ist, und um durch die artgerechte Wildfütterung im genannten Zeitraum mittels geeigneter Futtermittel die Verbiss-, Schäl- und Wiesenschäden auf ein ökonomisch tragbares Mass zu reduzieren. Unsere Forderung, die Futterzeit bis zum 15. Mai, also noch nach der Notzeit des Wildes zu erlauben, beruht auf dem Umstand, dass in dieser Jahreszeit der Mais und die Kartoffeln angepflanzt werden und ohne zusätzliche Fütterung ein erheblicher Wildschaden entstehen würde, für welchen der Jagdpächter keinesfalls haftbar gemacht werden kann.

3) Kirrung

Unter Kirren versteht man das Ausbringen geringer Mengen von Futter. Kirren dient dem Locken des Wildes, sei es beim Ansitz oder vor der Treibjagd zum Zweck der Erfüllung des vorgegebenen Abschusses und/oder Abwendung des Wildschadens. Kirrungen dürfen nur mittels unter Absatz 1) genannten Futtermitteln beschickt werden. Unter geringer Menge versteht man maximal 5 Kilogramm pro Kirrung. Zulässig sind maximal eine Kirrung je angefangenen 50 Hektar Jagdfläche.

Als Kirrung gelten auch Futterautomaten, welche jeweils nur geringe Mengen zulässiger Futtermittel freisetzen. Ebenfalls zulässig sind nicht automatische Kirreinrichtungen, welche nur geringe Mengen von Futtermitteln freisetzen, so z.B. Behälter mit Schüttelvorrichtung.

4) Salzlecken

Salzlecken sind weder als Fütterung noch als Kirrung zu sehen und somit jederzeit erlaubt.

5) Wildäcker

Wildäcker, bestückt mit natürlicher Äsung, gelten nicht als Fütterung oder Kirrung.

Grand-Duché de Luxembourg

ADMINISTRATION
DES
EAUX ET FORÊTS
Direction

LUXEMBOURG, den 26. Februar 2003

Réf.15/30 No 209/2003

An:
Verteilerliste im Anhang

Betrifft: Thematik der Wildfütterung.

Sehr geehrte Damen und Herren,

in der momentanen Situation der Klassischen Schweinepest in Luxemburg und in der Grossregion bemüht sich die Forstverwaltung, Massnahmen zu ergreifen, um eine weitere Ausbreitung dieser für alle Beteiligten ein Problem darstellende Krankheit zu verhindern und nach Möglichkeit einen Rückgang der Klassischen Schweinepest zu erreichen.

Da die Schwarzwilddichte bei der Verbreitung der Klassischen Schweinepest eine wesentliche Rolle spielt, sollten alle Faktoren, welche eine Förderung der Bestände anstreben, nach Möglichkeit unterlassen werden. Hier sind insbesondere alle Formen der Fütterung („Fütterung", „Ablenkfütterung", „Notzeitfütterung", „Kirrung") ein nicht zu unterschätzender Faktor.

Die *Fédération des Chasseurs Luxembourgeois* hat in diesem Sinne in der November-Dezemberausgabe ihrer Zeitung *Fëscher a Jeeër* (No 6/02) ihre Stellungnahme zu der Thematik „Wildfütterung" veröffentlicht. Der *St Hubert Club du Grand-Duché de Luxembourg* hat sich der in diesem Papier wiedergegebenen Meinung in der November-Dezemberausgabe ihrer Zeitung *Chasse et Chien* (No 148) angeschlossen. Kopien der Stellungnahme aus *Fëscher a Jeeër* sowie des Artikels aus *Chasse et Chien* schicken wir Ihnen hiermit zu Ihrer Information.

Um die Position der *Fédération des Chasseurs Luxembourgeois* auf ihren **fachlichen Inhalt** hin zusätzlich zu überprüfen, hat die Forstverwaltung drei unabhängige Experten im Bereich Wildbiologie um eine Stellungnahme zu diesem Papier gebeten. Es sind dies **Herr Dr. Hannes GEISSER**, Schwarzwildexperte des

Adresse postale et bureaux: 16, rue Eugène Ruppert
L-2453 Luxembourg
Tél: 40 22 01-1
Fax: 40 22 01-250

email: jean-jacques.erasmy@ef.etat.lu
5496 - Dossier consolidé : 374

Naturmuseums des Kantons Thurgau (Schweiz), **Herr Dr. Peter LÜPS**, Leiter der Abteilung für Wirbeltiere des Naturhistorischen Museums Bern (Schweiz) und Mitglied der bernischen Jagdkommisson, sowie **Herr Professor Dr. Dr. Klaus POHLMEYER**, wissenschaftlicher Leiter des Instituts für Wildtierforschung der Tierärztlichen Hochschule Hannover (Deutschland). Letzterer hatte bei einer von der *Fédération des Chasseurs Luxembourgeois* organisierten Konferenz betreffend die Klassische Schweinepest am 12. September 2002 den Hauptvortrag gehalten.

Beiliegend finden Sie zu Ihrer Information Kopien der Stellungnahmen der drei Wildbiologen.

Mit freundlichen Grüssen,

Der Direktor der Forstverwaltung

Jean-Jacques ERASMY

Adresse postale et bureaux: 16, rue Eugène Ruppert
L-2453 Luxembourg
Tél: 40 22 01-1
Fax: 40 22 01-250

email: jean-jacques.erasmy@ef.etat.lu

Verteilerliste

M. Jean-Jacques KASEL, Maréchal de la Cour,
M. Charles GOERENS, Ministre de l'Environnement,
M. Eugène BERGER, Secrétaire d'Etat à l'Environnement,
M. Fernand BODEN, Ministre de l'Agriculture,

M. André LOOS, Ministère de l'Agriculture,
M. Léon WIETOR, Directeur de l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture,
M. Frank ABEN, Administration des Services Techniques de l'Agriculture,
M. Arthur BESCH, Directeur de l'Administration des Services Vétérinaires,
M. Raymond WEYDERT, Directeur de l'Institut Viti-Vinicole,
M. Georges BECHET, Directeur du Musée national d'histoire naturelle,
M. Marcel DECKER, Administration des Eaux et Forêts,
M. Georges WAGNER, Administration des Eaux et Forêts,
M. Fred TROSSEN, Administration des Eaux et Forêts,
M. Fernand THEISEN, Administration des Eaux et Forêts,
M. Jean-Marie SINNER, Administration des Eaux et Forêts,
M. André SCHILTZ, Administration des Eaux et Forêts,
M. Charles GENGLER, Administration des Eaux et Forêts,
M. Paul KREMER, Administration des Eaux et Forêts,
M. Jeannot JACOBS, Administration des Eaux et Forêts,
M. Marc WAGNER, Administration des Eaux et Forêts,
M. Jean-Claude KIRPACH, Administration des Eaux et Forêts,
M. Ady KRIER, Administration des Eaux et Forêts,
Mme Danièle MURAT, Administration des Eaux et Forêts,
Mme Carole SINNER, Administration des Eaux et Forêts,
M. Jean-Pierre AREND, Administration des Eaux et Forêts,
M. Frank WOLTER, Administration des Eaux et Forêts,
M. Michel LEYTEM, Administration des Eaux et Forêts,
M. Laurent SCHLEY, Administration des Eaux et Forêts,
sämtliche Revierförster, Administration des Eaux et Forêts,
sämtliche Mitglieder des *Conseil Supérieur de la Chasse*,
M. Albert LUDIG, Administration des Biens de S.A.R.,
M. Camille STUDER, Präsident der *Fédération des Chasseurs Luxembourgeois*,
M. Patrick WEINACHT, Präsident des *St Hubert Club du Grand-Duché de Luxembourg*,
M. Pit MISCHO, Präsident der Luxemburger Natur- und Vogelschutzliga,
M. Théid FABER, Präsident des Mouvement Ecologique,
M. Marco GAASCH, Präsident der Landwirtschaftskammer,
M. Carlo RAUS, Präsident der Bauernzentrale,
M. Aloyse MARX, Fräie Lëtzebuerger Bauereverband,
M. Camille SCHROEDER, Bauerenallianz,
M. Jean STOLL, Herdbook,
M. François LEONARDY, Herdbook,
M. Lucien HALLER, Service Elevage et Génétique,
M. Joseph THINNES, Vereinigung Luxemburger Schweinezüchter,
M. Camille WEILER, Cochy,
M. Joseph CROCHET, Präsident des *Groupement des Sylviculteurs*,

Dr Hannes GEISSER, Naturmuseum des Kantons Thurgau (CH),
Dr Peter LÜPS, Naturhistorisches Museum, Bern (CH),
Prof. Dr Dr Klaus POHLMEYER, Institut für Wildtierforschung, Hannover (D),

sowie sämtliche Jagdpächter in Luxemburg.

Inst. f. Wildtierforschung a. d. Tierärztlichen Hochschule Hannover
Bischofsholer Damm 15 D - 30173 Hannover

Grand-Duché de Luxembourg
ADMINISTRATION DES EAUX ET FORÊTS
Service de la Chasse et de la Pêche
16, rue Eugène Ruppert

L-2453Luxembourg

Institut für Wildtierforschung
an der Tierärztlichen Hochschule Hannover

Prof. Dr. Dr. habil. Klaus Pohlmeyer
Bischofsholer Damm 15
30173 Hannover
Tel.: (0511) 856-7568
Fax.: (0511) 856-7696
e-mail: klaus.pohlmeyer@tiho-hannover.de

Hannover, den 19.12.2002

Ihr Zeichen / Ihre Nachricht vom

Mein Zeichen / meine Nachricht vom
Po/Ru

Sehr geehrter Herr Krier,

im folgenden komme ich gerne Ihrer Bitte um eine Stellungnahme zu dem Fütterungsvorschlag der Luxemburgischen Jägervereinigung nach. Ich bitte um Verständnis, wenn ich mich in der Kürze der Zeit auf die Problematik der Kirrung und Fütterung des Schwarzwildes beschränke. Hierbei gilt es im Vorfeld herauszustellen, dass der Spiegelstrich 3 in „A. Allgemeine Überlegungen" zutreffend formuliert ist. Dagegen ist die Definition der Kirrung Seite 5/ 3. Kirrung diskussionswürdig. Zustimmung findet die Auslegung der Kirrung als Instrument zum Anlocken des Wildes, um das Wild am Kirrplatz zu erlegen, eine seit Jahrhunderten gebräuchliche Jagdmethode in Mitteleuropa. Die Weitung der Kirrung als Mittel um Wild im Revier über einen gewissen Zeitraum zu halten, nämlich bis zur Durchführung einer Gesellschaftsjagd (Treibjagd), erscheint ohne Zeitlimit äußerst fragwürdig. In der hier niedergelegten Form könnte im Extremfall eine Ganzjahreskirrung durchgeführt werden, um einmal im Spätherbst eine abschöpfende Gemeinschaftsjagd durchzuführen. Hierdurch würde das Wild an das Kirrevier gebunden, würde hier konzentriert und mit hoher Wahrscheinlichkeit nicht ausreichend abgeschöpft, da Abschußvorgaben bindend einzuhalten sind. Hierdurch wären hohe Wildschäden vorprogrammiert. Desweiteren würde eine derartige Praxis zu einem Kirrwettbewerb in den einzelnen Revieren führen, der eindeutig kontraproduktiv wäre, da er

gesamthaft und flächenmäßig gesehen einer mehr oder weniger durchgehenden Fütterung entspräche.

Doch zurück zur Aufgabenstellung: Sauen: Fütterung, Kirrung.

a. Fütterung

Grundsätzlich ist festzuhalten, dass Sauen ganzjährig keiner Fütterung bedürfen. Ausnahmen zu dieser Aussage sind nur für extreme Wetterlagen zu machen. Solche Wetterlagen sind fast ausnahmslos längeranhaltende (> 14 Tage) starke Frostperioden, in deren Folge Sauen den durchgefrorenen Erdboden nicht mehr aufbrechen können, womit ihnen der Weg zur wichtigsten Nahrungsressource genommen ist. Die kalendarischen Wintermonate als Notzeit festzuschreiben ist falsch. Eine echte Notzeit ist grundsätzlich an harten Kriterien im Konsens aller Beteiligten (Jäger, Naturschützer, Behörden, Landwirte) festzuschreiben. Eine Notzeit ist somit immer faktoriell begründet, grundsätzlich lokal oder regional begrenzt und zeitlich limitiert. Ist eine Notzeit aufgrund gegebener Faktoren regional im Konsens ausgerufen, ist aus Gründen des Tierschutzes (Ethik) eine Fütterung der Sauen unumgänglich. Der Vorschlag einer Fütterung der Sauen vom 01. Dezember bis zum 15. Mai ist gegenstandslos und nicht diskussionswürdig, da wildbiologisch unvertretbar und falsch. Eine bis in den Mai durchgeführte Fütterung zur Verhinderung von Schäden an eingebrachten und auflaufenden Feldfrüchten ist kontraproduktiv und nicht zielführend, da die Feldfrüchte zu dieser Jahreszeit eine weitaus höhere Anziehungskraft ausüben als jede Form der vorgeschlagenen Fütterung. Nicht tolerierbare Wildschäden auf der Gesamtfläche gesehen sind ausschließlich durch Absenkung des Bestandes zu erreichen, keinesfalls durch zusätzliche Fütterung. Korrekt ist die Aussage im Entwurfspapier, dass die auch bei einem angemessen hohen Bestand auftretenden Wildschäden einer auf mehreren Schultern ruhenden Ausgleichszahlung zuzuführen sind.
Auf der anderen Seite ist mit allem Nachdruck daraufhinzuweisen, dass die Schwarzwildpopulation in normalen Wintern bei einem anzustrebenden Fütterungsverbot nicht einmal marginal durch Witterungseinflüsse reduziert wird. Unsere mitteleuropäischen Sauenpopulationen sind an normale Winter vorzüglich adaptiert, so dass keine nennenswerten Verluste hierdurch auftreten. Die gelegentlich geäußerte Meinung, Sauenbestände würden bei einem Fütterungsverbot durch Witterungseinflüsse bestandsregulierend beeinflusst, trifft nicht zu.

e-mail: wildtier@tiho-hannover.de • www.tiho-hannover.de/einricht/wildtier/index.htm
Geschäftszeiten: Mo – Fr 9:00 – 16:00 Uhr
Stadtsparkasse Hannover, BLZ: 250 501 80, Kto-Nr.: 595 900

b. Kirrung

Die Kirrung in der niedergelegten Definition, nämlich Abschuß am Kirrplatz oder auf dem Wechsel zu einem solchen, stellt eine probate Methode bei der Sauenjagd dar. Diese Art der Jagdausübung ist vielversprechend und erfolgreich, wenn im Herbst die Frucht der landwirtschaftlichen Flächen geerntet und die Flächen geräumt sind. Fruktifizieren Eichen und Buchen nicht oder nur wenig, ist die Jagd an mit Mais u.ä. beschickten Kirrstellen ab Oktober bis März (gute Sichtverhältnisse in den Vollmondphasen) äußerst erfolgreich. Dies setzt voraus, dass es kein Nachtjagdverbot für die Sauen gibt. Da ein solches Nachtjagdverbot in Luxemburg meines Wissens besteht, scheidet die Saujagd an Kirrstellen im oben angegebenen Zeitraum aus, da die Sauen bejagter Populationen die Kirrstellen bei ausreichendem Licht so gut wie nicht aufsuchen. Kirrungen in den Sommermonaten zu unterhalten lohnt den Aufwand nicht, da andere, vor allem reifende Feldfrüchte eine wesentlich höhere Attraktivität haben als einige Hände voll von trockenem Getreide an Kirrstellen einschließlich Mais, der mit Maggi-Gewürz „veredelt" wurde. Somit ist bei gegebenem Nachtjagdverbot die Kirrung ineffektiv und sollte – auch unter dem Gesichtspunkt, dass viele Kirrungen nicht selten zu Fütterungen verkommen – nicht zum Einsatz kommen.

Das Fazit kann somit nur lauten:
Sauen bedürfen keiner Fütterung, außer in echten Notzeiten, in denen aus ethischer Verpflichtung Erhaltungsfutter gereicht werden sollte. Bei bestehendem Nachtjagdverbot erübrigt sich bei Abwägung aller Vor- und Nachteile unter der Prämisse der zu fordernden Effektivität der Kirrjagd die Einrichtung von Kirrungen.
Somit bleiben als Mittel der Wahl revierübergreifende, gekonnt durchgeführte Bewegungsjagden, die nachweislich von großer jagdlicher Effizienz sind und hohe jagdliche Freuden bereiten.
In der Hoffnung, mit diesen Ausführungen Ihre Fragen beantwortet zu haben, verbleibe ich mit den besten Wünschen zu den Festtagen.

Prof. Dr. Dr. Klaus Pohlmeyer

e-mail: wildtier@tiho-hannover.de • www.tiho-hannover.de/einricht/wildtier/index.htm
Geschäftszeiten: Mo – Fr 9:00 – 16:00 Uhr
Stadtsparkasse Hannover, BLZ: 250 501 80, Kto-Nr.: 595 900

CH-8510 Frauenfeld
Freie Strasse 24-26
Tel. 052 724 23 70
(Konservator)
Tel. 052 724 26 43
(Sekretariat)
Fax 052 724 25 88
www.kttg.ch/museen
hannes.geisser@kttg.ch

NATURMUSEUM KANTON THURGAU

Direction des Eaux et Forêts
Entrée 14 JAN. 2003
Réf. n° Annexe
N°

Frauenfeld, 8. Januar 2003

Dr. Laurent Schley
Service de la Conservation de la Nature
Direction des Eaux et Forêts
16 rue Eugène Ruppert
L-2453 Luxembourg

Kommentar Positionspapier Wildfütterungen

Sehr geehrter Herr Dr. Schley

Gerne nehme ich zum Positionspapier Wildfütterungen wie folgt Stellung.

Es gilt grundsätzlich festzuhalten, dass zwischen dem Auftreten und der Ausbreitung von Schweinepest und den Wildfütterungen ein Zusammenhang bestehen kann, insbesondere, wenn an den Fütterungen unerlaubterweise Schlachtabfälle verfütterter werden. Es sind Beispiele aus der Vergangenheit bekannt, wo das Ausbringen von infiszierten Schlachtabfällen den Erreger der Schweinepest in Wildschweinpopulationen gebracht hat.
Weiter beeinflussen Wildfütterungen das Raumverhalten der Wildtiere. Gerade in Gegenden mit hohen Wildtierdichten kommt es regelmässig vor, dass verschiedene Rotten nacheinander die Fütterungen besuchen. Kommen nun infiszierte Tiere an eine Fütterung, kann der Schweinepesterreger an den Fütterungen auf gesunde Tiere übertragen werden. Dies geschieht weniger durch direkten Kontakt als vielmehr durch indirekte Übertragung.
Es bleibt also grundsätzlich festzuhalten, dass bei akutem Auftreten von Schweinepest Wildtierfütterungen in alle Managementüberlegungen miteinbezogen werden müssen.

Einzelne Passagen im Positionspapier
Nachfolgend kommentiere ich einzelne Passagen im Positionspapier, die ich entsprechend am Anfang zitiere.

... unterscheiden zwischen Fütterung (grosse Mengen) und Kirrung (kleine Mengen).
Diese Unterscheidung ist in jedem Falle wichtig. Allerdings weniger wegen der Futtermenge – grundsätzlich gilt es nämlich, so wenig wie möglich Futter auszubringen – als vielmehr wegen dem Zweck der Fütterung.
Hierzu nehme ich wie folgt Stellung: Grundsätzlich lehne ich Wildfütterungen ab. Beim Wildschwein jedoch lassen sich Ausnahmen machen. Kirrungen – zum Zwecke der erleichterten Bejagung – scheinen mir ein probates, jagdliches Hilfsmittel. Allerdings nur, wenn sie fachmännisch betrieben werden (wenig Futter, schwer erreichbar für die Tiere, täglich kontrolliert und konsequent ansitzen, wenn Wildschweine da sind). Sie machen auch nur in diesen Ländern/Regionen Sinn, wo die Wildschweinjagd zur Hauptsache vom Hochsitz aus betrieben werden (Streckenanteil durch Hochsitzjagd grösser al 70%). Erfolgt die Wildschweinjagd traditionellerweise mit Treibjagden, sind Kirrungen nicht sinnvoll. Viel wichtiger ist es in diesem Fall, dass die Tiere ungestörte Tageseinstände haben und längere Zeit überhaupt nicht bejagt werden. So werden die Rotten standorttreu. Die Einstände können ausgefährtet werden und so ist ein Druchdrücken der Einstände am erfolgversprechendsten.

Ablenkfütterungen können im Einzelfall Wirkung zeigen und Schäden reduzieren, sind aber kaum ein Allerweltsmittel und werden meiner Meinung nach viel zu viel eingesetzt. Nicht selten kommt es dort auch zu Fütterungsexzessen, was die ausgebrachte Futtermenge betrifft.

... eine Bestandesexplosion. Diese Phänomen ist laut mehrheitlicher Meinung der Wildbiologen...
Diese Argumentation ist nicht vollständig. Zwei weitere wichtige Faktoren wurden nicht erwähnt:
1) Baummasten: Die Anzahl und Stärke der Mastjahre hat in den letzen Jahren zugenommen. Die Gründe dafür sind vermutlich im zunehmenden Umweltstress der Bäume zu suchen (allerdings ist diese Erklärung bis heute nur eine Hypothese). Somit hat sich das Nahrungsangebot in den Wäldern für die Wildschweine erheblich verbessert – mit entsprechenden Auswirkungen auf die Populationsentwicklung.
2) Jagdpraxis: Vielerorts haben die Jäger selber zum Bestandsanstieg beigetragen, beispielsweise durch eine jahrelange zu geringe Abschussquote an jungen Tieren bzw. an weiblichen Stücken (zu einseitige Ausrichtung auf Trophäenjagd). Weiter wird an vielen Orten so viel Futter an Fütterungen ausgebracht (mir sind Gegenden bekannt mit jährlich mehreren Tonnen Mais auf wenigen Dutzend Hektaren Wald...), dass sicher auch hier die Jäger ihren Teil an der Bestandsexplosion haben dürften.

Alle Wildbiologen sind sich einig darüber, dass die Schweinepest vom Stall in die freie Wildbahn...
Da bin ich mir gar nicht so sicher. Ich denke, es gibt sehr wohl Fälle, wo das umgekehrte passiert ist. In jedem Fall ist durch Verfüttern von Schlachtabfällen an Kirrungen (oder auch an Luderplätzen zur Fuchsjagd, wo Wildschweine natürlich auch vorbei kommen!) schon durch Jäger das Schweinepestvirus in die freie Wildbahn gelangt.

.. die Kirrung einen unwesentlichen Einfluss auf die Reproduktionsrate....
Das ist eine absolute Unterstellung! Genau genommen weiss man es bis heute nicht genau. Tatsache ist, dass das Nahrungsangebot beim Wildschwein **der** Schlüsselfaktor bei der Fortpflanzungsleistung und somit auch bei der Populationsdynamik ist. Und Kirrungen oder andere Fütterungen, sind nun – egal, ob nun mit viel oder wenig Futter betrieben (wobei meine Erfahrung ist, dass eher zu viel als zu wenig verfüttert wird) – zusätzliches Nahrungsangebot bei einem eh schon reich gedeckten Tische (s. Hinweis auf Baummasten oben). An dieser Stelle sei zudem auf eine aktuelle Studie verwiesen: Hahn, N. & Eisfeld, D. (1998): Diet and habitat use of wild boar (*Sus scrofa*) in SW-Germany. *Gibier Faune Sauvage/Game and Wildlife*, 15 (2), 595-606.

... durch die Umstrukturierung der Landwirtschaft das Wild wenige Notzeit ....
An dieser Stelle sei die Frage erlaubt, wieso dann überhaupt noch Notfütterungen – v.a. im Winter – notwendig sein sollen....

... Fütterung auf die Notzeit....
Das Wildschwein hat – als ausgesprochener Nahrungsgeneralist – grundsätzlich keine Notzeit. Gerade im Winter sollte grundsätzlich meiner Meinung nach **nicht** gefüttert werden. Denn der Winter mit seinem natürlichen Nahrungsengpass sollte doch als letzter noch natürlicher, populationsregulierender Faktor durch unnötige Fütterei nicht ausgeschaltet werden!
Wenn schon, dann sind Fütterungen – als sog. Ablenkfütterungen, um Schäden zu vermeiden – beim Wildschwein in der Zeit der Getreideaussaat und der Getreidemilchreife, also im Frühjahr und Spätsommer/Frühherbst, auszubringen. Wie sinnvoll sie aber gerade im Spätsommer sind, wo die Tiere von den Maisfeldern geradezu magisch angezogen werden, ist fraglich. So hat sich im Kanton Thurgau gezeigt, dass die Fütterungen zur Zeit der Milchreife des Getreides gar nicht mehr angenommen werden. Dies wiederum stellt Ablenkfütterungen grundsätzlich in Frage.

KANTON THURGAU

... Kirrung hingegen muss ganzjährig erlaubt bleiben ...
Im Prinzip unterstütze ich dieses Forderung (verweise aber an dieser Stelle ausdrücklich auf den Kommentar im letzten Abschnitt von Seite 1). Allerdings nur, wenn das Kirren an klare Vorgaben gebunden ist hinsichtlich Standort der Kirrung, Anzahl Kirrungen pro ha Waldfläche, Futtermenge und Futterart etc. Diese Vorgaben müssen von der zuständigen Amtsstelle festgelegt und natürlich auch kontrolliert werden. Die diesbezüglich im Papier vorgeschlagenen Zahlen bei den Kirrungen scheinen mir da im übrigen viel zu hoch (geringe Futtermenge heisst 1-2 kg pro Tag und die empfohlene Dichte beträgt eine Fütterung pro 100-150 ha).

.... Fütterungen und Kirrungen, richtig betrieben, mindern den Wildschaden...
Stimmt so überhaupt nicht! Das kommt ganz auf die lokalen Gegebenheiten an. Es mag durchaus zutreffen, dass Fütterungen im Einzelfall helfen, die Schäden zu mindern. Allerdings kann mit gutem Gewissen auch behauptet werden, dass Fütterungen einerseits dazu beitragen, das Nahrungsangebot und somit die Fortpflanzungsleistung der Wildschweine zu erhöhen und andererseits auch Wildschweine anlocken können. Im Thurgau liess sich beispielsweise kein Zusammenhang zwischen der Schadenshäufigkeit und dem Betreiben von Fütterungen zeigen. Im weiteren verweise ich auf den Kommentar im letzten Abschnitt von Seite 2.

2) Fütterung und 5) Wildäcker
Diese beiden Methoden lehne ich grundsätzlich ab, da sie – im Falle des Wildschweins – das schon vorhandene, ausreichende Futterangebot im Walde nur noch zusätzlich erhöhen, bzw., wie schon oben erwähnt, den natürlichen, populationsdezimierenden Nahrungsengpass im Winter verhindern oder zumindest reduzieren.
Im Falle des Wildschweins kann, wie schon erwähnt, das Betreiben von Ablenkfütterungen im Frühjahr und Spätsommer/Herbst ggf. in Betracht gezogen werden. Auch hier gilt es entsprechende Fütterungsvorgaben durch die entsprechenden Amtsstelle zu machen.

Schlusswort
Zum Schluss sei noch folgende Bemerkung erlaubt: Die einzige Methode, das Risiko von Wildschweinschäden – und somit auch das Risiko der Schweinepest – zu minimieren, sind gesunde, den lokalen lebensräumlichen Gegebenheiten angepasste Wildschweinpopulationen. Die Regulation dieser Populationen hat in unseren heutigen Kulturlandschaften in erster Linie durch eine umsichtige, ernsthaft betriebene Bejagung zu erfolgen. Hierbei sind Fütterungen – im Sinne von **Kirrungen** – ein nützliches Hilfsmittel, das es umsichtig und gezielt einzusetzen gilt – allerdings nur dort, wo die Wildschweinjagd vornehmlich vom Hochsitz aus erfolgt. **Notzeitfütterungen** lehne ich aus meiner fachlichen Erfahrung grundsätzlich ab (nicht nur beim Wildschwein, sondern auch bei allen anderen Wildtierarten). **Ablenkfütterungen**, im Sinne einer lokalen, flankierenden Massnahme, kann ich persönlich tolerieren. Dies aber nur, wenn deren Erfolg laufend gemessen wird (Stichwort Erfolgskontrolle!) und mit grosser Umsicht, basierend auf amtlichen, auch kontrollierten Vorgaben, gefüttert wird. Stellt sich heraus, dass eine Ablenkfütterung die Schäden nicht spürbar in einer Gegend verringert, ist sie sofort aufzuheben, denn jedes Kilogramm verfütterter Mais ist ein Kilogramm zu viel!

NATURMUSEUM DES KANTONS THURGAU
Der Konservator

Dr. sc. nat. Hannes Geisser

SCHWEIZER MUSEUM FÜR WILD UND JAGD

Schloss Landshut
CH-3427 Utzenstorf
Telefon 032. 665 40 27
Telefax 032. 665 40 33

Stellungnahme zum

„Vorschlag der Fédération des Chasseurs Luxembourgois betreffend eine jagd- und wildtiergerechte Fütterung"

Jedes wildlebende Säugetier benötigt Nahrung. Damit kann es in Konflikt treten zu Artgenossen oder artfremden Nutzern derselben Ressourcen. Im vom Menschen genutzten und gestalteten Lebensraum sind Konkurrenzsituationen mit menschlichen Interessen möglich. Überschreitet eine solche Konkurrenz ein gewisses Mass, wird im Fall von einem Jagdgesetz unterworfenen Tierarten von Wildschaden gesprochen. Dieser Schaden kann ökonomisch bezifferbar sein und/oder sich im psychologischen Bereich bewegen. Wildschäden lassen sich zum Teil reduzieren oder verhindern, oder sie werden akzeptiert, wobei Entschädigungen in Betracht gezogen werden können. Bei Massnahmen zu Reduktion oder Verhinderung können arten-, naturschutz- und tierschutzrelevante Fragen tangiert werden.

Wildschäden und Massnahmen, um ihnen zu begegnen, beinhalten in vielen Fällen ein erhebliches Konfliktpotential, da sich meist verschiedene Interessengruppen gegenüberstehen. Es müssen deshalb Wege gemeinsamen Vorgehens gesucht werden, was gezwungenermassen mit Kompromissen verbunden ist, die Zusammenhänge komplex, die Auswirkungen oft nicht voraussagbar sind. Es handelt sich um biologische Systeme in einer vom Menschen gestalteten Mitwelt und in einem Umfeld des Kosten-Nutzen-Denkens.

Das Schweizer Museum für Wild und Jagd wird betreut durch: **Naturhistorisches Museum der Burgergemeinde Bern**
Bernastrasse 15
CH-3005 Bern
Telefon 031. 350 71 11
Telefax 031. 350 74 99

Das von den Chasseurs Luxembourgois vorgelegte Arbeitspapier kann zu einer sachlichen Diskussion des nicht nur im Grossherzogtum vorhandenen Wildschadenproblems in landwirtschaftlichen Kulturen und Forstflächen kaum einen Beitrag leisten - es sei denn der, die Fronten zu verhärten. Zu stark wird nur, ohne es auszusprechen, an den jagdlichen Standpunkt gedacht, zu wenig werden biologische Gedanken und Erkenntnisse berücksichtigt. Der Bericht vertritt einen sehr einseitigen Standpunkt und bemüht sich keineswegs, die andere Seite zu verstehen. Er lässt wenig Gedankengänge erkennen, welche der Biologie des Wildes Rechnung tragen.

1. Der Katalog, was Landwirte, Forstwirte und Verpächter tun müssen, um das Problem zu lösen, kann nicht von der Jägerschaft, einer auf das Einkommen aus diesen Flächen nicht angewiesenen Minderheit, vorgeschrieben werden. Allein dieser Punkt 5 in Abschnitt A ist dazu angetan, das notwendige Gespräch im Keime zu ersticken.

2. Die Autoren gehen von der Idee der Notwendigkeit einer Wildfütterung aus. Sie begründen diese mit tierschützerischen Überlegungen (Notzeiten). Die während Generationen verkündete Notwendigkeit der Wildfütterung – und diese betrifft Säugetiere und Vögel – ist heute sehr in Frage gestellt. Sie hilft zwar in einzelnen Fällen dem Individuum, kaum aber der Population oder der Art. Es ist auch erkannt, dass Fütterung letztlich kontrapoduktiv wirken kann, sowohl im Hinblick auf das Individuum, auf die betreffende Art, wie auch bezüglich des Wildschadens.

3. Der Bericht stellt extreme Standpunkte einander gegenüber und leitet daraus Forderungen ab, die in dieser Art realitätsfremd wirken. Aussagen wie die, dass wer ein sofortiges Futter- und Wildverbot fordere, sich bereit erklären müsse, die zu erwartende Zunahme des Wildschadens zu bezahlen, schiessen am Ziel vorbei.

4. Undiskutabel bleibt der Vorschlag, die zugegebenen „zu hohen Wilddichten", was das auch immer heissen mag, zu verlagern. Diese St. Florians-Politik wird niemanden glücklich machen, am wenigsten das Wild selbst.

Die im Verlaufe einiger Jahre in Zusammenhang mit Fragen des Wildschadens gesammelte Erkenntnisse zeigen, dass eine Reduktion nur dann möglich ist, wenn entweder natürliche Feinde wieder einwandern oder angesiedelt werden, oder aber die Bestände durch verstärkte Eingriffe reduziert werden. Eine solche Reduktion muss nach biologischen Kriterien erfolgen. Und zu solchen gehört als eine der vordringlichsten Massnahmen der Verzicht auf Wildfütterung, verbunden mit einer gleichzeitigen Reduktion der Stückzahlen. Anzustreben ist ein den „natürlichen Verhältnissen" entsprechender Aufbau der Bestände nach Alter und Geschlecht.

Die in der Schweiz gemachten Erfahrungen mit Eingriffen in durch Überhege künstlich hoch gehaltene Bestände von Rehwild und die aus Gründen des Artenschutzes lange Zeit nicht bejagten Steinwildbestände lehren, dass diese Massnahmen greifen. Ohne diese Arten auch nur im Entferntesten zu gefährden, sind die Wildschäden zurückgegangen. Es darf aber nicht verschwiegen werden, dass die Bestände gesenkt wurden. Beim Reh hat sich damit die den Jägern zur Verfügung stehende Kopfzahl der zum jährlichen Abschuss freigegebenen Rehe reduziert. Tendenzen zu besser konditionierten und damit schwereren Rehen sind erkennbar.

Was es im Falle des Wildes im Grossherzogtum offensichtlich braucht, ist eine Jagdplanung auf biologischer Basis. Sie muss in erster Linie die nachhaltige Tragbarkeit des Lebensraumes und das Wohlergehen des Wildes anstreben und nicht durch Futterzugabe künstlich hoch gehaltene Wildbestände.

Die im Titel genannte „jagd- und wildgerechte Fütterung" wird a) das Wildschadenproblem nicht lösen, ist b) nicht wildgerecht, weil Bestände künstlich hochgehalten werden und ist c) langfristig auch nicht jagdgerecht, weil sich der Jäger ins Abseits manövriert.

Wildschaden ist nicht in erster Linie eine Frage des Wildes, sondern der Einstellung seiner Bewirtschafter. Es liegt auf der Hand, dass ein Abwenden von jagdlichen, sich während Jahrzehnten nicht bewährender Traditionen schwer fällt. Die heutige Jagd darf sich aber nicht einer problematischen Augenwischerei hingeben, sondern muss zukunftsgerichtet handeln.

Bern, 15. Januar 2003

Dr. Peter Lüps, Konservator
a. Mitgl. der bernischen Jagdkommission

Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga LNVL
Ligue Luxembourgeoise
pour la Protection de la Nature et des Oiseaux a.s.b.l.
Haus vun der Natur - Kräizhaff • route de Luxembourg • L-1899 Kockelscheuer • Tél. (+352) 29 04 04-1 • Fax (+352) 29 05 04
CCPL IBAN LU07 1111 0089 0982 0000 • www.luxnatur.lu • e-mail: secretary@luxnatur.lu

Luxemburg, den 10. März 2003

Monsieur Jacques Erasmy
Direktor der Forstverwaltung,
Verteilerliste von Adm. Eaux et Forêts
vom 26. Februar 2003

Betrifft: Thematik Wildfütterung

Sehr geehrter Herr Direktor,

die Lëtzebuerger Natur-a Vulleschutzliga und die NATURA haben Ihr Rundschreiben über die Wildfütterung zur Kenntnis genommen und festgestellt, dass die Stellungnahmen der Experten im Bereich Wildbiologie mit der Meinung der LNVL und der NATURA zum allergrößten Teil deckungsgleich sind. Wir sehen bei der Wildfütterung vor allen Dingen eine Gefahr für die Biodiversität unserer Wälder. Hinzu kommt, dass eine übergroße Wildschweinpopulation sich auch auf die Gelege der Bodenbrüter, z.B. der Waldschnepfe sehr negativ auswirkt. Auch die enorme Fruchtbarkeit des Rotwildes, die durch eine ständige Fütterung ausgelöst wird, macht eine Naturverjüngung in vielen Regionen fast unmöglich. Die beiden Organisationen unterstützen in dieser Problematik voll und ganz die Position der Forstverwaltung, die darauf hinzielt, von einer Fütterung des Wildes allgemein abzusehen.

Wir möchten allerdings darauf hinweisen, dass eine Diskussion über Schweinepest nicht losgelöst von einer allgemeinen Diskussion über die Ökologisierung der Jagd geführt werden kann und möchten deshalb allen Interessierten unser Positionspapier über eine „zeitgemäße Jagdpraxis" zukommen lassen.

Es grüßen hochachtungsvoll,

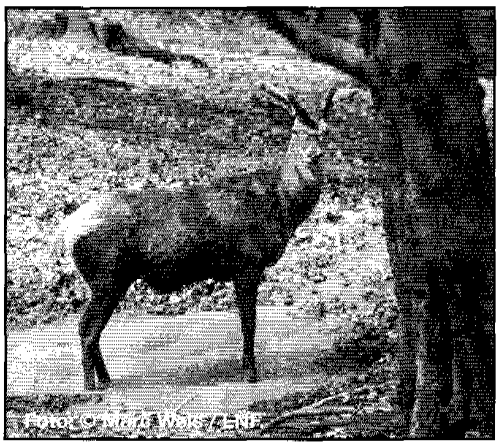
Pit Mischo
Präsident der LNVL

Usch Conrad
Generalsekretär der LNVL

Tit Mannon
Präsident der Natura

- Position

Wege zu einer zeitgemäßen Jagdpraxis



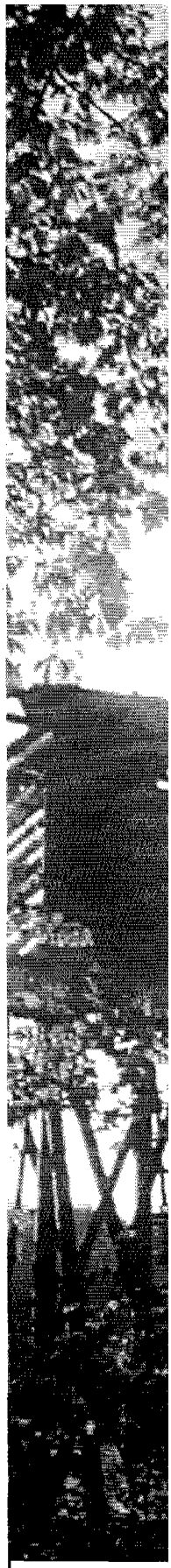
Vorwort

Mit dem Thema „Jagd und Vogelschutz" hat unsere Vereinigung sich schon seit ihren Anfängen befasst und es ist ihr auch gelungen, im Laufe der Jahrzehnte deutliche Akzente in Bezug auf den Naturschutz zu setzen. So publizierten wir schon im Jahre 1924 eine Broschüre mit dem Titel „Jagdgesetz und Vogelschutz". Vier Jahre später verlangten die Vogelschützer in einem weiteren Positionspapier z.B. das Einführen einer Jägerprüfung, das totale Verbot von Pfahl- und Tellereisen und die Abschaffung des Dohnenstiegs (Schlingenfang), was dann auch erfolgreich umgesetzt wurde. Bei anderen damaligen Forderungen dauerte es aber „etwas" länger; der Greifvogelschutz wurde erst 1967 gesetzliche Realität bei uns (demnach eine Inertie von über 40 Jahren).
Die LNVL will also mit dem vorliegenden Papier ihre Tradition fortsetzen und einen Beitrag zu einer deutlichen Verbesserung der augenblicklichen Jagdpraxis leisten. Sie hofft dabei, genau wie vor Jahrzehnten, mit ihren Forderungen einen wichtigen Beitrag zur Meinungsbildung über „Naturschutz und Jagd" zu leisten. Jagd, wie sie derzeit von vielen Freizeitjägern ausgeübt wird, sieht sich einer zunehmenden öffentlichen Kritik ausgesetzt. Zum einen schwindet der Konsens der Gesellschaft darüber, daß Wildtiere eine natürliche Ressource sind, die nachhaltig nutzbar sein kann, zum anderen müssen sich Teile der Jägerschaft sagen lassen, daß ein Umdenken in der Jagdpraxis unbedingt erforderlich ist. Dabei vertreten viele Jäger, Bauern, Forstwirte und Naturschützer oft die gleichen Interessen, ist doch bei fast allen eine enge Verbundenheit mit der Natur zu notieren, wenn auch aus verschiedenen Motivationen heraus. Ohne die Gemeinsamkeiten außer acht zu lassen, wollen wir uns in diesem Positionspapier mit den Grenzen zwischen Jagd und Naturschutz befassen, um eine zeitgemäßere Form der Jagdausübung herbeizuführen. Eine Neuorientierungmuss sich nach den Prinzipien des Natur-und Tierschutzes und nach den biologischenund ökologischen Grundsätzen richten.

Wildlebende Tiere wurden seit Menschengedenken als natürliche Lebensmittel genutzt und galten besonders in Zeiten große Hungersnöte als willkommene Nahrungsmittel, die so manchem das Überleben sicherten. Heute ist, wenigsten in den europäischen Ländern, die Nahrungsbeschaffung abgesichert, und man ist nicht mehr auf wildlebende Tiere angewiesen. Doch betrachtet man die natürliche Reproduktionsrate der wildlebenden Tiere, so wird deutlich, dass die Natur unter günstigen Bedingungen einen gewissen Überschuss produziert, den wir Menschen nutzen können. Das Fleisch eines geschossenen Wildtieres kann durchaus als natürlich gewachsenes und gesundes Lebensmittel für den menschlichen Verzehr verwendet werden. Ein nachhaltiges "Abschöpfen" entsprechend dem Umfang natürlicher Sterblichkeiten, etwa bei Stockenten oder Rehwild, ist zwar nicht zwingend notwendig, gefährdet den Bestand dieser Arten aber nicht.

Die Jagd verliert aber dann ihre Berechtigung, wenn sie dazu betrieben wird, vermeintliche Beutekonkurrenten wie Fuchs, Rabenkrähe, Mäusebussard, Habicht u.v.a. auszuschalten, mit dem Ziel, den eigenen Jagderfolg sicherzustellen oder sogar zu erhöhen.

Ideale Kulturlandschaften für Niederwild sind heutzutage selten geworden.
Foto: Archiv COL, LNVL.



1. IST JAGD ANGEWANDTER NATURSCHUTZ ?

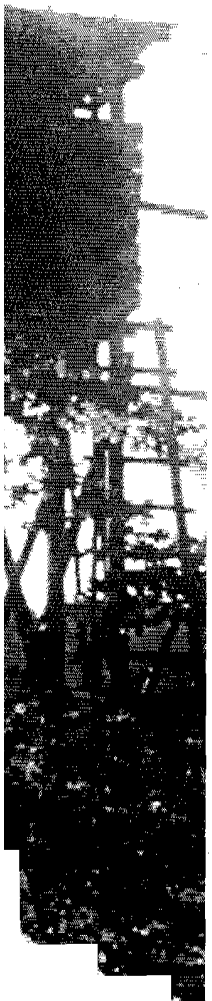
Die nachhaltige Sicherung der Vielfalt, Eigenart und Schönheit von Natur und Landschaft ist das Hauptziel des Naturschutzes.
Jagdgesetzgebung und Jagdpraxis hingegen sind bis heute von zwei Interessen beeinflusst:

- dem Schutz jagdlicher Privilegien
- dem Schutz hoher Wilddichten und dem Hegeziel von Trophäen.

Die gängige Waidmannsethik liefert die Berechtigung zur Wildfütterung, um Wildtiere vor dem vermeintlichen Hungertod zu bewahren. Ökologische Argumente werden dabei nicht berücksichtigt. Diese einseitige jagdliche Orientierung trägt dazu bei, dass Reh und Wildschwein derzeit die höchsten Dichten seit Menschengedenken erreichen.
Eine direkte Folge sind Wildschäden in Land- und Forstwirtschaft, die sowohl die Leistungs- und Nutzungsfähigkeit als auch durch selektives Verbeißen vor allem von Laubbäumen die Vielfalt von Natur und Landschaft erheblich einschränken und damit dem Naturschutz diametral gegenüberstehen. Die natürliche Selektion sorgt nicht mehr für gesunde und starke Baumbestände.
Die Aussage der Jäger, Wildbestände in vergleichbarer Weise wie die ausgerotteten Großsäuger Wolf, Luchs und Bär mit der Waffe regulieren zu können oder gar zu müssen, dokumentiert eine völlige Selbstüberschätzung des Menschen. Regulation in der Natur folgt anderen Kriterien als sie derzeit von den Jägern angewandt werden (z.B. Bestandssicherung resp. -steigerung, Trophäen). Schutz einer Tierart durch Töten einer anderen Art erreichen zu wollen, ist kein Naturgesetz per se. Wer legt fest, welches Leben das wertvollere ist? Bekannt ist, dass die Populationen der Tiere, auch derjenigen, die am Ende der Nahrungskette stehen, sich langfristig selbst regulieren durch Konkurrenz, Nahrungsangebot, extreme Witterungsbedingungen, Krankheiten und natürliche Reproduktionsregelung.
Die Verfolgung von Beutegreifern steht auch im Gegensatz zum Tierschutzgesetz, das einen vernünftigen Grund für das Töten eines Tieres vorschreibt. Auch das Naturschutzgesetz verbietet ausdrücklich das ungerechtfertigte Töten selbst von nicht geschützten Tieren. Beutegreifer haben noch nie eine Tierart in natürlichen Lebensräumen ausgerottet. Probleme in dieser Hinsicht gab es lediglich als Folge von menschlichen Eingriffen (Faunenverfälschung, Biotopveränderungen).
Die Geschichte hat uns deutlich gezeigt, dass das unüberlegte Bejagen von Wildtieren zur Ausrottung von Großraubtieren (Luchs, Wolf, Bär) von kleineren Beutegreifern (Fischotter, Uhu und teilweise Wildkatze), ja sogar von Huftierarten (Wisent, Auerochse) und Nagetieren (Biber) in unseren Breiten geführt hat. Hier gehen Jagd und Naturschutz sicher nicht mehr Hand in Hand.

Jagd kann keine Berechtigung finden in der „Regulation" des Naturhaushaltes.

Der Jäger erwartet durch hauseigene Regulation immer gleiche Bestände mit schöner Regelmäßigkeit. Die Natur aber bringt große Schwankungen über viele Jahre hinweg hervor.



Immer noch orientiert sich die Jagd an den Verhältnissen einer historischen Kulturlandschaft, deren chemiefreie Landwirtschaft mit langen schmalen Parzellen hohe Niederwilddichten, z.B. von Hase und Rebhuhn, ermöglichte.

Die heutige ausgeräumte und intensiv genutzte Agrarlandschaft läßt aber nur noch geringe Wilddichten zu, was zu stetigen Konflikten zwischen Jagd, Landwirtschaft und Naturschutz führt. Jeder Lebensraum hat allerdings nur eine gewisse Tragfähigkeit (carrying capacity).

Wo soll sich Niederwild in einer solchen Kultursteppe verstecken, ernähren und reproduzieren ?
Foto: Archiv Fondation *Hëllef fir d'Natur*.

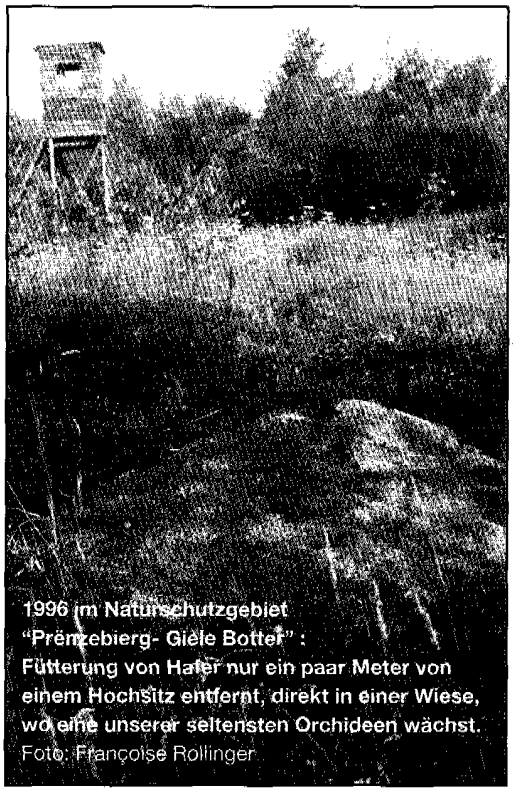
Gemeinsamkeiten von Naturschutz und Jagd sind sicherlich zu finden in der artenreichen Gestaltung unserer Landschaften, in der Renaturierung der Feldflur, in einer naturnahen Forstwirtschaft oder im Vorgehen gegen immer weitere Zerschneidung intakter Lebensräume.

1.1 DEFIZITE DER AKTUELLEN JAGDPRAXIS

Durch das Aufzeigen von Mißständen sollen die Verdienste vieler Jäger bei der Landschaftspflege und Biotopgestaltung nicht geschmälert werden. Es gibt Pächter im Land, die sich aktiv bei der Pflanzung von Heckenstreifen und Feldgehölzen oder der Anlage von Wildäckern engagieren. Auch die Jagdpresse prangert in Bezug auf die Niederwildmisere die Ausräumung unserer Landschaften an, fordert gesetzliche Gegenmaßnahmen, und Jäger beteiligen sich lobenswerterweise an Wiederanpflanzungen von Feldflurgehölzen.
Einige Punkte bedürfen jedoch einer fundamentalen Neuorientierung der aktuellen Jagdpraxis:

Fütterung des Wildes: ökologisch nicht zu vertreten

Die als Hegemaßnahme verstandene Fütterung stellt einen schweren Eingriff in die dynamischen Prozesse und die biologischen Gleichgewichte dar. Füttern ist mitverantwortlich für die unnatürlich hohen Wilddichten und dafür, dass die natürliche Selektion weitgehend ausgeschaltet wird. Allgemein verbreitet ist das breitwürfig offene Ausstreuen von Mais an den für Schwarzwild ganzjährig zugänglichen Ablenkfütterungen im Wald. Daß sich an solchen Plätzen mit offen daliegendem Futter das Rehwild mit bedient, zeigen die zahlreichen Rehfährten im aufgewühlten Boden. Auch Eichelhäher holen sich dort ihre Ration und versäumen dabei, die ihnen von Natur aus zugedachte Rolle im Naturhaushalt zu erfüllen.
Eine Fütterung im Walde kann Wildschweine kaum von der Flur abhalten, da sie hier tierische Eiweiße, die sie benötigen, aufsuchen.
Durch die übertriebenen Fütterungen stehen die Rehe im Winter mancherorts in größeren Rudeln zusammen. Die aus dieser überhöhten Konzentration resultierende Verbißbelastung ist der Grund, warum sich Eichen, Eschen, Buchen und Sträucher nur in Gattern verjüngen lassen.



1996 im Naturschutzgebiet "Prënzebierg- Giele Botter" : Fütterung von Hafer nur ein paar Meter von einem Hochsitz entfernt, direkt in einer Wiese, wo eine unserer seltensten Orchideen wächst.
Foto: Françoise Rollinger

Das häufige Fahren abseits der Wege zum Beschicken der Kirrungen (Lock-, Ablenkfütterungen) und Fütterungen, selbst in Naturschutzgebieten, ist auch aus ökologischer Sicht nicht zu vertreten (Umweltbelastung durch Abgase und Lärm, Verdichtung des Waldbodens).

Aussetzen von Wild: ein Sackgasse

Die gezielten **Wiederbevölkerungsversuche** in der freien Wildbahn aus Gründen der Blutauffrischung oder der Bereicherung der Jagdreviere erwiesen sich im Nachhinein als ökologischen und finanziellen Fehlschlag. Oft waren ausgesetzte Tiere Träger von Krankheiten. Hasen wanderten wieder zurück in Richtung Geburtsort. Von den ausgesetzten Rebhühnern (1974 waren es z.B. 5 800 Stück) pflanzten sich kaum einige wenige fort. Stimmt das natürliche Umfeld nicht, so kann auch das Aussetzen von Wild nicht von Erfolg gekrönt sein.

Auch Versuche, den amerikanischen Truthahn oder das afrikanische Perlhuhn einzubürgern, schlugen fehl.

Experten stimmen heute überein, dass **Einbürgerung** von **nicht einheimischen Arten** (Damwild, Muffelwild) keinen Sinn ergibt. Zudem liegt das Risiko viel zu hoch, dass Seuchen eingeschleppt werden, dass natürliche Gleichgewichte durch neue Konkurrenten zerstört werden, und unvorhersehbare Probleme bei Nahrungssuche entstehen. Die Folgen sind nicht abzuschätzen.

Ausschalten von Beutekonkurrenten nicht zu vertreten!

Beutegreifer spielen eine wichtige **Rolle im Naturhaushalt.** Trotzdem töten Jagdberechtigte des öfteren das „Raubzeug" wie man Unkraut wegspritzt und bringen so wichtige Regeln in der Natur durcheinander. Abgeschossene Greifvögel, die auf dem Röntgenbild eindeutig Schrotkörner aufweisen, werden, trotz Abschussverbotes, immer wieder aufgefunden. Auch können in einigen Wäldern auffallend wenige leere oder sogar überhaupt keine Greifvogelhorste mehr nachgewiesen werden, was einer natürlichen Besiedlung, wie man sie in anderen Teilen Luxemburgs vorfindet, keineswegs entspricht. Das Einhalten der gesetzlichen Bestimmungen fällt anscheinend manchem Jäger oder Jagdhüter auch heute noch sehr schwer. Dabei spielen Greifvögel eine wichtige Rolle im Gesunderhalten ihrer Beutetiere. Sie bejagen meist schwächere oder kränkelnde Tiere und sorgen somit für den Erhalt starker Populationen.

Greifvögel, hier ein Habicht, werden auch heute noch als sogenannte "Beutekonkurrenten" abgeschossen, obwohl sie gesetzlich geschützt sind.
Foto : Archiv Fondation *Hëllef fir d'Natur*

Selbst Tiere, die keinem Fressfeind ausgesetzt sind, unterliegen einem natürlichen Regulationssystem.

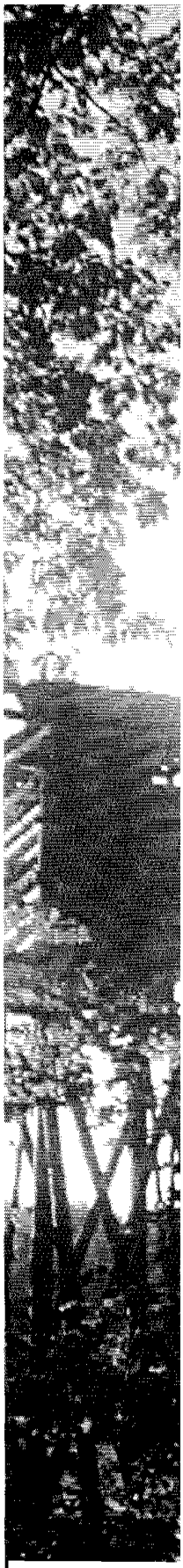
Die **Faktoren, die eine Bestandsentwicklung beeinflussen**, sind:
1) Geburtsrate,
2) Sterberate,
3) Ein- und Auswanderung.

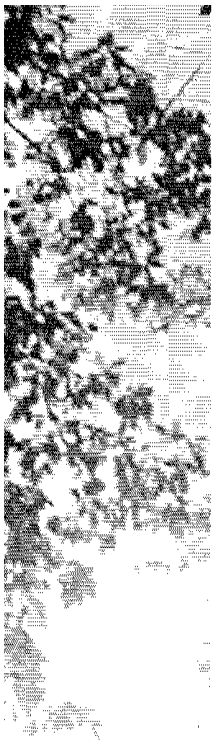
Todesursachen sind vor allem:
- Verhungern
- Krankheiten
- Stress
- Temperaturstürze (Erfrieren) oder –anstiege
- Naturkatastrophen u.a.

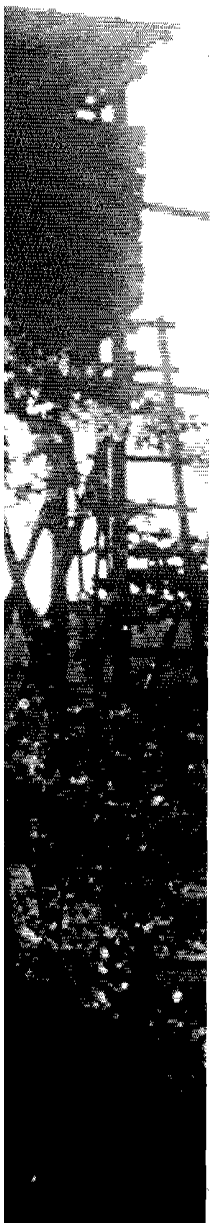
Ein Eingreifen der Jäger als „Ersatzwölfe" oder „Ersatzbären" ist also überflüssig!

1.2 DAS WALD-WILD-PROBLEM – NATURNAHE WALDWIRTSCHAFT IN FRAGE GESTELLT

In natürlichen Laubmischwäldern dominieren unterholzarme Altbestände. Natürliche Störungen und Verjüngungsphasen haben flächenmäßig nur geringe Anteile, so dass großflächige Urwälder aus Laubbäumen in der Kraut- und Strauchschicht wenig Äsung bieten und daher zu den wildarmen Lebensräumen zählen. Im mitteleuropäischen Wirtschaftswald findet sich für Reh und Rothirsch ein, im Vergleich zu den Urwäldern, wesentlich höheres Äsungsangebot. Naturverjüngungen unter dem aufgelichteten Altholz, Jungbestände, Dickungen, Wegränder und Kahlflächen bieten

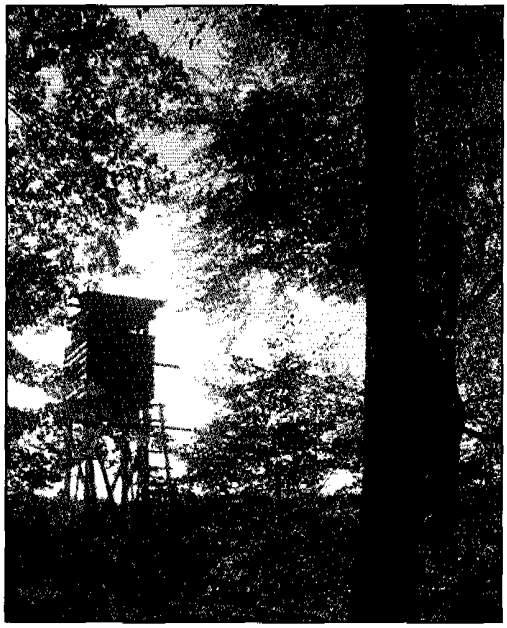






viel Äsung und Deckung. Die Ausrottung der Raubsäuger, zu geringe Abschußzahlen und eine überzogene Hege mit Fütterung haben im wesentlichen zu einer hohen Wilddichte bei Reh, Wildschwein und stellenweise beim Rothirsch beigetragen.

Für den Wald blieb diese Entwicklung nicht ohne Folgen. Vielerorts liegen die Wilddichten über der Tragfähigkeit der Wald-Lebensräume. Es entstehen **Verbiss- und Schälschäden**, die einer natürlichen Verjüngung der Haupt- und Nebenbaumarten zuwiderlaufen. Jahrzehntelang wurde dies von Grundeigentümern und Förstern akzeptiert, indem man auf Anbau und Verjüngung der Haupt- und Nebenbaumarten verzichtete oder kostenintensive Verbissschutzzäune errichtet hat.



Hochsitz in Waldrevier
Foto: Nico Hoffmann

Spätestens seit der Anwendung des Prinzips der "Naturnahen Waldwirtschaft" durch die Forstverwaltung, die u.a. einen weitgehenden Verzicht auf Kahlschläge und die Förderung einer kostengünstigen und natürlichen Waldverjüngung vorsieht, kommt der Bejagung des Schalenwildes eine Schlüsselrolle zu. Nur wenn diese wirkungsvoll und effektiv durchgeführt wird, kann das erklärte Ziel, stabile, artenreiche und produktive Wälder zu erziehen, von Erfolg gekrönt sein.

Höhe des Abschusses: entscheidende Weichenstellung für Eigenart des Waldes

Da sich die **naturnahe Waldwirtschaft** nicht ohne ökonomische Grundlage durchhalten lässt, ist die Höhe des Abschusses die entscheidende Weichenstellung für Vielfalt, Eigenart und Schönheit des Waldes. Zwischen Jägern, Förstern und Naturschützern muss daher eine intensive Diskussion angestrebt werden, die mit dem Stichwort "Wald-Wild-Problem" umschrieben wird.
Wer den naturnahen Dauerwald will, der muss eine möglichst hohe nachhaltige Nutzung des Schalenwildes anstreben und umsetzen.
Die Messlatte für die Abschussbemessung ist die tatsächliche **Verbissbelastung**. Geht der Verbiss trotz Abschuss nicht zurück, ist die Population für das gegebene Gebiet zu hoch.

1.3 ÖKOLOGISCH SINNVOLLES AUSWEISEN VON JAGDLOSEN

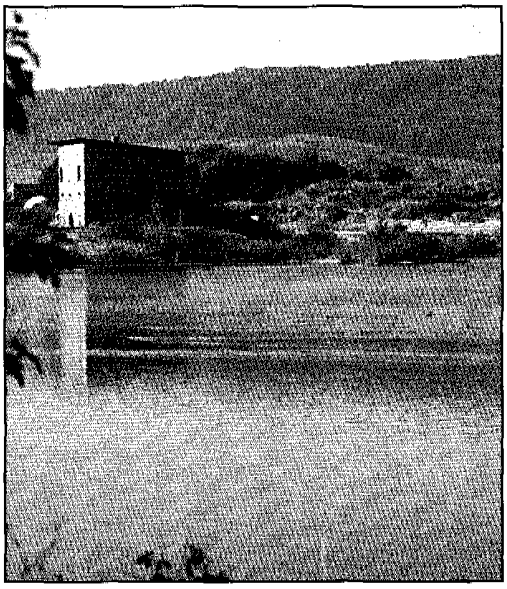
Die **Einteilung der Jagdlose** entspricht in Luxemburg keineswegs immer den natürlichen Abgrenzungen eines Lebensraumes. Wie sollte es möglich sein, den Wildbestand eines Reviers zu kontrollieren und zu managen, wenn vier, fünf oder mehr verschiedene Pächter sich beispielsweise ein zusammenhängendes Waldgebiet aufteilen? Wie kann eine koordinierte Jagdweise in einem Landstrich gefunden werden, wenn viele verschiedene, voneinander unabhängige Akteure in einem zusammenhängenden Gebiet aktiv sind und eine Konzertation fehlt?
Die Revieraufteilung muss sich an den natürlichen, landschaftlichen und **ökologischen Gegebenheiten** orientieren statt an für die Natur völlig sinnlosen administrativen Abrengzungen.

1.4 JAGD IN NATURSCHUTZ-GEBIETEN – NUR BEI VERZICHT AUF PRIVILEGIEN

Obwohl generell Einigkeit darüber besteht, dass sich die Jagd in Naturschutzgebieten dem Schutzziel unterzuordnen hat (Bonner Konvention, Ramsar-Konvention), sitzt auch hier der Teufel im Detail.
Die Ausweisung eines Naturschutzgebietes hat auch **deutliche Vorteile für den Wildbestand:**

- Kulturlandschaft, und damit Wildtierhabitate, werden gesichert und erhalten
- intensive land- und forstwirtschaftliche Nutzungsformen werden vielfach eingeschränkt
- eine artenreiche Flora und Fauna wird erhalten
- Formen der intensiven Freizeitnutzung der Natur werden verboten

Die Ausübung der Jagd in Naturschutzgebieten muss nicht generell verboten werden. Es können aber gewisse **Einschränkungen** auferlegt werden. Die vergleichsweise geringe Beeinträchtigung durch solche Bestimmungen haben die Pächter in ihrem eigenen jagdlichen Interesse und im Interesse des Naturschutzes hinzunehmen. Die Jagdausübung bleibt ihnen meist gestattet, und die ihnen auferlegten Beschränkungen sind mit denen vergleichbar, die für die Besucher der Naturschutzgebiete gelten.



Der Jagd in Naturschutzgebieten sollten gewisse Einschränkungen auferlegt werden. Foto: Fondation *Hëllef fir d'Natur*.

Wie wollen die Jäger denn einer zunehmend kritischer werdenden Öffentlichkeit plausibel machen, warum sie sich als Privilegierte zu jeder Tages- und Nachtzeit mit Auto, Hund und Waffe nach Belieben in Naturschutzgebieten bewegen und jagen dürfen, während es der übrigen Bevölkerung per Verordnung untersagt ist, die Wege zu verlassen, Lärm zu machen oder ihre Hunde frei laufen zu lassen?

Gerade in größeren Naturschutzgebieten ließe sich durch eine Reduktion der Jagd auf kurze Intervalle mit einer möglichst effizienten Schalenwildbejagung die Erlebbarkeit und **Beobachtbarkeit** von Wildtieren für die Bevölkerung verbessern.

1.5 JÄGERPRÜFUNG – ANSATZPUNKT EINER NEUBESTIMMUNG

Damit die Jäger in Zukunft ihrer Rolle als Biotopbetreuer gerecht werden können, ist eine Reform der Jägerausbildung erforderlich. Fächer wie Ökologie und Naturschutz sind in der Jägerausbildung absolut unterbewertet. Von den angebotenen 30 Einheiten sind lediglich 2 der Ökologie gewidmet. Dies ist absolut ungenügend, um sich auch nur Ansätze von Naturverständnis zu verschaffen. Die ökologischen Zusammenhänge in der Natur sind viel zu komplex, als dass man sie in so kurzer Zeit begreifen könnte. Von einem „Grünen Abitur" kann also derzeit nicht die Rede sein.

Die LNVL fordert das Festsetzen von Prüfungsfragen durch verbandsunabhängige Wildbiologen, Ökologen und Jagdwissenschaftler sowie eine stärkere Berücksichtigung wildbiologischer und ökologischer Themen.

1.6 VEREIDIGTE JAGDAUFSEHER ZWISCHEN ZWEI STÜHLEN

Die Jagdhüter, soweit sie offiziell vereidigt sind, unterstehen einerseits der Vollmacht der Staatsanwaltschaft, sind aber von einem privaten Arbeitgeber angestellt, der natürlich andere Prioritäten setzt als es der Staat tun würde.

Dabei geraten die Jagdhüter in die missliche Lage, den Interessen von zwei verschiedenen Orientierungen gerecht werden zu müssen. Konfliktsituationen sind eigentlich so vorprogrammiert.

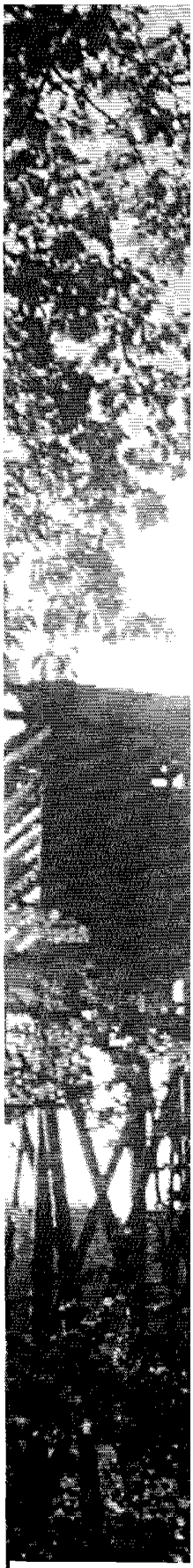
Der Auftraggeber eines staatlich vereidigten Jagdhüters darf nicht eine Privatperson sein! Eine Lösung dieser Problematik kann nur in dem Sinne geschehen, dass auch ein offizielles Gremium die Kontrolle über die Jagdhüter durchführt.

1.7 DIE FALLENPROBLEMATIK

Die Fallenjagd dient hauptsächlich der Dezimierung der Beutekonkurrenten des Jägers. Schon allein aus diesem Grund gibt es heute keine Rechtfertigung mehr, überhaupt noch Fallen zu benutzen.

1.8 JAGD AUF FREILAUFENDE HAUSTIERE

Besitzer von Hunden und Katzen sind von Rechts wegen daran gehalten, dafür zu sorgen, dass die Haustiere nicht in freier Natur herumstreunen.



Wildernde und verwilderte Haustiere können effektiv ein Problem für verschiedene Tierarten darstellen. Das rechtfertigt aber nicht den Abschuss von Katzen und Hunden, wenn sie kurzfristig unbeaufsichtigt sind. Bei Katzen besteht zudem das Problem der Verwechslung mit der sehr seltenen Wildkatze.

Die bei uns selten gewordene Wildkatze kann leicht mit einer Hauskatze verwechselt werden.
Foto: Robert Dupont, Archiv Fondation *Hëllef fir d'Natur.*

2. ZEITGEMÄßE JAGDPRAXIS AM BEISPIEL AUSGEWÄHLTER WILDTIERE

Die Chancen einer naturgerechten Jagdpraxis, aber auch die praktischen Mißstände, kommen am besten zum Ausdruck, wenn man die Situation bei einzelnen Wildarten näher betrachtet.

2.1 REHWILD CONTRA "NATURNAHE WALDWIRTSCHAFT"

Anpasser mit Zuwachsraten

Rehwild hat in den letzten Jahrzehnten erstaunlich hohe **Bestandsdichten** erreicht. Im selben Zeitraum aber veränderten sich die landschaftlichen Gegebenheiten seines Lebensräumes dramatisch, so dass ein alarmierendes Ungleichgewicht zwischen Dichte und Habitat entstand.
Die hohe **Anpassungsfähigkeit** des Rehwildes erlaubt es ihm, sogar durch die menschliche Zivilisation grundlegend veränderte Lebensräume vom Friedhof bis zur ausgeräumten Agrarlandschaft zu besiedeln.

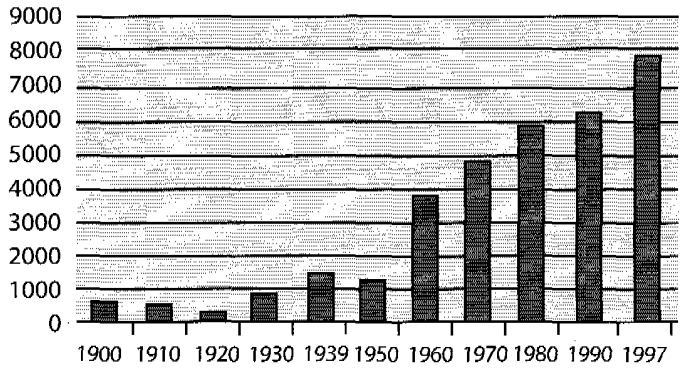
Aufgrund seiner Häufigkeit ist das Rehwild unter den Wildtieren die größte natürliche Ressource, die durch eine effektive Bejagung genutzt werden kann. Die Jagd kann dazu beitragen, die biologische Vielfalt und den wirtschaftlichen Ertrag der Wälder zu fördern, indem sie die **Verbissschäden** herabsetzt. Diese Zielsetzung könnte durch folgende Änderungen der Jagdgesetzgebung und Jagdpraxis unterstützt und leichter umgesetzt werden:

Füttern von Rehwild muss gesetzlich verboten werden.

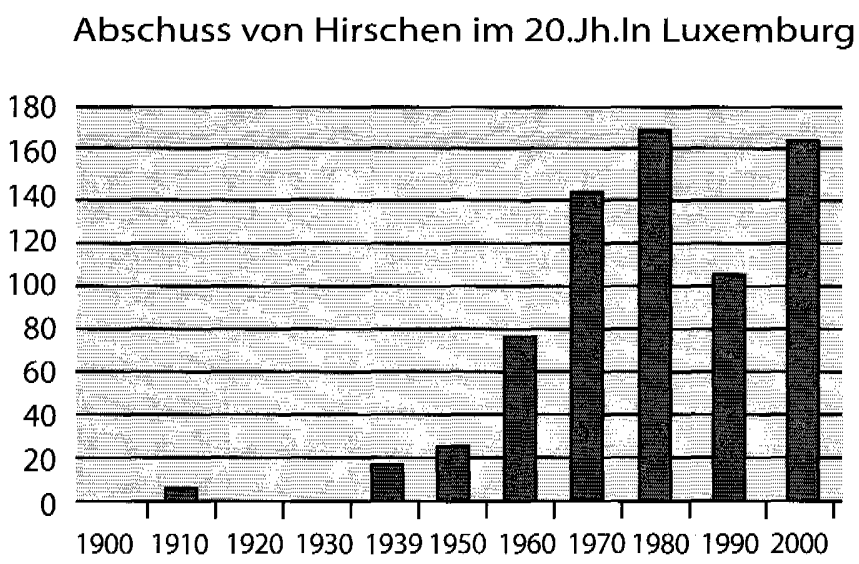
Die Dichte des Rehbestandes muss wieder durch gezieltes Management den natürlichen Verhältnissen in unserer Kulturlandschaft angepasst werden.

Rehwild hat sich gut an die vom Menschen veränderte Landschaft angepasst.
Foto: © Marc Weis / LNF

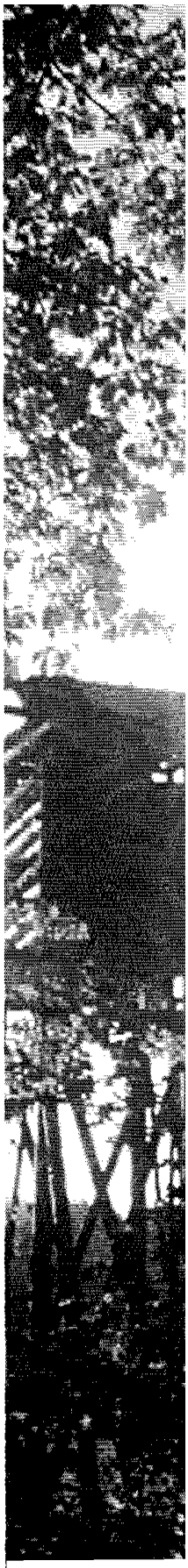
Abschuss von Rehen im 20. Jh. In Luxemburg



Quelle: Admin. des Eaux et Forêts, Service de la Chasse et de la Pêche



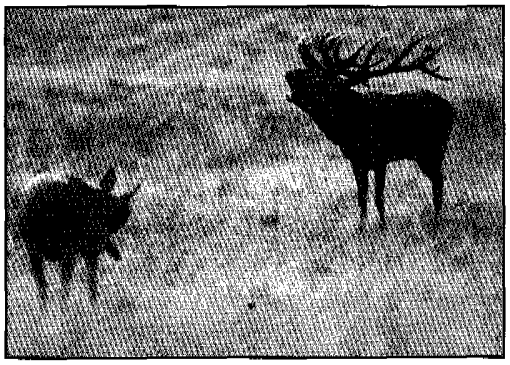
Quelle: Admin. des Eaux et Forêts, Service de la Chasse et de la Pêche



2.2 ROTWILD – WENN DER HIRSCH KEIN GEWEIH HÄTTE?

Das Rotwild gehört zur ursprünglichen Natur Luxemburgs und verdient genau so gut wie andere Arten Schutz. Seit Menschengedenken kam dieses Wild nur verhältnismäßig selten hier vor, was sich durch ein Zusammenspiel von gängiger Jagdpraxis und Mangel an optimalen Biotopen erklären lässt. Wenn also in rezenter Zeit eine Zunahme der Abschüsse in Luxemburg festzustellen war, so ist dies wohl an erster Stelle auf massive Fütterungen zurückzuführen, durch welche das Rotwild an das gegebene Jagdrevier gebunden wird, auch wenn der Lebensraum dort unzureichend ist. Wer am meisten füttert, hat die größten Chancen, ein Stück Wild zu schießen. Ist auf diese Art einmal ein Bestand herangezüchtet worden, könnten empfindliche Schälschäden in der Forstwirtschaft entstehen, wenn nicht weiter gefüttert würde.

Auch in einem natürlicheren Umfeld wird die soziale Lebensweise des Rotwildes immer zu lokalen Verbiss- und Schälschäden führen. Bei einem Verzicht auf ortsfeste Fütterungen und daraus resultierendem, großräumigerem Umherziehen der Rudel, würden sich aber die Schäden räumlich verteilen und – bei entsprechender Bejagung – in einem tolerierbaren Rahmen halten.



Der Rothirsch hat in den letzten Jahren zugenommen.
Foto: © Marc Weis / LNF.

Der Rothirsch verdient als **größtes freilebendes Säugetier** ein artgerechtes wildbiologisches Management. Ziele wären eine größere Verteilung und eine verbesserte Lebensraumnutzung durch den Wildtierbestand. Eine nachhaltige jagdliche Nutzung könnte demnach nur durch ein angepasstes Management erfolgen.

Bestrebungen, eine auf „Trophäenzucht" ausgerichtete Auslese durch Abschuss zu betreiben, haben nichts mehr mit Natur und Naturschutz zu tun.

Im Zuge der "Naturnahen Waldwirtschaft" ist in sensiblen Einstandsgebieten das Waldwegenetz zu überprüfen und ggf. zurückzubauen. Eine Beruhigung großer, zusammenhängender Waldgebiete ist nur zu erreichen durch gezielte **Besucherlenkungskonzepte** und eine Minderung des Jagddrucks, wovon sicher auch andere Wildarten profitieren würden.

Der Rothirsch soll wieder die natürlichen, viele Hirschgenerationen alten **Wanderkorridore in**

Europa nützen können. Nur so kann es zum genetischen Austausch zwischen den verschiedenen Hirschpopulationen kommen. Diese von Jägern und Naturschützern gemeinsam angestrebte Zukunftsvision kann nur erreicht werden, wenn bei der Raumplanung die Zerschneidung unserer Landschaften gestoppt und sogar rückgängig gemacht wird bspw. durch konsequentes Einplanen von **Grünbrücken und Querungstunnels**, die nicht nur dem Rotwild zugute kämen.

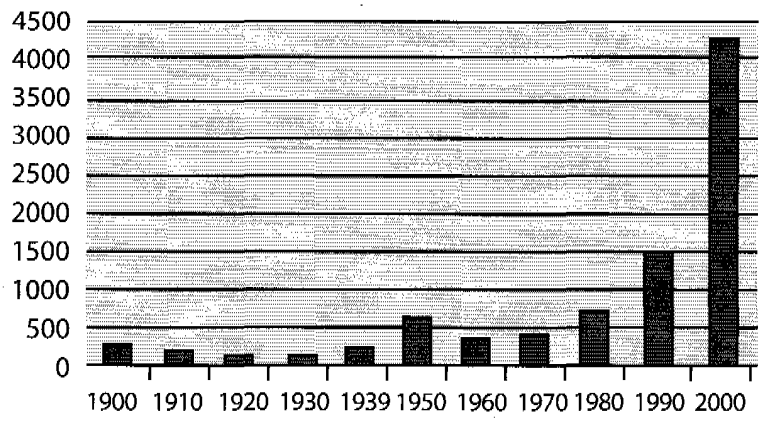
Rothirsche benutzen seit Generationen Wanderkorridore in Europa.
Foto: © Marc Weis / LNF.

2.3 SCHWARZWILD JAGD ODER TIERHALTUNG ?

Wildschweine sind besonders häufig in Europa geworden.
Foto: © Marc Weis / LNF.

Keine andere Wildart hat in den letzten Jahren so stark zugenommen wie das Schwarzwild. Das anhaltende Wachstum der Populationen in Luxemburg wie im übrigen Mitteleuropa lässt sich mit Zahlen aus den Streckenstatistiken sehr gut belegen.
Heute wird oft die große Nützlichkeit des Schwarzwildes betont, da es mitunter erhebliche Mengen an Mäusen, Insekten und deren Larven vertilgt. Daneben spielt Schwarzwild eine wichtige Rolle als Bodenvorbereiter für die natürliche Waldverjüngung. Bei hoher

Abschuss von Wildschweinen im 20. Jh .In Luxemburg



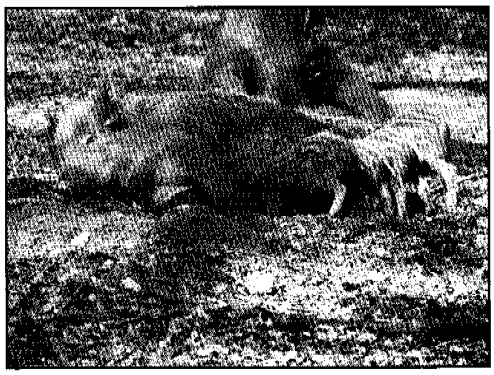
Quelle: Admin. Des Eaux et Forêts, Service de la Chasse et de la Pêche

Schwarzwilddichte werden aber nahezu alle Eicheln aufgefressen, so dass man in den betroffenen Wäldern selbst nach Mastjahren vergeblich auf die flächige Eichenverjüngung wartet. Auch die negativen Auswirkungen auf die Amphibienpopulationen sind bekannt. Starke Schwarzwildbestände richten also nicht nur in der Landwirtschaft Schaden an.

Gründe für ansteigende Bestände

Von wissenschaftlicher Seite werden für die in ganz Mitteleuropa derzeit ansteigenden Bestände mehrere Gründe vorgelegt:

- Längere **Frostperioden** und hohe Schneelagen sind in den letzten Jahren **ausgeblieben**.
- Die **Häufung von Mastjahren** bei Waldbäumen (Eicheln, Bucheckern) stärkt die Kondition der Tiere und fördert die Anlage von Fettreserven.
- Der **Strukturwandel in der Landwirtschaft**, insbesondere der Maisanbau, hat das Nahrungsangebot deutlich verbessert.
- Das fast **ganzjährig** gleichbleibend gute **Nahrungsangebot** und der Mangel an extremen Witterungsbedingungen wirken sich positiv auf die Trächtigkeitsrate der weiblichen Tiere aus. Heutzutage werden das ganze Jahr über **Frischlinge** geboren.
- Wildschweine verfügen über eine hohe **Anpassungs - und Reproduktionsfähigkeit**.

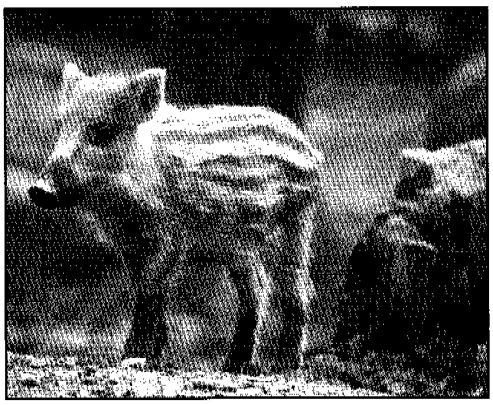


Wegen ganzjähriger Fütterung werden das ganze Jahr über Frischlinge geboren.
Foto: © Marc Weis / LNF.

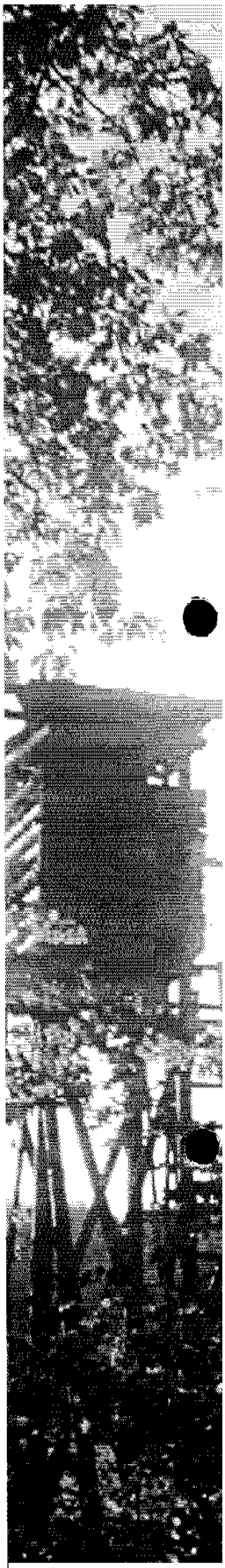
Zu diesen allgemein anerkannten Ursachen kommt, dass die Jägerschaft pro Jahr zusätzlich tonnenweise Mais an die Wildschweine verfüttert. Die Begründung, man müsse die Tiere im Wald füttern, um sie von den landwirtschaftlichen Flächen fernzuhalten, geht oft an den Tatsachen vorbei.

Einer der Hauptbeweggründe für die teilweise exzessiven Fütterungsmethoden ist die Absicht, die Sauen an das eigene Revier zu binden. Die Bestände vermehren sich aufgrund des optimalen Futterangebots prächtig. Immer mehr Tiere müssen mit immer mehr Futter von den Feldern abgehalten werden. Derartige Praktiken jedoch entsprechen einer Tierhaltung und sind von einem modernen Wildtier-Management weit entfernt.

Weiß man aber, wie schwierig die Jagdausübung auf überwiegend nachtaktive Sauen ist, dann versteht auch der Laie, warum die Bestände im Land explosionsartig zugenommen haben und die Jagd dieser ungebremsten Entwicklung nur hinterher rennt.
Eine sofortige Einstellung der Ablenkfütterung käme sicher einem Desaster gleich, da die überhöhten Schwarzwildbestände noch mehr als bisher über Felder und Fluren "herfallen" würden. Ein schrittweiser Ausstieg aus der bisherigen **Fütterungspraxis** jedoch ist längst überfällig.
In den Schwarzwildrevieren sollte der schrittweise Ausstieg aus der Fütterung und Ablenkfütterung bis hin zum **generellen Fütterungsverbot** erfolgen.
Als Allesfresser hat eine hohe Wildschweindichte Auswirkungen auf den Bestand von Niederwild und Bodenbrütern (z.B. Waldschnepfe). Insofern wäre es im Interesse der Jäger, den Bestand der Wildschweine in Grenzen zu halten.
Eine möglichst hohe nachhaltige Nutzung des Schwarzwildes trägt zur Reduktion von Schäden in Land- und Forstwirtschaft bei und vermindert die Gefahr der Schweinepest.

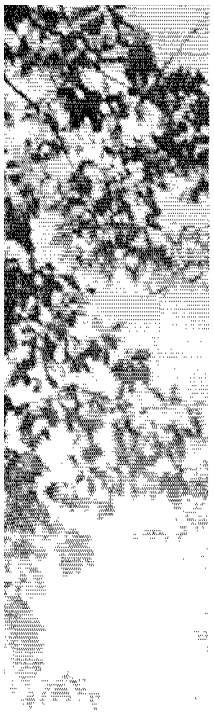


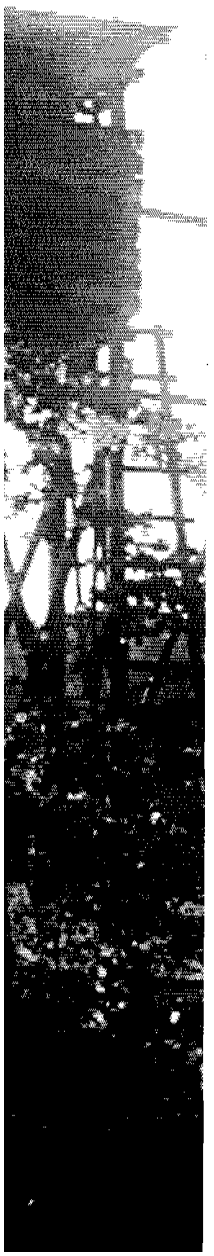
Frischling
Foto: © Marc Weis / LNF.



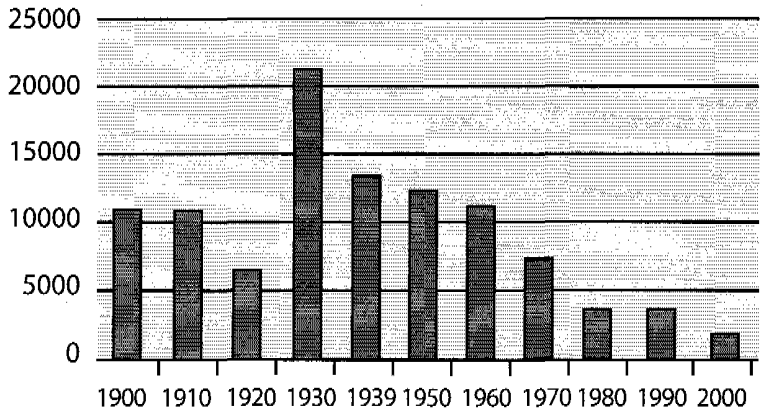
2.4 FELDHASEN – SELSTBESCHRÄNKUNG IST GEFRAGT

Eigentlich ist der Feldhase ein klassischer Kulturfolger, der sich als ursprünglicher Busch-Steppen-Bewohner an die vom Menschen verursachten Landschaftsveränderungen (Waldrodung und Landbewirtschaftung)



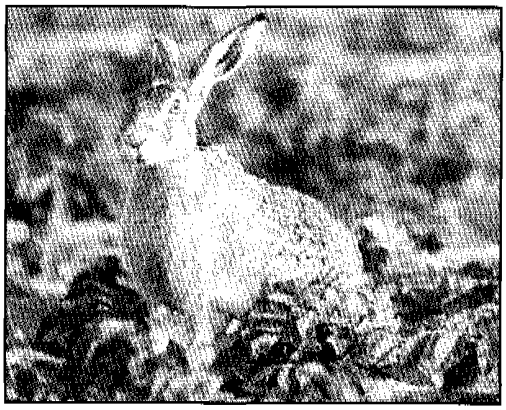


Abschuss von Hasen im 20. Jh. In Luxemburg



Quelle: Admin. Des Eaux et Forêts, Service de la Chasse et de la Pêche

optimal anpassen konnte. Er gilt als Leitart und **Parameter für die Vielgestaltigkeit** der ackerbaulich genutzten Flur und steht somit stellvertretend für die historische, wenig mechanisierte und chemiefreie Landwirtschaft. Wie viele andere Arten der offenen Kulturlandschaft leidet aber auch der Feldhase unter dem jahrzehntelangen und bis heute andauernden Intensivierungsdruck durch die Landwirtschaft. Von Jägerseite wird nach wie vor den Beutegreifern, insbesondere dem Fuchs, die Mitschuld an der Hasenmisere zugeschoben. In reich **strukturierten Hasenlebensräumen** mit vielen Feldgehölzen und somit guten Deckungsmöglichkeiten überlebt, trotz hoher Fuchsdichten, ein deutlich größerer Anteil der Februar- und Märzhasen als in deckungsarmen Gebieten (SPÄTH, 1989). Der Einfluß des Rotfuchses sollte demnach nicht überbewertet werden. Statt sich also zum "Überregulator" aufzuschwingen und Fuchs und Rabenkrähe als die Feinde des Feldhasen hinzustellen, sollten die Jäger ihre Bemühungen noch viel stärker auf **Lebensraumverbesserung** ausrichten.
Untersuchungen haben gezeigt, dass Hasen sogar im Sommer manchmal regelrecht verhungern, weil ihnen ein abwechslungsreiches Angebot an Wildkräutern fehlt.



Der Feldhasenbestand leidet stark unter der Intensivierung der Landwirtschaft.
Foto: © Marc Weis / LNF.

Dabei ist eine vernünftige jagdliche Nutzung der Feldhasenbestände im Rahmen der natürlichen Herbst-Winter-Verluste wildbiologisch durchaus verträglich und ermöglicht eine numerische Anpassung der Bestandsdichte an die Flaschenhalssituation im Winter. Allerdings gibt es für den gerne gesellig lebenden Hasen eine **"kritische Dichte":** unterhalb von ungefähr 20 Feldhasen pro 100 ha sollte auf die jagdliche Nutzung vollständig verzichtet werden (MOELLER, 1972, ZOERNER, 1981). Dies wäre in Luxemburg der Fall.
Der Feldhase zählt als Indikator einer arten- und strukturreichen ackerbaulich genutzten Flur zu den gefährdeten und schutzbedürftigen Wildarten. Jagdliche Schutz- und Fördermaßnahmen sollten sich auf Maßnahmen zur Steigerung der Lebensraumkapazität konzentrieren. In Kooperation mit der Landwirtschaft, dem Naturschutz, der Landschafts- und Landesplanung sind große zusammenhängende Hasenlebensräume vor Eingriffen und Flächenverbrauch zu schützen. Bei unvermeidbaren Eingriffen sind gemeinsam geeignete Schutz- und Ausgleichsmaßnahmen durchzusetzen. Eine hypothetische Erhöhung der Jagdstrecken durch eine ertragsorientierte Verfolgung und **Dezimierung von Beutegreifern wird abgelehnt.**
Schlüsselgrößen sind der Anteil an dauerhafter Vegetation (Grünland, Graswege, Ackerraine und Feldgehölze), die Vielfalt der Feldfrüchte und ein möglichst ganzjährig kontinuierlich wechselndes Angebot an junger grüner Vegetation (Wintergetreide, Sommergetreide, Hackfrüchte, Zwischenfrüchte, Auflaufgetreide). Kleine Parzellen und herbizidfreie Getreidefelder mit großer Kräutervielfalt, wie sie im Ökolandbau üblich sind, müssen stärker begünstigt werden.
Da der Feldhase sensibel auf die **Zerschneidung der Landschaft** durch Baugebiete und Verkehrswege reagiert, sollte die Reduktion von Zerschneidungslinien in der Landschaft durch Verkehrsvermeidung, Grünbrücken, Wilddurchlässe und, wo möglich, Straßenrückbau bei Planungsprozessen zur Selbstverständlichkeit werden.

2.5 DER FUCHS – EIN PROBLEM DER JÄGER

Die aus menschlicher Sicht dem Fuchs angedichtete List und Schlauheit geben seit jeher den Ausschlag für die Verfolgung "unseres gefährlichsten Räubers". Bei der Wahl der Mittel war man nie zimperlich: Ausräuchern, Vergasen, Tellereisen und sogar der Einsatz von Strychnin waren gängige Methoden, um den Konkurrenten im Jagdrevier den Garaus zu machen. Als Argument wurde angeführt, durch die Ausrottung der natürlichen Feinde, die wohlgemerkt auch der Mensch betrieben hat, sei der Jäger gezwungen, die Kontrolle der Fuchspopulation selbst zu übernehmen.

Trotz jahrzehntelanger Bejagung, hat der Fuchs es geschafft, seine Bestände zu erhöhen.
Foto: © Marc Weis / LNF.

Der Fuchs scheint eindeutig vom Wohlstandsmüll und den vielen Straßenverkehrsopfern unter der heimischen Tierwelt zu profitieren. Denn trotz 100-jähriger Fuchsbejagung sind die Dichten gestiegen.

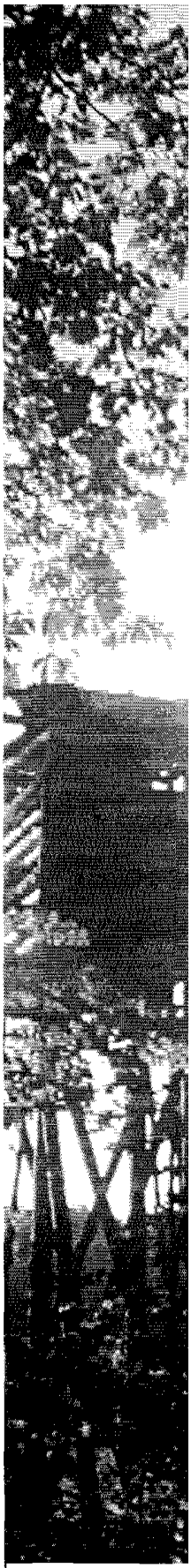
Völlig aus den Fugen geraten sind die Fuchsbestände allerdings erst durch die **Tollwutimmunisierung**, da durch diese Medikation ein natürliches Regulativ ausgeschaltet wird. Vor der Impfung der Füchse gegen das Tollwutvirus starben mitunter mehr als die Hälfte der ortsansässigen Fuchspopulationen an Tollwut (SCHNEIDER, 1977).

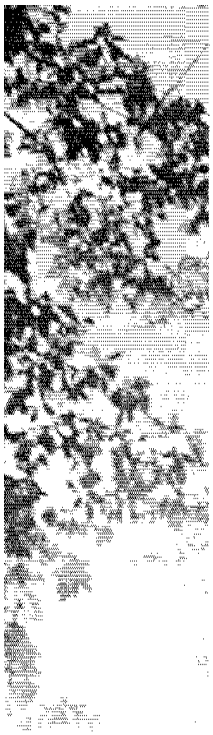
Die tollwutbedingte Sterblichkeit des Menschen lag in Europa zu Beginn der achtziger Jahre bei vier Personen pro Jahr (ANDERSON, 1981). Inzwischen ist es möglich, zumindest den Menschen erfolgreich gegen Tollwut zu impfen (WINKLER & BÖGEL). Dabei kann eine Infektion mit dem Virus, selbst nach dem Auftreten von Symptomen, durch zeitlich gestufte Verabreichungen von Impfungen kurz nach dem Biss erfolgreich abgeblockt werden. Insofern sollte von der Wildtier-Tollwut keine ernsthafte Gefährdung des Menschen mehr ausgehen. Es besteht für exponierte Personen sogar die Möglichkeit bzw. die Pflicht, sich prophylaktisch gegen Wildtollwut impfen zu lassen (SCHNEIDER, 1993).

Die öffentliche Diskussion um die Tollwut ist in jüngster Zeit durch den Kleinen **Fuchsbandwurm** (Echinococcus multilocularis) abgelöst worden.

Die Ursache für den Bandwurmbefall beim Fuchs sind die physiologischen Voraussetzungen seines Verdauungsapparates und seine Vorliebe für Mäuse. Die relativ lange Magen-Darm-Passage des Fuchses verschafft dem Parasiten genügend Zeit, sich als adulter Bandwurm im Dünndarm des Fuchses zu etablieren. Die Hauptnahrung des Fuchses, also die Erd- und Feldmäuse, dienen dem Parasiten als Zwischenwirt. In diesem vermehrt sich der Parasit sehr effektiv. Bei der Verbreitung des Kleinen Fuchsbandwurmes spielt deshalb auch die Populationsgröße der Erd- und Feldmäuse eine entscheidende Rolle. Ein Fuchs ist in der Regel von vielen adulten Bandwürmern befallen. Er scheidet große Mengen an Bandwurmeiern aus, doch können diese sich nur dann effizient weiterentwickeln, wenn sie einen geeigneten Zwischenwirt finden. Das Risiko, für den Menschen an einer alveolären Echinokokkose zu erkranken, besteht dann, wenn er statt der Maus als Zwischenwirt fungiert.

Hat die Jagd einen entscheidenden Einfluss auf die Fuchspopulation und damit auf die Verbreitung der Tollwut und des Fuchsbandwurmes? Wohl kaum, denn trotz der stetig ansteigenden Fuchsstrecken werden die Jäger ihrem selbstgestellten Regulationsanspruch nicht annähernd gerecht. Feldfüchse reagieren vor allem sehr rasch auf jagdliche Eingriffe durch eine erhöhte Reproduktion und eine zurückgehende natürliche Sterblichkeit. Zudem werden entstehende Freiräume in der Flur meist sehr schnell durch Füchse aus dem Wald wieder aufgefüllt, wo seitens der Jäger traditionell an





der Fuchsbejagung kein großes Interesse besteht. Häufig wird vergessen, dass die natürliche Sterblichkeit der Jungfüchse durch die Sommerbejagung reduziert wird. Eine derartige Intensiv-Jagd mit allen zur Verfügung stehenden Mitteln einzig zur Steigerung des Jagdertrages beim Niederwild wird aus Natur- und Tierschutzsicht abgelehnt. Aufgrund seiner Häufigkeit und der Verwertbarkeit des Winterbalges ist der Rotfuchs unter den Beutegreifern eine Ressource, die man durch effektive Bejagung nutzen könnte. Die jagdliche Nutzung des Rotfuchses sollte deshalb aber nur auf das Winterhalbjahr beschränkt sein.

Grundsätzlich abgelehnt wird eine Verfolgung während der Setz- und **Aufzuchtszeit des Fuchses**, ebenso eine Bejagung mit dem Ziel der Begünstigung jagdlich nutzbarer Niederwildbestände.

Während der Aufzuchtzeit sollten Füchse nicht bejagt werden.
Foto: © Marc Weis / LNF.

Da aufgrund der **Impfmöglichkeiten** nach einem Biss für den Menschen eine geringe Gefahr besteht, ist auf die Tollwutimmunisierung der Füchse zu verzichten.

In den kommenden Jahren werden mit größter Wahrscheinlichkeit noch viele Krankheitserreger und spezifische Zwischenwirte bei den Wildpopulationen gefunden werden. Der Mensch wird nie alle Gefahren, die von der Natur ausgehen, auffinden und schon gar nicht kontrollieren können.

Außerdem bedeutet jeder Eingriff in die Natur eine Veränderung des natürlichen Fließgleichgewichtes, deren Folgen nie einzuschätzen sind.

2.6 DIE MARDERARTIGEN – FLEISCHFRESSENDE SÄUGETIERE MIT WICHTIGER FUNKTION

Wie der Fuchs genießen auch Stein- und Baummarder, Iltis, Hermelin und Mauswiesel sowie der Dachs in Jägerkreisen in der Regel keinen hohen Stellenwert. Zum Raubwild und Dezimierer des Niederwildes abgestempelt, wurde ihre wichtige Rolle im Naturhaushalt, etwa bei der Regulation von Mäusepopulationen, bisher viel zu wenig beachtet.

Mit Ausnahme des Steinmarders leiden die hier genannten Arten genauso wie viele andere unter der massiven Verschlechterung ihrer Lebensräume. Der Jägerglaube, heute noch hier regulierend eingreifen zu müssen, ist absurd. Für eine Bejagung und das Töten eines Tieres in der freien Landschaft gibt es außer dem Nutzungsaspekt keinen vernünftigen Grund. Ein Wegfangen des Steinmarders in Siedlungen ist ein Schadensvermeidungsaspekt, der mit der Jagd in der freien Landschaft nichts zu tun hat (s. Fallenjagd).

Der Steinmarder – ein anpassungsfähiger Kulturfolger

Der äußerst anpassungsfähige Steinmarder gilt als ausgesprochener Kulturfolger. Er ist ein Allesfresser und dringt regelmäßig bis in die Zentren der Großstädte vor. Da die Wildart kaum Schaden in der freien Wildbahn anrichtet, ist aus diesem Grunde von einer Bejagung abzusehen.

Im Siedlungsbereich sollte die Möglichkeit allerdings bestehen, aus Gründen der Schadensbegrenzung, Maßnahmen gegen den Steinmarder zu ergreifen.

Der Steinmarder hat sich als einzige Marderart an das menschliche Umfeld angepasst.
Foto: Ed Melchior.

Der Baummarder – ein selten gewordener Waldbewohner

Im Gegensatz zum Steinmarder ist der Baummarder an den Wald gebunden, wo er gut strukturierte Altholzbestände mit vielen Baumhöhlen bevorzugt. Der Baummarderbestand ist zur Zeit wahrscheinlich rückläufig.

Trotz des wertvollen Pelzes dieser Marderart genießt sie aufgrund ihres ökologischen Nutzens in Luxemburg eine ganzjährige Schonzeit. Dies muss auch in Zukunft so bleiben oder die Art sollte genau wie Iltis, Hermelin und Mauswiesel unter Schutz gestellt werden.

Der Iltis

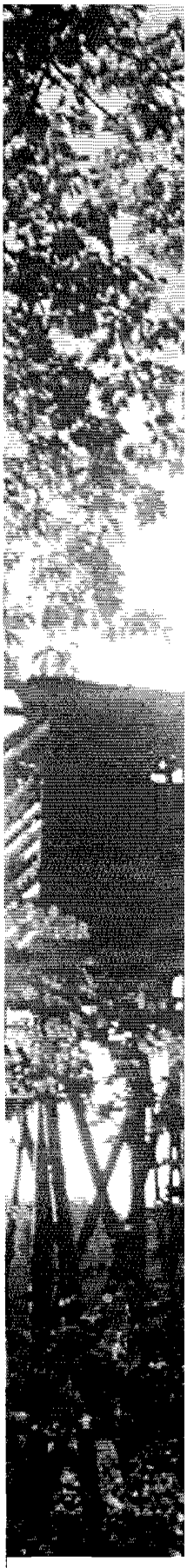
Der Iltis ernährt sich vorwiegend von Mäusen, Wanderratten, Fröschen, Kröten und Wildkaninchen. Er ist stark abhängig von den klimatischen Bedingungen, den Versteckmöglichkeiten und den Nahrungsressourcen seines Lebensraumes, und sein Bestand hat in den letzten Jahren abgenommen.
Da eine Schadwirkung gegenüber dem Niederwild nicht nachzuweisen und anhand seines Nahrungsspektrums auch nicht zu erwarten ist, wird seit August 2001 von einer Bejagung abgesehen.

Hermelin und Mauswiesel – die (un)heimlichen Mäusevertilger

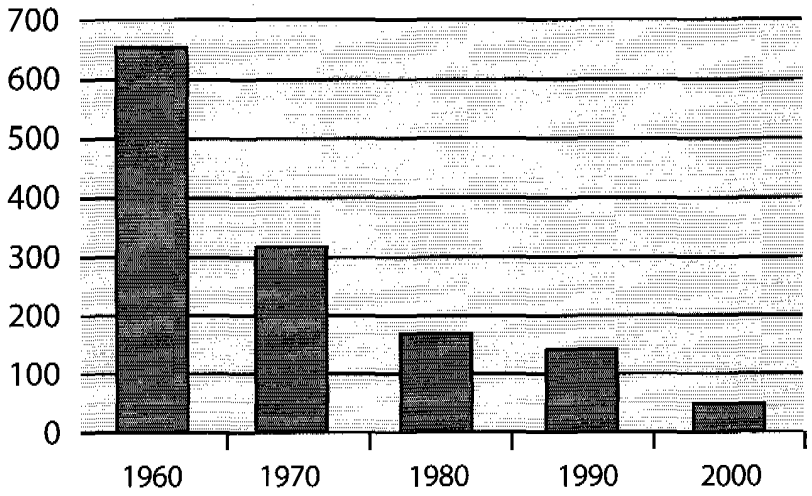
Hermelin und Mauswiesel sind in erster Linie Mäusejäger. Zur Deckung ihres Energiebedarfs sind beide Wieselarten in erster Linie damit beschäftigt, Nahrung zu suchen und zu fressen. Dabei müssen sie täglich eine Nahrungsmenge verspeisen, die rund einem Drittel ihres Körpergewichtes entspricht.
Hermelin und Mauswiesel üben einen starken Einfluss auf zyklische Mauspopulationen aus. Sie können beispielsweise in der Zeit von Februar bis April die Dichte der Wühlmäuse um die Hälfte reduzieren. Dabei ist es nicht nur die Jagd auf die Wühlmäuse, die hier zu Buche schlägt. In freier Feldflur werden Beobachtungen von Hermelinen immer seltener. Eine ganzjährige Schonzeit des Hermelins (seit August 2001) und des Mauswiesels besteht zur Zeit.

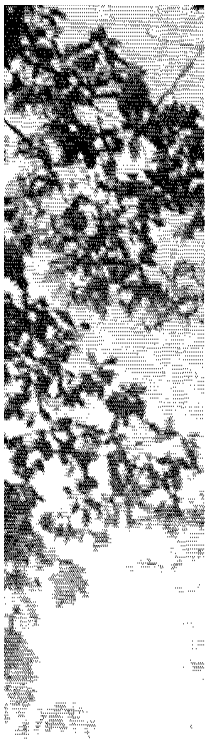
Der Dachs – ein Erdmarder mit breitem Nahrungsspektrum

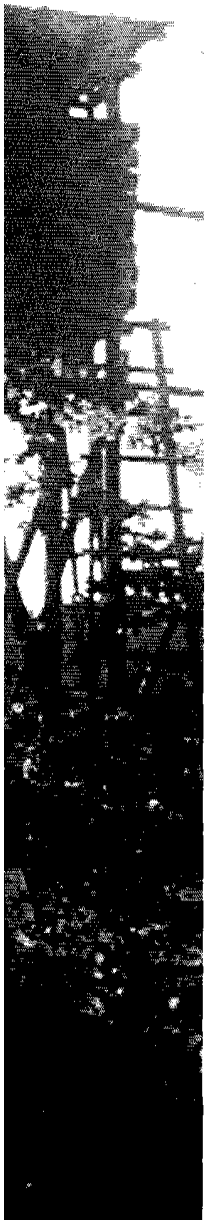
Das aufgrund der Begasungsaktionen in den sechziger und siebziger Jahren beim Dachs eingetretene Bestandstief scheint mittlerweile überwunden zu sein.
Der Dachs ist ein alles fressender Erdmarder, bei dem sich das auf landwirtschaftlich genutzten Flächen vielfach günstige Nahrungsangebot (Maisanbau) vorteilhaft auswirkt. Er nutzt ein breites Nahrungsspektrum: in vielen Gebieten sind Regenwürmer seine Hauptnahrung, die durch Mäuse, Insekten und pflanzliche Nahrung ergänzt wird.
Eine "Schadwirkung" auf das Niederwild geht vom Dachs nicht aus.
Da der Dachs eine geschützte Art ist, sollte auch in Zukunft unter allen Umständen von einer Bejagung abgesehen werden.



Abschuss von Iltissen in Luxemburg







2.7 ENTENJAGD

Wie nur wenige andere Tierarten profitieren Entenvögel von der allgemeinen Eutrophierung der Landschaft, insbesondere dem Nährstoffeintrag in unsere Fließ- und Stillgewässer. Wasservögel bedürfen keiner jagdlichen Reduktion.

Auch muss von einer **Fütterung** abgesehen werden, denn echte Notzeiten, die eine Fütterung erforderlich machen würden, gibt es nicht. Die flugfähigen Tiere kennen keine echte Futterknappheit da in harten Wintern ein Großteil der Wasservögel die zugefrorenen Gewässer verlässt.
Gegen eine nachhaltige Nutzung des Wildbrets häufiger Arten, zur Zeit nur die Stockente, ist nichts einzuwenden, wenn dabei gültiges Recht und die Erfordernisse des Natur- und Tierschutzes berücksichtigt werden. Die Wasservogeljagd muss zukünftig versuchen, alle Störungen, die unzweifelhaft von ihr ausgehen, auf ein Mindestmaß zu reduzieren.

Die Stockente ist die einzige häufige Entenart hierzulande.
Foto: Ed Melchior.

Ein größeres Problem bei der Entenjagd ist die **Artenbestimmung**. Sehr gute Kenntnisse sind vom Jäger erfordert, um bei Dämmerung Vögel auch im Schlichtkleid schnell zu bestimmen. Eine bessere Schulung in punkto Artenkenntnis könnte hier eine Lösung sein.

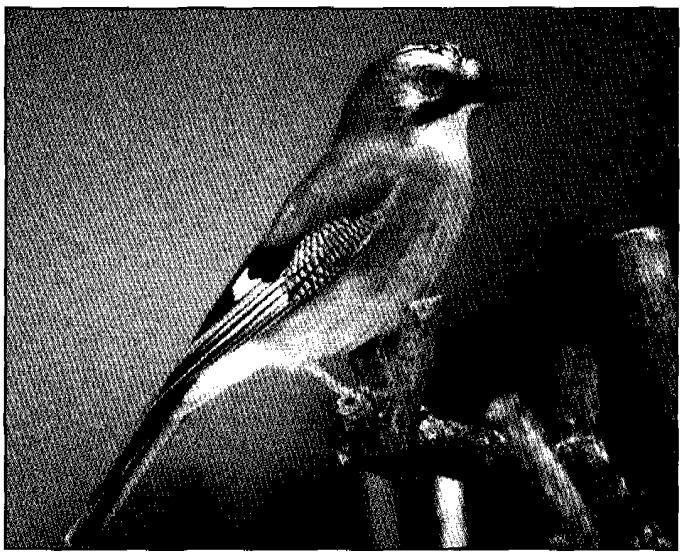
Außer der Stockente zählen alle Wildenten zu den gefährdeten und schutzbedürftigen Arten und dürfen nicht gejagt werden.

Um die schleichende Vergiftung der Umwelt und der Wasservögel durch Bleischrote zu verhindern, muss der Gesetzgeber ein Verbot von Bleischrot zugunsten von Weicheisenschrot einführen.

Der **Schrotschuss** auf im Schwarm fliegende Enten ist nicht tierschutzkonform und wird abgelehnt.

2.8 RABENVÖGEL – ANMERKUNGEN ZU EINEM DAUERSTREIT

Rabenkrähe, Elster und Eichelhäher werden in Luxemburg noch als Wild geführt, sind also nicht geschützt. Die Saatkrähe ist allerdings ganzjährig geschützt.
Üblich war bisher das gezielte Ausschießen der Nester im Frühjahr, dem sicher auch die eine oder andere Eule bzw. einmal Turmfalken zum Opfer fielen. Dennoch wurden Rabenvögel in ihrer Dichte noch nie vom Jäger unter Kontrolle gebracht.



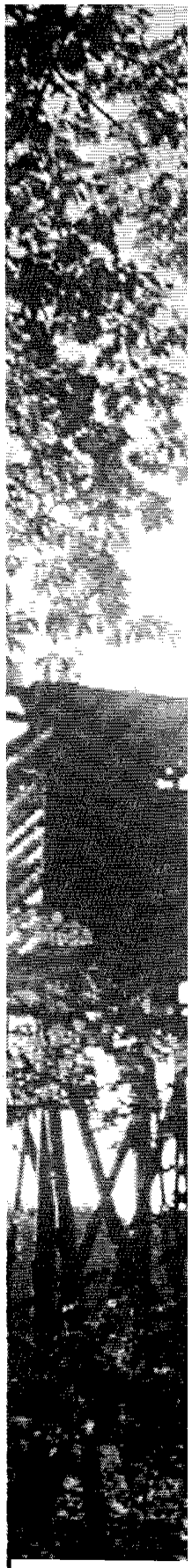
Eichelhäher spielen eine sehr wichtige Rolle bei der Samenverteilung der Eichen.
Foto: Ed Melchior.

Viele Jäger verschanzten sich einmal mehr hinter ihrem selbstgesteckten "**Regulationsanspruch**". Dass diese Latte zu hoch aufgelegt wurde, müsste jedem Jäger längst klar geworden sein.

Der ökologische Zustand unserer Kulturlandschaft ist in den letzten Jahren sicher nicht besser geworden. Die optische Zunahme der Rabenvögel resultiert in erster Linie aus der häufigeren Beobachtung in der Nähe menschlicher Siedlungen aufgrund des Nahrungsangebotes (Abfallkörbe, Fütterung) und der abnehmenden Scheu vor Menschen. Die Gefährdung anderer Singvogelpopulationen lässt sich in diesem Zusammenhang nicht nachweisen.

In der einseitigen Diskussion um die jungvogelfressenden, räuberischen Eichelhäher wird gerne deren wichtige Funktion als "Waldgärtner" bei der Verjüngung und Ausbreitung der Stiel- und Traubeneiche vergessen. Die durch überhöhte Schalenwildbestände und das "Waldsterben" gefährdeten Eichenarten sind aufgrund ihrer schweren Samen auf den Ferntransport angewiesen, wenn auf natürliche Art und Weise neue Standorte besiedelt werden sollen. Bei dieser Samenverbreitung spielen, neben den Eichhörnchen, die Eichelhäher eine ausschlaggebende Rolle. Auch die Rolle der Rabenvögel als Nestbauer für Falken und Eulen ist viel zu wenig bekannt.

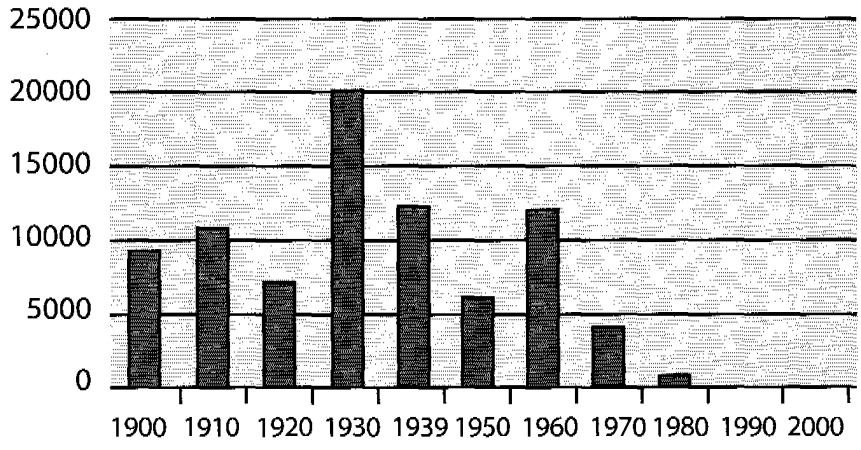
Aus ethischer Sicht hat die LNVL ihre Position zum Abschuss der Rabenvögel bereits ausführlich kundgetan. Da eine Verfolgung von Beutegreifern und Rabenvögeln zugunsten der Ertragssteigerung beim Niederwild grundsätzlich abgelehnt wird, tritt die LNVL nach wie vor für den **Schutz von Rabenkrähe, Elster und Eichelhäher** ein. Ihre Rolle im Naturhaushalt als Aasvertilger, Nestbauer und Waldbegrüner ist viel zu bedeutsam, als daß man sie dem Reinertragsdenken einiger Jäger preisgeben darf. Zu dem allgemein viel diskutierten Thema „Problemvogelarten" (z.B. Kormoran, Graureiher...) wird die LNVL in einem nächsten Positionspapier Stellung nehmen.



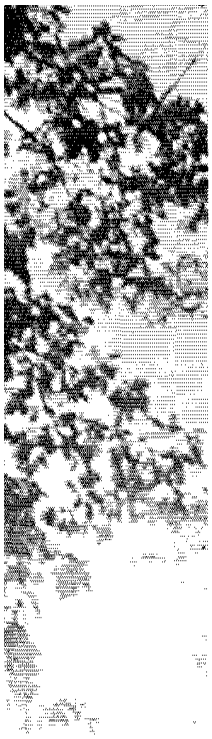
2.9. REBHUHN, BEKASSINE WALDSCHNEPFE, FASAN

Die Statistik des Niederganges der Rebhuhnpopulation zeigt, wie dramatisch diese Vogelart die Folgen der neuen Strukturen und Arbeitsmethoden unserer Landwirtschaft erleben musste. Auch die vielen Neuanpflanzungen durch Naturschutzorganisationen und Jägervereinigungen konnten hier keine Trendwende herbeiführen.

Abschuss von Rebhühnern im 20. Jh. In



Quelle: Admin. des Eaux et Forêts, Service Chasse et Pêche
Anmerkung: In den Jahren 1990 bis 2000 bestand Schonzeit für das Rebhuhn.
Es durften also keine geschossen werden.

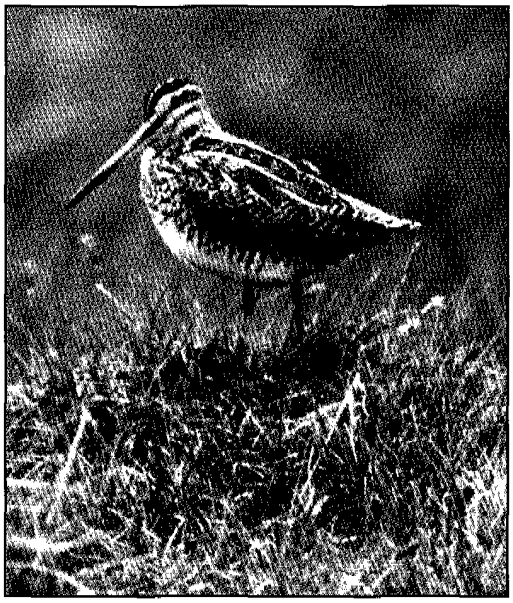


Die Population des Rebhuhns ist dramatisch zurückgegangen seit den 50-ziger Jahren.
Foto: © Marc Weis / LNF.

Bekassine und Waldschnepfe erlitten dasselbe Schicksal. Der letzte Eintrag eines Bekassineabschusses datiert aus dem Jahr 1982. Die Abschusszahlen der Waldschnepfe sanken von 1 092 nach dem 2. Weltkrieg auf ganze 57 Stück im Jahre 1999 zurück.

Die Zahl der geschossenen Fasane, sank von 5 271 im Jahr 1970 auf 67 Tiere.
Foto: © Marc Weis / LNF.

Die Zahl der geschossenen Fasane, auch wenn es sich hier um eine künstliche aufgebaute Population handelt, sank von 5 271 im Jahr 1970 auf 67 Tiere.
Heute ist die Jagd auf Bekassine und Rebhuhn eingestellt.
Die Bekassine gehört nicht mehr zum „Wild", wohl aber noch das Rebhuhn. Unerklärlich bleibt auch die Tatsache, dass die Waldschnepfe immer noch bejagt werden darf.



Die Jagd auf die Bekassine, deren Bestand ebenfalls dramatisch zurückgegangen ist, wurde eingestellt.
Foto: Ed Melchior.

Es besteht kein Zweifel, dass die **Biotopveränderungen** durch Siedlungs- und Straßenbau sowie die teilweise Ausräumung unserer Landschaften durch Felderzusammenlegung und die Trockenlegung von Feuchtgebieten Schuld an dieser Misere sind. Auch wenn in den letzten Jahren das ONR (Office National du Remembrement) vermehrt Anstrengungen in der Biotopgestaltung macht, auch wenn die Habitatdirektive die Ausweisung von gefährdeten Flächen verlangt, so wird sich der Bestand der erwähnten Arten ohne ein fundamentales, übergreifendes Naturschutzkonzept in Luxemburg nicht erholen können.
In dieser Richtung sollte die Jägerschaft Anstrengungen unternehmen. Es wäre in ihrem eigenen Interesse und sie könnte so einen wichtigen Beitrag zum Naturschutz leisten.

2.10 PROBLEMATIK DER NEUBÜRGER

Im Bereich der nicht-einheimischen Arten, wie Bisam, Nutria, amerikanischer Nerz (Mink), Marderhund und Waschbär – Damhirsch und Muffelwild nicht vergessen (siehe oben) –, kann die Jägerschaft einen wichtigen **Beitrag zum Naturschutz** leisten, indem sie die Populationen dieser unerwünschten Neubürger

durch gezielten Abschuss in Grenzen hält oder gar nicht erst aufkommen lässt. Allerdings würde dies eine Aufnahme dieser Tiere in die Liste der als Wild geführten Arten voraussetzen.

3. JAGDTOURISMUS WELTWEIT

Soll uns hier in Luxemburg die Jagd in anderen Ländern gleichgültig sein?
Natürlich nicht! Im gleichen Maße wie uns die Erhaltung von Taigawäldern und tropischen Regenwäldern am Herzen liegen muß, sollten wir uns nicht darauf beschränken nur die Artenvielfalt hierzulande im Visier haben. Jäger unserer westlichen Länder können auch durch unüberlegtes Handeln am Artenschwund weltweit mitschuldig werden. Auch luxemburgische Jäger gehen des Öfteren ins Ausland zur Jagd.
Meist spielt sich die Jagd in Gebieten ab, in denen von der Größe der Fläche her die Natur frei evoluieren könnte und müsste, ohne irgend ein Eingreifen des Menschen. Außer dem **Spaß an der Jagd** gibt es keinen Anlass zum Töten dieser eher seltenen Tiere.
Der Jagdtourismus ist gekennzeichnet durch die **Trophäenjagd**, die Sportjagd oder die Gesellschaftsjagd. Trophäenjagd aber widerspricht jedem Natur- und Artenschutz. Tiere mit respektablen Trophäen sind nämlich meist Tiere, die im Verband ihrer Familie, ihrer Sippe oder ihres Rudels eine bedeutende Rolle spielen. Durch Abschuss dieser Tiere werden die Strukturen solcher Verbände durcheinander gebracht. Trophäentiere sind extrem wichtig für die genetische Evolution der jeweiligen Tierarten. Der Abschuss führt zwangsläufig zur Verkümmerung der Artenmerkmale. Artenveränderungen werden also vorsätzlich von Jägern herbeigeführt. Die LNVL spricht ein **klares Nein zum Töten von Tieren zum eigenen Vergnügen** aus.
Der Import von Trophäen bedrohter Arten wird durch das internationale CITES Abkommen (Convention on the International Trade of Endangered Species) geregelt, aber ungenügend kontrolliert.
Um das Töten zu vermeiden, wird heute schon oft die **Betäubungsjagd** ausgeübt, bei der es nur darauf ankommt, das Tier zu treffen, mit Jäger zu fotografieren und wieder frei zu lassen. In diesem Fall wird das Tier zum Spielzeug degradiert.
Das Argument, durch die Jagd ärmeren Ländern **finanziell** unter die Arme zu greifen, kann nicht gelten. In fast allen Fällen werden diese Jagden von Organisationen veranstaltet, die ihre Gewinne keineswegs in den betroffenen Ländern belassen, sondern für eigene Interessen exportieren.
Was die **Zugvögel** betrifft, die wir hierzulande wohl schützen, die aber in fernen Ländern legal oder weniger legal abgeknallt werden, tritt die LNVL mit anderen verbündeten Organisationen (Birdlife International) ein für einen kontinentalen und interkontinentalen Schutz.

Eigentlich müsste man von allen Jägern genügend Respekt vor der Natur erwarten, so dass sie nicht – zusätzlich zu anderen Gefahren – allein ihres Vergnügens wegen eine weitere Bedrohung für die Artenvielfalt unserer Erde darstellen.

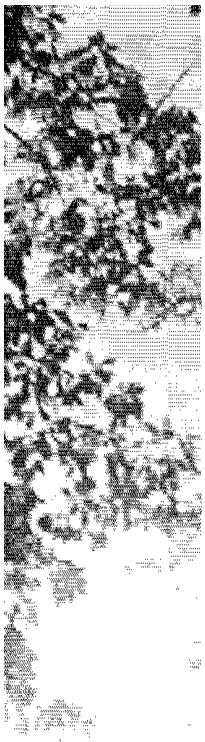
4. ETHISCHE ÜBERLEGUNGEN

Bei der Jagd sind nicht nur Naturschutzaspekte relevant, sondern auch ethische Überlegungen müssen bedacht werden.

Die Artenschutzfrage lässt sich nicht von der Überlegung trennen, dass Arterhaltung vor allem auch **Erhalt des Erbgutes** sein muss. Erfolgreicher Artenschutz muss garantieren, dass die geschützten Populationen nicht nur am Leben erhalten werden und überleben, sondern auch noch an der Evolution teilnehmen.

Die Jagd wird oft mit dem Prinzip der **nachhaltigen Nutzung** gerechtfertigt. Nachhaltigkeit wird aber nach menschlichem Denken definiert, nicht vordergründig nach **Naturgesetzen**. So muss man sich die Frage stellen, ob die Natur nicht ihre **eigene Daseinsberechtigung** hat.

Auch rein tierschützerische Aspekte sollten nicht einfach unter den Tisch gekehrt werden. Bei der Jagd wird getötet, und jedes Lebewesen hat ein Recht darauf, nicht unnötigem Leiden ausgesetzt zu sein. In der westlichen Welt bestehen mittlerweile Ansätze zur Proklamation von **Tierrechten**, etwa als Pendant



zu den Menschenrechten. Bestrebungen in diese Richtung sind nicht von vorne herein als *Spinnerei abzutun.*

Tierhaltungsaspekte müssen vor allem bei der Jagdhundedressur bedacht werden. So ist es sicherlich verwerflich, Hunde für Hetzjagden (z.B. auf den Fuchs) besonders herzurichten. Auch die Ausbildung der Hunde an lebenden Tieren muss verboten sein.

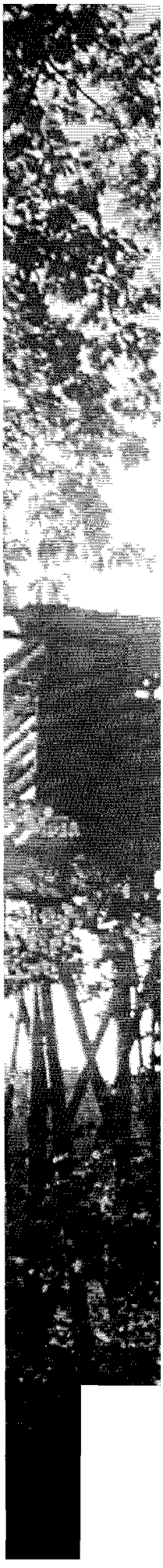
Nicht alle Staatsbürger teilen ohne weiteres die Ansichten der Jagdbefürworter in punkto Jagdterritorium. So sind z.B. nicht mehr alle Grundstückbesitzer bereit, **auf ihrem Grundstück die Ausübung der Jagd zu erlauben**. Wenn ein solcher Bürger in diesem Zusammenhang ethische Bedenken hat, die sehr persönlich sein können, so muss er sein Grundstück aus dem Jagdlos ausklammern können. Der gesetzliche Zwang an einer Teilnahme an Jagdsyndikaten kann also in Frage gestellt werden, nicht zuletzt aus **Menschenrechts - Überlegungen**. Dies geht jedenfalls aus richterlichen Äußerungen in einem Prozess gegen den französischen Staat beim Menschenrechtsgerichtshof hervor. Einer adäquaten Lösung dieses Gewissenskonflikts dürfte hierzulande bei einer Reorganisierung der Jagdgesetzgebung nichts im Wege stehen. Allerdings muss sich jeder Grundstückbesitzer im Klaren sein, wie er sich verhalten soll, falls Wildschäden aus seinem Gelände auftreten und wem die Verantwortung in einem solchen Falle zukommt.

Fazit:
In einer Gesellschaft, die sich immer mehr von der Natur entfernt, bedarf es einer Partnerschaft all derer, die sich in irgend einer Weise mit der Natur beschäftigen. Um zu einer konstruktiven Zusammenarbeit und zu einem Bündnis mit Naturschutz, Wald- und Landwirtschaft sowie Erholung zu kommen, müssen sich die Jäger unmissverständlich von den Strömungen distanzieren, die in der Jagd in erster Linie ein privates Vergnügen sehen. Sie sollten erkennen, dass auch sie Opfer einer fortschreitenden Lebensraumzerstörung geworden sind. Nur im Bündnis mit dem Naturschutz liegt die Chance, Kulturlandschaft und Artenvielfalt zu erhalten.

Zusammenfassung:

Bedingungen für eine zeitgemäße Jagdpraxis sind:

- Ökologisches Verantwortungsbewusstsein in den Vordergrund stellen
- Artenreichtum als Ziel von Jagd und Naturschutz setzen
- Nicht nach dem Grundsatz von „Schädlichkeit" und „Nützlichkeit" jagen
- Verzicht auf Hegemassnahmen
- Verzicht auf Fütterung
- Beutegreifer als natürliche Regulatoren anerkennen
- Jagd auf bedrohte Tierarten einstellen
- Mindestabschusspläne auf Grundlage von Verbissgutachten erstellen
- Absolutes Verbot von Bleischrot
- Verbot der Fallenjagd
- Ausbildung von Jägern und Jagdhütern verbessern
- Neuverfassung des Jagdgesetzes
- Nein zur Trophäen-, Sport- und Gesellschaftsjagd!
- Wald- und Flurschäden als Indikatoren für Wildpopulationen interpretieren
- Wildbestand einem naturnahen Waldbau anpassen
- Biotoppflege in der Agrarlandschaft zum Erhalt von Wild und Artenvielfalt vorantreiben
- Vermeiden jeglicher weiterer Zerschneidung unserer Landschaft
- Vermehrt Grünbrücken und Querungstunnels bei Straßenbauprojekten einplanen
- Waldreservate mit Besucherlenkung einrichten



Quellen:

Eaux et Forêts Service Chasse et Pêche

NABU (1999): Jagd als naturnahe Landnutzung

NABU (2001): Jagdpolitisches Grundsatzpapier

LNVL (1924): Jagdgesetz und Vogelschutz

Ökologischer Jagdverein Deutschland: www.oejv.de

Baghli & Engel (2001) : Régime alimantaire semi-annuel de la fouine au Luxembourg. Bulletin de la SNL 101

Bützer, W. (2001): Rotwild-Biologie, Verhalten, Umwelt, Hege BLV München

Hennig, R. (1998): Schwarzwild – Biologie, Verhalten, Hege, Jagd BLV München

Hespeler, B. (2000): Zeitgemäße Jagdstrategien

Hespeler, B. (1999): Rehwild heute . BLV München

Hespeler, B. (1992): Reviergestaltung

Hespeler, B. (1999): Raubwild heute BLV München

Hespeler, B. (1999): Wildschäden heute BLV München

Schley, L. (2000): The Badger Meles meles and the wild boar Sus crofa: Distribution and damage to agricultural crops in Luxembourg

Schneider E. : Ethologie und Biologie des Feldhasen AFZ 8

Schneider L.G. : Orale Tollwutimpfung und der kleine Fuchsbandwurm

Späth V. : Untersuchungen zur Populationsökologie des Feldhasen, Freiburg

Sperber: Waldökosystem und Schalenwild

Stubbe, M. (1997): Naturressourcen der offenen Landschaft und ihre Perspektiven. Beiträge zur Jagd- und Wildforschung

Stubbe, M. (1999): Großräumige Wildbewirtschaftung, Fragmentierung von Lebensräumen und Ressourcenschutz.

Stubbe, M. & A. (1997): Das Mauswiesel bejagt oder geschützt

Wölfel, H. (1999): Turbo-Reh und Öko-Hirsch. Perspektiven zu Wild, Hege und Jagd

Zoerner H. : Der Feldhase, Wittenberg

NB: unsere Positionspapiere (und vieles mehr) sind auf der Homepage http://www.luxnatur.lu jederzeit zugänglich.

POUR UNE CHASSE ECOLOGIQUEMENT RESPONSABLE ASBL

Positionspapier zur oekologischen Jagd

Ausgearbeitet im Januar 2004

Pour Une Chasse Ecologiquement responsable asbl
FIIR ENG ÖKOLOGESCH JUEGD asbl

Chemin de l'auberge, 4
L – 9015 Ettelbruck
CCPL Iban Lu 72 1111 2141 7701 0000
Tel. 021 297 242

www.chasse.lu
mail to: info@chasse.lu

Vorwort

Im Juli 2003 hat sich in Luxemburg ein ökologischer Jagdverein gegründet.

Der Verein POUR UNE CHASSE ECOLOGIQUEMENT RESPONSABLE versucht den ökologischen Aspekt der Jagd durch einen konstruktiven Dialog zwischen Jägern und der Forstverwaltung, den Natur- und Umweltverbänden, der Politik, den Waldbesitzern, den Landwirten und anderen Interessierten zu vermitteln.

Die künstliche Manipulation der Wildtierpopulation wird die Jäger über kurz oder lang in eine Sackgasse führen.
POUR UNE CHASSE ECOLOGIQUEMENT RESPONSABLE vereint Jäger/innen und Nichtjäger/innen, die der Überzeugung sind, dass nur die nachhaltige und naturnahe Jagd als einzige Art der Wildtiernutzung eine Zukunft hat. Dies bedeutet eine inhaltliche Neuorientierung der Jagd sowie eine Novellierung der bestehenden gesetzlichen Grundlagen.

Wir setzen uns für folgende Ziele ein:

- Für eine naturnahe und wildbiologisch sinnvolle Jagdausübung
- Für die Erhaltung aller einheimischen Wildtier- und Pflanzenarten sowie ihrer Lebensräume als Grundvoraussetzung für die Bewahrung der Artenvielfalt
- Für die nachhaltige Nutzung der in ihrem Bestand nicht gefährdeten Wildtierarten
- Für die Erfordernisse des Tier-, Natur- und Umweltschutzes
- Für eine Jagdpraxis, die den naturnahen Wald- und Landbau unterstützt

Dieses Positionspapier unterliegt selbstverständlich stetiger Überarbeitung, die durch neue wissenschaftliche, ökologische, biologische, waldbauliche oder jagdliche Erkenntnisse bedingt sein kann.

Grundsätzliches zur Jagd

Die Akzeptanz von Jagd und Jägern in der heutigen Gesellschaft wird immer geringer. Um den Bedürfnissen einer nachhaltigen Jagd in Zukunft gerecht werden zu können, ist die Integration der verschiedenen Interessen von Nöten.

Insbesondere ist es wichtig, durch eine verantwortungsvolle Jagdausübung die Belange der Landeigentümer, Landnutzer und Jäger in Einklang zu bringen.

Die Jagd darf nicht auf Traditionen und Privilegien beharren, sondern muss bereit sein, ihr Tun kritisch zu hinterfragen und sich primär in den Dienst der Gesellschaft und der Natur zu stellen.

Störungen in der Natur sind so gering wie möglich zu halten. Jagdzeiten sind zu harmonisieren und effiziente Jagdmethoden (Treibjagd) sind prioritär anzuwenden. Der Zeitraum der Herbstjagdzeit ist so festzulegen, dass man ein allgemeines Treibjagdverzicht an 1 bis 2 noch festzulegenden Wochentagen beschliessen kann.
Eine Bejagung seltener oder gefährdeter Arten ist abzulehnen

Die Erkenntnisse der Wissenschaft müssen Vorrang haben vor oberflächlichen Argumentationen, die zudem oft emotional bedingt sind (Beispiel Fuchs, Rabenvögel).

Wir bekennen uns uneingeschränkt zur Position „Wald vor Wild", machen aber gleichzeitig deutlich, dass auch das Wild unverzichtbar zum Wald gehört.

Wir sind der Meinung, dass unser Jagdgesetz in vielen Punkten reformbedürftig sind.

Die Jagd, eine der ältesten Formen der Landnutzung, rechtfertigt sich ausschliesslich aus folgenden Gründen:

- **die Nutzung des Fleisches**
- **die Nutzung des Pelzes**
- **die Verhinderung von Wildschäden**

Jagd auf Schalenwild

Leitmotiv der Jagd auf Schalenwild ist die Erhaltung angepasster Wildtierbeständen".
Die natürliche Verjüngung der Wälder soll ohne Schutz möglich sein. Die Ansprüche einer ökosystemgerechten Land- und Forstwirtschaft müssen gewahrt bleiben.

Abschussplanung

Der entscheidende Faktor für die Abschussplanung ist der Zustand der Vegetation. Der Abschuss muss dort intensiviert werden, wo kein zufriedenstellender Zustand erreicht worden ist.
Eine nachhaltige Nutzung ist auch bei niedrigen Wildbeständen möglich, niemand möchte das Schalenwild ausrotten.
Der Erfolg einer ökologischen Jagdpraxis lässt sich an jährlichen Vegetationsgutachten messen. Dafür sind geeignete Weiserverfahren auszuwählen..

Management

Mit der Reduktion des Schalenwildes allein wird es oftmals nicht getan sein.
Die Schäden von Rotwild in Wald und Flur sind auf einem tragbaren Niveau zu halten. Die weiter Akzeptanz des Rotwildes seitens der Grundbesitzer ist nur bei Beschränkung der Schäden auf ein vertretbares Maß gewährleistet.
Dort, wo Rotwild auftritt, soll es in geringen Wilddichten auf grosser Fläche und nicht in hohen Wilddichten auf kleiner Fläche vorkommen. Konzentrationen sind zu vermeiden, da sie den natürlichen Verhältnissen in Wäldern widersprechen und zwangsläufig zu untragbaren Schäden am Waldökosystem führen
Das Rotwildmanagement ist vom Reviersystem zu entkoppeln und unter naturschutzfachlichen Gesichtspunkten regional zu regelen.

Schwarzwild

Die Bestände des Schwarzwildes sind weiterhin zu senken.
Grossflächigere, revierübergreifende Jagdstrategien sind anzustreben.

Damm- und Muffelwild

Die bestehenden Vorkommen von Dammhirsch und Muffel sind als faunenfremd anzusehen und aufzulösen.

Fütterung und Äsungsverbesserung

Das Auslegen von Futter ist grundsätzlich abzulehnen.

Insbesondere beim Rehwild ist eine Fütterung in jeder Hinsicht kontraproduktiv:
Aufgrund seiner Verdauungsstruktur verhindert eine Fütterung den Verbiss nicht nur, sondern fördert ihn sogar.

Die Kirrung unterscheidet sich bereits aus Sinn und Zweck von der Fütterung und dient allein dem Zweck der Erlegung des Wildes. Sie ist also so anzulegen, dass sie grundsätzlich artspezifisch und für andere Wildarten nicht zugänglich ist.
Die Gesamtkirrmenge ist zu begrenzen und die Kirrmittel sind zu definieren.

Ein wichtiger, bestandseinflussender Faktor für das Wild ist die Qualität seiner Lebensräume. Deshalb kommt es darauf an, die bestehenden Initiativen zur Biotopgestaltung auch mit Hilfe der Agrarumweltmaßnahmen zu unterstützen. Hierzu sind Gemeinschaftsprojekte zwischen Jagd und Naturschutz sehr nützlich. Gleichzeitig kann die gesellschaftliche Akzeptanz der Jagd verbessert werden.
Ziel muss es sein, die Lebensraumgestaltung am natürlichen Standort und der natürlichen Lebensgemeinschaft zu orientieren.

Beutegreifer

Oftmals werden die Beutegreifer als Hauptproblem des Niederwilds dargestellt, das es intensiv zu bekämpfen gelte. Diese Ansicht lehnen wir ab!
Wir verstehen die Beutegreifer nicht als Konkurrenz zum Menschen, sondern als wichtigen Bestandteil der Tierwelt, auf den nicht verzichtet werden kann.

Stimmt der Lebensraum, so hat das „Raubwild" nur geringen Einfluss auf den Niederwildbestand.
Bei ungünstigen Umweltbedingungen lassen sich bedrohte Arten auch nicht durch die Bejagung ihrer natürlichen Feinde erhalten.
Wer dem Niederwild wirklich helfen möchte, sollte sich in der Lebensraumgestaltung engagieren und sich für eine naturverträgliche Landwirtschaft einsetzen.

Wir sprechen uns jedoch dafür aus, Fuchs und Steinmarder eine winterliche Jagdzeit einzuräumen, um die Nutzung ihrer Bälge zu ermöglichen.

Feder- und Niederwild

Wo gesicherte Feder- und Niederwildbesätze vorkommen, sollten diese auch genutzt werden dürfen. Gefährdete Arten wie das Rebhuhn, können dann wieder in die Liste der jagdbaren Arten aufgenommen werden, wenn sich eine stabile, ungefährdete Population entwickelt hat.

Eine Auswilderung von Fasanen, aber auch von anderem Wild, zum Zwecke der Bejagung lehnen wir jedoch generell ab.
Mit einem modernen Verständnis der Jagd dürfte dies wenig zu tun haben.

Bei den Wasservögeln gilt nur der Bestand der Stockente als langfristig gesichert und kann nachhaltig genutzt werden.
Um eine schleichende Vergiftung der Umwelt und der Wasservögel zu verhindern wird ein Verbot von Bleischrot nicht zu umgehen sein.

Jagd und Naturschutz

Die Jagd hat heute beim Thema „Wald und Schalenwild" eine wichtige Aufgabe zu übernehmen. Ein sich selbständig verjüngender Wald und eine reiche Bodenflora innerhalb und ausserhalb des Waldes sind wichtige Ziele des Naturschutzes. Diese gilt es aktiv zu unterstützen.

Die Jagd dient den Zielen des Naturschutzes und leitet daraus eine wesentliche Existenzberechtigung ab.

Da auch Schutzgebiete hierzulande kein Grossraubwild mehr beherbergen, kann man nicht auf den menschlichen Eingriff der Jagd verzichten. Hier muss sich die Jagd jedoch dem Schutzziel unterordnen.

Jagd und Tierschutz

Die Jagd sollte so ausgeübt zu werden, dass das Wild möglichst geringe Schmerzen erleidet und die Beunruhigung möglichst gering gehalten wird.
Wir befürworten eine effiziente und tierschutzgerechte, an die jeweilige Wildart angepasste Bejagung.

Fallenjagd

Die Regulierung von Prädatoren mit der Falle lehnen wir ab (siehe „Jagd auf Beutegreifer").
Sie hat zwei entscheidende Nachteile:

- Tierschutzgerechte Fallen gibt es nicht! Es gibt weder solche, die garantiert sofort töten, noch welche, die unversehrt fangen.
- Fallen können nicht selektieren! Seltenere Arten wie Iltis, Baummarder oder gar die Wildkatze können sich in ihnen fangen.

Nachsuche und Fangschuss

Verletztes Wild muss ohne Wenn und Aber schnellstmöglich nachgesucht und erlöst werden
Hier gilt es die gesetzlichen Rahmenbedingungen zu schaffen.

Haustiere
Katzen- und Hundehalter sind gesetzlich verpflichtet ihre Tiere nicht in freier Natur herumstreunen zu lassen.
Wildernde Haustiere können effektiv ein Problem darstellen. Doch rechtfertigt dies nicht ihren Abschuss.

Trophäenjagd

Trophäenjagd ist eine „Jagd", die sich zumeist an der Größe oder Besonderheit einer zu erbeutenden Jagdtrophäe – zum Beispiel Zähne, Hörner, Fell orientiert, ohne Rücksichten auf ökologische oder Hintergründe zu nehmen.

Wegen ihrer negativen Auswirkungen auf die Altersstruktur der jeweiligen Wildpopulation. lehnen wir die traditionelle Selektion nach der Trophäe ab. Diese ist aus wildbiologischer Sicht nicht haltbar und sagt nichts über die genetische „Fitness" des Trophäenträgers aus.
Die Trophäe darf nie das Hauptziel der Jagd sein; sie darf aber selbstverständlich genutzt werden.

Auch bei Jagdreisen ins Ausland, muß eine Bejagung frei lebender Wildtiere, den Grundprinzipien einer ökologischen Jagd entsprechen.

Jagdhunde

Oft genug ermöglicht nur der Einsatz des ausgebildeten Jagdhundes es dem Jäger, in den Genuss des erlegten Wildes zu gelangen.(Wildbretnutzung, Leidensbegrenzung).

Qualitative Zucht und Ausbildung dieser unverzichtbaren Jagdhelfer können nur sinnvoll betrieben werden, wenn Wesen und Anlagen geprüft und gefördert werden dürfen.(Ausschluss nicht spurlauter und nicht wesensfester Hunde.)

Jagd und Ausbildung

Viele Probleme bezüglich des Wissenstandes, der Fertigkeiten und Ansichten der Jägerschaft haben ihren Ursprung in einer schlecht gewichteten, zum Teil überholten Ausbildung.

In Waffenkunde sollte die technische Seite ausgedünnt und auf die Bedürfnisse der Jagd reduziert werden. Der Schwerpunkt sollte eindeutig auf den Sicherheitsaspekten und der Handhabung liegen. Zudem sollten alle Jäger, in regelmässigen Abständen, hinreichende Schiessleistungen nachweisen.
Anzustreben wäre eine verstärkte Wissensvermittlung wildökologischer Zusammenhänge und ökologischer Grundlagen sowie eine Intensivierung der Ausbildung in den Bereichen Land-, Waldbau und Naturschutz.

Die Verantwortung, die der Jäger für Naturschutz, Land- und Forstwirtschaft zu tragen hat, muss deutlicher herausgearbeitet werden.

In einer späteren Überarbeitung werden wir uns auch mit folgenden Themen befassen:

- Sicherheit der Treibjagden;
- Rechte und Pflichten der Grundeigentümer (syndicat de chasse),
- Wildschadensreglung,
- Schrotschuß auf Rehe
- Aussetzen von Wild
- Wildbrethygiene

Begriffserklärungen

Weiserverfahren	= Weiserfläche, eingezäunte Fläche die der Vegetationskontrolle dient
Balg	= Fell (z. B.des Fuchses)
Schalenwild	= Rotwild (Hirsche), Damwild, Muffelwild, Schwarzwild und Rehwild
Kirrung	= Fütterung, die allein dem Zweck der Erlegung des Wildes dient
Bleischrot	= Schrotpatrone mit Schrotkörner aus Blei (Alternativen: Weicheisen , Wismuth, andere Legierungen...)
Prädatoren	= Raubwild oder raubende Tierarten

Lëtzebuerger Déiereschutzliga a.s.b.l.
33, rue Adolphe
L-1116 Luxembourg
Tél.: & Fax: 45 45 35
e-mail: lnpa@pt.lu

Jagd aus Spass oder als Hobby!

Ist das wirklich nötig?

Position der

Lëtzebuerger Déiereschutzliga a.s.b.l.

Das Töten von Tieren kann und muss grundsätzlich hinterfragt werden. Ist es ethisch vertretbar Tiere zu töten um sie zu nutzen? Diese Frage muss jeder und jede für sich selber beantworten. Aus Sicht der Tierschutzliga gilt es sicherzustellen dass Tiere artgemäss leben können, und ihre Tötung so schmerz-und stressfrei wie möglich erfolgt. Dieses Positions Papier hat als Ziel nicht tierschutzgemässe Praktiken in der Jagdausübung zu eleminieren und Tierschutz relevante Lücken in der aktuellen Jagdgesetzgebung auszufüllen. Handlungsbedarf aus Sicht des Tierschutzes gibt es auf folgenden Gebieten:

1996 - Dossier-Ansichten 4

1. Schonzeit für alle Wildtiere

Alle Tiere haben ein Anrecht auf Schonzeiten, dies in erster Linie während der Fortpflanzungszeit. Der Schutz der führenden Muttertiere gilt als unbedingt notwendig. Die aktuellen Schonzeiten sind nicht ausreichend um den Schutz der Wildtiere zu ermöglichen (u.a. Schonzeit für Füchse und Wildschweine).

2. Jagdfreie Schutzgebiete

In festgelegten Naturschutzgebieten darf keine Jagd stattfinden. Ausnahmen darf es nur geben, wenn Eingriffe aus naturschutzrechtlichen Gründen unbedingt notwendig erscheinen und keine anderen Mittel zur Verfügung stehen.

3. Fütterung von Wildtieren

Fütterung von Wildtieren ist nicht zu tolerieren. Futter als Lockmittel darf nur benutzt werden um Wildtiere zu fangen. Ein absolutes Verbot der Winterfütterung ist notwendig, da diese den natürlichen Regulierungsfaktor der Tiere ausser Kraft setzt.

4. Zucht und Aussetzung von jagbarem Wild

Aus Sicht des Tierschutzes ist es unverständlich dass Wildtiere gezüchtet werden um sie später auszusetzen und zu bejagen (Hasen, Kaninchen, Fasan u.s.w.). Ziel muss es sein die Lebensräume so zu erhalten und wieder herzustellen, dass die einheimische Fauna die nötigen Ressourcen vorfindet und ein Überleben der Art gesichert wird. Das Einbürgern von nicht einheimischen Tierarten (Dammwild, Muffelwild) ist nicht akzeptabel. Auch sind die Konsequenzen einer solchen Einbürgerung noch nicht abzuschätzen.

5. Verbot der Fallen Jagd

Der Einsatz von Lebend- und Totschlagfallen bei der Jagd ist auf Basis der aktuellen Gesetzgebung betreffend der Jagd sowie des Tierschutzgesetzes von 1983 nicht zulässig. Das Aufstellen von Fallen ist nur erlaubt für Tierschutzorganisationen welche Tiere in Wohngebieten einfangen müssen.

6. Jagdhunde

Der Einsatz von Hunden ist nur dann gerechtfertigt, wenn weder die Hunde noch die Wildtiere dadurch unnötig gestresst werden. Hunde sollen in erster Linie als Schweisshunde das heisst für die Nachsuche von verletzten Tieren eingesetzt werden. Die Dressur der Jagdhunde an anderen lebenden Tieren ist durch das Grossherzogliche Reglement vom März 2000 verboten.
Aus tierschutzrechtlicher Sicht ist diese Dressur durch Fuchsschliefanlage - oder Jagd an lebenden Füchsen, Mardern und Katzen sowie Enten- nicht akzeptabel. Die Jagd muss so durchgeführt werden, dass der Beruhigungsstress für das Wild möglichst gering ist.

7. Verbot der Treib- und Hetzjagd

Ein Verbot der Treib und Hetzjagd mit Hunden ist erforderlich, da diese Jagdarten aus tierschützerischen Gründen nicht nachvollziehbar sind.

8. Abschuss oder Fangen von Katzen und Hunden

Der Abschuss von herrenlosen Hunden und Katzen bei der Jagd ist verboten.

9. Boden- oder Baujagd

Jagd auf Baubewohnende Wildarten (Fuchs, Dachs) mit Hilfe von kleinen Jagdhunden (Dackel, Terrier) ist zu verbieten. Es handelt sich hier um ein Aufeinanderhetzen von zwei Tieren zum Kampf welches für beide - Hund und Wildtier- mit extremem Stress und Angst verbunden ist. Der Bau ist für Füchse und Dachse natürlicherweise ein Rückzugsort, in den keine natürlichen Feinde eindringen. Dies sollen auch Jäger respektieren.

10. Jagd auf Vögel

Die Jagd auf Vögel ist in keinem Sinn zu vertreten und aus tierschützerischen Gründen zu verbieten.

11. Eigentumsrecht des Grundbesitzers

Es muss jedem Grundeigentümer ermöglicht sein seinen Besitz aus dem Jagddistrikt auszuschliessen, so dass keine Jagd auf seinem Eigentum ausgeübt wird. Dies muss auch möglich sein ohne dass der Grundbesitzer seinen Besitz umzäunen muss.

d'Wort
Mittwoch, den 25. Oktober 2006

Sidec bald vor Gericht

Missachtet Abfallsyndikat ministerielle Auflagen? Seite 23

Konferenz von Thupten Gyatso

Über das Schicksal eines Tibeters im Exil und das „Tibetan Children's Village" in Bir (IND). Seite 24

Ski Alpin: Weltcup-Auftakt abgesagt

Regen und warmes Wetter machen einen Start in Sölden unmöglich. Seite 40

GAZETTCHEN

Der kleine Unterschied

Wissen Sie, was der kleine Unterscheid zwischen Frau und Mann ist? Natürlich das Auto, *was denn sonst? Für die meisten* Männer ist der Wagen ein kostbares Gut, das gehegt und gepflegt wird. Dazu gehören regelmäßiges Waschen – natürlich von Hand – und Polieren, das Staubsaugen nicht zu vergessen! Bereits mit einem Blick in das Auto erkennt man, ob es einer Frau oder einem Mann gehört. Ein Männerauto ist nämlich komplett leer. Wir Frauen hingegen benutzen den Wagen als fahrbares Untergestell, das uns von A nach B bringt und den Transport von *Gegenständen oder Einkäufen* vereinfacht. Außerdem nutzen wir die Rückbank als Ablage, wo wir Kleider, Schuhe, Bücher, fliegende Blätter und leere Flaschen horten. Das Staubsaugen wird solange vertagt, bis der Wagen regelrecht danach schreit. Und zum Waschen gibt es keine bessere Erfindung als die Waschanlage! Auch, wenn unsere Autos nicht glänzen, gewinnen wir Frauen dadurch wenigstens regelmäßig zwei Stunden an kostbarer Zeit! Nadine

ZENTRUM 27

„Salon de l'enfant": Lesungen und Piratenateliers am Stand der Libo.

SÜDEN 29

Platzmangel: Pläne für die „Maison Relais" in Mamer müssen geändert werden.

NORDEN 31

Gemeinderat Rambrouch gibt *grünes Licht für Klage vor* dem Verwaltungsgericht.

OSTEN 32

Ausschreibungen laufen: Bald Bauarbeiten an der Kreuzung zwischen Bech und Consdorf.

NOTDIENSTE 33

Service & Termine 34

SPORT 37

Fußball-WM 2010: Südafrikas Staatspräsident glaubt an eine gemeinsame Anstrengung.

Immobilien 53

TODESANZEIGEN 72

Energiepreise

Ab heute Mittwoch

Gasoil chauff. dom.:	0,497	-0,018 ▼
Gasoil autr. usages:	0,499	-0,018 ▼
Gasoil industriel:	0,520	-0,019 ▼

„Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd"

„Die Hobbyjagd überdenken!"

Ganzjähriges Füttern und Treibjagden größtenteils schuld an explosionsartigen Tierbeständen

VON JEAN-PAUL SCHNEIDER

„Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd" (BOF) nennt sich eine im Juni dieses Jahres gegründete Vereinigung ohne Gewinnzweck, die sich dafür einsetzt, dass die Hege und das eventuelle Reduzieren des Wildes in die Hände von professionellen Wildhütern gelangen, die sich aufgrund moderner und praxiserprobter, ökologischer Gesichtspunkte um die Wildbestände kümmern.

Getötet obwohl trächtig! *Gilt für Spaßjäger die Schonzeit etwa nicht?* (FOTOS: BOF / © TOURIN)

Ihre schärfsten Gegner hier zu Lande sind die Jägerföderation und die ihr angehörenden etwa 2 000 Hobbyjäger, für die die Hochsaison ihrer Freizeitbeschäftigung am 14. Oktober wieder begonnen hat und bis zum 28. Februar dauern wird: die Treibjagd. Und gerade diese Form des Jagens sei in den vergangenen Jahren immer wieder in den Mittelpunkt der Kritik geraten, so die BOF. Die Zahl der Jagdgegner in der Zivilbevölkerung wachse ständig. Laut einer rezenten Ilres-Umfrage sind über 75 Prozent der Bevölkerung *gegen eine Treibjagd mit frei* laufenden Hunden.

Die neu gegründete BOF asbl ist überzeugt, dass die Jagd, so wie sie zurzeit ausgeübt wird, sinnlos, ethisch und moralisch nicht mehr vertretbar ist und außerdem die Natur zerstört. Der beste Beweis hierfür seien die über 1 000 Gesellschaftsjagden, die während der nächsten viereinhalb Monate stattfänden. Niemand könne heute noch ernsthaft behaupten, dass diese Art von Jagd ein Beitrag zum Naturschutz sei, so wie die Jäger ihr Hobby immer wieder versuchten, *zu rechtfertigen. Verschiedene* Tiere würden sogar ganzjährig gejagt, und trotzdem nehme der Wildbestand nicht ab, wie die offiziellen Bilanzen der Forstverwaltung es alljährlich bezeugten.

Für die Gesellschaftsjagd gezüchtet

Und dies aus gutem Grunde, so die BOF. In Luxemburg würden die Wildbestände durch unverantwortliche Fütterungen hochgetrieben, die Abschusstiere würden regelrecht in den Wäldern für die Gesellschaftsjagden gezüchtet. *Durch die künstliche und willkürliche* Aufstockung der Futterversorgung werde die Wildtierpopulation erhöht, obwohl die natürlichen Lebensräume die von den Freizeitjägern angepeilte Wildtierdichte nicht zuließen.

Im Januar 2003 habe die Forstverwaltung drei Berichte unabhängiger Wildbiologen zum Thema Wildfütterung ausarbeiten lassen. Im Bericht von Dr. Peter Lüps hieße es: „Was es im Falle des Wildes im Großherzogtum Luxemburg offensichtlich braucht, ist eine Jagdplanung auf biologischer Basis. Sie muss in erster *Linie die nachhaltige Tragbarkeit* des Lebensraumes und das Wohlergehen des Wildes anstreben und nicht durch Futterzugabe künstlich hoch gehaltene Wildbestände. (...) Zu stark wird nur, ohne es auszusprechen, an den jagdlichen Standpunkt gedacht ..."

Die Fütterungen, verbunden mit dem Hetzen der Tiere bei Treibjagden seien größtenteils schuld an den explosionsartigen Wildbeständen.

„Treibjagd zerstört Lebensgemeinschaften"

Was *der Jagdlaie nämlich nicht* wisse, sei die Tatsache, dass bei Treibjagden Rotten, also Familien, gesprengt würden. Werde das Leittier abgeschossen, das die Frühreife der Frischlinge verhindere, so könnten bereits Frischlinge unter einem Jahr Nachwuchs bekommen. Zurzeit liefen in den von den Jägern dezimierten Wildschweinbeständen in Scharen „minderjährige Mütter" umher und verursachten damit eine ständig wachsende Bestandsgröße.

Zu hohe künstliche Wildbestände schädigten aber nicht nur die Bäume durch Verbiss- oder Schalschäden. Sie zerstörten noch viele andere Lebensformen, denn durch die erhöhte Futtermenge werde auch die in die Natur eingebrachte Mistmenge drastisch erhöht. Dadurch würden viele geschützte Pflanzen, die sich nur auf den nährstoffärmeren und natürlichen Böden behaupten könnten, zerstört. So verlören auch andere Kleinlebewesen ihre Futter- und *Wirtspflanzen.*

Jegliche durch Jäger betriebene Zufütterung bringe somit die normale und natürliche Regulation der Populationsdichten durcheinander. Jede Treibjagd zerstöre Lebensgemeinschaften. Unnötige Fütterungen und allzu zahlreiche Gesellschaftsjagden förderten die Ausbreitung der in letzter Zeit immer häufiger auftretenden Seuchen, bei denen der Steuerzahler dann wieder kräftig mit zur Kasse gebeten werde.

Durch die zentral gelegenen Futterstellen nehme die Gefahr der Seuchen massiv zu, da sich viele Tiere an diesen Futterstellen bedienten. Während einer Treibjagd würden auch kranke Tiere gehetzt. Urin, Speichel, Kot und Blut der kranken Tiere verbreiteten dann diese Krankheiten.

Die Hege und das Reduzieren des Wildes seien verantwortungsvolle Aufgaben, so die BOF. Sie gehörten nicht in die Hände von Hobbyjägern, die aus Spaß töteten. Gleich dem staatlichen Förster, der sich um den Baumbestand kümmere, sollten gelernte Wildhüter für die Wildbestände sorgen, und dies aufgrund moderner und praxiserprobter, ökologischer Gesichtspunkte. Oder seien Tiere etwa weniger wert als Bäume?

■ **www.bof.lu**

Ein Container voll *getöteter Füchse in Luxemburg. Aus Spaß an der Freud? Beim Fuchs wurde im Großherzogtum zuletzt 1997 Tollwut nachgewiesen.*

BOF sucht Mitglieder!

Wer die Aktivitäten der BOF asbl – „Beweegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd" – unterstützen will, kann dies tun mit dem Kauf einer Mitgliedskarte. Der Mindestpreis beträgt fünf Euro pro Jahr. Jeder zusätzliche Beitrag ist willkommen. Die Kontonummer bei der Raiffeisenbank Luxemburg ist:
LU11 0090 0000 4448 4004.
Die Adresse lautet: BOF asbl, Postfach 5029, L-1050 Luxemburg, E-mail: bof@bof.lu .

ANNEXE 8

Courrier du 11 avril 2007 sur le nourrissage

SNL AUSAEF ABIOL

mouvement écologique

LËTZEBUERGER NATUR- A VULLESCHUTZLIGA

Bauerenallianz Bauerenzentral

FLB Association luxembourgeoise des Agriculteurs indépendants
FRÄIE LËTZEBUERGER BAUREVERBAND

CHAMBRE DES DEPUTES
Entrée le:
- 7 MAI 2007

Chambre des députés
c/o M. Roger NEGRI, Président de
la Commission de l'Environnement
Hôtel de la Chambre des Députés
19, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg

Luxembourg, le 11 avril 2007

Monsieur le Président,

Permettez-nous tout d'abord de vous féliciter pour l'organisation du *hearing* public en date du 26 mars 2007 au sujet de la chasse et de vous en remercier.

Sans parler des différents objectifs des associations signataires de la présente et de leurs opinions concernant d'autres aspects de la chasse ou d'autres dossiers, l'aspect du nourrissage nous semble particulièrement important en relation avec les récents débats concernant la chasse au Luxembourg.

Nous basant sur des études scientifiques récentes concernant le sujet en général et la situation au Luxembourg en particulier, en accord avec le papier de position du groupe mammalogique du Musée national d'histoire naturelle, et en accord également avec des experts internationaux comme Mme Sandra CELLINA, Dr. Peter LÜPS et Dr. Ulf HOHMANN présents lors du *hearing* public, nous tenons à vous rendre attentif aux effets non négligeables que peut avoir l'apport de nourriture dans un écosystème. Un des effets les plus néfastes est la prolifération rapide d'espèces opportunistes comme le sanglier qui par conséquent ne rencontrent plus les limitations nutritionnelles naturelles et qui peuvent poser de grands problèmes, dans le cas du sanglier aussi bien à l'écosystème naturel qu'à l'agriculture. D'autant plus que des effets sur l'habitat et d'autres espèces sont encore très peu étudiés, il nous semble indispensable de réclamer que la nouvelle législation sur la chasse interdise de façon complète le nourrissage et l'agrainage du gibier.

Transmis en copie pour information
- aux Membres de la Commission de l'Environnement
- aux Membres de la Conférence des Présidents
Luxembourg, le 7 mai 2007.
Le Secrétaire général de la Chambre des Députés,

5496 - ~~Dossier consolidé~~ : 422

Devront être interdits :

- le nourrissage massif tel qu'actuellement pratiqué dans la majorité du pays (Fütterung);
- le nourrissage dissuasif (Ablenkfütterung);
- le nourrissage en période de disette (Notzeitfütterung);
- l'agrainage (Kirrung, Lockfütterung);
- les installations de cultures à gibier (Wildäcker);
- la mise à disposition de sels minéraux (Salzlecken).

Le non-respect des nouvelles dispositions devra entraîner des peines substantielles. Seulement une interdiction totale permettra un contrôle efficace sur le terrain.

En espérant que la Commission de l'Environnement de la Chambre des Députés tiendra compte de la présente lors de ses recommandations à l'adresse de Monsieur le Ministre de l'Environnement, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre considération très distinguée.

Pour le **Mouvement Ecologique**

Blanche WEBER, présidente

Pour la **Ligue Luxembourgeoise pour la Protection de la Nature et des Oiseaux**

Tom CONZEMIUS, président

Pour la **Société des Naturalistes Luxembourgeois**

Christian RIES, président

Pour la **Centrale Paysanne**

Marc FISCH, président

Pour l'**Association des Universitaires au Service de l'Administration des Eaux et Forêts**

Jean-Pierre AREND, président

Pour la **Bauerenallianz**

Camille SCHROEDER, président

Pour l'**Association des Biologistes Luxembourgeois**

Serge KELSEN, président

Pour le **Fräie Lëtzebuerger Baueréverband**

Aloyse MARX, président

ANNEXE 9

Pétition No 280 pour la nature et contre la battue (remise par le Comité pour la Défense des Droits et la Révision des Lois nationales et européennes touchant les Animaux en date du 14 mars 2007)

PETITION : FIR D'NATUR a géint d'KLAPPJUEGD

pour la Nature et contre la Battue

- l'abolition, sans exceptions de toute forme de l'antique chasse à courre : battue, etc...
- l'observation et le contrôle stricts des lois du 15 mars 1983 et 18 mars 2000 qui interdisent le dressage des chiens moyennant l'usage d'animaux vivants.
- l'inscription de la protection des animaux dans la constitution luxembourgeoise.

Nom et prénom	Adresse et code postal	Signature
L. ARLONI	99 r. PRINCIPALE L-5366	[signature]
Luis. Siles.	[illegible] N°77 [illegible]	[signature]
[illegible]	18 rue d'Itzig L-5231 Sandweiler	[signature]
[illegible]	14, rue de la montagne	[signature]
[illegible]	88 rue de Luxbg Echternach	[signature]
[illegible]	17 rue des Roses Echternach	[signature]
Guedes Sonia	16 rue Nic. Flener L-8228 Mamer	[signature]
Serenella Bucco	5, rue J.-P. König 1865 Luxembourg	[signature]
[illegible]	4, rue Lentz Pétange L-4752	[signature]
Sophie Hirsch	25, montée Pilate	Hirsch
Bernard Ralph	1, rue de la Forêt Hassel	[signature]

Comité pour la Défense des Droits des Animaux Boîte Postale 113 L-8002 STRASSEN

Cette Pétition sera déposée à la Chambre des Députés.

PETITION CONTRE LA CHASSE

Comité pour la Défense des Droits et la Révision des Lois nationales et européennes touchant les Animaux

p/a M. Thill Jean
19, rue Jean Schneider, L-8272 Mamer

Die Jagd, ein Widerspruch in sich!

Die Jäger erschaffen *selber* die Scheingründe, für welche sie vorgeben, daß die Jagd notwendig sei!

Sie geben vor, den Wildbestand durch den Abschuß in Grenzen zu halten. Dabei sind sie es *selber*, die das ganze Jahr über Kraftfutter an das Wild verfüttern, um den Wildbestand künstlich hoch zu halten.
Rezente wissenschaftliche Studien an Tierkadavern haben für Luxemburg ergeben, daß *über* 40% des Mageninhaltes der Tiere aus Zusatzfutter besteht. Das ganze Jahr über kann man Jäger mit ihren Anhängern beobachten, wie sie mit „Spezial-Mais" beladen in den Wald fahren und an zahlreichen Krippen ihre fragliche Fracht abladen.
Der Gipfel dieses Unsinns besteht aber darin, daß die Jäger ihre *selbst erzwungene* „Daseinsberechtigung" aus dem Vorhandensein des sog. „Wildschadens" ableiten wollen. Dabei sind sie es *selber*, die solche Schäden durch Fremdfütterung hervorrufen! Denn durch das Kraftfutter vermehren die Tiere sich in ihren im besten Fall *gleich* bleibenden Revieren drastisch. Folglich fehlt es ihnen an Bewegungsraum. So weichen sie auf die angrenzenden Territorien aus, wo sie Schäden hervorrufen können. Sie knabbern die Schale der Bäume an, weil sie den Saft dazwischen brauchen, um ihre durch die *künstliche Fütterung* arg in Mitleidenschaft gezogenen Mägen zu beruhigen.
Dagegen stellt sich der Nachwuchs wild lebender Tiere seit Urzeiten auf die *vorhandenen* Ressourcen der Reviere ein, *wenn*(!) das Wild vom Menschen in Ruhe gelassen wird.

Die Verantwortung und Schuld tragen somit die Jäger und *sie*, und nicht die Tiere!, müssen folgerichtig zur Verantwortung gezogen werden: die Jäger *allein* haben Schuld an der zu hohen Wilddichte und *sie* müssen für den sog. „Wildschaden", der in Wirklichkeit ein *Jägerschaden* ist, einstehen und alle anfallenden Kosten nach dem *Verursacherprinzip* begleichen. Aus denselben Gründen müssen die Jäger auch für die Kosten der Maßnahmen aufkommen, die Privatleute treffen, um sich vor diesem *Jägerschaden* zu schützen.
Ferner dürfen nicht weiter öffentliche Steuergelder zur Mitfinanzierung einer in sich höchst widersprüchlichen Jagd herangezogen werden!

Aber warum züchten die Jäger *massenweise* „Wildtiere" heran, wenn sie doch offensichtlich nur *wenige* davon dulden?
Diesen Widersinn kann nur „verstehen", wer die *wirklichen Absichten* der Jäger durchschaut hat: I) Zum Einstecken von Kopfprämien, die aus *öffentlichen* Geldern kommen: je mehr Tiere sie töten, umso mehr Geld erhalten sie.
II) Für die meisten Jäger ist *nach eigenen(!) Aussagen* die Jagd ein Freizeitspaß! Hinzukommt, daß auch die vielen Gesellschaftsjagden von Steuergeldern gefördert werden!
Halbtote Tiere werden mit dem Langmesser noch bei Bewußtsein abgestochen, oder siechend einfach liegen gelassen, eine große Anzahl von Hunden werden an *lebenden* Tieren zum systematischen Töten abgerichtet, in Fallen verenden Wildtiere langsam und jämmerlich, einschließlich Hauskatzen!
Und dazu braucht der „Heger des Waldes", der übrigens auch das Grundwasser mit seinem Blei schwer belastet, *möglichst viele* Tiere! Und der Staat zweigt öffentliche Mittel zur Instandsetzung des Waldes ab, um dieses fragliche Tun *mitzufinanzieren*!
Dagegen wartet Luxemburg bislang vergeblich auf die längst überfällige und von den Politikern seit langem versprochene Einschreibung eines *seriösen(!)* Tierschutzes ins luxemburgische Grundgesetz, in welchem die Tiere vom Staat endlich als das anerkannt werden, was sie de facto *sind*: nämlich, *wie der Mensch selbst*, äußerst sensible und mit Verstand ausgestattete, uns gegenüber aber *wehrlose* Lebewesen, die allein deshalb schon Recht auf einen effizienten staatlichen Schutz haben.
Daher kommt das *bestehende* „Tierschutz-Gesetz", das seinen Namen nicht verdient, und in dem das Tier praktisch mit einer SACHE gleichgesetzt wird, um es *straflos(!)* ausbeuten zu können, als Vorlage für die Verfassung nicht in Frage! *Einen derart arglistigen Schritt würden die vielen aufgeklärten Bürger in Luxemburg dem Staat nicht abnehmen!*
An *Skandalen* mangelt es derzeit in Luxemburg nicht: man betrachte nur die verbuddelten Frisinger Tierleichen und die eingewachsene Halskette des Hofhundes (trotz allem wurden Monate später *erneut* Tierkadaver auf dem gleichen Hof gefunden!); Felix, den arg gepeinigten Hund aus Aspelt, der vom Besitzer an seinem Auto festgebunden und mitgeschleift wurde; die Pferdeschänder; die von der EU subventionierten qualvollen und sinnlosen Tiertransporte, die Luxemburg regelmäßig durchfahren, ...

Aus diesen Gründen hat unser Comité beschlossen, eine Petition für ein Verbot *aller* Treibjagdformen, für die strikte Beachtung des Verbots Hunde an lebenden Tieren abzurichten und für die Einschreibung eines im obigen Sinn benannten *echten(!) Tierschutzes* in die luxemburgische Verfassung, in dem das Tier als empfindsames Lebewesen endlich anerkannt wird, in der Abgeordnetenkammer zu deponieren, damit bei den bevorstehenden Debatten zu einem „neuen[1] Jagdgesetz" alle Forderungen dieser Petition berücksichtigt werden, inklusive eines *strikten Fütterungsverbotes!*, da sie dem Willen von **13.505 engagierten Bürgern** entsprechen.

Luxemburg, den 14.03.2007.

[1]Warum eigentlich? Es *genügt* doch völlig, aufgrund der *nachweisbaren Widersprüchlichkeit*, die der Jagd innewohnt, das *alte* Jagdgesetz außer Kraft zu setzen. So wäre dem Zivilisationsgedanken *wirklich* gedient!

ANNEXE 10

Document transmis par l'Administration des Eaux et Forêts sur le lâcher illégal de sangliers dans la région de Abweiler-Bettembourg

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration des eaux et forêts

Direction

16, rue Eugène Ruppert
L-2453 Luxembourg

Téléphone: 40 22 01 - 1
Fax: 40 22 01 - 250

Luxembourg, le 23 avril 2007

Réf. F 15/1 No. 259 - 2007

Conc. Lâcher illégal de sangliers dans la région de Abweiler - Bettembourg

Copie pour information

A Monsieur
le Ministre de l'Environnement

Luxembourg

Monsieur le Ministre,

Dans le cadre de la lutte contre la peste porcine parmi les sangliers, l'administration des Eaux et Forêts a profité du fait que tous les sangliers devaient transiter par nos centres de collecte pour établir un monitoring de la population des sangliers au niveau national. Ce monitoring consiste e.a. dans l'analyse du régime nutritionnel et de la reproduction de ces animaux. Dans cet ordre d'idées, mon administration a procédé à une analyse génétique de la population des sangliers. L'auteur de cette analyse scientifique, le Dr. Alain Frantz a constaté que des sangliers de la région de Abweiler - Bettembourg présentaient un profil génétique différent du reste de la population nationale. La conclusion est donc que des sangliers ont été lâchés dans cette région.

Le lâcher d'animaux classés gibier est réglé par le règlement grand-ducal du 8 avril 1986 concernant la protection intégrale et partielle de certaines espèces animales de la faune sauvage. Vu que d'après mes informations le ministère de l'Environnement n'a pas autorisé de lâchers de sangliers, cette action constitue une infraction à la législation.

Depuis des années, le secteur agricole ne cesse de protester contre les densités trop élevées de sangliers qui causent des dégâts importants aux cultures agricoles. En novembre 2006, j'ai déclenché la première phase de la procédure de la battue de police à l'encontre des adjudicataires de 6 lots de chasse de la région de

Bettembourg au vu des dégâts énormes aux cultures agricoles. En même temps, les préposés forestiers nous signalent des nourrissages excessifs dans les massifs forestiers de cette même région.

Je suis d'avis que ce dossier devrait être pris en compte dans la discussion actuelle concernant la politique en matière de chasse, tout en sachant que des chasseurs ont lâché illégalement dans notre pays quatre espèces animales à savoir le daim (lac de la Haute-Sûre), le mouflon (région de Echternach), le cerf élaphe (région de Perlé) et maintenant des sangliers (région de Bettembourg).

En annexe vous trouverez le rapport du Dr. Alain Frantz, ma lettre du 13.11.2006 aux adjudicataires de la région de Bettembourg ainsi que des photos concernant le nourrissage en forêt de Bettembourg.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Le Directeur des Eaux et Forêts

J. J. ERASMY

Alain Frantz
University of Sheffield
Department of Animal and Plant Sciences
Sheffield, GB – S10 2TN

Das Schwarzwild (*Sus scrofa*) in Luxemburg und in der Grenzregion: Untersuchung genetischer Strukturen

Zusammenfassung und Auswertungen der durchgeführten Arbeiten

Administration des Eaux et Forêts
Service de la Chasse
16, rue Eugène Ruppert
L-2453 Luxembourg

Januar 2007

1. Einleitung

Die Klassische Schweinepest (KSP) ist eine perakut bis chronisch verlaufende, kontagiöse fieberhafte Viruserkrankung. Die Krankheit kommt unter natürlichen Bedingungen in Hausschweinen und europäischen Wildschweinen vor. In ihrer typischen Verlaufsform ist sie durch eine hohe Erkrankungs- und Sterblichkeitsrate gekennzeichnet. Die KSP ist, mit Ausnahme Nordamerikas, Australiens und Neuseelands, weltweit verbreitet und verursacht erhebliche wirtschaftliche Schäden. Schweinebestände in denen die Krankheit auftriff, sowie alle Bestände in einem 3 Kilometer Radius, werden gekeult. Bei der Schweinepest 1997 in den Niederlanden wurden mehr als 11 Millionen Schweine getötet. Die KSP wird daher als eine der bedeutendsten Haustrierkrankheiten in Europa angesehen (Artois et al. 2002).

Wildschweine gelten als Wildtierreservoir der KSP und können das Virus auf Hausschweine übertragen. Epidemiologische Studien haben einen Zusammenhang zwischen KSP Virusinfektionen in Wild- und Hausschweinen hergestellt (e.g., Fritzemeier et al. 2000). Erfassung von Virustypen hat ergeben, dass das gleiche Virus für Jahre in einigen Wildschweinpopulationen vorkommen kann (Fritzemeier et al. 2000). Prävention und Kontrolle der KSP in Wildschweinpopulationen ist daher von größter Wichtigkeit um Übertragung der Krankheit auf Hausschweine zu vermeiden.

Sobald das Virus in einer Wildschweinpopulation auftaucht, wird es durch direkten Kontakt zwischen den Tieren, sowie Kontake mit Exkrementen und Kadavern, übertragen. Schweine, die eine Infektion überstanden haben und weiterhin Virusträger sind, sowie lebend geborene Ferkel infizierter Sauen, können unerkannt die Seuche übertragen. Infektionsherde der KSP haben sich aber nie in eine Epidemie-Welle ausgebreitet, wie das zum Beispiel bei der Tollwut der Fall war. Es könnte sein, dass die weite Verbreitung der Krankheit durch natürliche und anthropogene Barrieren zwischen Wildschweinpopulationen gestoppt wurde (Artois et al. 2002).

Die langsame Verbreitung der KSP in natürlichen Populationen eröffnet die Möglichkeit der Eindämmung neu aufgetretener Infektionsherde. Im Gegensatz zu Hausschweinen ist das Keulen eines grossen Teiles einer Wildschweinpopulation praktisch eher unmöglich. Europäische Experten haben deswegen Empfehlungen zur Eindämmung neuer Infektionsherde ausgearbeitet (Anonymous 1999). Zum Erstellen einer effektiven Kontrollstrategie gehört, laut

dieser Kommission, die Bestimmung ansteckungsgefährdeter, miteinander in Kontakt stehenden Wildschweinpopulationen.

Komplex strukturierte Landschaften und geographische Eigenheiten beinflussen das räumlische Verteilingsmuster and die genetische Struktur einer Population. Wenn, zum Beispiel, eine geographische Barriere den Austausch zwischen Teilpopulationen einer Tierart verhindert, führen genetischer Drift und Mutationen dazu, dass diese Populationen unabhängig voneinander evolvieren. Es gibt also wenig Kontakt zwischen Tieren die unterschiedlichen genetischen Populationen angehören. Neuere Methodik in der Populationsgenetik macht es möglich, genetische Subpopulationen zu bestimmen und geographische Barrieren des Genflusses zu identifizieren.

Ziel der hier vorgestellten Untersuchung war es die genetische Variabilität des Schwarzwildbestandes in der Grossregion zu erfassen, sowie geographische Barrieren zwischen genetische Subpopulationen zu identifizieren. Die Resultate dieser Studie lassen Schlussfolgerungen über die Permeabilität vun ersichtlichen Barrieren zur Verbreitung des Wildschweines zu und können dazu beitragen effiziente Kontrollstrategien für unsere Region zu erstellen.

2. Methodik

Strukturation der Population: Proben und Laborarbeit

Dieser Bericht fasst die Auswertung von 697 Gewebeproben von Wildschweinen beider Geschlechter und unterschiedlichen Altersgruppen aus Luxemburg, Belgien und Deutschland zusammen (Abb. 1). Als Probe diente entweder ein Stück der Milz, Ohrknorpel oder Muskelfleisch.

Die DNS Proben wurden mit Hilfe der folgenden 14 Mikrosatelliten untersucht: S0002, S0005, S0026, S0090, S0097, S0115, S0226, SW112, SW240, SW632, SW857, SW911, SW936, SW951. Um Kosten und Zeit zu sparen, wurden verschiedene Mikrosatelliten zusammen in der selben Polymerase Chain Reaction (PCR) amplifiziert. Eine PCR mit mehreren Mikrosatelliten wird ein „Multiplex“ genannt. Die genaue Zusammensetzung der verschiedenen Multiplex Reaktionen ist in Tabelle 1 zusammengefasst.

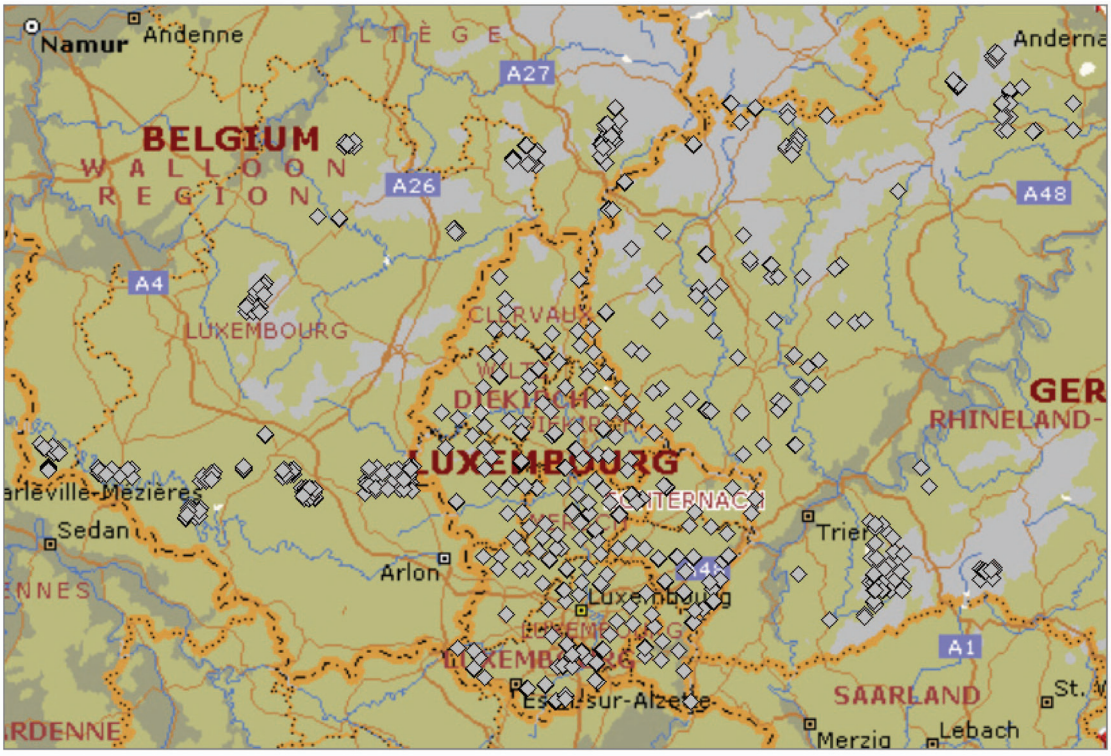


Abb. 1: Verteilung der gesammelten Proben (Karte © Microsoft)

Tabelle 1: Charakteristiken der 14 Mikrosatelliten, die in dieser Studie benutzt wurden. Unter „Multiplex“ ist zu verstehen, daß diese Marker zusammen in einer PCR amplifiziert wurden. System = Mikrosatelliten, die auf dem selben Gel zusammen visualisiert werden; Chr. = Der Chromosom auf dem sich der Mikrosatellit befindet; N = Anzahl der ausgewerteten Proben; A = Anzahl von verschiedenen Allelen; H_e = erwarteter Heterozyotenanteil; H_o = beobachteter Heterozygotenanteil. Alle Proben werden hier zusammengefasst (N = 697)

	System	Chr.	Fluoreszenz	N	Spannweite (bp)	A	H_e	H_o
Multiplex 1:								
S0002	1	3	Ned	695	189-221	13	0.795	0.768
SW911	1	9	6-Fam	697	155-167	6	0.557	0.529
Multiplex 2:								
S0026	1	16	Hex	697	92-100	5	0.328	0.323
S0097	1	4	6-Fam	697	206-245	12	0.796	0.745
Sw122	1	6	6-Fam	697	108-119	6	0.545	0.508
Sw857	1	14	Hex	695	144-158	7	0.775	0.696
Sw951	1	10	Hex	697	120-134	4	0.077	0.079
Multiplex 3:								
S0005	2	5	Hex	696	202-266	24	0.889	0.859
S0090	2	12	6-Fam	697	241-256	7	0.771	0.773
S0115	2	1	6-Fam	697	146-162	7	0.413	0.412
S0226	2	2	6-Fam	697	180-212	7	0.576	0.560
Sw240	2	2	Hex	697	87-125	9	0.722	0.709
Sw632	2	7	Hex	697	160-177	9	0.627	0.617
Sw936	2	15	6-Fam	697	85-110	9	0.742	0.700

Mutiplex 1 hatte ein totales Reaktionsvolumen von 10 µl und beinhaltete 1 µl DNS (10 ng/ µl), 1 x PCR Puffer, 1.5 mM $MgCl_2$, 0.1 mM dNTPs, 0.25 µM jedes Primers, 0.5 Einheiten *Taq* Polymerase (ABgene). Der Reaktionszyklus war wie folgt: Initiale Denaturierung bei 95°C während 5 min, gefolgt von 35 Zyklen von Denaturierung bei 94°C während 30 s, Ansetzen der Primer („annealing“) bei 60°C während 30 s, Erweiterung bei 72°C während 30 s. Die ganze Reaktion wurde beendet mit einer zehnminütigen Erweiterung bei 72°C.

Multiplexe 2 und 3 wurden mit Hilfe des QIAGEN Multiplex PCR Kit ausgeführt. Beide Reaktionen enthielten 1 x QIAGEN Multiplex Master Mix, 0.2 µM jedes Primers und ungefähr 10 ng/µl DNS. In Multiplex 3 wurde ausserdem 0.5 x Q-solution hinzugefügt. Ein Mikroliter des DNS Extraktes wurde getrocknet, um ein totales Reaktionsvolumen von 2 µl zu ermöglichen. Der folgende Reaktionszyklus wurde für Multiplexe 2 und 3 benutzt: Initiale Denaturierung bei 95°C während 15 min, gefolgt von 35 Zyklen von Denaturierung bei 94°C während 30 s, Ansetzen der Primer („annealing“) bei 55 °C während 90 s, Erweiterung bei 72°C während 60 s. Die ganze Reaktion wurde beendet mit einer Erweiterung bei 60°C während 30 min beendet. Die Fragmente wurden mit Hilfe eines ABI 3730 (Applied Biosystems) getrennt und visualisiert (für Zusammensetzung siehe Tabelle 1) und die Größe der Fragmente wurde mit dem Programm GENEMAPPER v.3.5. (Applied Biosystems) bestimmt.

Ein Konsens entsteht in der wissenschaftlichen Literatur, dass die Fehlerquote bei Auswertung der Mikrosatelliten bestimmt werden soll, da diese Fehler Resultate doch stark beinflussen können (Bonin et al. 2004, Hoffman & Amos 2005). Unser Datensatz beinhaltete 697, aus 14 Mikrosatelliten bestehende, genetische Profile. Von diesen Proben wurden 40 (5.7%) per Zufallsprinzip ausgesucht und nochmals ganz ausgewertet (DNS Extrahierung mit einbezogen). Fehler wurden identifiziert, indem die dabei erzeugten neuen Profile mit den bereits vorhandenen verglichen wurden.

Das Programm BAPS v.4.1.4. wurde benutzt, um Subpopulationen zu identifizieren und Individuen den verschiedenen Subpopulationen zuzuordnen. Desweiteren wurde eine Faktorielle Korrespondenz Analyse (FKA) mit Programm GENETIX 4.05.2 (Belkhir 2004) ausgeführt. Diese Technik erlaubt es, eine qualitative Visualisation der Variation zwischen Individuen zu erstellen. Programm GENECLASS2 (Piry et al. 2004) wurde benutzt, um die Wahrscheinlichkeiten zu errechnen, dass jedes genetische Profil denen von BAPS identifizierten Subpopulationen angehört. Die bayesischen Kriterien von Rannala und Mountain (1997) wurden für die Zugehörigkeitsbestimmung benutzt. Die Wahrscheinlichkeitsrechnung von Paetkau *et al.* (2004) wurde benutzt (10'000 simulierte genetische Profile), da diese Methode weniger Tiere fälschlicherweise ausschließt als andere Methoden (Rannala & Mountain 1997, Cornuet et al. 1999).

Die Stärke der genetischen Differenzierung zwischen den verschiedenen Subpopulationen wurde mit F_{ST} Statistiken (Weir & Cockerham 1984) in SPAGEDI 2.1 (Hardy & Vekemans 2002) errechnet. F_{ST} Werte sind ein Ausdruck der Stärke genetischer Trennung von Subpopulationen. F_{ST} kann Werte zwischen 0 und 1 annehmen, wobei 0 keine, und 1 komplette Isolation bedeuten. Es wurde mit 10’000 Permutationen von individuellen genetischen Profilen zwischen Population getestet, ob Unterschiede zwischen Subpopulation signifikant waren.

3. Resultate

Im Ganzen war es möglich, für 697 Gewebeproben aus Belgien, Luxemburg und Deutschland ein genetisches Profil zu erstellen (Tabelle 1). Es wurde kein Fehler in den 40 genetischen Profilen identifiziert, die zweimal unabhängig voneinander ausgewertet wurden.

BAPS 4.1.4. errechnete, dass vier genetische Populationen mit einer Wahrscheinlichkeit von mehr als 0.999 im Studiengebiet vorkamen. Die Zuteilung der Tiere in diese vier Populationen ist in Abb. 2 dargestellt. Die Schweine in Rheinland-Pfalz, südöstlich von Trier, underschieden sich von den Schweinen im restlichen Studiengebiet (ab jetzt werde ich diese Population als „Saar“ bezeichnen). Es herrscht also begrenzter Austausch zwischen diesen Tieren und der luxemburgischen Population. Die belgischen Proben, westlich von Luxemburg, stellten auch eine unterschiedliche Population dar („Belgien“). Unsere Resultate haben weiterhin gezeigt, dass es in der Region von St Hubert, über Luxemburg, bis nach Ahrweiler in Rheinland-Pfalz, keine Barrieren zur Verbreitung des Wildschweines zu geben schien („Lux“).

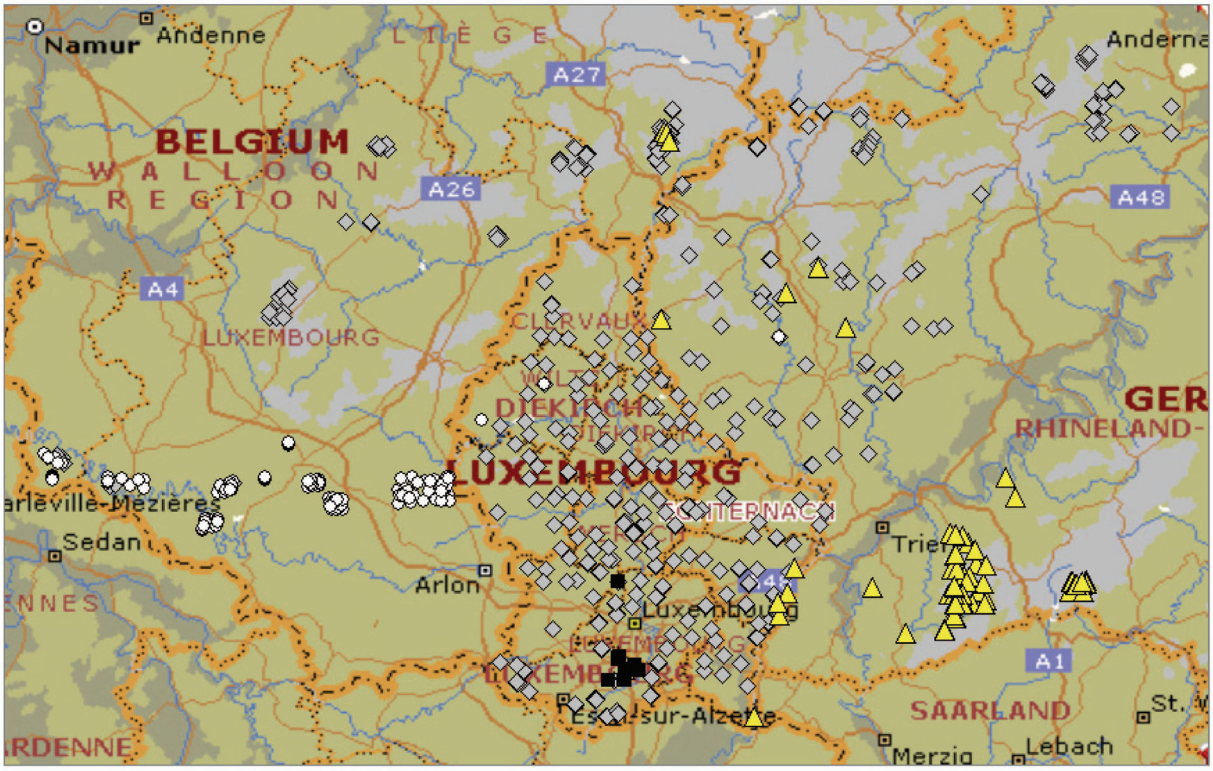


Abb 2: Karte der mit BAPS 4.1 bestimmten Gruppenzugehörigkeiten für alle Proben

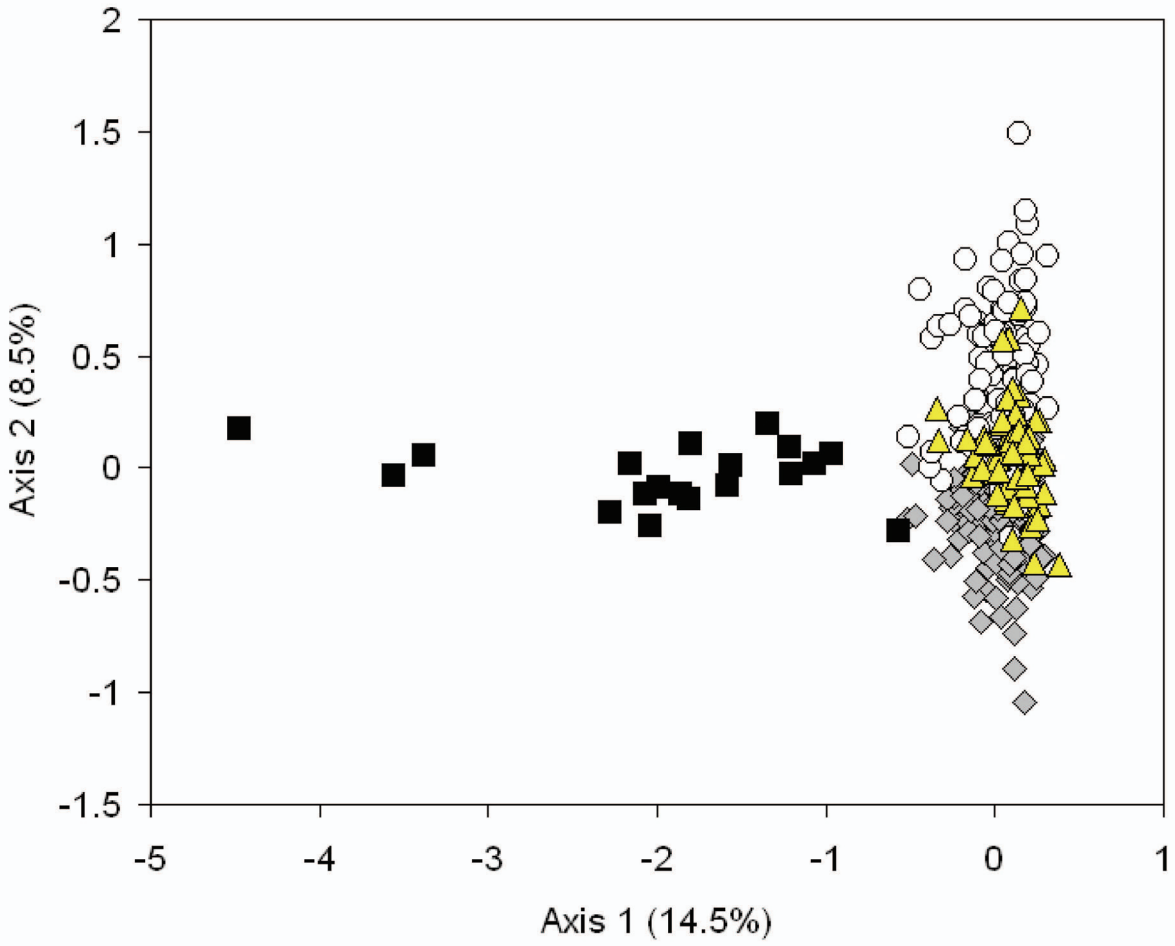


Abb. 3: Faktorielle Korrespondenz Analyse der genetischen Profile. Der Prozentsatz der totalen Variation die von beiden Axen erklärt werden kann ist angegeben. Die Symbole stimmen mit denen in Abb. 2 überein.

Die vierte Population wurde von 19 Schweinen gebildet, die im Gebiet um Abweiler und Leudelange erlegt wurden. Laut Angaben der Forstverwaltung gab es dort bis etwa zum Jahre 2000 keine, oder kaum, Wildschweinvorkommen. Diese 19 Tiere underschieden sich stark von den restlichen Tieren im Studiengebiet (Abb. 3). Sechs Tiere konnten mit mehr als 99.9% Wahrscheinlichkeit aus den drei übrigen Subpopulationen Saar, Lux und Belgien ausgeschlossen werden (Tabelle 2). Keines der übrigen 678 Tiere konnte mit einer ähnlich hohen Wahrscheinlichkeit aus allen drei Populationen ausgeschlossen werden. Laut F_{ST} Werte underschieden sich die von den 19 Tiere gebildete Population stark von den restlichen Populationen (Abb. 4). Die Unterschiede zwischen allen Subpopulation waren signifikant (P<0.0001). Es kann daher davon ausgegangen werden, dass die vierte Population eine genetische differenzierte Einheit bildete, da Tiere um Leudlange und Abweiler illegal ausgewilderte wurden.

Tabelle 2: Mit GENECLASS2 errechnet Wahrscheinlichkeit, daß die 19 verdächtigen Tiere, die eine differnzierte Subpopulation bildeten, aus den drei übrigen einheimischen Population stammten. Lux = Population in Luxemburg, Belgien (Nordwest) und Eifel; Saar = Population in Hunsrück und Saarland; Belgien = Belgien (westlich Luxemburg).

Probe			Wahrscheinlichkeit Populationszugehörigkeit		
Tier	Jagdlos	Ortschaft	Lux	Saar	Belgien
SM11484	**594**	**Bergem**	**<0.0001**	**<0.0001**	**<0.0001**
SF10460	**502**	**Abweiler**	**<0.0001**	**<0.0001**	**<0.0001**
SF12712	**502**	**Abweiler**	**<0.0001**	**<0.0001**	**<0.0001**
SM11280	**571**	**Leudelange**	**<0.0001**	**<0.0001**	**<0.0001**
SM10477	**497**	**Berchem**	**<0.0001**	**0.0006**	**0.0001**
SF10751	**527**	**Kopstal**	**<0.0001**	**0.0007**	**0.0001**
SF10386	497	Berchem	**<0.0001**	0.0015	<0.0001
SF10326	493A	Livange	**0.0002**	0.0014	<0.0001
SF10471	502	Abweiler	**0.0004**	0.0105	0.0001
SM10476	497	Berchem	**0.0008**	0.008	0.0001
SF10390	497	Berchem	**0.0009**	0.0042	0.0001
SM10586	503	Fennange	0.0011	0.0015	0.0001
SF10477	503	Fennange	0.0046	0.0259	0.0001
SF11164	571	Leudelange	0.0065	0.0124	0.0001
SM12875	571	Leudelange	0.0065	0.1285	0.0031
SM10557	502	Abweiler	0.0152	0.0667	0.0009
SM10567	502	Abweiler	0.0601	0.1409	0.0024
SF11168	571	Leudelange	0.0697	0.1547	0.0007
SM11294	571	Leudelange	0.4816	0.1717	0.0795

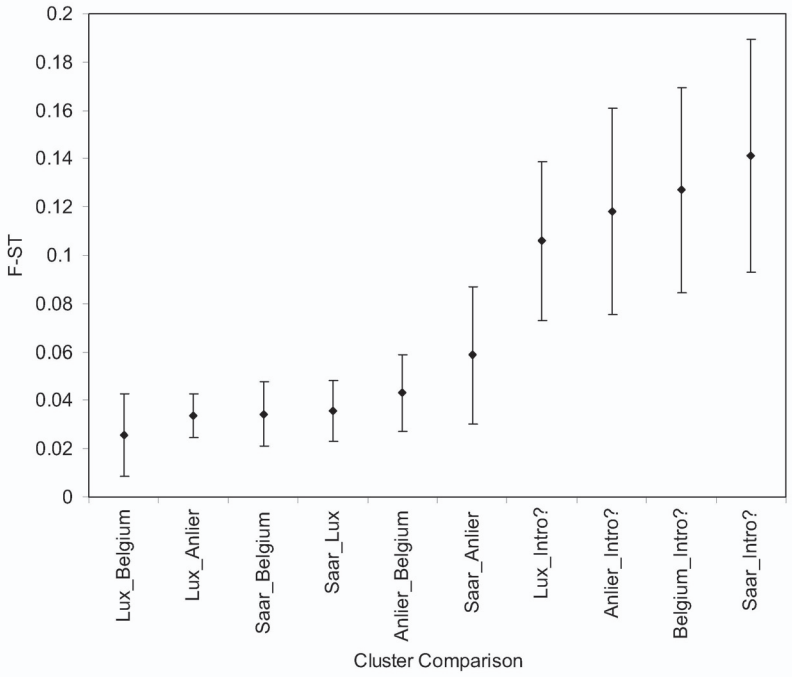


Abb. 4: F_{ST} Werte für alle möglichen Vergleiche. Barren: 95% Konfidenzintervalle.

Da es sich bei den 19 Schweinen, mit hoher Wahrscheinlichkeit, um nicht autochthone Tiere handelt, wurde die Auswertung mit Programm BAPS 4.14 ohne diese Individuen wiederholt. Die Zuteilung der Tiere unterschied sich jetzt leicht von den vorherigen Resultaten (Abb. 5). Wiederum wurden vier Populationen, mit einer Wahrscheinlichkeit von mehr als 0.999, im Studiengebiet identifiziert. Im Unterschied zur vorherigen Auswertung, wurden die Tiere um Anliers, westlich von Luxemburg, von den belgischen Tieren westlich der Autobahn A4 (E411), getrennt. Die übrigen Populationen stimmen mit der vorherigen Auswertung überein.
Es ist möglich dass die Autobahn A4 (E411), sowie eine Kombination aus Mosel, der Stadt Trier und der A48, Barrieren zum freien Austausch zwischen Teilpopulationen bilden (Abb. 6). Es ist etwas überraschend, dass die Tiere bei Anliers sich von der luxemburgischen Population unterscheiden, da es keine offensichtliche Barriere zur Wildschweinverbreitung zwischen Luxemburg und dem Wald bei Anliers gibt. Die Tiere um Anlier underschieden sich in ihrem F_{ST} Wert nicht stark genug von den anderen Populationen, um die Differenzierung ebenfalls auf illegale Auswilderungen zurückzuführen (Abb. 4).

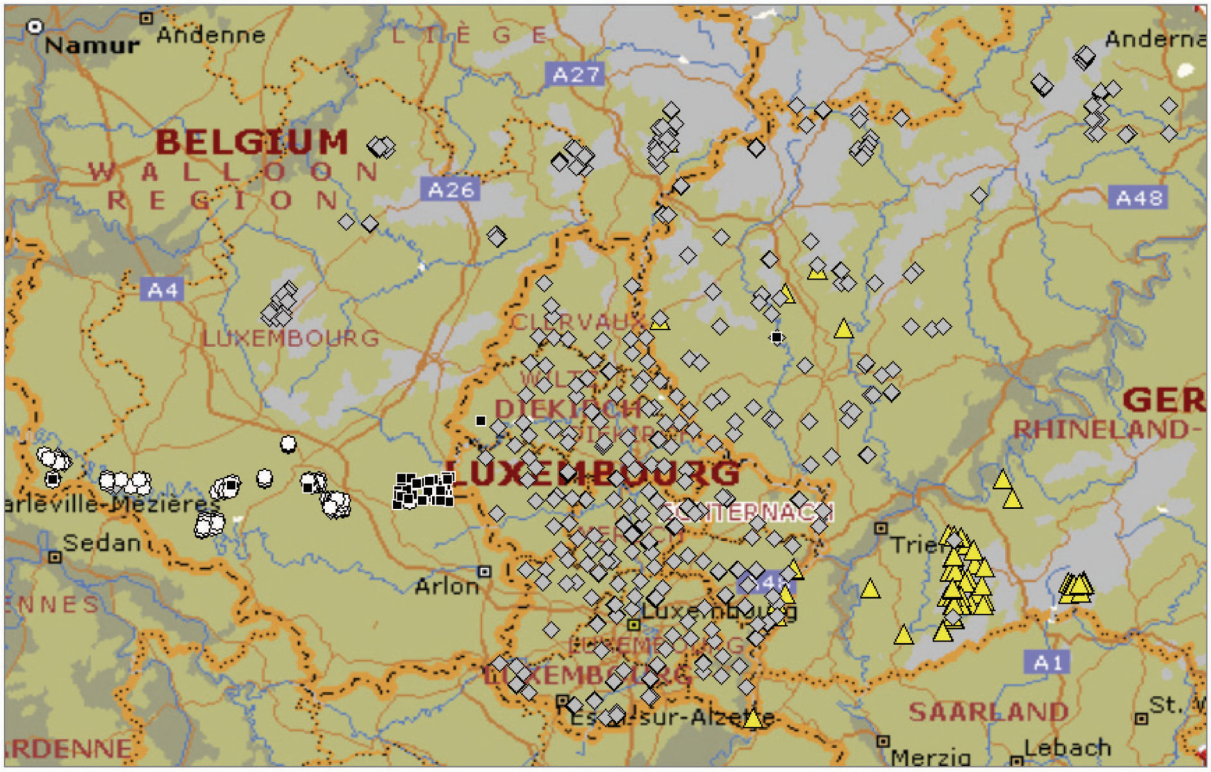


Abb 5: Karte der mit BAPS 4.1 bestimmten Gruppenzugehörigkeiten für alle Proben, ohne aber die 19 Individuen die der eingeführten Population angehören.

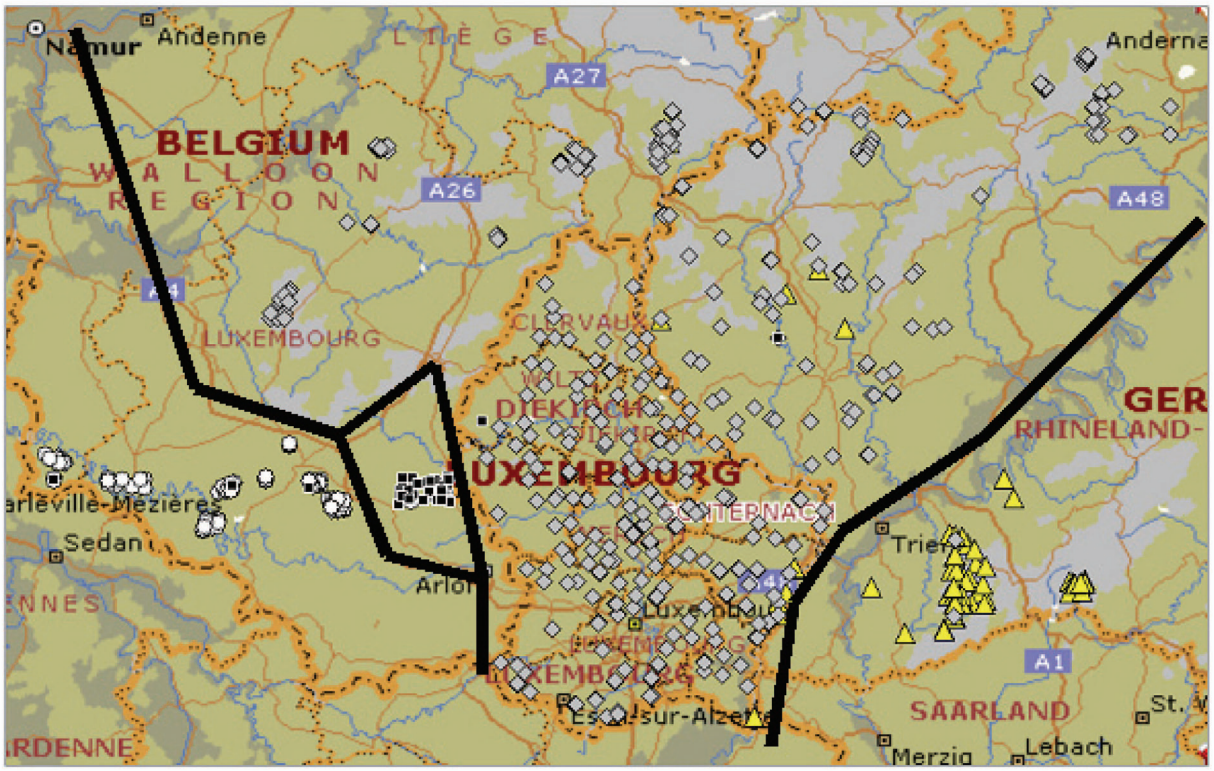


Abb 6: Position möglicher Barrien zur Verbreitung des Wildschweines .

4. Diskussion

Das Hauptziel dieser Untersuchung was es, zu testen, ob es im Grossraum Wallonien-Luxemburg-Eifel-Hunsrück genetische Subpopulationen bei Wildschweinen gibt, und diese mit möglichen Barrieren zum Austausch von Tieren in Verbindung zu bringen. Obwohl die Ergebnisse nicht absolut eindeutig ausgefallen sind, ist es doch möglich einige Schlussfolgerungen zu ziehen.

Ähnlich der Resultate, die während einer vergleichbaren Rotwildstudie erhalten wurden (Frantz et al. 2006), bilden die deutschen Tiere, südostlich Luxemburgs, südlich der Mosel, eine differenzierte Population. Diese Resultate bestätigen, dass eine wahrscheinliche Kombination aus Mosel, der Umgebung der Stadt Trier, Autobahnen und Weinberge, eine Barriere zur Verbreitung vun Wildtieren bildet.

Die restlichen Resultate sind etwas weniger eindeutig. BAPS identifizierte eine Subpopulation im Raum Leudelange/Abweiler, in einem Gebiet, das von drei verschiedenen Autobahnen eingebunden wird. Prinzipiel ist es also möglich, dass es sich hierbei um eine Population handelt, die wegen des Autobahnbaues von den nahe gelegenen Wildschweinbeständen abgeschnitten wurde und, wegen genetischen Driftes, eine genetisch differenzierte Population geformt hat. Laut Angaben der Forstverwaltung, gab es, in dem oben genannten Raum, keine Wildschweinvorkommen vor dem Jahre 2000. Unsere Faktorielle Korrespondenz Analyse, sowie unsere F_{ST} Werte, deuten darauf hin, dass die Tiere um Leudelange/Abweiler sich sehr viel stärker von benachbarten Populationen unterscheiden, als Tiere in anderen benachbarten Populationen.

Desweiteren ergaben Rechnungen mit Programm GENECLASS, dass sechs der verdächtigen Tiere mit mehr als 99.9% Wahrscheinlichkeit aus den drei Subpopulationen Saar, Lux und Belgien ausgeschlossen werden konnten, während keines der 678 Tiere in den drei anderen Populationen mit einer ähnlich hohen Wahrscheinlichkeit aus allen drei Populationen ausgeschlossen werden konnte. Dieses Resultat muss aber kritisch betrachtet werden, da ich angenommen habe, dass die 19 verdächtigen Tiere keine eigene Population bildeten. Wenn alle die genetischen Beweise und andere Indizien aber zusammengefasst werden, dürfte aber als erwiesen angesehen werden, dass Wildschweine in der Umgegend von Leudelange/Abweiler illegal ausgewildert wurden. Wenn angenommen wird, dass die 19 Tiere ausgewildert wurden,

scheint es jedoch klar zu sein, dass es keine Barriere zur Verbreitung der Wildschweine in Luxemburg, in Rheinland-Pfalz nördlich der Mosel oder in Belgien nördlich der A4 gibt. Dies bedeutet, unter anderem, also auch, dass die Autobahnen in dieser Region entweder keine Barriere darstellen, oder dass sie noch nicht lange genug die Populationen voneinander trennen, um genetische Differenziation zu erzeugen.

Die Bestimmung der restlichen Populationen wurde dadurch erschwert, dass BAPS unterschiedliche Resutate erzeugte, abhängig davon, ob die 19 verdächtigen Tiere in die Auswertung mit einbezogen wurden, oder nicht. Wenn die 19 Tiere ausgeschlossen werden, scheint es klar zu sein, dass die A4 (auch E411 genannt), eine Barriere darstellt. Die Tiere um Anlier werden dann als separate Population identifiziert. Es gibt keine offensichtliche Barriere zwischen Luxemburg und Anlier. Die Hirsche in Anlier gehören der selben genetischen Population an wie Luxemburger Hirsche (Frantz *et al*. 2006). Laut Angaben von Sabine Bertouille (Ministère de la Région wallonne, Centre de Recherche de la Nature, des Forêts et du Bois), sind Wildschweine ebenfalls bei Anlier ausgewildert wurden. Dies könnte erklären, weshalb Anlier eine eigene Population bildet. Unsere Resultate lassen hierzu aber keine eindeutige Schlussfolgerung zu, das die Population Anlier, laut F_{ST} Werten, sich nicht stärker von benachbarten Populationen unterscheiden, als Tiere in anderen benachbarten Populationen.

5. Schlussfolgerungen

Unsere Resultate lassen es zu recht eindeutig zu schliessen, dass Tiere um Leudelingen/ Abweiler illegal ausgewildert wurden. Falls solche Praktiken regelmässig durchgeführt werden, könnte dies ein erhöhtes Risiko zur Verbreitung von Infektionskrankheiten darstellen.

Auch wenn einige unserer Resultate nicht ganz eindeutig waren, scheint es jedoch klar zu sein, dass eine weite Verbreitung der KSP nur begrenzt durch natürliche und anthropogene Barrieren zwischen Wildschweinpopulationen gestoppt werden kann. Das Risiko einer Übertragung der Krankheit aus der Region südlich der Mosel nach Luxemburg scheint eher gering, das es gute Beweise für eine Barriere zur Verbreitung von Wildtieren zwischen diesen beiden Regionen gibt. Es gab aber keine Beweise für eine Barriere über eine recht grosse Fläche, die sich von Ahrweiler in der Eifel, über Luxemburg, bis nach St Hubert in Belgien erstreckte. Die Autobahn A4 scheint aber eine Barriere zu bilden und könnte also die Verbreitung der Krankheit stoppen. Dieses Resultat ist aber mit etwas Vorsicht zu geniessen, da, als die 19 verdächtigen Tiere in die Auswertung mit einbezogen wurden, die Tiere um Anlier mit denen westlich der Autobahn eine genetische Einheit bildeten. Desweiteren ist nicht ganz ersichtlich, weshalb die A4, aber nicht andere Autobahnen, eine Barriere bilden sollte.

6. Literatur

Anonymous (1999) Classical swine fever in wild boar. Scientific Committee on Animal Health and Animal Welfare, p. 46 pp. Report of the European Commission (EC), Brussels.

Artois M., K. R. Depner, V. Guberti, J. Hars, S. Rossi, and D. Rutili. 2002. Classical swine fever (hod cholera) in wild boar in Europe. Revue Scientifique et Technique de l'Office International des Epizooties 21: 287-303.

Belkhir K. (2004) Genetix 4.05.2. University of Montpellier II, Laboratoire Génome et Populations, Montpellier, France.

Bonin A., E. Bellemain, P. Bronken Eidesen, F. Pompanon, C. Brochmann, and P. Taberlet. 2004. How to track and assess genotyping errors in population genetics studies. Molecular Ecology 13: 3261-3273.

Cornuet J. M., S. Piry, G. Luikart, A. Estoup, and M. Solignac. 1999. New methods employing multilocus genotypes to select or exclude populations as origins of individuals. Genetics 153: 1989-2000.

Frantz A. C., J. Tigel Pourtois, M. Heuertz, L. Schley, M. C. Flamand, A. Krier, S. Bertouille, F. Chaumont, and T. Burke. 2006. Genetic structure and assignment tests demonstrate illegal translocation of red deer (*Cervus elaphus*) into a continuous population. Molecular Ecology 15: 3191-3203.

Fritzemeier J., J. Teuffert, I. Greiser-Wilke, C. Staubach, H. Schlüter, and V. Moennig. 2000. Epidemiology of classic swine fever in Germany in the 1990s. Veterinary Microbiology 77: 29-41.

Hardy O., and X. Vekemans. 2002. SPAGeDi: a versatile computer program to analyse spatial genetic structure at the individual or population levels. Molecular Ecology Notes 2: 618-620.

Hoffman J. I., and W. Amos. 2005. Microsatellite genotyping errors: detection approaches, common sources and consequences for paternal exclusion. Molecular Ecology 14: 599-612.

Paetkau D., R. Slade, M. Burden, and A. Estoup. 2004. Genetic assignment methods for direct, real-time estimation of migration rate: a simulation-based exploration of accuracy and power. Molecular Ecology 13: 55-65.

Piry S., A. Alapetite, J. M. Cornuet, D. Paetkau, L. Baudouin, and A. Estoup. 2004. GENECLASS2: A software for genetic assignment and first-generation migrant detection. Journal of Heredity 95: 536-539.

Rannala B., and J. L. Mountain. 1997. Detecting immigration by using multilocus genotypes. Proceedings of the National Academy of Sciences of the USA 94: 9197-9201.

Weir B. S., and C. C. Cockerham. 1984. Estimating *F*-statistics for the analysis of population structure. Evolution 38: 1358-1370.

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration des Eaux et Forêts

Direction

Luxembourg, le 13 novembre 2006

Recommandé
avec avis de
réception

Aux adjudicataires du droit de chasse:

lot no. 494 de Bettembourg
lot no. 495 de Bettembourg
lot no. 502 de Abweiler
lot no. 503 de Fennange
lot no. 504 de Huncherange
lot no. 594 de Bergem

N. Réf. : *15/24 No. 1239 - JJE/AK/joS*
Concerne : **Surpopulation de l'espèce sanglier sur certains lots de chasse:**
Demande des syndicats de chasse de Bettembourg, Fennange, Abweiler, Huncherange et Bergem auprès de l'administration des Eaux et Forêts en vue de prendre les mesures adéquates pour remédier à la situation

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous informer que je viens de recevoir un courrier de la part des syndicats de chasse de Bettembourg, Fennange, Abweiler, Huncherange et Bergem qui rendent attentif à une situation devenue inacceptable, à savoir une **surpopulation manifeste de l'espèce sanglier sur certains lots de chasse de la région et des dégâts causés aux cultures hors norme**.

Au vu de ces affirmations, je dois conclure que le nombre de sangliers tirés pendant les dernières années cynégétiques a été insuffisant en vue de contrôler la population des sangliers et de réduire voire prévenir des dégâts aux cultures agricoles et sylvicoles.

Dans ces conditions, je suis contraint d'entamer la procédure prévue à l'article III de la loi du 25 août 1956 ayant pour objet de modifier et de compléter la législation sur la chasse.

Conformément à l'alinéa 3 de l'article précité**, je vous invite à prendre sans retard et avant le 15 janvier 2007 les mesures qui s'imposent** pour suffire aux exigences des syndicats de chasse.

Il s'agit en l'occurrence de **réduire considérablement le cheptel de sangliers** en vue d'atteindre une forte réduction des dégâts.

Afin que je puisse contrôler l'efficacité des mesures déployées par vos soins, je vous prie de me **faire parvenir incessamment les informations suivantes**:

- **les dates des chasses en battue**, à organiser par vos soins, et le lieu exact où le tableau de chasse peut être contrôlé;
- **pour le 15 janvier 2007**, **un sommaire des résultats réalisés lors de toutes les chasses**, soit en battue soit à l'affût, **organisées depuis le 14 octobre 2006,** avec indication des numéros des dispositifs de marquage et de la destination du gibier.

Je vous rends attentif aux dispositions de l'alinéa 4 de l'article précité qui dispose que *"Faute d'obtempérer ou au cas où ces mesures auraient été jugées insuffisantes par le Directeur des Eaux et Forêts ou son délégué, celui-ci organisera les battues dont mention après en avoir préalablement informé l'ayant droit à la chasse."*

Je me fais un devoir de vous signaler que je ne tarderai pas de décréter la battue d'office, si aucune réduction substantielle de la population de sangliers n'a pu être enregistrée pour la date limite du 15 janvier 2007.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Directeur des Eaux et Forêts,

Jean-Jacques ERASMY

Copie pour information transmise à:

- *Monsieur le Ministre de l'Environnement*
- *Messieurs les présidents des syndicats de chasse de Bettembourg, Fennange, Abweiler, Huncherange et Bergem*
- *Monsieur le chef du cantonnement forestier de Luxembourg-Est*
- *Messieurs les préposés forestiers des triages de Bettembourg et Esch-sur-Alzette*

ANNEXE 11

„Effets de la nourriture artificielle sur la condition et la reproduction des sangliers *Sus Scrofa* au Luxembourg“, par Madame Sandra Cellina

Effets de la nourriture artificielle sur la condition et la reproduction des sangliers *Sus scrofa* au Luxembourg

5496 - Dossier consolidé : 452

Sandra Cellina
Licence en biologie animale

ULg
UNIVERSITÉ de Liège

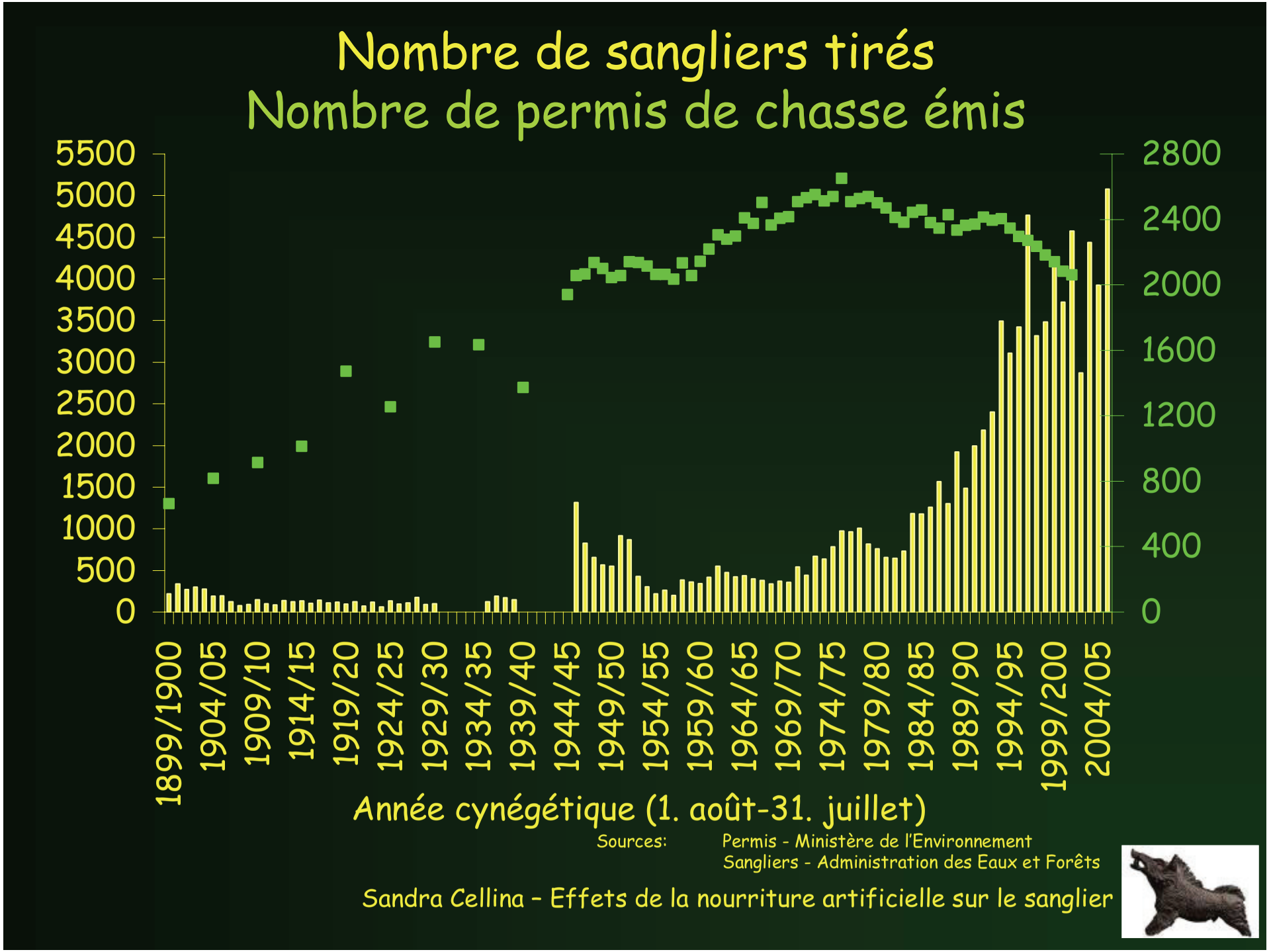
PhD student in biology

US University of Sussex

MINISTÈRE DE LA CULTURE,
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration des eaux et forêts

Sandra Cellina – Effets de la nourriture artificielle sur le sanglier


Nombre de sangliers tirés
Nombre de permis de chasse émis
5500
5000
4500
4000
3500
3000
2500
2000
1500
1000
500
0
2800
2400
2000
1600
1200
800
400
0
1899/1900
1904/05
1909/10
1914/15
1919/20
1924/25
1929/30
1934/35
1939/40
1944/45
1949/50
1954/55
1959/60
1964/65
1969/70
1974/75
1979/80
1984/85
1989/90
1994/95
1999/200
2004/05
Année cynégétique (1. août-31. juillet)
Sources: Permis - Ministère de l'Environnement
Sangliers - Administration des Eaux et Forêts
Sandra Cellina – Effets de la nourriture artificielle sur le sanglier

Compensations payées pour les dégâts à la

stère de l'Environnement

Sandra Cellina – Effets de la nourriture artificielle sur le sanglier

Sandra Cellina – Effets de la nourriture artificielle sur le sanglier

Origine des échantillons

5496 - Dossier consolidé : 457

Prélèvements

Sandra Cellina – Effets de la nourriture artificielle sur le sanglier

Détermination de l'âge

Sandra Cellina – Effets de la nourriture artificielle sur le sanglier

5496 - Dossier consolidé : 459

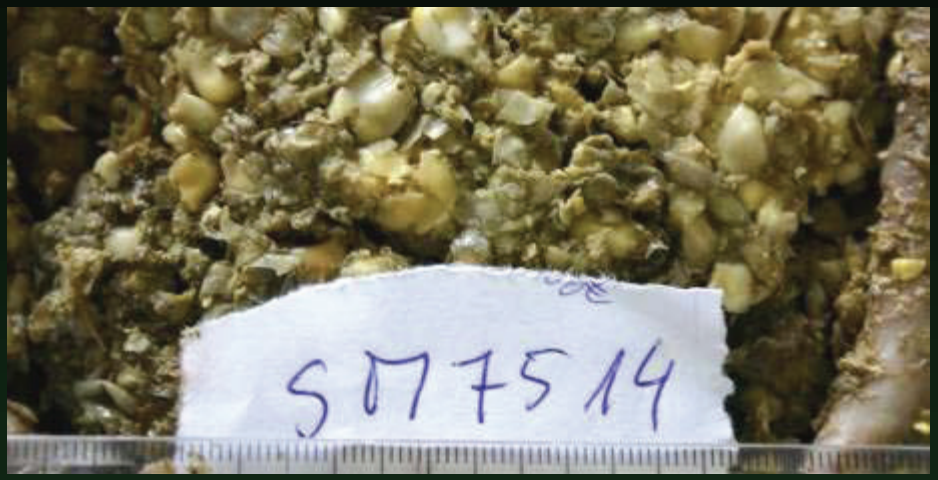
Contenu stomacal

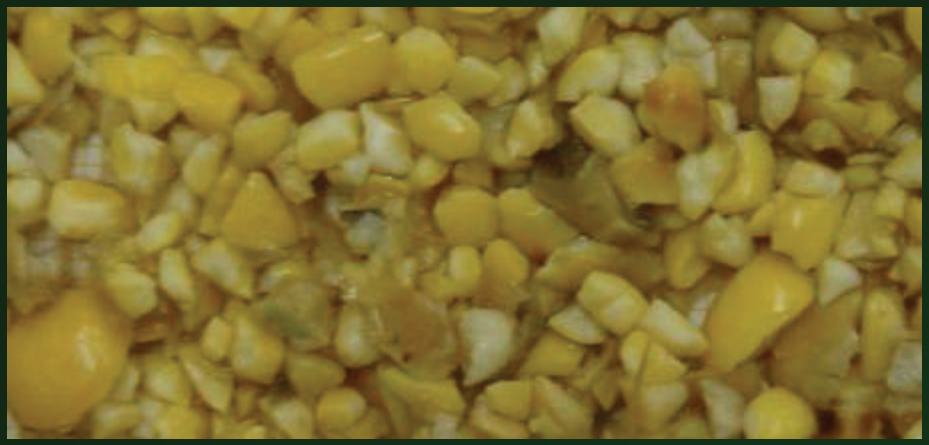
Contenu stomacal

Sandra Cellina – Effets de la nourriture artificielle sur le sanglier

5496 - Dossier consolidé : 461

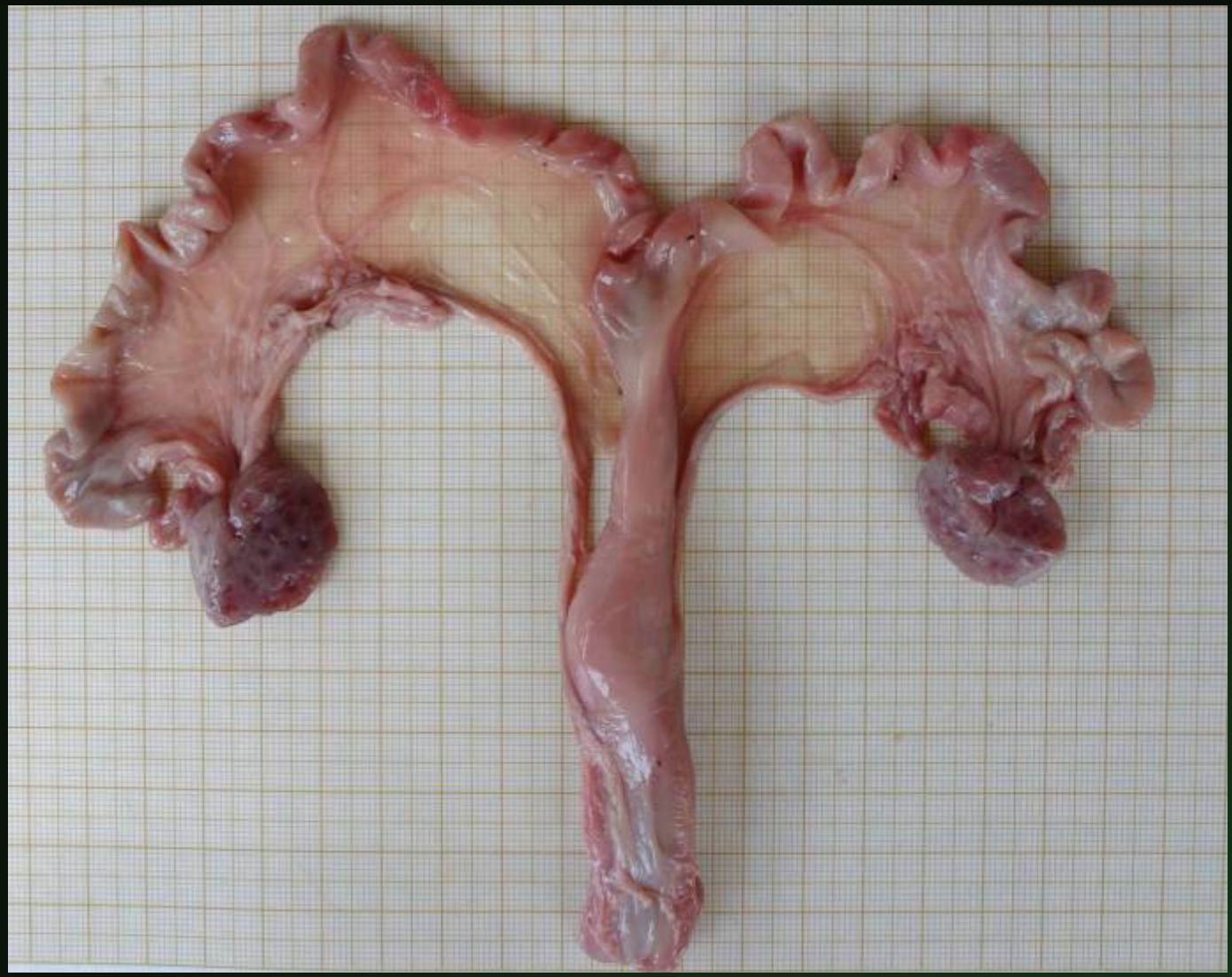
Mais – issu de nourissage ou du champ?





Sandra Cellina – Effets de la nourriture artificielle sur le sanglier

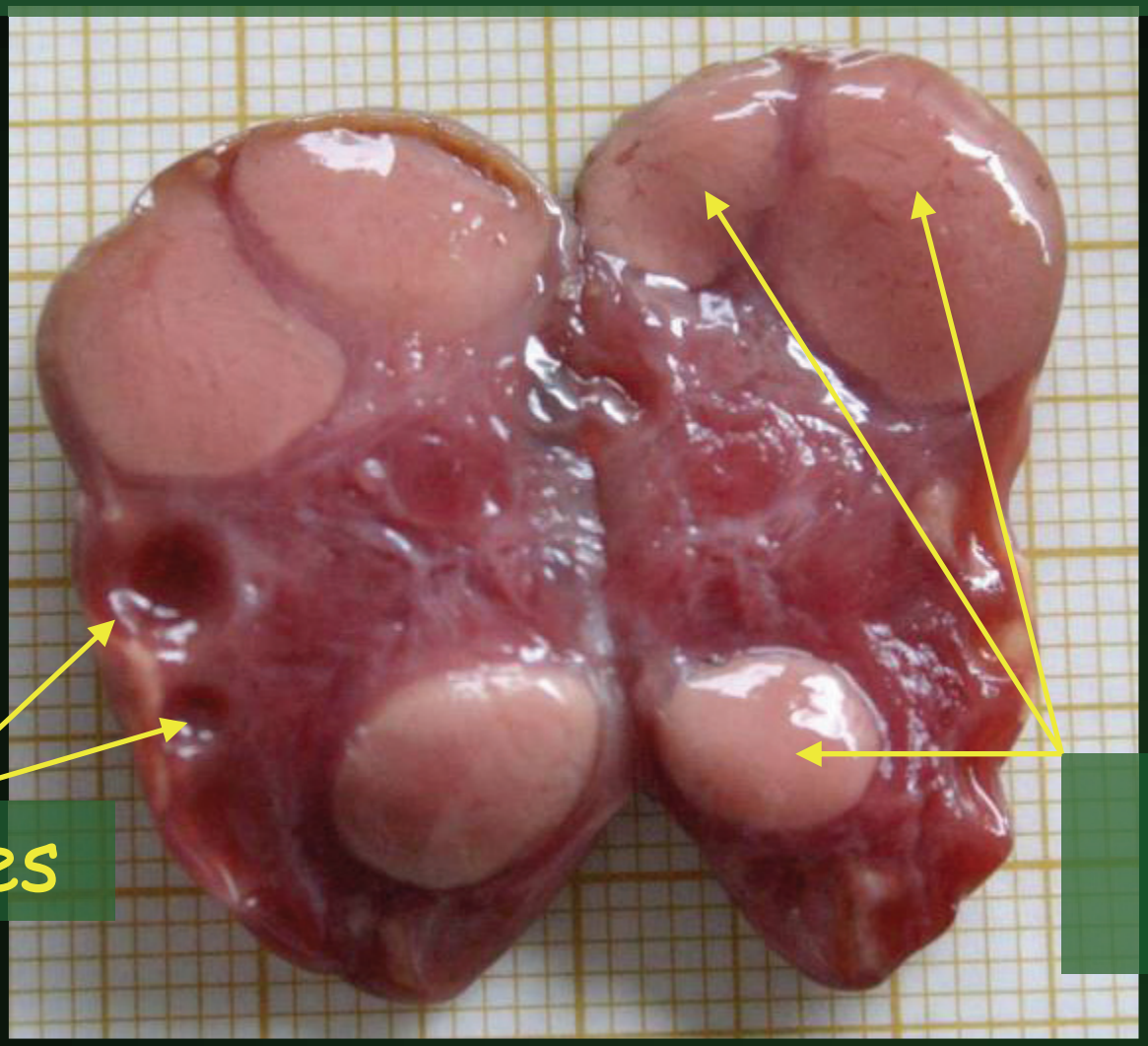
Utérus et ovaires



Sandra Cellina – Effets de la nourriture artificielle sur le sanglier

5496 - Dossier consolidé : 463

Dissection d'ovaires

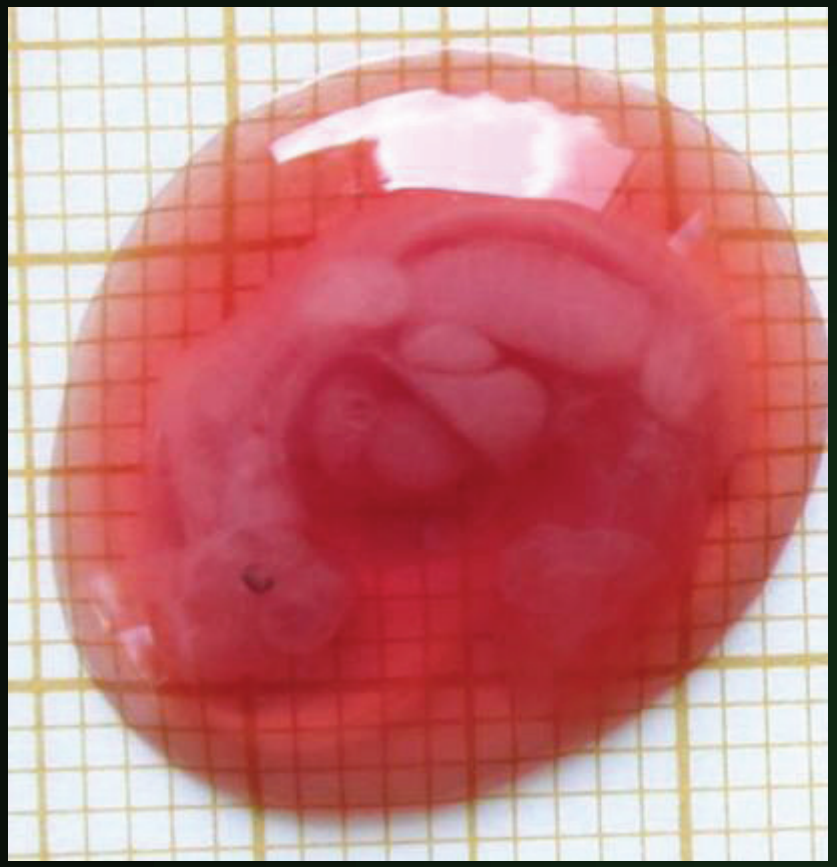


Follicules

Corps jaunes

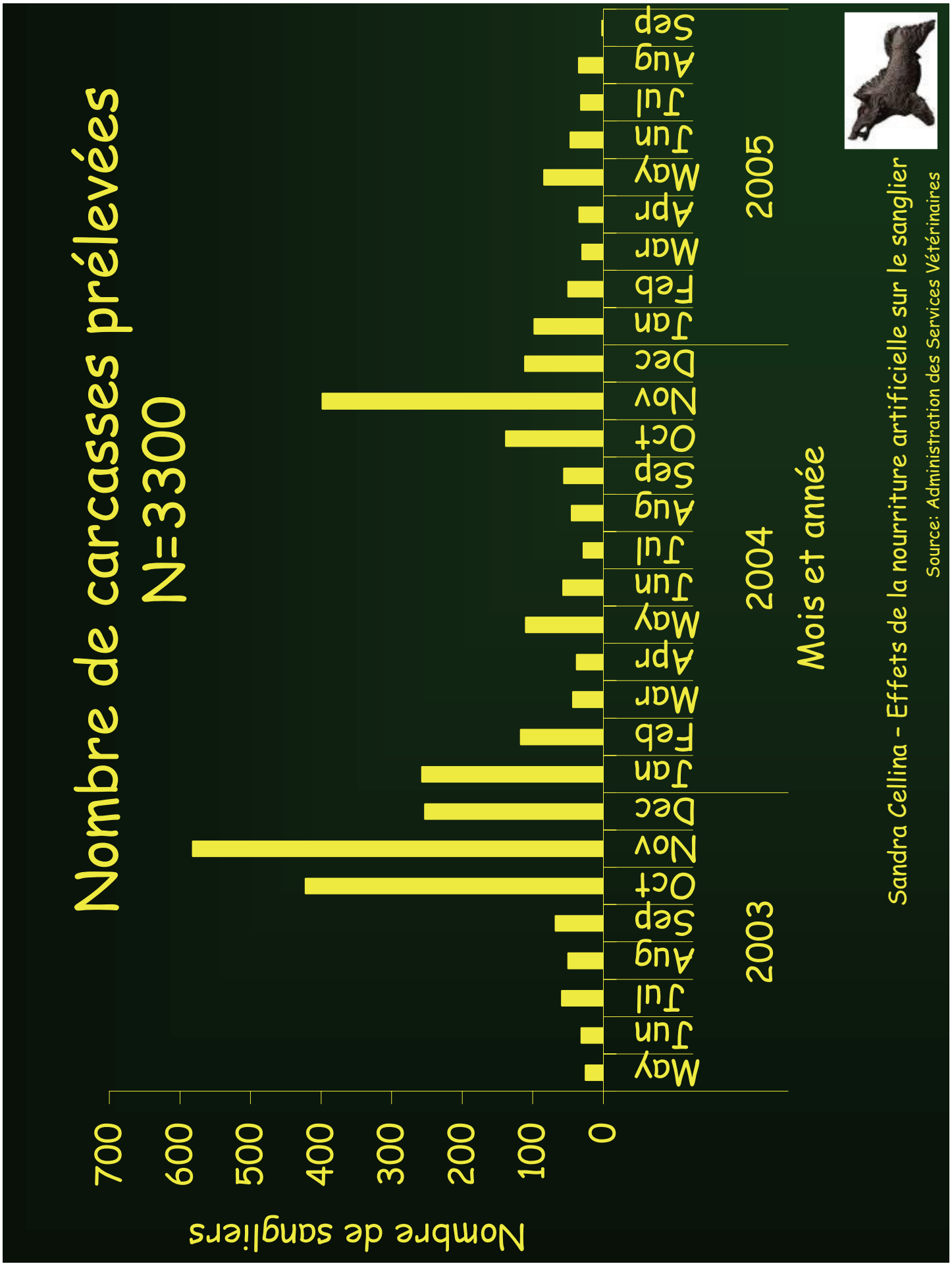
Sandra Cellina – Effets de la nourriture artificielle sur le sanglier

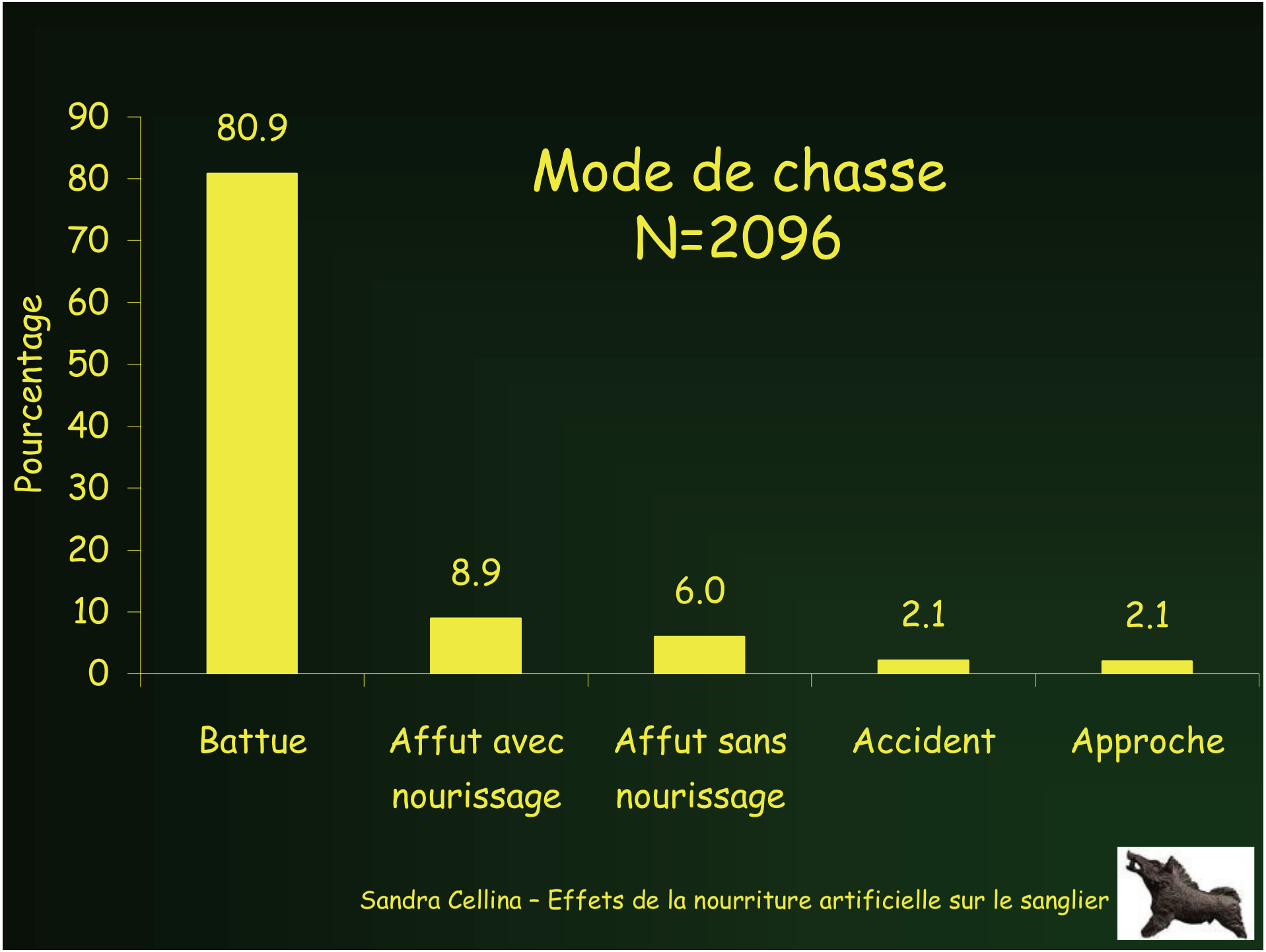
Foetus



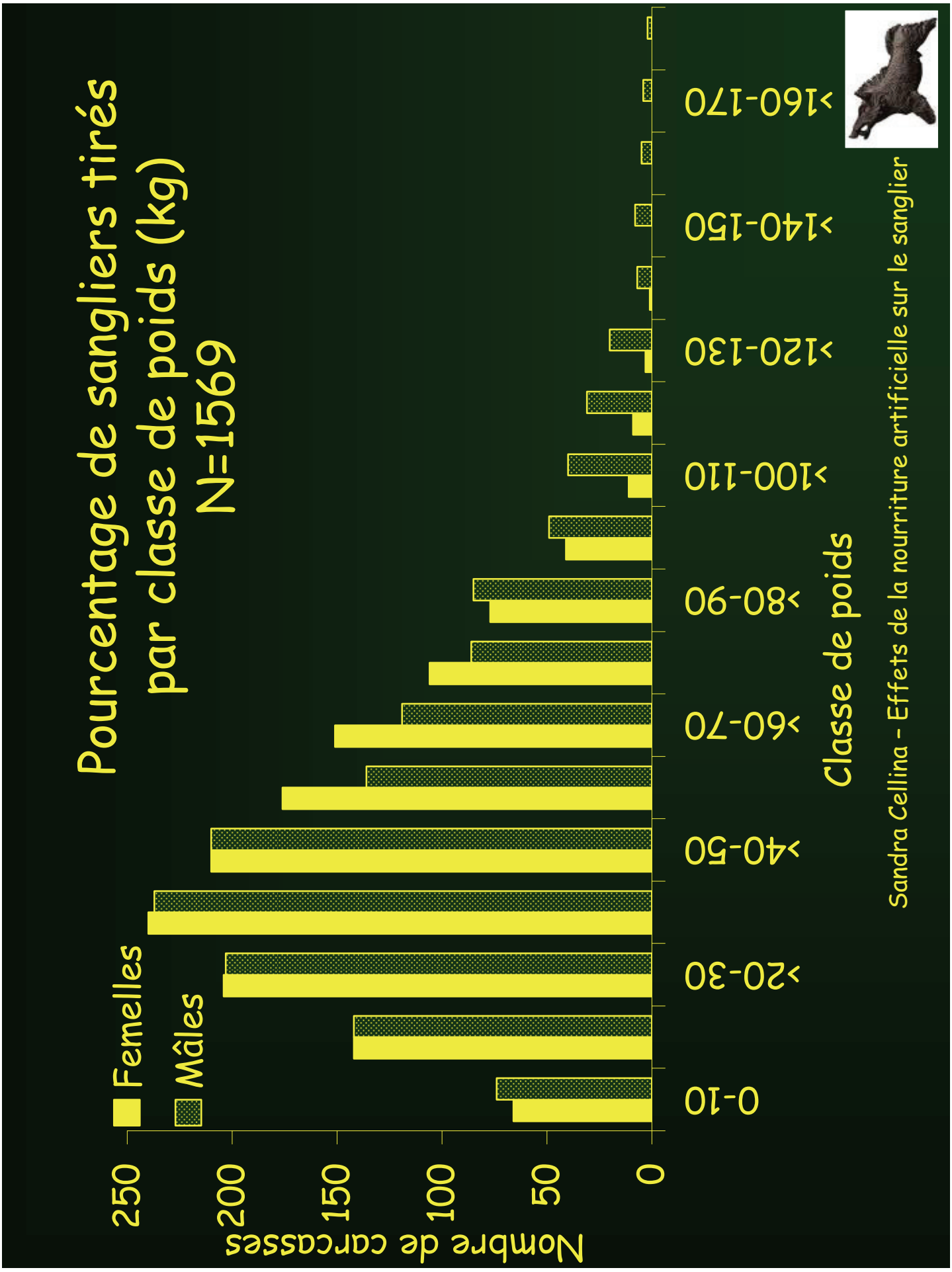
Sandra Cellina – Effets de la nourriture artificielle sur le sanglier

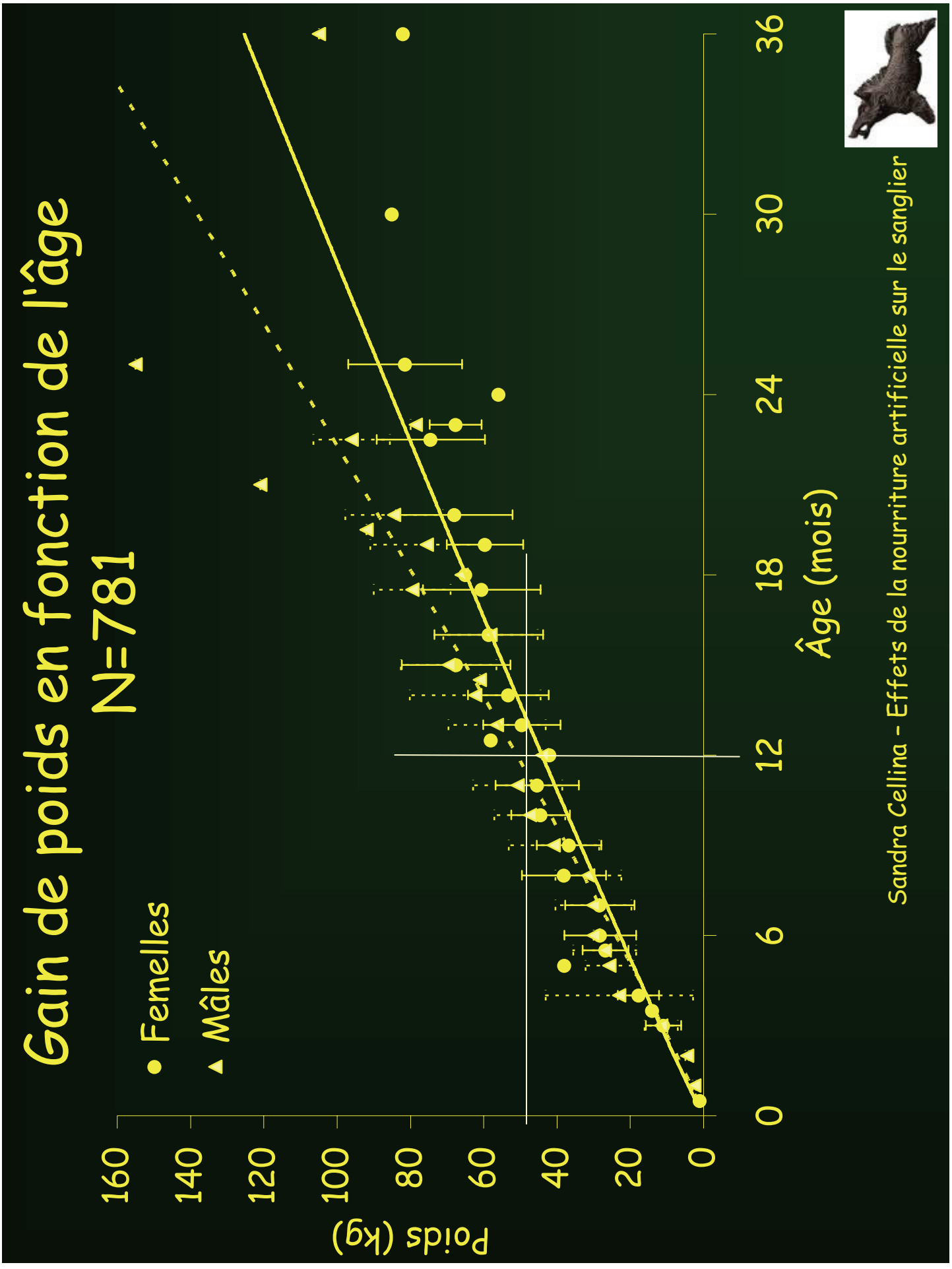
5496 - Dossier consolidé : 465

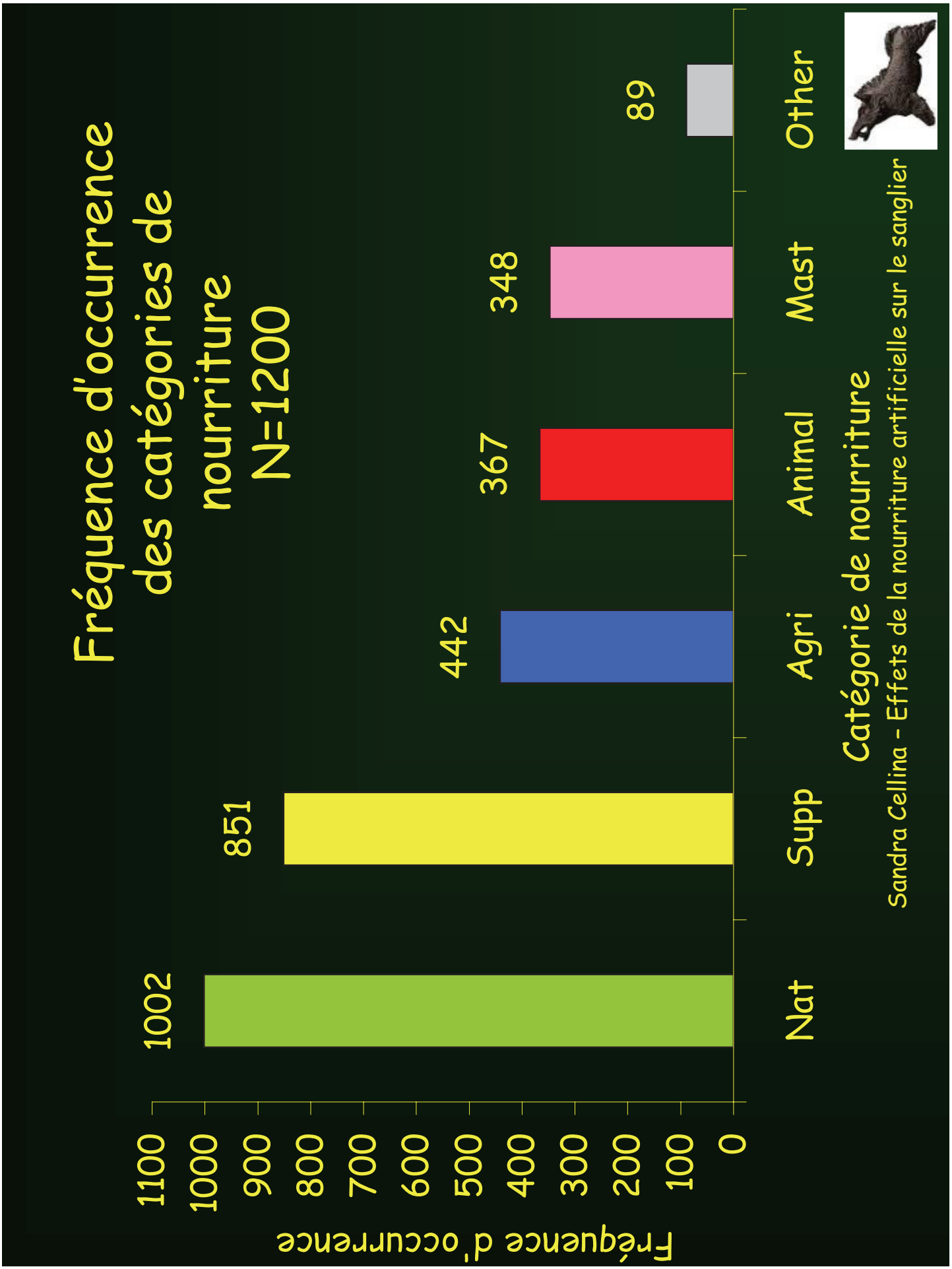

Nombre de carcasses prélevées
N=3300
Nombre de sangliers
700
600
500
400
300
200
100
0
May
Jun
Jul
Aug
Sep
Oct
Nov
Dec
Jan
Feb
Mar
Apr
May
Jun
Jul
Aug
Sep
Oct
Nov
Dec
Jan
Feb
Mar
Apr
May
Jun
Jul
Aug
Sep
2003
2004
2005
Mois et année
Sandra Cellina - Effets de la nourriture artificielle sur le sanglier
Source: Administration des Services Vétérinaires

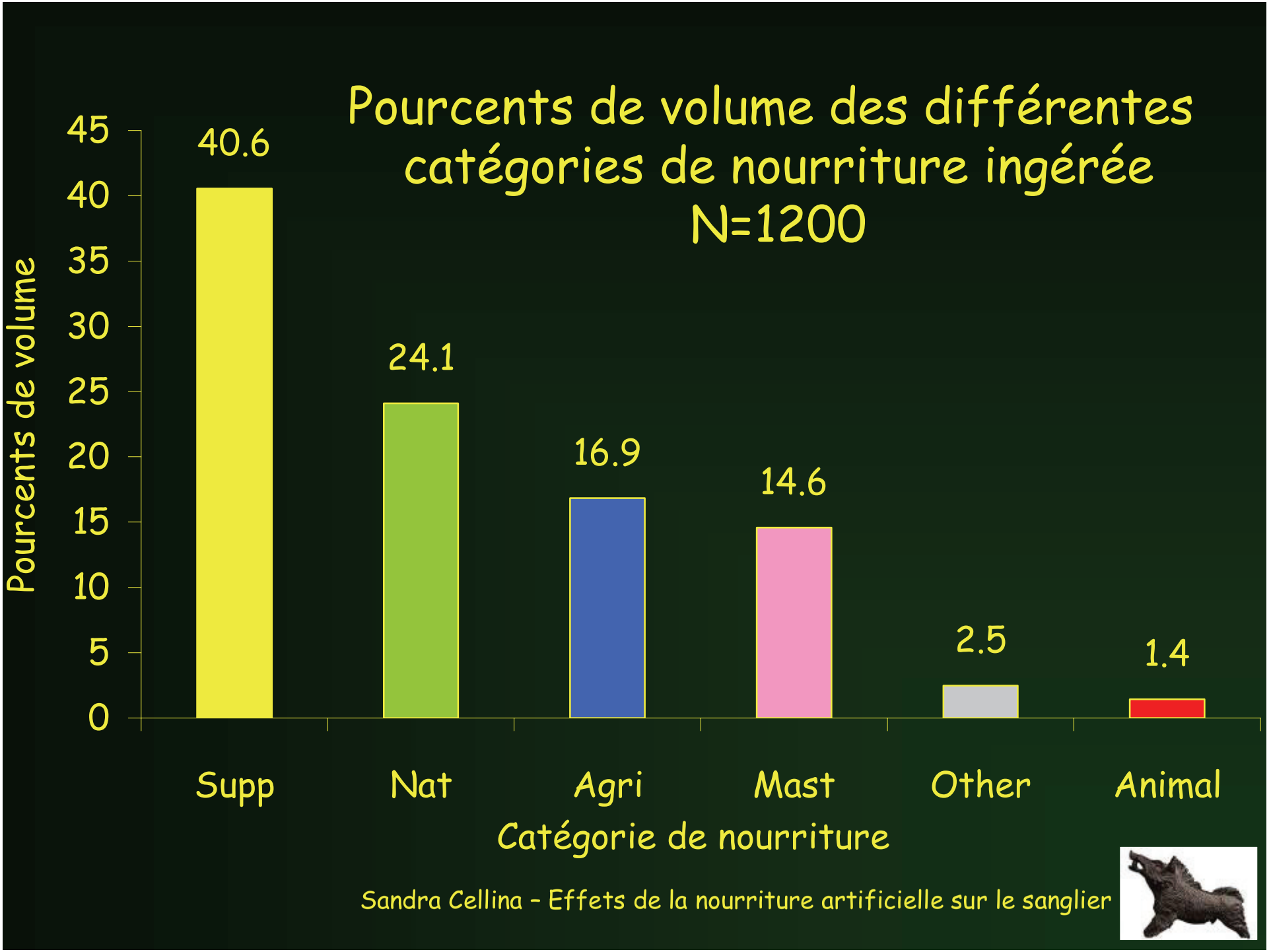


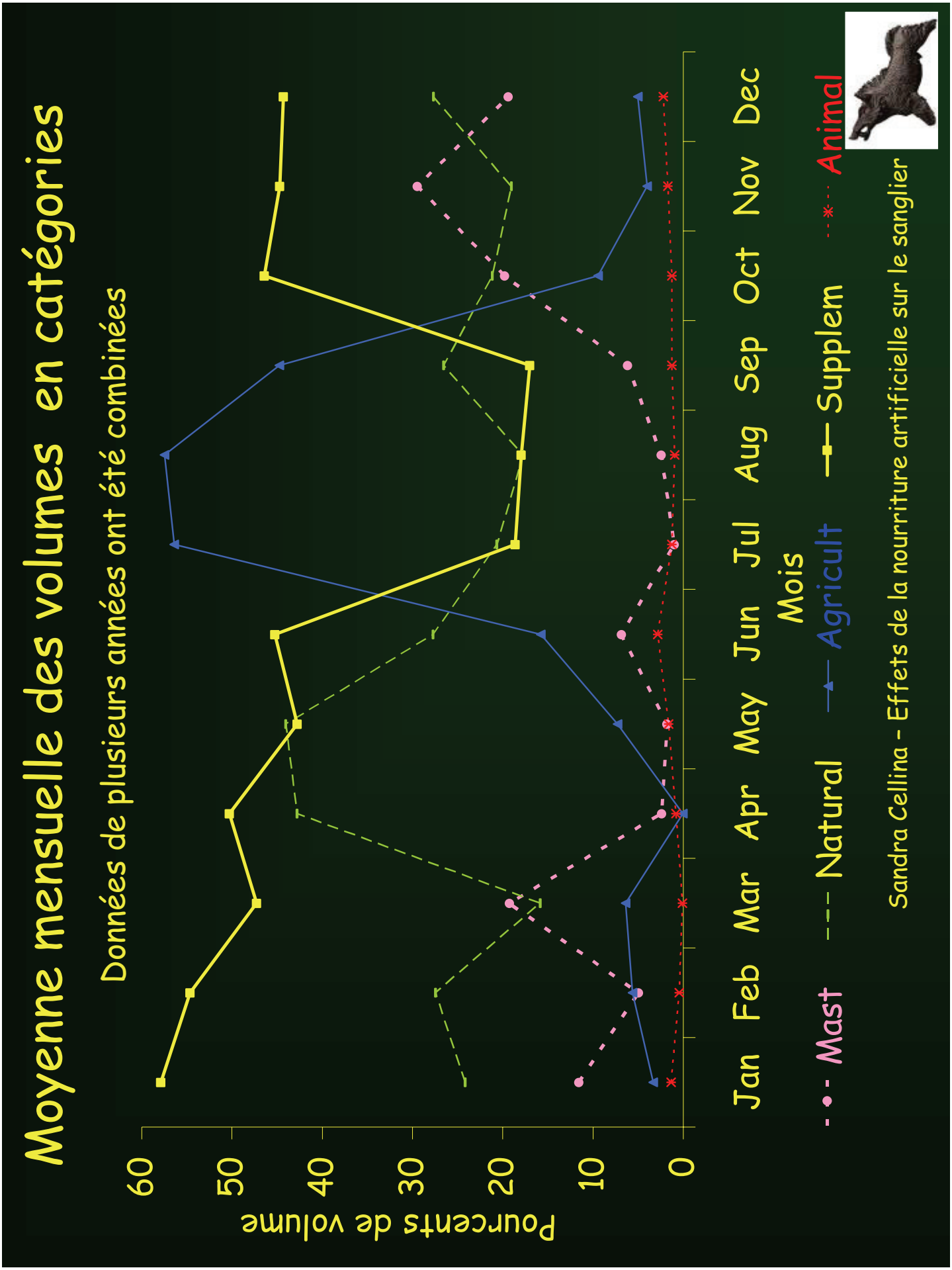
5496 - Dossier consolidé : 467


Pourcentage de sangliers tirés
par classe de poids (kg)
N=1569
Femelles
Mâles
Nombre de carcasses
250
200
150
100
50
0
0-10
>20-30
>40-50
>60-70
>80-90
>100-110
>120-130
>140-150
>160-170
Classe de poids
Sandra Cellina - Effets de la nourriture artificielle sur le sanglier

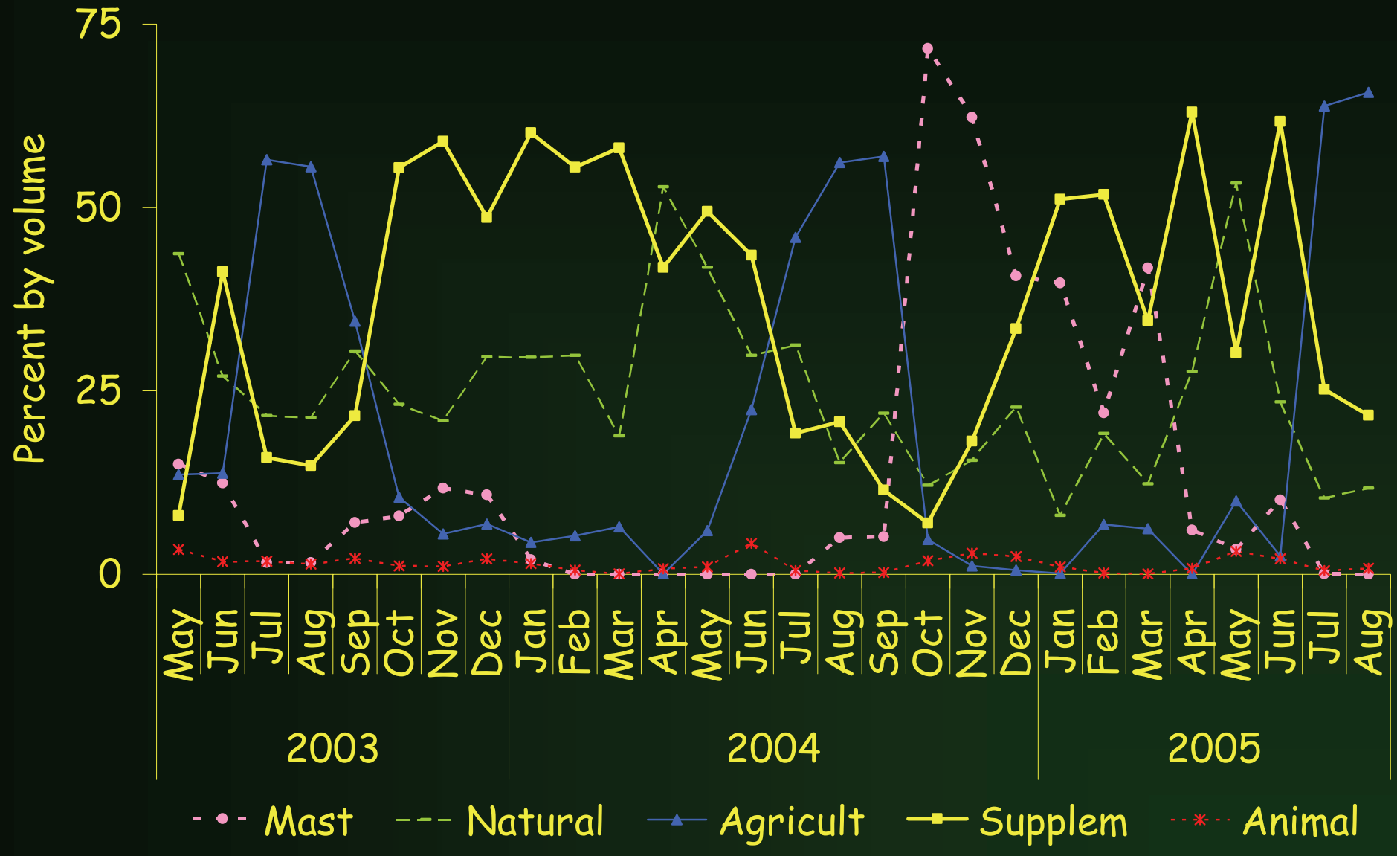

Gain de poids en fonction de l'âge
N=781
• Femelles
▲ Mâles
Poids (kg)
0
20
40
60
80
100
120
140
160
0
6
12
18
24
30
36
Âge (mois)
Sandra Cellina - Effets de la nourriture artificielle sur le sanglier


Fréquence d'occurrence des catégories de nourriture N=1200
Fréquence d'occurrence
1100
1000
900
800
700
600
500
400
300
200
100
0
1002
851
442
367
348
89
Nat
Supp
Agri
Animal
Mast
Other
Catégorie de nourriture
Sandra Cellina - Effets de la nourriture artificielle sur le sanglier


Pourcents de volume des différentes catégories de nourriture ingérée
N=1200
Pourcents de volume
45
40
35
30
25
20
15
10
5
0
40.6
24.1
16.9
14.6
2.5
1.4
Supp
Nat
Agri
Mast
Other
Animal
Catégorie de nourriture
Sandra Cellina – Effets de la nourriture artificielle sur le sanglier


Moyenne mensuelle des volumes en catégories
Données de plusieurs années ont été combinées
Pourcents de volume
60
50
40
30
20
10
0
Jan Feb Mar Apr May Jun Jul Aug Sep Oct Nov Dec
Mois
Mast
Natural
Agricult
Supplem
Animal
Sandra Cellina - Effets de la nourriture artificielle sur le sanglier

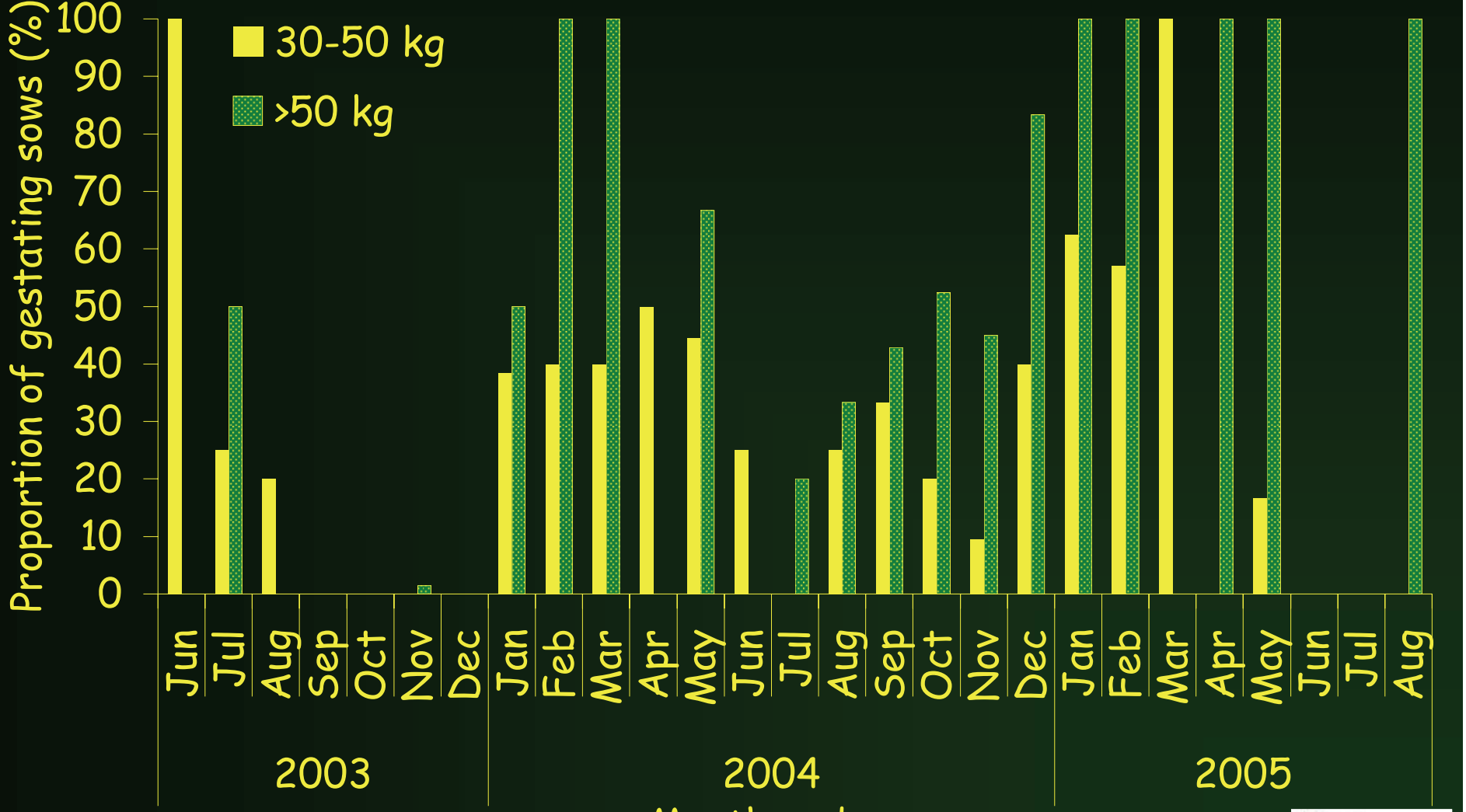
Moyenne mensuelle des volumes en catégories



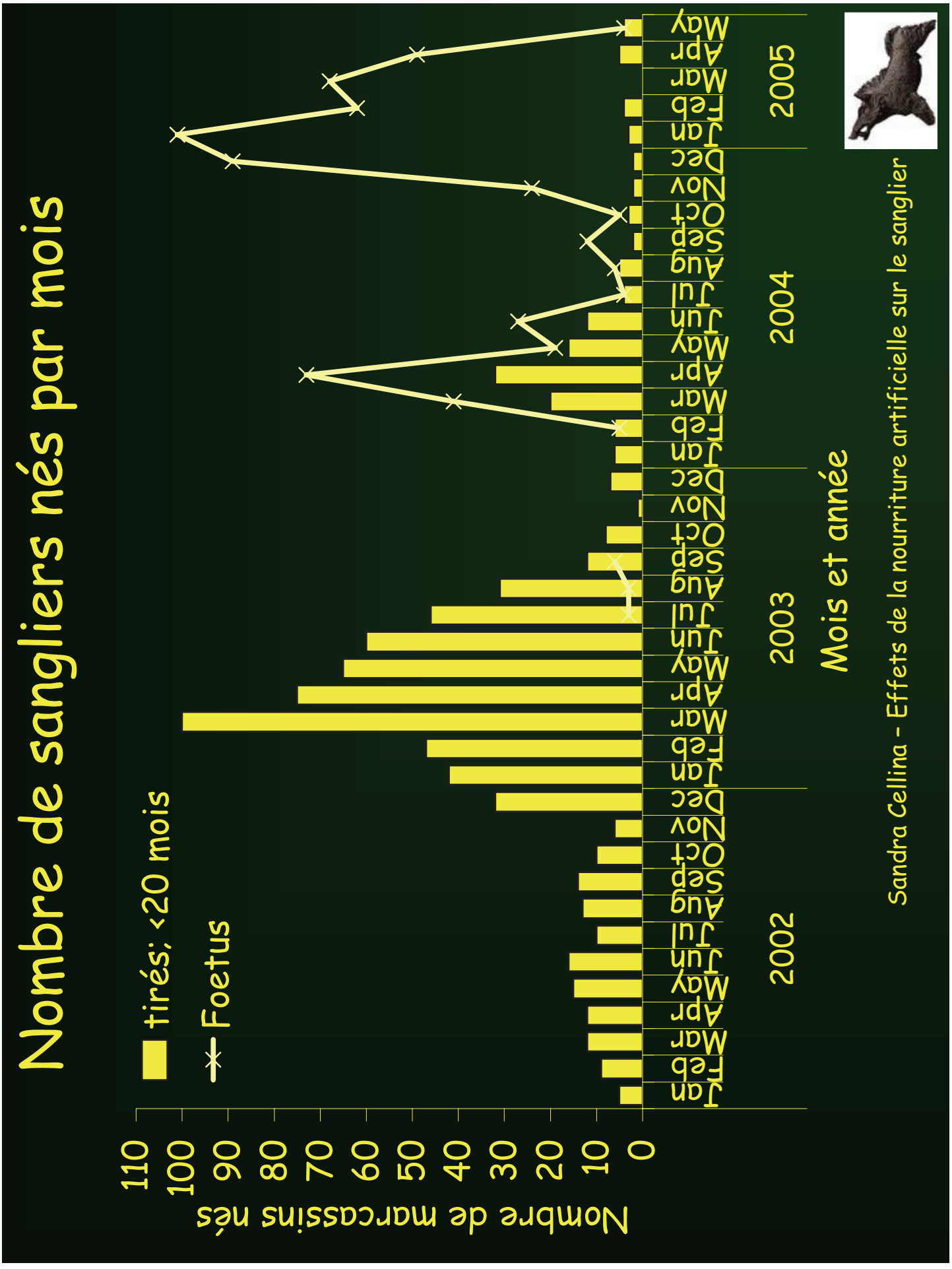
Sandra Cellina – Effets de la nourriture artificielle sur le sanglier

5496 - Dossier consolidé : 474

Proportion de femelles gestantes par mois et classe de poids



Sandra Cellina – Effets de la nourriture artificielle sur le sanglier


Nombre de sangliers nés par mois
tirés; <20 mois
Foetus
Nombre de marcassins nés
0
10
20
30
40
50
60
70
80
90
100
110
Jan
Feb
Mar
Apr
May
Jun
Jul
Aug
Sep
Oct
Nov
Dec
2002
2003
2004
2005
Mois et année
Sandra Cellina - Effets de la nourriture artificielle sur le sanglier

Plus jeune femelle avec corps jaunes: 4 mois

Plus jeune femelle gestante : 5 mois

En moyenne 5.3 marcassins par femelle (N=132)

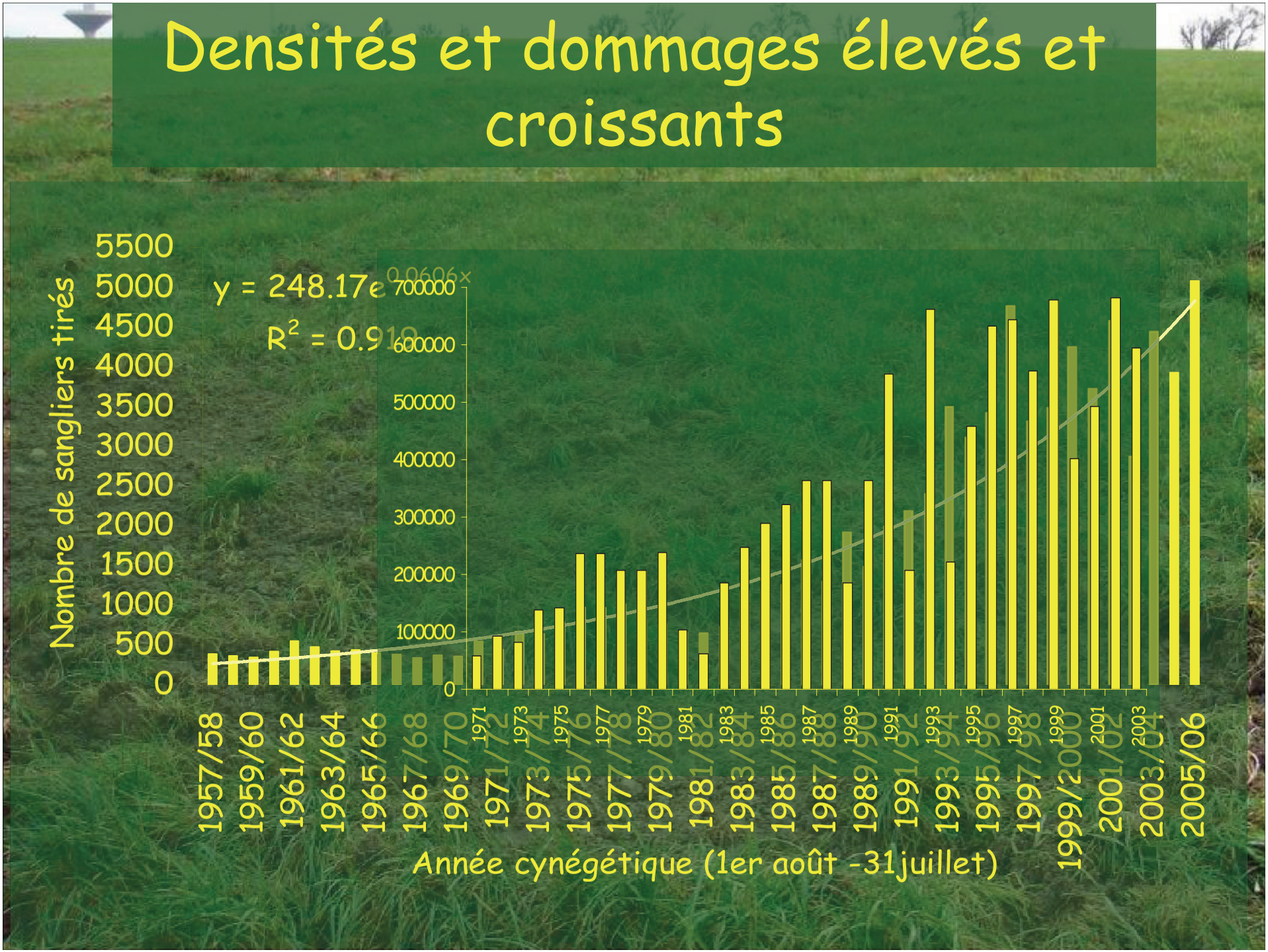
Sandra Cellina – Effets de la nourriture artificielle sur le sanglier

Problèmes et causes

Sandra Cellina – Effets de la nourriture artificielle sur le sanglier

5496 - Dossier consolidé : 477

Densités et dommages élevés et croissants



Puberté prématurée des femelles

Sandra Cellina – Effets de la nourriture artificielle sur le sanglier

5496 - Dossier consolidé : 479

Nombre élevé de marcassins par portée

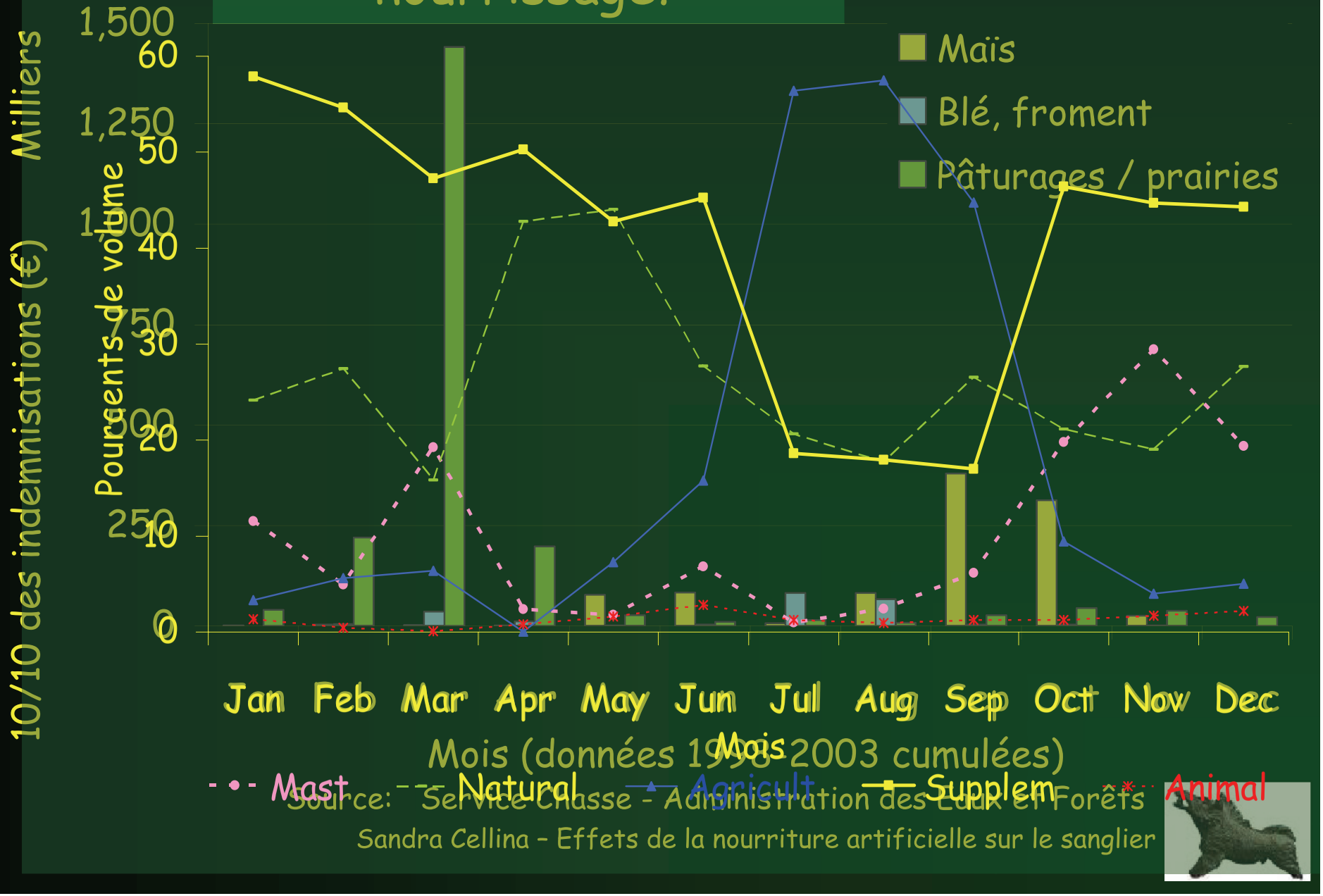
Sandra Cellina – Effets de la nourriture artificielle sur le sanglier

Sandra Cellina – Effets de la nourriture artificielle sur le sanglier

Nourriture artificielle disponible en abondance et toute l'année

5496 - Dossier consolidé : 482

Réduction de dégâts par nourrissage?



5496 - Dossier consolidé : 483

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration des eaux et forêts

University of Sussex

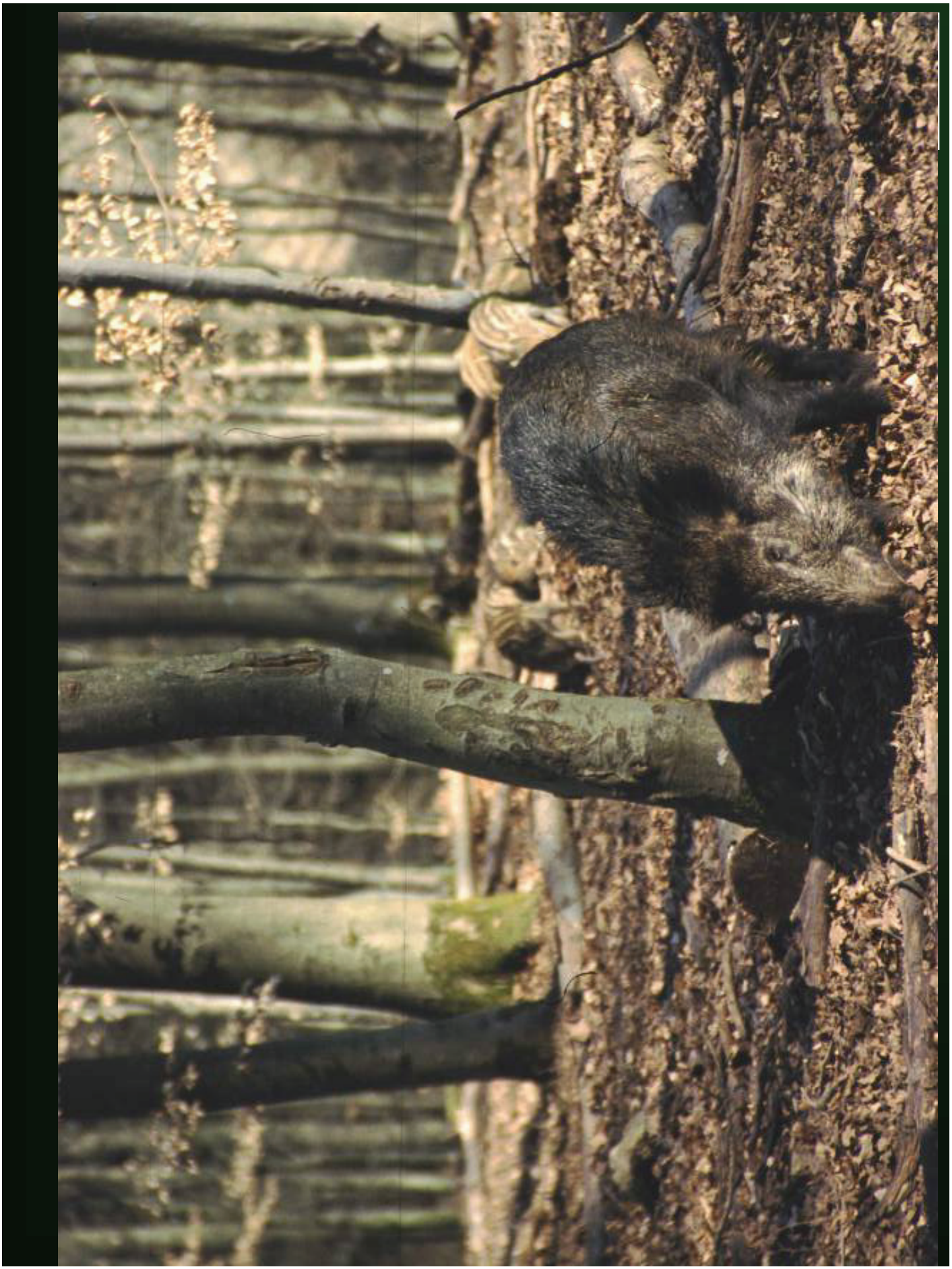
MINISTÈRE DE LA CULTURE,
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
Administration des services vétérinaires

fonds national de la recherche

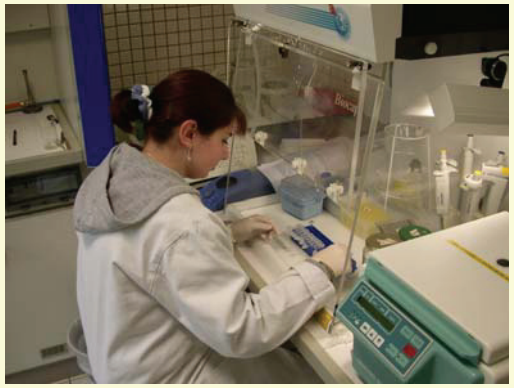
natur musée
LETZEBUERG

Sandra Cellina – Effets de la nourriture artificielle sur le sanglier



ANNEXE 12

„Positionspapier zur Wildtierfütterung“, par Madame Edmée Engel



Positionspapier zur Wildtierfütterung

Säugetierexpertengruppe
des
Nationalen Naturhistorischen Museums Luxemburgs

Débat d'orientation, Chambre des Députés, le 26 mars 2007

Die Bejagung der in unserer Kulturlandschaft vorkommenden Wildtiere ist die legitime Nutzung natürlicher Ressourcen. Die Jagdausübung wird nicht in Frage gestellt, sofern diese im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen erfolgt und das ökologische Gleichgewicht nicht beeinträchtigt.

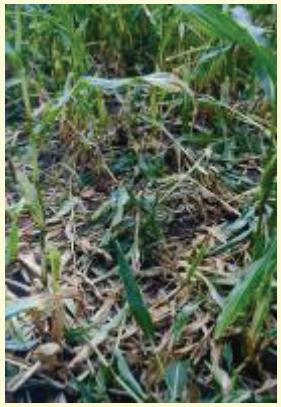
Die Säugetierexpertengruppe des Nationalen Naturhistorischen Museums Luxemburgs ist wegen neuer Fakten aus den aktuellen Forschungen am Wildschwein sowie wegen der nicht existierenden gesetzlichen Grundlage zum Thema Wildfütterung der Meinung, dass ein neutrales und wissenschaftlich fundiertes Gutachten, das sich ausschließlich mit dem Thema der Wildfütterung beschäftigt wichtig ist.

In diesem Gutachten, das auf Basis einer eingehenden Analyse der wissenschaftlichen Literatur und auf der Grundlage von zahlreichen Gesprächen mit ausländischen Wissenschaftlern entstanden ist, wurden die verschiedenen Fütterungsvarianten: massive Fütterung, Ablenkfütterung, Notzeitfütterung, Lockfütterung oder Kirrung , Impffütterung und Wildäcker untersucht.

Probleme der Fütterung.

Indirekte Auswirkungen:

Ökonomische Schäden in der Landwirtschaft;



Verbissschäden und Schälschäden in der Forstwirtschaft;

Negative Einflüsse auf die Biodiversität;

Probleme der Fütterung.

Direkte Auswirkungen:

Natürliche Selektion wird ausgeschaltet, schwache und kranke Tiere überleben;

Jungtiere werden schneller geschlechtsreif und nehmen früher an der Reproduktion teil;

Erhöhte Bestände können zu Verhaltensänderungen führen.

Schlussfolgerungen

Ziel der modernen Jagdausübung sollten ökologisch vertretbare Wilddichten sein, die natürlich genutzt werden können und sollen, die aber auch in der heutigen Kulturlandschaft mit dem noch bestehenden Lebensraum sowie mit den Interessen der anderen Landnutzer wie Landwirten und Waldbesitzer im Einklang stehen.

Jegliche Art der Wildfütterung, egal ob massive Fütterung, Ablenkfütterung, Notzeitfütterung, Kirrung oder Wildäcker ist daher aus ökologischen, naturschützerischen wildbiologischen, tierschützerischen, jagdlichen, sozialen und ethischen Gründen abzulehnen.

Wildwiesen, sofern sie nach ökologischen und naturschützerischen Prinzipien angelegt und mit lokalem Saatgut von einheimischen Wildblumen und Gräsern eingesät sind, werden als Biotopverbesserung und nicht als Fütterung angesehen, da sie auch für bedrohte Arten wie Feldhasen und Rebhuhn sinnvoll sind.

Es ist dringend notwendig, dass ein generelles Fütterungsverbot ohne Ausnahmen in der Jagdgesetzgebung verankert wird.

Danksagung

Folgende ausländische Wissentschaftler und Praktiker haben das Positionspapier mit ihren kritischen Anmerkungen deutlich verbessert. An dieser Stelle sei ihnen hierfür herzlich gedankt.

Dr. Hannes Geisser
Schwarzwildexperte und Konservator, Naturmuseum des Kantons Thurgau, Schweiz

Dr. Niels Hahn
Schwarzwildexperte, WILCON Wildlife Consulting, Gomadingen-Wasserstetten, Deutschland

Dr. Ulf Hohmann
Abteilung Wald- und Wildökologie, Forschungsanstalt für Waldökologie und Forstwirtschaft, Trippstadt, Deutschland

Ir. François Klein
Responsable du Centre National des Etudes et Recherches Appliquées Cervidés-sanglier, Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, Bar le Duc, France

Dr. Peter Lüps
Leiter der Abteilung für Wirbeltiere, Naturhistorisches Museum Bern, Bern, Schweiz
Mitglied der bernischen Jagdkommission

Dr. Eberhard Schneider
öffentl. bestellter u. vereidigter Forstsachverständiger, Fachgebiet Jagdwesen, Göttingen, Deutschland

Dipl.-Biol. Olaf Simon
Institut für Tierökologie und Naturbildung, Groß-Gerau, Deutschland

Das Positionpapier zur Wildtierfütterung

der Säugetierexpertengruppe des Nationalen Naturhistorischen Museums Luxemburgs ist ab heute, dem 26. März 2007 erhältlich

http:/www.mnhn.lu

ANNEXE 13

„Das Kirren – effektive Bejagung oder Fütterung von Schwarzwild“, par Monsieur Ulf Hohmann

Das Kirren – effektive Bejagung oder Fütterung von Schwarzwild

Orientierungsdebatte über die Jagd
Luxemburg-Stadt
26. März 2007

Forschungsanstalt für Waldökologie und Forstwirtschaft
Rheinland-Pfalz
Dr. Ulf Hohmann

Positionspapier des Deutschen Jagdschutzverbandes "Schwarzwild in Deutschland„

Gründe für hohe Schwarzwildpopulationen (ohne Rangfolge)

- eine deutliche Verbesserung der Lebensbedingungen für das Schwarzwild, besonders durch eine veränderte Anbaustruktur in der Landwirtschaft, häufige Mastjahre und milde, schneearme Winter und durch Veränderungen im Waldaufbau

- teilweise unverhältnismäßig hohe Verabreichung von Futtermitteln über unsachgemäße Kirrungen und Ablenkfütterungen

- die Nichtabschöpfung des jährlich sehr hohen Zuwachses durch jagdliche Eingriffe bei einem gleichzeitig zu niedrigen Anteil von Zuwachsträgern (Bachen) an der Gesamtstrecke

- nicht ausreichende Zusammenarbeit zwischen den Revierinhabern untereinander und mit der Land- und Forstwirtschaft sowie den Jagdgenossenschaften und zuständigen Behörden Zunahme jagdlicher Ausschlussflächen, die als Rückzugsgebiete und Lebensraum für das Schwarzwild dienen

Quelle: www.jagd-online.de

Mageninhalte (Übersicht)

Pfälzerwald (Mastjahr)

Volumen Kirrungsmais

5 – 15 %

Baden-Württemberg

Volumen Kirrungsmais

37 %

Luxemburg

Volumen Futtermais

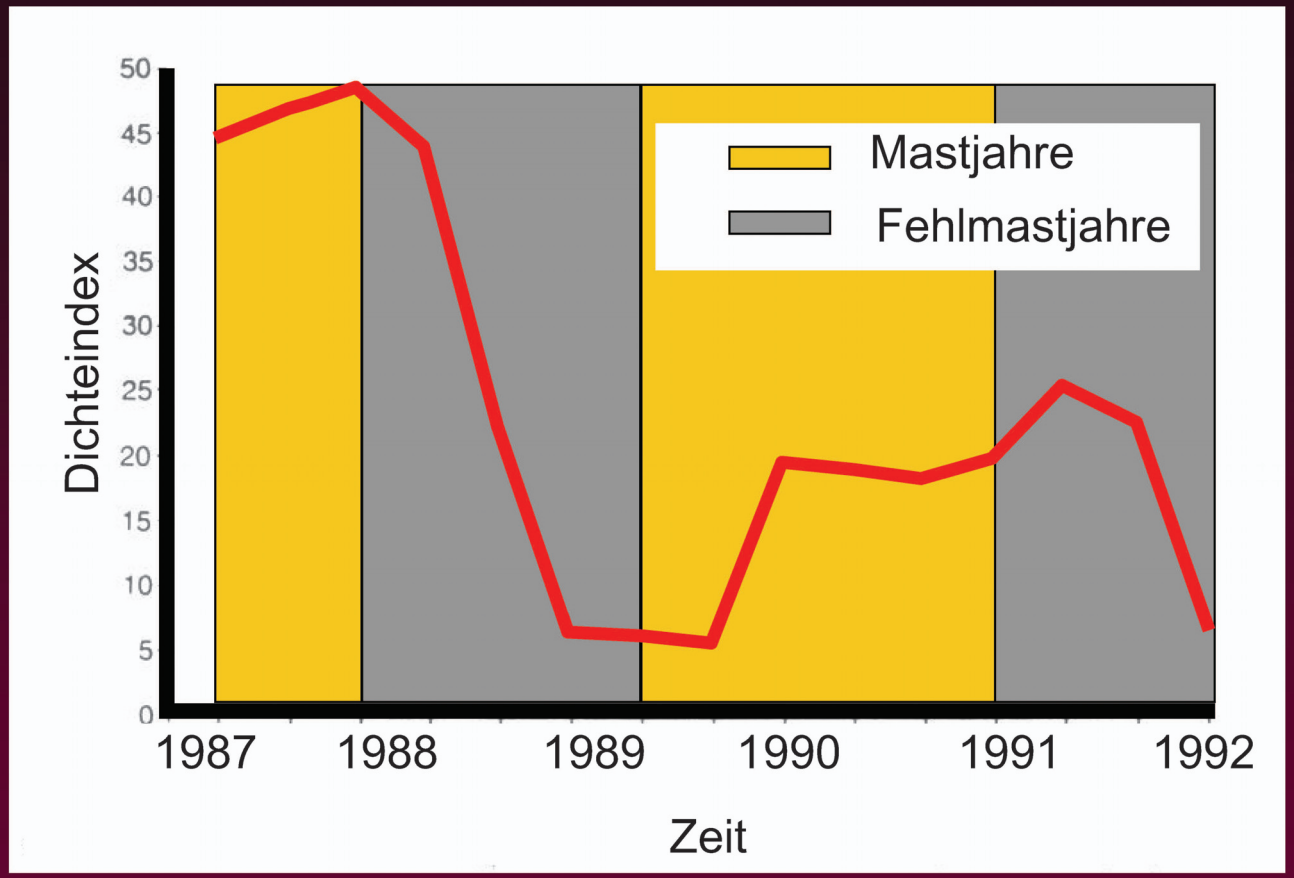
39 %

Verdauliche Energie von Körnermais, Samen bzw. Mast liegt bei ca. 14 MJ/kg (die von natürlichem Pflanzenmaterial wie Gras liegt bei ca. 7 MJ/kg)

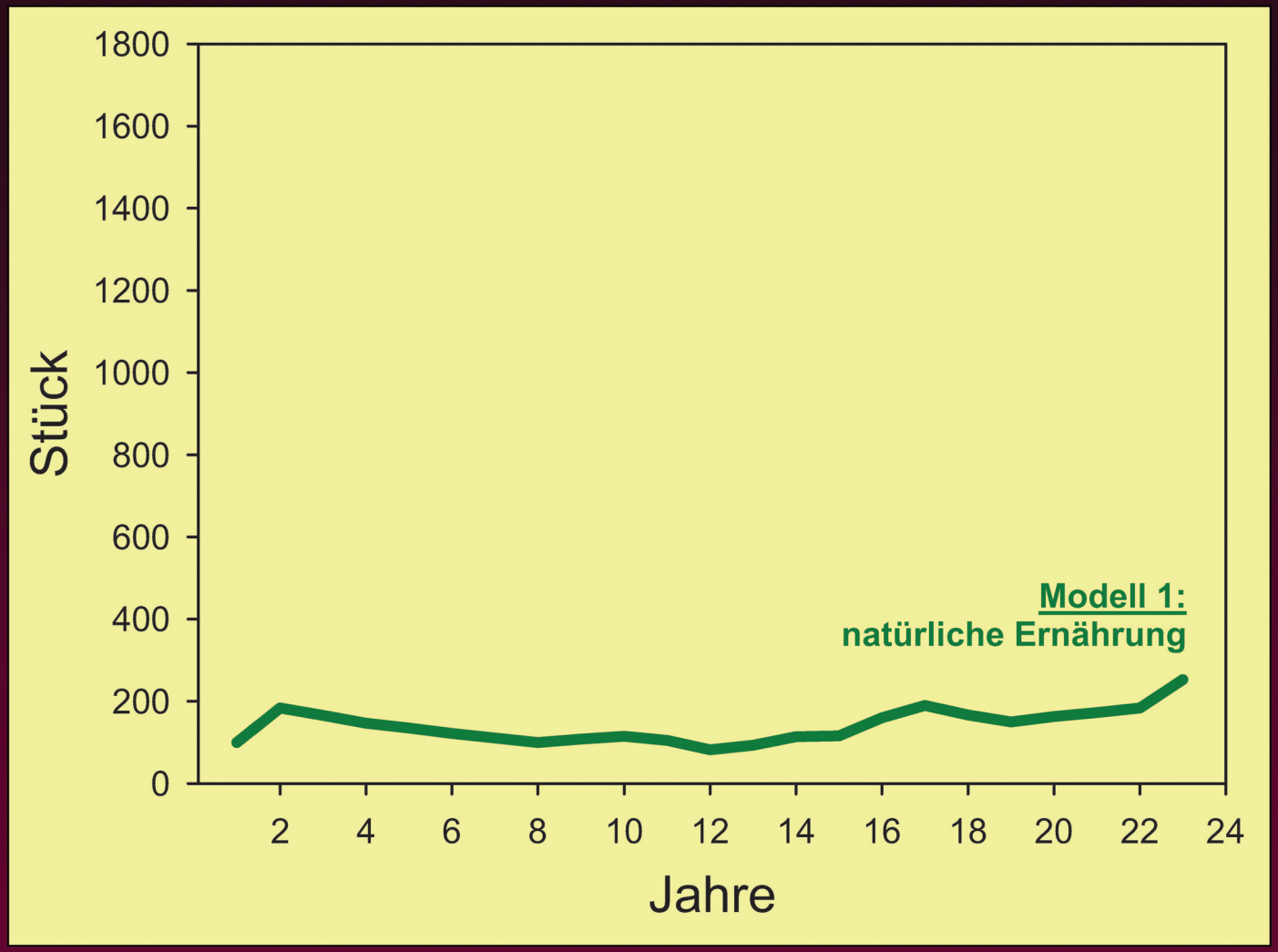
Bei einer mittleren Magenfüllung von 1,5 kg liefern 10 – 40 % Mais 2 bis 8,4 MJ verdauliche Energie, das entspricht 17 % bis 70 % des täglichen Energiebedarfs (12 MJ bei 70 kg Körpermasse)

5496 - Dossier consolidé : 500

Eine nicht gefütterte Population „De Veluwe (Ne)“

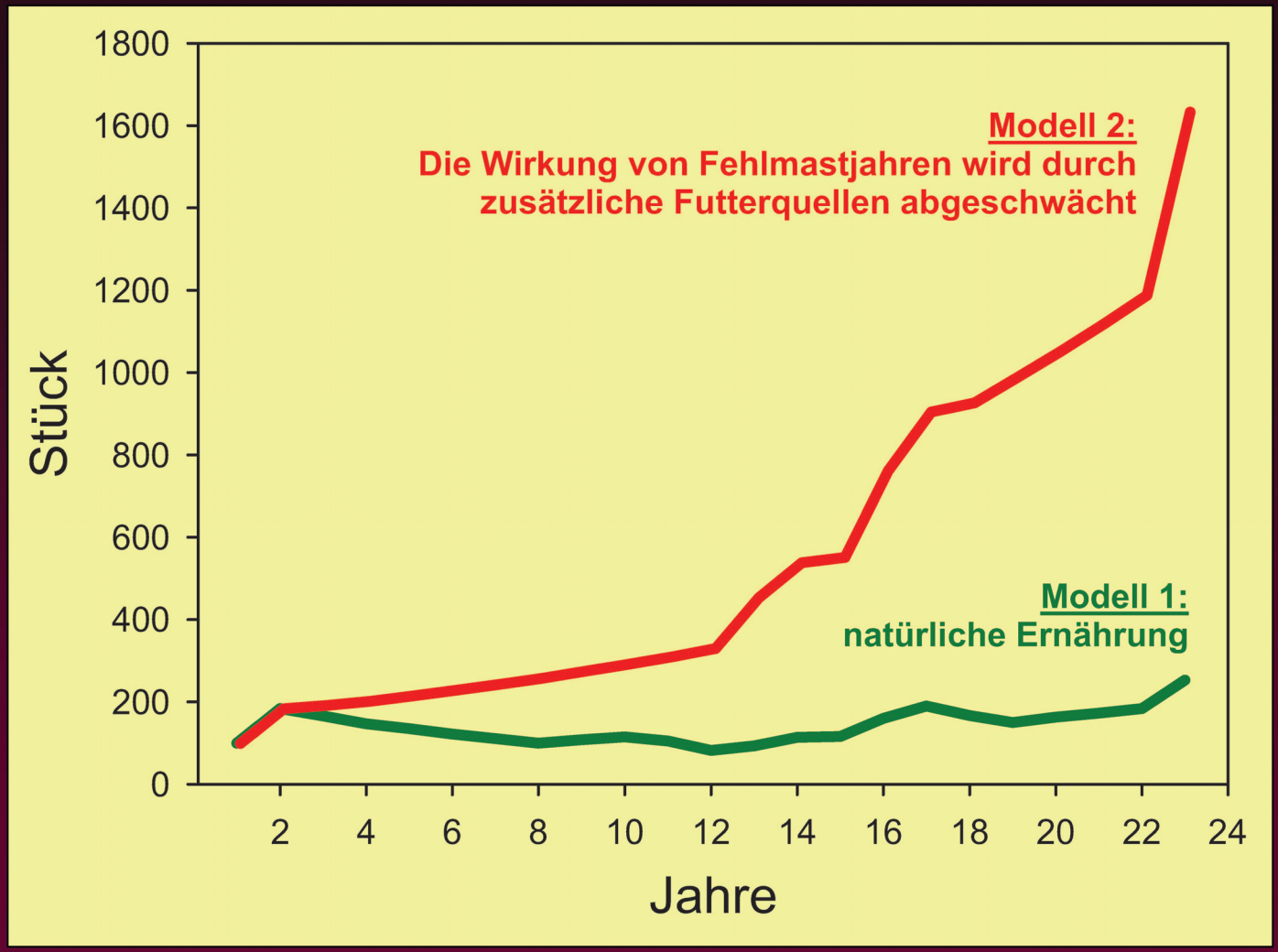


Quelle: Groot Bruinderink G, E. Hazebroek, H. van der Voet (1994): Diet and condition of wild boar, Sus scrofa, without supplementary feeding. J. Zool. Lond. 233: 631-648 (verändert)



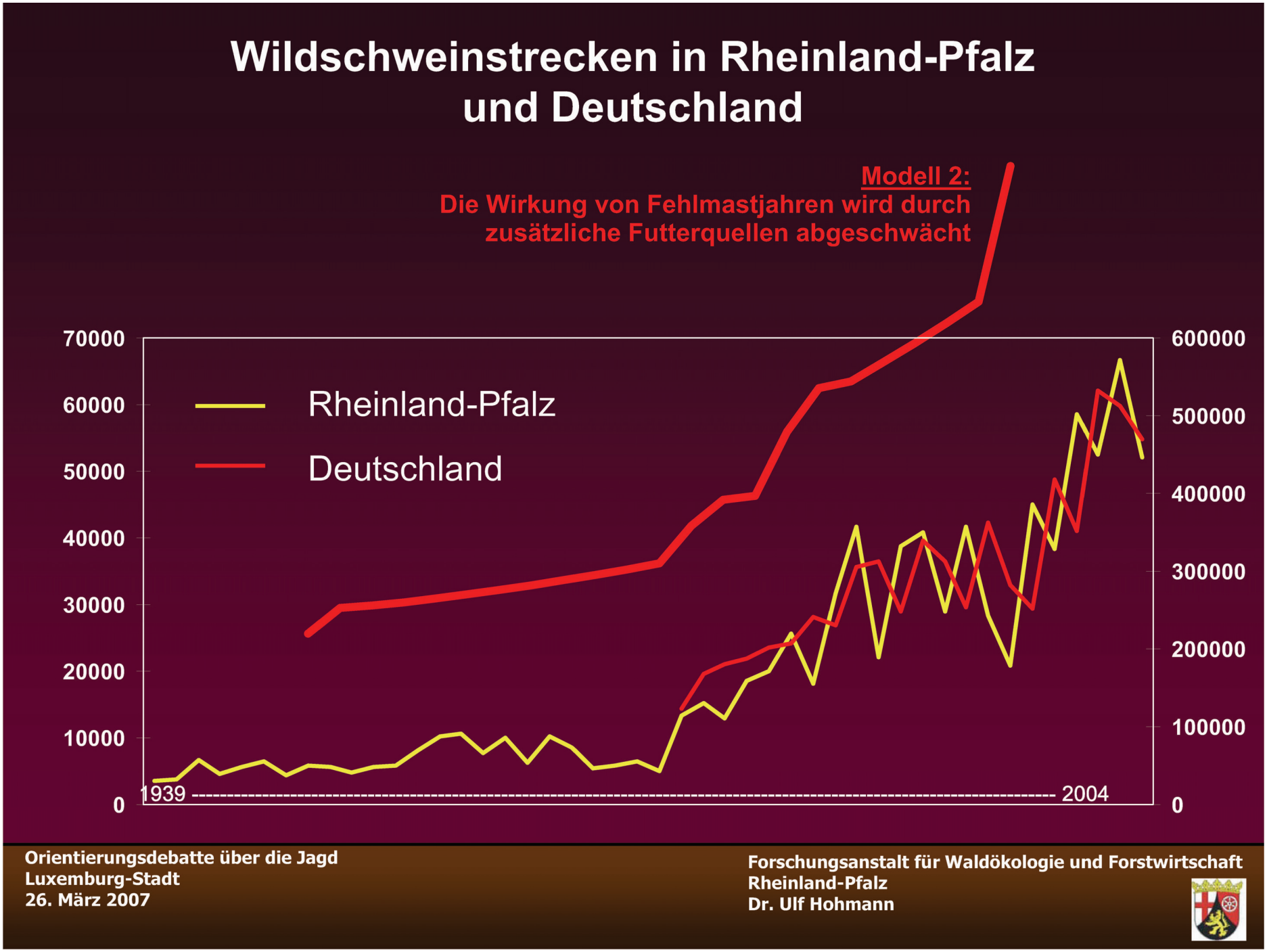
Quelle: W. Arnold, Institut für Wildtierbiologie, Wien, 2002

5496 - Dossier consolidé : 502



Quelle: W. Arnold, Institut für Wildtierbiologie, Wien, 2002

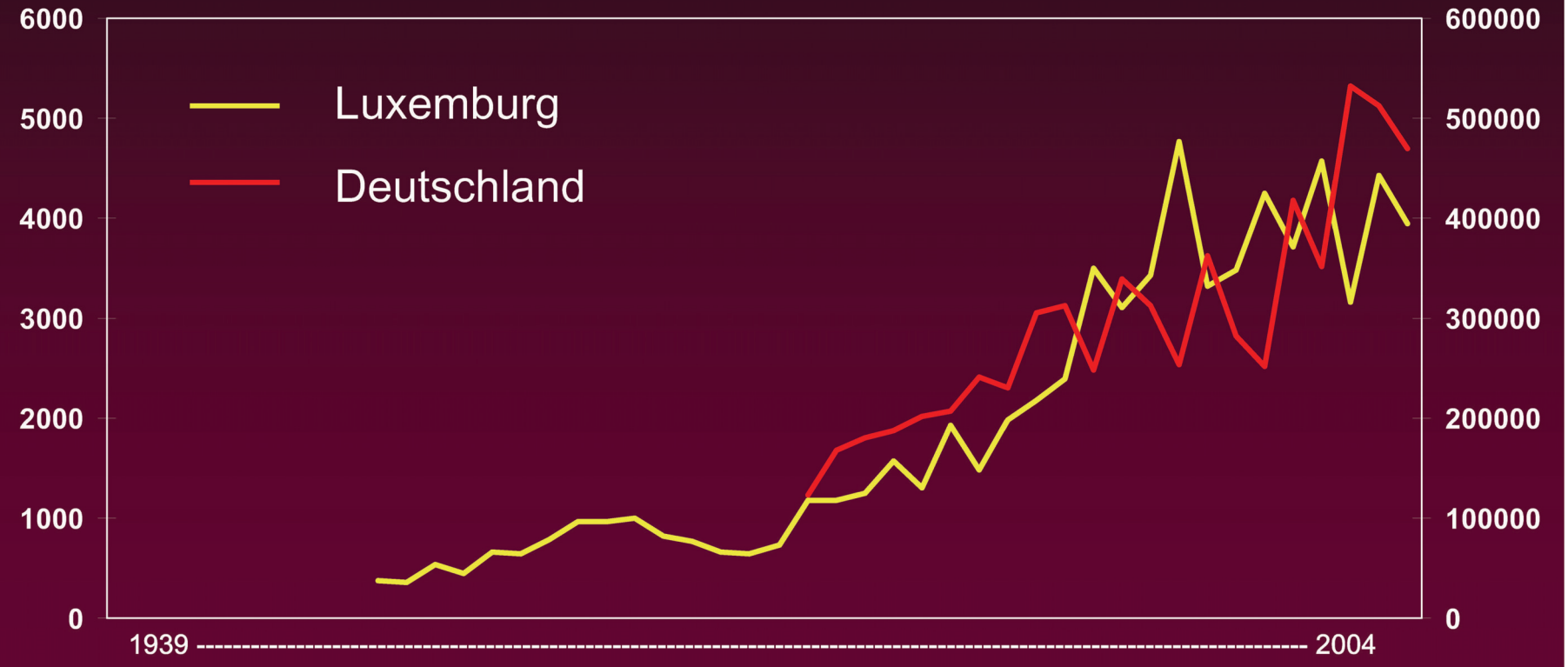
Wildschweinstrecken in Rheinland-Pfalz und Deutschland



Orientierungsdebatte über die Jagd
Luxemburg-Stadt
26. März 2007

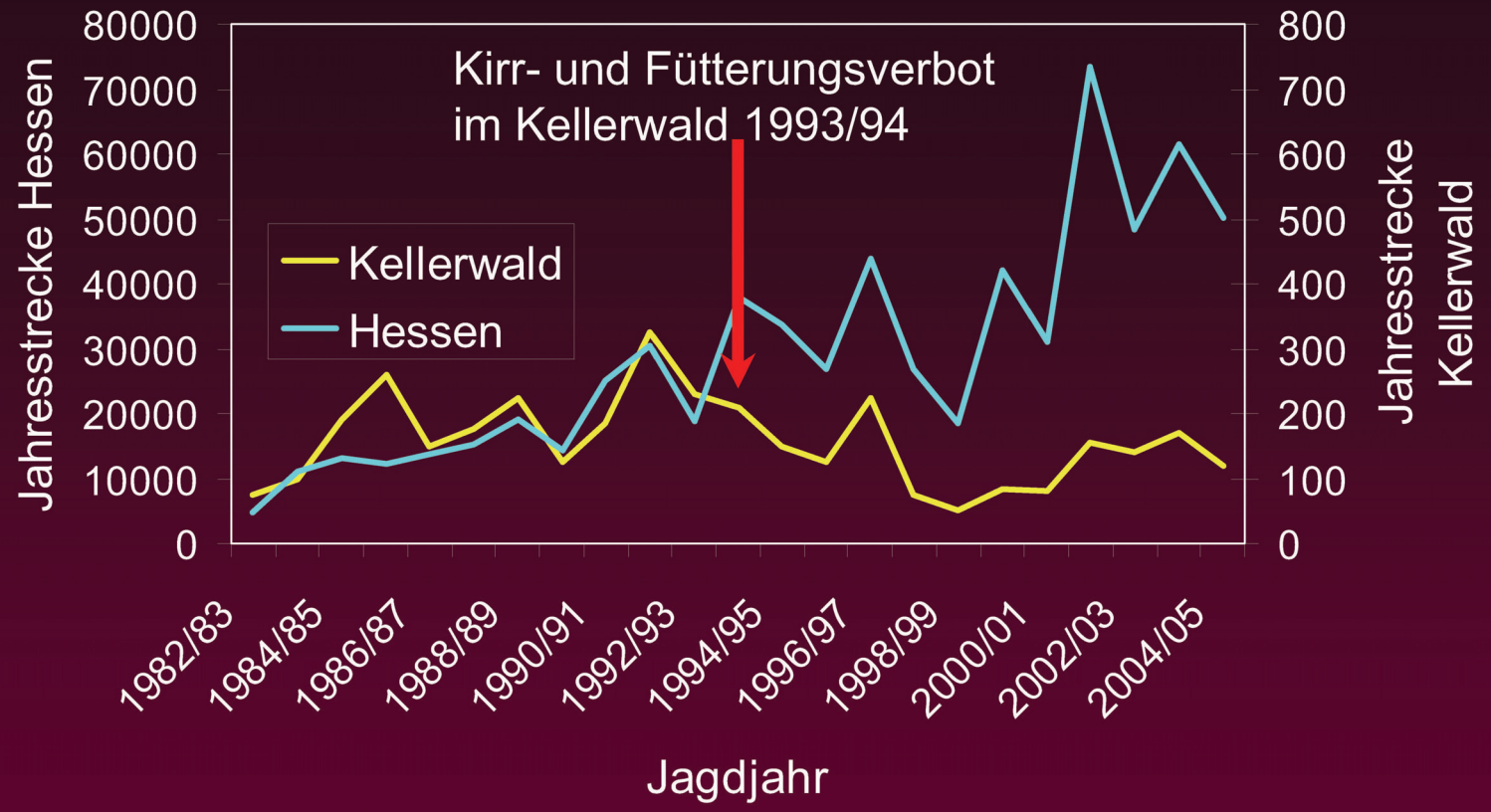
Forschungsanstalt für Waldökologie und Forstwirtschaft
Rheinland-Pfalz
Dr. Ulf Hohmann

Wildschweinstrecken in Luxemburg und Deutschland



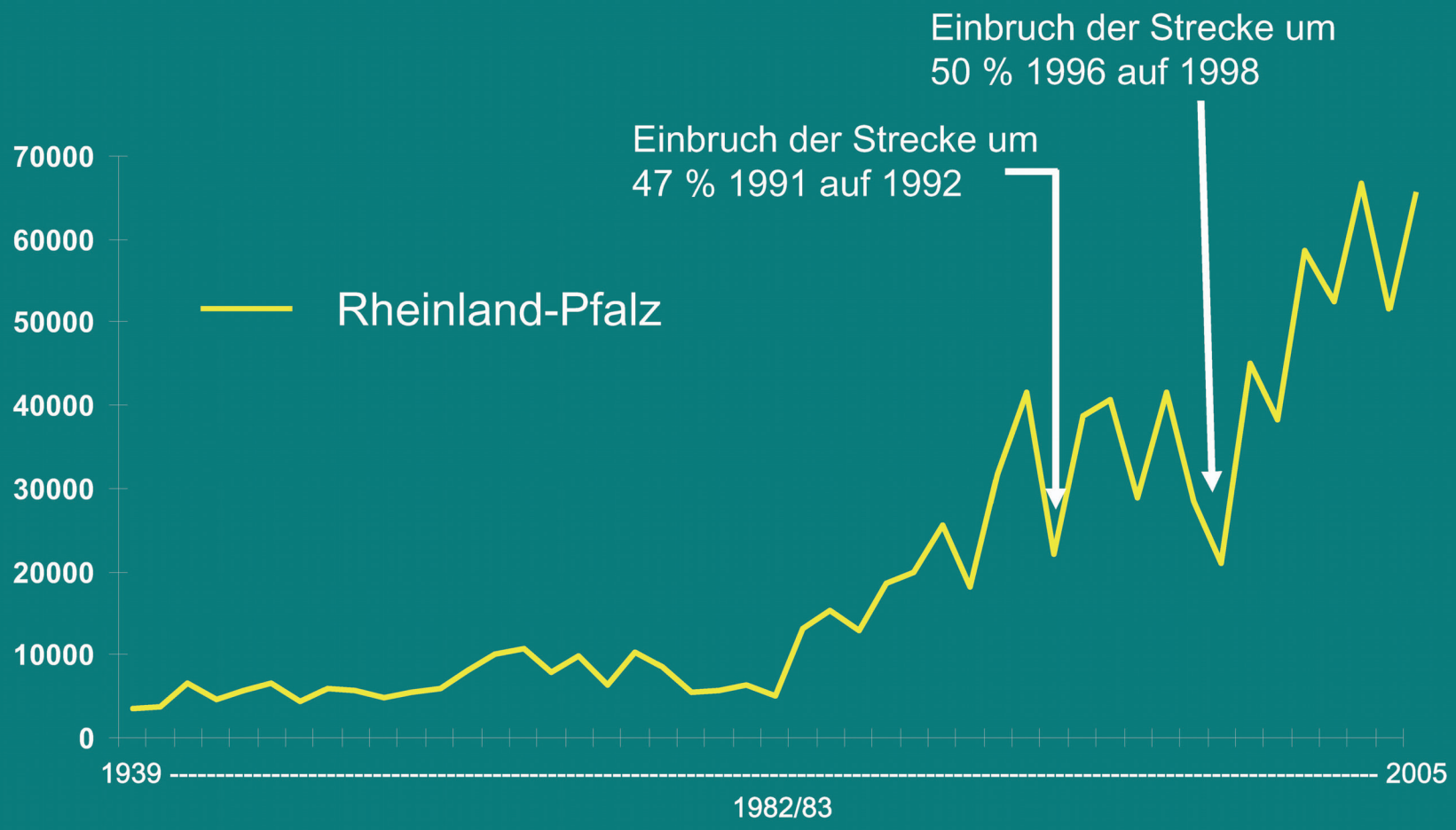
Orientierungsdebatte über die Jagd
Luxemburg-Stadt
26. März 2007

Forschungsanstalt für Waldökologie und Forstwirtschaft
Rheinland-Pfalz
Dr. Ulf Hohmann



Quelle:
Hessen: DJV-Streckenstatistik unter www.jagd-online.de
Kellerwald: Schriftliche Mitteilung von Olaf Simon aus dem Bericht "Scheinwerfertaxation im Nationalpark Kellerwald-Edersee 2005"

Wildschweinstrecken in Rheinland-Pfalz seit 1939



Orientierungsdebatte über die Jagd
Luxemburg-Stadt
26. März 2007

Forschungsanstalt für Waldökologie und Forstwirtschaft
Rheinland-Pfalz
Dr. Ulf Hohmann

Stellungnahme des Landesjagdverbandes RLP 1999:

„Um der Schweinepest und der Wildschäden vorzubeugen, hat die Jägerschaft in den vergangenen Jahren stark in den Schwarzwildbestand eingegriffen. Dies dürfte ein wesentlicher Grund für den Streckenrückgang sein“

Quelle: DJV-Handbuch 1999

Kommentar FAWF:

Aufgrund langfristig weiter gestiegener Erlegungszahlen (nach 1998 erfolgte innerhalb von 5 Jahren eine weitere Verdopplung) ist jedoch anzunehmen:
Jagdtechnische Faktoren (Schnee, Mast) können kurzfristig die Streckenhöhe beeinflussen.
Die Jagd konnte jedoch langfristig den Populationsanstieg nicht verhindern, da offenbar der Zuwachs nicht abgeschöpft werden kann.
Unter diesen Umständen ist eine jagdliche Dezimierung der Schwarzwild-bestände faktisch auszuschließen.

5496 - Dossier consolidé : 508

ANNEXE 14

„Die Wildfütterung“, par Monsieur Peter Lüps

Orientierungsdebatte über die Jagd / Luxemburg, 26. März 2007

Thema a **Die Wildfütterung**

Mit der Fütterung von wildlebenden Säugetieren und Vögeln greift der Mensch – auch hier – in das Naturgeschehen ein!

Füttern kann passiv oder aktiv geschehen:
(passive Fütterung erfolgt in der durch den Menschen geprägten Kulturlandschaft i. w. S. täglich und überall. Als Beispiele seien der vom Maisanbau profitierende Dachs, der von Abfällen profitierende Fuchs genannt).

Aktive Fütterung kann aus verschiedensten Motivationen erfolgen:

	Beispiele:
a) aus „Tierliebe“	Singvögel (Futterhäuschen)
	Wasservögel im Winter
	Strassentauben über das ganze Jahr
b) zur Verhinderung von landwirtschaftlicher Schäden	
	Ablenkfütterung beim Wildschwein
c) zur Reduktion der Wintersterblichkeit	Futterkrippen bei Hirsch und Reh
d) zur „Verbesserung“ der Trophäen	Gatterähnliche Situation (Rothirsch)
e) zur Erleichterung der Bejagung	Kirrung bei Fuchs und Wildschwein
f) zum Fixieren an einen neuen Lebensraum	Salzlecken beim Steinwild
g) zum Anbringen von impfstoffhaltigen Ködern	Rotfuchs/Tollwut
h) zum Ausbringen von Gift	Krähen

Oft wird weit über das Ziel hinausgeschossen oder dieses gar nicht anvisiert, denn:
Schwäne brauchen im Frühjahr kein Brot,
Ablenkfütterung ist nur sinnvoll, wenn es zum Zeitpunkt etwas zu schützen gibt (sofern überhaupt!)
Die Reduktion des Stoffwechsels bei Schalenwild im Winter macht eine Fütterung meist überflüssig.
Die „Verbesserung" der Qualität von Trophäen hat mit der Biologie der betreffenden Art nicht zu tun.
Die Fütterung von Rehen mit stark rohfaserhaltigem Futter schadet mehr als sie hilft.

Fazit:
Die Fütterung von Säugetieren und Vögeln ist, mit wenigen Ausnahmen, als un-ökologisch zu betrachten, weil sie meist nicht notwendig ist.
Sie bedeutet einen Eingriff, indem sie aus tierschützerischen oder jagdlichen Gründen die natürliche Selektion reduziert.
Sie trägt den Ernährungsgewohnheiten und dem im Jahresverlauf variablen Verdauungssystem vieler Arten nicht Rechnung oder negiert sie bewusst.
Die Fütterung ist in vielen Fällen – eingestandenermassen oder unreflektiert – emotional („aus der Hand fressen" der Meise für Vereinsamte) und egoistisch (möglichst viele Individuen als potentielle Jagdbeute „durch den Winter tragen", Erzielen kapitaler Trophäen) motiviert und trägt der „beglückten" Art wenig Rechnung.
Sie wirkt oft kontraproduktiv, indem sie zu Massierungen führt, wo die gehegten Tiere den Beutegreifer leicht zum Opfer fallen und Wildschaden verursachen können.

Wenn es Ausnahmen gibt, dann die:
Die Winterfütterung von Vögeln kann einen bildenden und erzieherischen Aspekt beinhalten.

In absoluten Notzeiten (z.B. können starke Schneefälle im Frühjahr bei Tieren, die ihr System bereits auf Sommeraktivität umstellen, zu Problemen führen) kann ein zeitlich beschränktes Anbieten geeigneter Zugaben überlegt werden.

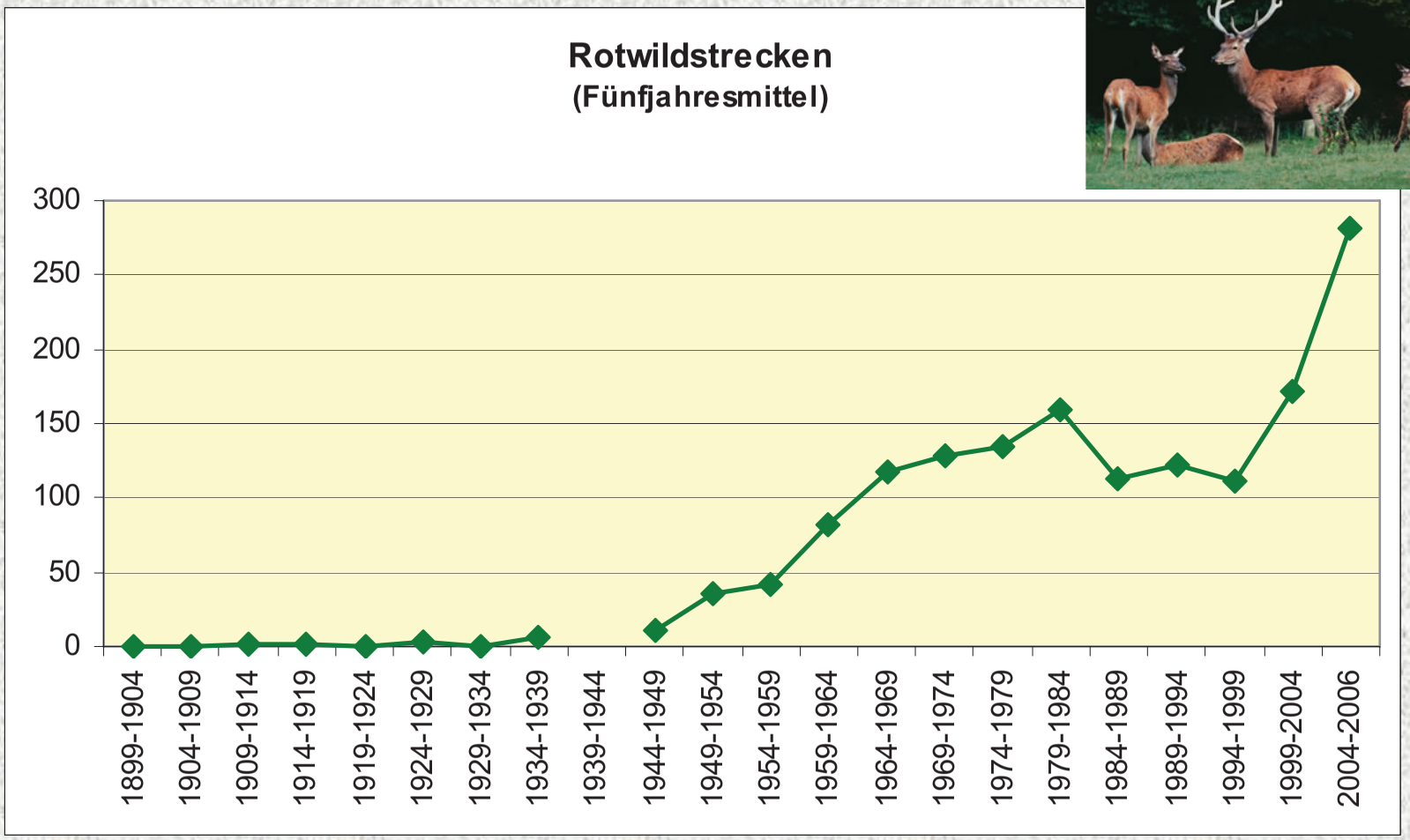
In jedem Falle hilft Fütterung allenfalls kurzfristig dem Individuum, nicht aber der Art. Eine Art, die ohne Fütterung im gewählten Lebensraum nicht auskommt, ist dort fehl am Platze!
Aus wildbiologischer Sicht wird die Fütterung von Wildtieren mit grösster Skepsis betrachtet.
22.03.2007/pl

ANNEXE 15

„Die Entwicklung der Wildbestände seit 1900 an Hand der Abschusszahlen“, par Monsieur Ady Krier

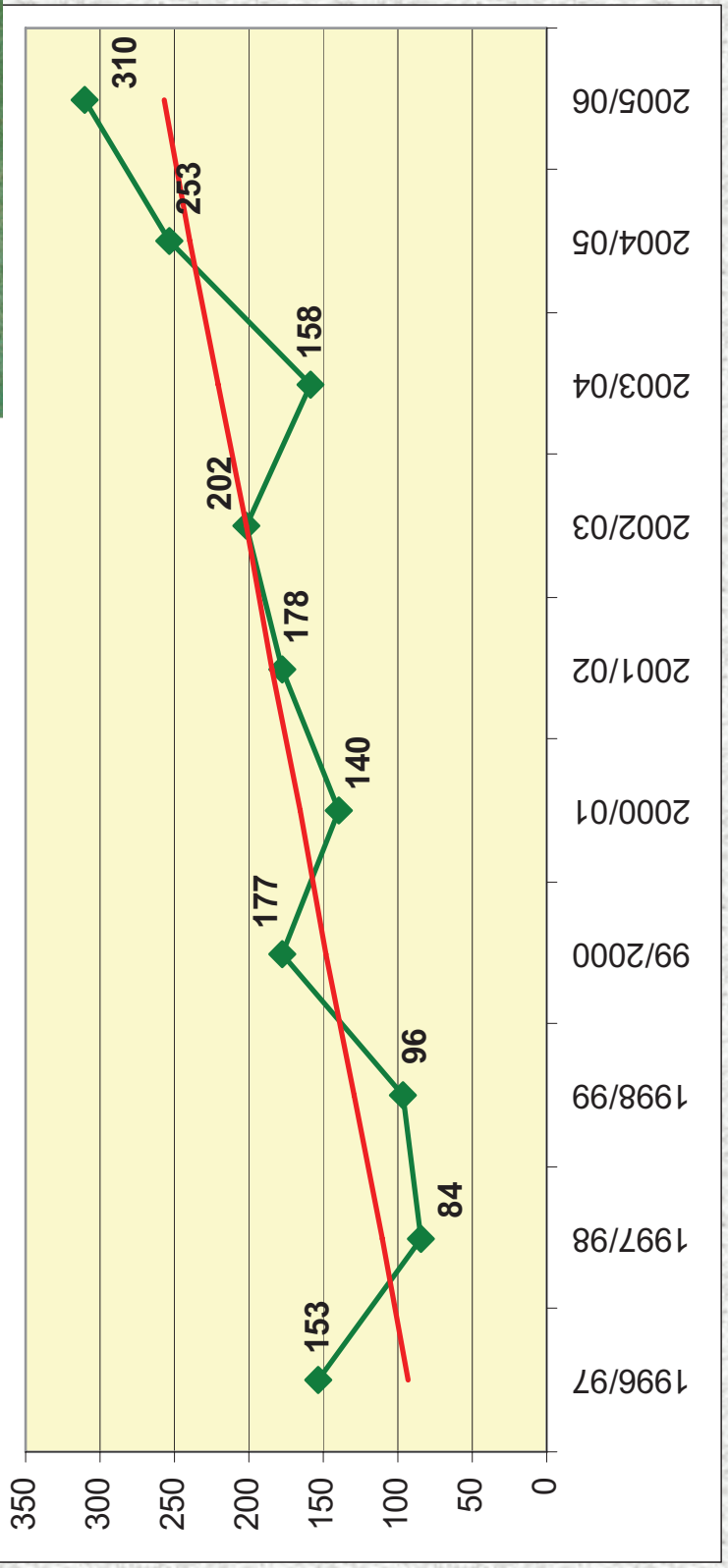
Die Entwicklung der Wildbestände seit 1900 an Hand der Abschusszahlen

Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts

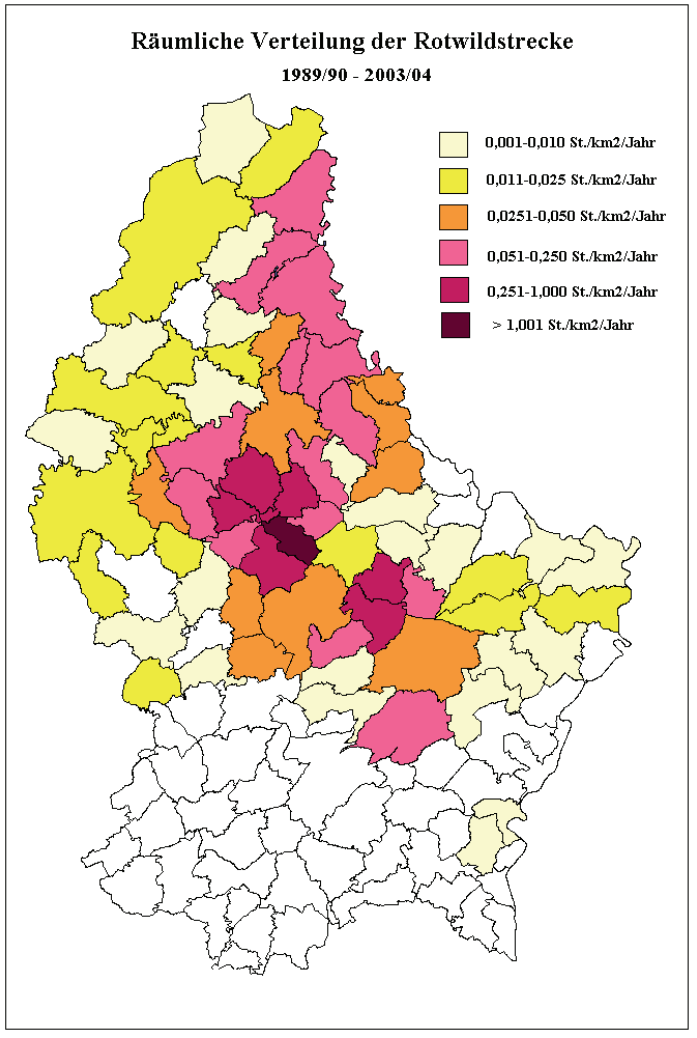


Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts

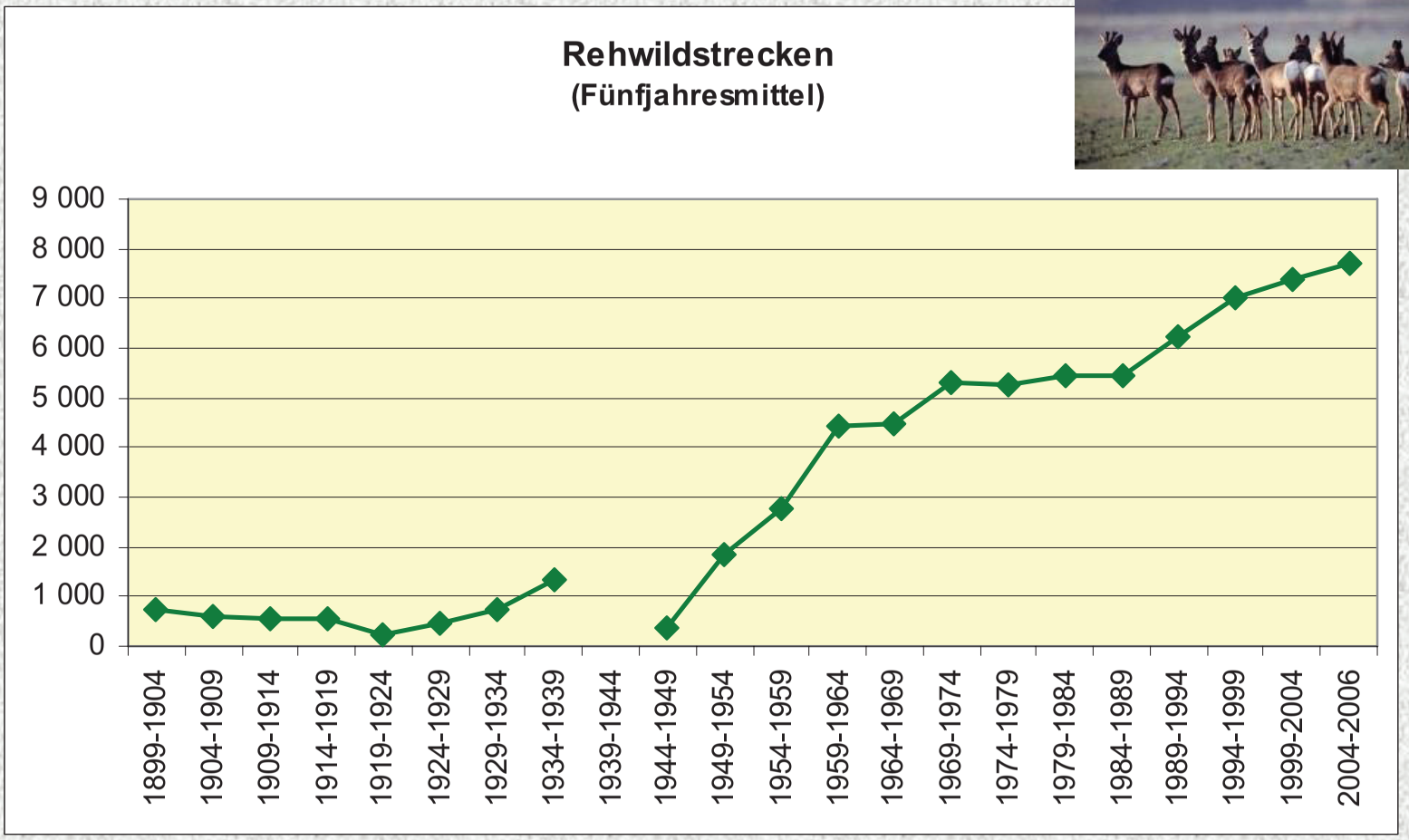
Rotwildstrecke
1996/97-2005/06



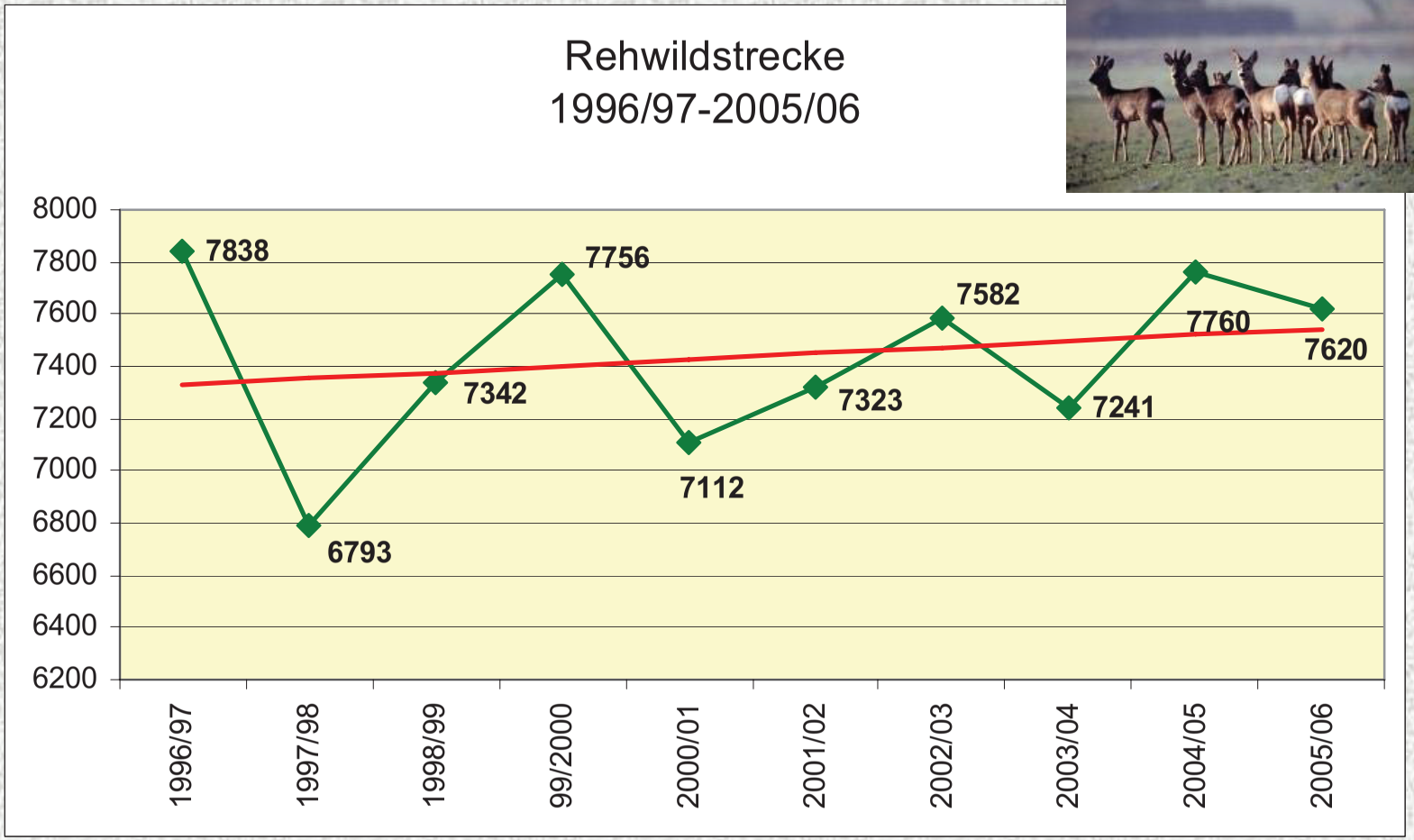
Räumliche Verteilung der Rotwildstrecke



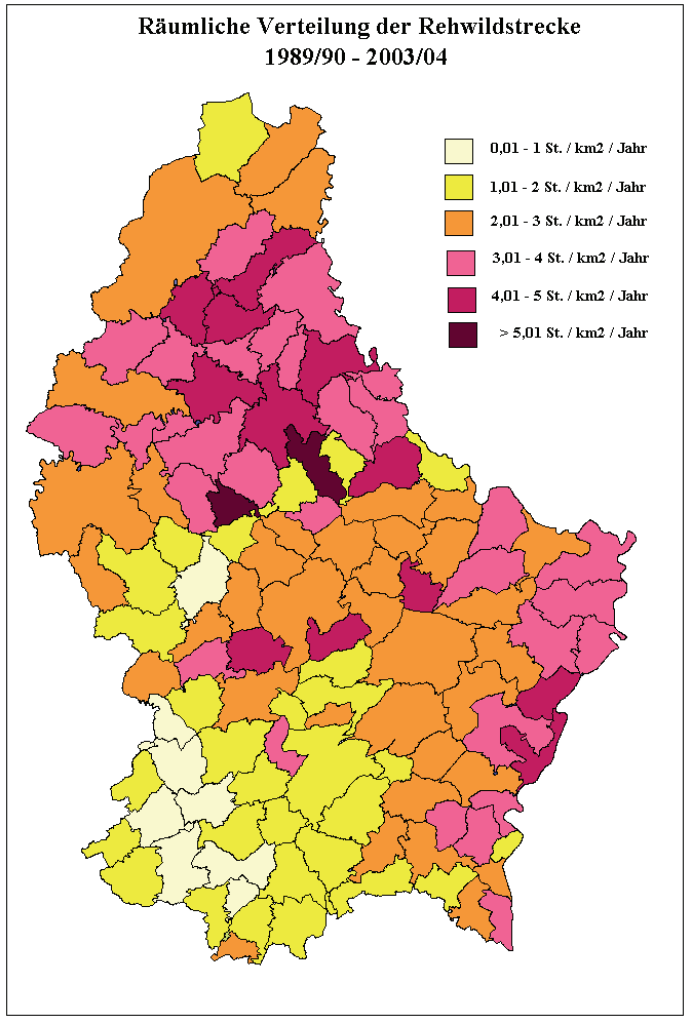
Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts



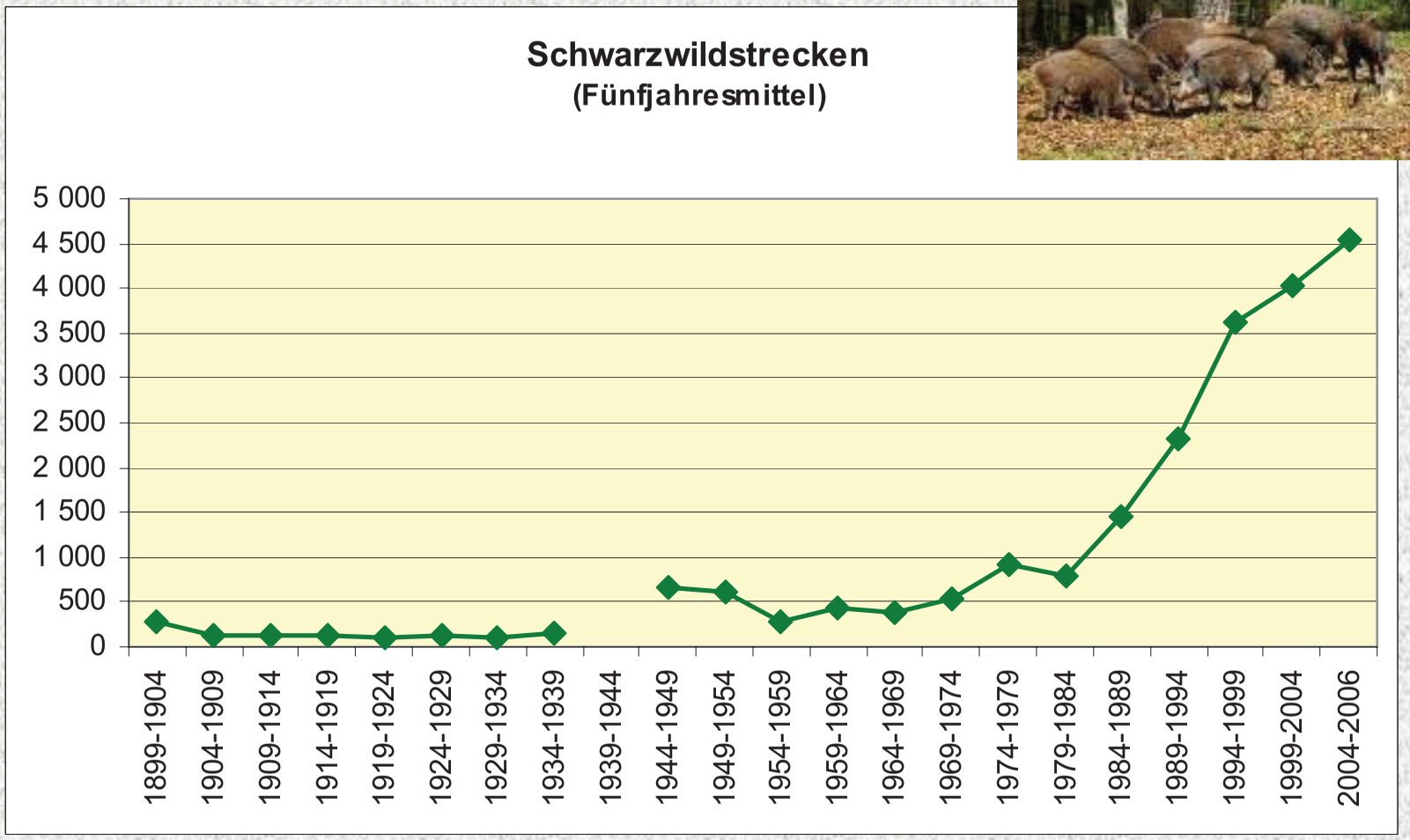
Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts



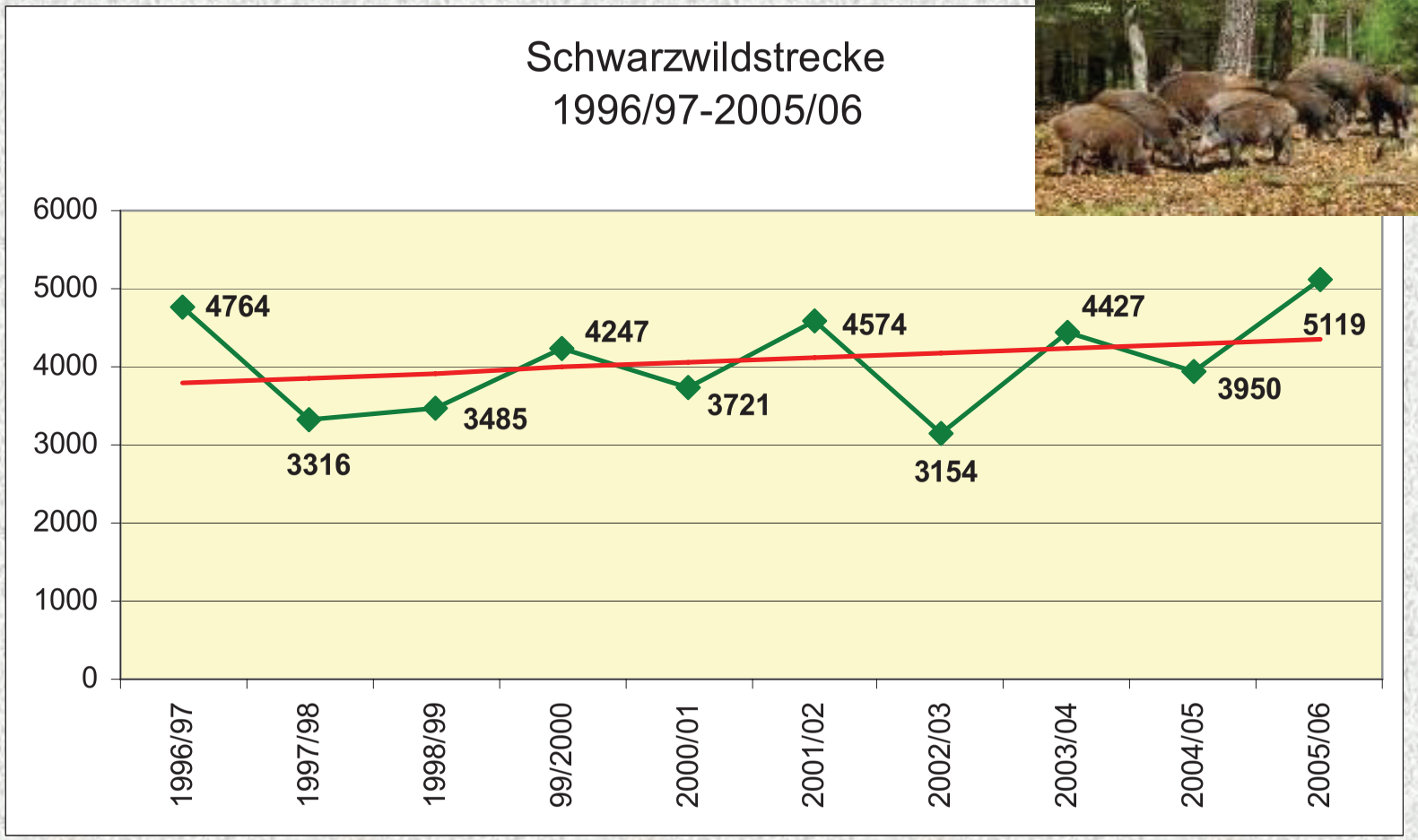
Räumliche Verteilung der Rehwildstrecke



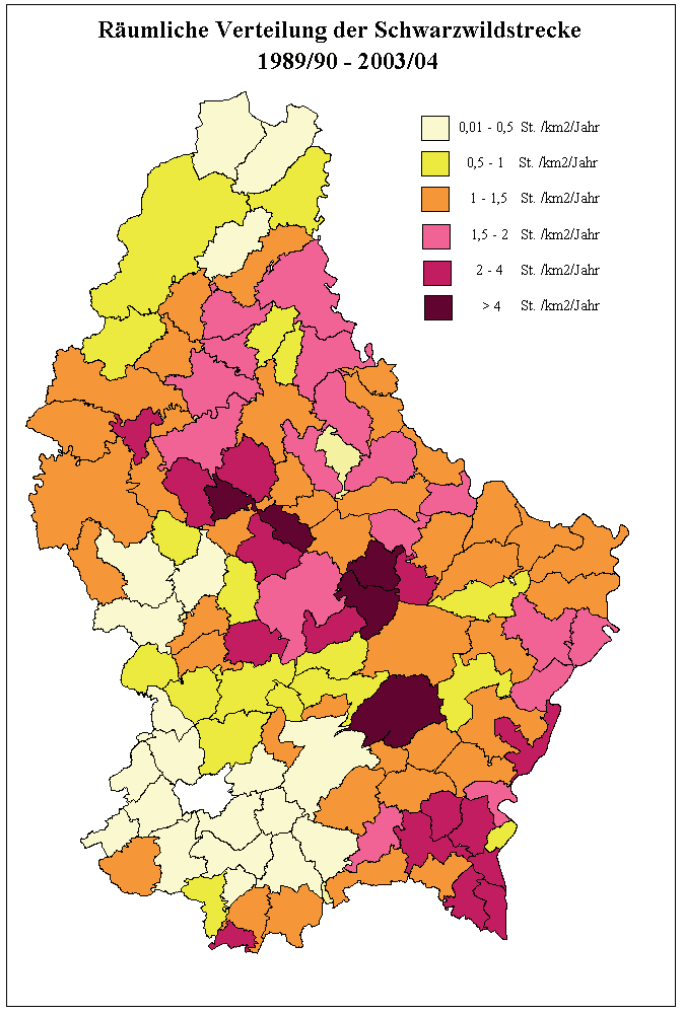
Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts



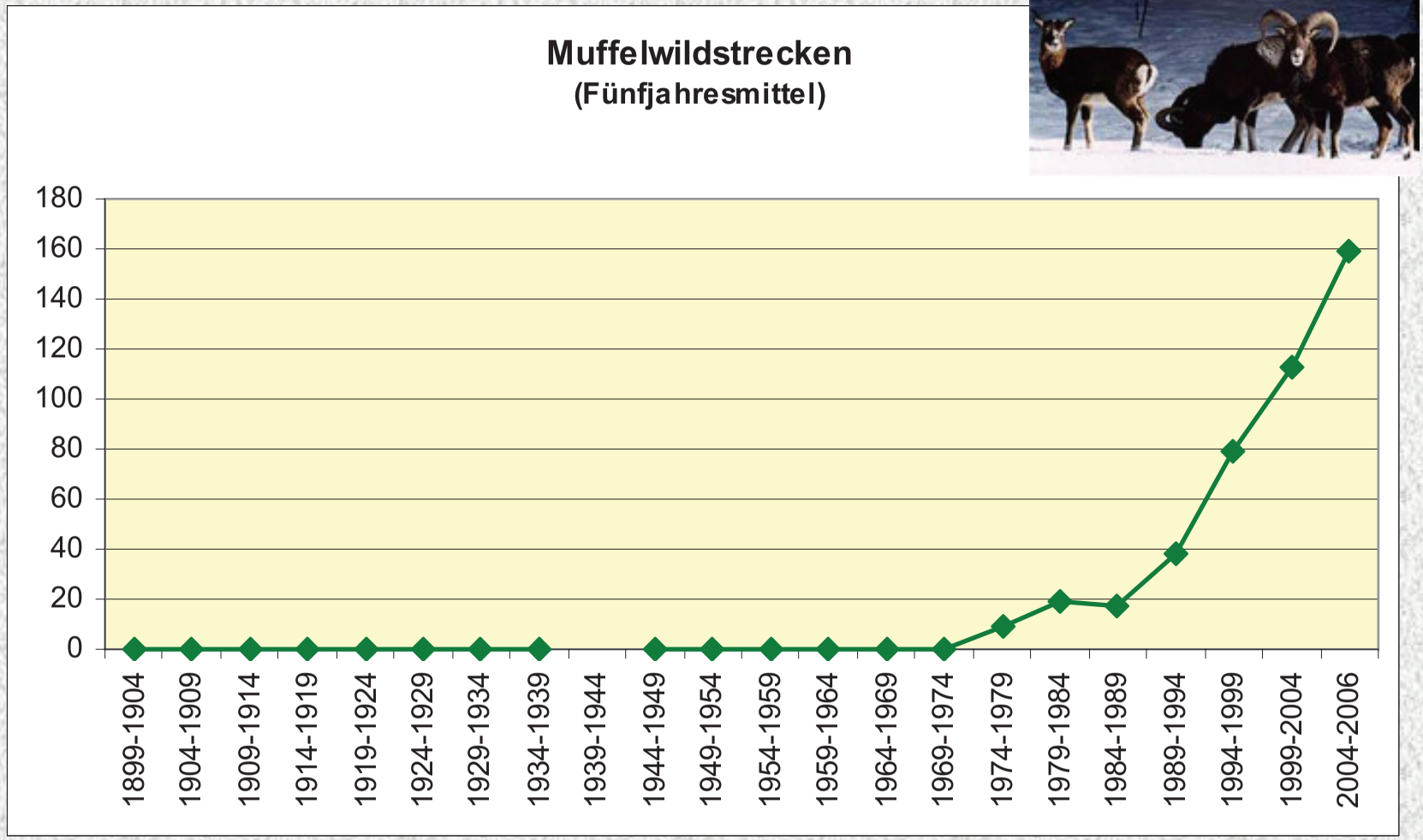
Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts



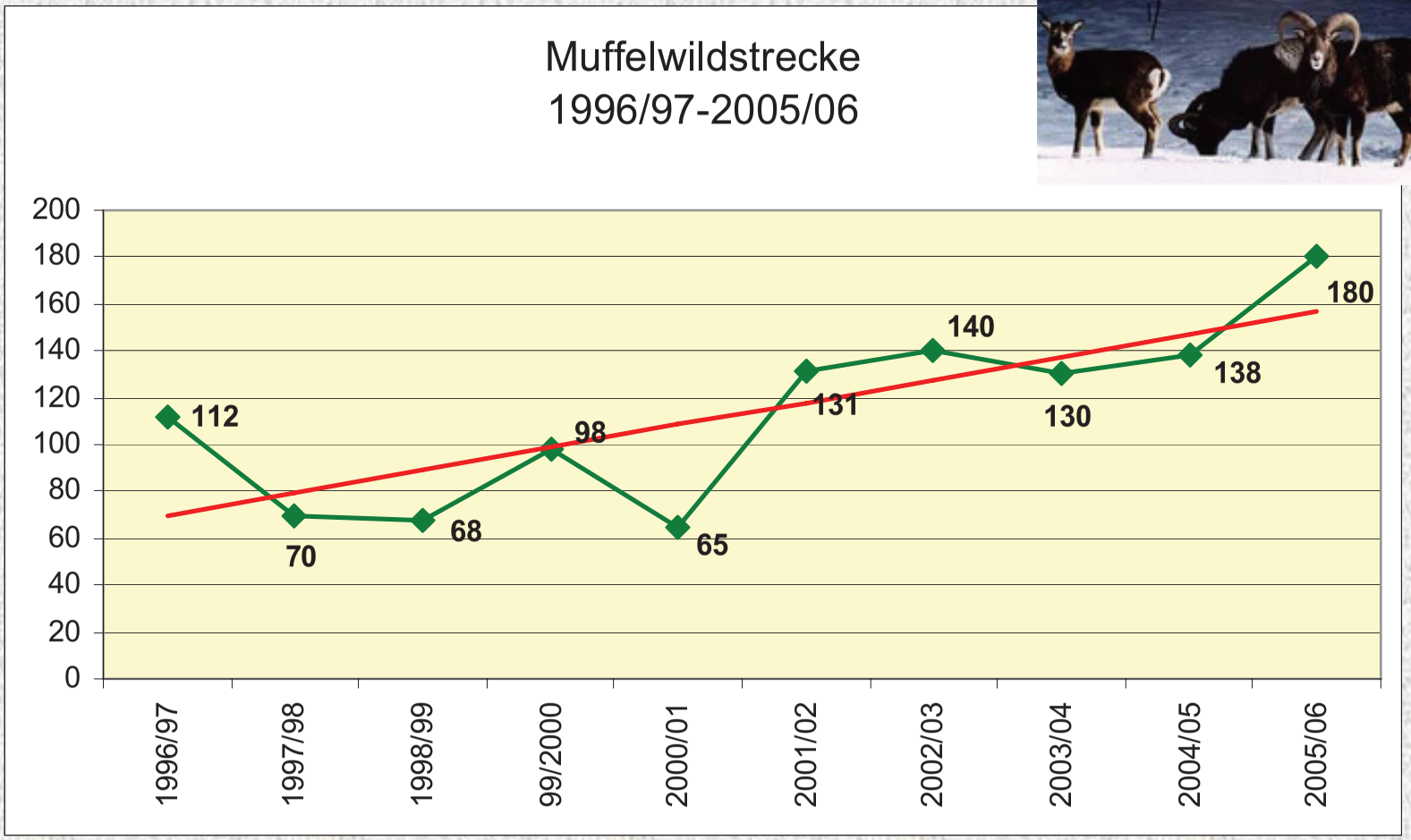
Räumliche Verteilung der Schwarzwildstrecke



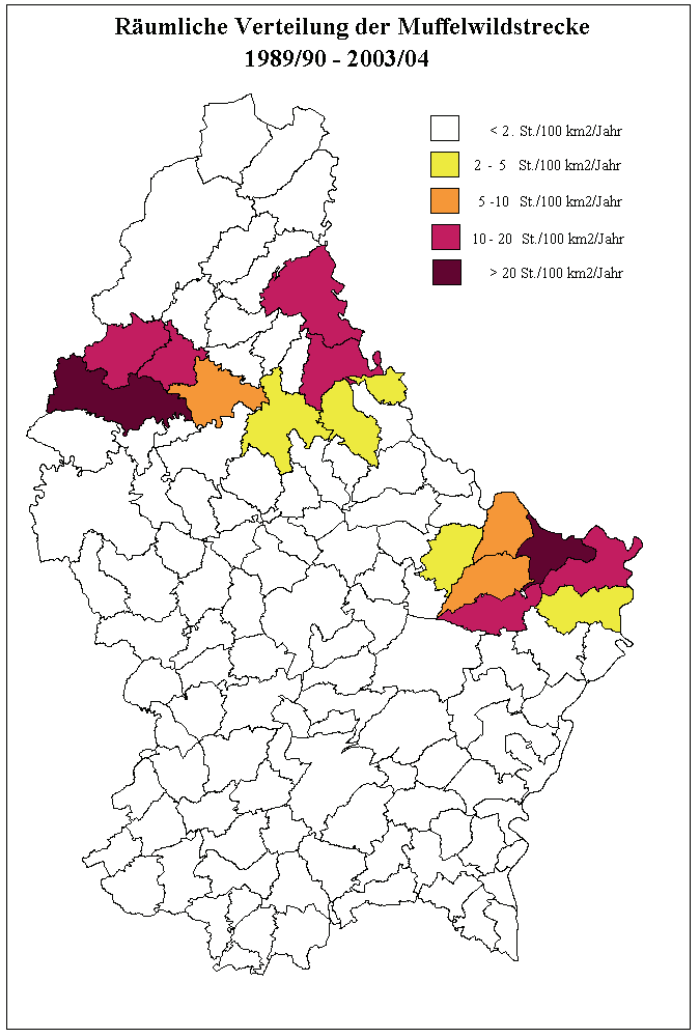
Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts



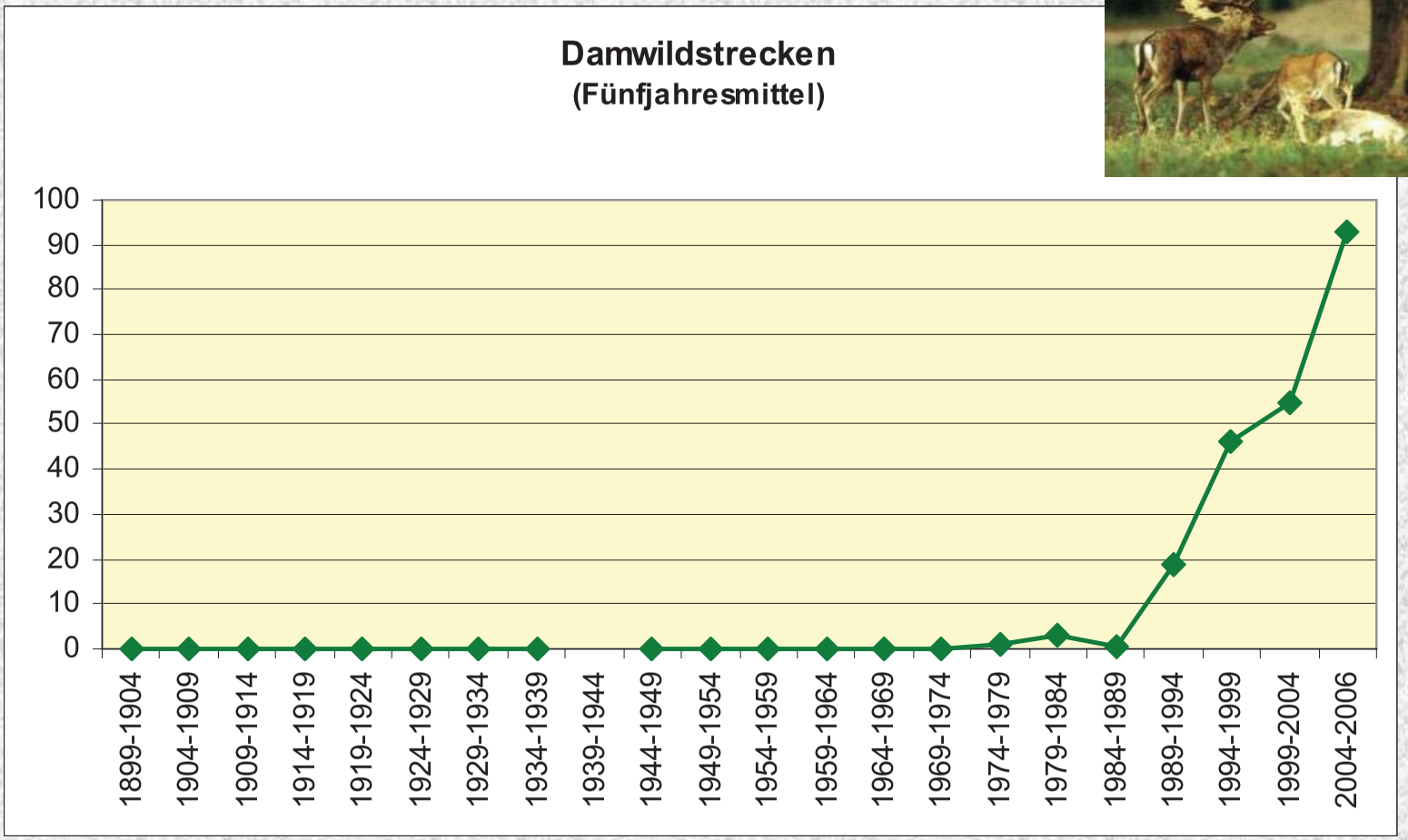
Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts



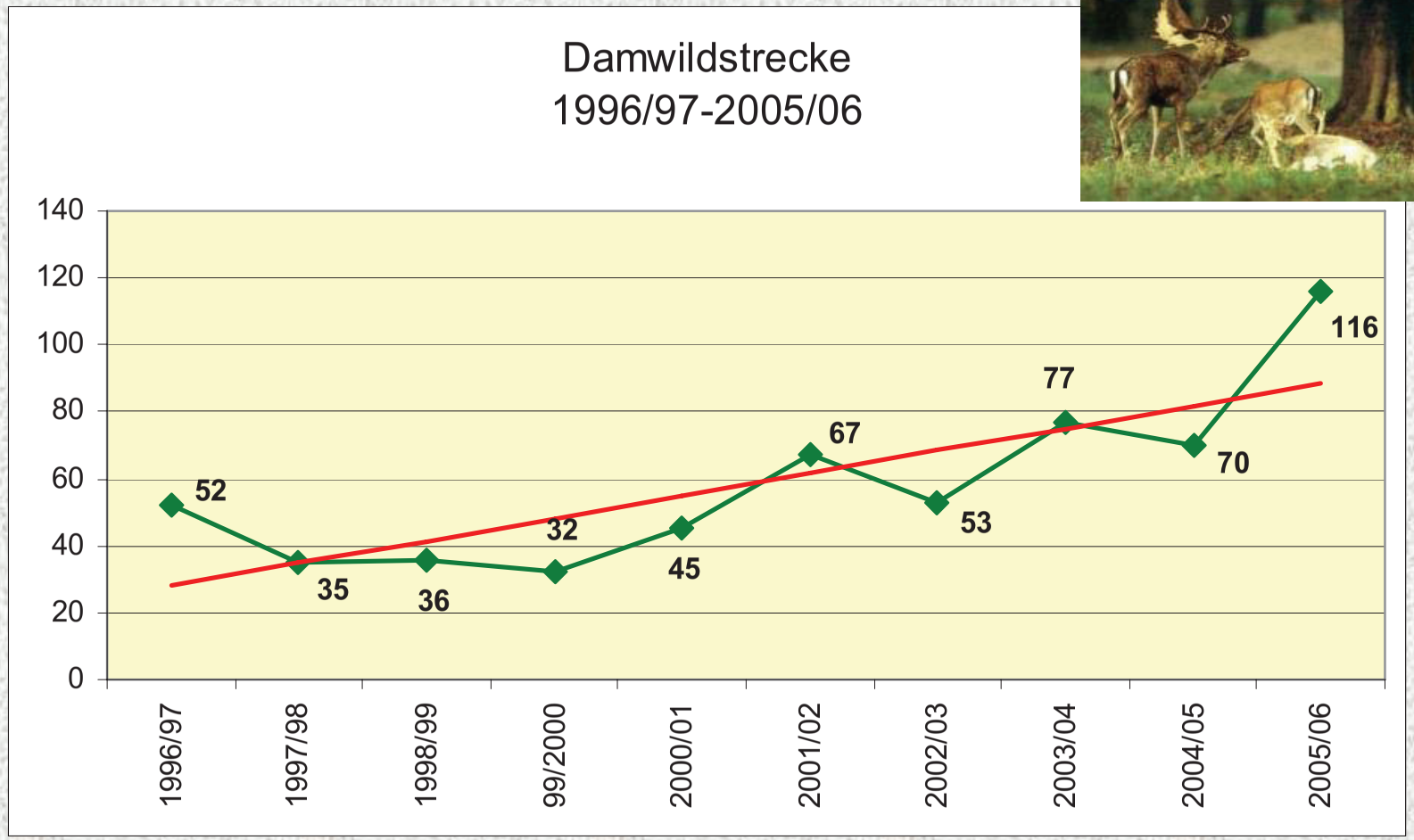
Räumliche Verteilung der Muffelwildstrecke



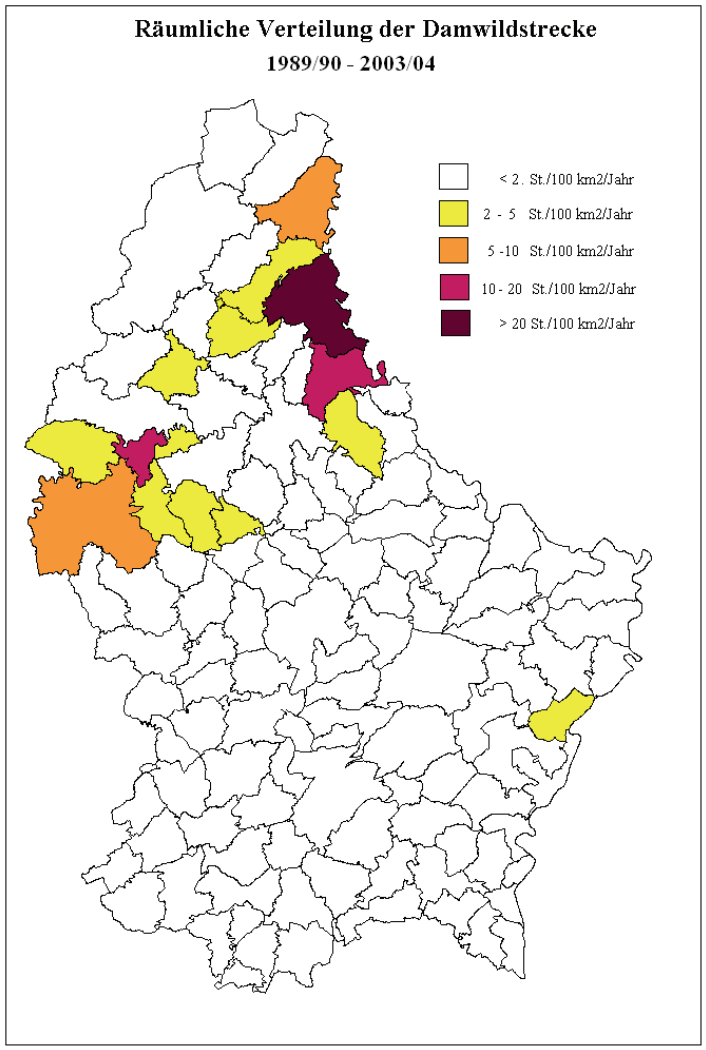
Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts



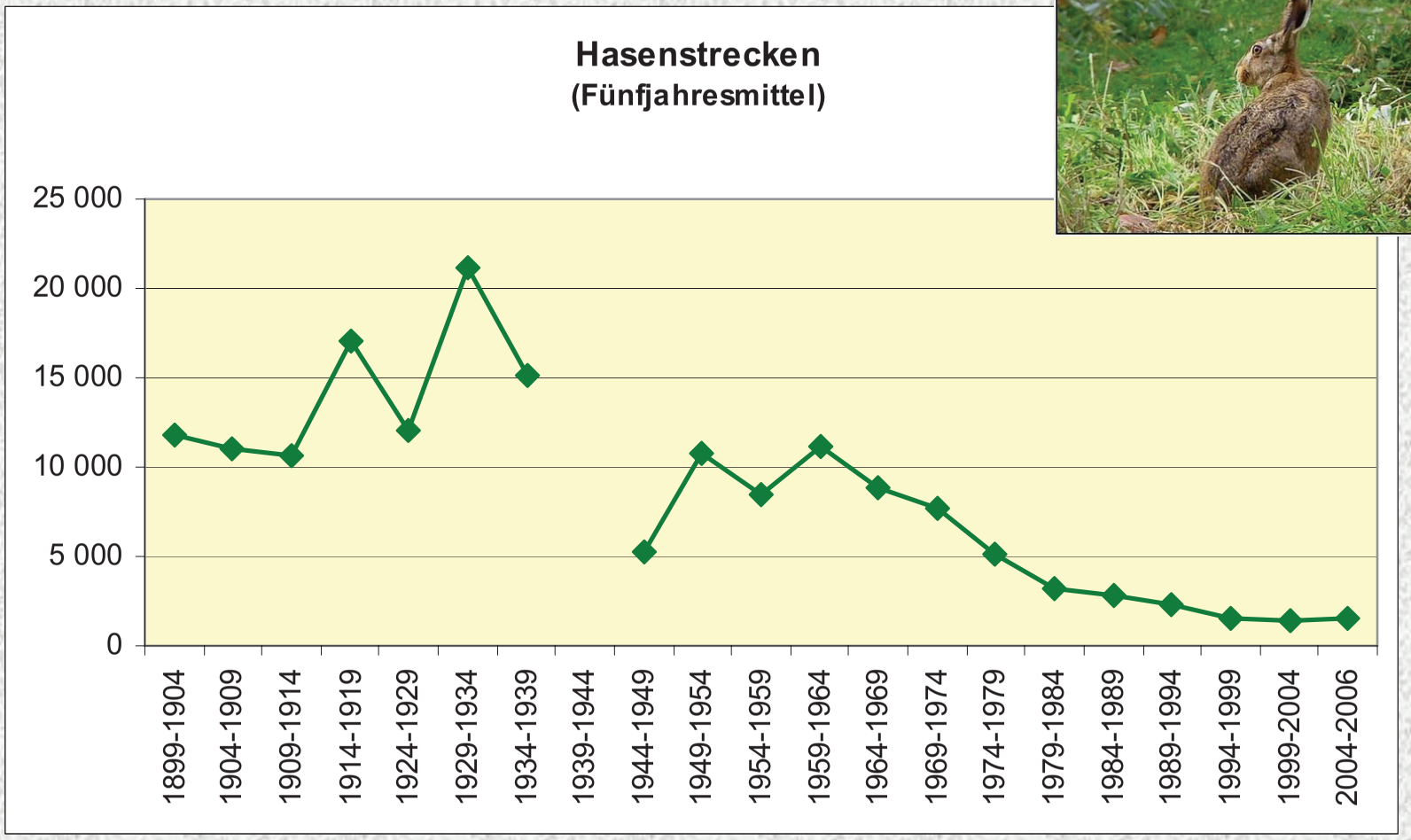
Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts



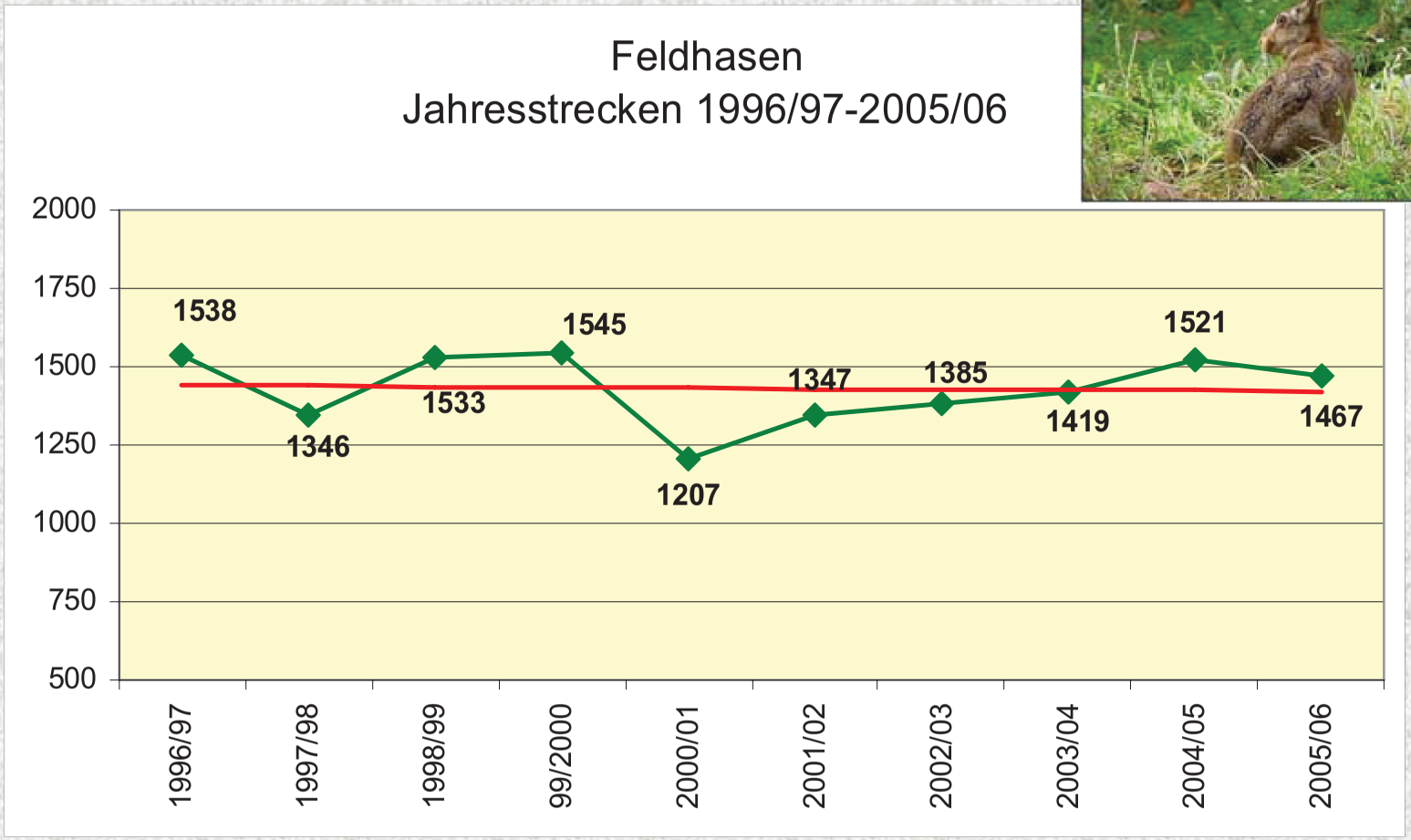
Räumliche Verteilung der Damwildstrecke



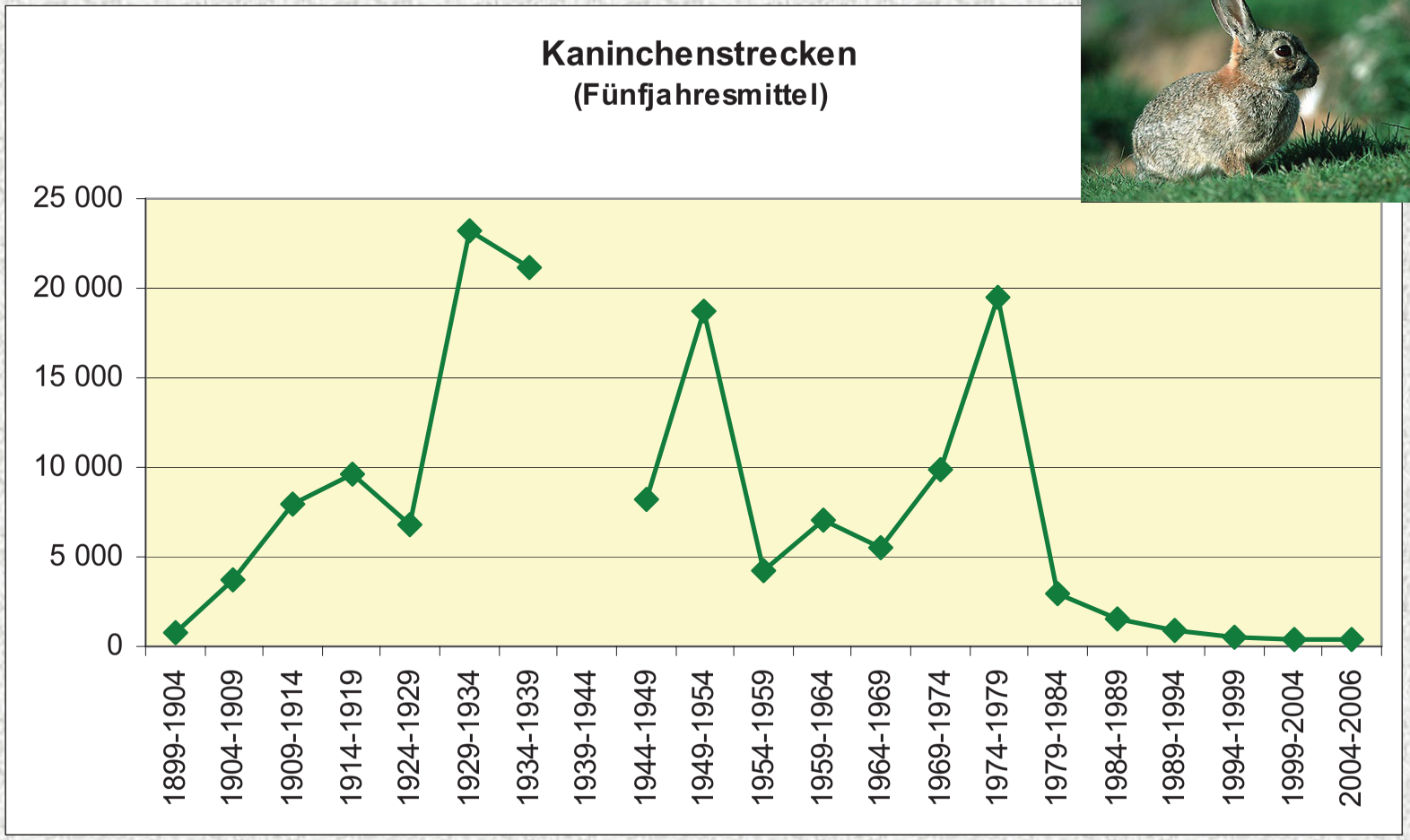
Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts



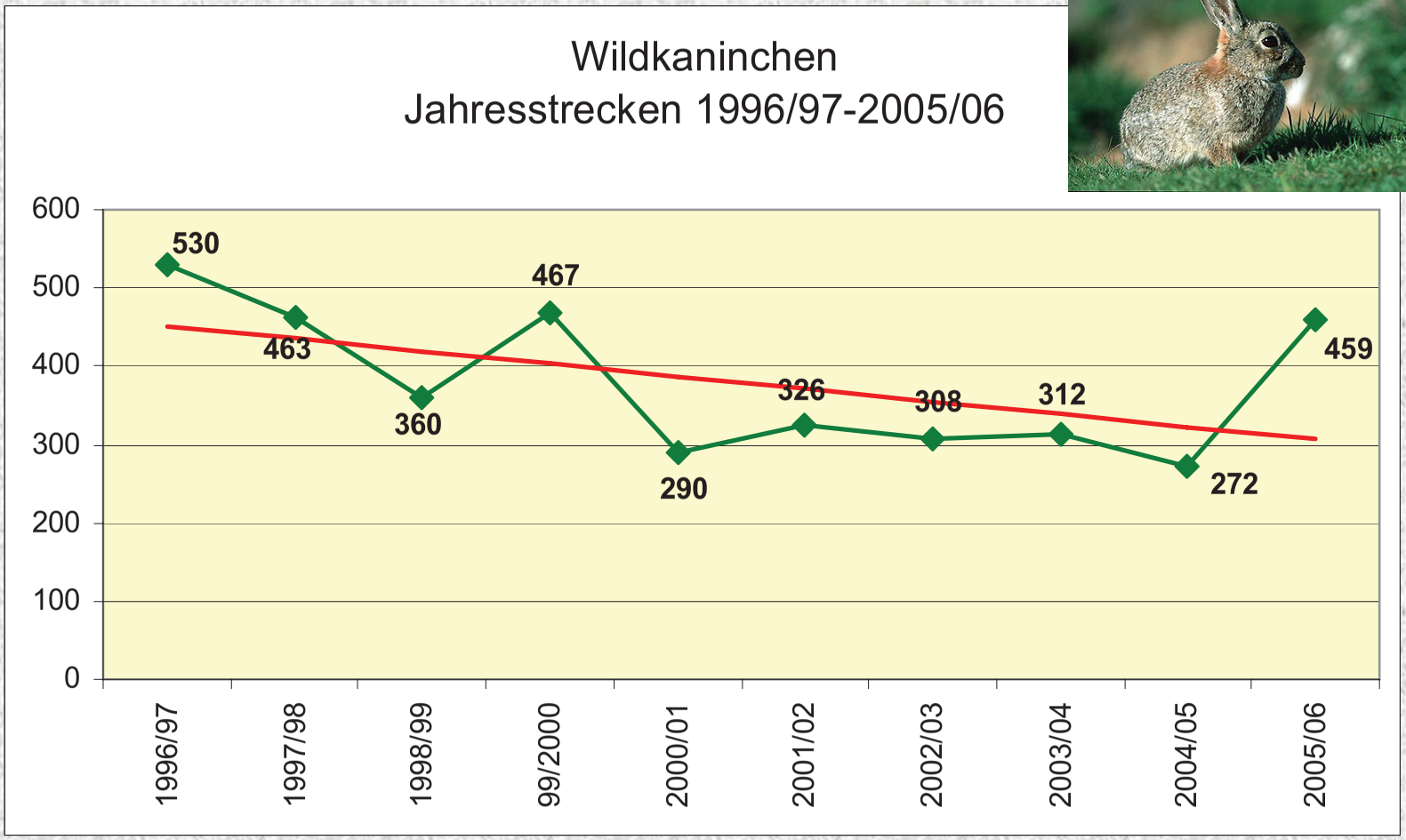
Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts



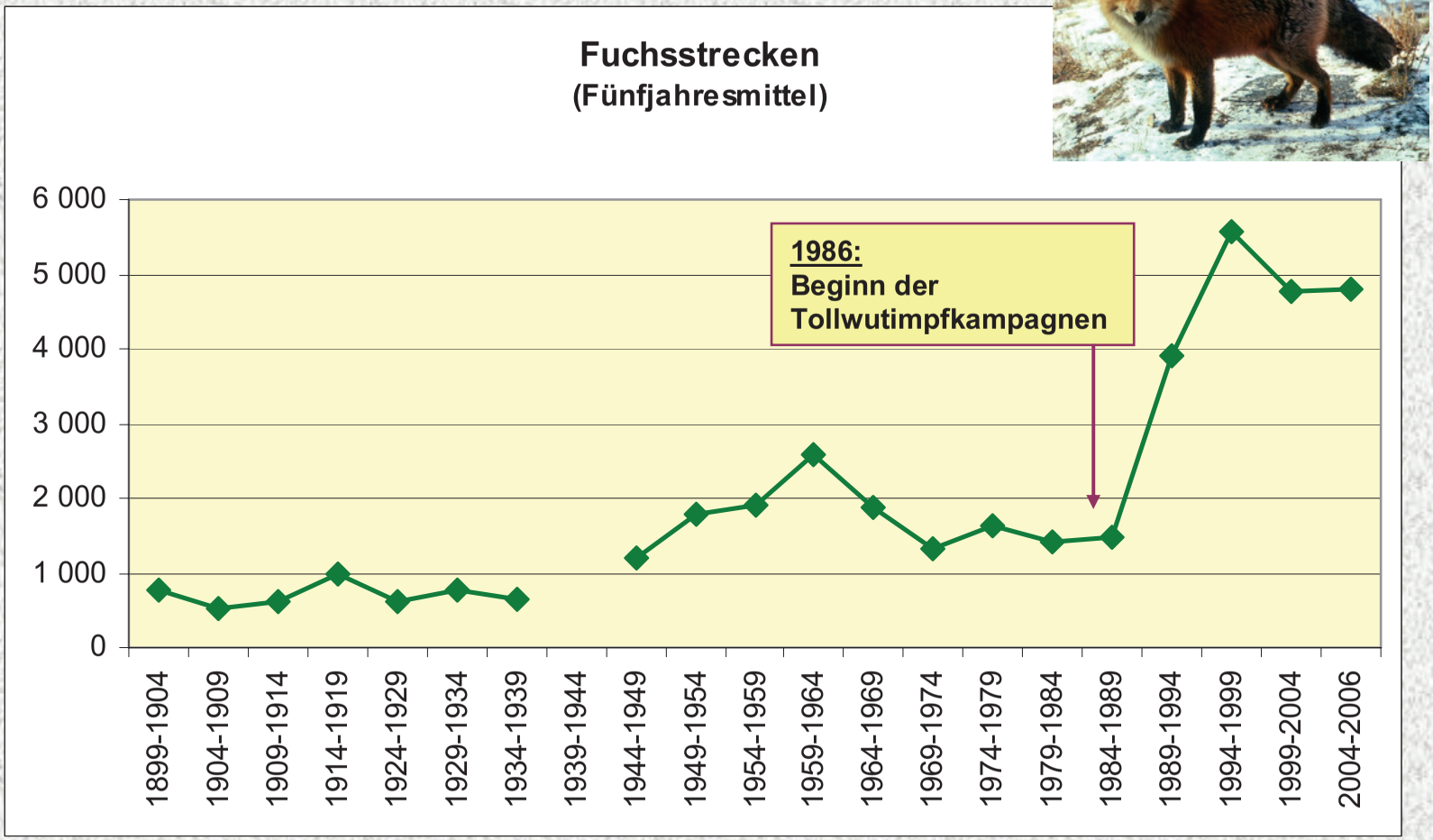
Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts



Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts

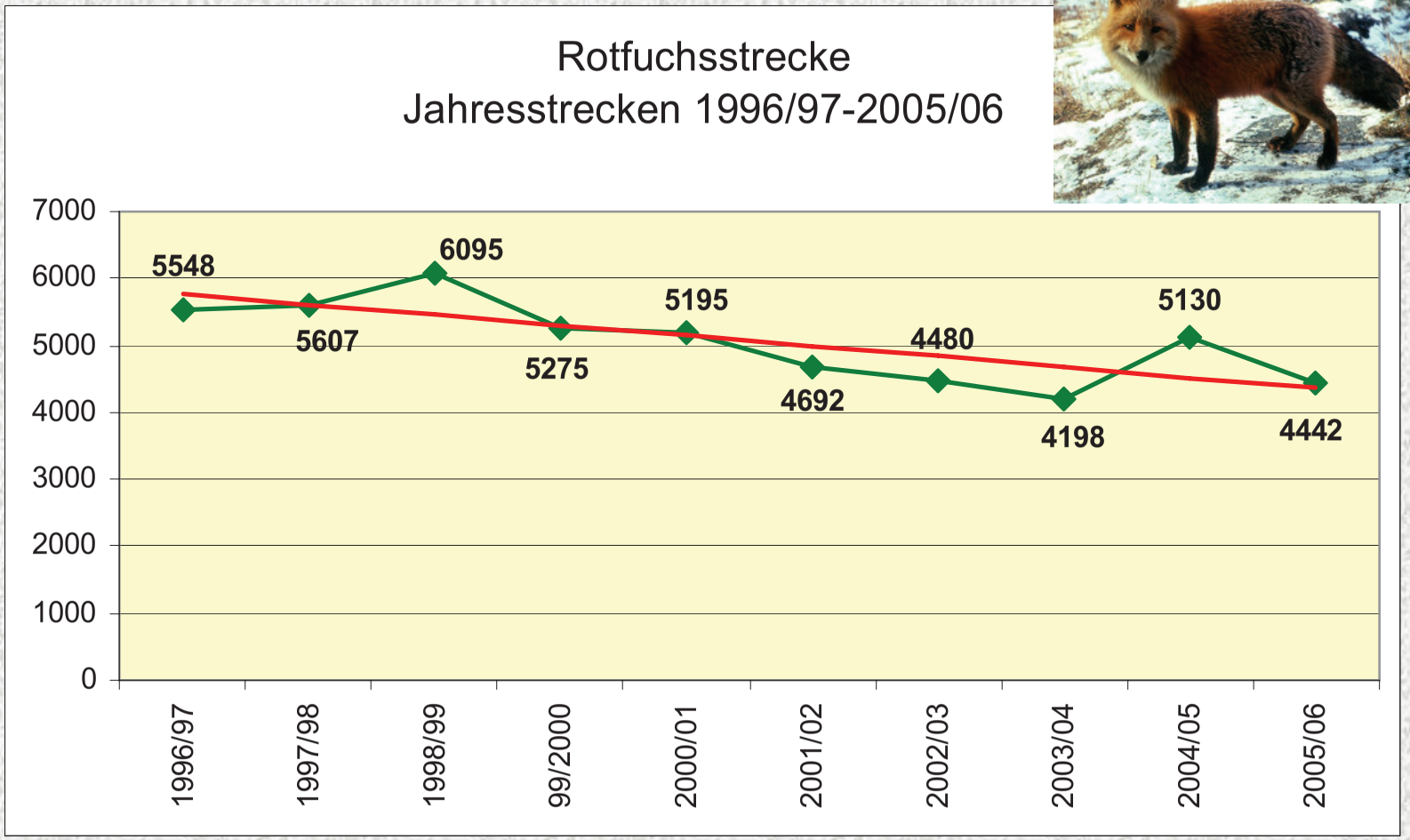


Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts

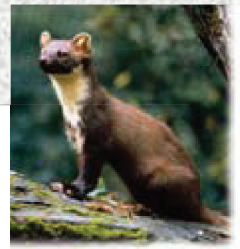


5496 - Dossier consolidé : 534

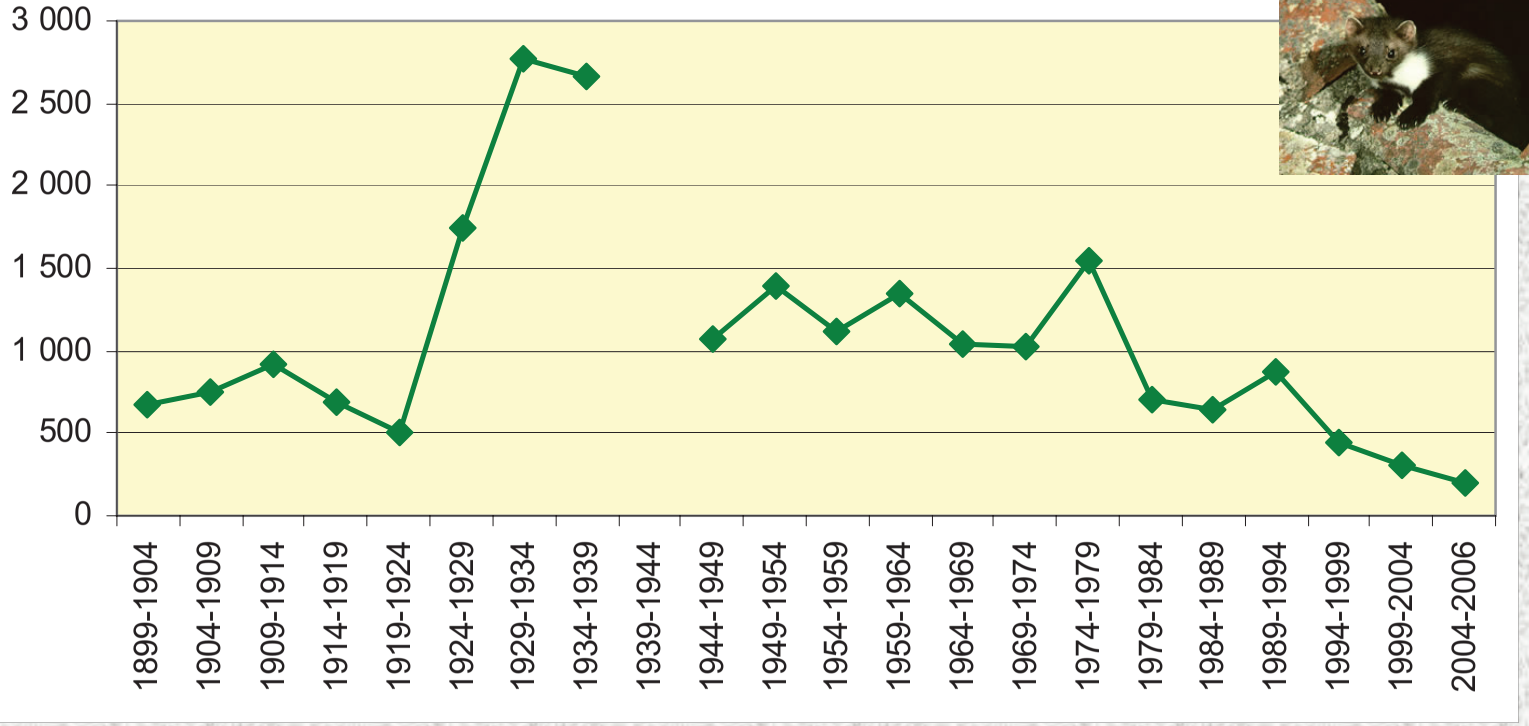
Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts



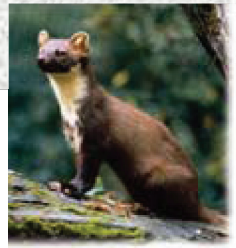
Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts

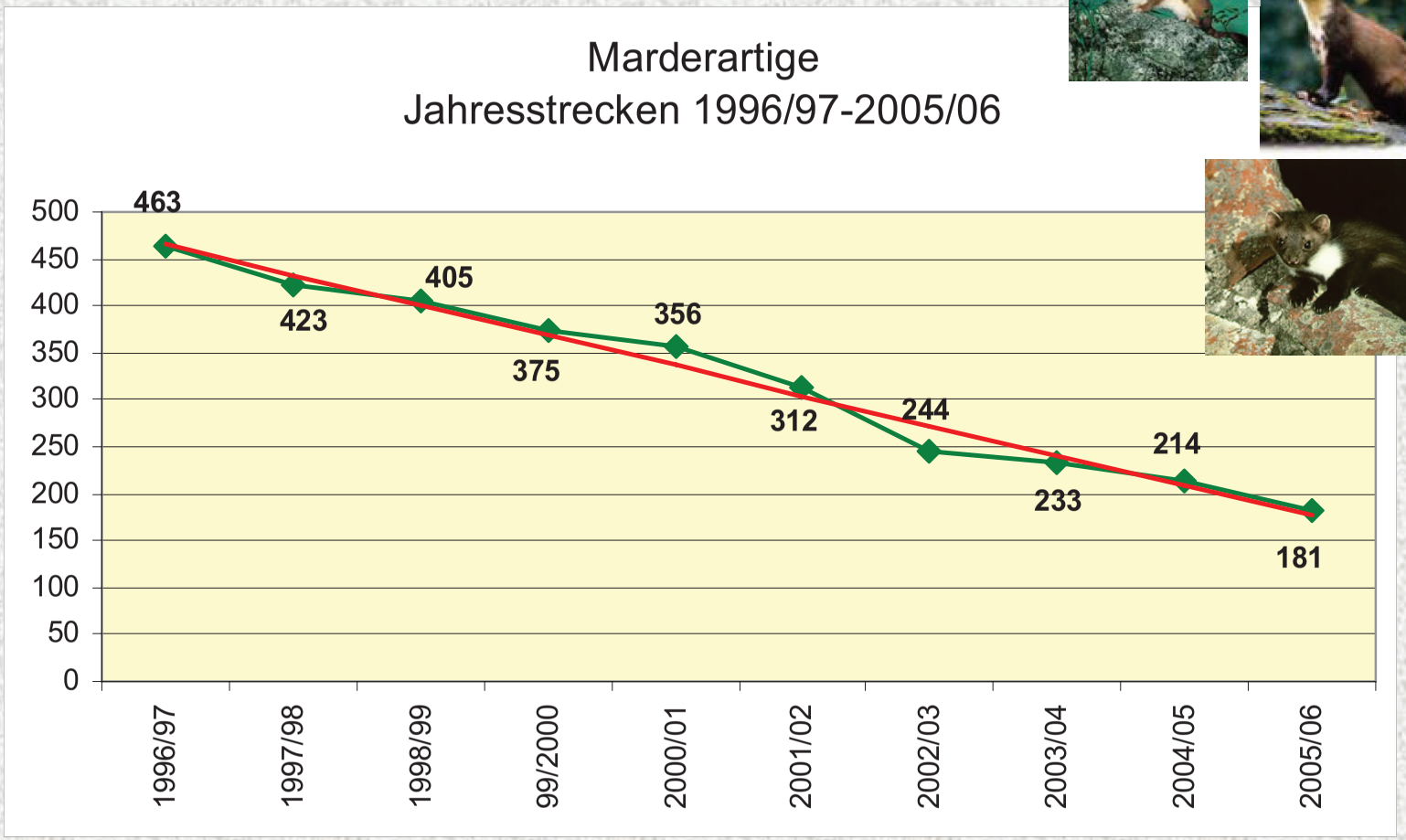


Marderartige
(Fünfjahresmittel der Jahresstrecken)

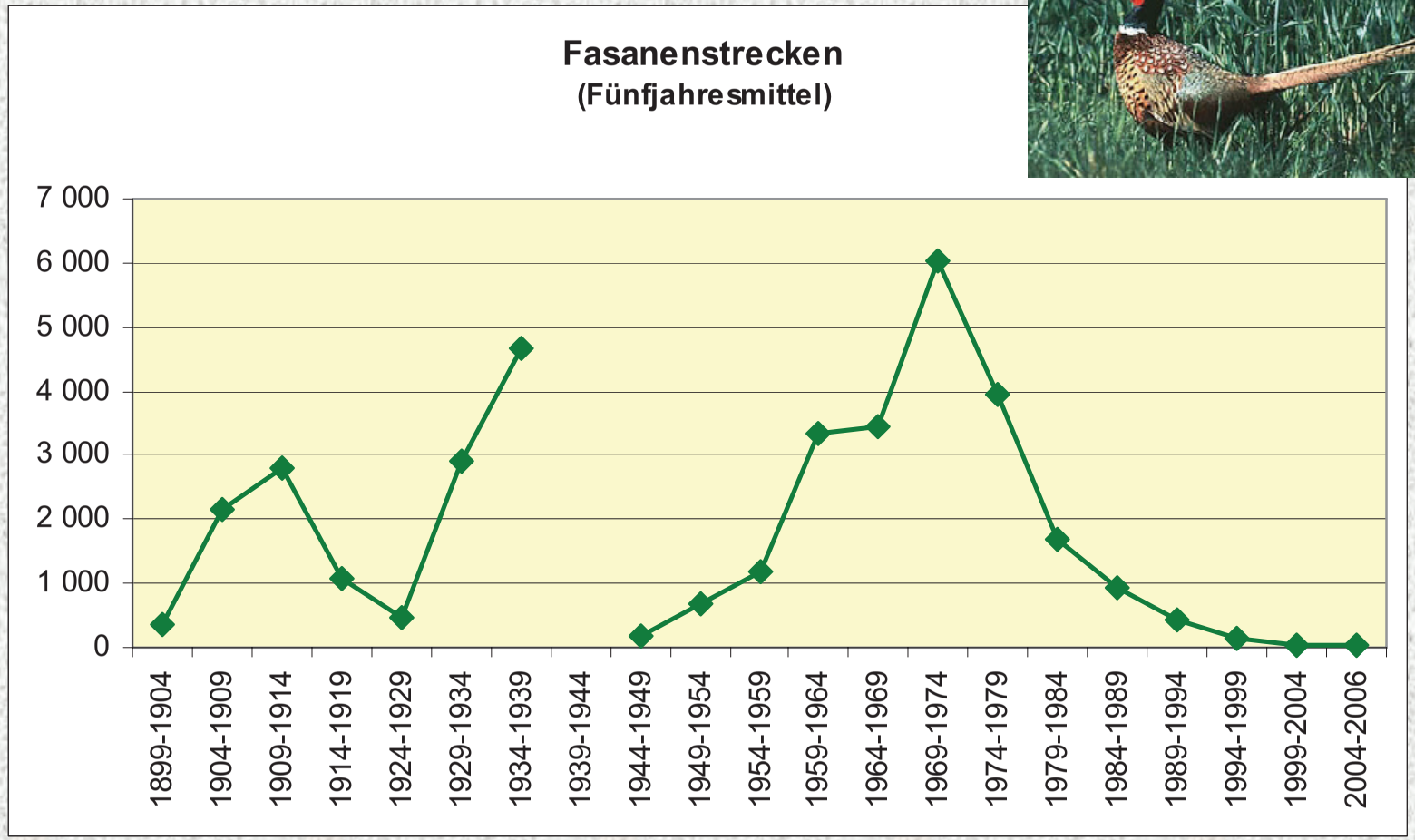


Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts

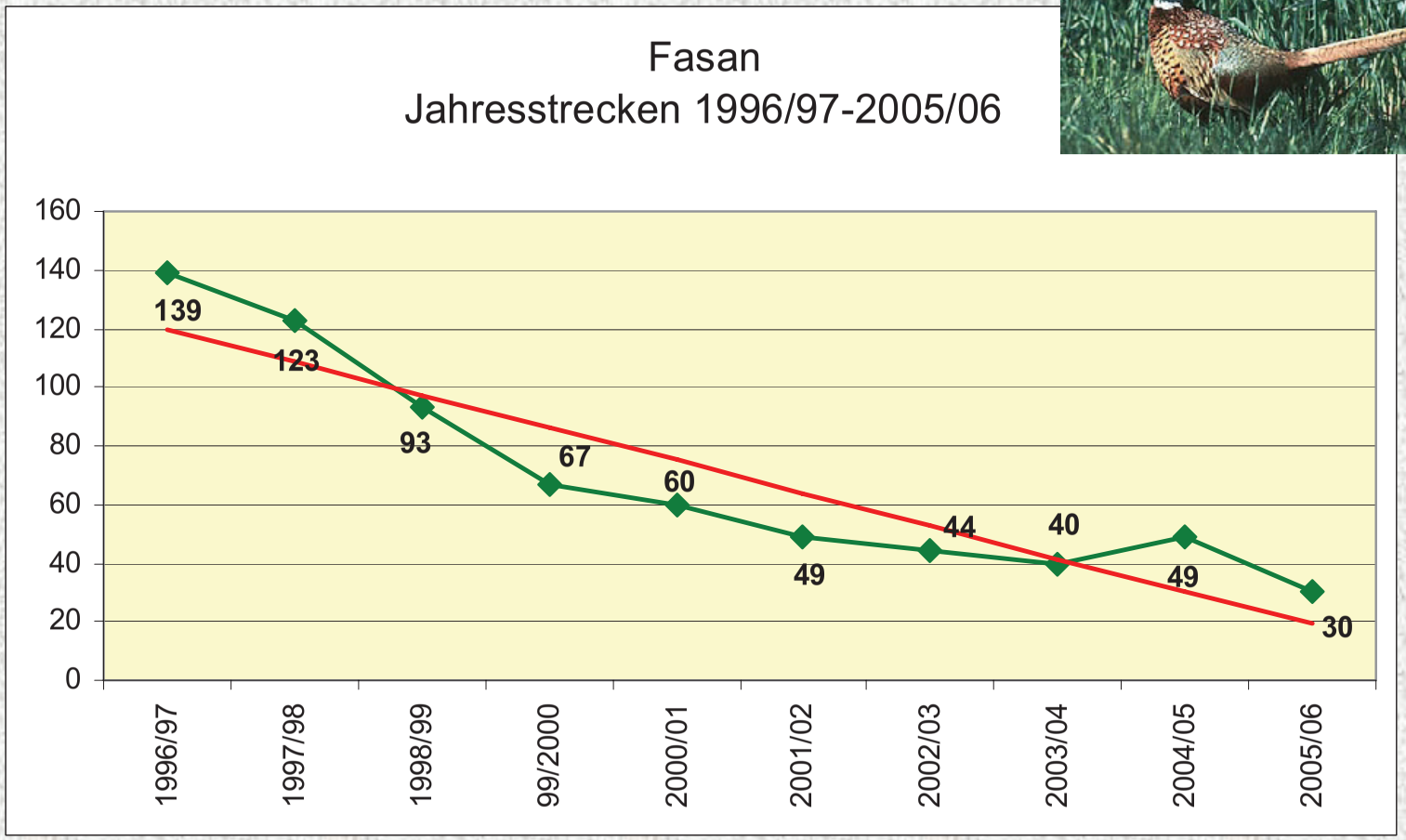




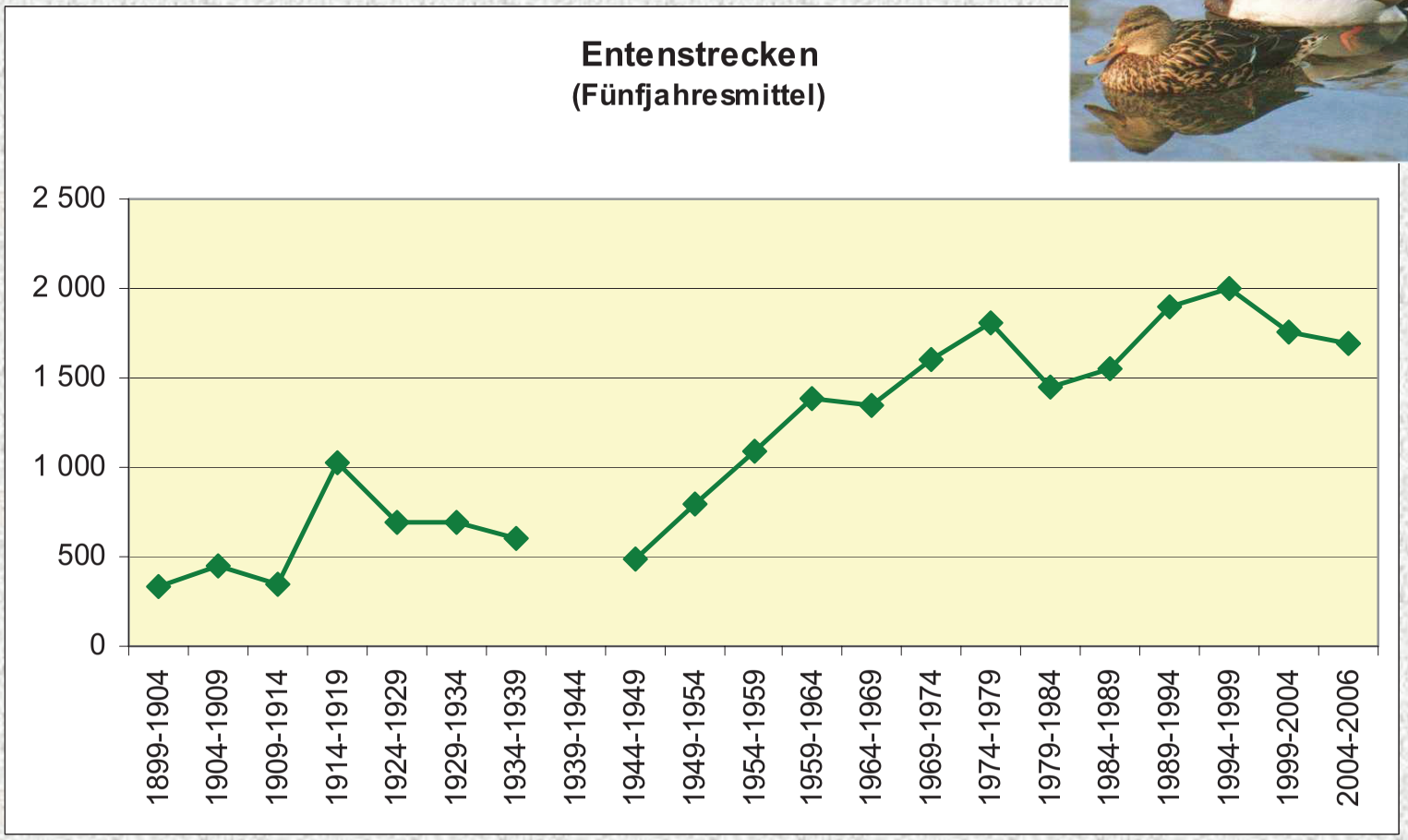
Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts



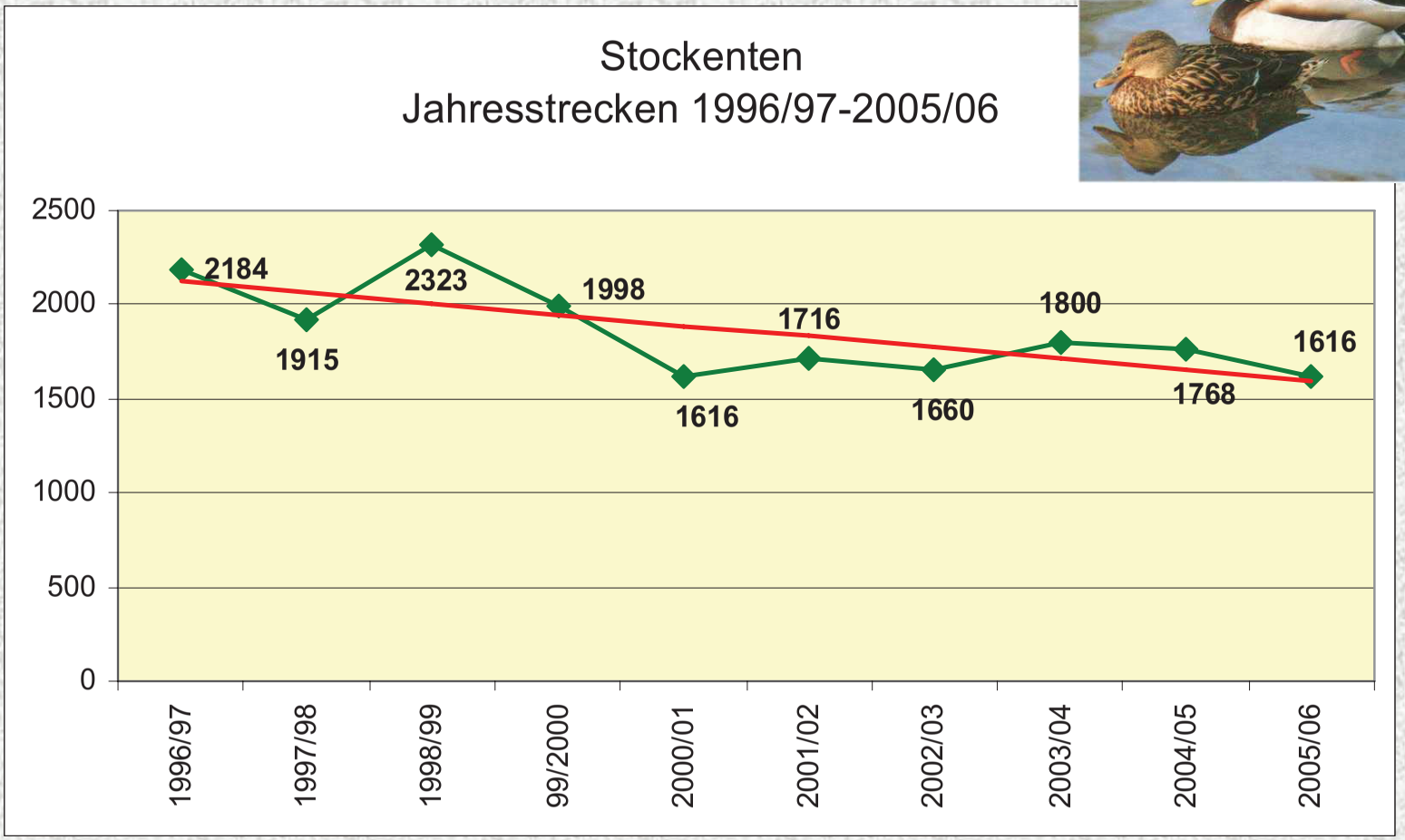
Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts



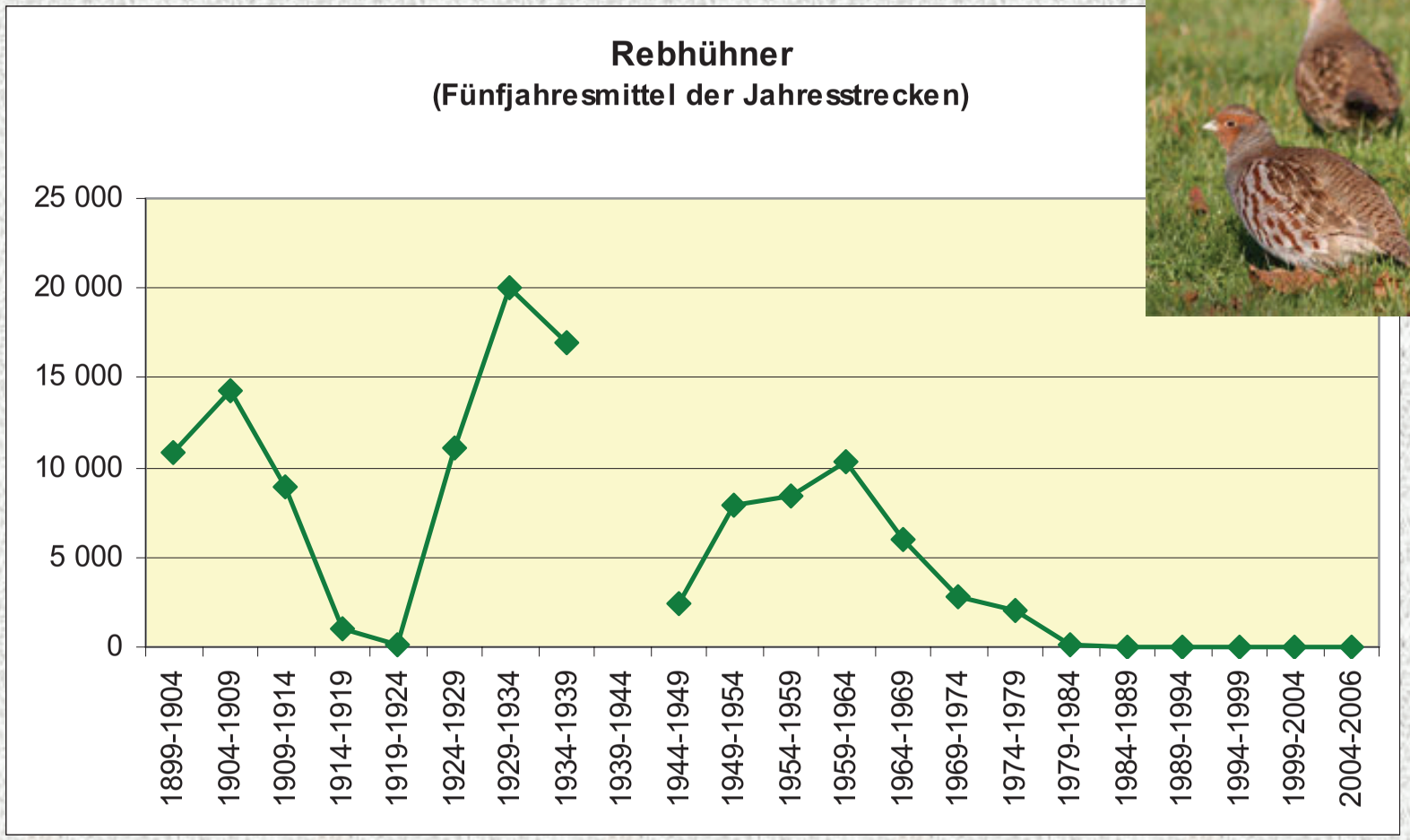
Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts



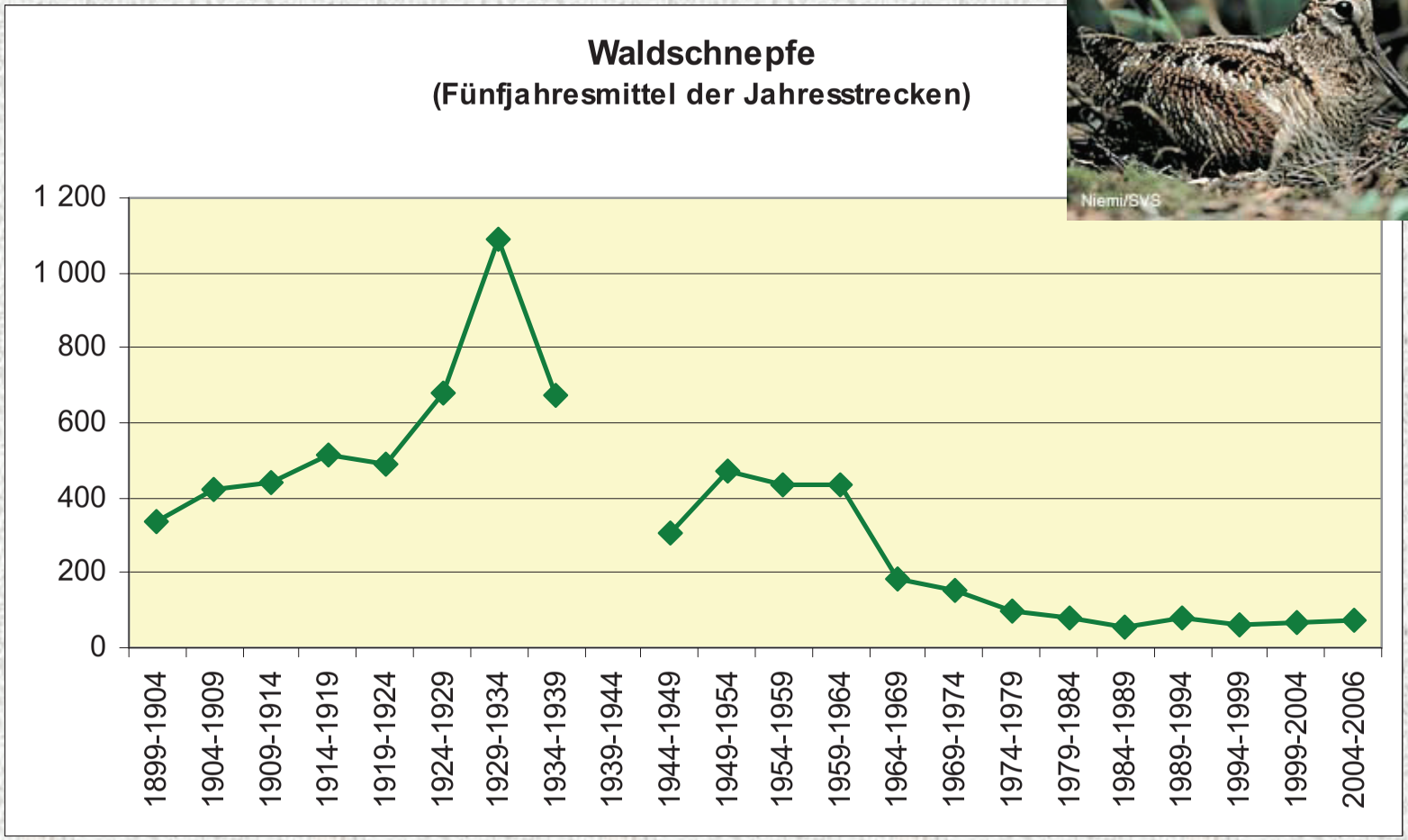
Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts



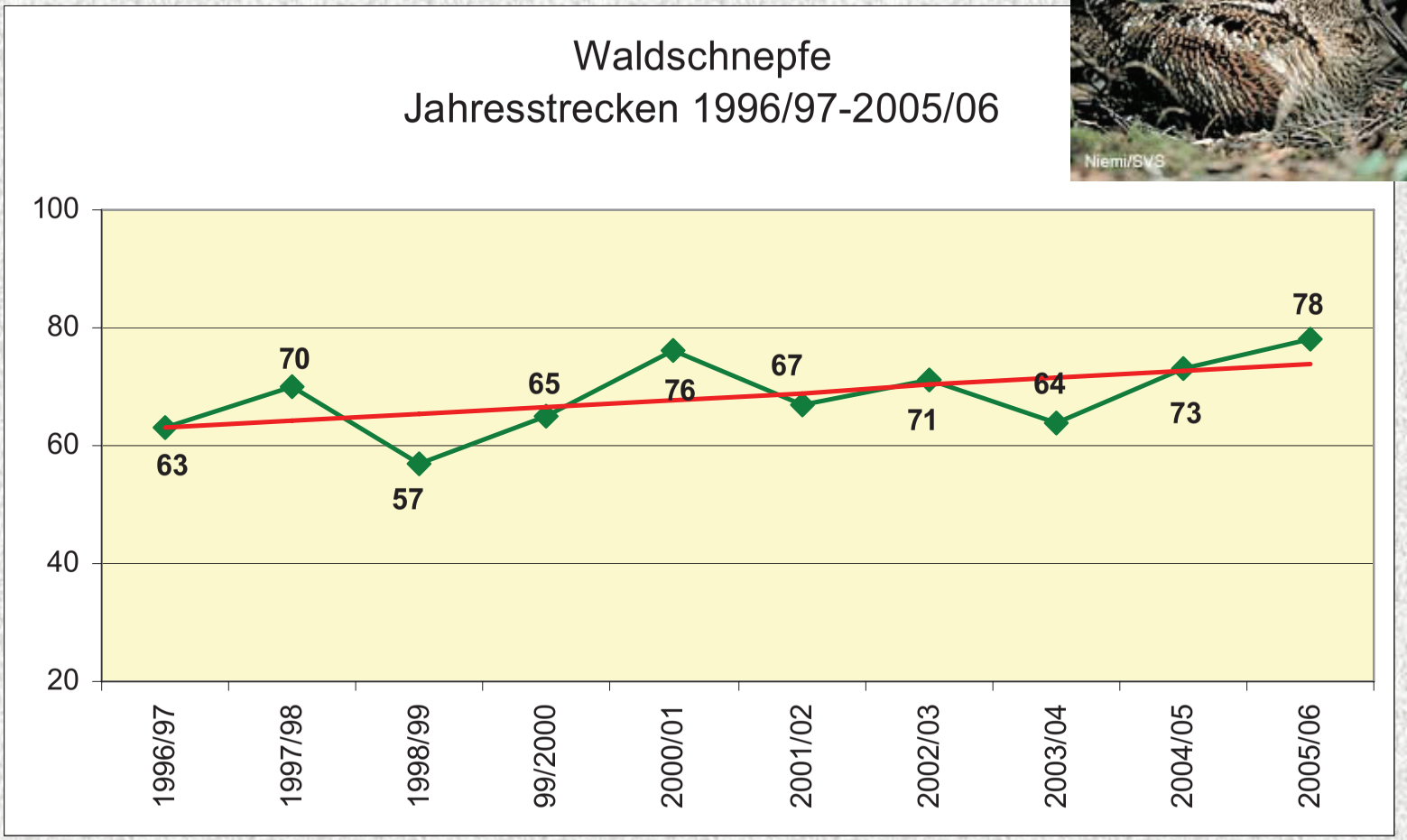
Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts



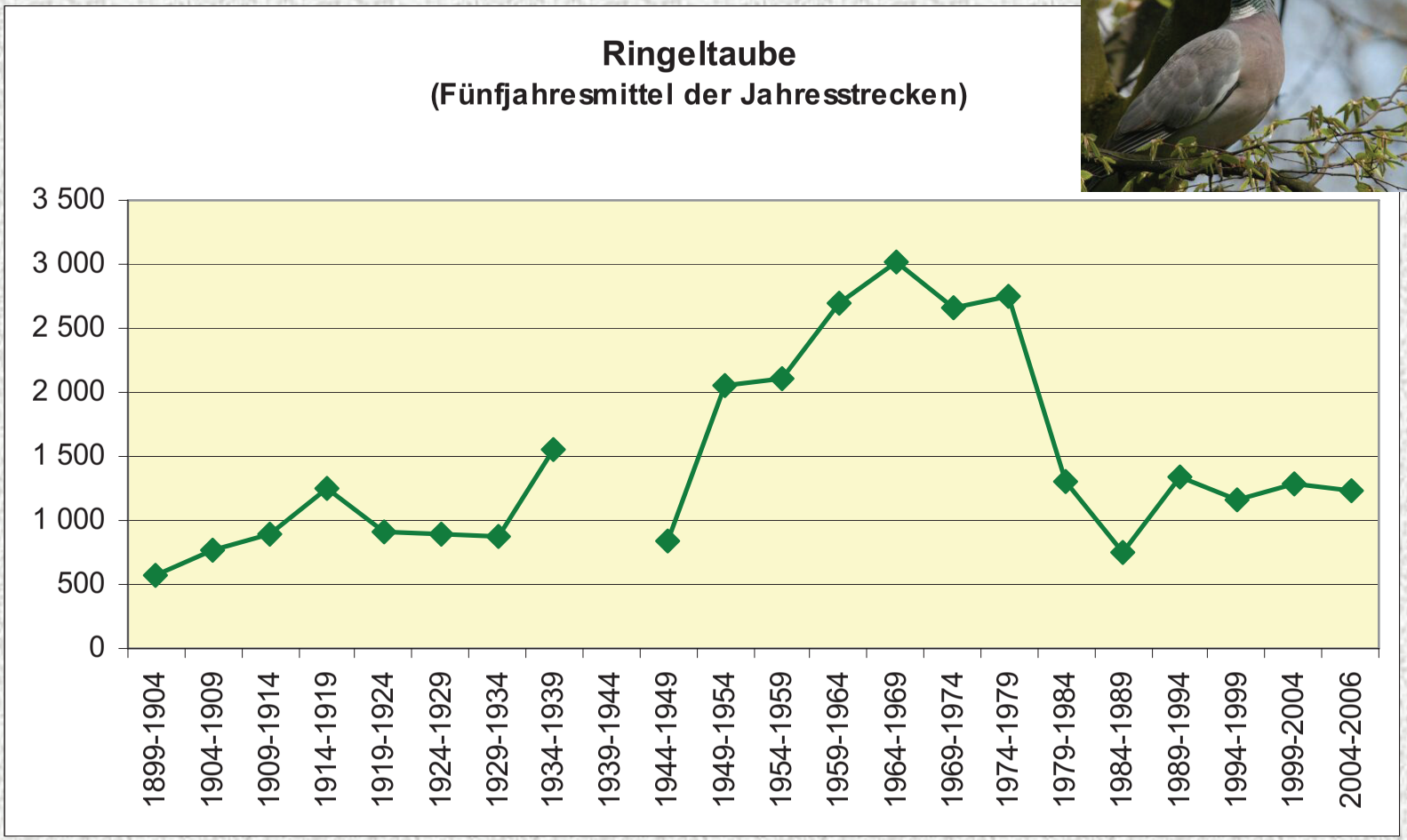
Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts



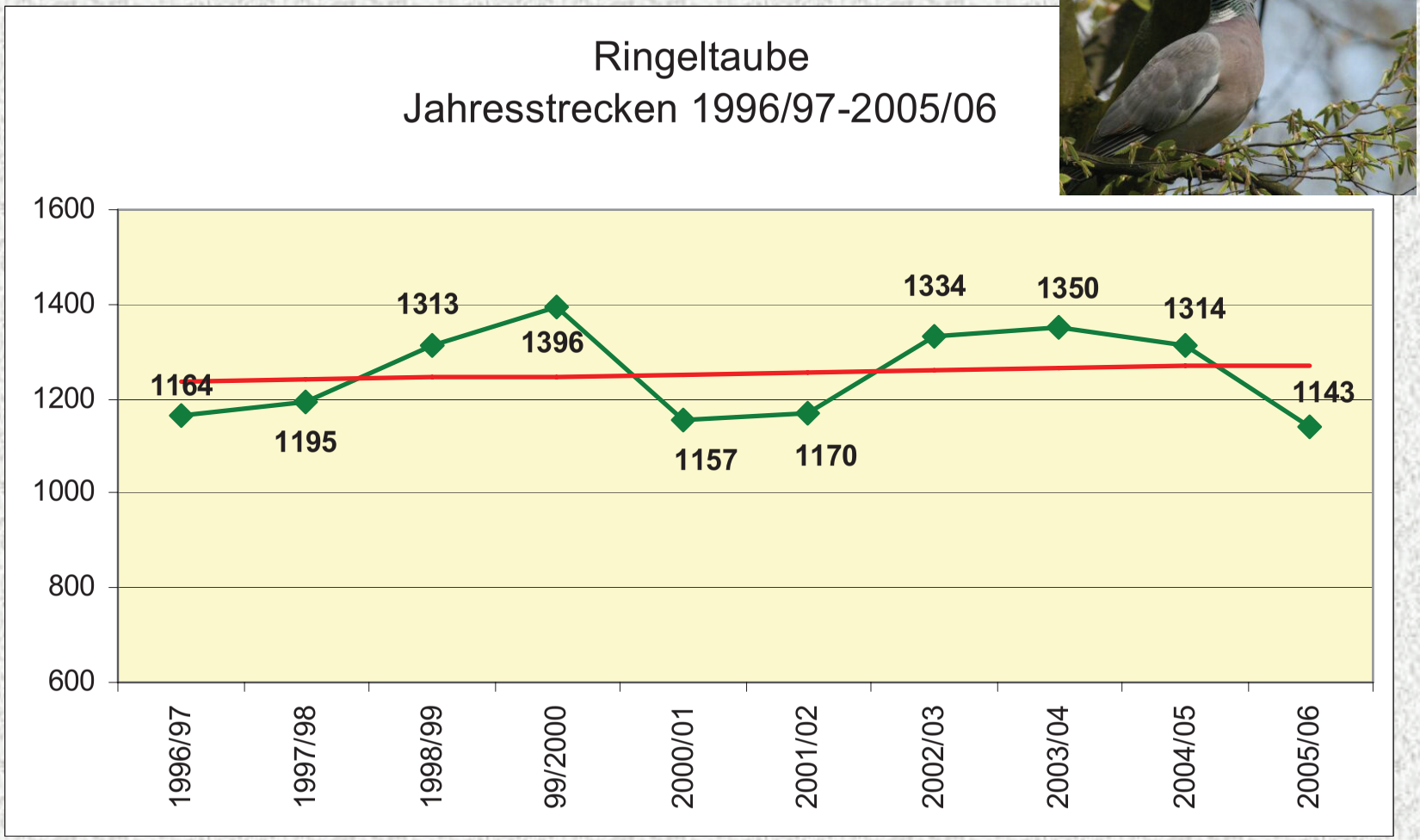
Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts



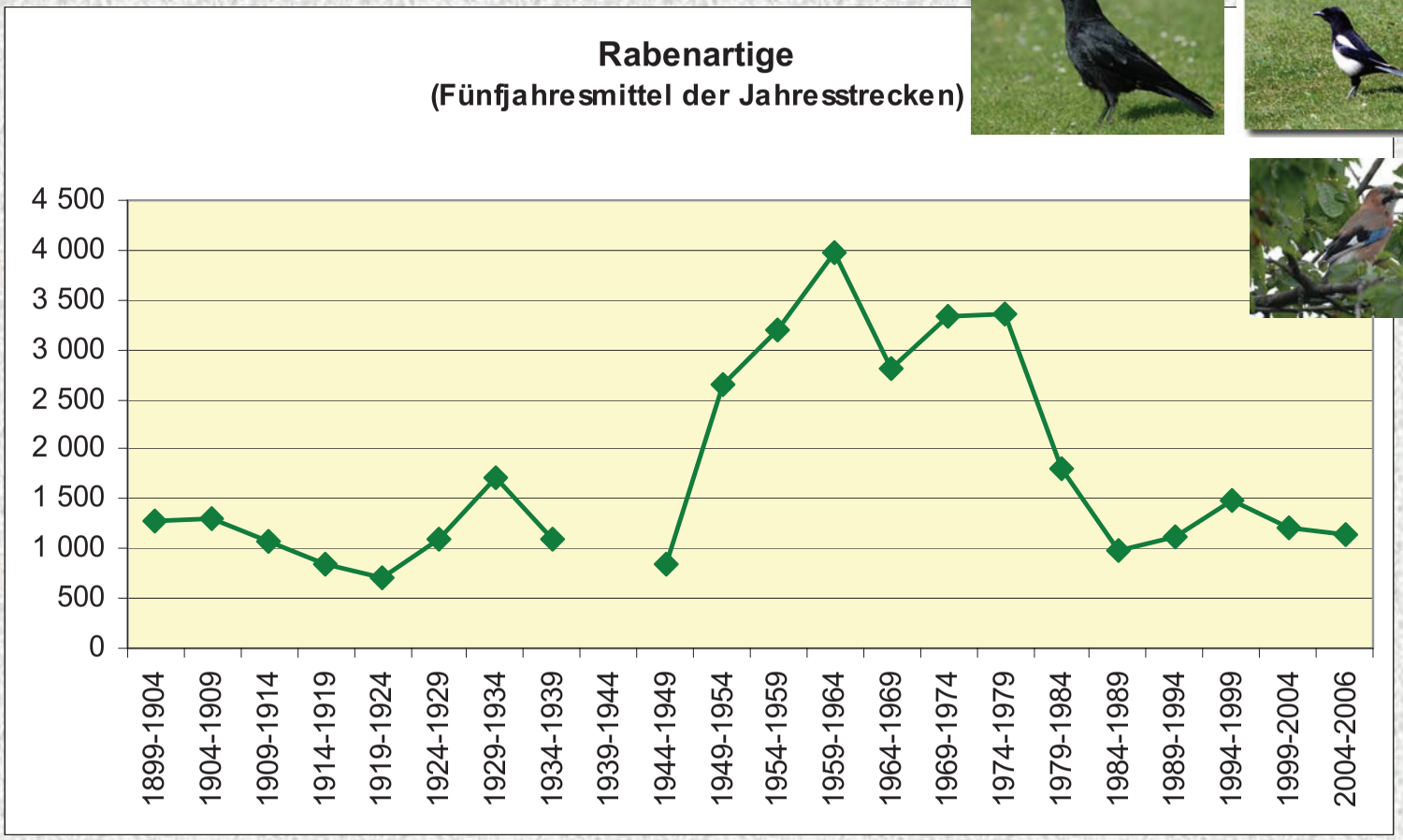
Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts



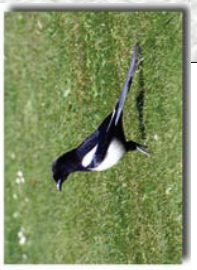
Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts

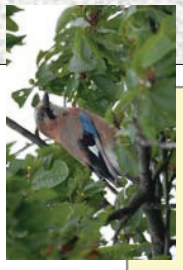


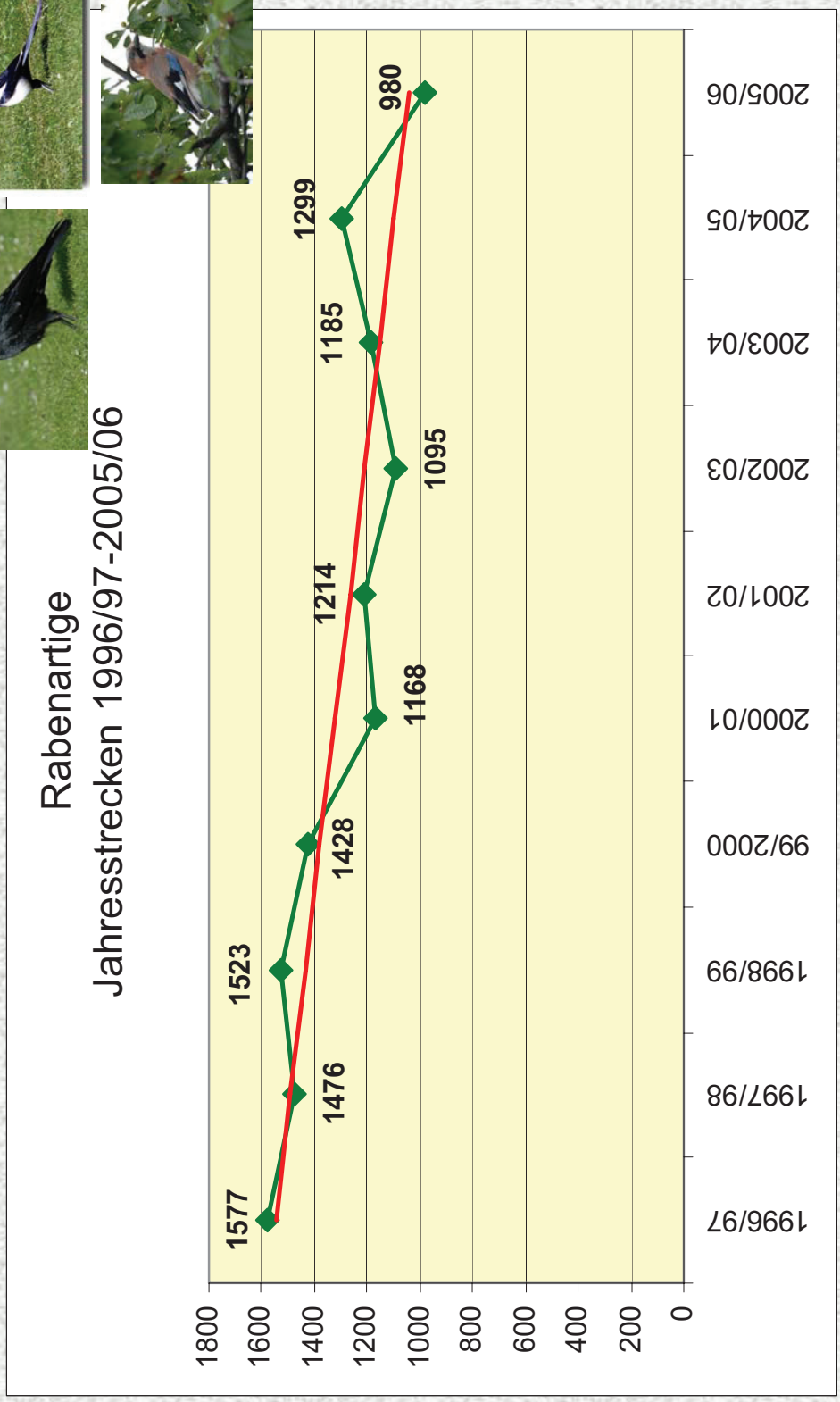
Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts



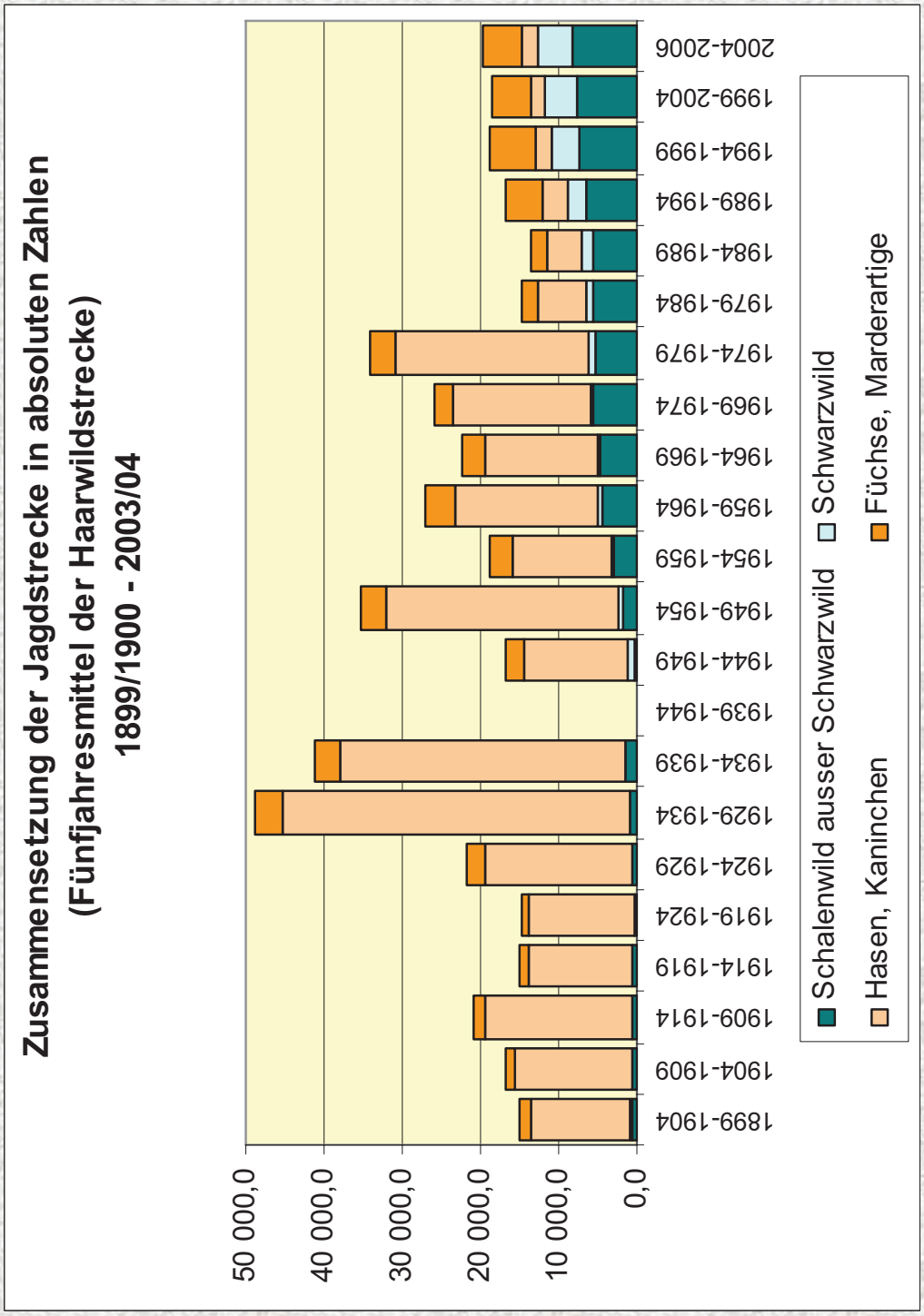
Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts







Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts



ANNEXE 16

Contributions de Monsieur Peter Lüps

Orientierungsdebatte über die Jagd / Luxemburg, 26. März 2007

Thema c **Wilddichte**

Es gibt keine allgemein gültige Definition für die „richtige“ Anzahl Tiere einer Art pro Flächeneinheit!

Alle Aussagen wie „untragbare Dichte“, „unnatürliche Zunahme“, „untolerierbar“, „untragbar“, „zu viele Tiere“ etc. sind immer von menschlichem Denken, häufig von einer rein egoistisch-materieller Betrachtungsweise geprägt.
Hinzu kommt, das verschiedene Interessengruppen denselben Zustand unterschiedlich beurteilen (z. B. „Waldschaden“ durch Förster und Jäger).
Auch von menschlichem Nutzen-Schaden-Denken weitgehend freie Urteile wie „selten geworden“, „stark zugenommen“ weisen letztlich auf Tendenzen hin, die keinen Anspruch auf eine qualitative Wertung haben. Sie erfolgen häufig subjektiv.
In vielen Fällen sind die Urteile über Wilddichten nicht solche biologischer Art, sondern Ausdruck der Wahrnehmung und Akzeptanz.

Die betreffende Art selbst, andere Tierarten oder die Vegetation geben die entsprechende Auskunft, die der Mensch allerdings oft in einem (zu?) späten Zeitpunkt wahrnehmen kann oder will.
Aber: die Tierart gibt sich die Antwort selbst in unbewirtschafteten Lebensräumen bisweilen zu spät (z.B. Massensterben von Schalenwild bei fehlenden Beutegreifern). Der Mensch neigt dazu, hier einzugreifen (Tierschutzgedanke). Das Wort Selektion wird nicht gerne gehört.

Abgesehen von all diesen subjektiven Einschätzungen und Wertungen sind bei sehr vielen Arten Schätzungen sehr schwierig zu bewerkstelligen, von Zählungen ganz zu schweigen.

Auch bei ein und derselben Art wirken sich die Sichtverhältnisse im Lebensraum, die Vertrautheit oder die Scheu gegenüber dem Menschen, die Anwesenheit oder das Fehlen von Beutegreifern auf das Schätz-Ergebnis aus.

Um jagdliche Entscheide nach wildbiologischen Kriterien im Sinne einer optimalen „Bewirtschaftung“ („Management“) einer Tierart im Interesse des gesamten Ökosystems zu fällen, sind sorgfältige Abklärungen notwendig.
Trotzdem können Fehlplanungen nie ausgeschlossen werden. Sie einzugestehen ist kein Zeichen der Schwäche. Flexibilität ist gefragt.

22.03.2007/pl

Orientierungsdebatte über die Jagd / Luxemburg, 26. März 2007

Thema d **Aussetzen nicht einheimischer Wildarten**

Das Einbringen von ursprünglich nicht heimischen (faunenfremden) Tierarten (Neozoon) kann

- passiv (Einwanderung, Entweichen) oder aktiv,
- gedankenlos oder mit einer bestimmten Absicht,
- legal oder illegal

erfolgen.

In den meisten Fällen wirkt es sich in irgendeiner Form negativ aus, sei dies für das einzelne Individuum, oder andre Arten.

Beispiele für passives Einbringen von Arten in eine fremde Artengemeinschaft:
Waschbär (Entwichen), Rostgans (Entwichen), Halsbandsittich (Entwichen)
Marderhund (eingewandert)

Beispiele für aktives Einbringen von Arten in eine fremde Artengemeinschaft:
Fasan und Mufflon (für Jagdzwecke)
Bisam (als Pelztier)
Schwarzer Schwan („zur Erbauung“)

Ein anderes Kapitel stellt das Wieder-Einbringen früher vorhandener Arten dar:
Aktiv (Wiederansiedlung)
Passiv (Einwanderung)

Problematisch ist das Einringen von Individuen einer heimischen Art aus gebietsfremden Populationen zum Anheben des Bestandes (meist zu Jagdzwecken, z. B. Feldhasen) oder zu dessen Stützung (bei Arten mit negativer Bestandsentwicklung, z.B. Steinkauz).

Fazit:
Das aktive Einbringen faunenfremder Arten ist abzulehnen,
- da diese Tiere ein ohnehin gestörtes Ökosystem zusätzlich beeinflussen und zu Konkurrenten einheimischer Arten führen können,
- das Einschleppen von Krankheiten und Parasiten nicht ausgeschlossen werden kann
- die Auswirkungen auf Land- und Forstwirtschaft oft nicht voraussagbar sind

Eingewanderte faunenfremde Arten müssen u.U. bekämpft werden, wenn sie den Fortbestand einheimischer Arten gefährden.
Auf gesetzgeberischer Seite ist diesem Umstand Rechnung zu tragen.

22.03.2007/pl

Orientierungsdebatte über die Jagd / Luxemburg, 26. März 2007

Thema e/f **Jagdbare Wildarten / Jagdperiode**

Im Vordergrund steht das Wild, nicht der Jäger!

Die jagdbaren Arten müssen einzeln, oder, wo dies sinnvoll und ohne Verwechslungsmöglichkeit durchführbar ist, in systematischen Gruppen (z.B: Schwimmenten, Geweihträger) aufgeführt werden.

Die Liste muss, bei sich ändernden Bedingungen, durch die verantwortliche Behörde reduziert oder erweitert werden können.

Die Stellung einer Art unter „nicht-jagdbar" („geschützt") schliesst eine begründete und definierte Bestandskontrolle durch geeignete Massnahmen nicht aus. Eine Bejagung nach wildbiologischen Kriterien und einem klar definierten Konzept muss möglich sein.

Massgebend bei der Umteilung von nicht-jagdbar zu jagdbar, müssen international anerkannte Kriterien sein (z.B. Rote Listen).
Zudem müssen das quantitativ erhobene und bereit abgestützte Auftreten von für die Gesellschaft nicht tragbaren Schäden oder/und die Konkurrenz zu anderen Arten sein.
Diese Bemerkung gilt nicht für die Bejagung frei lebender oder verwilderte Haustiere (v.a. Hunde und Katzen). Für solche müssen klare Definitionen geschaffen werden.
Das Auftreten faunenfremder Arten bedingt oft das frühzeitige Planen notwendiger Massnahmen.

Eine jagdbare Art muss beim Vorliegen einer negativen Bestandsentwicklung provisorisch oder vorübergehend geschützt werden können („Moratorium"), ohne dass bereits eine Gesetzesänderung notwendig ist.

Bei allen jagdbaren Arten müssen Einschränkungen möglich sein, betreffend

- Alter und Geschlecht
- Region
- Jahreszeit (Schonzeit)

Die zeitliche Ausübung der Jagd muss sich nach biologischen Kriterien orientieren (Brunft/Ranz/Balz), Setzeit, Brutzeit/Jungenaufzucht).

22.03.2007/pl

ANNEXE 17

Contributions de Monsieur Ulf Hohmann

Betr.: Orientierungsdebatte über die Jagd am 26. März 2007, Plenarsaal Luxemburg-Stadt (Nr. 5496)

Stellungnahme von Dr. forest Dipl. Biol. Ulf Hohmann zu bestimmten, vorgegebenen Schlagworten

Wildfütterung und Jagdmethoden

Aufgrund einer gemeinsamen Recherche der Direction des Eaux et Forêts, Luxemburg und der Forschungsanstalt für Waldökologie und Forstwirtschaft, Rheinland-Pfalz, zum Vergleich der Jagdsysteme in Luxemburg und Rheinland-Pfalz (siehe Anlage Hohmann et al 2006) fiel der vergleichweise hohe Anteil der Schalenwilderlegungen auf den herbstlichen Treibjagden in Luxemburg auf. Dies ist im Sinne einer generellen Jagdberuhigung bzw. Reduzierung der störungsintensiveren Einzeljagd aus wildbiologischer Sicht zu begrüßen: eine zeitliche Beschränkung jagdlich bedingter Störungen (Intervalljagd) auf die für die Einzeljagd attraktiven Freiflächen erhöht im Umkehrschluss die Verfügbarkeit dieser Bereiche für das Wild und reduziert damit den Schäl- und Verbissdruck auf die forstwirtschaftlich relevante holzige Vegetation.

Aus diesem Grunde ist ein hoher Anteil verabreichter Futtermittel, deren Bedeutung als Lockmittel für die Einzeljagd (Kirrjagd) in Luxemburg aufgrund der wenigen Kirrjagderlegungen ohnehin gering ist, zu hinterfragen. Die Vor- und Nachteile des Eintrags künstlicher Futtermittel sollten dabei kritisch überprüft werden. Einer eventuellen Steigerung des Jagderfolgs durch die Ausbringung von Futtermitteln ist z. B. eine potentielle reproduktionssteigernde Wirkung beim gefütterten Wild gegenüber zu stellen.

Wie ich im Folgenden zeigen werde gibt es Indizien dafür, dass allein über das Ausbringen von Futtermitteln zum Zwecke der Erlegung die Populationsdichten beim Schwarzwild im Endeffekt gesteigert und nicht reduziert werden. Da das Füttern zum Zwecke der Revierbindung zu keiner Steigerung des revierübergreifenden Jagderfolgs führt, ist diese Fütterungsbegründung ohnehin abzulehnen.

Wilddichte

Die Wilddichte ist aus wildökologischer Sicht nur ein Faktor unter vielen, welcher den Einfluss des Wildes auf seinen Lebensraum bestimmt. So ist z. B. in der Wald-Wild-Problematik der Einfluss des Wildes auf die Waldverjüngung und Holzqualität nicht allein über die Wilddichte herleitbar. Weitere Faktoren sind z. B.

1. alternatives Äsungsangebot
2. Störungsintensität (Verkehr, Erholungs- oder Jagddruck)
3. Waldstruktur (z. B. räumliche Nähe von Äsungs- und Deckungshabitaten, Fragmentierungen)
4. Waldbau (Anteil schälschadens- oder verbissgefährdeter Flächen)
5. Faktoren, welche Wild anlocken (Fütterungen, wenige attraktive Äsungsflächen)

Aus diesem Grunde setzen sich Weisersysteme in Europa mehr und mehr durch und verdrängen die ehemaligen starren Sollwerte für Wilddichten. Diese Weisersysteme (z. B. Verbiss- und Schälgutachten, Weisergatter mit Vergleichesflächen) stellen die eigentliche Sollwertgröße, nämlich das Ausmaß des vorher festzulegenden, nicht mehr tolerierbaren Verbiss- und Schäldrucks, in den Mittelpunkt der Betrachtung. Steigen die Wildschäden z. B. über den Toleranzrahmen, wird u. a. über eine Erhöhung des Abschusses die Wilddichte abgesenkt. Davon unbenommen wären aber je nach Situation auch Erhöhungen des Äsungsangebots etc. sinnvoll, um das Schadensausmaß zu senken.

Das Aussetzen nicht einheimischer Wildtierarten

Das Aussetzen (aktive, willentliche Ansiedlung) nicht einheimischer (allochtoner) Wildarten ist aus wildökologischer Sicht grundsätzlich abzulehnen, da nicht ausgeschlossen werden kann, dass solche Maßnahmen negative Folgen für die heimischen Lebensräume nach sich ziehen.

Gleiches gilt für das fortgeführte Aussetzen bereits etablierter Neozoenpopulationen z. B. von Damwild, da analog auch bei diesen Eingriffen nicht ausgeschlossen werden kann, dass solche Maßnahmen negative Folgen für die heimischen Lebensräume nach sich ziehen.

Die Bejagung bereits etablierter Neozoenpopulationen mit dem Zweck der Regulierung, Dezimierung oder Ausrottung ist hinsichtlich ihrer Invasivität, also hinsichtlich negativer ökologischer, ökonomischer oder seuchenhygienischer Auswirkungen, zu überprüfen. Sollte eine Invasivität festgestellt werden oder angenommen werden, ist an eine Bejagung eine zeitlich definierte Effektivitätskontrolle anzuschließen, wonach die Bejagung neu zu regeln bzw. aufzugeben wäre, wenn das Ziel (Regulierung, Dezimierung oder Ausrottung) mit den bisherigen Bejagungsmethoden nicht erreicht wurde.

Sollte keine Invasivität festgestellt werden, sollte eine Bejagung zumindest an eine Nutzung (Wildbret, Pelz etc.) gekoppelt werden.

Fuchsbejagung

Prädatoren wie Raubsäuger sind wesentliche Elemente von Ökosystem, deren äußert komplexe Wechselwirkung mit dem Ökosystem nach wie vor nur teilweise untersucht und verstanden ist. Auf der Grundlage bisheriger Erkenntnisse kann jedoch festgestellt werden, dass

1. die Entwicklungsfähigkeit von Raubsäugerpopulationen, die als wesentlicher Bestandteil der heimischen Tierwelt anzusehen sind, grundsätzlich erhalten werden muss und dass
2. der Einfluss von Raubsäuger wie z. B. des Rotfuchses auf ihre Beutetiere bzw. ihre Bedeutung als Vektor von Tierseuchen keiner einfachen Gesetzmäßigkeiten folgt, sondern sehr stark von anderen Faktoren beeinflusst werden kann.

Aus diesem Grunde sollte die Bejagung von heimischen Raubsäugern, welche in der Regel mit dem Ziel der Regulierung oder Dezimierung pauschal an negative ökologische (z. B. Reduktion der Biodiversität), ökonomische (z. B. Prädation von Nutztieren) oder seuchenhygienischer (z. B. Tollwutübertragung oder Fuchsbandwurm) Auswirkungen gekoppelt wird, hinsichtlich dieser Auswirkungsdiagnose und Zielsetzung hinterfragt werden.

So ist z. B. nicht hinreichend untersucht, ob eine Bejagung des Fuchses die Ausbreitung der Tollwut hemmt oder gar fördert. Ebenso ist klärungsbedürftig, warum die Bejagung des Fuchses auch in großen zusammenhängenden Waldgebieten ohne nennenswerte Niederwildvorkommen weiterhin durchgeführt wird, wenn auch eine Nutzung des Pelzes unterbleibt (Tiere werden oftmals nach der Tötung vollständig beseitigt).

Der langfristig starke Anstiege der Fuchsstrecken nach erfolgreicher Ausrottung der Tollwut in großen teilen Europas hat deutlich gezeigt, dass eine großräumige Dezimierung des Fuchspopulationen mit jagdlichen Mitteln nicht möglich ist.

Jagdperioden

Siehe Kommentar zu Wildfütterung und Jagdmethoden

Anlage:

Saujagd a la Luxembourgeoise (2006)

Schwarzwilduntersuchungen im deutsch-luxemburgischen Grenzgebiet

Saujagd – à la Luxembourgeoise

In Deutschland wie in ganz Europa steigen die Schwarzwildstrecken seit ca. 30 Jahren kontinuierlich an. Obwohl die Jäger mehr denn je aufgefordert sind, durch eine verstärkte Bejagung die Schwarzkittelbestände in den Griff zu bekommen, wird ausgerechnet in dieser Zeit die Kirrjagd einer immer stärkeren behördlichen Reglementierung unterworfen.

Der Höhepunkt des Jagdjahres - das gemeinsame Drücken u. Treiben auf Sauen

Foto: Sandra Cellina

Doch stimmt es überhaupt, dass man den Sauen effektiv d.h. in großer Zahl nur an der Kirrung habhaft wird? Schwarzwilduntersuchungen im deutsch-luxemburgischen Grenzgebiet stellen diese Sichtweise in Frage.

Der Unterschied

In den Jahren 2002 und 2003 untersuchte die rheinland-pfälzische Forschungsanstalt für Waldökologie und Forstwirtschaft die Erlegungsumstände für Schwarzwild im westlichen Pfälzerwald (Hohmann & Huckschlag 2004). Für die Jahre 2003 – 2005 wurden im Rahmen einer landesweiten Untersuchung zur Schweinepest in Luxemburg ebenfalls die Erlegungsumstände von Schwarzkitteln durch die Direction des Eaux et Forêts erhoben (Cellina et al. 2005).

Vergleicht man beide Studien, wird ein Unterschied offenkundig: Im Pfälzerwald wurden fast 70% der Sauen auf der Einzeljagd, zumeist an der Kirrung, erlegt. Ein Befund, der sich weitgehend mit den Angaben hiesiger Landesjagdverbände deckt, wonach die Kirrjagd die Hauptjagdart auf Schwarzwild darstellt.

Im Großherzogtum Luxemburg war es jedoch umgekehrt. Dort wurden etwa 80% der Sauen auf herbstlichen Gesellschaftsjagden zur Strecke gebracht. Interessant dabei ist, dass gemessen am Erlegungserfolg kein Unterschied zwischen beiden Ländern zu beobachten war. In beiden Regionen kamen über die letzten zehn Jahre gemittelt die Jäger bei ca. fünf Sauen pro 100 ha Waldfläche erfolgreich zum Schuss.

Einzel- oder Gesellschaftsjagd?

Hinsichtlich der mittleren Reviergröße, Anzahl Jäger, Jagdzeiten, waffenrechtliche Vorgaben usw. lässt sich bis auf einen Punkt kein gravierender Unterschied zwischen Rheinland-Pfalz und Luxemburg ausmachen: Im Gegensatz zur deutschen Jägerschaft beruht die Gesellschaftsjagd in Luxemburg auf einer langjährigen Tradition und stellt den Höhepunkt des Jagdjahres dar. Fast der gesamte Jahresabschuss des Schwarzwildes erfolgt bei diesen Gesellschaftsjagden. Anders als in Deutschland spielt die Einzeljagd eine untergeordnete Rolle. Hinzu kommt, dass viele deutsche Waidmänner dem auf Gesellschaftsjagden erlegten Schalenwild immer noch den Makel des gehetzten Tieres anhaften, dessen Wildbret, weil angeblich wegen hohen Adrenalingehalts weniger schmackhaft, schlechter zu vermarkten sei. In Luxemburg kennt man diese Bedenken weniger. Dort werden die auf Drückjagden erlegten Stücke vielfach über Großhändler vermarktet, die die Qualität des Wildbrets - laut erfahrener Metzger – als hervorragend einstufen.

Eine bunte Strecke

Foto: Sandra Cellina

5496 - Dossier consolidé : 563

Es geht auch anders

Die vielerorts und nicht nur in Deutschland zu beobachtende Vorliebe für den Ansitz am Kirrplatz, das zeigt der Vergleich mit Luxemburg, läßt sich offenbar nur vordergründig mit einer höheren Effektivität begründen. Hinzu kommt, dass gerade diese Jagdart in letzter Zeit immer mehr in Verruf geraten ist, an der Sauenexplosion mitverantwortlich zu sein. Mageninhaltsuntersuchungen aus Rheinland-Pfalz oder Baden-Württemberg belegen, dass ausgebrachte Kirrmittel zur Ernährung der Tiere beitragen und damit einer schleichenden Fütterung des Schwarzwildes gleich kommen können.

Dem widerspricht auch nicht die Tatsache, dass, obwohl in Luxemburg die Kirrjagd ohne Belang ist, die Sauenstrecken ebenfalls im gleichen Maße ansteigen. Denn ausgebrachter Körnermais findet sich in den Mägen der luxemburgischen Sauen ebenfalls in erheblichen Mengen, nur dass man dort die Sache unverblümt beim Namen nennt: Füttern, um Wildschäden zu vermeiden (Ablenkfütterung), Notzeiten zu überbrücken und um Sauen im Gebiet zu halten. Wegen der geringen Kontrollmöglichkeiten und rechtlichen Probleme, eine de facto Fütterung nachzuweisen und zu ahnden, sind also die rechtlichen Restriktionen bis hin zum Verbot der Kirrjagd durchaus verständlich, die Angst vieler deutscher Jäger, die Sauen dann nicht mehr bejagen zu können hingegen weniger, denn es ginge auch anders - à la Luxembourgeoise.

Ulf Hohmann, FAWF
Ady Krier,
Forstverwaltung Luxemburg
„Direction des Eaux et Forêts“
Sandra Cellina,
Universität Sussex, Großbritannien
und Forstverwaltung Luxemburg
„Direction des Eaux et Forêts“

Mit moderner Technik der Sturmwurfgefährdung auf der Spur

Windfeldmodellierung

Immer wieder verursachen Stürme schwere Schäden in rheinland-pfälzischen Wäldern. Zudem ist nach jüngsten Klimastudien zu erwarten, dass die Wahrscheinlichkeit für Starkwindereignisse in Zukunft noch zunehmen wird. Landesforsten wird sich daher mit der waldbaulichen Planung auf diese Situation einstellen müssen, um die Sturmgefährdung mit präventiven waldbaulichen Maßnahmen zu vermindern. Langfristig verfolgte und räumlich geordnete Konzepte zur Minderung der Sturmgefährdung erfordern es, potenziell gefährdete Waldstandorte zu charakterisieren und in Forstkarten zu dokumentieren. Die Stiftung Rheinland-Pfalz für Innovation hat ein Projekt der FAWF finanziell gefördert, um eine Sturmwurfgefährdungskarte als Planungsgrundlage der mittel- und langfristigen Forstplanung zu erzeugen.

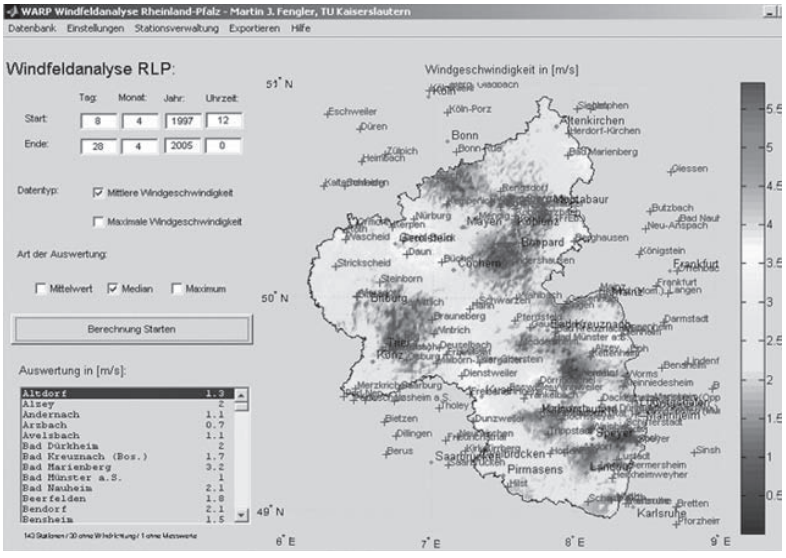


Abb. 1: Das Programm WARP ermittelt aus allen vorliegenden Windfeldmessungen (in diesem Beispiel für den Zeitraum 1997-2005) das mittlere Windfeld für Rheinland-Pfalz unter Berücksichtigung der Topographie, des Hindernisanteils sowie der Hangneigung.

Digitale Windfeldkarte

Um Hinweise auf sturmexponierte Lagen zu bekommen, ist es notwendig die an wenigen Meßstationen erfaßten Größen, Windgeschwindigkeit und Windrichtung flächig in einem Windfeld darzustellen. Wegen des hohen Grades an Komplexität der zu Grunde liegenden strömungsbeschreibenden Gleichungen ist die

ANNEXE 18

**„Der Jagdkalender: Die Öffnungszeiten nach Wildtierarten“,
par Monsieur Ady Krier**

Der Jagdkalender:

Die Öffnungszeiten nach Wildtierarten

Generell:

Nachtjagdverbot

Jagd erlaubt von einer Stunde vor Sonnenaufgang bis eine Stunde nach Sonnenuntergang

Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts

Männliches Rotwild

Jagd geöffnet auf Spiesser, 6-, 8- und 10-Ender

20. Aug. -14. Okt.

1.Dez. – 15. Dez.

Jagd geöffnet auf Zwölfender und stärker

15. Sept. – 14. Okt.

(ausschliesslich Ansitz und Pirsch)

JANVIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

FÉVRIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28				

MARS

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

AVRIL

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30						

MAI

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

JUIN

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

JUILLET

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

AOÛT

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

SEPTEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30

OCTOBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

NOVEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30		

DÉCEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

Weibliches Rotwild,

Rotwildkalb

Jagd geöffnet

15. Okt. – 15. Dez.

(Ansitz, Pirsch, Treibjagd)

JANVIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

FÉVRIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28				

MARS

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

AVRIL

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30						

MAI

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

JUIN

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

JUILLET

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

AOÛT

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

SEPTEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30

OCTOBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

NOVEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30		

DÉCEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts

Rehbock

Jagd geöffnet

15.Mai -15. Juni

25. Juli – 10. Aug.

(Ansitz und Pirsch)

Jagd geöffnet

15. Okt. – 30 . Nov.

(Ansitz, Pirsch, Treibjagd)

JANVIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

FÉVRIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28				

MARS

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

AVRIL

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30						

MAI

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

JUIN

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

JUILLET

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

AOÛT

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

SEPTEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30

OCTOBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

NOVEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30		

DÉCEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

Rehgeiss und Rehkitz

Jagd geöffnet

15. Okt. – 30. Nov.

(Ansitz, Pirsch, Treibjagd)

JANVIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

FÉVRIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28				

MARS

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

AVRIL

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30						

MAI

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

JUIN

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

JUILLET

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

AOÛT

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

SEPTEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30

OCTOBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

NOVEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30		

DÉCEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts

Damhirsch

Jagd geöffnet

20. Aug. - 14. Okt.

(Ansitz und Pirsch)

Jagd geöffnet

15. Okt.- 30. Nov.

(Ansitz, Pirsch, Treibjagd)

JANVIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

FÉVRIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28				

MARS

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

AVRIL

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30						

MAI

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

JUIN

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

JUILLET

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

AOÛT

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

SEPTEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30

OCTOBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

NOVEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30		

DÉCEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts

Weibliches Damwild

Kalb

Jagd geöffnet

15. Okt. – 15. Dez.

(Ansitz, Pirsch, Treibjagd)

JANVIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

FÉVRIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28				

MARS

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

AVRIL

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30						

MAI

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

JUIN

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

JUILLET

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

AOÛT

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

SEPTEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30

OCTOBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

NOVEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30		

DÉCEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts

Schwarzwild

Jagd ganzjährig geöffnet

Ansitz und Pirsch

Ansitz, Pirsch, Treibjagd

JANVIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

FÉVRIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28				

MARS

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

AVRIL

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30						

MAI

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

JUIN

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

JUILLET

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

AOÛT

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

SEPTEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30

OCTOBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

NOVEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30		

DÉCEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts

Treibjagd

♂
♀

15. Okt. – 28. Febr.

(4,5 Monate)c

♂
♀

15. Okt. – 31. Januar

(3,5 Monate)

♀

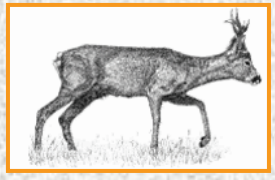
15. Okt. – 15. Dez.

(2 Monate)

♂
♀

15. Okt. – 15. Dez.

(2 Monate)



♂
♀

15. Okt. – 30. Nov.

(1,5 Monate)

JANVIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

FÉVRIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28				

MARS

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

AVRIL

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30						

MAI

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

JUIN

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

JUILLET

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

AOÛT

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

SEPTEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30

OCTOBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14

NOVEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM

DÉCEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

Hauptsaison Treibjagd: (fast) alle Wildarten

Treibjagd erlaubt auf ausgewählte Arten

Hase

Jagd geöffnet

1. Okt. – 15. Dez.

JANVIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

FÉVRIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28				

MARS

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

AVRIL

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30						

MAI

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

JUIN

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

JUILLET

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

AOÛT

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

SEPTEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30

OCTOBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

NOVEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30		

DÉCEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

Wildkaninchen

Jagd geöffnet

1. Juni – 28./29. Febr.

JANVIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

FÉVRIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28				

MARS

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

AVRIL

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30						

MAI

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

JUIN

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

JUILLET

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

AOÛT

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

SEPTEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30

OCTOBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

NOVEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30		

DÉCEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

Fuchs

Jagd geöffnet

15. Mai – 28./29. Febr.

JANVIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

FÉVRIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28				

MARS

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

AVRIL

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30						

MAI

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

JUIN

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

JUILLET

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

AOÛT

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

SEPTEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30

OCTOBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

NOVEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30		

DÉCEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

Steinmarder

Jagd geöffnet

14. Okt. – 28./29. Febr.

JANVIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

FÉVRIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28				

MARS

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

AVRIL

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30						

MAI

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

JUIN

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

JUILLET

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

AOÛT

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

SEPTEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30

OCTOBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

NOVEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30		

DÉCEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts

Baummarder

Seit 1993

Iltis

Seit 2001

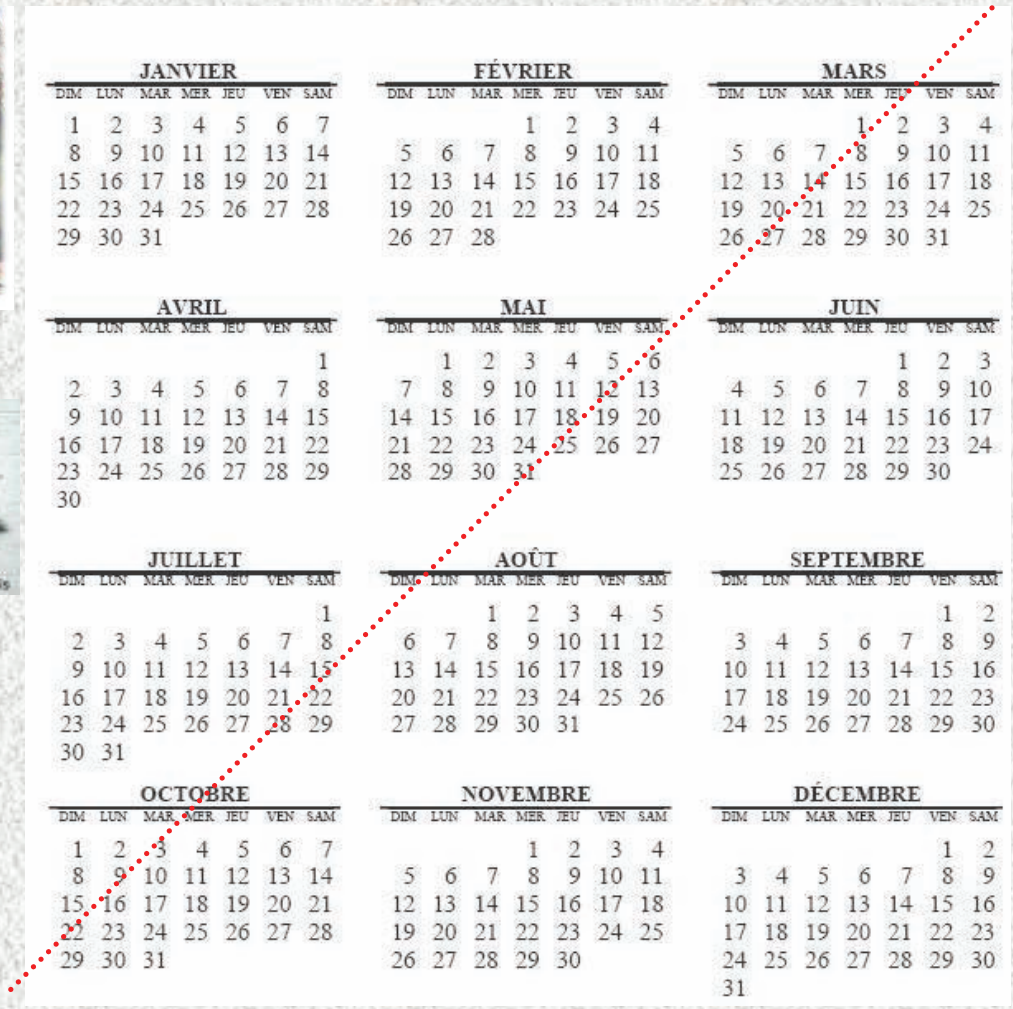
Hermelin

Seit 2001

Seit 1993

Mauswiesel

Jagd ganzjährig verboten



JANVIER						
DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

FÉVRIER						
DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28				

MARS						
DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

AVRIL						
DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30						

MAI						
DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

JUIN						
DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

JUILLET						
DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

AOÛT						
DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

SEPTEMBRE						
DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30

OCTOBRE						
DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

NOVEMBRE						
DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30		

DÉCEMBRE						
DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

Stockente

Jagd geöffnet

10. Sept. – 31. Jan.

JANVIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

FÉVRIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28				

MARS

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

AVRIL

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30						

MAI

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

JUIN

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

JUILLET

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

AOÛT

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

SEPTEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30

OCTOBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

NOVEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30		

DÉCEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

Fasan

Jagd geöffnet auf Fasanen**hahn**

1. Okt. – 31. Dez.

Jagd geöffnet auf Fasanen**henne**

15. Okt. – 30. Nov.

JANVIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

FÉVRIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28				

MARS

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

AVRIL

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30						

MAI

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

JUIN

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

JUILLET

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

AOÛT

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

SEPTEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30

OCTOBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

NOVEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30		

DÉCEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

Ringeltaube

Jagd geöffnet (im Feld)

1. Aug. – 31. Jan.

Jagd geöffnet (im Wald)

10.Sept. – 31. Jan.

JANVIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

FÉVRIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28				

MARS

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

AVRIL

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30						

MAI

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

JUIN

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

JUILLET

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

AOÛT

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

SEPTEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30

OCTOBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

NOVEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30		

DÉCEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

Waldschnepfe

Jagd geöffnet

15. Okt. – 30. Nov.

JANVIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

FÉVRIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28				

MARS

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

AVRIL

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30						

MAI

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

JUIN

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

JUILLET

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

AOÛT

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

SEPTEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30

OCTOBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

NOVEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30		

DÉCEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

Rabenkrähe

Eichelhäher

Jagd geöffnet

1. Okt. – 31. Jan.

JANVIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

FÉVRIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28				

MARS

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

AVRIL

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30						

MAI

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

JUIN

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

JUILLET

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

AOÛT

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

SEPTEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30

OCTOBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

NOVEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30		

DÉCEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

Elster

Jagd geöffnet

1. Aug. – 31. Jan.

JANVIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

FÉVRIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28				

MARS

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

AVRIL

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30						

MAI

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

JUIN

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

JUILLET

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

AOÛT

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

SEPTEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30

OCTOBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

NOVEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30		

DÉCEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

Ministère de l'Environnement
Administration des Eaux et Forêts

Rebhuhn

Jagd ganzjährig verboten

seit 1981

JANVIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

FÉVRIER

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28				

MARS

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

AVRIL

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30						

MAI

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

JUIN

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

JUILLET

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

AOÛT

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

SEPTEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30

OCTOBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

NOVEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30		

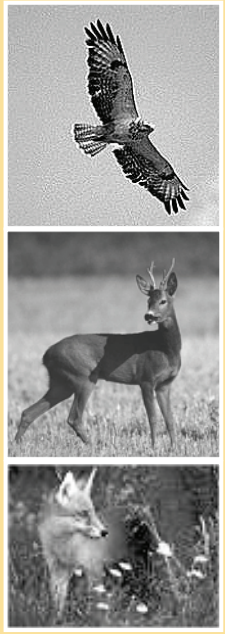
DÉCEMBRE

DIM	LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

ANNEXE 19

„Jagd und Wild in Luxemburg“, par Monsieur Ady Krier

Administration
des
Eaux et Forêts



2006

Jagd und Wild in Luxemburg

5496 - Dossier consolidé : 590

Administration
des
Eaux et Forêts

2006

Die Jagd in Luxemburg: die Gesetzeslage

5496 - Dossier consolidé : 591

Administration
des
Eaux et Forêts

2006

Jagdverwaltung

- Die Jagd untersteht dem Umweltministerium
- Zuständige Verwaltung ist die Forstverwaltung (administration des Eaux et Forêts)

Administration
des
Eaux et Forêts

2006

Jagdsystem in Luxemburg

- Das Jagdrecht gilt nach heutiger Rechtsauffassung als **Attribut des Eigentumsrecht**, d.h. es steht allein dem **Grundstückseigentümer** zu.
- Der Grundstückseigentümer ist jedoch verpflichtet sein Jagdausübungsrecht an die **Genossenschaft (Jagdsyndikat)** abzutreten, es sei denn die qualifizierte Mehrheit der Genossen bestimmt es anders. (Gesetz vom 20. Juli 1925)

Jagdsyndikat (Jagdgenossenschaft)

- Ein **Jagdsyndikat** (Genossenschaft) wird gebildet von sämtlichen Besitzern des im Beringe einer Gemeindesektion gelegen **Feld- und Waldeigentums**
- Jedes Jagdsyndikat wählt in einer **Generalversammlung** einen **aus fünf Personen bestehenden Vorstand** (Präsident und 4 Beisitzende)
- Der (ehrenamtliche) Vorstand wird für jeweils **9 Jahre** gewählt (Dauer eines Jagdpachtvertrages)

Administration
des
Eaux et Forêts

2006

Jagdsyndikat

- Aufgaben des Vorstandes:
  - **Verpachtung** des Jagdrechtes auf dem oder den Jagdlosen des Jagdsyndikates im Namen des Syndikates für eine Dauer von jeweils 9 Jahren
  - Verteilen des **Pachtgeldes** an die einzelnen Grundstückseigentümer, gemäss der eingebrachten Grundstücke
  - Mitwirkung bei der Regelung des **Wildschadens**
  - Stellungnahme zu den **Jagdeinteilungs-projekten**, die ihnen von der Forstverwal-tung vorgeschlagen werden
  - Bezeichnung eines **Sekretär-Kassierers**

Administration
des
Eaux et Forêts

Jagdsystem

- In Luxemburg gilt das **Revierjagdsystem**.
- Das **Jagdsyndikat** (Genossenschaft) **verpachtet** das Jagdrecht für 9 Jahre an einen oder mehreren Ansteigerer (maximal ein Pächter pro 100 ha Jagdfläche).
- Der **Grundstückseigentümer** wird für seine verpachteten Grundstücke entsprechend seines Anteiles an der Gesamtfläche **entschädigt**.

2006

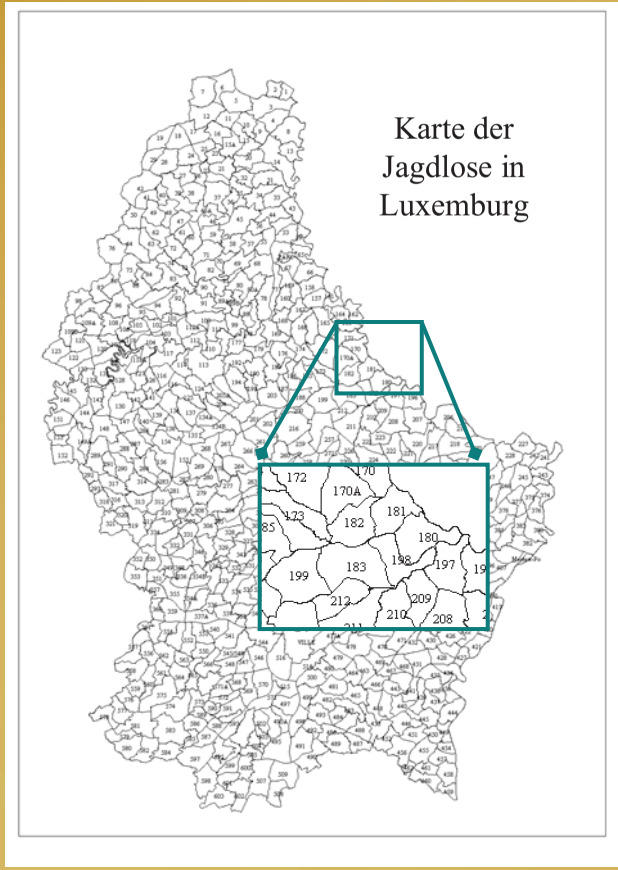
Administration
des
Eaux et Forêts

2006

Jagdlose

- Die Jagdlose sind Einheitsjagdlose, d.h. es sind **drei verschiedene Eigentums-kategorien** vereinigt: Privateigentum, Staatseigentum und Körperschafts-Eigentum (Gemeinden, Öffentliche Anstalten).
- Die **Reviergrenzen** werden im Prinzip durch die Grenzen der Gemeinde-sektionen gebildet. Diese können geringfügig von der Forstverwaltung im jagdlichen Sinne abgeändert werden.

Jagdlose (Jagdreviere)



- Zahl der Jagd**syndikate**: **420**
- Zahl der Jagd**lose**: **600**

Grösse des Jagdloses	**Zahl der Jagdlose**	**%**
< 250 ha	37	6 %
250-500 ha	424	71 %
500-750 ha	158	26 %
> 750 ha	21	4 %

Kleinstes Jagdlos: 76 ha

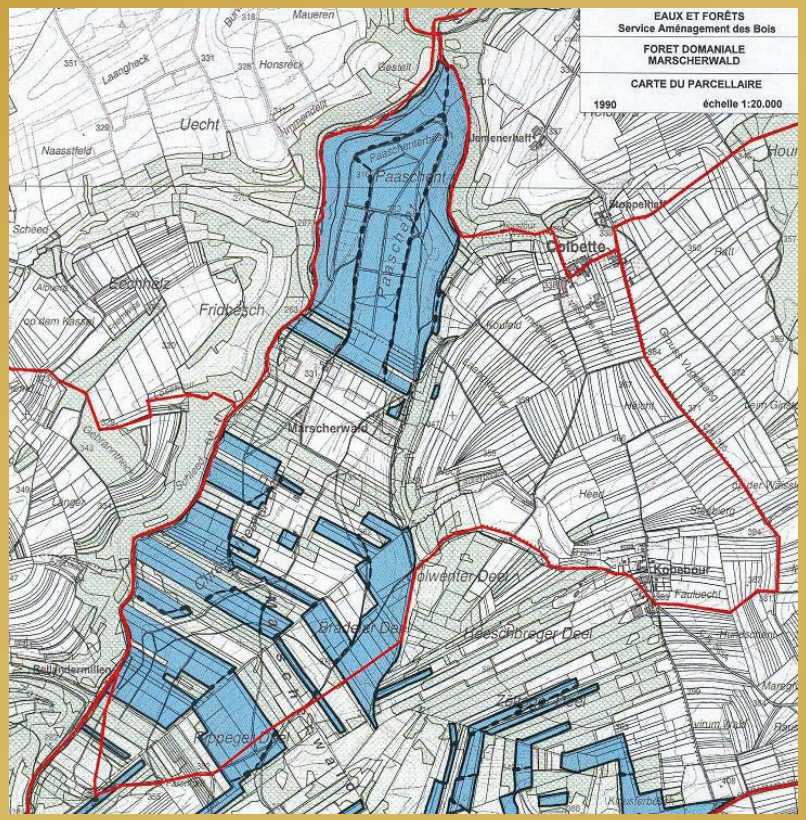
Grösstes Jagdlos: 1.106 ha

Durchschnittliche Grösse eines Jagdloses: 419 ha

2006

Administration des Eaux et Forêts

Beispiel für die Zusammensetzung eines Jagdloses



- Warum die **Syndikats-bildung Sinn** macht: zerstückelte Eigentums-verhältnisse

(Beispiel: Los 254 Colbette)

Katasterparzellen
Staatswald
Grenzen des Jagdloses

2006

Administration
des
Eaux et Forêts

2006

Übertragung des Jagdausübungsrechtes

- Vor Ablauf des bestehenden Jagdpacht-vertrages trifft die Jagdgenossenschaft in einer Generalversammlung **zwei Entscheidungen**:
  - **Ob** das **Jagdausübungsrecht** für die kommende Periode **weitergegeben** wird
  - Wenn ja: nach welchem **Modus** dies geschehen soll:
    - **Öffentliche Versteigerung** *oder*
    - **Verlängerung** des bestehenden Vertrages mit dem Altpächter

Administration
des
Eaux et Forêts

2006

Übertragung des Jagdausübungsrechtes für die Periode 2003/2012

Übertragungsmodus	Zahl der Lose		Fläche in ha	
Öffentliche Versteigerung	85	***14,1 %***	33.840	***13,5 %***
Verlängerung des bestehenden Vertrages	514	***85,7 %***	217.216	***86,4 %***
Keine Verpachtung des Jagdrechtes	1	***0,2 %***	300	***0,1 %***

Pachtpreise

Übertragungsmodus	Zahl der Lose	Zeitraum 1994/2003		Zeitraum 2003/2012		Δ
		Jährlicher Pachtpreis		Jährlicher Pachtpreis		
		EUR	*Pro ha*	EUR	*Pro ha*	%
Öffentliche Versteigerung	85	629.726	*18,6 €*	584.128	*17,2 €*	-8,2 %
Verlängerung des bestehenden Vertrages	514	2.949.693	*13,6 €*	3.076.733	*14,2 €*	+4,3 %
Keine Verpachtung des Jagdrechtes	1	-		-		-
Insgesamt	**600**	**3.579.419**	***14,2 €***	**3.660.861**	***14,6 €***	**+2,3 %**

Fiktiver Pachtpreis eines Durchschnitts-Jagdloses (419 ha): **6.100 €**

ANNEXE 20

Avis sur la conformité de l'inclusion forcée des propriétaires dans les syndicats de chasse (art. 1 de la loi du 20 juillet 1925 sur l'amodiation et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier) avec les dispositions de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, par Monsieur Albert Rodesch

Albert RODESCH
Avocat à la Cour

AVIS

sur la conformité de l'inclusion forcée des propriétaires dans les syndicats de chasse (art. 1 de la loi du 20 juillet 1925 sur l'amodiation et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier) avec les dispositions de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales.

1. Introduction :

Par courrier du 28 février 2007, le Ministre de l'Environnement a sollicité auprès du soussigné un avis juridique "sur la nécessité d'une réforme de la loi sur la chasse" au regard d'un arrêt rendu par la Cour administrative en date du 13 juillet 2004 (rôles 17 488C et 17 537C – Ministre de l'Environnement et Syndicat de chasse Vianden c/ Margot Wirth).

Dans cette affaire, le Tribunal administratif[1], confirmé en appel, avait décidé que la décision du Ministre de l'Environnement approuvant une délibération du syndicat de chasse de Vianden du 10 mai 2002 concernant le relaissement de la chasse et la prorogation du bail de chasse en faveur des locataires, malgré objection formulée par la requérante, violait la loi "*telle que son interprétation s'impose à la lumière de l'alinéa second de l'article premier du premier Protocole additionnel à la Convention Européenne des Droits de l'Homme*". Cet article dispose que :

> *"Toute personne physique ou morale a droit au respect de ses biens. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et dans les conditions prévues par la loi et les principes généraux du droit international.*
>
> *Les dispositions précédentes ne portent pas atteinte aux droits que possèdent les Etats de mettre en vigueur les lois qu'ils jugent nécessaires pour réglementer l'usage des biens conformément à l'intérêt général ou pour assurer le paiement des impôts ou d'autres contributions ou des amendes*."

La Cour administrative, a statué dans ce contexte "*qu'obliger des propriétaires à faire apport de leur droit de chasse sur leur terrain pour que des tiers en fassent un usage totalement contraire à leur convictions, se révèle une charge démesurée qui ne se justifie pas sous l'angle du second alinéa de l'article premier du Protocole numéro I*."

Cette décision empêche dès lors l'application générale de la loi modifiée du 20 juillet 1925 sur l'amodiation de la chasse. Une réforme de la loi s'impose pour faire cesser l'insécurité juridique actuelle.

Respectivement dans le recours et dans la motivation des décisions (tant en première instance qu'en instance d'appel) les requérants et les juridictions se sont largement référés à l'arrêt Chassagnou rendu par la Cour Européenne des Droits de l'Homme (ci-après CEDH) en date du 29 avril 1999[2] dans le cadre d'un recours

---

[1] *Jugement du 18 décembre 2003, rôle 15096.*

[2] *Affaire Chassagnou et autres contre France – requête 25088/94, 28331/95 et 28443/95*

introduit par Madame Chassagnou et autres contre une décision rendue par application de la loi française du 10 juillet 1964 en matière de chasse, dite "*loi Verdeille*". Ce faisant les juridictions luxembourgeoises ont voulu respecter le principe de "*l'autorité de la chose interprétée*" attachée à la jurisprudence de la CEDH, qui oblige les Etats, exposés au droit de recours individuel, à tenir compte des arrêts de condamnation intervenus à l'égard d'autres Etats signataires.

L'arrêt Wirth de la Cour administrative du 13 juillet 2004 est à mettre en rapport avec un arrêt rendu en date du 10 juillet 2003 sur base des mêmes arguments et dans un contexte tout à fait similaire[3]. Dans cette dernière affaire, la Cour administrative, autrement composée, était arrivée à une conclusion diamétralement opposée en retenant en substance que le premier Protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après : la Convention) n'était pas violé dans la mesure où le système de l'inclusion forcée des propriétaires de chasse, tel qu'instauré par la loi de 1925 ne rompt pas le juste équilibre devant régner entre la sauvegarde du droit de propriété et les exigences de l'intérêt général, ce dernier consistant, d'après cet arrêt, à éviter une pratique anarchique de la chasse et de favoriser une gestion rationnelle du patrimoine cynégétique. Ce faisant, la Cour administrative a expressément repris la terminologie employée dans l'arrêt Chassagnou tout en en tirant une conclusion différente.

Dans l'arrêt du 13 juillet 2003 la Cour administrative était également d'avis que ni l'article 14 de la Convention (interdiction de toute discrimination) ni la liberté "*négative*" d'association (article 11) n'étaient violés.

Dans le présent avis il y aura également lieu d'analyser les décisions rendues récemment en Allemagne par le Bundesverwaltungsgericht en date du 14 avril 2005 et, sur recours, par le "Bundesverfassungsgericht" en date du 13 décembre 2006 sur la conformité de la loi allemande sur la chasse (Bundesjagdgesetz) avec les libertés fondamentales énoncées tant par la Constitution allemande que par la Convention[4+5].

Après une analyse minutieuse des arguments développés de part et d'autre, les plus hautes juridictions allemandes ont décidé que la loi allemande, qui institue une organisation de la chasse assez similaire au système en vigueur au Luxembourg, est compatible avec la loi fondamentale allemande, les articles 9, 11 et 14 de la Convention, et l'article 1 du premier Protocole additionnel invoqué devant la CEDH dans l'affaire Chassagnou.

Pour bien situer le contexte, il est toutefois utile de rappeler brièvement le genèse de la loi actuelle.

2. Définition de la chasse et contexte historique :

La loi ne définit pas ce qu'il y a lieu d'entendre sous le terme "*chasse*". La doctrine et la jurisprudence permettent toutefois de préciser cette notion : chasser c'est rechercher ou poursuivre le gibier dans l'intention de se l'approprier. C'est l'action de celui qui recherche ou poursuit toutes espèces de gibier ou animal sauvage qu'on est dans l'habitude de chasser.

---

[3] *Jugement Schneider contre Ministre de l'Environnement, rôle 15316 du 12 février 2003 et arrêt n° 16177C du 24 mars 2003.*

[4] *Bundesverwaltungsgericht N : 3C 31.04 et Bundesverfassungsgericht N :1B vR 2084/05*

[5] *Bien évidemment, ces décisions ne s'imposent aucunement aux juges et au législateur luxembourgeois. Il demeure néanmoins qu'elles contiennent des analyses qui sont valables mutatis mutandis au Luxembourg.*

La notion de gibier n'est pas non plus définie dans notre législation. Le mobile de l'acte est l'appropriation du gibier vivant ou mort. Il n'est pas nécessaire, pour qu'il y ait chasse, que le gibier soit effectivement approprié, que les actes de recherche ou de poursuite soient couronnés de succès, ni que le chasseur ait l'intention de chasser pour lui-même. L'exercice du droit de chasse implique, par son objet même, une possibilité d'accès au sol, car c'est sur le sol, sous le sol et au-dessus du sol que se rencontre le gibier que recherche ou poursuit le chasseur[6].

La législation sur la chasse a remué les esprits depuis qu'existe notre Etat. Il suffit de se reporter à la pléthore d'avis publiés dans ce contexte depuis la préparation de la première loi sur la chasse qui remonte au 7 juillet 1845. Cette loi intervient dans le contexte de l'époque : Droit réservé sous le régime féodal aux souverains – dès lors détaché de la propriété – le droit de chasse est devenu un des attributs de la propriété foncière sous le révolution française par l'effet de la suppression des privilèges féodaux. Il est toutefois vite apparu que l'exercice déréglementé de la chasse - réservée au seul propriétaire sur son territoire – portait le risque d'un anéantissement de la faune sauvage ce qui causait préjudice aux propriétaires de la terre, dont les paysans pour lesquels la chasse constituait une ressource appréciable. Dès le milieu du dix-neuvième siècle, le législateur se voyait ainsi contraint de séparer le droit de chasse du droit de chasser, ce dernier droit étant reconnu aux propriétaire réunis en syndicats et ce dans le but d'une "*mise en valeur de la chasse*", notamment aussi pour régler l'indemnisation des propriétaires fonciers pour les dommages causés par le gibier. Le droit de chasse parcellaire qui subsistait depuis la révolution française fut ainsi aboli. Dès l'origine, les controverses au sujet de l'amodiation de la chasse ont fait des vagues. Les contestations furent provoquées à l'époque par des intérêts économiques divergents : les considérations éthiques et écologiques étaient totalement absentes du débat. Dans son avis du 18 octobre 1878 sur le projet de loi sur la chasse ayant abouti à la loi du 19 mai 1885, le Conseil d'Etat avait déjà évoqué "*la grave question de l'amodiation de la chasse*". Depuis lors, la législation en la matière n'a jamais été coulée dans un texte global. A plusieurs reprises les lois en vigueur ont été adaptées sur quelques détails et dans l'urgence pour faire face à des situations exigeant une intervention immédiate (changement de la loi sur les adjudications de la chasse, chasse administrative …).La seule initiative prise en vu de coordonner la législation sur la chasse se retrouve dans le projet n° 2281 portant réglementation de la chasse, déposé le 23 janvier 1979. Ce projet fut finalement abandonné.

3. Le droit de chasse et le droit de chasser.

Aux termes de l'article 715 du Code civil "*La faculté de chasser ou de pêcher est également réglée par des lois particulières*". Cet article du Code civil est regroupé sous le livre III intitulé : "*Des différentes manières dont on acquiert la propriété*". Il n'a pas changé depuis la promulgation du Code civil le 29 avril 1803. Le droit de chasse est dès lors un attribut de la propriété. Il repose au départ exclusivement sur la tête du propriétaire du fonds et il ne peut être aliéné indépendamment du fonds, mais son exercice est transféré par l'effet de la loi au syndicat. Le droit de chasser dérive d'un bail, et constitue dans le chef du locataire un droit personnel et mobilier qui ne peut être cédé librement. Par l'objet de l'affiliation obligatoire au syndicat, l'affirmation selon laquelle le droit de chasse ne peut être séparé du droit de propriété n'a qu'une valeur toute relative.

---

[6] *Répertoire pratique de Droit belge, verbum"Chasse" n° 5*

4. L'objectif poursuivi par la loi modifiée du 20 juillet 1925 sur l'amodiation de la chasse et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier.

Aux termes de l'article premier de cette loi

"*Toutes les propriétés non bâties, rurales et forestières comprises dans le territoire d'une section électorale de commune, formeront un district de chasse qui pourra être divisé en lots d'une contenance d'au moins 250 Ha. Les propriétaires sont constitués en syndicats de chasse par l'effet de la présente loi. Par décision des syndicats concernés, les territoires de plusieurs ou de toutes les sections électorales d'une même commune peuvent être réunies en un district de chasse.*

Le droit de chasse sur ces propriétés sera relaissé, à moins que le syndicat n'en décide autrement par une majorité représentant au moins les deux tiers de la superficie des territoires ou les deux tiers des intéressés représentant plus de la moitié de la superficie …

L'administration des Eaux et Forêts est chargée d'élaborer les projets de lotissement sur la base de considérations d'ordre cynégétique et écologique …"

Il résulte du texte du projet initial tel que proposé par le Député P. Prüm le 15 février 1924 que la Chambre souhaitait traiter sur un pied d'égalité les grands et les petits propriétaires en rejetant le principe de la réserve personnelle du droit de chasse au profit du propriétaire. L'auteur s'exprimait comme suit : "*Si déjà en 1911 la Chambre était d'avis qu'il n'y avait pas lieu de créer un privilège au profit de la propriété d'une certaine envergure, il ne semble pas que dans nos temps démocratiques on puisse songer à accorder au riche propriétaire un privilège qu'on refuserait au propriétaire de condition plus modeste*."

Le même texte prévoyait déjà la possibilité de voir décider par le syndicat de chasse, composé de tous les propriétaires de la section, de ne pas appliquer le système du relaissement du droit de chasse (P. Prüm : "*Une atténuation du principe de l'adjudication forcée, qui aurait pu choquer dans son application rigoureuse. S'il se trouve dans la section une majorité appréciable hostile au relaissement, elle pourra s'y opposer fructueusement*.") Dans l'esprit du législateur de 1925 le but de la loi consistait "*uniquement à permettre la mise en commun des terrains éparpillés de moindre importance, à l'effet de produire une possibilité de défructuation, une richesse qui auparavant n'existait pas*" (voir avis du Conseil d'Etat du 30 avril 1911 sur le texte adopté par la Chambre des Députés le 23 mars 1911). Par la réforme partielle intervenue le 24 août 1956, le législateur a modifié la formation des lots de chasse en ce que, depuis lors, les syndicats ne peuvent plus refuser les propositions du lotissement élaborées par l'Administration des Eaux et Forêts afin d'assurer une meilleure gestion du patrimoine cynégétique[7]. La réforme du 24 août 1956 introduit pour la première fois des considérations d'ordre cynégétique dans la législation. S'il n'est pas question d'une quelconque obligation pour le chasseur d'assurer une gestion cynégétique ni de considérations telles que la protection de la nature, des considérations écologiques doivent toutefois guider l'Administration des Eaux et Forêts, chargée d'élaborer des projets de lotissement (article 1, alinéa 4, tel que modifié par la loi du 30 mai 1984).

[7] *cf. : Exposé des motifs du projet de loi 13(207) du 23 février 1948*

5. Analyse des arguments avancés devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme quant à leur pertinence par rapport à la législation luxembourgeoise.

5.1. L'atteinte au droit de propriété consistant dans l'affiliation obligatoire au syndicat de chasse qui entraîne la privation du droit de refuser la chasse sur sa propriété constitue-t-elle une violation de l'article premier du premier Protocole additionnel à la Convention ?

Ainsi qu'il a été relevé ci-avant, la difficulté provient du fait que, face à une disposition normative (l'article premier du premier Protocole additionnel à la Convention), plusieurs décisions de justice sont arrivées à des conclusions parfaitement divergentes. Il importe d'abord d'analyser si la loi Verdeille, ayant fait l'objet des débats devant la CEDH, est identique ou du moins comparable à la législation luxembourgeoise actuellement en vigueur[8].

La loi Verdeille divergeait sensiblement par rapport à la loi luxembourgeoise et notamment en ce que loi française prévoyant l'institution des associations communales et intercommunales de chasse agréée ("*ACCA*" et "*AICA*") n'était obligatoire que dans certains départements français alors que la loi luxembourgeoise prévoit que les propriétaires de toutes les propriétés non bâties, rurales et forestières sont constitués en syndicat de chasse par l'effet même de la loi. La loi s'applique dès lors à la totalité des propriétaires sur le territoire alors qu'en France seuls vingt-neuf départements sur quatre-vingt-treize étaient concernés[9]. La Cour a relevé (point 74) que la limitation apportée à la libre disposition du droit d'usage, consistant, dans l'obligation de devoir supporter, en tant qu'"opposant éthique à la chasse "*la présence d'hommes en armes et de chiens de chasse sur leur propriété, constitue une ingérence dans la jouissance des droits que les requérants tirent de leur qualité de propriétaire.* La question se pose s'il existe un rapport raisonnable de proportionnalité entre cette ingérence et le but visé par la loi organisant l'apport obligatoire du terrain dans le syndicat de chasse. La Cour relève expressément (point 75) que tout Etat bénéficie d'une "*grande marge d'appréciation tant pour choisir les modalités de mise en œuvre que pour juger si leur conséquence se trouve légitime, dans l'intérêt général par le souci d'atteindre l'objectif de la loi en cause*". Dans le cas particulier de la loi Verdeille, la Cour a relevé dans ce contexte que la loi précisait *expressis verbis* que les ACCA ont pour but "*d'assurer une meilleure organisation technique de la chasse pour permettre au chasseur un meilleur exercice de ce sport*" (sic **!**), que la loi française n'envisage la faune sauvage que sous forme de gibier et que le droit de destruction des animaux nuisibles appartient toujours exclusivement au propriétaire (article 227-8 du Code rural). La loi luxembourgeoise sur l'amodiation n'a à aucun moment qualifié la chasse comme étant une activité "sportive". L'amodiation est au contraire justifiée dans les travaux parlementaires par des considérations économiques et cynégétiques.

La CEDH retient (point 79) qu'il est "dans l'intérêt général d'éviter une pratique anarchique de la chasse et de favoriser une gestion rationnelle du patrimoine cynégétique".

---

[8] *Le législateur français a entre-temps, et au regard de la décision de CEDH, procédé à des amendements significatifs de la loi régissant la chasse.*

[9] *Il existe en France un régime de chasse particulier applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, régi par la loi locale du 7 février 1881.*

L'ingérence dans l'usage de la propriété privée organisée par la loi est-elle proportionnelle au but d'intérêt général recherché ? Dans l'affaire Chassagnou la CEDH répond par la négative en estimant que le système de l'apport forcé, qui était prévu dans la loi, aboutirait à placer les requérants dans une situation qui "*rompt le juste équilibre devant régner entre la sauvegarde du droit de propriété et les exigences de l'intérêt général*" (point 85). La Cour insiste sur le fait que, "*obliger les petits propriétaires à faire apport de leur droit de chasse sur leur terrain pour que des tiers en fassent un usage totalement contraire à leurs convictions se révèle une charge démesurée qui ne se justifie pas sous l'angle du second alinéa de l'article premier du Protocole numéro 1*". On constate que la décision de la Cour se fonde sur certains éléments, spécifiques à la loi Verdeille, qui ne se retrouvent pas dans la législation luxembourgeoise. Ainsi la Cour a insisté plus particulièrement sur le fait que seule une partie du territoire français était visée par la loi, que la seule compensation prévue dans la loi pour la privation du droit de chasse est la possibilité de chasser sur l'ensemble du territoire de la commune et que cette compensation n'a de réalité et d'intérêt que pour autant que tous les copropriétaires soient chasseur ou acceptent la chasse. La Cour se heurtait également à la disposition de la loi Verdeille refusant le droit de faire opposition à l'inclusion de leur territoire de chasse dans l'ACCA aux seuls petits propriétaires. La Cour souligne par ailleurs que l'apport forcé représente une exception au principe général posé par l'article 544 du Code civil français selon lequel la propriété est le droit de jouir et de disposer des choses "*de la manière la plus absolue*". Le législateur luxembourgeois a supprimé cette formulation péremptoire de l'article 544 du Code civil luxembourgeois en 1987.

Sur la même question la Cour constitutionnelle allemande, chargée de vérifier la conformité de la loi allemande sur la chasse à la Constitution allemande et à la Convention, a adopté une position différente qu'elle juge néanmoins conforme avec l'arrêt Chassagnou. Selon cette décision, l'affiliation obligatoire -de par la loi- dans un syndicat de propriétaires ne constitue pas une ingérence dépassant les limites tracées par la Constitution (cf. paragraphe 20 du jugement du Bundesverwaltungsgericht suscité). Le jugement souligne que la cession obligatoire du droit de chasse au locataire de la chasse ne prive nullement le propriétaire de l'usage et du pouvoir de disposer de son bien et de souligner les droits dont chaque propriétaire jouit "*en tant que membre du syndicat*" (droit de participer aux décisions, droit de disposer d'une partie des recettes). Selon les juges allemands, la chasse a besoin d'une réglementation et d'une supervision par l'Etat. Un éclatement du droit de chasse aboutirait à réintroduire la chasse parcellaire (système ayant prévalu depuis la révolution de 1789 jusqu'à la première loi de 1845) et serait contraire à l'intérêt général.

La loi allemande (Bundesjagdgesetz) précise clairement que les buts poursuivis par la loi sont de cinq ordres : La protection de la nature, la protection du paysage, la protection des animaux, la prévention de dégâts dus au gibier et la mise en œuvre de l'exercice de la chasse. Pareilles considérations, si elles sont en partie invoquées dans les travaux parlementaires à la base de la législation luxembourgeoise, ne figurent toutefois pas expressément dans le texte, ce qui peut toutefois s'expliquer par le fait que le législateur luxembourgeois a traditionnellement veillé à ne faire figurer dans les textes légaux que des dispositions normatives et de faire ranger les buts de la législation de préférence dans les considérations générales accompagnant le projet. La loi luxembourgeoise fut adoptée à une époque où des considérations écologiques n'ont d'ailleurs guère influé sur les choix du législateur.

La CEDH reconnaît "*à l'Etat une grande marge d'appréciation tant pour choisir les modalités de mise en œuvre (du droit de propriété) que pour juger si leurs conséquences se trouvent légitimées dans l'intérêt général, par le souci d'atteindre l'objectif de la loi en cause*" (Arrêt Chassagnou n° 75 et arrêt Fredin / Suède (n° 1 du 18 février 1991, série A n° 192, p. 17 ° 51).

Il n'appartient pas au juriste de trancher dans le présent avis le débat sur l'utilité publique de la chasse. La chasse est-elle dans l'intérêt général ? Permet-elle de préserver la biodiversité ? Si tel est le cas, il appartient, selon la jurisprudence de la CEDH, aux pouvoirs politiques de déterminer les mesures utiles et nécessaires pour réaliser cet objectif.

Dans l'affaire Chassagnou la CEDH s'est heurtée dans ce contexte à la qualification de la chasse, donnée par la loi Verdeille, de "*sport*". Il est clair que le droit revendiqué par certains de pouvoir exercer leur "*sport*" favori ne peut justifier une atteinte au droit de propriété.

Pour maintenir une restriction du droit de propriété par l'affiliation obligatoire au syndicat de chasse le législateur devra dès lors impérieusement intégrer le droit de chasse dans un contexte bien plus large englobant des considérations d'ordre écologique (protection de la faune par la préservation de la bio diversité, protection de la flore et du paysage) et économique (maintien d'une activité assurant un approvisionnement en viande de qualité, protection de la forêt et des récoltes par la réduction des dégâts dus au gibier). Ces critères ont été considérés comme étant d'intérêt général dans l'arrêt du Bundesverfassungsgericht sus-cité.

Le législateur ne pourra d'ailleurs se contenter d'un énoncé vague des grands principes : la loi devra règlementer la chasse de manière à convaincre la CEDH, en cas de recours individuel, de la nécessité d'imposer le libre exercice des activités des chasseurs sur des terres malgré l'opposition déclarée des propriétaires respectifs. La décision de la CEDH dans l'affaire Chassagnou n'exclut nullement pareille législation.

La CEDH a toujours affirmé, dans le contexte de l'article 1 du protocole additionnel I, que les Etats sont seuls compétents pour "*mettre en vigueur les lois qu'ils jugent nécessaires pour règlementer l'usage des biens conformément à l'intérêt général*" à condition qu'il existe un équilibre raisonnable entre l'intérêt général et les droits fondamentaux. Dans l'arrêt Mellacher et autres contre Autriche[10] la Cour a précisé que "*le législateur doit jouir d'une grande latitude pour se prononcer tant sur l'existence d'un problème d'intérêt public appelant une réglementation que sur le choix des modalités d'application de cette dernière".* La Cour respecte le droit du législateur "*sauf si son jugement se révèle manifestement dépourvu de base raisonnable*" (par. 48 de l'arrêt) :

L'atteinte temporaire, règlementée par la loi, au droit d'usage de la propriété, est-elle "*dépourvue de base raisonnable*" ? Il est permis de penser que tel n'est pas le cas.

Ainsi que l'a rappelé le juge Costa dans son opinion dissidente dans l'affaire Chassagnou (paragraphe n°9) l'atteinte à l'usage, à l'"usus" de la propriété – les deux autres attributs, à savoir l'abusus et le fructus, ne sont pas touchés – est temporaire et limitée, de par la réglementation de la chasse, à certaines périodes de l'année et à certaines activités.

[10] *Arrêt du 19 décembre 1989, série A, n° 169, parag. 45-47*

Le juge Costa, actuel président de la CEDH, a invoqué dans ce contexte la "*tentation de la sacralisation du droit de propriété*", qui risque de mettre en cause dans ce domaine, comme dans d'autres, la prééminence de l'intérêt général sur les intérêts particuliers.

Le juge constitutionnel allemand a adopté une position bien tranchée (paragraphe 21 et suivants de la décision du 13 décembre 2006 "*Die angegriffenen Entscheidungen stehen insoweit auch im Einklang mit dem Urteil des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte zum französischen Jagdrecht, wonach es unzweifelhaft im Allgemeininteresse liegt, eine ungeordnete Jagsausübung zu vermeiden und eine vernünftige Hege und Pflege des Wildbestandes zu fördern (EGMR, Urteil vom 29. April 1999, a.a.O., Rn 79). Die Regelungen des Bundesjagdgesetzes belasten den Beschwerdeführer schliesslich auch nicht unverhältnismässig. Die Einschränkungen seiner Eigentümerbefugnisse stellen sich nicht als besonders gravierend dar und überwiegen daher nicht die mit der gesetzlichen Ausgestaltung von Jagd und Hege verfolgten Gemeinwohlbelange. Zudem sieht das Gesetz in den Mitwirkungsrechten des Beschwerdeführers in der Jagdgenossenschaft und in seinem nach § 10 Abs. 3 Satz 2 BJagdG nicht abdingbaren Teilhaberecht am Pachterlös einen angemessenen Ausgleich für die Beschränkung des Eigentums vo*r."

5.2. La législation luxembourgeoise contient-elle une discrimination selon l'article 14 de la Convention ?

Dans la mesure où, contrairement à la loi Verdeille, le législateur luxembourgeois n'a pas introduit une distinction arbitraire entre grands et petits propriétaires quant au droit de chasse, une discrimination telle qu'elle fut retenue dans l'arrêt Chassagnou à l'encontre de la loi française est exclue dans le contexte luxembourgeois. Une violation de l'article 14 n'était d'ailleurs même pas invoquée dans l'affaire Wirth précitée. Dans l'affaire Schneider la Cour administrative avait également rejeté ce moyen.

5. 3. L'affiliation obligatoire par l'effet de la loi au syndicat viole-t-elle l'article 11 de la Convention (liberté d'association) ?

La Cour a décidé (Arrêt Sigurour A. Sigurjonsson / Islande du 30.6.1993, série A, n° 264, ° 35-37) que l'article 11 protège aussi le droit d'association négatif. L'alinéa 2 de l'article 11 autorise toutefois aussi des entorses au principe de la liberté d'association si cette restriction vise "*la protection des droits et libertés d'autrui*".

La question principale paraît néanmoins se poser dans le contexte de la nature même du syndicat de chasse. S'agit-il d'une association tombant dans le champ d'application de l'article 11 ou d'une institution de droit public qui échapperait comme telle à son contrôle ? Ainsi qu'il a été relevé ci-avant, la loi luxembourgeoise ne renvoie pas à la loi cadre sur les associations sans but lucratif, contrairement à la loi française.

Ce renvoi fut particulièrement souligné dans le cadre de la motivation de l'arrêt Chassagnou. Les syndicats de chasse, sous le régime luxembourgeois, sont régis par des dispositions légales particulières. Ils sont institués par la loi et englobent toutes les terres non urbanisées et non clôturées.

La CEDH a déjà décidé qu'un ordre de médecins, association de droit public qui repose sur le principe de l'adhésion obligatoire, échappait à la compétence de l'article 11[11].

Les syndicats de chasse sont-ils à classer dans la même catégorie ? Certains éléments permettent de le penser, à savoir :

- que le syndicat de chasse regroupe obligatoirement également les propriétés de l'Etat, des communes et des établissements publics,
- que la loi instaure les syndicats comme organes consultatifs dans le cadre de l'élaboration des projets de lotissement (art. 1, al. 5 à 9 de la loi de 1925)
- les convocations se font "*aux lieux utilisés dans la commune pour les publications officielles*"
- le directeur des Eaux et Forêts peut convoquer l'assemblée générale (art.3) et le ministre peut nommer des syndics en cas d'inaction du syndicat (art. 4),
- la décision du syndicat sur le relaissement est soumise à l'approbation du ministre et l'approbation ministérielle ne peut être attaquée que devant le tribunal administratif,
- les secrétaires communaux sont désignés pour remplir les fonctions de secrétaire adjoint (art.5).

A cela s'ajoute que les fonctions des membres et le fonctionnement du syndicat sont déterminés par un règlement d'administration publique.

Dans l'affaire Le Compte Van Leuwen et De Meyere précitée le Bundesverfassungsgericht conclut formellement à l'exclusion des syndicats de chasse selon le modèle allemand (comparable au modèle luxembourgeois) de la protection de l'article 11 de la Convention en soulignant les compétences de droit public du syndicat en droit allemand (par. 31 l'arrêt ainsi que le parag. 31 de l'arrêt du Bundesverwaltungsgericht du 14 avril 2005 sus-cité).

Dans l'arrêt Chassagnou cette exclusion fut rejetée à l'égard des ACCA de droit français (parag. 111 : "*c'est justement au regard du droit à la liberté d'association reconnu à l'article 11 de la convention, le recours à la technique juridique de l'association qui pose un problème en l'espèce, la question de l'apport forcé des terrains relevant du droit au respect des biens garanti à l'article 1 du protocole I*").

Au Luxembourg les syndicats de chasse ne sont pas constitués sous forme d'associations sans but lucratif régies par la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, mais constituent des organismes créés par a loi qui s'imposent aux propriétaires de parcelles dans les limites du territoire englobé dans le lot de chasse par décision administrative.

5. 4. La législation luxembourgeoise en matière d'amodiation de chasse viole-t-elle l'article 9 de la Convention (liberté de penser) ?

Dans l'affaire Chassagnou les requérants avaient soutenu que le fait d'être affiliés obligatoirement dans un syndicat de chasse violerait leur liberté de pensée et de conscience dans la mesure où ils seraient obligés de supporter que l'on chasse sur leurs terrain**s** alors qu'eux-mêmes seraient opposants à la chasse. La Cour a esquivé la question en décidant qu'il ne s'imposerait pas de procéder à un examen séparé de ce moyen au vu de ses conclusions par rapport à la violation de l'article 11 de la Convention et de l'article 1 du protocole I.

[11] *Arrêt Le Compte Van Leuwen et De Meyere contre Belgique du 23 juin 1981, Série A n° 43, parag64.*

A relever toutefois dans ce contexte l'avis séparé du juge Marc Fischbach qui estimait que l'affiliation obligatoire dans une ACCA violait la liberté de pensée et de conscience, norme qui ne souffrirait aucune restriction légale dans ce cas de figure, alors que la chasse ne constituerait pas une activité relevant de l'intérêt général.

Si le législateur luxembourgeois estime néanmoins que le maintien et la réglementation de la chasse est dans l'intérêt général -ce qu'il peut parfaitement décider tout en respectant la lettre et l'esprit de l'arrêt Chassagnou- une violation de l'article 9 n'est pas donnée. A cela s'ajoute que le législateur doit organiser l'exercice du droit de propriété, non pas en fonction des personnes et de leurs convictions, mais en fonction des biens et de leur usage qui doit respecter l'intérêt de la collectivité.

6. CONCLUSION :

L'inclusion des propriétés non bâties rurales et forestières dans des lots de chasse, par l'effet même de la loi, constitue indéniablement une atteinte incisive au droit de propriété protégé notamment par l'article 14 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales.

Une telle atteinte peut être justifiée pour des raisons d'intérêt général. Il appartient au législateur de définir et de préciser les objectifs poursuivis. Pour autant que l'exercice de la chasse est admise par le législateur comme étant une activité d'intérêt général, nécessaire pour la protection de la faune et de la flore, et non exclusivement une activité de loisir au seul profit des chasseurs, l'atteinte ainsi portée au libre usage de la propriété est justifiée.

La question de savoir si les syndicats de chasse tels qu'organisés par la loi modifiée du 20 juillet 1925 sur l'amodiation de la chasse et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier constituent des associations au sens de l'article 11 de la Convention, ne peut être tranchée définitivement, en l'absence de jurisprudences de la Cour Européenne des Droits de l'Homme sur une institution comparable. De l'avis du soussigné, les syndicats constituent des entités de droit public, jouissant de certaines prérogatives exorbitantes du droit commun, auxquelles le droit d'association négatif (le droit de ne pas être membre d'une association) protégé par l'article 11 de la Convention n'est pas applicable.

A supposer que, suite à un recours individuel, la CEDH tranche en faveur de l'application de la protection résultant de l'article 11, une affiliation de plein droit peut néanmoins se justifier pour des raisons d'intérêt général. La CEDH réserve au seul législateur national le droit de définir l'intérêt général. Elle n'intervient que si la réglementation nationale est déraisonnable.

En l'état actuel de la législation, la finalité d'intérêt général de la chasse ne ressort pas des textes.

Dans la mesure où le législateur estime que le système d'amodiation est nécessaire pour des raisons d'ordre cynégétique et écologique, il lui incombe de créer un cadre légal qui définit plus clairement ces objectifs de la chasse et les droits et obligations de ceux qui entendent l'exercer.

Luxembourg, le 25 mai 2007

Albert RODESCH

Service Central des Imprimés de l'Etat

5496/00B

Nº 5496B

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2006-2007

D E B A T D ' O R I E N T A T I O N

sur la chasse

* * *

CORRIGENDUM

(26.6.2007)

Dans l'annexe 20 du document parlementaire No 5496A, à la page 9, 4ème paragraphe, le début de phrase est à remplacer par: „Sur base de l'affaire Le Compte Van Leuwen et De Meyere […]".

Service Central des Imprimés de l'Etat

Document écrit de dépot

I-2006-C-7-0492-C1 (5496)

5496 Débat chasse
Dépôt: M. Roger Negri
21.06.2007

GD DUCHÉ DE LUXEMBOURG
CHAMBRE DES DÉPUTÉS

17

Motion

La Chambre des Députés,

- suite aux discussions menées au sein de la Commission de l'Environnement en préparation du débat d'orientation sur la chasse, au hearing organisé dans ce même contexte le 26 mars 2007 et au débat d'orientation en séance plénière du 21 juin 2007 ;
- considérant que la loi sur la chasse date du 19 mai 1885, que cette loi a été modifiée et complétée par d'autres lois au fil du temps, que ces lois sont accompagnées d'un nombre important de règlements grand-ducaux, et qu'il en résulte une législation sur la chasse très fragmentée, qui manque de cohérence et de transparence ;
- considérant que l'accroissement exponentiel de certaines espèces de gibier, notamment du sanglier est préoccupant d'un point de vue sanitaire, écologique et économique ;
- convaincue que la chasse doit avoir pour objectif de contribuer à la conservation de la nature, au maintien de l'équilibre écologique et de la biodiversité, ainsi qu'à la prévention d'épizooties ;
- estimant que des pratiques de chasse qui ne contribuent pas à ces objectifs devraient être interdites ;
- soucieuse qu'il soit donné suite aux remarques formulées par le Conseil d'Etat dans son avis du 6 décembre 2005 sur le projet de loi 5452 modifiant et complétant la législation sur la chasse ;
- prenant note de l'« Avis sur la conformité de l'inclusion forcée des propriétaires dans les syndicats de chasse (art. 1 de la loi du 20 juillet 1925 sur l'amodiation et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier) avec les dispositions de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales », élaboré par un avocat à la Cour à la demande du Ministère de l'Environnement ;
- considérant qu'une simple abolition des syndicats de chasse et l'exercice exclusif de la chasse par des gestionnaires cynégétiques engagés par l'Etat n'est pas dans l'intérêt public

invite le Gouvernement

- à remplacer la législation existante par une nouvelle loi sur la chasse qui regroupe en un seul corps de loi toutes les dispositions relatives à la chasse ;

- à définir clairement dans la nouvelle loi les objectifs de la chasse de façon à ce qu'ils répondent à l'intérêt général ;
- à organiser la chasse conformément à ces objectifs, notamment
  - en interdisant et en sanctionnant toute forme de nourrissage, à l'exception de l'agrainage en petites quantités, strictement réglementé ;
  - en fixant les périodes de chasse et en dressant annuellement une liste des espèces chassables par la voie d'un règlement grand-ducal ;
  - en établissant des plans de chasse minima et maxima pour les espèces chassables ;
  - en donnant au ministre la possibilité de faire organiser une chasse administrative sur certains lots dans le cas exceptionnel où un locataire de chasse ne respecterait pas les plans de chasse et remettrait ainsi en cause les objectifs fixés par la loi ;
  - en interdisant et en sanctionnant le lâcher d'animaux appartenant à des espèces classées gibier ;
  - en réorganisant les districts et les lots de chasse ;
- à abolir la notion d'animaux nuisibles et malfaisants dans la législation ;
- à interdire le piégeage en prévoyant que des exceptions à ce principe sont uniquement autorisées par le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, si la demande est clairement motivée par des soucis concernant la protection de la nature ou la santé publique, et si le même but ne peut être atteint par d'autres moyens, l'exécution de ces mesures exceptionnelles et spécialement autorisées incombant à des piégeurs agréés ;
- à réglementer la signalisation des battues et à renforcer les aspects sécuritaires de la chasse ;
- à réformer les syndicats de chasse, qui devront fonctionner de façon transparente et démocratique, notamment en donnant au sein des syndicats les mêmes droits à tous les propriétaires privés et publics, y compris l'Etat et les Communes.

M. Stein-Doerfler

J.P. SCHAAF

Roger Negri

R. Schneider

M. SCHANK

OBERWEIS M.

Marc Angel